# CONSEIL MUNICIPAL

*-*-*-*-*

## SÉANCE du

*jeudi 20 juin 2024*

## PUBLICATION
## DES DELIBERATIONS

-*-*-*-*-*-

**Mise en ligne sur le site internet le 4 juillet 2024**

# Conseil municipal de Vendôme

---

**jeudi 20 juin 2024 à 19 heures**
**Salle de réunions, aile Saint-Jacques, Parc Ronsard à Vendôme**

## LISTE DES DELIBERATIONS PUBLIEES

**----------**

1. **ASSEMBLEES** : Conseil municipal - Actualisation au 13 mai 2024 et communication de la nouvelle représentation de la commune au conseil de la communauté d'agglomération Territoires vendômois
2. **SECRETARIAT DE L'ASSEMBLEE** : Désignation du secrétaire de séance
3. **SECRETARIAT DE L'ASSEMBLEE** : Procès-verbal de la séance du jeudi 4 avril 2024 - Approbation
4. **SECRETARIAT DE L'ASSEMBLEE** : Communication des décisions du maire
5. **STRATEGIE FINANCIERE / DEMOCRATIE LOCALE** : Budget participatif de Vendôme – Approbation du règlement
6. **STRATEGIE FINANCIERE** : Compte de gestion 2023 - Approbation
7. **STRATEGIE FINANCIERE** : Compte administratif et ses annexes 2023 - Approbation
8. **STRATEGIE FINANCIERE** : Reprise et affectation de résultat 2023 sur 2024
9. **STRATEGIE FINANCIERE** : Budget supplémentaire 2024
10. **STRATEGIE FINANCIERE** : Actualisation 2024 des autorisations de programmes (AP) / crédits de paiement (CP)
11. **STRATEGIE FINANCIERE** : Admissions en non-valeur et pertes sur créances éteintes
12. **STRATEGIE FINANCIERE** : Régularisation des opérations sous mandat
13. **ANIMATION DE LA VILLE** : Convention de mise à disposition du Manège Rochambeau à Guy de Malherbe dans le cadre d'une exposition monographique
14. **COHESION SOCIALE** : Centre social - Prestations de service animation globale et coordination et animation collective famille - Convention d'objectifs et de financement
15. **COHESION SOCIALE** : Centre social – Tarifs des activités 2024-2025
16. **COMMANDE PUBLIQUE / VOIRIE :** Convention de groupement de commande entre la commune de Vendôme et la commune de Saint-Ouen pour la passation de marchés de maintenance des équipements de signalisation lumineuse tricolore
17. **FONCIER** : Acquisition du terrain d'assise du futur Centre polyvalent d'activités (CPA) auprès de la Communauté d'agglomération Territoires vendômois
18. **FONCIER** : Acquisition d'un terrain rue du Saint-Coeur
19. **FONCIER** : Acquisition d'un terrain rue des Terrières
20. **FONCIER** : Bilan des cessions et des acquisitions - Année 2023
21. **GRANDS PROJETS** : Réaménagement du faubourg Chartrain – Mise à disposition de matériel communal pour les terrasses sur la portion du faubourg Chartrain nouvellement réaménagé
22. **GRANDS PROJETS** : Réaménagement du faubourg Chartrain – Modification de la convention permettant de définir les conditions partenariales, financières et techniques avec GRDF pour la tranche
23. **GRANDS PROJETS** : Faubourg Chartrain – Dispositif d'indemnisation amiable en faveur de Cyclo Evasion
24. **GRANDS PROJETS** : Faubourg Chartrain – Dispositif d'indemnisation amiable en faveur de Floral express
25. **GRANDS PROJETS** : Faubourg Chartrain – Dispositif d'indemnisation amiable en faveur de Mathis Meilhon
26. **GUICHET UNIQUE** : Actualisation du règlement général

27. **INTERCOMMUNALITE** : Communauté d'agglomération Territoires vendômois - Modification des statuts
28. **MUTUALISATION** : Rapport de mutualisation 2024
29. **PATRIMOINE** : Association des anciens collèges royaux et militaires de France - Adhésion
30. **PATRIMOINE** : Association Ronsard de retour - Don de la statue de Ronsard et solde des comptes
31. **PATRIMOINE SCOLAIRE** : Réinventons nos cours d'écoles - Organisation de résidences de concepteurs en partenariat avec le CAUE du Loir-et-Cher
32. **POLICE MUNICIPALE** : Taxe locale sur la publicité extérieure - Année 2025
33. **POLITIQUE DE LA VILLE** : Programme d'actions 2024 du Contrat de ville – Cofinancement des actions 2024 dans le domaine de la citoyenneté, du lien social, de l'éco-citoyenneté et des compétences parentales et psychosociales
34. **PREVENTION DE LA DELINQUANCE** : Vidéoprotection - Convention de partenariat relative à la vidéoprotection entre la commune et l'Etat - Refonte
35. **RESSOURCES HUMAINES** : Accueil des personnes condamnées à des Travaux d'intérêt général (TIG)
36. **RESSOURCES HUMAINES** : Tableau des emplois permanents 2024 - Modification
38. **RISQUES NATURELS** : Convention de partenariat avec le Syndicat intercommunal cavités 37 relative à la reconnaissance, l'étude et la réalisation de l'inventaire des cavités souterraines sur la ville de Vendôme
39. **SPORT** : Subventions à l'USV Boxe et l'USV Triathlon au titre de l'organisation d'évènements particuliers ou d'un partenariat ponctuel
40. **VIE SCOLAIRE** : Ecole privée sous contrat d'association – Avenant n° 2 à la convention fixant la mise en œuvre de la participation communale aux dépenses de fonctionnement de l'école privée Notre-Dame de Vendôme
41. **VIE SCOLAIRE** : Programme de réussite éducative (PRE) - Subvention 2024
42. **VIE SCOLAIRE** : Subvention pour l'organisation de la classe de découverte école La Cormegeaie - Année scolaire 2023/2024
43. **VIE SCOLAIRE** : Procédure de désaffectation des écoles maternelle et élémentaire Louis Pasteur
44. **VOIRIE** : Règlement de voirie de la ville de Vendôme

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-01-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-01 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : ASSEMBLEES : Conseil municipal - Actualisation au 13 mai 2024 et communication de la nouvelle représentation de la commune au conseil de la communauté d'agglomération Territoires vendômois**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-4 qui dispose que « *les démissions des membres du conseil municipal sont adressées au maire. La démission est définitive dès sa réception par le maire, qui en informe immédiatement le représentant de l'Etat dans le département* » ;

Vu l'article L. 270 du code électoral qui dispose que « *le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit* » ;

Vu l'article L. 273-5 du code électoral qui dispose « *que nul ne peut être conseiller communautaire s'il n'est conseiller municipal* » ;

Vu l'article L. 273-10 du code électoral qui dispose que « *lorsque le siège d'un conseiller communautaire devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat de même sexe élu conseiller municipal suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu* » ;

Vu la délibération n° VVD20200528-01 du 28 mai 2020 portant installation du conseil municipal issu des élections du 15 mars 2020 ;

Vu la délibération n° VVD20201105-01 du 5 novembre 2020 installant Jimmy Marcilly au sein du Conseil municipal et prenant acte de la nouvelle représentation de la commune de Vendôme au sein de Territoires vendômois avec l'entrée dans le conseil d'agglomération de Reyhan Dogan, à compter du 22 octobre 2020 ;

Vu la délibération n° VVD20220401-01 du 1er avril 2022 installant Annie Guellier au sein du Conseil municipal et prenant acte de la nouvelle représentation de la commune de Vendôme au sein de Territoires vendômois avec son entrée dans le conseil d'agglomération, à compter du 21 mars 2022 ;

Vu la délibération n° VVD20220629-00 du 29 juin 2022 installant Ryan Quilleré au sein du Conseil municipal à compter du 28 juin 2022, suite à la démission de Pascal Brindeau ;

Vu la délibération n° VVD20220922-01 du 22 septembre 2022 installant Maryline Aubert-Neilz, à compter du 20 juillet 2022, Guillaume Mezan de Malartic, à compter du 1er août 2022, Françoise Thillier, à compter du 2 septembre 2022, Pierre Fournet-Fayard, à compter du 21 septembre 2022 ;

Vu la délibération n°VVD20230126-01 du 26 janvier 2023 installant Stéphane Brun à compter du 5 janvier 2023 ;

Vu la délibération n°VVD202404-01 du 4 avril 2024 installant Alexandre Boitel à compter du 23 février 2024 ;

Vu le courrier de démission du 5 avril 2024 d'Annie Guellier de son mandat de conseillère municipale ;

Considérant la prise de fonction de conseillère municipale de Coralie Boulot en sa qualité de suivante de la liste Vendômois naturellement, avec effet au 5 avril 2024 ;

Vu le courrier de démission du 8 avril 2024 de Coralie Boulot de son mandat de conseillère municipale ;

Considérant la prise de fonction de conseiller municipal de Dominique Lemay en sa qualité de suivant de la liste Vendômois naturellement, avec effet au 8 avril 2024 ;

Vu le courrier de démission du 15 avril 2024 de Dominique Lemay de son mandat de conseiller municipal ;

Considérant la prise de fonction de conseillère municipale de Brigitte Mélay en sa qualité de suivante de la liste Vendômois naturellement, avec effet au 15 avril 2024 ;

Vu le courrier de démission du 22 avril 2024 de Brigitte Mélay de son mandat de conseillère municipale ;

Considérant la prise de fonction de conseiller municipal de Patrick Lambert en sa qualité de suivant de la liste Vendômois naturellement, avec effet au 22 avril 2024 ;

Vu le courrier de démission du 29 avril 2024 de Patrick Lambert de son mandat de conseiller municipal ;

Considérant la prise de fonction de conseillère municipale d'Anne Rouzé en sa qualité de suivante de la liste Vendômois naturellement, avec effet au 29 avril 2024 ;

Vu le courrier de démission du 6 mai 2024 d'Anne Rouzé de son mandat de conseillère municipale ;

Considérant la prise de fonction de conseiller municipal de Patrick Lecocguen en sa qualité de suivant de la liste Vendômois naturellement, avec effet au 6 mai 2024 ;

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-01-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

Vu le courrier de démission du 13 mai 2024 de Patrick Lecocguen de son mandat de conseiller municipal ;

Considérant la prise de fonction de conseillère municipale de Sabine Greulich en sa qualité de suivante de la liste Vendômois naturellement, avec effet au 13 mai 2024 ;

Considérant la prise de fonction de conseillère communautaire de Sabine Greulich en sa qualité de suivante de même sexe que la conseillère municipale démissionnaire, de la liste Vendômois naturellement, avec effet au 13 mai 2024.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- de prendre acte de l'entrée dans le Conseil municipal de Vendôme de Sabine Greulich à compter du 13 mai 2024 ;

- de prendre acte de la nouvelle représentation de la commune de Vendôme au sein de Territoires vendômois avec l'entrée dans le conseil d'agglomération de Sabine Greulich à compter du 13 mai 2024.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-02-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-02 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : SECRETARIAT DE L'ASSEMBLEE : Désignation du secrétaire de séance**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-02-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**EXPOSÉ** :

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, les fonctions de secrétaires à l'assemblée municipale sont remplies par un ou plusieurs de ses membres.

Le Conseil municipal peut adjoindre à ses secrétaires des auxiliaires pris en dehors de ses membres qui assistent aux séances, mais sans participer aux délibérations.

En ce qui concerne les fonctions de secrétaires, il a toujours été de coutume, au sein de notre assemblée, de les confier au plus jeune conseiller municipal.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-15.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé de reconduire ces dispositions, et de désigner en conséquence le secrétaire de séance : Simon Houdebert.

Vous voudrez bien désigner également en qualité de secrétaire auxiliaire le directeur général des services de la ville.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-03-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-03 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : SECRETARIAT DE L'ASSEMBLEE : Procès-verbal de la séance du jeudi 4 avril 2024 - Approbation**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-03-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**EXPOSÉ** :

Le procès-verbal de la réunion du Conseil municipal du jeudi 4 avril 2024 doit être approuvé par l'assemblée.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé d'approuver le procès-verbal de la réunion du Conseil municipal du jeudi 4 avril 2024, transmis par voie dématérialisée le jeudi 13 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-04-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-04 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : SECRETARIAT DE L'ASSEMBLEE : Communication des décisions du maire**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**

Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Par délibération n° VVD20200528-08, le conseil municipal du 28 mai 2020 a décidé d'accorder des délégations de pouvoir au maire dans certaines matières, conformément à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

L'article L. 2122-23 du CGCT dispose qu'à chaque réunion de l'organe délibérant, le maire rend compte des décisions prises par délégation de l'organe délibérant.

Vous trouverez ci-après la liste des décisions prises par le maire depuis le 28 mars 2024 :

**SOMMAIRE des DÉCISIONS du MAIRE**

| | Référence des décisions |
|---|---|
| ***a) Affaires juridiques : Contentieux*** | |
| Référé préventif devant le Tribunal judiciaire de Blois ouvert par la SCCV Résidence Juliette | VVM-202404-090 |
| ***b) Affaires juridiques : commande publique*** | |
| Procédure adaptée - Capture, transport, accueil et garde en fourrière des animaux errants sur le territoire de Vendôme - Lot n° 2 : accueil en fourrière, recherche des propriétaires et restitution des animaux - Attribution de l'accord-cadre n° VV-24-002 | VVM-202404-085 |
| Appel d'offres ouvert – Accord-cadre multi-attributaires à bons de commandes en cascade n° 2024-015 conclu par le groupement d'intérêt public Approlys – Lot 6 : Acquisition, livraison et installation de mobiliers administratifs issus du réemploi ou de la réutilisation – Accord-cadre n° VV-24-007 (numérotation interne) | VVM-202404-087 |
| Appel d'offres ouvert – Accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes n° 2024-010 conclu par le groupement d'intérêt public Approlys – Lot 1 : Acquisition, livraison et installation de mobiliers administratifs – Accord-cadre n° VV-24-006 (numérotation interne) | VVM-202404-088 |
| Procédure adaptée - Location, installation et maintenance d'une patinoire pour les fêtes de fin d'année à Vendôme (2023 - 2026) – Avenant n° 1 au marché n° VV-23-020 | VVM-202404-094 |
| Appel d'offres ouvert - Achat et livraison de fournitures techniques - lot n°1 : Quincaillerie - serrurerie - Avenant n° 1 à l'accord-cadre n° VV-23-012 | VVM-202404-097 |
| ***c) Guichet unique*** | |
| Concession de terrain n°2023 /154 - cimetière de La Tuilerie N° du plan : 7 E Emplacement n°18 | VVM-202404-068 |
| Concession de terrain n°2023 /155 - cimetière de La Tuilerie N° du plan : 6 E Emplacement n°7 | VVM-202404-069 |
| Concession de terrain n°2023 /156 - cimetière de La Tuilerie N° du plan : 5 A Emplacement n°38 | VVM-202404-070 |
| Concession de terrain n°2023 /157 - cimetière de La Tuilerie N° du plan : 5 E Emplacement n°27 | VVM-202404-071 |
| Concession de terrain n°2023 /158 - cimetière de La Tuilerie N° du plan : 7 G Emplacement n°30 | VVM-202404-072 |
| Concession de terrain n°2023 /159 - cimetière Le Clos N° du plan : 2 H Emplacement n°5 | VVM-202404-073 |
| Concession de terrain n°2023 /160 - cimetière Le Clos N° du plan : 3 D Emplacement n°13 | VVM-202404-074 |
| Concession de terrain n°2023 /161 - cimetière de La Tuilerie N° du plan : 6 M Emplacement n°46 | VVM-202404-075 |
| Concession de terrain n°2023 /162 - cimetière Le Clos N° du plan : 2 A Emplacement n°6 | VVM-202404-076 |
| Concession de terrain n°2023 /163 - cimetière Le Clos N° du plan : 1 I Emplacement n°1 | VVM-202404-077 |
| Concession de terrain n°2023 /164 - cimetière de La Tuilerie N° du plan : 6 J Emplacement n°17 | VVM-202404-078 |
| Concession de terrain n°2023 /165 - cimetière Le Clos N° du plan : 2 H Emplacement n°6 | VVM-202404-079 |
| Concession de terrain n°2023 /166 - cimetière Le Clos N° du plan : 4 C Emplacement n°13 | VVM-202404-080 |
| Concession de terrain n°2023 /167 - cimetière de La Tuilerie N° du plan : 9 S Emplacement n°16 | VVM-202404-081 |
| ***d) Patrimoine et efficacité énergétique*** | |
| Contrat de maintenance du système de sécurité incendie de l'Hôtel de Ville de Vendôme | VVM-202403-064 |
| Renouvellement du contrat de maintenance des défibrillateurs dans les bâtiments communaux | VVM-202404-086 |
| ***e) Ressources humaines*** | |
| Actions ponctuelles de formation | VVM-202403-062 |
| Actions ponctuelles de formation | VVM-202403-065 |
| Actions ponctuelles de formation | VVM-202403-066 |
| Actions ponctuelles de formation | VVM-202404-067 |
| Actions ponctuelles de formation | VVM-202404-084 |
| Actions ponctuelles de formation | VVM-202404-089 |
| Actions ponctuelles de formation | VVM-202404-091 |
| Actions ponctuelles de formation | VVM-202404-092 |
| ***f) Systèmes d'information et des télécommunications*** | |
| Contrat de prestation de service pour la maintenance des progiciels SIECLE, SIECLE AEC, SIECLE IMAGE, SIECLE COMEDEC, ETERNITE-CARTO, AVENIR, AVENIR RCO, SUFFRAGE WEB, WEB DECES | VVM-202403-063 |
| Contrat de prestation de service pour la maintenance du photocopieur Konica BH 287 utilisé par le Point d'accès aux droits (PAD) | VVM-202404-096 |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-04-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

| | Référence des décisions |
|---|---|
| ***g) Stratégie financière*** | |
| Demande de financement pour projet de rénovation de l'éclairage du stade de rugby Guy Boniface | VVM-202404-095 |
| ***h) Urbanisme*** | |
| Location d'un terrain sis 18 boulevard de l'Industrie à la société THALES | VVM-202404-082 |
| Location - Mise à disposition du Grand manège au quartier Rochambeau à la société AUREOLINE EDITIONS | VVM-202404-083 |
| Occupation précaire – Association Château de Vendôme Berceau des Bourbons | VVM-202404-093 |

Le dispositif de ces décisions a été présenté dans le document joint en version dématérialisée.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Vous voudrez bien prendre acte de la communication des décisions prises par le maire par délégation du conseil municipal.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée. Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-05-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-05 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE/DEMOCRATIE LOCALE : Budget participatif de Vendôme – Approbation du règlement**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-10 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Simon Houdebert, maire-adjoint délégué à la stratégie financière
Simon HOUDEBERT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Dans le prolongement de la mise en place des instances de démocratie locale (conseil de proximité et tables de quartier), la ville de Vendôme souhaite déployer un dispositif de budget participatif, donnant l'opportunité aux Vendômois de prendre part directement à l'élaboration de projets pour leur commune.

A ce titre et chaque année, une part du budget d'investissement sera consacrée à la réalisation de projets conçus et proposés par les habitants dans le cadre d'un vote, avec l'objectif de mieux faire connaître le fonctionnement de la collectivité locale, ses compétences et les choix budgétaires.

Le budget participatif sera doté d'une enveloppe annuelle de 100 000 euros soumise au vote du conseil municipal dans le cadre de l'approbation du budget primitif et le montant des projets proposés par les porteurs ne devra pas excéder 30 000 euros TTC.

La mise en place du budget participatif de Vendôme est encadré par le règlement ci-joint qui prévoit :

- le lieu de réalisation des projets ;
- le budget annuel ;
- la nature des porteurs de projets ;
- les conditions d'éligibilité des projets ;
- le processus de sélection des projets ;
- les modalités de réalisation des projets ;
- les modalités d'évaluation du dispositif.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver les termes du règlement du budget participatif de Vendôme ;

- d'autoriser le maire, le maire-adjoint délégué à la stratégie financière ou la maire-adjointe déléguée à la démocratie locale à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-05-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée. Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

**PJ :** Règlement du budget participatif de Vendôme

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-05R-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Budget Participatif De Vendôme

## A vos projets !

PROJET

# Règlement

# Préambule

Dans le prolongement de la mise en place des instances de démocratie locale (Conseil de proximité et Tables de quartier), la ville de Vendôme souhaite déployer un dispositif de **Budget participatif,** donnant l'opportunité aux Vendômois de prendre part directement à l'élaboration de projets pour leur commune.

À ce titre et chaque année, une part du budget d'investissement sera consacrée à la réalisation de projets conçus et proposés par les habitants dans le cadre d'un vote, avec l'objectif de mieux faire connaître le fonctionnement de la collectivité locale, ses compétences et les choix budgétaires.

Les projets respectant les critères de ce règlement, notamment au plan de leur faisabilité technique, juridique et financière seront soumis au vote des vendômois.

Les projets lauréats seront réalisés durant l'année suivant les résultats du vote.

Le règlement du Budget participatif de Vendôme a été validé par le délibération du conseil municipal n° _____du 20 juin 2024.

## Article 1 — Le principe

Le budget participatif est un dispositif permettant de soumettre aux voies des vendômois une partie des dépenses d'investissement de la Ville visant à la réalisation de projets d'intérêt général.

## Article 2 — Le territoire

**Les projets doivent avoir pour lieu de réalisation le périmètre de la commune de Vendôme et concerner les espaces publics et les bâtiments dont la ville est propriétaire.**

Néanmoins, les projets localisés sur une propriété appartenant à une autre collectivité territoriale que la ville ou un bailleur social pourront être étudiés sous réserve que cet espace soit ouvert aux habitants du quartier et n'ait pas fait l'objet d'une résidentialisation.

Sont exclus les projets se situant sur des voies départementales et nationales, sur le domaine géré par la SNCF, dans la forêt domaniale de Vendôme gérée par l'Office national des forêts ainsi qu'au sein des copropriétés privées.

# Article 3 — Le budget annuel

**L'enveloppe annuelle est fixée à 100 000 € TTC.**

Ce budget fait partie intégrante des dépenses d'investissement de la Ville de Vendôme. Une dépense d'investissement est une dépense dite durable (dont l'objet présente une durée de vie de plus d'un an) et qui vient enrichir le patrimoine communal.

Cette enveloppe est soumise au vote du Conseil Municipal dans le cadre du vote du budget.

# Article 4 — Les porteurs de projet

Peuvent proposer un projet :

- toute personne physique unique, ou représentant d'un collectif d'individus non formalisé, résidant à Vendôme et ayant au moins 16 ans (résidant ou scolarisé à Vendôme)
- toute association ayant leur siège social ou exerçant une activité sur la commune

Ne peuvent être porteur de projet :

- Les élus ayant un mandat local ou national
- Les sociétés, entreprises et commerces.

Un porteur de projet ne peut soumettre qu'un seul projet par appel à projets.

# Article 5 — Eligibilité des projets

**Les projets supérieurs à 30 000 € TTC ne sont pas recevables.**

**Un projet doit obligatoirement respecter un certain nombre de critères pour être sélectionné et soumis au vote des vendômois :**

- Il doit être localisé sur le territoire de la commune de Vendôme.
- Il doit être licite, c'est-à-dire permis par le droit en vigueur.
- Il doit être conforme à l'ordre public, c'est-à-dire « le bon ordre, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique », ne portant pas atteinte « à la dignité humaine et aux bonnes mœurs ».
- Il doit être exempt de tout caractère discriminatoire ou diffamatoire et non contraire au principe de laïcité.

- Il doit relever des domaines de compétences de la collectivité, hors programmes annuels courants de la ville.
- Il doit viser l'intérêt général et bénéficier à un public diversifié, c'est-à-dire viser à servir le bien commun et non les intérêts de ses porteurs ou un groupe fermé de personnes.
- Les réalisations doivent tendre, soit à améliorer le cadre de vie de proximité, soit à faciliter le lien social et la solidarité, et veiller à respecter au mieux l'environnement.
- Les dépenses d'investissement incluent les coûts liés à l'acquisition et à la mise en œuvre des moyens nécessaires à la réalisation du projet (achat de matériel, travaux d'aménagement...).
- Il ne doit ni générer de coûts de fonctionnement, autre que l'entretien courant, ni induire le recrutement ou la mise à disposition de personnel municipal.
- Il doit être suffisamment précis pour être étudié juridiquement et techniquement par les services de la Ville.
- Il ne peut être assimilé à une démarche commerciale et/ou générer des bénéfices privés par son utilisation ou son usage.
- Ce doit être un nouveau projet qui n'est ni à l'étude, ni en cours d'exécution.

# Article 6 — Sélection des projets

**Un comité de suivi** est créé. Il a pour missions de :

- Valider la recevabilité des projets proposés.
- Proposer une sélection de projets à l'arbitrage du maire.
- Etre garant d'une mise en œuvre équitable de la campagne de promotion des projets proposés au vote, de la bonne tenue du vote et de la bonne réalisation des projets votés.

Ce comité est co-présidé par la maire-adjointe en charge de la démocratie locale et le maire-adjoint délégué à la stratégie financière et aux élections et est constitué de dix élus :

- 7 élus issus de la majorité
- 3 élus issus de l'opposition

Le maire est membre de droit de ce comité de suivi.

Il se réunit en présence des services municipaux concernés.

## Etape 1 Information et communication sur le dispositif

Ce temps est consacré à faire connaître le budget participatif auprès de la population vendômoise. La Ville utilise tous les moyens qu'elle juge nécessaire pour communiquer à ce sujet.

## Etape 2 Dépôt des dossiers de projets

Durant cette période, les porteurs de projet peuvent soumettre leurs idées en utilisant le formulaire dédié, disponible sur le site de la ville de Vendôme.

Cet espace dédié existe tout au long du processus de mise en œuvre du budget participatif et permet d'accéder à l'ensemble des informations concernant le déroulement et la mise en œuvre du budget participatif.

## Etape 3 Étude des projets par les services municipaux

Les services municipaux compétents étudient la recevabilité des projets dans le respect des critères définis à l'article 6.

La faisabilité technique, financière et juridique des projets soumis est étudiée par ces services.

Les porteurs de projet peuvent être contactés afin de préciser certains aspects du projet présenté, comprendre l'intention et qualifier la demande.

Si des projets présentent des caractéristiques semblables, leur fusion est alors étudiée en concertation avec les porteurs de projet.

Des amendements ou des ajustements peuvent être proposés afin d'adapter les projets aux contraintes qui s'imposent à la collectivité. Ainsi, après instruction par les services municipaux, les projets sont susceptibles de ne plus correspondre exactement aux propositions initiales des porteurs de projet.

Ces derniers sont informés des évolutions et un échange s'instaurera pour y apporter des solutions.

Dans le cas contraire, l'expertise des services est prépondérante. Si un projet s'avère irréalisable, inapproprié ou ne respecte pas les critères énoncés à l'article 6, il n'est pas présélectionné.

Quelle que soit l'issue de l'analyse, les porteurs de projet sont informés de la recevabilité de leur dossier.

## Etape 4 Sélection des projets soumis au vote

La liste des projets éligibles au vote, après instruction des services municipaux est alors soumise au comité de suivi pour validation de la recevabilité des projets proposés et proposition de la sélection des projets à la validation du maire.

La liste des projets sélectionnés est ensuite proposée au vote des habitants.

Cette liste comprend :

- Le nom du projet
- L'identité du porteur de projet
- Le besoin auquel il répond
- Ses objectifs
- Une description succincte
- Sa localisation
- Le coût estimé

Chaque porteur de projet est informé de la recevabilité ou non de son projet.

La liste des projets qui sont proposés au vote et des projets non retenus est publiée site de la ville de Vendôme.

## Etape 5 Communication sur les projets soumis au vote

La Ville utilise tous les moyens qu'elle juge nécessaire pour communiquer sur les projets soumis au vote.

Des supports de communication numérique et/ou papier sont créés afin de promouvoir équitablement tous les projets et leurs spécificités.

Ils sont consultables sur le site de la ville de Vendôme.

## Etape 6 Choix des projets par vote

Les projets sont soumis au vote de toutes les personnes physiques, inscrites sur la liste électorale de Vendôme, âgées 16 ans au moins et scolarisées à Vendôme.

Chaque résident ne peut voter qu'une fois.

Le vote pourra être effectué de façon dématérialisée sur le site de la ville de Vendôme. Le vote nécessitera une authentification pour respecter les critères de participation à cette consultation. Toutefois, le vote restera anonyme.

Chaque participant vote par ordre préférentiel sur trois projets :

- 5 points sont attribués au premier qu'il retient ;
- 3 points au deuxième ;
- 1 point au troisième.

Toute fraude, ou tentative de fraude, avérée lors du vote a pour effet de rendre ce vote nul, voire de disqualifier le ou les projets incriminés.

## Etape 7 Proclamation des résultats

A l'issue des votes, les projets sont retenus **par ordre de classement par points,** jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire. A l'approche du plafond, seuls les projets ne dépassant pas le plafond fixé seront retenus.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-05R-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

Le comité de suivi est chargé de garantir le bon déroulement du vote, du respect des résultats et de soumettre à la validation du maire la liste des projets lauréats appelés à être réalisés.

## Article 7 — La réalisation des projets

La Ville de Vendôme est le maître d'ouvrage et réalise les projets.

La responsabilité de la mise en œuvre de ces projets est confiée à différents services municipaux selon les caractéristiques propres à chaque projet.

Le porteur de projet est invité à suivre la réalisation.

La Ville reste propriétaire des éventuels équipements mis en place.

La mise en œuvre des projets doit respecter les avis règlementaires susceptibles d'être sollicités (ABF…) et être réalisée durant l'année suivant la proclamation des résultats.

## Article 8 — Évaluation du dispositif

A l'issue de la réalisation de ces projets, une évaluation du dispositif est réalisée par le comité de suivi. Cette évaluation a pour objectif de :

- Confirmer la pertinence des modalités de mise en œuvre du budget participatif
- Déterminer les réussites et points à améliorer de la démarche afin de conforter la continuité et la pérennité du Budget participatif pour les années suivantes.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-06-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-06 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE : Compte de gestion 2023 - Approbation**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-10 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Simon Houdebert, maire-adjoint délégué à la stratégie financière
Simon HOUDEBERT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

La comptabilité publique est basée sur le principe de séparation des fonctions entre l'ordonnateur et le comptable. Dans ce cadre, le président, ordonnateur, établit le compte administratif et le comptable le compte de gestion.

Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter le budget principal de l'exercice et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats ;

Après s'être fait présenter par Gilles Dupin, comptable public, le compte de gestion accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023 celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses apparaissent régulières et justifiées et que les résultats à la clôture de l'exercice 2023, concordent avec ceux du compte administratif

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- d'approuver le compte de gestion du budget de la Ville de Vendôme, pour l'exercice 2023, qui n'appelle ni observation ni réserve sur la tenue des comptes ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la stratégie financière à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

**PJ** : synthèse compte de gestion 2023

# Résultats budgétaires de l'exercice

26900 - VENDOME BP Exercice 2023

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | | |
| Prévisions budgétaires totales (a) | 14 302 854,17 | 24 069 179,01 | 38 372 033,18 |
| Titres de recette émis (b) | 8 611 994,54 | 23 639 119,30 | 32 251 113,84 |
| Réductions de titres (c) | 74,08 | 1 559 663,78 | 1 559 737,86 |
| Recettes nettes (d = b - c) | 8 611 920,46 | 22 079 455,52 | 30 691 375,98 |
| **DEPENSES** | | | |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 14 302 854,17 | 24 069 179,01 | 38 372 033,18 |
| Mandats émis (f) | 9 377 215,92 | 23 973 041,68 | 33 350 257,60 |
| Annulations de mandats (g) | 16 141,00 | 4 503 627,45 | 4 519 768,45 |
| Depenses nettes (h = f - g) | 9 361 074,92 | 19 469 414,23 | 28 830 489,15 |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | | | |
| (d - h) Excédent | | 2 610 041,29 | 1 860 886,83 |
| (h - d) Déficit | 749 154,46 | | |

Délibération n°VD20240620-06

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

26900 - VENDOME BP Exercice 2023

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2023 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | -506 704,10 | | -749 154,46 | | -1 255 858,56 |
| Fonctionnement | 2 652 900,89 | | 2 610 041,29 | | 5 262 942,18 |
| **TOTAL I** | **2 146 196,79** | | **1 860 886,83** | | **4 007 083,62** |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| **TOTAL II** | | | | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial | | | | | |
| **TOTAL III** | | | | | |
| **TOTAL I + II + III** | **2 146 196,79** | | **1 860 886,83** | | **4 007 083,62** |





Délibération n°VVD20240620-06

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-06-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-07-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-07 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 27 | Contre : 0 | Abstention : 4 | NPPPV : 1 |

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE : Compte administratif et ses annexes 2023 - Approbation**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-10 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Simon Houdebert, maire-adjoint délégué à la stratégie financière
Simon HOUDEBERT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Vous venez d'examiner le compte de gestion 2023 établi par le comptable public. Il vous est proposé à présent d'étudier le compte administratif 2023 du budget de la Ville de Vendôme.

La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République modifiée par l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005, détermine la nature et le contenu des annexes à joindre aux documents budgétaires.

L'article L. 2121-14 du code général des collectivités territoriales prévoit que « dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote. »

**COMPTE ADMINISTRATIF 2023**

| | **Section de fonctionnement** | **Section d'investissement** | **Total des sections** |
|---|---|---|---|
| **Résultat de clôture 2022 *(A)*** | **2 652 900,89** | **-506 704,10** | **2 146 196,79** |
| **Part affectée à l'investissement (1068) exercice 2023 *(B)*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Recettes 2023 *(a)* | 22 079 455,52 | 8 611 920,46 | 30 691 375,98 |
| Dépenses 2023 *(b)* | 19 469 414,23 | 9 361 074,92 | 28 830 489,15 |
| **Résultat de l'exercice 2023 *(C) : (a)-(b)*** | **2 610 041,29** | **-749 154,46** | **1 860 886,83** |
| **Résultat de clôture 2023 : *(A)+(B)+(C)*** | **5 262 942,18** | **-1 255 858,56** | **4 007 083,62** |

Ces résultats sont identiques à ceux du compte de gestion 2023 établi par le comptable.
L'intégration interviendra après décision de reprise et d'affectation lors de l'adoption du budget supplémentaire 2024.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-14.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- d'élire Simon Houdebert, président de l'assemblée municipale qui présidera le débat sur ce compte administratif ;

- d'adopter le compte administratif 2023 et ses annexes du budget de la Ville de Vendôme ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la stratégie financière à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-07-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votes exprimés avec 27 voix pour, 4 abstentions (Christophe CHAPUIS, Alexandre BOITEL, Patrick CALLU, Sabine GREULICH) et 1 ne prenant pas part au vote (Laurent BRILLARD ayant quitté la salle au moment du vote), ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Président de l'assemblée, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Simon HOUDEBERT |

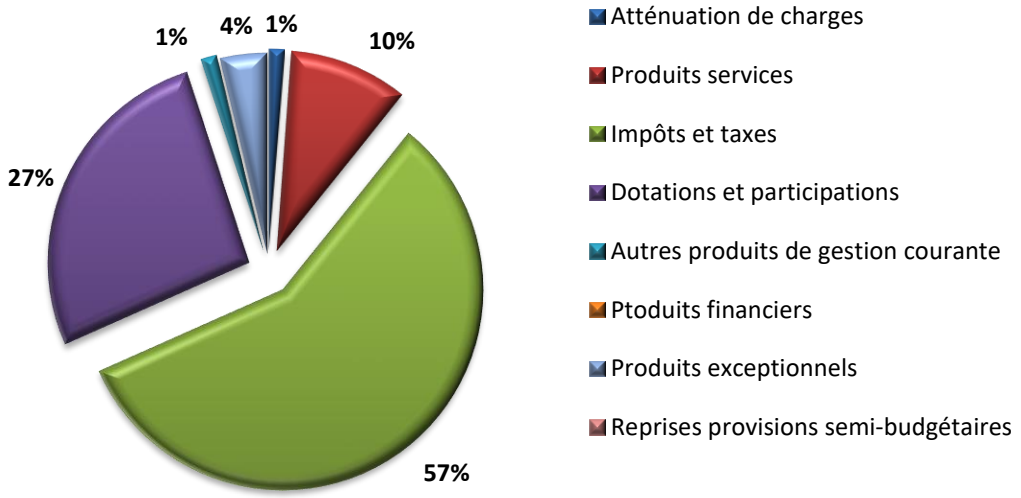
**PJ** : Compte administratif 2023 et ses annexes ainsi que la note synthétique

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-07P-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# CA 2023
# AFFECTATION DU RESULTAT
# BS 2024

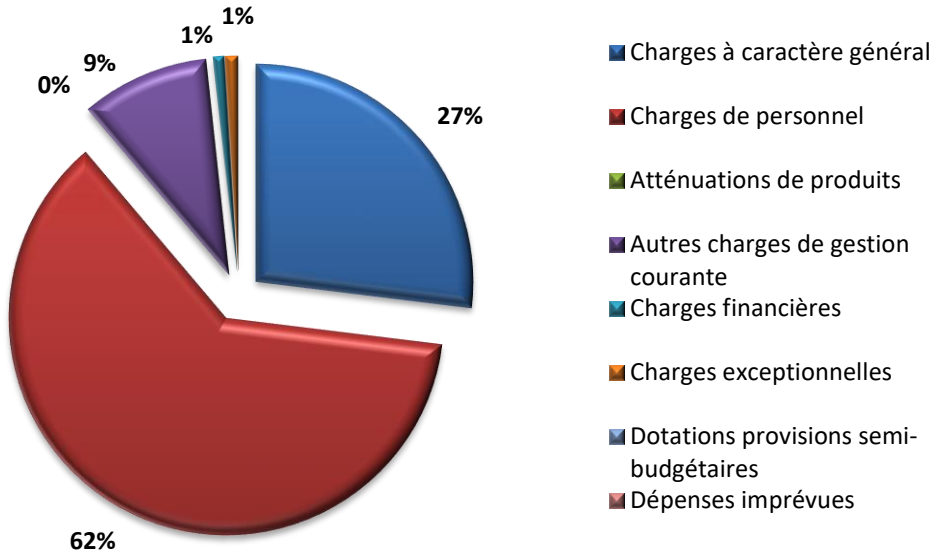
# VILLE DE VENDÔME

# CA 2023 VILLE DE VENDOME
# LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



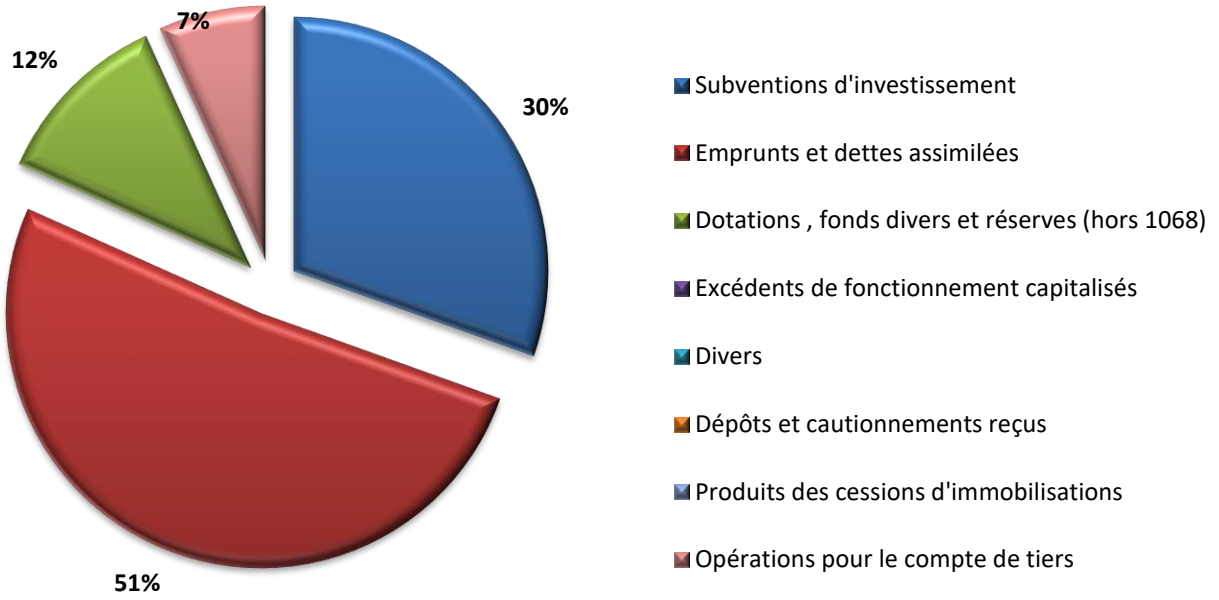

| | CA 2023 | BT 2023 | Taux de réalisation |
|---|---|---|---|
| Atténuation de charges | 254 313 | 90 000 | 282,6% |
| Produits services | 2 098 306 | 1 847 816 | 113,6% |
| Impôts et taxes | 12 569 709 | 12 389 376 | 101,5% |
| Dotations et participations | 5 823 350 | 5 792 790 | 100,5% |
| Autres produits de gestion courante | 284 182 | 119 120 | 238,6% |
| Ptoduits financiers | 76 | | |
| Produits exceptionnels | 807 214 | 1 490 | 54175,4% |
| Reprises provisions semi-budgétaires | 2 114 | | |
| **Total recettes réelles** | **21 839 263** | **20 240 592** | **107,9%** |
| Opérations d'ordre transfert entre sections | 240 192 | 201 940 | |
| Opérations d'ordre intérieur de la section | | 0 | |
| **Total recettes d'ordre** | **240 192** | **201 940** | |
| **TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **22 079 456** | **20 442 532** | |
| Pour information excédent de fonctionnement reporté de 2022 | | 2 652 901 | |

# CA 2023 VILLE DE VENDOME
# LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



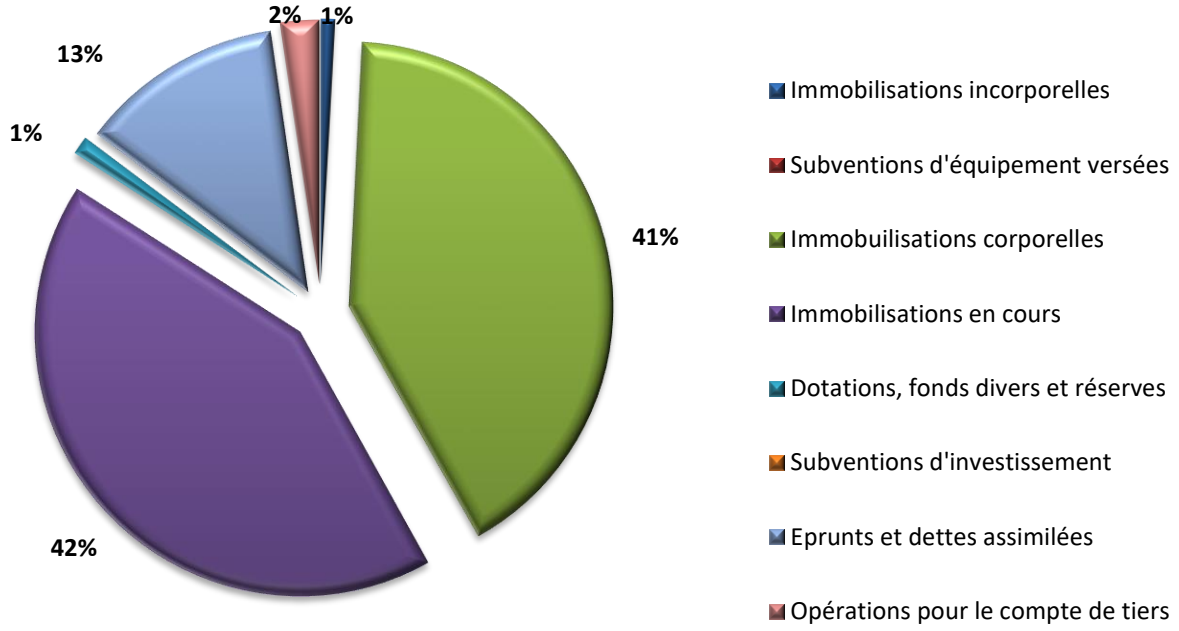

| | CA 2023 | BT 2023 | Taux de réalisation |
|---|---|---|---|
| Charges à caractère général | 4 750 855 | 5 160 309 | 92,1% |
| Charges de personnel | 10 912 102 | 11 234 144 | 97,1% |
| Atténuations de produits | 0 | 104 | 0,0% |
| Autres charges de gestion courante | 1 674 583 | 1 762 874 | 95,0% |
| Charges financières | 140 870 | 201 542 | 69,9% |
| Charges exceptionnelles | 156 091 | 221 380 | 70,5% |
| Dotations provisions semi-budgétaires | 1 562 | 15 000 | 10,4% |
| Dépenses imprévues | 0 | 0 | |
| **Total dépenses réelles** | **17 636 064** | **18 595 353** | **94,8%** |
| Virement à la section d'investissement | | 3 630 080 | |
| Opérations d'ordre transfert entre sections | 1 833 351 | 870 000 | |
| Opérations d'ordre intérieur de la section | | 0 | |
| **Total dépenses d'ordre** | **1 833 351** | **4 500 080** | |
| **TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** | **19 469 414** | **23 095 433** | |
| Pour information déficit de fonctionnement reporté de 2022 | | 0 | |

# CA 2023 VILLE DE VENDOME
# LES RECETTES D'INVESTISSEMENT




| | CA 2023 | Reports | BT 2023 | Taux d'engagement |
|---|---|---|---|---|
| Subventions d'investissement | 2 053 117 | 1 894 705 | 3 802 510 | 103,8% |
| Emprunts et dettes assimilées | 3 459 000 | | 3 461 673 | 99,9% |
| Dotations , fonds divers et réserves (hors 1068) | 778 126 | | 752 000 | 103,5% |
| Excédents de fonctionnement capitalisés | | | | |
| Divers | 910 | | | |
| Dépôts et cautionnements reçus | | | | |
| Produits des cessions d'immobilisations | | | 612 180 | 0,0% |
| Opérations pour le compte de tiers | 457 193 | 169 416 | 845 349 | 74,1% |
| **Total recettes réelles** | **6 748 346** | **2 064 122** | **9 473 712** | **93,0%** |
| Virement de la section de fonctionnement | | | 3 630 080 | |
| Opérations d'ordre transfert entre sections | 1 833 351 | | 870 000 | |
| Opérations d'ordre intérieur de la section | 30 224 | | 101 500 | |
| **Total recettes d'ordre** | **1 863 575** | **0** | **4 601 580** | |
| **TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **8 611 920** | **2 064 122** | **14 075 292** | |
| Pour information excédent d'investissement reporté de 2022 | | | 0 | |

# CA 2023 VILLE DE VENDOME
# LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

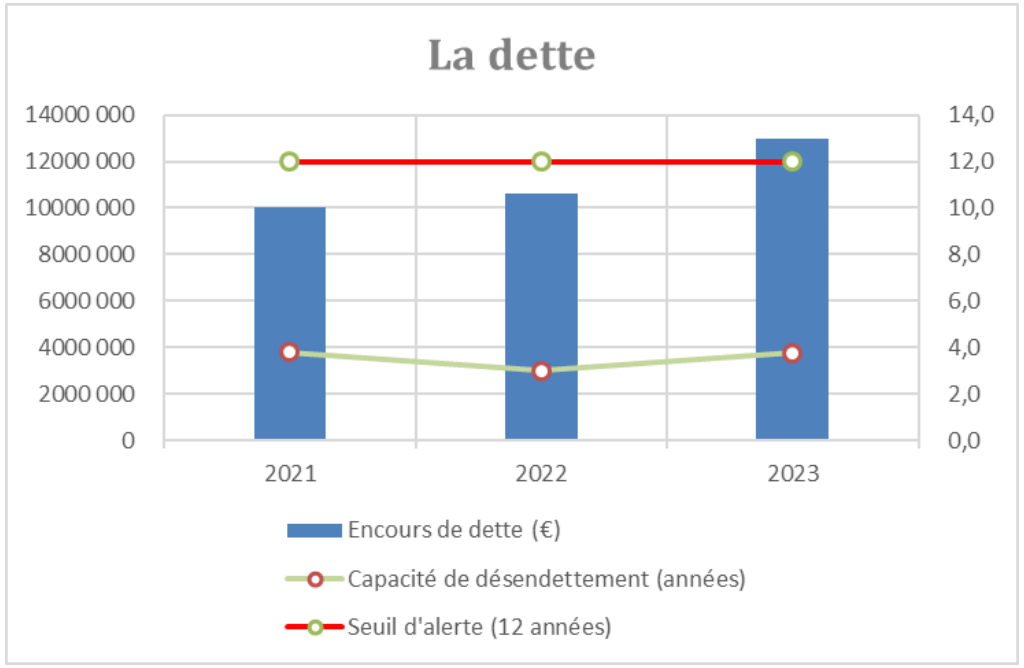



| | CA 2023 | Reports | BT 2023 | Taux d'engagement |
|---|---|---|---|---|
| Immobilisations incorporelles | 72 235 | 148 406 | 330 826 | 66,7% |
| Subventions d'équipement versées | | 28 369 | 353 700 | 8,0% |
| Immobuilisations corporelles | 3 735 542 | 843 836 | 5 692 363 | 80,4% |
| Immobilisations en cours | 3 837 849 | 171 164 | 4 800 161 | 83,5% |
| Dotations, fonds divers et réserves | 101 466 | | 184 102 | 55,1% |
| Subventions d'investissement | | | | |
| Eprunts et dettes assimilées | 1 134 720 | 20 000 | 1 156 720 | 99,8% |
| Opérations pour le compte de tiers | 208 848 | 190 094 | 747 277 | 53,4% |
| **Total dépenses réelles** | **9 090 659** | **1 401 870** | **13 265 148** | **79,1%** |
| Opérations d'ordre transfert entre sections | 240 192 | | 201 940 | |
| Opérations d'ordre intérieur de la section | 30 224 | | 101 500 | |
| **Total dépenses d'ordre** | **270 416** | | **303 440** | |
| **TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT** | **9 361 075** | **1 401 870** | **13 568 588** | |
| Pour information déficit d'investissement reporté de 2022 | | | 506 704 | |

# CA 2023 VILLE DE VENDOME
# L ’AUTOFINANCEMENT

| | |
|---|---|
| Recettes réelles de fonctionnement (1) | 21 839 263,42 |
| dont produits de cession (2) | 746 184,00 |
| Dépenses réelles de fonctionnement (3) | 17 636 063,67 |
| **Epargne brute (4) = (1) - (2) - (3)** | **3 457 015,75** |
| Taux d'épargne brute (5) = (4) / ((1) - (2)) | 16% |
| Remboursement de la dette (6) | 1 134 719,91 |
| **Epargne nette (7) = (4) - (6)** | **2 322 295,84** |

# CA 2023 VILLE DE VENDOME
# LA DETTE




| | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| Encours de dette (€) | 10 051 706 | 10 641 706 | 12 966 235 |
| Capacité de désendettemer | 3,8 | 3,0 | 3,8 |
| Seuil d'alerte (12 années) | 12 | 12 | 12 |

# CA 2023 VILLE DE VENDOME
# LE RESULTAT DE CLOTURE

| | Section de fonctionnement | Section d'investissement | Total des sections |
|---|---|---|---|
| **Résultat de clôture 2022 *(A)*** | **2 652 900,89** | **-506 704,10** | **2 146 196,79** |
| **Part affectée à l'investissement (1068) exercice 2023 *(B)*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Recettes 2023 *(a)* | 22 079 455,52 | 8 611 920,46 | 30 691 375,98 |
| Dépenses 2023 *(b)* | 19 469 414,23 | 9 361 074,92 | 28 830 489,15 |
| **Résultat de l'exercice 2023 *(C) : (a)-(b)*** | **2 610 041,29** | **-749 154,46** | **1 860 886,83** |
| **Résultat de clôture 2023 : *(A)+(B)+(C)*** | **5 262 942,18** | **-1 255 858,56** | **4 007 083,62** |

# CA 2023 VILLE DE VENDOME
# L'AFFECTATION DE RESULTAT

| Exercice 2023 | Excédent / Recettes | Déficit / Dépenses |
|---|---|---|
| **Résultat de clôture 2023 (1)** | **4 007 083,62** | |
| Résultat de Fonctionnement 2023 | 5 262 942,18 | |
| Résultat d'investissement 2023 | | 1 255 858,56 |
| **Solde sur restes à réaliser 2023 (2)** | **662 251,94** | |
| Restes à réaliser 2023 | 2 064 121,66 | 1 401 869,72 |
| **Solde disponible pour 2024 après RAR (3) = (1) + (2)** | **4 669 335,56** | |

| Exercice 2024 | Excédent / Recettes | Déficit / Dépenses |
|---|---|---|
| **Affectation du résultat de fonctionnement 2023 en 2024** | **5 262 942,18** | |
| 2024 Excédent / déficit de fonctionnement reporté (Fonct 002) | 4 669 335,56 | |
| 2024 Excédent de fonctionnement capitalisé (Inv. R1068) | 593 606,62 | |
| **Affectation du résultat d'investissement 2023 en 2024** | | **1 255 858,56** |
| 2024 Excédent / déficit d' investissement reporté (Inv. 001) | | 1 255 858,56 |
| **Solde affectation du résultat 2023 sur 2024** | **4 007 083,62** | |
| Solde sur fonctionnement 2024 | 4 669 335,56 | |
| Solde sur investissement 2024 | | 662 251,94 |
| **Solde répartition du disponible 2023 sur 2024** | **4 669 335,56** | |
| Solde sur fonctionnement 2024 | 4 669 335,56 | |
| Solde sur Investissement 2024 | 0,00 | |

# BS 2024 VILLE DE VENDOME
# SECTION DE FONCTIONNEMENT

**SECTION DE FONCTIONNEMENT : RECETTES**

| Chapitre / articles | BP | RP | BS | BT |
|---|---|---|---|---|
| R 002 Excédent de fonction. reporté | | | 4 669 335,56 | 4 669 335,56 |
| R 013 Atténuation de charges | 90 000,00 | | | 90 000,00 |
| R 70 Produits d'exploitation | 2 236 146,00 | | | 2 236 146,00 |
| R 73 Produits fiscaux | 1 212 922,00 | | | 1 212 922,00 |
| R 731 Fiscalité locale | 11 594 725,00 | | 81 599,00 | 11 676 324,00 |
| R 74 Dotations participations | 5 896 156,00 | | 110 533,00 | 6 006 689,00 |
| R 75 Autres prod de gestion c. | 438 000,00 | | | 438 000,00 |
| R 76 Produits financiers | 0,00 | | | 0,00 |
| R 77 Produits exceptionnels | | | | 0,00 |
| R 78 Reprise sur provisions | | | | 0,00 |
| **Produits réels** | **21 467 949,00** | **0,00** | **4 861 467,56** | **26 329 416,56** |
| R 042 Transfert entre sections | 400 000,00 | 0,00 | 2 498,00 | 402 498,00 |
| R 043 Op. ordre intérieur section | | | | 0,00 |
| | | | | |
| **Produits d'ordre** | **400 000,00** | **0,00** | **2 498,00** | **402 498,00** |
| **Section de fonctionnement produits** | **21 867 949,00** | **0,00** | **4 863 965,56** | **26 731 914,56** |

**SECTION DE FONCTIONNEMENT : DEPENSES**

| Chapitre / articles | BP | RP | BS | BT |
|---|---|---|---|---|
| D 002 Déficit de fonction. reporté | 0,00 | | | 0,00 |
| D 011 Ch à c. général | 5 124 289,00 | | 258 444,70 | 5 382 733,70 |
| D 012 Ch de personnels | 11 661 142,00 | | 200 000,00 | 11 861 142,00 |
| D 014 Att de produits | 200,00 | | 200,00 | 400,00 |
| D 65 Autre ch de gestion C | 1 699 655,00 | | 15 515,00 | 1 715 170,00 |
| D 66 frais fi | 305 600,00 | | | 305 600,00 |
| D 67 charges spécifiques | 10 000,00 | | 40 000,00 | 50 000,00 |
| D 68 Prov. pour cr. douteuses | 2 000,00 | | | 2 000,00 |
| | | | | 0,00 |
| | | | | 0,00 |
| **Charges réelles** | **18 802 886,00** | **0,00** | **514 159,70** | **19 317 045,70** |
| D 023 Virement | 1 778 063,00 | | 4 435 805,86 | 6 213 868,86 |
| D 042 Amortissements | 1 201 000,00 | | | 1 201 000,00 |
| D 043 Op. ordre intérieur section | | | | 0,00 |
| **Charges d'ordre** | **2 979 063,00** | **0,00** | **4 435 805,86** | **7 414 868,86** |
| **Section de fonctionnement charges** | **21 781 949,00** | **0,00** | **4 949 965,56** | **26 731 914,56** |

# BS 2024 VILLE DE VENDOME
# SECTION D'INVESTISSEMENT

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-07P-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**SECTION D'INVESTISSEMENT : RECETTES**

| Chapitre / articles | BP | RP | BS | BT |
|---|---|---|---|---|
| R 001 Excédent reporté | 0,00 | | | 0,00 |
| R 024 Produits de cessions | | | | 0,00 |
| R 1068 Excédent de F capitalisé | 0,00 | 0,00 | 593 606,62 | 593 606,62 |
| R 10 Fonds div. et réserves (FCTVA) | 757 000,00 | 0,00 | | 757 000,00 |
| R 13 Subventions d'équipements | 2 345 617,10 | 1 894 705,26 | 143 098,51 | 4 383 420,87 |
| R 16 Mobilisation d'emprunts | 7 613 668,00 | 0,00 | -2 429 140,00 | 5 184 528,00 |
| R 165 Dépôts et caution. reçus | 2 000,00 | 0,00 | | 2 000,00 |
| R 20 Immos incorporelles | 0,00 | | | 0,00 |
| R 204 Subvention d'inv versées | | | | 0,00 |
| R 21 Immos corporelles | | | | 0,00 |
| R 23 Reprise sur immmos en cours | | | | 0,00 |
| R 27 Autres immobilisations fi | | | | 0,00 |
| R 4582 Opérations sous mandats | 73 000,00 | 169 416,40 | 40 100,00 | 282 516,40 |
| **Ressources réelles** | **10 791 285,10** | **2 064 121,66** | **-1 652 334,87** | **11 203 071,89** |
| R 021 Virement | 1 778 063,00 | 0,00 | 4 435 805,86 | 6 213 868,86 |
| R 040 Amortissements | 1 201 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 201 000,00 |
| R 041 Opération patrimoniales | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| | | | | |
| **Ressources d'ordre** | **3 979 063,00** | **0,00** | **4 435 805,86** | **8 414 868,86** |
| **Ressources d'investissement** | **14 770 348,10** | **2 064 121,66** | **2 783 470,99** | **19 617 940,75** |

**SECTION D'INVESTISSEMENT : DEPENSES**

| Chapitre / articles | BP | RP | BS | BT |
|---|---|---|---|---|
| D 001 Déficit inv. reporté | 0,00 | 0,00 | 1 255 858,56 | 1 255 858,56 |
| D 10 Dotations rés. à reverser | 0,00 | | | 0,00 |
| D 1068 Reprise sur exc. de F. capita | 0 | | | 0,00 |
| D 13 Reprise sur subventions | 0,00 | | | 0,00 |
| D 16 Remb capital d'emprunts | 1 311 960,00 | | | 1 311 960,00 |
| D 165 Dépôts et caution. versés | 2 000,00 | 20 000,00 | | 22 000,00 |
| D 20 Immos incorporelles | 512 837,40 | 148 405,83 | -41 690,44 | 619 552,79 |
| D 204 Subvention d'inv versées | 50 000,00 | 28 369,10 | 0,00 | 78 369,10 |
| D 21 Immos corporelles | 4 269 250,70 | 843 836,39 | 1 828 600,32 | 6 941 687,41 |
| D 23 Immos en cours | 6 951 300,00 | 171 164,11 | 560 356,49 | 7 682 820,60 |
| D 27 Autres immobilisations fi | | | | 0,00 |
| D 4581 Opérations sous mandat | 73 000,00 | 190 094,29 | 40 100,00 | 303 194,29 |
| | | | | |
| **Dépenses réelles** | **13 170 348,10** | **1 401 869,72** | **3 643 224,93** | **18 215 442,75** |
| D 040 Tranferts entre sections | 400 000,00 | 0,00 | 2 498,00 | 402 498,00 |
| D 041 Opérations patrimoniales | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| | | | | |
| **Dépenses d'ordre d'investissement** | **1 400 000,00** | **0,00** | **2 498,00** | **1 402 498,00** |
| **Dépenses totales d'investissement** | **14 570 348,10** | **1 401 869,72** | **3 645 722,93** | **19 617 940,75** |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-08-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-08 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 30 | Contre : 0 | Abstention : 2 |

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE : Reprise et affectation de résultat 2023 sur 2024**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-10 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Simon Houdebert, maire-adjoint délégué à la stratégie financière
Simon HOUDEBERT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

La comptabilité M14 impose au conseil municipal de délibérer sur l'affectation des résultats de l'exercice antérieur.

Les résultats pour le budget de la ville de Vendôme à la clôture de l'exercice 20223 s'établissent ainsi :

| Exercice 2023 | Excédent / Recettes | Déficit / Dépenses |
|---|---|---|
| **Résultat de clôture 2023 (1)** | **4 007 083,62** | |
| Résultat de Fonctionnement 2023 | 5 262 942,18 | |
| Résultat d'investissement 2023 | | 1 255 858,56 |
| **Solde sur restes à réaliser 2023 (2)** | **662 251,94** | |
| Restes à réaliser 2023 | 2 064 121,66 | 1 401 869,72 |
| **Solde disponible pour 2024 après RAR (3) = (1) + (2)** | **4 669 335,56** | |

| Exercice 2024 | Excédent / Recettes | Déficit / Dépenses |
|---|---|---|
| **Affectation du résultat de fonctionnement 2023 en 2024** | **5 262 942,18** | |
| 2024 Excédent / déficit de fonctionnement reporté (Fonct 002) | 4 669 335,56 | |
| 2024 Excédent de fonctionnement capitalisé (Inv. R1068) | 593 606,62 | |
| **Affectation du résultat d'investissement 2023 en 2024** | | **1 255 858,56** |
| 2024 Excédent / déficit d' investissement reporté (Inv. 001) | | 1 255 858,56 |
| **Solde affectation du résultat 2023 sur 2024** | **4 007 083,62** | |
| Solde sur fonctionnement 2024 | 4 669 335,56 | |
| Solde sur investissement 2024 | | 662 251,94 |
| **Solde répartition du disponible 2023 sur 2024** | **4 669 335,56** | |
| Solde sur fonctionnement 2024 | 4 669 335,56 | |
| Solde sur Investissement 2024 | 0,00 | |

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- de reprendre en excédent de fonctionnement (R 002 résultat de fonctionnement reporté) la somme de 4 669 335,56 euros au budget 2024 de la Ville de Vendôme ;

- d'affecter en excédent de fonctionnement capitalisé (R 1068) au budget 2024 la somme de 593 606,62 euros ;

- de reprendre le déficit d'investissement à hauteur de 1 255 858,56 euros au budget 2024 de la Ville de Vendôme (D 001) ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la stratégie financière à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-08-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votes exprimés avec 30 voix pour et 2 abstentions (Alexandre BOITEL, Sabine GREULICH), ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-09-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-09 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 30 | Contre : 0 | Abstention : 2 |

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE : Budget supplémentaire 2024**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-10 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Simon Houdebert, maire-adjoint délégué à la stratégie financière
Simon HOUDEBERT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Lors de la séance du 19 février 2024 (délibération n° VVD20240219-03), le budget primitif 2024 du budget de la Ville de Vendôme a été adopté.

Au cours de l'exécution de ce budget, il convient de procéder à certaines évolutions pour intégrer l'affectation du résultat 2023 et apporter des ajustements budgétaires.

**SECTION DE FONCTIONNEMENT : RECETTES**

| Chapitre / articles | BP | RP | BS | BT |
|---|---|---|---|---|
| R 002 Excédent de fonction. reporté | | | 4 669 335,56 | 4 669 335,56 |
| R 013 Atténuation de charges | 90 000,00 | | | 90 000,00 |
| R 70 Produits d'exploitation | 2 236 146,00 | | | 2 236 146,00 |
| R 73 Produits fiscaux | 1 212 922,00 | | | 1 212 922,00 |
| R 731 Fiscalité locale | 11 594 725,00 | | 81 599,00 | 11 676 324,00 |
| R 74 Dotations participations | 5 896 156,00 | | 110 533,00 | 6 006 689,00 |
| R 75 Autres prod de gestion c. | 438 000,00 | | | 438 000,00 |
| R 76 Produits financiers | 0,00 | | | 0,00 |
| R 77 Produits exceptionnels | | | | 0,00 |
| R 78 Reprise sur provisions | | | | 0,00 |
| **Produits réels** | **21 467 949,00** | **0,00** | **4 861 467,56** | **26 329 416,56** |
| R 042 Transfert entre sections | 400 000,00 | 0,00 | 2 498,00 | 402 498,00 |
| R 043 Op. ordre intérieur section | | | | 0,00 |
| **Produits d'ordre** | **400 000,00** | **0,00** | **2 498,00** | **402 498,00** |
| **Section de fonctionnement produits** | **21 867 949,00** | **0,00** | **4 863 965,56** | **26 731 914,56** |

**SECTION DE FONCTIONNEMENT : DEPENSES**

| Chapitre / articles | BP | RP | BS | BT |
|---|---|---|---|---|
| D 002 Déficit de fonction. reporté | 0,00 | | | 0,00 |
| D 011 Ch à c. général | 5 124 289,00 | | 258 444,70 | 5 382 733,70 |
| D 012 Ch de personnels | 11 661 142,00 | | 200 000,00 | 11 861 142,00 |
| D 014 Att de produits | 200,00 | | 200,00 | 400,00 |
| D 65 Autre ch de gestion C | 1 699 655,00 | | 15 515,00 | 1 715 170,00 |
| D 66 frais fi | 305 600,00 | | | 305 600,00 |
| D 67 charges spécifiques | 10 000,00 | | 40 000,00 | 50 000,00 |
| D 68 Prov. pour cr. douteuses | 2 000,00 | | | 2 000,00 |
| | | | | 0,00 |
| | | | | 0,00 |
| **Charges réelles** | **18 802 886,00** | **0,00** | **514 159,70** | **19 317 045,70** |
| D 023 Virement | 1 778 063,00 | | 4 435 805,86 | 6 213 868,86 |
| D 042 Amortissements | 1 201 000,00 | | | 1 201 000,00 |
| D 043 Op. ordre intérieur section | | | | 0,00 |
| **Charges d'ordre** | **2 979 063,00** | **0,00** | **4 435 805,86** | **7 414 868,86** |
| **Section de fonctionnement charges** | **21 781 949,00** | **0,00** | **4 949 965,56** | **26 731 914,56** |

**SECTION D'INVESTISSEMENT : RECETTES**

| Chapitre / articles | BP | RP | BS | BT |
|---|---|---|---|---|
| R 001 Excédent reporté | 0,00 | | | 0,00 |
| R 024 Produits de cessions | | | | 0,00 |
| R 1068 Excédent de F capitalisé | 0,00 | 0,00 | 593 606,62 | 593 606,62 |
| R 10 Fonds div. et réserves (FCTVA) | 757 000,00 | 0,00 | | 757 000,00 |
| R 13 Subventions d'équipements | 2 345 617,10 | 1 894 705,26 | 143 098,51 | 4 383 420,87 |
| R 16 Mobilisation d'emprunts | 7 613 668,00 | 0,00 | -2 429 140,00 | 5 184 528,00 |
| R 165 Dépôts et caution. reçus | 2 000,00 | 0,00 | | 2 000,00 |
| R 20 Immos incorporelles | 0,00 | | | 0,00 |
| R 204 Subvention d'inv versées | | | | 0,00 |
| R 21 Immos corporelles | | | | 0,00 |
| R 23 Reprise sur immos en cours | | | | 0,00 |
| R 27 Autres immobilisations fi | | | | 0,00 |
| R 4582 Opérations sous mandats | 73 000,00 | 169 416,40 | 40 100,00 | 282 516,40 |
| **Ressources réelles** | **10 791 285,10** | **2 064 121,66** | **-1 652 334,87** | **11 203 071,89** |
| R 021 Virement | 1 778 063,00 | 0,00 | 4 435 805,86 | 6 213 868,86 |
| R 040 Amortissements | 1 201 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 201 000,00 |
| R 041 Opération patrimoniales | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| **Ressources d'ordre** | **3 979 063,00** | **0,00** | **4 435 805,86** | **8 414 868,86** |
| **Ressources d'investissement** | **14 770 348,10** | **2 064 121,66** | **2 783 470,99** | **19 617 940,75** |

**SECTION D'INVESTISSEMENT : DEPENSES**

| Chapitre / articles | BP | RP | BS | BT |
|---|---|---|---|---|
| D 001 Déficit inv. reporté | 0,00 | 0,00 | 1 255 858,56 | 1 255 858,56 |
| D 10 Dotations rés. à reverser | 0,00 | | | 0,00 |
| D 1068 Reprise sur exc. de F. capitalisé | 0 | | | 0,00 |
| D 13 Reprise sur subventions | 0,00 | | | 0,00 |
| D 16 Remb capital d'emprunts | 1 311 960,00 | | | 1 311 960,00 |
| D 165 Dépôts et caution. versés | 2 000,00 | 20 000,00 | | 22 000,00 |
| D 20 Immos incorporelles | 512 837,40 | 148 405,83 | -41 690,44 | 619 552,79 |
| D 204 Subvention d'inv versées | 50 000,00 | 28 369,10 | 0,00 | 78 369,10 |
| D 21 Immos corporelles | 4 269 250,70 | 843 836,39 | 1 828 600,32 | 6 941 687,41 |
| D 23 Immos en cours | 6 951 300,00 | 171 164,11 | 560 356,49 | 7 682 820,60 |
| D 27 Autres immobilisations fi | | | | 0,00 |
| D 4581 Opérations sous mandat | 73 000,00 | 190 094,29 | 40 100,00 | 303 194,29 |
| **Dépenses réelles** | **13 170 348,10** | **1 401 869,72** | **3 643 224,93** | **18 215 442,75** |
| D 040 Tranfert entre sections | 400 000,00 | 0,00 | 2 498,00 | 402 498,00 |
| D 041 Opérations patrimoniales | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| **Dépenses d'ordre d'investissement** | **1 400 000,00** | **0,00** | **2 498,00** | **1 402 498,00** |
| **Dépenses totales d'investissement** | **14 570 348,10** | **1 401 869,72** | **3 645 722,93** | **19 617 940,75** |

La Ville a voté dans son budget primitif des dépenses imprévues en fonctionnement (chapitre 022) de 86 000 euros et des dépenses imprévues en investissement (chapitre 020) de 200 000 euros. Or, la nomenclature M57 supprime la possibilité de prévoir des dépenses imprévues en fonctionnement et des dépenses imprévues en investissement. Ces chapitres sont, en effet, dorénavant destinés uniquement à prévoir respectivement des dépenses imprévues dans le cadre d'une autorisation d'engagement (chapitre 022) et des dépenses imprévues dans le cadre d'une autorisation de programme (020). Ils ne participent plus à l'équilibre budgétaire des sections.

Comme pour l'instant ces nouvelles mesures budgétaires ne sont pas nécessaires, la Ville n'a pas à retenir ces nouvelles inscriptions.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-09-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

Par conséquent, les inscriptions budgétaires en dépenses imprévues de fonctionnement de 86 000 euros (chapitre 022) et en dépenses imprévues d'investissement de 200 000 euros (chapitre 020) sont caduques et le budget de la Ville dispose d'un suréquilibre de 86 000 euros en fonctionnement et de 200 000 euros en investissement pour contribuer au financement de son budget supplémentaire tout en garantissant l'équilibre de son budget total.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- de ne pas retenir l'inscription de dépenses imprévues dans le cadre d'une autorisation d'engagement (chapitre 022) de 86 000 euros et de dépenses imprévues dans le cadre d'une autorisation de programme (chapitre 020) de 200 000 euros ;

- d'adopter le budget supplémentaire 2024 du budget de la Ville de Vendôme, tel qu'il figure annexé ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la stratégie financière à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votes exprimés avec 30 voix pour et 2 abstentions (Christophe CHAPUIS, Patrick CALLU), ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

**PJ** : Budget supplémentaire 2024

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-10-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-10 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE : Actualisation 2024 des autorisations de programmes (AP) / crédits de paiement (CP)**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-10 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Simon Houdebert, maire-adjoint délégué à la stratégie financière
Simon HOUDEBERT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Par délibérations du 1er avril 2022, du 28 juin 2022 et du 26 janvier 2023, le Conseil municipal a institué ou ajusté des autorisations de programme pour des dépenses d'investissement qui représentaient un caractère pluriannuel.

Certaines de ces autorisations de programme et certains crédits de paiement associés nécessitent un ajustement.

Ces évolutions sont reprises dans l'annexe à la délibération actualisation des autorisations de programmes (AP) / crédits de paiement (CP).

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- de modifier le montant des autorisations de programme selon l'annexe jointe actualisation des AP/CP ;

- de modifier les crédits de paiement selon l'annexe jointe actualisation des AP/CP ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la stratégie financière à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

**PJ** : Annexe actualisation des AP/CP

# ACTUALISATION 2024 DES AP/CP BUDGET VILLE DE VENDOME

| | Identification de l'AP/CP | Montant des AP | | | Montant des CP | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Montant AP votée en 2022 | Révision 2024 | Montant AP révisé | Réalisé avant le 01/01/2024 | CP 2024 votée en 2022 | Révision 2024 | CP 2024 révisé | CP 2025 | CP ultérieurs |
| | Dépenses | 33 858 050,00 | 2 150 540,34 | 36 008 590,34 | 12 425 482,07 | 9 244 400,00 | -276 614,33 | 8 967 785,67 | 11 201 067,67 | 3 414 254,93 |
| 1 | AMENAGEMENT FAUBOURG CHARTRAIN | 5 054 750,00 | 308 426,00 | 5 363 176,00 | 1 423 660,33 | 2 140 000,00 | 1 310 748,00 | 3 450 748,00 | 466 767,67 | 0,00 |
| 2 | CONFORTEMENT, SECURISATION ET VALORISATION CHÂTEAU | 3 034 600,00 | 565 121,78 | 3 599 721,78 | 1 599 721,78 | 194 500,00 | 1 305 500,00 | 1 500 000,00 | 500 000,00 | 0,00 |
| 3 | REQUALIFICATION ET REPRISE DE CHAUSSEES (GROS ENTRETIEN REPARATION), CREATION DISPOSITIFS DE RALENTISSEMENT, AMENAGEMENT DE CARREFOURS, GESTION DES FEUX, OUVRAGES D'ART ET SIGNALETIQUE | 1 968 500,00 | | 1 968 500,00 | 436 947,92 | 390 000,00 | -6 000,00 | 384 000,00 | 390 000,00 | 757 552,08 |
| 4 | AMENAGEMENT PISTES CYCLABLES | 250 000,00 | 273 430,29 | 523 430,29 | 68 430,29 | 40 000,00 | 355 000,00 | 395 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 5 | REFECTION ET MISE EN ACCESSIBILITE TROTTOIRS ET SECURISATION TRAVERSEES PIETONNES | 575 000,00 | 273 430,29 | 848 430,29 | 63 450,24 | 106 100,00 | 45 900,00 | 152 000,00 | 106 100,00 | 526 880,05 |
| 6 | REQUALIFICATIOB, MODERNISATION RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC | 990 000,00 | 507 677,56 | 1 497 677,56 | 155 677,56 | 200 000,00 | 342 000,00 | 542 000,00 | 400 000,00 | 400 000,00 |
| 7 | AMELIORATION DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE, REHABILITATION ET MISES AUX NORMES TOILETTES PUBLIQUES | 310 000,00 | -86 851,86 | 223 148,14 | 147 510,36 | 52 500,00 | -36 862,22 | 15 637,78 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 8 | AMENAGEMENT, MODERNISATION ET MISE AUX NORMES DES AIRES DE JEUX | 165 000,00 | -27 337,72 | 137 662,28 | 32 912,28 | 25 000,00 | -10 250,00 | 14 750,00 | 45 000,00 | 45 000,00 |
| 9 | AMELIORATION PERFORMANCES ENERGETIQUES BATIMENTS ET GROS ENTRETIEN REPARATION (CLOS ET COUVERT) | 850 000,00 | | 850 000,00 | 75 485,63 | 170 000,00 | 0,00 | 170 000,00 | 170 000,00 | 434 514,37 |
| 10 | MISE EN ACCESSIBILITE BATIMENTS | 1 039 200,00 | | 1 039 200,00 | 272 479,73 | 285 000,00 | -282 902,10 | 2 097,90 | | 764 622,37 |
| 11 | RENOUVELLEMENT FLOTTE VEHICULES LEGERS ET TECHNIQUES | 808 000,00 | | 808 000,00 | 297 371,94 | 141 300,00 | -56 300,00 | 85 000,00 | 141 200,00 | 284 428,06 |
| 12 | AGRANDISSEMENT ET RESTRUCTURATION GS ANATOLE FRANCE ET JULES FERRY | 7 813 000,00 | 336 644,00 | 8 149 644,00 | 7 843 092,01 | | 306 551,99 | 306 551,99 | | 0,00 |
| 13 | CONSTRUCTION DU CENTRE POLYVALENT D'ACTIVITES (CPA) | 11 000 000,00 | | 11 000 000,00 | 8 742,00 | 5 500 000,00 | -3 550 000,00 | 1 950 000,00 | 8 900 000,00 | 141 258,00 |



Délibération n°VD20240620-10

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-10-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-11-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-11 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE : Admissions en non-valeur et pertes sur créances éteintes**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-10 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Simon Houdebert, maire-adjoint délégué à la stratégie financière
Simon HOUDEBERT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-11-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**EXPOSÉ** :

Gilles DUPIN, comptable public du SGC de Vendôme, a transmis les états de taxes et produits irrécouvrables.

Le montant des créances irrécouvrables présentées s'élève à :

| | | |
|---|---|---|
| Budget principal, admissions en non-valeur | TTC | 3 214,63 € |
| Budget principal, pertes sur créances éteintes | TTC | 4 688,92 € |

Sous réserve de décision modificative, les inscriptions de crédits budgétaires doivent figurer au compte 65-6541 pour les admissions des pièces en non-valeur et au compte 65-6542 pour les créances éteintes.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- d'admettre en non-valeur les titres de recettes concernés ;
- d'admettre en pertes sur créances éteintes les titres de recettes concernés ;
- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la stratégie financière à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée. Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

**PJ :** Les états sont consultables à la direction de la stratégie financière, hôtel de ville et de communauté

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-12-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-12 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE : Régularisation des opérations sous mandat**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-10 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Simon Houdebert, maire-adjoint délégué à la stratégie financière
Simon HOUDEBERT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Les comptes 4581 (dépense) et 4582 (recette) sont des comptes budgétaires d'investissement qui comptabilisent des opérations sous mandats (opérations réalisées par une collectivité pour le compte d'une autre collectivité).

Ces comptes doivent en fin d'opération être équilibrés afin de les solder l'un par l'autre.

L'opération ancienne, ci-dessous, n'est pas équilibrée et ne peut donc pas être soldée en l'état.
Ci-dessous la situation comptable de l'opération :

**Opération « giratoire Tuilerie »**
458101 : 110 150,37 euros
458201 : 112 647,71 euros

Il est, par conséquent, nécessaire de régulariser cette opération afin de pouvoir la clôturer. Elle peut être régularisée par le comptable public conformément aux dispositions prévues par la note interministérielle DGCL/DGFIP du 12 juin 2014 relative aux corrections d'erreur sur exercices antérieurs ou de façon budgétaire au moyen des écritures suivantes transmises par l'ordonnateur :

| | **Montant** | **Chapitre** | **Nature** | **R/O** |
|---|---|---|---|---|
| Titre de fonctionnement | 2 497,34 | 042 | 75888 | Ordre |
| Mandat d'investissement | 2 497,34 | 040 | 458101 | Ordre |

La clôture de l'opération est ensuite effectuée par le comptable public par les écritures suivantes :
Débit 458201 - Crédit 458101 pour 112 647,71 euros.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- de régulariser l'opération sous mandat « giratoire tuilerie » 458101/458201 de la collectivité de façon budgétaire par les écritures suivantes :

| | **Montant** | **Chapitre** | **Nature** | **R/O** |
|---|---|---|---|---|
| Titre de fonctionnement | 2 497,34 | 042 | 75888 | Ordre |
| Mandat d'investissement | 2 497,34 | 040 | 458101 | Ordre |

- d'autoriser le comptable public à clôturer l'opération en comptabilisant les écritures suivantes :
  Débit 458201 - Crédit 458101 pour 112 647,71 euros.

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la stratégie financière à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-12-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-13-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-13 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 31 | Contre : 0 | Abstention : 1 |

**OBJET : ANIMATION DE LA VILLE : Convention de mise à disposition du Manège Rochambeau à Guy de Malherbe dans le cadre d'une exposition monographique**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

A la fois pour relancer les activités artistiques sur notre territoire et pour poursuivre le développement des propositions culturelles au sein du Manège Rochambeau pour lequel la ville de Vendôme et l'Etat ont conventionné, la ville a décidé de mettre à disposition le lieu à Guy de Malherbe dans le cadre de l'organisation d'une exposition monographique de ses œuvres du 24 juin au 30 septembre avec une ouverture au public du 5 juillet au 22 septembre 2024.

L'exposition est organisée en collaboration avec la galerie de Marie-Hélène de la Forest Divonne.

**VISAS** :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la décision du maire n° VVM-202406-125 du 11 juin 2024 relative à la mise à disposition du Grand Manège au quartier Rochambeau à Guy de Malherbe ;
Vu la décision du président n° TVP-202404-189 du 17 avril 2024 relative à la convention de mise à disposition du Manège Rochambreau à Guy de Malherbe dans le cadre de son exposition monographique.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- d'approuver les termes de la convention cadre ci-jointe avec Guy de Malherbe dont l'activité est située 5 rue Raffin 92240 Malakoff sous le n° de SIRET 4284511730004414 pour l'organisation d'une exposition au Manège Rochambeau ;

- d'autoriser le maire à signer ladite convention et tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votes exprimés avec 31 voix pour et 1 abstention (Sabine GREULICH), ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**
La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

**PJ :** Convention

**CONVENTION CADRE GUY DE MALHERBE**
**POUR L'ORGANISATION D'UNE EXPOSITION ET LA MISE A DISPOSITION DU MANEGE ROCHAMBEAU**

Entre les soussignés :

Guy de Malherbe dont l'activité est située 5 rue Raffin 92240 Malakoff sous le n° de SIRET 4284511730004414 et désigné sous le terme « Le preneur », d'autre part,
Et
La Communauté d'agglomération Territoires vendômois, représentée par sa Vice-présidente déléguée à l'action culturelle et aux équipements d'intérêt communautaire, Ingrid CHARTIER-MALÉCOT dûment autorisée par décision n° TVP-202404-189 du 17 avril 2024 dont le siège est BP 20107 41106 Vendôme cedex, désigné par le terme « Territoires vendômois » ;
Et
La ville de Vendôme, représentée par son maire, Laurent BRILLARD, dont le siège est BP 20107 41106 Vendôme cedex, désigné par le terme « la ville de Vendôme », dûment autorisé par délibération n° VVD20240620-XX du conseil municipal du 20 juin 2024 et décision n° VVM-202404-06-125 du 11 juin 2024;

Il est convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**
A la fois pour relancer les activités artistiques sur notre territoire et pour poursuivre le développement des propositions culturelles au sein du Manège Rochambeau pour lequel la ville de Vendôme et l'Etat ont conventionné, la ville a décidé de mettre à disposition le lieu à Guy de Malherbe dans le cadre de l'organisation d'une exposition monographique de ses œuvres du 24 juin au 30 septembre avec une ouverture au public du 5 juillet au 22 septembre 2024. L'exposition est organisée en collaboration avec la galerie de Marie-Hélène de la Forest Divonne.

**ARTICLE 1 - LE SUIVI ADMINISTRATIF DE L'ORGANISATION DUE L'EXPOSITION PAR LES COLLECTIVITÉS**
Le suivi du dossier est assuré par la direction de l'attractivité culturelle (DAC) et le preneur s'engage à s'adresser exclusivement à cet interlocuteur afin de garantir une meilleure coordination des moyens. La direction de l'attractivité culturelle organisera les relations avec les autres services de la collectivité et si nécessaire, les réunions.

**ARTICLE 2 - LA MISE À DISPOSITION DE LOCAUX**
Conformément à la décision du maire n° VVM-202406-125 du 11 juin 2024, la ville de Vendôme met à disposition le Manège Rochambeau et son parvis du 24 juin au 30 septembre 2024.
Ces dates comprennent le montage et démontage des expositions et installations. A titre de rappel, le Manège Rochambeau ne peut être utilisé que pour des expositions à caractère culturel à des fins non lucratives. Le montage s'effectuera du 24 juin au 4 juillet et le démontage du 23 au 30 septembre.
Cette mise à disposition du bâtiment fait l'objet de convention précaire d'occupation et d'un état des lieux d'entrée et de sortie avec la direction de l'attractivité culturelle. De plus, les espaces doivent être restitués tels qu'ils ont été mis à disposition (état des murs, couleurs des cimaises etc.).
Un jeu de clefs sera également mis à disposition du preneur pour toute la durée de l'exposition.

**ARTICLE 3 – DISPOSITION FINANCIERES**
La collectivité versera au preneur 1 000 euros de frais de monstration. Le Manège Rochambeau est mis à disposition gracieuse du preneur. Le preneur s'engage à transmettre la somme relative aux valeurs d'assurance de l'exposition avant le 24 mai 2024.

**ARTICLE 4 – ASSURANCES**
Préalablement à l'installation de l'exposition, la collectivité reconnaît avoir souscrit une police d'assurance tous risques exposition clou à clou couvrant tous les dommages pouvant résulter de l'utilisation de l'exposition. Cette police portant le n° SMACL 57548/C.
Le preneur prendra les lieux mis à disposition sus-désignés dans l'état où ils se trouveront le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger de la communauté aucune remise en état, ni réparation, ni aucun travail, ni lui faire aucune réclamation quelconque à ce sujet, et sans pouvoir exercer aucun recours contre la communauté pour vice de construction, dégradation et toutes autres causes intéressant l'état des locaux.
Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution ou installation.
Dans le cas où le preneur ne souscrit pas d'assurance conforme aux exigences énoncées ci-dessus, la collectivité peut résilier la convention de plein droit. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnité au profit du preneur.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-13-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

En cas de constat sinistre, de perte ou de vol des objets, la communauté s'engage à avertir immédiatement le preneur de l'existence et des conditions du sinistre, de la perte ou du vol. Le preneur est informé qu'il ne pourra exiger de dédommagement de la collectivité en cas de dégradation, perte ou vol des pièces de l'exposition.

**ARTICLE 5 – RESPONSABILITES ET RECOURS**

Le preneur sera personnellement responsable vis-à-vis de la communauté et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait, ou de celui de ses membres ou de ses préposés.
Le preneur répondra des dégradations causées aux biens mis à disposition pendant le temps qu'il en aura la jouissance et commises tant par lui que par ses membres, préposés, ou des membres des associations.

**ARTICLE 6 - LES MOYENS DE COMMUNICATION & RELATIONS PUBLIQUES**

La collectivité prendra en charge les frais du cocktail pour le vernissage organisé le vendredi 5 juillet 2024 à 18h00.
Le preneur transmettra à la ville et à l'agglomération, les informations nécessaires pour leur permettre de programmer la ligne éditoriale de leurs supports de communication.
La collectivité assurera le relai de la communication réalisée par le preneur de façon numérique et physique. Sur l'ensemble des supports et moyens de communication, les logos des collectivités devront apparaître clairement.
Les invitations et autres supports de communication où les logos de la ville de Vendôme et de la communauté devront figurer, seront à faire valider avec un bon à tirer avant diffusion et/ou impression. Ces supports où seront associés les logos des collectivités ne devront pas porter atteinte à leur image et/ou à leur réputation.

**ARTICLE 7 - LES MOYENS MATÉRIELS & HUMAINS**

Le preneur réalisera la saisie et l'impression des cartels. Le collage sera à la charge de la collectivité.
L'ouverture de l'exposition sera gérée par des vacataires ainsi que par une équipe de bénévoles coordonnées par la direction de l'attractivité culturelle. L'exposition sera ouverte au public les jeudis, vendredis et dimanches de 15h00 à 19h00 et les samedis de 14h00 à 19h00. Les bénévoles pourront être sollicités pour les périodes de montage et de démontage.
Les matériels disponibles au sein des locaux de types moyens d'accrochage, supports d'exposition sont mis à disposition du preneur. La liste de ces matériels est faite lors des états des lieux d'entrée et de sortie. Des moyens logistiques seront mis à disposition par la collectivité (tables, chaises, …).

**ARTICLE 8 - LA DURÉE DE LA CONVENTION**

Cette convention s'applique du 24 juin au 30 septembre 2024, du montage au démontage de l'exposition.

**ARTCLE 9 – CLAUSE RÉSOLUTOIRE**

En cas d'inexécution d'une seule des conditions du contrat, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par la communauté d'agglomération Territoires vendômois et/ou la ville de Vendôme, un mois après une mise en demeure restée infructueuse.
En cas d'inobservation par le preneur des obligations mise à sa charge, la communauté d'agglomération Territoires vendômois et/ou la ville de Vendôme aura la faculté distincte un mois après une simple notification par lettre recommandée restée sans effet, de faire exécuter l'obligation méconnue par une entreprise de son choix au frais de l'association.

**ARTICLE 10 – RECOURS**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif d'Orléans.

Fait en trois exemplaires à Vendôme, le

| | | |
|---|---|---|
| Pour la communauté d'agglomération Territoires vendômois<br>La Vice-présidente déléguée à L'attractivité culturelle | Pour la ville de Vendôme<br>Le Maire | Pour le preneur, |
| Ingrid CHARTIER-MALÉCOT | Laurent BRILLARD | Guy de Malherbe |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-14-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-14 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : COHESION SOCIALE : Centre social - Prestations de service animation globale et coordination et animation collective famille - Convention d'objectifs et de financement**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-13 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Minthy Mabiala-Boussi, maire-adjointe déléguée à la cohésion sociale
Minthy MABIALA-BOUSSI, maire-adjointe, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Lors de sa commission action sociale du lundi 4 décembre 2023, la Caisse d'allocations familiales de Loir-et-Cher a validé le nouveau projet du Centre social de Vendôme élaboré dans un cadre partenarial, qui constituera pour les années 2024 à 2027, le socle de l'action de cet équipement dédié à l'animation de la vie sociale et l'action en direction des familles.

Ce projet s'articule autour de quatre axes :

- consolider l'identité et la connaissance du projet et des activités du Centre social dans un contexte renouvelé et évolutif ;
- accueillir, participer et s'engager au Centre social ;
- favoriser l'insertion sociale et l'épanouissement de tous à tous les âges de la vie ;
- agir avec et pour les familles pour accompagner l'exercice de la fonction parentale et renforcer les liens entre parents et enfants.

Cet agrément ouvre le droit au versement par la Caisse d'allocations familiales à la ville de Vendôme de deux types de dotations annuelles :

**La prestation de service animation globale et coordination** pour les actions du Centre social ayant pour objectifs :

- l'inclusion sociale et la socialisation des personnes ;
- le développement de liens sociaux et la cohésion sur le territoire ;
- la prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

**La prestation de service animation collective famille** pour les actions du Centre social ayant pour objectifs :

- de répondre aux problématiques familiales repérées sur le territoire ;
- de développer des actions collectives contribuant à l'épanouissement des parents et des enfants, au renforcement de la cohésion intrafamiliale et aux relations et solidarités interfamiliales,
- de coordonner les actions et services de soutien à la parentalité développés au sein du Centre social ;
- de faciliter l'articulation des actions familles du Centre social avec celles conduites par les partenaires du territoire.

Une convention d'objectifs et de financement, conclut pour la période 2024-2027, définit et encadre les modalités d'intervention et de versement des prestations de service Animation globale et coordination et Animation collective famille.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement à intervenir entre la Caisse d'allocations familiales de Loir-et-Cher et la ville de Vendôme ;

- d'autoriser le maire ou la maire-adjointe déléguée à la cohésion sociale à signer ladite convention et tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-14-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | La Maire-adjointe, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Minthy MABIALA-BOUSSI |

**PJ :** Projet de convention d'objectifs et de financement

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-14C-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

PROJET

## Prestation de service
## « Animation globale et coordination »
## « Animation collective familles »

**Février 2023**

Année : 01/01/2024 -31/12/2027
Gestionnaire : Ville de VENDOME……
Structure : CENTRE SOCIAL de Vendôme…….
Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

PROJET

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service « Animation globale et coordination » et de la prestation de service « Animation collective famille » *le cas échéant* constituent la présente convention.

**Entre :**

**La Ville de Vendôme, représenté par son Maire, Monsieur Laurent BRILLARD, dont le siège est situé Hôtel de Ville et de Communauté – BP 20107 – 41106 Vendôme Cedex.**

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

**Et :**

La Caisse d'allocations familiales de Loir-et-Cher, représenté par Delphine LEVY, Directrice, dont le siège est situé 6 Rue Louis Armand 41015 BLOIS Cedex.

Ci-après désignée « la Caf ».

## Préambule

## Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caisses d'Allocations familiales contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte, à la prévention des exclusions, au maintien des liens familiaux.

Au travers de diagnostics partagés, les Caisses d'Allocations familiales prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Renforcer le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants en direction de toutes les familles et de tous les territoires ;
- Contribuer à la structuration d'une offre « enfance et jeunesse » adaptée aux besoins des familles ;
- Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants ;
- Favoriser l'intégration sociale des familles dans leur environnement et contribuer à la cohésion sociale sur les territoires.

PROJET

# Article 1- L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service « Animation globale et coordination » pour l'équipement (choix par la Caf …) et le cas échéant de la prestation de service « Animation collective familles ».

## 1.1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service « Animation globale et coordination »

L' «Animation globale et coordination » est une fonction constitutive d'un centre social ; celui-ci doit répondre aux finalités et missions décrites ci-dessous pour percevoir la subvention dite prestation de service Centre social « Animation globale et coordination » .

Le centre social poursuit trois finalités de façon concomitante :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes ;
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sur le territoire ;
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Le centre social assure :

⇒ Des missions générales :

- Lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité ;
- Lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets.

⇒ Des missions complémentaires :

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations ;
- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant leur proposer un accompagnement adapté ;
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire ;
- Mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise de responsabilités par les usagers et les bénévoles ;
- Organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'intervention prioritaires.

Le projet « animation globale et coordination » doit obligatoirement être porté par un directeur qualifié qui consacre au moins un équivalent temps plein à cette fonction, sauf dans des contextes spécifiques.

PROJET

### 1.2 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service Centre social « Animation collective familles »

Le projet « familles » intégré au projet d'animation globale du centre social, vise à mettre en cohérence et en synergie les différentes actions destinées aux familles (enfants et parents). Il vise également à soutenir les parents dans leur rôle éducatif.

Pour bénéficier de la prestation de service « Animation collective familles », le projet « familles » doit présenter les caractéristiques suivantes :

- Répondre aux problématiques familiales repérées sur le territoire ;
- Développer des actions collectives contribuant à l'épanouissement des parents et des enfants au renforcement de la cohésion intra-familiale et aux relations et solidarités inter-familiales ;
- Coordonner les actions et services de soutien à la parentalité développés au sein du centre social ;
- Faciliter l'articulation des actions familles du centre social avec celles conduites par les partenaires du territoire.

Le projet familles doit obligatoirement être porté par un « référent familles » qualifié qui consacre au moins un mi-temps à cette fonction.
Son rôle est d'impulser et de fédérer les actions destinées aux familles. Il lui revient également de repérer et/ou de construire le « fil conducteur » à travers l'ensemble des actions « familles » conduites par le centre social.

Cette fonction ne peut être exercée par le responsable du centre social.

****

## Article 2 - L'éligibilité à la subvention

### 2.1- L'éligibilité à la Ps « Animation globale et coordination »

Pour pouvoir bénéficier d'un financement de la branche famille au titre de la Ps « Animation globale coordination », le projet social doit répondre aux différentes missions et critères tel que défini par la Cnaf et traduire concrètement les finalités et les missions de la structure dans un plan d'action. Il est impérativement établi dans le cadre d'une démarche participative associant les bénévoles et les habitants usagers. Il est construit en associant les principaux partenaires financeurs.

### 2.2- L'éligibilité à la Ps « Animation collective familles »

La possibilité d'attribuer la prestation de service « Animation collective familles » doit être en adéquation avec les besoins des familles. Ainsi, une phase de diagnostic est nécessaire à

PROJET

l'identification des besoins des territoires. Le projet d'animation collective familles est un projet spécifique mais intégré au projet global.

****

## Article 3 - Les modalités de la subvention dite prestation de service « Animation globale et coordination » et de la subvention dite prestation de service « Animation collective familles »

### 3.1 – Les modalités de calcul de la Ps Agc

La Caf verse une prestation de service selon les modalités de calcul détaillées dans la formule ci-après :

| |
|---|
| **Montant de la prestation de service** = [(Total annuel des dépenses de pilotage + Quote part de logistique*) x 42,40%] dans la limite d'un plafond fixé annuellement par la Cnaf |

*la quote part de logistique est fixée par la Cnaf

### 3.2 – Les modalités de calcul de la Ps Acf

La Caf verse une prestation de service (Ps), selon la formule de calcul formule ci-après :

| |
|---|
| **Montant de la prestation de service** = [(charges salariales du référent familles + quote part de logistique*) x 63,60%] dans la limite d'un plafond fixé annuellement par la Cnaf |

Un centre social ne peut être bénéficiaire que d'une seule prestation complémentaire Centre social « Animation collective familles »

**la quote part de logistique du projet familles correspond à un pourcentage des charges salariales fixé par la Cnaf.*

### 3.3 – Le versement de la Ps « Agc » et/ou « Acf »

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'article 5 et suivants de la présente convention, produites au plus tard **le 30/06** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au **30/06** peut entraîner la récupération des montants versés et le non-versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

PROJET

Le versement de la subvention dite prestation de service « Animation globale et coordination » (Agc) et le cas échéant de la subvention dite prestation de service « Animation collective familles » (Acf) est effectué sous réserve des disponibilités de crédits et de la production des justificatifs précisés à l'article 5.

Concernant le versement d'acompte relatifs à la Ps Agc, la Caf versera :

- un 1er acompte de 35% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1;
- un 2ème acompte de sorte que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70% du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1.

Concernant le versement d'acompte relatifs à la Ps Acf, la Caf versera :

- un 1er acompte de 35% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1;
- un 2ème acompte de sorte que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70% du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1.

.

****

# Article 4 - Les engagements du gestionnaire

## 4.1 - Au regard de l'activité globale de l'équipement

Le gestionnaire met en œuvre un projet social de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.
Il s'engage à proposer des actions ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ;
- L'activité de l'équipement (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;
- Les mouvements de personnel en charge de la fonction pilotage ;
- Toute absence de directeur(rice) (pour décision de suspension ou proratisation de la Prestation de service) ;
- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

## 4.2 - Au regard de l'activité « familles »

Le gestionnaire met en œuvre un projet familles de qualité, avec un personnel qualifié.
Il s'engage à proposer des actions ouvertes à toutes les familles en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

PROJET

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans :

- Les mouvements de personnel concernant le « référent familles » ;
- Toute absence de référent(e) familles (pour décision de suspension ou proratisation de la Prestation de service) ;
- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

## 4.3 - Au regard du public

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale, la cohésion intra - familiale et les relations et solidarités inter-familiales ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles ;
- Une implantation territoriale des structures en adéquation avec les besoins locaux ;
- La production d'un projet social obligatoire prenant en compte la place des habitants ;
- La mise en place d'actions diversifiées répondant aux besoins des familles et des habitants.

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son équipement, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et intégrée à la présente convention.

## 4.4 - Au regard de l'observatoire de l'animation de la vie sociale (Sénacs)

Le gestionnaire s'engage annuellement à contribuer à l'observatoire national des structures de l'animation de la vie sociale par la production de données permettant le suivi des indicateurs nationaux.

## 4.5 - Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

PROJET

## 4.6 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

****

# Article 5 - Les pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées à ce présent article, dont il est garant de la qualité et de la sincérité. Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Certaines de ces pièces justificatives comportent des données à caractère personnel relatives à des personnels du gestionnaire (diplôme, contrat de travail, attestation de formation, bulletins de salaire, etc.). Le gestionnaire assure la bonne information des personnes concernées au titre du Règlement général de protection des données. Le droit d'accès prévu par l'article 15 du Rgpd s'exerce par courrier postal signé, accompagné d'une preuve d'identité, au Directeur de la Caf avec laquelle la convention a été signée de la communication de ces données personnelles à la Caf.

Le versement de la subvention « Animation globale et coordination » (Agc) et le cas échéant de la subvention « Animation collective familles » (Acf) s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci- après.

## 5.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

**Associations – Mutuelles- Comité social et économique**

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la première | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement |
|---|---|---|

PROJET

| | convention | de la convention |
|---|---|---|
| **Existence légale** | - Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture.<br>- Pour les Cse : procès-verbal des dernières élections constitutives | Attestation de non-changement de situation |
| | - Numéro SIREN / SIRET | |
| **Vocation** | **-** Statuts datés et signés | |
| **Destinataire du paiement** | - Relevé d'identité bancaire, postal, BIC IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly). | |
| **Capacité du contractant** | - Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau | Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau |
| **Pérennité** | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si existence en N-1) | |

**Collectivités territoriales –**
**Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)**

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---|---|---|
| **Existence légale** | - Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence | Attestation de non-changement de situation |
| | - Numéro SIREN / SIRET | |
| **Vocation** | - Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence) | |
| **Destinataire du paiement** | - Relevé d'identité bancaire, postal, Iban | |

**Entreprises – groupements d'entreprises**

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---|---|---|
| **Existence légale** | Extrait K bis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois | Extrait K bis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois |

PROJET

| | | |
|---|---|---|
| **Destinataire du paiement** | Numéro SIREN / SIRET | |
| | Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly). | Attestation de non-changement |
| **Pérennité** | Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1) dédié à l'activité | |

## 5.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention pour la subvention « Animation globale et coordination »

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---|---|---|
| **Qualité du projet** | Le projet social (intégrant les axes prioritaires et les objectifs généraux déclinés en actions) | Le projet social (intégrant les axes prioritaires et les objectifs généraux, ainsi que le programme prévisionnel d'actions) |
| **Personnel** | Organigramme prévisionnel du personnel précisant, les qualifications, le temps de travail des personnes intervenant dans la structure pour la mise en œuvre du projet social | Organigramme prévisionnel du personnel précisant les qualifications, le temps de travail des personnes intervenant dans la structure pour la mise en œuvre du projet social |
| **Eléments financiers** | Budget prévisionnel global du projet social de la première année de la convention et budget prévisionnel de la fonction pilotage identifiant les comptes retenus au niveau national | Budget prévisionnel du projet social de la première année de la convention et budget prévisionnel de la fonction pilotage identifiant les comptes retenus au niveau national |

### Les pièces justificatives relatives au projet social nécessaire en cas de changement

Il est de la responsabilité du gestionnaire de transmettre à la Caf les pièces justificatives ci-dessous énumérées dès lors qu'il y a un changement ou une modification :

- Un courrier validé par le Conseil d'administration de la structure ou son représentant légal organisant la fonction de pilotage en cas d'absence du directeur.
- Le ou les diplômes et/ou une attestation de qualification du directeur du centre social.

PROJET

## 5.3 - Les pièces justificatives relatives aux gestionnaires nécessaires au paiement de la Ps Agc

| Nature de l'élément justifié | Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte | Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif |
|---|---|---|
| **Eléments financiers** | Budget prévisionnel N du projet social et budget prévisionnel N de la fonction pilotage identifiant les comptes retenus au niveau national | Compte de résultat du projet social et compte de résultat de la fonction pilotage identifiant les comptes retenus au niveau national |
| **Activité** | Acompte versé sous réserve de la présence en Caf du bilan du projet N-2 | Bilan du projet N-1 |

## 5.4 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention pour la subvention « Animation collectives familles ».

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---|---|---|
| **Qualité du projet** | Projet d'animation collective familles intégrant les axes prioritaires et les objectifs généraux déclinés en actions | Projet d'animation collective familles intégrant les axes prioritaires et les objectifs généraux déclinés en actions |
| **Personnel** | Organigramme prévisionnel du personnel précisant les qualifications, le temps de travail des personnes intervenant dans la structure en incluant le personnel dédié à la mise en place du projet d'animation collective familles | Organigramme prévisionnel du personnel précisant les qualifications, le temps de travail des personnes intervenant dans la structure en incluant le personnel dédié à la mise en place du projet d'animation collective familles |
| **Eléments financiers** | Budget prévisionnel de la première année de la convention | Budget prévisionnel de la première année du renouvellement |

### Les pièces justificatives relatives à l'« Animation collective familles » nécessaire en cas de changement

Il est de la responsabilité du gestionnaire de transmettre à la Caf les pièces justificatives ci-dessous énumérées dès lors qu'il y a un changement ou une modification :

- Un courrier validé par le Conseil d'administration de la structure ou son représentant légal organisant le projet familles en cas d'absence du référent familles.
- Le ou les diplômes et/ou une attestation de qualification du référent familles.

PROJET

## 5.5 - Les pièces justificatives relatives à « l'Animation collectives familles » et nécessaires au paiement

| Nature de l'élément justifié | Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte | Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif |
|---|---|---|
| **Eléments financiers** | Budget prévisionnel de l'Animation collective familles N. | Compte de résultat de l'Animation collective familles de l'année N |
| **Activité** | Acompte versé sous réserve de la présence en Caf du bilan du projet familles N-2 | Bilan du projet familles |

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...).

La valorisation du bénévolat, n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.
Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

****

# Article 6 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

La signature de la présente convention est conditionnée à la validation préalable du projet social du Centre social pour la prestation de service Centre social « Animation globale et coordination par le conseil d'administration ou par une instance délégataire de la Caf.

La signature de la présente convention est conditionnée à la validation préalable du projet « familles « du Centre social pour la prestation de service Centre social « Animation collective famille par le conseil d'administration ou par une instance délégataire de la Caf.

S'agissant d'une convention portant sur une subvention soumise à conditions (barème, plafond), la Caf rend accessible chaque année aux gestionnaires les éléments actualisés. Elle adresse également le(s) formulaire(s) de déclarations de données dématérialisé(s) permettant de compléter les éléments nécessaires au versement de la Prestation de service « Animation globale et coordination » (Agc) et le cas échéant « Animation collective famille » (Acf).

Elle procède aux contrôles de ces données et au versement des subventions dûes.

Les données à caractère personnel communiqués par le gestionnaire sont traitées par la Caf conformément au Règlement Général de protection des données (RGPD)

Elles sont accessibles uniquement aux personnes habilitées dans la stricte limite de leurs missions.

PROJET

Elles sont conservées au maximum six ans après leur utilisation ou de l'extinction de la convention liant la Caf au gestionnaire ou jusqu'à l'intervention d'une décision définitive en cas de contentieux, au titre des obligations qui pèsent sur le directeur comptable et financier national. (Article L 122-3 du code de la sécurité sociale).

****

# Article 7 – L'évaluation et le contrôle

## 7.1 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

Le gestionnaire en concertation avec la Caf, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'animation collective familles qu'il transmet à la Caf.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

- Bilan d'activité et financier en fin d'exercice annuel, incluant le projet « familles »,
- Evaluation qualitative et quantitative des projets « social » et « familles » en fin de période contractuelle.

## 7.2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de la convention

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer. Les contrôles peuvent être réalisés par sondage et les résultats extrapolés.

PROJET

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc…. La Caf peut être amenée à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.
Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

****

## Article 8 – La durée et la révision des termes de la convention

La présente convention de financement est conclue du **01/01/2024 au 31/12/2027**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans cette convention

****

## Article 9 – La fin de la convention

- **Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

PROJET

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

****

## Article 10 – Les recours

- **Recours amiable**

La prestation de service « Animation globale et coordination » et la prestation de service « Animation collective familles » étant des subventions, Monsieur ou Madame le (la) directeur (rice) de la Caf est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

****

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

| | | |
|---|---|---|
| Fait à Blois, | Le, | En 2 exemplaires |
| La Caf | Le gestionnaire | |

PROJET

La Directrice
Delphine LEVY

Le Maire de Vendôme
Laurent BRILLARD

PROJET

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-14C-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



## PRÉAMBULE

**La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.**

**Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».**

**L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.**

**Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.**

ARTICLE 1
### LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
### LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
### LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
### LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
### LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
### LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
### LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Liberté · Égalité · Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES

Sécurité sociale

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-15-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-15 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : COHESION SOCIALE : Centre social – Tarifs des activités 2024-2025**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-13 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Minthy Mabiala-Boussi, maire-adjointe déléguée à la cohésion sociale
Minthy MABIALA-BOUSSI, maire-adjointe, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Le Centre social, géré par la ville de Vendôme depuis le 1er janvier 2024, propose des activités diversifiées tout au long de l'année :

- des activités de loisirs pour les adultes ;
- des activités proposées par des associations au Centre social (chorale, Zumba, cuisine…) ;
- des activités liées à l'insertion sociale et socioprofessionnelle des adultes (cours de français, préparation au code de la route, ateliers de découverte de l'informatique…) ;
- des activités liées à l'exercice de la fonction parentale (info/rencontre parents, forum pour les futurs parents, ateliers les P'tits Loups avec les parents et les enfants…) ;
- des activités pour les enfants (accompagnement à la scolarité, activités pendant les vacances scolaires…) ;
- des sorties en familles ;
- le prêt de jeux à la ludothèque.

L'élaboration du projet social en 2023 a mis en évidence que la carte d'inscription payante donnant (11 euros) accès à ce programme pouvait être un frein à la participation aux activités, notamment pour les publics du quartier prioritaire des Rottes ou dans le cadre d'une participation ponctuelle à une activité.

Pour prendre en compte ce constat et favoriser une plus grande participation aux activités de tous les publics, il est proposé de supprimer cette carte d'inscription et de rehausser les tarifs du coût des activités, toujours différencié selon la situation économique de la personne, afin de compenser financièrement cette évolution des modalités d'accès au Centre social de Vendôme.

Les tarifs applicables au 1er septembre 2024 pour accéder et participer aux différentes activités seraient les suivants :

Activités faisant l'objet d'une évolution de tarif ou d'une évolution de la quotité selon la situation de la personne

| PROPOSITION TARIFS CENTRE SOCIAL 2024-2025 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Période d'application du tarif | Fréquence | Tarifs | | | |
| | | | sans condition de ressources | Personne imposable 100 % | Personne non imposable 50 % | Personne bénéficiant des minimas sociaux 25 % |
| **Activités de loisirs adultes (animées par les bénévoles et/ou agents du centre social)** | | | | | | |
| L'art floral | Trimestre | Hebdomadaire | | 16,00 € | 8,00 € | 4,00 € |
| Les merveilles du crochet | Trimestre | Hebdomadaire | | 16,00 € | 8,00 € | 4,00 € |
| Quilling Party | Trimestre | Hebdomadaire | | 16,00 € | 8,00 € | 4,00 € |
| La magie du tricot | Trimestre | Hebdomadaire | | 16,00 € | 8,00 € | 4,00 € |
| Bobines et petits points | Trimestre | Hebdomadaire | | 32,00 € | 16,00 € | 8,00 € |
| Comme un petit repas entre famille ou entre amis | Trimestre | Mensuelle | | 16,00 € | 8,00 € | 4,00 € |
| Tout savoir sur son ordinateur | Trimestre | Hebdomadaire | | 16,00 € | 8,00 € | 4,00 € |
| Doux mouve | Trimestre | Hebdomadaire | | 16,00 € | 8,00 € | 4,00 € |
| Rotin (matière première fournie) | Trimestre | Hebdomadaire | | 30,00 € | 15,00 € | 7,50 € |
| Stages informatique et numérique | Session | Ponctuelle | Gratuit | | | |
| Autres activités ponctuelles (avec matériel fourni) | Séance | Ponctuelle | | 6,00 € | 3,00 € | 1,50 € |
| Autres activités ponctuelles (sans matériel fourni) | Séance | Ponctuelle | | 5,00 € | 2,50 € | 1,25 € |
| Autres activités régulières (avec matériel fourni) | Trimestre | Hebdomadaire | | 30,00 € | 15,00 € | 7,50 € |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres activités régulières (sans matériel fourni) | Trimestre | Hebdomadaire | | 16,00 € | 8,00 € | 4,00 € |
| **Activités de loisirs adultes autonomes (ateliers réunissant des usagers sans animation)** | | | | | | |
| Hebdomadaire | | Hebdomadaire | Gratuit | | | |
| Fils et aiguilles | | Hebdomadaire | Gratuit | | | |
| Poterie | | Hebdomadaire | Gratuit | | | |
| Orthographe, grammaire : les doigts dans le nez ! | | Hebdomadaire | Gratuit | | | |
| Là où commencent les histoires | | Hebdomadaire | Gratuit | | | |
| A vous les studios ! | | | Gratuit | | | |
| **Activités insertion sociale et socioprofessionnelle adultes** | | | | | | |
| Quotidien | Trimestre | Quotidien | 7,00 € | | | |
| Session | Session | Individualisé | 7,00 € | | | |
| Action code de la route | Session de 26 séances | Session | 11,00 € | | | |
| Numérique et français "J'apprends à mon rythme" | | Hebdomadaire | Gratuit | | | |
| **Activités parentalité** | | | | | | |
| Atelier des parents | | Session | Gratuit | | | |
| Info-échanges parents | | | Gratuit | | | |
| Ateliers les P'tits Loups | Trimestre | Hebdomadaire | | 40,00 € | 20,00 € | 10,00 € |
| Activités ponctuelles parents/enfants (pendant les vacances scolaires sauf pour les enfants accompagnement scolaire) | Séance | Hebdomadaire | 3,00 €/pers | | | |
| **Activités enfants** | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Accompagnement scolaire (CLAS) | | Hebdomadaire | Gratuit | | | |
| Activités enfants pendant les vacances scolaires (inscrits à l'accompagnement scolaire) | | Séance | Gratuit | | | |
| Activités enfants pendant les vacances scolaires (non-inscrits à l'accompagnement scolaire) | | Séance | 3,00 € | | | |
| **Divers** | | | | | | |
| Four (utilisation pour cuisson) | Ponctuelle | Ponctuelle | 20,00 € | | | |
| Sorties familles | | Ponctuelle | Ponctuelle | 120 % du coût de l'entrée de la visite / animation / spectacle | 70 % du coût de l'entrée de la visite / animation / spectacle | 35 % du coût de l'entrée de la visite / animation / spectacle |

(1) **Minimas sociaux** : RSA, AAH, ADA, ATA, ASS, AV, ASI, ASPA, AER-R

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-15-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver les tarifs ci-dessus du Centre social applicables à compter du 1er septembre 2024 intégrant la suppression du tarif d'inscription ;

- d'autoriser le maire ou la maire-adjointe déléguée à la cohésion sociale à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| | |
|---|---|
| Le secrétaire de séance, | La Maire-adjointe, |
| Simon HOUDEBERT | Minthy MABIALA-BOUSSI |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-16-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-16 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : COMMANDE PUBLIQUE / VOIRIE : Convention de groupement de commande entre la commune de Vendôme et la commune de Saint-Ouen pour la passation de marchés de maintenance des équipements de signalisation lumineuse tricolore**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20230918-15 du 18 septembre 2023 donnant délégation de fonction et de signature à Agnès MacGillivray, maire-adjointe déléguée à la commande publique
Agnès MACGILLIVRAY, maire-adjointe, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Les communes de Vendôme et Saint-Ouen souhaitent procéder à la remise en concurrence de leurs marchés publics respectifs de maintenance des équipements de signalisation lumineuse tricolore pour les années 2025 à 2028.

Dans ce cadre et afin de rationaliser les coûts, il vous est proposé de conclure une convention de groupement de commande pour la passation, la signature, la notification de marchés répondant à ces besoins.

Cette convention définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne un de ses membres comme coordonnateur chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant pour chaque marché.

Le coordonnateur désigné dans le cadre de la présente convention est la commune de Vendôme, représentée par son Maire ou son représentant.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L. 2113-6 et L. 2113-7.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver les termes de la convention de groupement conclue entre les communes de Vendôme et Saint-Ouen pour la passation de marchés de maintenance des équipements de signalisation lumineuse tricolore ;

- d'autoriser le maire ou la maire-adjointe déléguée à la commande publique à signer ladite convention et tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | La Maire-adjointe, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Agnès MACGILLIVRAY |

**PJ** : Convention

**Commune de Vendôme**

**Commune de Saint-Ouen**
**(Loir-et-Cher)**

# CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE
## Maintenance des équipements de signalisation lumineuse tricolore

ENTRE LES SOUSSIGNES :
La commune de Vendôme, représentée par Agnès MACGILLIVRAY, Maire-adjointe déléguée à la commande publique, sise parc Ronsard, BP 20107, 41106 VENDOME CEDEX
Agissant au nom de ladite commune, en vertu d'une délibération n° VVD20240620-xx du conseil municipal du 20 juin 2024,
désignée ci-après par le terme : "la commune de Vendôme",

**d'une part,**

ET,
La Commune de Saint-Ouen, représentée par Jeannine VAILLANT, Maire, sise 4 rue des écoles, 41100 SAINT-OUEN,
Agissant au nom de ladite commune, en vertu d'une délibération du conseil municipal n°XXXX du xx 2024,
désignée ci-après par le terme : "la commune de Saint-Ouen",

**de deuxième part,**

**ARTICLE 1 : OBJET**
La présente convention de groupement est conclue entre la commune de Vendôme et la commune de Saint-Ouen. Elle a pour objet la passation, la signature et la notification des marchés afin de répondre aux besoins des membres de groupement en matière de maintenance des équipements de signalisation lumineuse tricolore.

**ARTICLE 2 : DÉSIGNATION**
Chaque membre s'engage, par la signature de la présente convention, à confier la passation, la signature et la notification des marchés (formule intégrée partielle), définis à l'article 1, au coordonnateur du groupement mentionné à l'article 7.2 ci-après, soit la commune de Vendôme.

**ARTICLE 3 : MODALITÉS D'ADHÉSION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT**

**Article 3.1 : Modalités d'adhésion**
Pour que l'adhésion d'une partie à cette convention soit effective, il est obligatoire que celle-ci soit autorisée par délibération de son assemblée délibérante ou décision de son instance autorisée. Une copie de ces délibérations ou décisions sera transmise au coordonnateur. La signature de la présente engage les parties sur tous les points définis par ladite convention.

**Article 3.2 : Modalités de sortie**
La sortie anticipée d'une des parties, pour quelques raisons que ce soit, autorisée par délibération de son assemblée délibérante ou décision de son instance autorisée, met fin à sa participation au groupement de commande. Si la sortie d'une des parties a lieu avant notification des marchés au titulaire, elle n'est plus engagée et sa demande est classée sans suite. Si celle-ci a lieu après notification, elle est engagée envers le titulaire des marchés et doit respecter ses engagements auprès de ces derniers.

Le groupement n'étant composé que de deux parties, la sortie de l'une d'elle entraîne la fin de la convention, suivant les règles définies aux alinéas précédents.

**ARTICLE 4 : DURÉE**
La présente convention est conclue pour la durée de passation, de signature et de notification des marchés objets du présent groupement. Elle ne pourra être prolongée pour répondre à un objet autre que celui défini à l'article 1 de la présente convention.

**ARTICLE 5 : MODALITES DE PASSATION DES MARCHES**
Le montant des marchés n'oblige pas à recourir à une commission d'appel d'offres (CAO). Le coordonnateur du groupement procédera avec ses services administratifs à toutes les opérations nécessaires à la passation, la signature et la notification des marchés.

## ARTICLE 6 : MODALITES FINANCIERES

### Article 6.1 : Modalités financières afférentes à la passation des marchés

Le coordonnateur sera indemnisé des frais afférents au fonctionnement du groupement par une participation financière versée par les membres du groupement de commande mentionnés à l'article 1. Ces frais seront répartis au prorata du nombre d'équipements de signalisation lumineuse tricolore concernés par la prestation de maintenance, soit :

- Commune de Vendôme : 13 équipements de signalisation lumineuse tricolore concernés par la prestation de maintenance sur 16, soit 81,25 % montant total des frais de passation et de notification des marchés ;
- Commune de Saint-Ouen : 3 équipements de signalisation lumineuse tricolore concernés par la prestation de maintenance sur 16, soit 18,75 % montant total des frais de passation et de notification des marchés.

Cette indemnisation correspond notamment aux :

- frais administratifs ;
- frais de publication ;
- salaires et charges des agents chargés de la mise en œuvre du groupement (service en charge du dossier, service des marchés publics) ;

Le paiement s'effectuera sur facture présentée par le coordonnateur à l'issue de la notification des marchés objets de la présente convention.

### Article 6.2 : Modalités financières afférentes à l'exécution des marchés

Chacun des membres du groupement traitera toutes les modalités financières liées à l'exécution de son marché (paiement du titulaire de son marché et de ses sous-traitants, avances, retenue de garantie, pénalités…).

## ARTICLE 7 : CONDITIONS GÉNÉRALES

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions suivantes que les parties s'obligent à exécuter :

### Article 7.1 : Définition des besoins

Les parties s'engagent à conclure et les parties à exécuter pour chacune d'elles, un marché conclu par procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1-1 du code de la commande publique. Elles ne peuvent à aucun moment étendre leurs besoins à des marchés de prestations autres que ceux définis à l'article 1.

Les membres autorisent le coordonnateur du groupement à signer avec le ou les soumissionnaires retenus des marchés correspondant aux besoins suivants :

| | Montant estimatif par période de validité en HT |
|---|---|
| Commune de Vendôme | 11 900 € |
| Commune de Saint-Ouen | 2 800 € |
| Total | 14 700 € |

Chaque commune aura en charge l'exécution de son marché.

Le marché est conclu pour une première période débutant à compter du 1er janvier 2025 ou de sa date de notification si celle-ci intervient ultérieurement jusqu'au 31 décembre 2025. Il peut être reconduit maximum 3 fois, annuellement, tacitement, jusqu'à son terme. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

### Article 7.2 : Coordonnateur du groupement

Le coordonnateur du groupement est chargé de la passation, de la signature et de la notification des marchés défini à la présente convention pour l'ensemble des membres du groupement. En cas de renouvellement de l'assemblée délibérante du fait d'élection, et ce hors le cas de démission de la part de l'élu, le coordonnateur sera alors la personne ayant reçu la délégation actuellement attribuée au coordonnateur. Sinon, il sera fait appel au coordonnateur suppléant.
Le coordonnateur désigné par le groupement est la commune de Vendôme, représentée par sa Maire-adjointe déléguée à la commande publique. Le service des marchés publics en charge du suivi administratif de la passation de ces marchés est celle du coordonnateur.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-16-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**Article 7.3 : Substitution du coordonnateur par un coordonnateur suppléant**

En cas de défaillance du coordonnateur, le coordonnateur suppléant sera la commune de Saint-Ouen, représentée par sa Maire. Les actes du coordonnateur suppléant engagent les membres du groupement de la même manière que pour le coordonnateur. Le service des marchés publics de la commune de Saint-Ouen serait alors en charge du suivi administratif du dossier.

**ARTICLE 8 : LITIGES ENTRE LES PARTIES A LA CONVENTION DE GROUPEMENT**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le coordonnateur sera chargé de les régler. Si une des parties se refuse à un arrangement, elle devra déclarer son intention de quitter le groupement de commande par lettre recommandée avec accusé de réception à l'attention du coordonnateur et devra prendre toutes les mesures nécessaires à son retrait, conformément à l'article 3.2 de la présente convention.

A Vendôme, le…….

| Pour la commune de Vendôme | Pour la commune de Saint-Ouen |
|---|---|
| Agnès MACGILLIVRAY<br>Maire-adjointe déléguée<br>à la commande publique | Jeannine VAILLANT<br>Maire |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-17-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-17 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : FONCIER : Acquisition du terrain d'assise du futur Centre polyvalent d'activités (CPA) auprès de la Communauté d'agglomération Territoires vendômois**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-06 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Benoît Gardrat, maire-adjoint délégué à la politique foncière
Benoît GARDRAT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Afin de permettre la construction du Centre polyvalent d'activités (CPA) et le regroupement des services municipaux et communautaires ayant des besoins de stockage sur un même site, la communauté d'agglomération Territoires vendômois envisage de vendre à la commune de Vendôme le terrain à bâtir cadastré section CI n° 114 de 21 031 m² (ex. CI n° 108p), situé rue Louis Armand dans la ZAC des Courtis à Vendôme.

Ce terrain qui est classé en zone UIb au Plan local d'urbanisme, mais comporte une zone non aedificandi dans sa partie nord-est, serait vendu selon les modalités suivantes :

- l'emprise totale de 21 031 m² sera vendue moyennant le prix net vendeur de 13,86 euros HT/m², frais d'acte et TVA en sus ;
- le terrain sera vendu viabilisé, nu et libre de toute occupation, la commune ayant à sa charge le coût des branchements à réaliser ;
- le terrain sera grevé d'une servitude de passage de réseaux et d'une servitude de passage véhicules par la rue Louis Armand, représentant une largeur de 6 mètres, au profit du fonds dominant cadastré section CI n° 113 (de 10 907 m²), qui doit être vendu à la SAS Transports Jumeau en application de la délibération du conseil communautaire n° TVD20230206-09 du 6 février 2023 ;
- la commune aura la faculté de réaliser sur le site vendu les études techniques nécessaires à l'élaboration du projet de CPA et pourra déposer tout dossier de demande d'autorisation administrative en vue de la réalisation de cette opération.

Considérant que cette aliénation permettra le regroupement des services de la commune de Vendôme et de Territoires vendômois ayant des besoins de stockage, à savoir la direction du patrimoine, de la voirie et de l'efficacité énergétique, la direction des cycles de l'eau, la direction de la logistique et des manifestations, la direction de l'enfance et de la jeunesse, la direction de l'environnement et des espaces verts et le service magasin.

**VISAS :**

Vu l'avis du service des domaines du 26 avril 2024 ;
Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'acquérir auprès de la Communauté d'agglomération Territoires vendômois, siégeant en l'hôtel de ville et de communauté, parc Ronsard à Vendôme, le terrain à bâtir cadastré section CI n° 114 de 21 031 m² situé rue Louis Armand dans la ZAC des Courtis à Vendôme, afin de permettre la construction d'un Centre polyvalent d'activités (CPA) ;

- d'acquérir ce terrain aux conditions suivantes :
  * l'emprise totale de 21 031 m² sera vendue moyennant le prix net vendeur de 13,86 euros HT/m², frais d'acte et TVA en sus ;
  * le terrain sera vendu viabilisé, nu et libre de toute occupation, la commune ayant à sa charge le coût des branchements à réaliser ;
  * le terrain sera grevé d'une servitude de passage de réseaux et d'une servitude de passage véhicules par la rue Louis Armand, représentant une largeur de 6 mètres, au profit du fonds dominant cadastré section CI n°113 (de 10 907 m²), qui doit être vendu à la SAS Transports Jumeau en application de la délibération du conseil communautaire n° TVD20230206-09 du 6 février 2023 ;
  * la commune aura la faculté de réaliser sur le site vendu les études techniques nécessaires à l'élaboration du projet de CPA et pourra déposer tout dossier de demande d'autorisation administrative en vue de la réalisation de cette opération ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la politique foncière, à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

Conformément à la délibération n° VVD20200528-08 du 28 mai 2020 portant délégation du conseil municipal au maire, ce dernier sollicitera par voie de décision le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

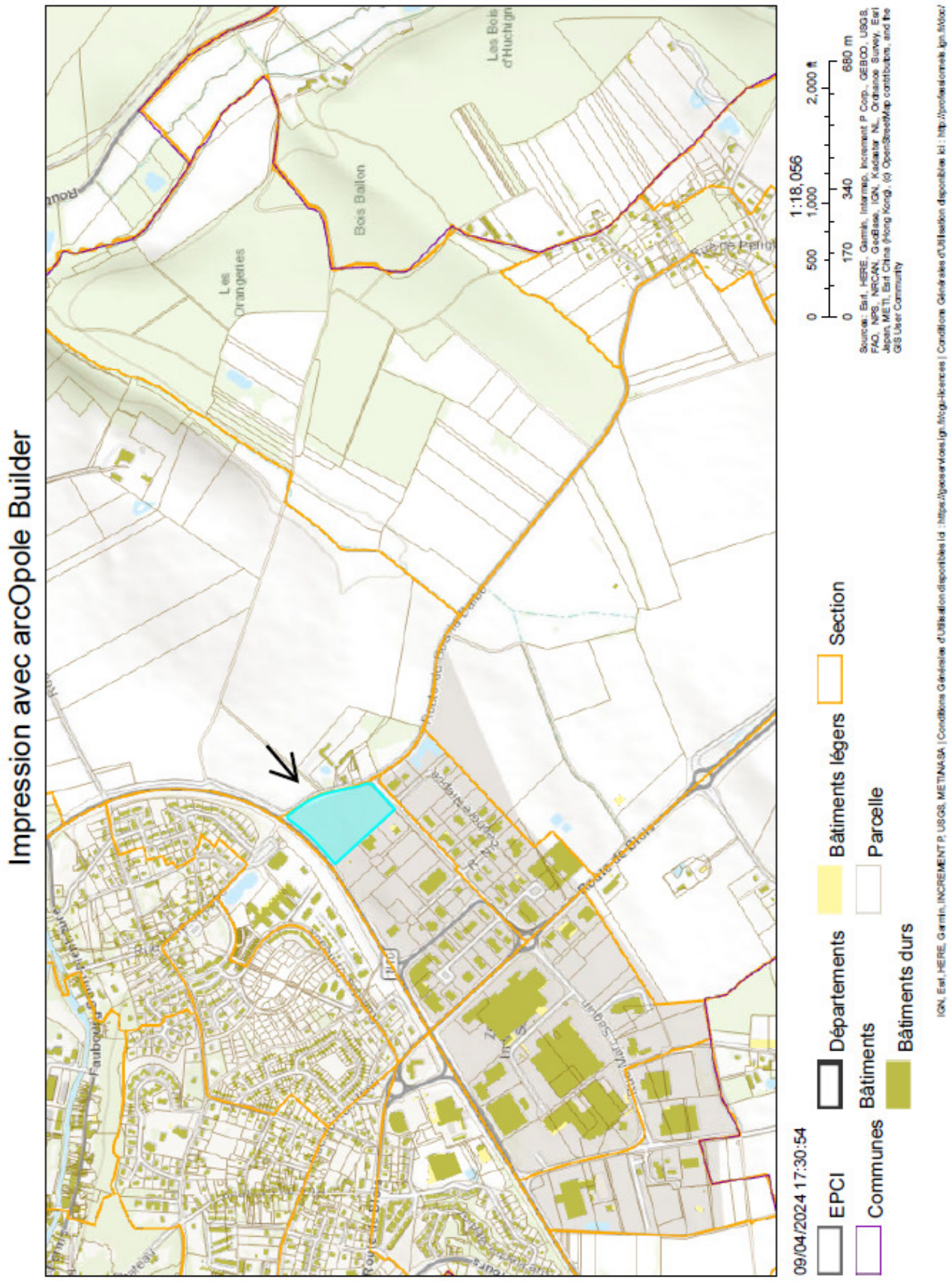
- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Benoît GARDRAT |

**PJ :** 2 plans


Impression avec arcOpole Builder
Les Orangeries
Bois Ballon
Les Bois d'Huchign
Route de Blois
Faubourg
09/04/2024 17:30:54
EPCI
Communes
Départements
Bâtiments
Bâtiments légers
Bâtiments durs
Section
Parcelle
1:18,056
0 500 1,000 2,000 ft
0 170 340 680 m
Sources: Esri, HERE, Garmin, Intermap, increment P Corp., GEBCO, USGS, FAO, NPS, NRCAN, GeoBase, IGN, Kadaster NL, Ordnance Survey, Esri Japan, METI, Esri China (Hong Kong), (c) OpenStreetMap contributors, and the GIS User Community
IGN, Esri, HERE, Garmin, INCREMENT P, USGS, METI/NASA | Conditions Générales d'Utilisation disponibles ici : https://geoservices.ign.fr/cgu-licences | Conditions Générales d'Utilisation disponibles ici : http://www.esrifrance.fr/cgu/

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-17-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

Commune :
VENDOME (269)

Numéro d'ordre du document d'arpentage : 3433K
Document vérifié et numéroté le 19/07/2023
A PTGC-BLOIS
Par Aline RUFFATO
Inspectrice des finances publiques
Signé

VENDÔME
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale
10, rue Louis Bodin
CS 50001
41026 BLOIS CEDEX
Téléphone : 02.54.55.71.51

sdif41@dgfip.finances.gouv.fr

# DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Section : CI
Feuille(s) : 000 CI 01
Qualité du plan : P4 ou CP [20 cm]

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1500
Date de l'édition : 19/07/2023
Support numérique : ----------

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : ---------- effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage au ----------, dont copie ci-jointe, dressé le ---------- par ---------- géomètre à ----------.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la formule 6463.

A ----------, le ----------

Modification selon les énonciations d'un acte à publier

D'après le document d'arpentage dressé
Par AXIS CONSEILS VENDOME (2)
Réf. : 125043
Le 12/07/2023

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une acquisition (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne signée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien rattaché du cadastre, etc ... ).
(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, vendu, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc. ...).



Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-18-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-18 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : FONCIER : Acquisition d'un terrain rue du Saint-Coeur**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-06 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Benoît Gardrat, maire-adjoint délégué à la politique foncière
Benoît GARDRAT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Dans le cadre du projet de création d'un parking public rue du Saint-Cœur, la commune a sollicité l'acquisition d'une partie de la parcelle bâtie cadastrée section AP n°103, 3 rue du Saint-Cœur à Vendôme, représentant 20 m² environ, appartenant à la SCI LETORT.

Suite aux négociations engagées avec William LETORT, gérant de la SCI, celui-ci a accepté en vertu d'un accord sous seing privé du 22 mars 2024, de vendre la parcelle aux conditions suivantes :

- le terrain bâti sera cédé à l'euro symbolique avec dispense de versement dans le cadre d'une vente avec charges, en vertu de laquelle la collectivité devra :
  * démolir le petit muret et l'annexe vétuste qui y est accolée, située à l'ouest de la parcelle, qui est assise sur le terrain vendu et sur le terrain conservé par le vendeur ;
  * reconstruire le muret ouest et ses retours suivant les prescriptions de l'Architecte des bâtiments de France (mur en moellons d'une hauteur de 2 mètres envisagé), sachant que le coût de ces travaux est évalué à environ 40 800 euros TTC et que les ouvrages seront reconstruits en limite, sur la parcelle conservée par le vendeur et deviendront sa propriété après travaux ;
- pour les besoins du chantier, la collectivité sera autorisée à accéder au jardin de la parcelle (personnel et engins de chantier) et à déposer temporairement le portail existant, qui sera reposé à l'issue des travaux après remise en état du terrain ;
- la collectivité sera autorisée à déposer un permis de démolir et une déclaration préalable sur la parcelle cadastrée section AP n° 103p, en vue de la réalisation de ces travaux ;
- les frais de géomètre et les frais d'acte seront intégralement supportés par la commune.

Considérant que cette acquisition est destinée à permettre la création d'un parking public rue du Saint-Cœur dans le cadre du projet d'aménagement du faubourg Chartrain ;

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'acquérir auprès de la SCI LETORT, siégeant 19 rue Roger Salengro, 41100 Saint-Ouen, une partie de la parcelle bâtie cadastrée section AP n° 103, située au 3 rue du Saint-Cœur à Vendôme, représentant 20 m² environ, afin de permettre la création d'un parking public rue du Saint-Cœur ;

- d'acquérir le bien aux conditions suivantes :

  - le terrain bâti sera cédé à l'euro symbolique avec dispense de versement dans le cadre d'une vente avec charges, en vertu de laquelle la collectivité devra :

    * démolir le petit muret et l'annexe vétuste qui y est accolée, située à l'ouest de la parcelle, qui est assise sur le terrain vendu et sur le terrain conservé par le vendeur ;
    * reconstruire le muret ouest et ses retours suivant les prescriptions de l'Architecte des bâtiments de France (mur en moellons d'une hauteur de 2 mètres envisagé), sachant que le coût de ces travaux est évalué à environ 40 800 euros TTC et que les ouvrages seront reconstruits en limite, sur la parcelle conservée par le vendeur et deviendront sa propriété après travaux ;

  - pour les besoins du chantier, la collectivité sera autorisée à accéder au jardin de la parcelle (personnel et engins de chantier) et à déposer temporairement le portail existant, qui sera reposé à l'issue des travaux après remise en état du terrain ;

  - la collectivité sera autorisée à déposer un permis de démolir et une déclaration préalable sur la parcelle cadastrée section AP n°103p, en vue de la réalisation de ces travaux ;

  - les frais de géomètre et les frais d'acte seront intégralement supportés par la commune ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la politique foncière, à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

Conformément à la délibération n° VVD20200528-08 du 28 mai 2020 portant délégation du conseil municipal au maire, ce dernier sollicitera par voie de décision le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

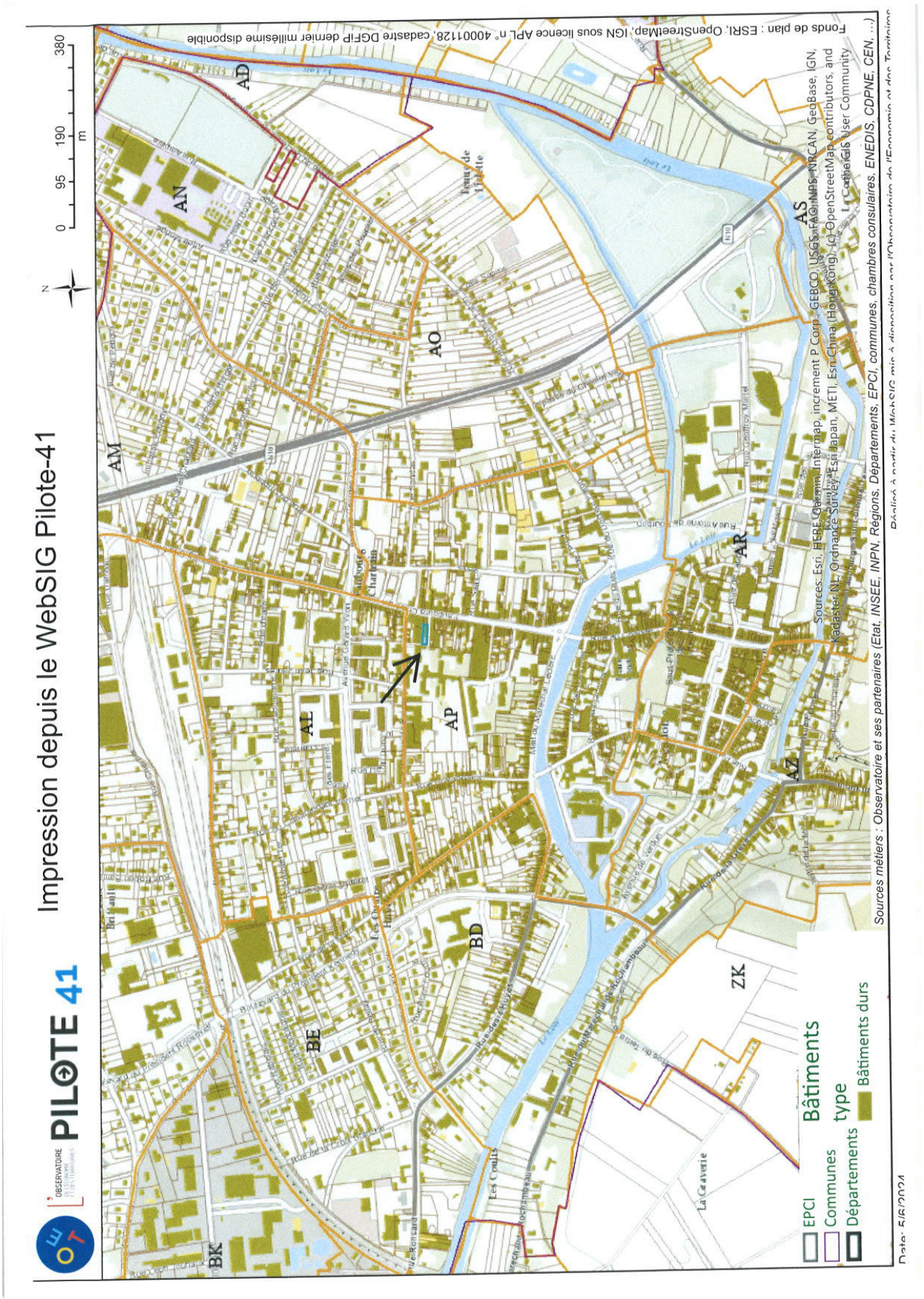
- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

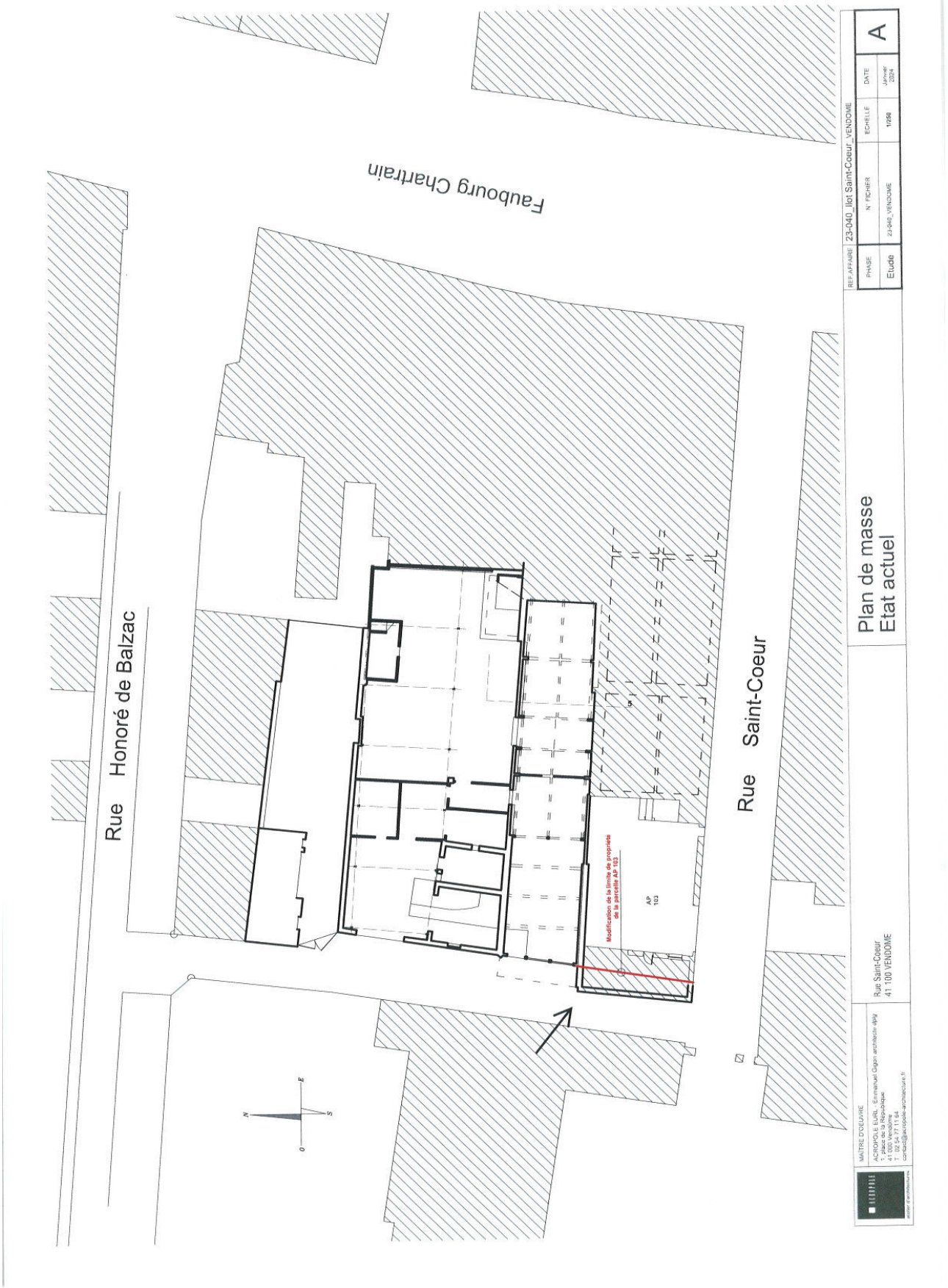
POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Benoît GARDRAT |

**PJ** : 2 plans


Impression depuis le WebSIG Pilote-41
PILOTE 41
OBSERVATOIRE DES TERRITOIRES
0 95 190 380
m
N
Fonds de plan : ESRI, OpenStreetMap, IGN sous licence APL n° 4000128, cadastre DGFiP dernier millésime disponible
Sources métiers : Observatoire et ses partenaires (Etat, INSEE, INPN, Régions, Départements, EPCI, communes, chambres consulaires, ENEDIS, CDPNE, CEN, ...)
Sources: Esri, HERE, Garmin, Intermap, increment P Corp., GEBCO, USGS, FAO, NPS, NRCAN, GeoBase, IGN, Kadaster NL, Ordnance Survey, Esri Japan, METI, Esri China (Hong Kong), (c) OpenStreetMap contributors, and the GIS User Community
Bâtiments
Communes type
Départements
EPCI
Bâtiments durs
AD
AN
AM
AO
AL
AP
AR
AS
AZ
BD
BE
BK
ZK

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-18-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024



Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-19-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-19 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : FONCIER : Acquisition d'un terrain rue des Terrières**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-06 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Benoît Gardrat, maire-adjoint délégué à la politique foncière
Benoît GARDRAT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

[redacted] est propriétaire d'une bande de terrain cadastrée section AC n° 353 (de 45 m²), située lieudit Les Terrières, qui est classée en zone A au Plan local d'urbanisme (PLU) de Vendôme.

En vertu du document d'arpentage n° 3454T, cette bande de terrain a été divisée en deux nouvelles parcelles cadastrées section AC n° 420 (7 m²) et 421 (38 m²), qui correspondent à l'accotement et qui, de fait, sont incluses dans le domaine public communal.

Afin de régulariser la situation foncière de ces parcelles, la commune s'est proposée, par courrier du 19 février 2024, de les acquérir moyennant le prix d'un (1) euro le m² et de prendre en charge les frais d'acte notarié.

Par accord sous-seing privé du 14 mars 2024, [redacted] a accepté de vendre ces parcelles à la commune aux prix et conditions proposés.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'acquérir auprès [redacted], les parcelles cadastrées section AC n° 420 et 421, d'une surface totale de 45 m², situées lieudit Les Terrières à Vendôme, correspondant à une partie de l'accotement, en vue de leur incorporation dans le domaine public ;

- d'acquérir les parcelles au prix d'un (1) euro le m², frais d'acte en sus ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la politique foncière, à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Benoît GARDRAT |

**PJ :** 2 plans


Plan de situation Les Terrières
17/04/2024 16:10:20
1:18,000
0 500 1,000 2,000 ft
0 170 340 680 m
Sources: Esri, HERE, Garmin, Intermap, increment P Corp., GEBCO, USGS, FAO, NPS, NRCAN, GeoBase, IGN, Kadaster NL, Ordnance Survey, Esri Japan, METI, Esri China (Hong Kong), (c) OpenStreetMap contributors, and the GIS User Community
IGN, Esri, HERE, Garmin, INCREMENT P, USGS, METI/NASA | Conditions Générales d'Utilisation disponibles ici : https://geoservices.ign.fr/cgu-licences | Conditions Générales d'Utilisation disponibles ici : http://professionnels.ign.fr/doc/
ZI
ZE
AC
AD
AE
AK
AL
AB
AA
AH
AI
BR
ZN
BI
Rue de la Forêt
Route de Bonny
Rue Georges Clemenceau
Avenue Saint-Brice
Saint-Cyr-en

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-19-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

Commune :
VENDOME (269)

Numéro d'ordre du document d'arpentage : 3454T
Document vérifié et numérisé le 12/01/2024
A.PTGC-BLOIS
Par Aline RUFFATO
Inspectrice des finances publiques
Signé

VENDÔME
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale
10, rue Louis Bodin
CS 50001
41026 BLOIS CEDEX
Téléphone : 02.54.55.71.51

sdif41@dgfip.finances.gouv.fr

# DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : ---------- effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le ---------- par ---------- géomètre à ----------.
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la formule 6463.
A ----------, le ----------

Modification selon les prescriptions d'un acte à publier

Section : AC
Feuille(s) : 000 AC 01
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 12/01/2024
Support numérique : ----------

D'après le document d'arpentage dressé
Par GEOPLUS CHATEAU RENAULT
Réf. : C2023-153
Le 09/01/2024

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une rénovation (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent non effectuer eux-mêmes le piquetage.
(3) Qualité de la personne ayant géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...)
(4) Préciser les nom et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, associé représentant qualité de l'autorité signataire, etc. )



Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-20-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-20 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : FONCIER : Bilan des cessions et des acquisitions - Année 2023**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-06 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Benoît Gardrat, maire-adjoint délégué à la politique foncière
Benoît GARDRAT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

L'article L 2241-1 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales dispose que *: "Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune."*

Vous trouverez ci-après, pour l'exercice 2023, le bilan sous forme de tableaux des acquisitions et des cessions opérées par la commune.

**Acquisitions et cessions réalisées par la commune de Vendôme :**

**ACQUISITIONS**
**Avant-contrats et actes de vente signés**

| DESIGNATION DU BIEN | SURFACE M² | ADRESSE | PRIX | DESTINATION |
|---|---|---|---|---|
| **Immeubles** | | | | |
| AR 706 et 708 (lot n° 3) | 130 | 8 rue Guesnault | 1 € symbolique | Création d'un lot sur les parties communes (Vente du 29.06.2023) |
| AZ 535 et 537 | 11 147 | Faubourg Saint Lubin | 1 € symbolique | Acquisition pour valorisation des abords du Château par l'entretien du bien et la gestion des risques naturels (Vente du 30.08.2023) |
| AI 478, 480, 482, 515 et 517 | 9 165 | 37 avenue Georges Clemenceau | 1 600 000 € | Réhabilitation thermique d'une partie du Foyer Oasis et amélioration des conditions d'accueil des résidents (Vente du 06.10.2023) |
| **Droits réels immobiliers** | | | | |
| Néant | | | | |

**ACQUISITIONS**
**Délibérations**

| DESIGNATION DU BIEN | SURFACE M² | ADRESSE | PRIX | DESTINATION |
|---|---|---|---|---|
| **Immeubles** | | | | |
| BM 20p | 31 environ | 11 rue de la Mariée | 1 €/m² | Régularisation foncière et incorporation dans le domaine public communal (Délibération du 23.03.2023) |
| BM 25p | 34 environ | 19 rue de la Mariée | 1 €/m² | Régularisation foncière et incorporation dans le domaine public communal (Délibération du 23.03.2023) |
| BM 108p | 14 environ | 21 rue de la Mariée | 1 €/m² | Régularisation foncière et incorporation dans le domaine public communal (Délibération du 23.03.2023) |
| AR 706 et 708 (lot n° 3) | 130 | 8 rue Guesnault | 1 € symbolique | Création d'un lot sur les parties communes. (Délibération du 11.05.2023) |
| AI 478, 480, 482, 515 et 517 | 9 165 | 37 avenue Georges Clemenceau | 1 600 000 € | Réhabilitation thermique d'une partie du Foyer Oasis et amélioration des conditions d'accueil des résidents (Délibération du 22.06.2023) |
| AP 187p, 188p, 189p et 190p | 53 environ | 9 et 9bis faubourg Chartrain | 1 €/m² | Régularisation foncière et incorporation dans le domaine public communal (Délibération du 21.09.2023) |
| AT 114p | 46 environ | 8 rue de Périgny | 1 €/m² | Régularisation foncière et incorporation dans le domaine public communal (Délibération du 14.12.2023) |
| **Droits réels immobiliers** | | | | |
| Néant | | | | |

## CESSIONS
## Avant-contrats et actes de vente signés

| DESIGNATION DU BIEN | SURFACE M² | ADRESSE | PRIX | DESTINATION |
|---|---|---|---|---|
| **Immeubles** | | | | |
| AR 703 (bâtiment K) | 417 | Quartier Rochambeau | 100 000 € | SCI TOURNON SAINT-JOSEPH (SAS MARIE DAAGE) (Vente du 17.01.2023) |
| AL 532 et 734 | 7 478 environ | 24 boulevard de Trémault et 52 rue Jean Jaurès (Ilot Jean Jaurès) | 226 000 € | IN SITU PROMOTION (Promesse de vente 23.03.2023) |
| AL 732 | 207 | 52 rue Jean Jaurès | 10 350 € | [redacted] (Vente du 04.04.2023) |
| AR 709 (bâtiment M) | 212 | Quartier Rochambeau | 54 000 € | SCI BIBI M 13 (M. VAZ) (Vente du 13.04.2023) |
| AI 326p, 328p et 400p | 500 environ | Avenue Georges Clemenceau | 80 €/m² | [redacted] (Promesse de vente du 30.05.2023) |
| AR 706 (lot 2) | 117 | 8 rue Guesnault | Sans soulte | [redacted] (Echange du 29.06.2023) |
| AR 708 | 13 | Place Saint-Martin | 1 € symbolique | SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SITUE A VENDOME, 8 rue Guesnault (Vente du 29.06.2023) |
| AL 724 | 1 986 | Avenue Gérard Yvon | 193 200 € | SAS ATARAXIA PROMOTION (Promesse de vente du 04.07.2023) |
| AL 733 | 115 | 52 rue Jean Jaurès | 5 750 € | [redacted] (Vente du 12.07.2023) |
| AR 209 (lots 42, 43, 44, 45 et 60) | 1 162 | 106 faubourg Saint-Bienheuré | 30 000 € | [redacted] (Vente du 29.08.2023) |
| AR 715 et AR 351 (lot 6) | 337 | 43 faubourg Saint-Bienheuré | 9 500 € | [redacted] (Vente du 30.08.2023) |
| AR 685 (lot 4) ; AR 280, 705, 284, 286, 645, 686, 603 ; AR 707 ; AR 706 et 708 (lots 1 et 3) ; AR 285 (lots 1 et 2) | 1 939 | 21 place Saint-Martin | 400 000 € | SAS R.N.R. FINANCES (Vente du 17.10.2023) |
| BH 472 | 18 969 | 16 rue Aristide Briand | 0 € | DEPARTEMENT DE LOIR-ET-CHER (Vente du 01.12.2023) |
| **Droits réels immobiliers** | | | | |
| Néant | | | | |

## CESSIONS
## Délibérations

| DESIGNATION DU BIEN | SURFACE M² | ADRESSE | PRIX | DESTINATION |
|---|---|---|---|---|
| **Immeubles** | | | | |
| AR 209 (lots 42, 43, 44, 45 et 60) | 1 162 | 106 faubourg Saint-Bienheuré | 30 000 € | [redacted] (Délibération du 26.01.2023) |
| AI 326p, 328p et 400p | 500 environ | Avenue Georges Clemenceau | 80 €/m² | [redacted] (Délibération du 23.03.2023) |
| AL 724 | 1 986 | Avenue Gérard Yvon | 193 200 € | SAS ATARAXIA PROMOTION (Délibération du 23.03.2023) |
| AR 708 | 13 | Place Saint-Martin | 1 € symbolique | SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SITUE A VENDOME, 8 RUE GUESNAULT (Délibération du 11.05.2023) |
| BH 362p | 18 995 environ | Collège Jean Emond, rue Aristide Briand | Gratuit | Conseil départemental de Loir-et-Cher (Délibération du 11.05.2023) |
| BS 105 | 71 | Les Clos Yvons | 100 € | [redacted] (Délibération du 16.11.2023) |
| **Droits réels immobiliers** | | | | |
| Néant | | | | |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-20-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- de prendre acte du bilan des acquisitions et des cessions opérées par la commune pour l'exercice 2023. Le bilan sera annexé au compte administratif de la collectivité ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la politique foncière, à signer tout document ou acte nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Benoît GARDRAT |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-21-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-21 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : GRANDS PROJETS : Réaménagement du faubourg Chartrain – Mise à disposition de matériel communal pour les terrasses sur la portion du faubourg Chartrain nouvellement réaménagé**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-06 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Benoît Gardrat, maire-adjoint délégué aux grands projets
Benoît GARDRAT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Considérant que le faubourg Chartrain fait actuellement l'objet d'un réaménagement urbain et paysager dans sa portion entre le carrefour des Rochambelles et l'avenue Gérard Yvon ;

Considérant que ce projet poursuit plusieurs objectifs visant le renforcement de l'attractivité du centre-ville, dont ceux d'embellir les espaces publics et de consolider la fonction commerciale et touristique du centre-ville ;

Considérant que le projet prévoit tout au long du faubourg des espaces afin de permettre aux cafés et restaurants qui le souhaitent de développer une terrasse devant leur commerce ;

Considérant que ces espaces sont réversibles, c'est-à-dire que si les commerces n'ont plus besoin de ces espaces, ils pourront facilement devenir des espaces de stationnement ;

Afin d'une part de permettre de définir clairement sur l'espace public les emprises occupées par les terrasses, et d'autre part, d'assurer la cohérence entre le nouvel aménagement du faubourg Chartrain et les terrasses commerciales qui vont s'y développer, la commune de Vendôme souhaite mettre à disposition du matériel communal (jardinières métalliques, terre végétale et végétaux) aux commerçants ;

Considérant le modèle de convention ci-annexé qui a pour objet de définir les modalités et conditions de mise à disposition du matériel communal.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver le modèle de convention de mise à disposition de matériel communal pour les commerces souhaitant développer une terrasse sur le faubourg Chartrain dans sa portion entre le carrefour des Rochambelles et l'avenue Gérard Yvon ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué aux grands projets à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

Conformément à la délibération n° VVD20200528-08 du 28 mai 2020 portant délégation du conseil municipal au maire, ce dernier sollicitera par voie de décision su maire pour décider de la conclusion ou la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Benoît GARDRAT |

**PJ :** convention de mise à disposition de matériel communal

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**
**DE MATÉRIEL COMMUNAL**
**FAUBOURG CHARTRAIN**

Entre d'une part,
La Ville de Vendôme, représentée par son maire-adjoint délégué à l'urbanisme et aux grands projets, Benoît Gardrat, dûment autorisé par délibération du Conseil municipal du 20 juin 2024, dont le siège est BP 20107, 41106 Vendôme cedex
Et dénommée la Commune,

Et d'autre part,
Le commerce représenté par son gérant
dont le siège est
Et dénommé le Bénéficiaire,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Afin d'assurer la cohérence entre le nouvel aménagement du faubourg Chartrain et les terrasses commerciales qui vont s'y développer, la commune de Vendôme souhaite mettre à disposition du matériel communal (jardinières métalliques, terre végétale et végétaux) aux commerçants.
La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions de mise à disposition du matériel communal.

## ARTICLE 2 : LES BENEFICIAIRES DES PRÊTS

Le bénéficiaire de cette convention est un commerçant souhaitant installer une terrasse commerciale sur le faubourg Chartrain, dans la portion nouvellement réaménagée ou en cours de réaménagement, entre le carrefour des Rochambelles et l'avenue Gérard Yvon.

## ARTICLE 3 : LE MATERIEL MIS A DISPOSITION

La liste du matériel mis à disposition du Bénéficiaire est :

- jardinière(s) métallique(s) : *(préciser le nombre)*
- terre végétale
- végétaux : *(préciser le nombre et les variétés)*

Etat : les jardinières sont neuves et n'ont jamais servi.

## ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LA MISE A DISPOSITION DU MATERIEL

### 4-1 Retrait du matériel

Le matériel sera déposé par le personnel de la Ville devant le commerce, en fonction des possibilités de la Ville et de l'avancement des travaux du faubourg.
Contact téléphonique Espaces Verts : 02 54 89 44 60

### 4-2 Affectation

Le bénéficiaire devra utiliser pour son compte propre le matériel mis à disposition par la Ville et pour un usage unique de délimitation d'une terrasse commerciale sur le faubourg Chartrain selon le schéma d'implantation type ci-dessous :




Emplacement type
(correspondant à une place de parking)

Emplacement type
(correspondant à 2 places de parking)

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-21-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

La Ville est propriétaire du matériel mis à disposition. A ce titre, le Bénéficiaire n'a pas le droit de le prêter, céder ou louer.

**4-3 Entretien**
Le Bénéficiaire s'engage à utiliser le matériel conformément à son usage et en respecter les règles de sécurité et d'usage.
Le Bénéficiaire aura a à sa charge le remplacement éventuel des végétaux morts, à choisir dans la liste ci-annexée, dans la jardinerie de son choix.

**4-3 Conditions financières**
Le prêt du matériel défini à l'article 3 fait l'objet d'une mise à disposition gratuite par la Commune.

## ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention se trouverait résiliée de plein droit en cas :

- de cessation d'activité ;
- de souhait de ne plus avoir de terrasse commerciale de façon durable ;
- de non-respect des engagements.

Dans ce cas, le Bénéficiaire devra restituer la(les) jardinière(s), la terre végétale et les végétaux à la Commune dans les mêmes conditions que l'enlèvement du matériel au 4-1 (sur prise de rendez-vous).
Dans le cas d'une cessation d'activité, si le repreneur souhaite à son tour mettre en place une terrasse, le Bénéficiaire pourra contacter la Commune pour éviter de restituer le matériel communal et le laisser au repreneur. Dans ce cas, le repreneur devra demander à la Commune d'établir une nouvelle convention à son nom.

Les parties soussignées déclarent avoir pris connaissance des conditions de la présente convention qu'elles s'engagent à respecter.

Vendôme, le

Le Bénéficiaire

La Commune

Benoît Gardrat,
Maire-adjoint délégué aux grands projets
et de l'urbanisme

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-22-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-22 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : GRANDS PROJETS : Réaménagement du faubourg Chartrain – Modification de la convention permettant de définir les conditions partenariales, financières et techniques avec GRDF pour la tranche 2**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-06 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Benoît Gardrat, maire-adjoint délégué aux grands projets
Benoît GARDRAT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-22-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**EXPOSÉ** :

Considérant que dans le cadre du projet de réaménagement du faubourg Chartrain, il est nécessaire de dévoyer les ouvrages de distribution de gaz afin de pouvoir réaliser des plantations sur le faubourg ;

Considérant que le conseil municipal, dans sa séance du 26 janvier 2023 (délibération n° VVD20230126-09) a décidé de conclure avec GRDF une convention dans le but de déplacer ou modifier les ouvrages de GRDF sur le faubourg Chartrain ;

Considérant que le conseil municipal du 23 mars 2023 (délibération n° VVD20230317-18) a décidé d'abroger la délibération n° VVD20230126-09 du 26 janvier 2023 et a conclu avec GRDF quatre conventions correspondant chacune à une des quatre phases des travaux de réaménagement du faubourg Chartrain ;

Considérant que le conseil municipal du 14 décembre 2023 (délibération n° VVD202312-14-12) a décidé de conclure avec GRDF une nouvelle convention pour la tranche 2 pour un montant de 165 769,62 euros HT suite à la modification du programme des travaux.

Considérant que la 2ème phase des travaux est achevée et a permis à GRDF de réaliser des économies par rapport à l'estimatif prévisionnel et de baisser le montant des travaux de 165 769,62 euros HT à 78 470,79 euros HT, soit une économie de 87 298,83 euros HT ;

Considérant le courrier du 22 mars 2024, dans lequel GRDF adresse la nouvelle convention modifiée.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'actualiser la convention signée avec GRDF pour la tranche 2 des travaux de réaménagement du faubourg Chartrain, suite à la réalisation des travaux ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué aux grands projets à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Benoît GARDRAT |

**PJ :** convention

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-22C-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Convention de travaux de déplacement d'ouvrages de distribution de gaz naturel

Référence : RE7-2300204/001003

COMMUNE DE VENDOME

Libellé :
Déplacement d'ouvrage - Avenant 2 projet - Dévoiement Ph2 Fbg Chartrain

Adresse concernée par l'intervention :

FAUBOURG CHARTRAIN 41100 VENDOME



GRDF - Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros - Siège social : 6 rue Condorcet - 75009 Paris - RCS : PARIS 444 786 511

# Identification des parties

**ENTRE :**

GRDF, société anonyme au capital de 1 800 745 000 euros dont le siège social est 6 rue de Condorcet – 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511 et représentée par Monsieur LAFET Olivier dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé « **GRDF** »,

**ET :**

COMMUNE DE VENDOME

- dont le numéro SIRET est 21410269100018,
- dont le siège social est situé à PARC RONSARD, 41100 - VENDOME,
- représentée par Monsieur BRILLARD Laurent dûment habilité à cet effet en vertu de la délibération du conseil métropolitain C 20.048 du 9 juillet 2020,

Ci-après dénommé **le « Client »**.

Il a été convenu ce qui suit pour la réalisation des travaux suivants :

**Déplacement d'ouvrages**

GRDF est dans l'**obligation** de procéder au déplacement d'ouvrage dans le cadre des travaux de réaménagement du Faubourg Chartrain :

Rue de Saint Cœur, en tranchée GRDF :

Réaliser le renouvellement du réseau BP en Pe110 de 1980 par pose de 42m de réseau Pe63,
Renouvellement des 3 branchements individuels actifs (avec reprise des 3 IAC) des n°3, 10 Rue Saint Cœur et 70 Faubourg Chartrain (angle Rue St Cœur),
Suppression par abandon de 64m du réseau BP en Pe110

Faubourg Chartrain :

Pour donner suite à l'avenant, ajout de travaux complémentaires tel que :

- La pose en tranchée remise de 115m de Pe63 MPB
- La dépose par abandon de 89m de réseaux MPB dont 79m Ac48 de 1980, 5m Pe63 de 1994, 5m Pe40 de 1995.
- Le renouvellement de 4 branchements individuels (aux 41,45,47,55) dont 3 avec reprise IAC
- Le renouvellement de 3 branchements collectifs (aux 43,49,51,53) avec 3 reprises de CI



GRDF - Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros - Siège social : 6 rue Condorcet - 75009 Paris - RCS : PARIS 444 786 511

- La dépose de 1 BRI.

Renouvellement des 6 branchements individuels BP côté pair sur le réseau MPB Ac114 de 1994 existant + reprise d'IAC : 52, 56, 62, 68 et 70 Faubourg Chartrain en tranchée GRDF (le n°48 est prévu dans la RV7-2200153).

Renouvellement des 2 branchements collectifs n°44 et n°66 en tranchées GRDF,

Suppression du branchement collectif sans contrat actif au n°46 en tranchée GRDF et abandon de la CI-CM en immeuble,

A l'angle de la Rue du Cheval Rouge : Dépose du poste de distribution publique provisoire posé en Phase 1 avec suppression par abandon des canalisations d'entrée et de sortie posées en Phase 1 (2 fouilles de ventilations en tranchées remises par la collectivité).

Suppression par abandon de 141m de réseau BP en Ac219 de 1980 (à minima 4 fouilles de ventilation en tranchées remises par la collectivité).



GRDF - Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros - Siège social : 6 rue Condorcet - 75009 Paris - RCS : PARIS 444 786 511

## Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modifications de réseaux de distribution gaz rendues obligatoire et de préciser le financement, les missions de maîtrise d'ouvrage ainsi que les responsabilités qui en découlent dans l'exécution et le déroulement des travaux de réaménagement du Faubourg Chartrain.

## Article 2 – Coordination des travaux

La coordination générale des travaux sur l'ensemble du chantier sera assurée par COMMUNE DE VENDOME, qui en confie l'exécution à son maître d'œuvre.

## Article 3 – Consistance des travaux

GRDF se chargera de la réalisation des études (topographiques, techniques, géotechniques), ainsi que de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux de modification du réseau de distribution publique de gaz dont il est maître d'ouvrage.

GRDF gèrera l'approvisionnement du matériel et les marchés nécessaires à la réalisation des travaux de déplacement du réseau.

## Article 4 – Durée des travaux

La durée prévisionnelle des études et des travaux de modification du réseau de distribution publique de gaz naturel est de **16** semaines, sous réserve de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires ou de la survenance d'un cas fortuit ou de force majeure ou de tout évènement qui ne serait pas imputable à GRDF ou ceux agissant pour son compte.

Ce délai commence à courir à compter de la date d'obtention de l'intégralité des autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

Dans le cas de conditions climatiques ou d'intempéries défavorables pour le chantier ou de difficulté voire d'impossibilité de tout ordre d'intervenir sur le réseau gaz, GRDF se réserve, après en avoir dûment informé COMMUNE DE VENDOME, la possibilité de reporter les travaux.

À la date de signature des présentes, au vu du contexte international de perturbations sur la disponibilité et le prix des matières premières, les délais indiqués pour la réalisation des travaux pourront être impactés par ces perturbations. GRDF en informera le client dès qu'il aura connaissance d'un retard pour la réalisation des travaux.

## Article 5 – Maîtrise d'ouvrage

GRDF assurera la maîtrise d'ouvrage pour la totalité des travaux de modification des réseaux de distribution publique de gaz, et, par voie de conséquence, la responsabilité des dommages éventuellement causés au domaine public et aux tiers du fait de son intervention. Il fera son affaire, dans un délai compatible avec le calendrier de chantier et conforme aux conditions de l'article 4, des éventuelles démarches administratives relatives à l'autorisation des travaux.



GRDF - Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros - Siège social : 6 rue Condorcet - 75009 Paris - RCS : PARIS 444 786 511

## Article 6 – Dispositions financières

COMMUNE DE VENDOME s'engage à prendre en charge :

- l'intégralité des frais de déplacement du réseau de distribution publique de gaz

Le montant prévisionnel relatif aux frais de déplacement du réseau est indiqué en annexe 1 de la présente.

Cette estimation des sommes à verser, réalisée sur la base des conditions économiques en cours, est de 78 470,79 € HT (cf. détail ci-dessous), sous réserve du bon déroulement de la coordination de l'ensemble des travaux.

Cependant, si, au cours des travaux, le montant devait être supérieur à l'estimation ci-dessous, dans une marge de 10%, COMMUNE DE VENDOME s'engage à prendre en charge :

- l'intégralité des frais de déplacement du réseau de distribution publique de gaz

GRDF s'engage à fournir à COMMUNE DE VENDOME tous les justificatifs du dépassement du montant initialement prévu. Il est convenu que COMMUNE DE VENDOME accepte par la présente, la possibilité de révision du montant estimé lors de la signature de cette convention. La révision du montant pourra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.



GRDF - Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros - Siège social : 6 rue Condorcet - 75009 Paris - RCS : PARIS 444 786 511

## 6.1 - Montant des prestations

L'estimation des subventions est de :

| SUBVENTIONS | | Montant HT |
|---|---|---|
| Travaux (frais généraux inclus) | | 78 470,79 € |
| | TOTAL HT | 78 470,79 € |

**Les frais généraux sont calculés pour chaque chantier, par tranche, sur la base du montant des travaux réellement exécutés, dans la limite du montant ci-dessus, selon le barème dégressif suivant :

| | |
|---|---|
| de 0 à 2 286,74 € HT : | 15% du montant des dépenses |
| de 2 286,75 à 7 622,45 € HT : | 10% du montant des dépenses |
| plus de 7 622,45 € HT : | 7% du montant des dépenses |

## 6.2 - Acompte et modalités de versement

COMMUNE DE VENDOME s'engage à verser le montant des subventions, quarante (40) jours au plus tard, après l'envoi de la facture récapitulative par GRDF.

Tout retard de paiement donnera lieu à la facturation d'intérêts de retard au taux légal à la signature de la présente convention et à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € sans mise en demeure préalable (article L441-6 du code de commerce).

## 6.3 – Modalités de paiement

> Par virement à :

- BRED PARIS CHAMPERRET
  N° IBAN FR7610107001090091202032358
  SWIFT/BRED BREDFRPPXXX
  En rappelant les références : RE7-2300204/001003*
- Et transmettre le présent contrat signé ainsi que l'avis de virement :

  . par courrier à l'adresse suivante : **GRDF Accueil Clients Marché d'Affaires - TSA 85101 - 27091 EVREUX Cedex**

> Par chèque bancaire à l'ordre de GRDF transmis à l'adresse suivante, accompagné du Contrat signé dans le cas d'une signature manuscrite.

GRDF Accueil Clients Marché d'Affaires - TSA 85101 - 27091 EVREUX Cedex

*Sans la référence du contrat dans l'objet du virement, le paiement sera rejeté.



GRDF - Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros - Siège social : 6 rue Condorcet - 75009 Paris - RCS : PARIS 444 786 511

## Article 7 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature et prendra fin à la date du paiement intégral des sommes dues, lorsque l'ensemble des travaux définis à l'article 1 sera réalisé.

## Article 8 – Contestations

Les différends susceptibles de s'élever entre les parties relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront, en cas d'impossibilité de parvenir à une conciliation qui prendra la forme d'une réunion sur l'initiative de la partie s'estimant lésée, soumis à la juridiction compétente.

Tout litige relatif à l'exécution et/ou l'interprétation de la présente convention devra faire l'objet d'une recherche de conciliation entre les parties, sous peine d'irrecevabilité, préalablement à toute action contentieuse devant la juridiction compétente.

Cette conciliation devra être engagée à l'initiative de la partie la plus diligente dans le mois qui suit la connaissance de l'objet du litige ou du différent confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

A l'issue d'un délai d'un mois à compter de la mise en œuvre de la conciliation et constatant son échec, chacune des parties pourra saisir le juge compétent.

## Article 9 – Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente convention et notamment pour toute notification, signification ou assignation, les parties font élection de domicile :

GRDF

GRDF Accueil Clients Marché d'Affaires - TSA 85101 - 27091 EVREUX Cedex

COMMUNE DE VENDOME

PARC RONSARD, 41100 - VENDOME

## Article 10 – Enregistrement

Les parties se dispensent de l'enregistrement. Les droits et frais afférents à cette formalité seront à la charge exclusive de la partie qui l'aurait motivée.

## Article 11 – Validité

La présente convention est valable pendant une durée de 3 mois à compter du 22/03/2024. À l'issue de ce délai, l'absence d'acceptation ou l'acceptation avec réserves de la présente convention rendrait celle-ci caduque.



GRDF - Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros - Siège social : 6 rue Condorcet - 75009 Paris - RCS : PARIS 444 786 511

## Article 12 – Sécurité

COMMUNE DE VENDOME s'engage à ne pas intervenir sur les ouvrages de distribution gaz (réseaux, coffrets, branchement, conduites d'immeubles…) tant que GRDF ne l'aura pas informé de la mise hors gaz complète de l'ensemble des ouvrages.

## Article 13 – Annexes

Les parties déclarent que les annexes font partie intégrante de la présente convention.

## Article 14 – Acceptation

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes les dispositions de la présente convention.

Fait à Saran, le 22/03/2024

(en 2 exemplaires originaux)

(faire précéder la signature de la mention "lu et approuvé" et parapher l'intégralité des pages, y compris les annexes)

**Pour le Client**
Monsieur BRILLARD Laurent

**Pour GRDF**
Monsieur LAFET Olivier



GRDF - Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros - Siège social : 6 rue Condorcet - 75009 Paris - RCS : PARIS 444 786 511

# ANNEXE 1

## CHIFFRAGE DETAILLÉ :

| Détails | Quantité | Prix unitaire HT | Montant HT |
|---|---|---|---|
| Matériel | 1 | 6 983,90 € | 6 983,90 € |
| Main d'œuvre (incluant déplacement) | 1 | 16 321,92 € | 16 321,92 € |
| Terrassement (localisation suivant descriptif des travaux), obturation, mise hors gaz, essais, construction du réseau, essais, mise en gaz et remises en service clients. | 1 | 55 164,97 € | 55 164,97 € |

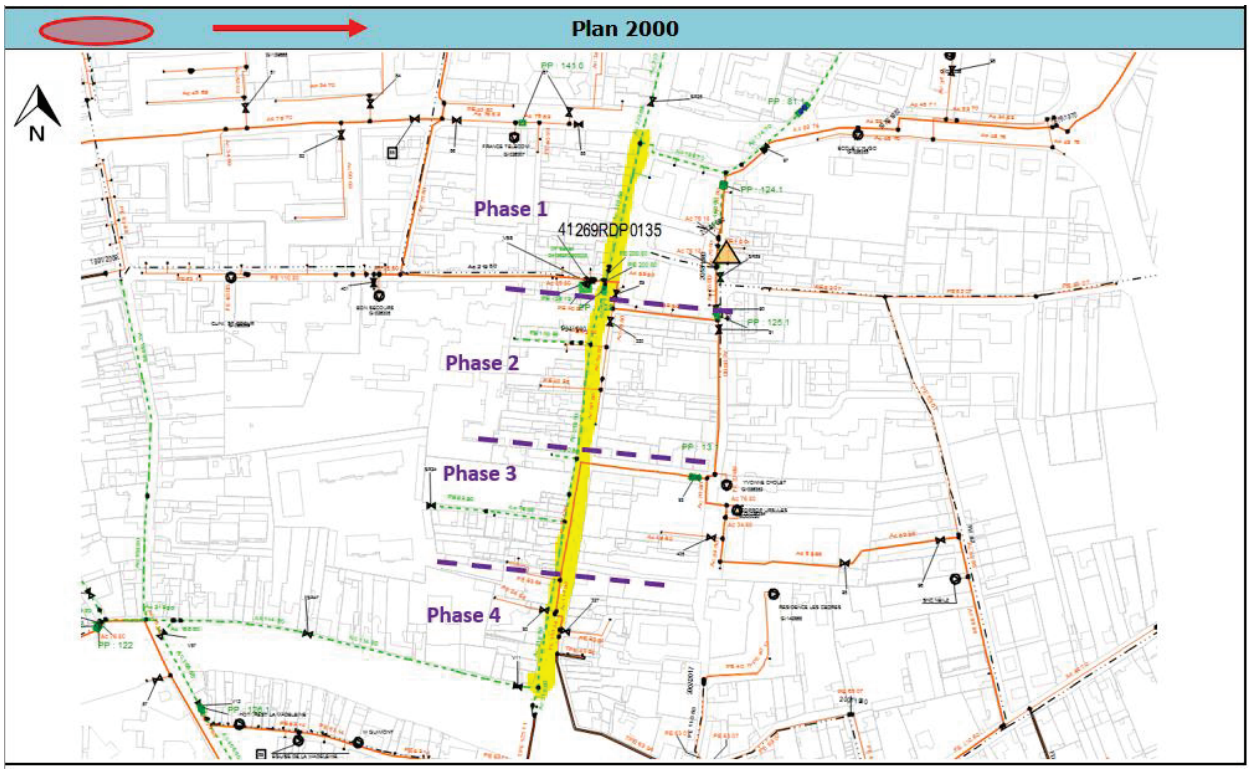
| | |
|---|---|
| Total HT = | 78 470,79 € |



GRDF - Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros - Siège social : 6 rue Condorcet - 75009 Paris - RCS : PARIS 444 786 511

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-22C-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# ANNEXE 2 – PLANS DE SITUATION






GRDF - Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros - Siège social : 6 rue Condorcet - 75009 Paris - RCS : PARIS 444 786 511

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-23-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-23 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : GRANDS PROJETS : Faubourg Chartrain – Dispositif d'indemnisation amiable en faveur de Cyclo évasion**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-06 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Benoît Gardrat, maire-adjoint délégué aux grands projets
Benoît GARDRAT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Dans le cadre de la requalification du faubourg Chartrain, le conseil municipal a décidé lors de sa séance du 23 mars 2023 (délibération n° VVD20230323-19) de la création d'une commission d'indemnisation amiable à destination des entreprises qui seraient affectées par les travaux.

L'entreprise Boucanville Franck, enseigne Cyclo évasion, localisée 59 faubourg Chartrain, a sollicité une indemnisation

La commission, réunie le 24 avril sous la présidence du tribunal administratif d'Orléans, s'est prononcée favorablement sur le principe d'une allocation d'indemnisation amiable pour un montant de 4 668 euros.

Cet avis, consultatif, doit faire l'objet d'une approbation du conseil municipal.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le procès-verbal de la commission d'indemnisation amiable à destination des entreprises du faubourg Chartrain du 24 avril 2024.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver le principe de l'aide et son montant de 4 668 euros en faveur de Cyclo évasion ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué aux grands projets à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Benoît GARDRAT |

**PJ** : procès-verbal

**Commission d'indemnisation amiable à destination des entreprises du Faubourg Chartrain à Vendôme**

**Procès-verbal de la réunion du 24 avril 2024**

La séance débute à 14 h 05.

La présidente constate que les neuf membres ayant voix délibérante sont présents ou représentés et que le quorum est atteint (voir le détail dans la feuille de présence jointe au présent procès-verbal).

Le secrétariat de la commission donne lecture du règlement de la commission d'indemnisation amiable.

**Analyse des dossiers**

1 . CYCLO EVASION

La demande d'indemnisation porte sur la période comprise entre le 5 juin 2023 et le 29 février 2024. L'indemnité a été calculée sur la base d'une perte de marge constatée de 5 491 euros entre la marge brute moyenne des 4 derniers exercices et la marge brute de la période concernée par la demande d'indemnisation.

Conformément au règlement de la commission, une réfaction de 15 % a été appliquée sur ce montant, dès lors que la requalification du Faubourg Chartrain aura pour effet l'amélioration des conditions d'exercice des entreprises. Après cette réfaction, l'indemnisation sera au plus de 4 668 euros.

En l'absence de tout élément de nature à établir que la perte de marge brute pourrait être la conséquence, au moins en partie, d'éléments exogènes aux travaux de requalification, la commission émet à l'unanimité un avis tendant à la proposition d'une allocation d'indemnisation amiable de 4 668 euros.

2. FLORAL EXPRESS

La demande d'indemnisation porte sur la période comprise entre le 5 juin 2023 et le 31 mars 2024. L'indemnité a été calculée sur la base d'une perte de marge constatée de 4 927 euros entre la marge brute moyenne des 4 derniers exercices et la marge brute de la période concernée.

Conformément au règlement de la commission, une réfaction de 15 % a été appliquée sur ce montant, pour les mêmes motifs que ceux exposés au point 1. Après cette réfaction, l'indemnisation sera au plus de 4 188 euros.

La commission se prononce par ailleurs à l'unanimité pour l'application d'une réfaction supplémentaire afin de tenir compte de l'existence de causes à la perte de marge étrangères aux travaux.

Elle propose d'en faire une juste appréciation en la fixant à 15 %, pour tenir compte en particulier de l'augmentation des coûts de matières premières.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-23-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

La commission propose donc à l'unanimité une allocation d'indemnisation amiable de 3 560 euros.

NB : si l'entreprise sollicitait une indemnisation complémentaire à l'issue des travaux, il lui reviendrait de présenter - en plus des éléments constitutifs du dossier tels qu'énumérés au règlement intérieur - des éléments comptables plus précis que ceux sur lesquels la commission s'est prononcée ce jour.

3. MATHYS MEILHON

La demande d'indemnisation porte sur la période comprise entre le 5 juin 2023 et le 31 janvier 2024. L'indemnité a été calculée sur la base d'une perte de marge constatée de 49 134 euros entre la marge brute moyenne des 4 derniers exercices et la marge brute de la période concernée.

Conformément au règlement de la commission, ce montant a été ramené au plafond de 20 000 euros.

La commission se prononce par ailleurs à l'unanimité sur une réfaction supplémentaire afin de tenir compte de l'existence de causes à la perte de marge étrangères aux travaux.

Elle propose d'en faire une juste appréciation en la fixant à 25 % pour tenir compte en particulier, d'une part, de la hausse du coût d'achat des matières premières et d'autre part, du caractère particulièrement élevé des chiffres d'affaires réalisés par le cédant du fonds au demandeur, en particulier au titre de l'exercice clos en 2021, qui crée un biais dans le mode de calcul de l'indemnité qui n'est pas compensé par le recours à une méthode par la moyenne.

La commission propose donc à l'unanimité une allocation d'indemnisation amiable de 15 000 euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 h 15.

Vendôme, le 25 avril 2024

La Présidente

Véronique DOISNEAU-HERRY

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-24-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-24 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : GRANDS PROJETS : Faubourg Chartrain – Dispositif d'indemnisation amiable en faveur de Floral express**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-06 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Benoît Gardrat, maire-adjoint délégué aux grands projets
Benoît GARDRAT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Dans le cadre de la requalification du faubourg Chartrain, le conseil municipal a décidé lors de sa séance du 23 mars 2023 (délibération n° VVD20230323-19) de la création d'une commission d'indemnisation amiable à destination des entreprises qui seraient affectées par les travaux.

L'entreprise Floral Express, localisée 26 faubourg Chartrain, a sollicité une indemnisation

La commission, réunie le 24 avril sous la présidence du tribunal administratif d'Orléans, s'est prononcée favorablement sur le principe d'une allocation d'indemnisation amiable pour un montant de 3 560 euros.

Cet avis, consultatif, doit faire l'objet d'une approbation du conseil municipal.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le procès-verbal de la commission d'indemnisation amiable à destination des entreprises du faubourg Chartrain du 24 avril 2024.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver le principe de l'aide et son montant de 3 560 euros à Floral express ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué aux grands projets à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| | |
|---|---|
| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
| Simon HOUDEBERT | Benoît GARDRAT |

**PJ** : procès-verbal

**Commission d'indemnisation amiable à destination des entreprises du Faubourg Chartrain à Vendôme**

**Procès-verbal de la réunion du 24 avril 2024**

La séance débute à 14 h 05.

La présidente constate que les neuf membres ayant voix délibérante sont présents ou représentés et que le quorum est atteint (voir le détail dans la feuille de présence jointe au présent procès-verbal).

Le secrétariat de la commission donne lecture du règlement de la commission d'indemnisation amiable.

**Analyse des dossiers**

1 . CYCLO EVASION

La demande d'indemnisation porte sur la période comprise entre le 5 juin 2023 et le 29 février 2024. L'indemnité a été calculée sur la base d'une perte de marge constatée de 5 491 euros entre la marge brute moyenne des 4 derniers exercices et la marge brute de la période concernée par la demande d'indemnisation.

Conformément au règlement de la commission, une réfaction de 15 % a été appliquée sur ce montant, dès lors que la requalification du Faubourg Chartrain aura pour effet l'amélioration des conditions d'exercice des entreprises. Après cette réfaction, l'indemnisation sera au plus de 4 668 euros.

En l'absence de tout élément de nature à établir que la perte de marge brute pourrait être la conséquence, au moins en partie, d'éléments exogènes aux travaux de requalification, la commission émet à l'unanimité un avis tendant à la proposition d'une allocation d'indemnisation amiable de 4 668 euros.

2. FLORAL EXPRESS

La demande d'indemnisation porte sur la période comprise entre le 5 juin 2023 et le 31 mars 2024. L'indemnité a été calculée sur la base d'une perte de marge constatée de 4 927 euros entre la marge brute moyenne des 4 derniers exercices et la marge brute de la période concernée.

Conformément au règlement de la commission, une réfaction de 15 % a été appliquée sur ce montant, pour les mêmes motifs que ceux exposés au point 1. Après cette réfaction, l'indemnisation sera au plus de 4 188 euros.

La commission se prononce par ailleurs à l'unanimité pour l'application d'une réfaction supplémentaire afin de tenir compte de l'existence de causes à la perte de marge étrangères aux travaux.

Elle propose d'en faire une juste appréciation en la fixant à 15 %, pour tenir compte en particulier de l'augmentation des coûts de matières premières.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-24-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

La commission propose donc à l'unanimité une allocation d'indemnisation amiable de 3 560 euros.

NB : si l'entreprise sollicitait une indemnisation complémentaire à l'issue des travaux, il lui reviendrait de présenter - en plus des éléments constitutifs du dossier tels qu'énumérés au règlement intérieur - des éléments comptables plus précis que ceux sur lesquels la commission s'est prononcée ce jour.

3. MATHYS MEILHON

La demande d'indemnisation porte sur la période comprise entre le 5 juin 2023 et le 31 janvier 2024. L'indemnité a été calculée sur la base d'une perte de marge constatée de 49 134 euros entre la marge brute moyenne des 4 derniers exercices et la marge brute de la période concernée.

Conformément au règlement de la commission, ce montant a été ramené au plafond de 20 000 euros.

La commission se prononce par ailleurs à l'unanimité sur une réfaction supplémentaire afin de tenir compte de l'existence de causes à la perte de marge étrangères aux travaux.

Elle propose d'en faire une juste appréciation en la fixant à 25 % pour tenir compte en particulier, d'une part, de la hausse du coût d'achat des matières premières et d'autre part, du caractère particulièrement élevé des chiffres d'affaires réalisés par le cédant du fonds au demandeur, en particulier au titre de l'exercice clos en 2021, qui crée un biais dans le mode de calcul de l'indemnité qui n'est pas compensé par le recours à une méthode par la moyenne.

La commission propose donc à l'unanimité une allocation d'indemnisation amiable de 15 000 euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 h 15.

Vendôme, le 25 avril 2024

La Présidente

Véronique DOISNEAU-HERRY

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-25-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-25 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : GRANDS PROJETS : Faubourg Chartrain – Dispositif d'indemnisation amiable en faveur de Mathis Meilhon**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-06 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Benoît Gardrat, maire-adjoint délégué aux grands projets
Benoît GARDRAT, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Dans le cadre de la requalification du faubourg Chartrain, le conseil municipal a décidé lors de sa séance du 23 mars 2023 (délibération n° VVD20230323-19) de la création d'une commission d'indemnisation amiable à destination des entreprises qui seraient affectées par les travaux.

L'entreprise Mathis Meilhon, localisée 68 faubourg Chartrain, a sollicité une indemnisation

La commission, réunie le 24 avril sous la présidence du tribunal administratif d'Orléans, s'est prononcée favorablement sur le principe d'une allocation d'indemnisation amiable pour un montant de 15 000 euros.

Cet avis, consultatif, doit faire l'objet d'une approbation du conseil municipal.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le procès-verbal de la commission d'indemnisation amiable à destination des entreprises du faubourg Chartrain du 24 avril 2024.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver le principe de l'aide et son montant de 15 000 euros à Mathis Meilhon ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué aux grands projets à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Benoît GARDRAT |

**PJ** : procès-verbal

**Commission d'indemnisation amiable à destination des entreprises du Faubourg Chartrain à Vendôme**

**Procès-verbal de la réunion du 24 avril 2024**

La séance débute à 14 h 05.

La présidente constate que les neuf membres ayant voix délibérante sont présents ou représentés et que le quorum est atteint (voir le détail dans la feuille de présence jointe au présent procès-verbal).

Le secrétariat de la commission donne lecture du règlement de la commission d'indemnisation amiable.

**Analyse des dossiers**

1 . CYCLO EVASION

La demande d'indemnisation porte sur la période comprise entre le 5 juin 2023 et le 29 février 2024. L'indemnité a été calculée sur la base d'une perte de marge constatée de 5 491 euros entre la marge brute moyenne des 4 derniers exercices et la marge brute de la période concernée par la demande d'indemnisation.

Conformément au règlement de la commission, une réfaction de 15 % a été appliquée sur ce montant, dès lors que la requalification du Faubourg Chartrain aura pour effet l'amélioration des conditions d'exercice des entreprises. Après cette réfaction, l'indemnisation sera au plus de 4 668 euros.

En l'absence de tout élément de nature à établir que la perte de marge brute pourrait être la conséquence, au moins en partie, d'éléments exogènes aux travaux de requalification, la commission émet à l'unanimité un avis tendant à la proposition d'une allocation d'indemnisation amiable de 4 668 euros.

2. FLORAL EXPRESS

La demande d'indemnisation porte sur la période comprise entre le 5 juin 2023 et le 31 mars 2024. L'indemnité a été calculée sur la base d'une perte de marge constatée de 4 927 euros entre la marge brute moyenne des 4 derniers exercices et la marge brute de la période concernée.

Conformément au règlement de la commission, une réfaction de 15 % a été appliquée sur ce montant, pour les mêmes motifs que ceux exposés au point 1. Après cette réfaction, l'indemnisation sera au plus de 4 188 euros.

La commission se prononce par ailleurs à l'unanimité pour l'application d'une réfaction supplémentaire afin de tenir compte de l'existence de causes à la perte de marge étrangères aux travaux.

Elle propose d'en faire une juste appréciation en la fixant à 15 %, pour tenir compte en particulier de l'augmentation des coûts de matières premières.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-25-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

La commission propose donc à l'unanimité une allocation d'indemnisation amiable de 3 560 euros.

NB : si l'entreprise sollicitait une indemnisation complémentaire à l'issue des travaux, il lui reviendrait de présenter - en plus des éléments constitutifs du dossier tels qu'énumérés au règlement intérieur - des éléments comptables plus précis que ceux sur lesquels la commission s'est prononcée ce jour.

3. MATHYS MEILHON

La demande d'indemnisation porte sur la période comprise entre le 5 juin 2023 et le 31 janvier 2024. L'indemnité a été calculée sur la base d'une perte de marge constatée de 49 134 euros entre la marge brute moyenne des 4 derniers exercices et la marge brute de la période concernée.

Conformément au règlement de la commission, ce montant a été ramené au plafond de 20 000 euros.

La commission se prononce par ailleurs à l'unanimité sur une réfaction supplémentaire afin de tenir compte de l'existence de causes à la perte de marge étrangères aux travaux.

Elle propose d'en faire une juste appréciation en la fixant à 25 % pour tenir compte en particulier, d'une part, de la hausse du coût d'achat des matières premières et d'autre part, du caractère particulièrement élevé des chiffres d'affaires réalisés par le cédant du fonds au demandeur, en particulier au titre de l'exercice clos en 2021, qui crée un biais dans le mode de calcul de l'indemnité qui n'est pas compensé par le recours à une méthode par la moyenne.

La commission propose donc à l'unanimité une allocation d'indemnisation amiable de 15 000 euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 h 15.

Vendôme, le 25 avril 2024

La Présidente

Véronique DOISNEAU-HERRY

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-26-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-26 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : GUICHET UNIQUE : Actualisation du règlement général**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20221025-11 du 25 octobre 2022 donnant délégation de fonction et de signature à Tural Keskiner, maire-adjoint délégué aux affaires administratives
Tural KESKINER, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Dans le cadre de la mise en place du guichet unique, des règlements ont été formalisés. Ils ont permis de préciser et clarifier les fonctionnements des services, ainsi que les relations entre les usagers et notre collectivité.

Les usagers peuvent consulter et télécharger ces règlements lors de leurs démarches d'inscription en ligne ; ils leur sont remis en version papier lors d'une inscription aux guichets d'accueil en l'absence d'adresse courriel.

Ces règlements sont mis à jour en fonction des évolutions du fonctionnement des services et des structures ainsi que de la réglementation. Le règlement général, non modifié depuis 2018, nécessite les ajustements suivants :

- reformulation et précisions relatives aux conditions d'admissions aux activités, constitution du dossier famille et sa mise à jour, modalités de paiement ;
- prise en compte du déménagement du guichet unique de la mairie annexe situé 42 ter avenue Jean Moulin au 37 avenue Georges Clemenceau, désormais identifié comme le guichet unique des Rottes ;
- prise en compte du travail mené au titre de la mise en conformité des données avec le règlement général sur la protection des données pour énoncer précisément les règles dans le paragraphe concernant le recueil des données et le traitement informatique des informations.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver les termes du règlement général V8-2024 applicable à compter du 1er juillet 2024 aux structures et services de la ville de Vendôme et de la communauté d'agglomération Territoires vendômois, joint en annexe ;

- d'autoriser le maire à signer ledit règlement et tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-26-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Tural KESKINER |

**PJ :** Règlement général

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-26R-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

VENDÔME

www.vendome.eu

TERRITOIRES VENDOMOIS

# REGLEMENT GENERAL

V.8 – Avril 2024

**Préambule**

▪ Le présent règlement fixe les modalités générales de fonctionnement des établissements, structures ou activités gérés par la ville de Vendôme et par la communauté d'agglomération Territoires vendômois listés ci-dessous. Des règlements spécifiques sont établis pour préciser les conditions particulières de fonctionnement de certaines structures, activités ou services.
Ce règlement général, accompagné du règlement spécifique associé, est consultable et téléchargeable en ligne sur l'Espace famille pour les démarches dématérialisées. Il est transmis par e-mail à l'usager lors de la constitution du dossier et de l'inscription à un service effectué en guichet. La version papier est remise à l'usager uniquement si ce dernier ne dispose pas d'une boîte courriel.
L'acceptation des conditions générales d'utilisation de l'Espace famille au guichet de l'hôtel de ville, au guichet unique des Rottes ou en ligne par l'intermédiaire de l'Espace famille accessible depuis le site www.vendome.eu implique l'acceptation du présent règlement général et des règlements spécifiques (article 2 des conditions générales d'utilisation).
En ligne, la procédure d'acceptation et de validation des conditions générales d'utilisation de l'Espace famille vaut signature de l'utilisateur pour l'ensemble des renseignements fournis.

▪ Les communes de la Communauté peuvent avoir recours au Guichet unique pour la gestion administrative d'une activité communale entrant dans le champ d'application décrit au chapitre 1 (constitution du dossier administratif de la famille et de l'enfant, inscription à une activité, facturation, paiement et utilisation des services en ligne par l'intermédiaire de l'Espace famille, etc.).
Dans ce cas les procédures de fonctionnement du Guichet unique sont appliquées et une convention est établie entre la commune et la Communauté ; elle définit les relations contractuelles entre les collectivités.

**Chapitre 1 - Champ d'application**

▪ Le présent règlement général s'applique aux services, structures et activités en lien avec les domaines de compétences exercées par la communauté d'agglomération Territoires vendômois, la ville de Vendôme et les communes ayant conventionné dans le cadre d'une prestation de service avec le guichet unique ; le champ d'application peut évoluer en fonction de l'ajout ou de la suppression de compétences. Sont concernées les prestations suivantes :

- les activités périscolaires ;
- les activités extrascolaires ;
- la restauration scolaire ;
- les pré-inscriptions scolaires ;
- la mobilité (transports scolaire et transports urbains)
- les structures d'accueil du jeune enfant ;
- les écoles de musique ;
- les ateliers d'arts plastiques du musée ;
- les activités sportives adultes ;
- les activités et sorties du centre social

**Chapitre 2 - Fonctionnement**

***Article 1 – Conditions d'admission aux activités ou prestations***

▪ Avant tout recours à un service ou une activité, le dossier administratif initial est constitué en ligne sur l'Espace famille ou aux guichets d'accueil de l'hôtel de ville et de communauté ou au guichet unique des Rottes ; il n'est validé par le Guichet unique qu'après réception de l'ensemble des pièces justificatives obligatoires et qu'après le constat de la complétude des informations demandées. Il doit ensuite être mis à jour de façon continue à l'initiative des familles, soit de façon dématérialisée, soit aux guichets.

▪ Toute inscription précise les périodes de fréquentation de l'activité, de la structure ou du service ; elle est obligatoirement signée par le responsable légal aux guichets ou validée en ligne sur l'espace famille, cette validation vaut signature.

▪ Le nombre d'inscriptions est limité aux capacités d'accueil.

▪ Les inscriptions sont prises par ordre d'arrivée, une fois la complétude du dossier administratif constatée.

▪ L'admission au sein des structures d'accueil du jeune enfant est prononcée par une commission d'attribution des places, après étude du dossier et en fonction des places disponibles. Les modalités de fonctionnement de cette commission sont précisées dans le règlement spécifique concerné.

▪ L'usager doit être à jour du règlement des prestations consommées antérieurement pour solliciter sa réinscription.

***Article 2 – Lieux d'inscription***

Pour l'ensemble des services et activités décrites dans le chapitre 1, les démarches peuvent être effectuées en ligne sur l'Espace famille, ou aux guichets de l'hôtel de ville et de communauté – Parc Ronsard, ou au guichet unique des Rottes – 37 avenue Georges Clémenceau (les horaires d'ouverture sont disponibles sur le site internet de la Ville de Vendôme et de la Communauté d'agglomération du Territoires Vendômois).

***Article 3 – Constitution du dossier initial***

▪ Liste des pièces à fournir :

- justificatif de domicile de moins de trois mois : Bail locatif, taxe d'habitation, facture de téléphone fixe, de consommation d'eau ou d'électricité ;
- carnet de santé de l'enfant (suivi des vaccins) ;
- numéro d'allocataire de la Caisse d'allocations familiales (Caf) de Loir-et-Cher ;
- ensemble des éléments nécessaires au calcul du quotient familial selon les modalités définies à l'article 6bis du présent règlement ;
- en cas de vie maritale, de PACS, de divorce, tous documents relatifs à l'exercice de l'autorité parentale ;
- présentation du livret de famille à jour ;
- justificatifs des aides (organismes sociaux…) ;
- projet d'accueil individualisé (PAI) le cas échéant ;
- photo d'identité de l'enfant et/ou de l'adulte pour les inscriptions au transport.

▪Pour les familles d'accueil, documents supplémentaires à fournir :

- Décision de placement de l'enfant ;
- Document de prise en charge par le service d'aide social à l'enfance en fonction des activités.

▪ Au guichet, une fiche de renseignements est établie lors de la constitution du dossier initial. Ce document, en format pdf, est signé numériquement par la famille et lui est envoyé sur sa boîte courriel ; il comporte notamment :

- les autorisations relatives à l'hospitalisation de l'enfant, au droit à l'image, à la consultation et au recueil d'informations auprès de la Caf (ressources et information générique indiquant le bénéfice éventuel de l'AEEH) ;
- la mention relative à la souscription d'une assurance au nom de l'enfant couvrant les activités péri et extrascolaires ;
- l'acceptation du règlement général et du (des) règlement(s) spécifique(s) associé(s) ;
- au moins un numéro de téléphone (portable si possible) pour pouvoir joindre un responsable de l'enfant aux heures de fonctionnement des structures pour les urgences de santé ;
- le nom et le numéro de téléphone de la ou des personnes habilitées par la famille à venir chercher l'enfant ou être contactées en cas d'urgence.

▪ En ligne, après constitution du dossier, lors de la première inscription à une activité, la fiche sanitaire comportant ces renseignements est obligatoirement renseignée et validée.

▪ Lorsque la tarification des prestations ou activités n'est pas soumise au quotient familial, il n'est pas demandé de justificatifs de ressources.

▪ Des pièces complémentaires pourront être demandées pour l'inscription à certaines activités ; elles sont mentionnées dans les règlements spécifiques

**Article 3bis – Mise à jour continue du dossier**

▪ Le responsable légal du foyer endosse la pleine et entière responsabilité de la mise à jour permanente de son dossier famille et du dossier de chaque enfant, de l'exactitude des renseignements transmis ainsi que des omissions éventuelles. Tout changement relatif aux renseignements fournis lors de la constitution du dossier doit être renseigné en ligne sur l'Espace famille ou signalé sans délai aux guichets unique de l'hôtel de ville et de communauté ou au guichet unique des Rottes. Sont tout particulièrement concernées les modifications relatives :

- aux coordonnées : adresse, numéros de téléphone (fixe ou mobile) et adresse courriel ;
- à la situation familiale et professionnelle ;
- aux modalités de garde de l'enfant ;
- aux personnes habilités à venir chercher l'enfant
- aux personnes à contacter en cas d'urgence
- à la santé de l'enfant (mise à jour des vaccins, fiche sanitaire, protocole d'accueil individualisé…).

La non mise à jour des données relatives à la santé de l'enfant au minimum une fois par an génère le blocage du dossier jusqu'à sa régularisation.

▪ Tout changement d'adresse doit être accompagné d'un justificatif de domicile tel que défini à l'article 3 du présent règlement. Le lieu de résidence ayant une incidence sur la tarification, le fait de ne pas déclarer un changement de domicile est considéré comme une fraude et entraîne l'application du tarif maximum jusqu'à la régularisation du dossier.

▪ Le quotient familial est mis à jour en début d'année civile consécutivement à l'actualisation faite par la Caisse d'allocations familiales de Loir-et-Cher. Cette mise à jour est effectuée directement par les agents du guichet unique lorsque le quotient est consultable et calculé par la Caf.
Lorsque la famille relève d'un autre régime de protection sociale ou lorsque le quotient n'est pas calculé par la Caf, le responsable légal doit fournir les justificatifs de ressources tels que définis à l'article 6bis du présent règlement. Le quotient familial est alors calculé selon les modalités appliquées par la Caf.

La non fourniture des justificatifs demandés entraîne l'application du tarif maximum jusqu'à la régularisation.

▪ La mise à jour peut être effectuée par voie dématérialisée sur l'Espace famille en transmettant les documents nécessaires scannés et/ou en renseignant les formulaires existants (ex : vaccins de l'enfant).

***Article 4 – Fréquentation***

▪ Le rythme de fréquentation est défini lors de l'inscription. La réservation de la place implique son paiement.

▪ La modification substantielle des calendriers de réservations ou les annulations ponctuelles ~~reste~~ sont possibles pendant l'année scolaire ; elles doivent être effectuées par voie dématérialisée ou en guichet sous conditions de délais précisés dans les règlements spécifiques des activités concernées. Ces délais sont toujours exprimés en *jours francs*[1].

▪ Pour des raisons de responsabilité et de sécurité, toute absence non prévue doit être signalée auprès de l'administration.

▪ Une absence pour maladie ou obsèques non attestée par certificat est considérée comme absence injustifiée et fait l'objet de facturation.

▪ Les justificatifs d'absence acceptée remis après l'édition de la facturation ne peuvent être pris en compte, comme précisé à l'article 7.

## Chapitre 3 – Tarification

***Article 5 – Participation financière des familles***

▪ Les tarifs sont fixés pour chaque année scolaire par l'autorité compétente. Ils sont fixés par type d'activités ou de services.

▪ Un tarif différencié est appliqué aux usagers résidant hors commune ou hors communauté d'agglomération du territoire vendômois (se reporter aux décisions tarifaires pour chaque activité souhaitée)

▪ En fonction du type d'activités ou prestations, certains tarifs sont indexés sur le quotient familial du foyer établi en fonction des ressources et de la composition de la famille.

▪ En l'absence de quotient familial ou de fourniture par l'usager des éléments nécessaires à son calcul selon les modalités définies à l'article 6bis du présent règlement, le tarif maximum fixé par l'instance délibérante est appliqué.

***Article 6 – Modalités de calcul du quotient familial***

▪ La collectivité utilise pour tous les usagers les mêmes modalités que la Caisse d'allocations familiales pour le calcul du quotient familial, quelle que soit la situation de l'usager ; les modalités sont consultables sur le site www.caf.fr.

▪ Usagers ressortissants du régime Caf : La collectivité utilise le site internet professionnel *Mon compte partenaire* mis à disposition par la Caisse d'allocations familiales de Loir-et-Cher qui lui permet de consulter directement les éléments du dossier de l'usager nécessaires à l'exercice de sa mission : composition du foyer, adresse, quotient familial. Lorsque le quotient familial est calculé, la famille n'a pas à justifier de ses ressources au moyen de documents (attestation, avis d'imposition).
Conformément aux dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) l'usager doit donner l'autorisation de consultation de ces informations à la collectivité en guichet (signature de la fiche famille) ou au moyen de son espace famille. Dans le cas où l'usager refuse la consultation de ses informations, il lui appartient de présenter l'attestation de quotient familial originale établie par la Caf ; cette attestation est scannée et rattachée au dossier de l'usager par la collectivité.
La non-autorisation, pour un ressortissant du régime Caf, de donner ~~d~~'accès à la collectivité à la consultation et au recueil d'informations auprès de la Caf (dont les ressources) et la non présentation de l'attestation de quotient établie par la Caf avant le 30 du mois en cours, génère l'application du tarif maximum voté par l'assemblée délibérante.
En cas d'impossibilité matérielle avérée, pour un ressortissant du régime Caf, d'obtenir un quotient familial pré-calculé, la collectivité se chargera d'effectuer le calcul après avoir demandé les éléments nécessaires à l'usager.

▪ Usagers ressortissants d'autres régimes de protection sociale : les usagers concernés doivent fournir l'ensemble des éléments demandés par la collectivité en fonction de leur régime d'appartenance nécessaires au calcul du quotient selon les mêmes modalités que celles établies par la Caf :

- avis d'imposition des membres du foyer ;
- documents justifiant le montant des prestations familiales concernées perçues au titre du mois précédant la démarche ;
- attestation sur l'honneur certifiant que l'usager ne bénéficie pas d'autres prestations ;
- derniers bulletins de salaire le cas échéant ;
- toute pièce complémentaire jugée nécessaire par la collectivité.

▪ Le quotient familial est révisé une fois par an en début d'année civile, après l'actualisation effectuée par la Caf conformément à l'article 3bis du présent règlement. En dehors de cette période, et pour tenir compte d'événements ayant une incidence significative sur les revenus pendant les trois mois précédents (reprise d'activité, perte d'emploi, maladie, séparation, reprise de vie commune) le quotient familial peut éventuellement être révisé par la Caf ; dans ce cas, l'usager peut solliciter l'application de ce nouveau quotient sur ses tarifs. Ces dispositions s'appliquent également aux ressortissants des autres régimes de protection sociale.

▪ Les demandes de révision doivent être effectuées par l'intermédiaire de la messagerie interne de l'Espace famille ou en guichet. La modification prend effet le 1er du mois suivant.

▪ La collectivité se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles. En cas de non fourniture des pièces justificatives demandées ou de fraude constatée, le tarif maximum sera appliqué jusqu'à la régularisation de la situation.

La durée de conservation de tous documents de calcul du quotient familial est liée à son utilisation (soit l'année en cours).

## Chapitre 4 – Facturation

***Article 7 – Emission des factures***

▪ Une facture unique par famille est disponible sur le compte famille au plus tard le 10 du mois suivant la consommation des services. Elle regroupe l'ensemble des activités du mois précédent pour l'ensemble des membres de cette même famille. Une notification est adressée par courriel. Il incombe aux usagers à partir de cette date de vérifier l'existence d'une facture sur son compte espace famille.

▪ Les justificatifs d'aides (bons CAF, comités d'entreprise, etc.) non remis à l'inscription, les certificats médicaux d'absence non remis avant le 30 du mois (où a été consommée la prestation) ne peuvent être pris en compte et défalqués du montant de la participation des familles.

▪ Les factures doivent être réglées dès leur émission, et au plus tard quatorze jours après la date de de mise en ligne de la facture sur l'espace famille.

***Article 8 – Modes de règlement***

▪ Pour l'ensemble des prestations, le règlement peut être effectué par :

- paiement en ligne (CB et prélèvement unique);
- carte bancaire ;
- chèque bancaire ou postal à l'ordre du Trésor Public ;
- numéraires.

▪ Pour certaines prestations et en fonction des réglementations en vigueur :

- chèques vacances ;
- passeports temps libres de la CAF de Loir-et-Cher ;
- chèque emploi service universel (CESU) ;
- coupons sports.

Dans ces derniers cas, le paiement en ligne n'est pas possible ; le paiement au guichet est obligatoire (avec remise des coupons de paiement transmis par les organismes).

▪ Les usagers n'ayant pas activé leur compte famille en ligne doivent régler leur facture aux guichets d'accueil à compter du 10 de chaque mois.

***Article 9 – Lieux de règlement***

▪ Les règlements par carte bancaire et par numéraires se font obligatoirement à l'hôtel de ville et de communauté, ainsi qu'au guichet unique des Rottes – 37 avenue Georges Clémenceau pendant les heures d'ouverture.

▪ Les chèques bancaires ou postaux libellés à l'ordre du Trésor Public peuvent être adressés par courrier, exclusivement à cette adresse unique : Hôtel de ville et de communauté – Guichet unique – BP 20107 – 41106 VENDOME cedex. Les chèques sont obligatoirement rédigés à l'encre noire ou bleue foncée. Le numéro de famille, ainsi que le numéro de facture doivent être mentionnés au dos du chèque.

***Article 10 – Absence de paiement***

▪ En cas de non paiement de la facture dans les délais requis, une relance est adressée à la famille. A l'issue de la date limite indiquée sur la relance et en l'absence de règlement, la créance est transmise au Trésor Public chargé du recouvrement.

▪ En cas d'absences ou retards de paiements récurrents, toutes les inscriptions de l'usager à de nouvelles activités ou à de nouvelles réservations sont bloquées. Une commission de suivi des impayés peut être saisie et, après convocation de l'usager, statue sur les suites à donner.

Accusé de réception en préfecture
041-210401023-20240620-20240620-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**Chapitre 5 – Cas particuliers**

***Article 11 – Responsabilité de la collectivité***

▪ Personnel :

- la collectivité est garante de son personnel ; garantie sanitaire, morale, professionnelle et statutaire, conformément à la réglementation en vigueur ;
- le personnel est soumis aux dispositions statutaires de la Fonction publique territoriale, et notamment à l'obligation de réserve ou au secret professionnel selon les cadres d'emploi ;
- le personnel est tenu d'informer sa hiérarchie de tout fait (incident) survenu pendant le déroulement d'une activité ou d'un accueil.

▪ Assurance de la collectivité:

- les polices d'assurance de la collectivité couvrent d'une part la responsabilité civile de son personnel, et d'autre part les dommages pouvant intervenir sur ses biens propres ou sur ceux qui lui sont confiés par convention ;
- elles couvrent les frais médicaux restant à la charge des familles après remboursement de la Sécurité Sociale et de la mutuelle sur présentation des justificatifs ;
- les effets et objets personnels des usagers ne sont pas couverts par l'assurance de la collectivité.

▪ Information des usagers :

- la collectivité s'engage à informer les familles dans des délais suffisants notamment en cas de modification du présent règlement ou des règlements spécifiques ;
- les modifications ponctuelles de fonctionnement d'une activité ou d'une structure feront l'objet de l'information la plus appropriée en fonction du caractère d'urgence ;
- en fonction des besoins, différentes modalités d'information sont mises en oeuvre en direction des familles : courrier, téléphone, courriel, affichage, réunions, rendez-vous individuels.

▪ Accidents – Urgences médicales :

- en cas d'urgence, il est systématiquement fait appel aux pompiers et/ou SAMU qui prennent l'usager en charge et assurent son transfert vers un établissement hospitalier ;
- en cas d'accident, une déclaration est effectuée par le responsable de la structure auprès du service assurances de la collectivité ;
- le responsable légal d'un enfant mineur est informé simultanément. Il doit être joignable à tout moment pendant le temps où l'enfant est accueilli, ou avoir précisé le nom et les coordonnées de la personne à contacter en cas d'urgence, conformément au dossier d'inscription.

▪ Recueil des données et traitement informatique des informations :

- les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion des activités et services (enregistrement des inscriptions, facturation des activités payantes, communications avec les usagers, etc.) par la communauté d'agglomération Territoires vendômois, la ville de Vendôme conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des donnée (RGPD);
  Conformément à la Loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée et aux dispositions du Règlement général sur la protection des donnée (RGPD), tout usager bénéficie d'un ensemble de droits sur ses données à caractère personnel ainsi que sur le traitement de celles-ci. L'usager dispose ainsi d'un droit d'accès aux données le concernant, d'un droit d'opposition pour motif légitime, d'un droit de rectification, d'effacement, de portabilité et d'un droit à la limitation du traitement de ses données. Pour en savoir plus sur ces droits, l'usager peut consulter le site de la Comission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). Pour toute information ou exercice de ses droits sur les traitements de données personnelles, l'usager peut contacter le responsable de traitement par mail : guichetunique@catv41.fr ou par téléphone au 02.54.89.43.40.

▪ Procédure de droit d'accès aux données personnelles de l'usager :

- Le demandeur doit remplir un formulaire de demande de droit d'accès via l'espace famille (un e-mail d'accusé de réception est adressé à l'usager) ou en guichet. Sous 24 heures ouvrées le service contacte l'usager pour convenir d'un rendez-vous dans un délai de 15 jours à 3 semaines maximum. Le demandeur doit se présenter au rendez-vous muni d'une pièce d'identité valide.

▪ Demande de droit à l'oubli :

- L'usager peut demander le "droit à l'oubli" lorsque les données à caractère personnel le concernant ne sont plus nécessaires au regard du traitement effectué par le guichet unique (plus d'inscription en cours), au moyen d'un formulaire de demande en ligne ou en guichet, avec accusé de réception. La demande n'est prise en compte que si aucune facture ou avis de somme à payer ne reste en attente de paiement. L'opération est soumise à la procédure automatique mise en place dans le logiciel utilisé pour la gestion. La suppression des données est ainsi définitive dans un délai maximum de six semaines.

▪ Comportement des usagers :

- les usagers sont tenus de respecter les règles de fonctionnement et de vie des structures et activités ;
- en cas de non respect de ces règles par des mineurs, le responsable légal est systématiquement informé des problèmes rencontrés. Il peut être convoqué par le responsable de la structure, ou par toute personne dûment mandatée, pour une recherche de solutions appropriées ;
- si le comportement persiste, une exclusion temporaire ou définitive peut être prononcée par la collectivité, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

▪ Respect des horaires :

- le personnel de la collectivité n'est pas habilité à assurer l'accueil des mineurs en dehors des heures d'ouverture des structures ou de fonctionnement des activités ;
- dans le cas où ni le responsable légal, ni une personne habilitée ne seraient venus chercher un enfant à l'heure de la fermeture d'une structure, des recherches téléphoniques seront effectuées par le personnel présent qui utilisera les numéros de téléphone communiqués lors de l'inscription. Dans le cas où ces recherches resteraient infructueuses, la hiérarchie sera informée, ainsi que les services de Police ou de Gendarmerie qui pourront faire assurer la prise en charge de l'enfant par les autorités compétentes.

▪ Assurance :

- il appartient aux familles de souscrire une assurance responsabilité civile au nom de l'usager et de l'attester lors de l'inscription.

▪ Exactitude des renseignements transmis :

- les familles sont responsables des informations qu'elles transmettent à la collectivité ;
- elles sont tenues d'informer la collectivité ou de procéder aux mises à jour sur l'espace famille de tout changement conformément à l'article 3bis du présent règlement.

**Chapitre 6 – Application du règlement**

***Article ~~13~~ 12 – Non respect du règlement***

▪ L'inscription et l'admission d'un usager impliquent l'acceptation du présent règlement, et du règlement spécifique associé, par l'usager lui-même ou par le responsable légal, s'il est mineur.

▪ Le non respect du règlement, ou du règlement spécifique associé, peut entraîner l'exclusion temporaire ou définitive de l'usager. Une lettre de mise en demeure est adressée à l'usager, ou à son responsable légal s'il est mineur, pour régulariser la situation dans les quinze jours. En l'absence de régularisation, l'exclusion est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

***Article ~~14~~ 13– Règlements spécifiques***

Le présent règlement est complété par les règlements spécifiques des structures ou domaines d'activités. Y sont notamment précisés : les objectifs institutionnels, les modalités précises de fonctionnement.

***Article ~~15~~ 14 – Personnes habilitées à la mise en œuvre***

Le personnel de la collectivité est chargé, chacun en ce qui le concerne, et dans son domaine d'activité correspondant, de la mise en œuvre du présent règlement ainsi que du règlement spécifique associé.

***Article ~~16~~ 15 – Contrôle de légalité, transmission***

▪ Ce règlement, ainsi que les règlements spécifiques associés, sont votés par le conseil communautaire et/ou le conseil municipal pour les compétences correspondantes. Ils sont ensuite transmis au contrôle de légalité et portés à la connaissance des usagers dans les structures concernées et dans les endroits appropriés ; les règlements sont également consultables et téléchargeables en ligne sur l'Espace famille.

▪ Le présent règlement est applicable à compter du 1er juillet 2024 ; il se substitue au règlement précédemment en vigueur.

Ainsi fait et délibéré en séance,
du conseil municipal du 20 juin 2024
du conseil communautaire du 24 juin 2024

*Le Président,*
*Le Maire,*

*Laurent BRILLARD*

*Le jour franc court de 0 h à 24 h. Le premier jour franc est décompté à partir du lendemain de la demande. Le jour où est formulée l'annulation et le jour de la prestation ne sont donc pas comptabilisé.*

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-27-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-27 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : INTERCOMMUNALITE : Communauté d'agglomération Territoires vendômois - Modification des statuts**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

La loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi a modifié la gouvernance en matière d'accueil du jeune enfant, en faisant des communes les autorités organisatrices de cet accueil. À compter du 1er janvier 2025, les communes seront autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant. À ce titre, elles seront compétentes pour :

1- recenser les besoins des enfants de moins de 3 ans et de leurs familles en termes de services aux familles, et les modes d'accueil disponibles sur le territoire ;
2- informer et accompagner les familles des enfants de moins de 3 ans et les futurs parents ;
3- planifier, au regard du recensement de ces besoins, le développement des modes d'accueil ;
4- soutenir la qualité des modes d'accueil.

Les compétences n° 1 et 2 sont exercées obligatoirement par toutes les communes. Les compétences n° 3 et 4 sont exercées obligatoirement par les communes de plus de 3 500 habitants.

Afin de garantir une continuité de l'action communautaire déployée en matière de petite enfance et de ne pas découper et complexifier l'exercice de cette compétence, il vous est proposé de modifier les statuts de façon à ce que la communauté Territoires vendômois soit autorité organisatrice de petite enfance en lieu et place des communes.

**VISAS :**

Vu la loi n° n° 2023-1196 pour le plein emploi et notamment ses articles 17, 18 et 19 modifiant la gouvernance en matière d'accueil du jeune enfant ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-17 et L. 5211-17-2 ;
Vu la délibération du conseil communautaire n° TVD202405-23 relative à la modification des statuts.

**PROPOSITION :**

Considérant que la procédure de modification statutaire dans ce cadre nécessite :

1. Une délibération du conseil de communauté ;
2. Une notification de cette délibération aux communes membres qui disposent de trois mois pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable ;
3. Un accord des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale (deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population). Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée (c'est le cas de la commune de Vendôme) ;
4. Une décision de modification des statuts prise par arrêté du préfet.

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2016-12-19-003 du 19 décembre 2016 portant création de la communauté d'agglomération territoires vendômois issue de la fusion des communautés de communes de Beauce et Gâtine, du Pays de Vendôme, de Vallées Loir-et-Braye et du Vendômois Rural ;
Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant exercice de la compétence GEMAPI ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2018-12-26-002 du 26 décembre 2018 portant modification de l'article 6 des statuts de CATV ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2019-11-22-006 du 22 novembre 2019 portant modification des compétences obligatoires exercées par la CATV ;
Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 portant modification des compétences obligatoires et facultatives exercées par la CATV ;
Vu les statuts de la communauté d'agglomération Territoires vendômois ;
Considérant l'intérêt de la continuité de l'action communautaire en matière de politique d'accueil du jeune enfant ;
Considérant que cette continuité sera garantie en permettant à la communauté de devenir autorité organisatrice de la petite enfance en lieu et place des communes;

Il vous est proposé :

- d'approuver la modification de l'article n° 6-2-8 des statuts de la communauté, relatif à la petite enfance, l'enfance et la jeunesse, tels qu'annexés à la présente délibération ;
- de solliciter le Préfet de Loir-et-Cher pour la prise d'un arrêté portant modification des statuts de la communauté avec effet au 1er janvier 2025 ;
- d'autoriser le maire à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

**PJ** : Extrait statuts

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-27-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**Extrait des statuts de la communauté Territoires vendômois**
**Dernière modification le 9 janvier 2023**

Proposition de modification des statuts soumise
au Conseil municipal

## 6-2-8-PETITE ENFANCE -ENFANCE ET JEUNESSE

Petite enfance

Création, gestion, animation des structures d'accueil petite enfance (notamment établissements d'accueil des jeunes enfants, relais assistantes maternelles, etc.) et soutien des structures associatives agissant en faveur de la petite enfance.

En tant qu'autorité organisatrice de la petite enfance : recensement des besoins des enfants de moins de 3 ans et de leurs familles en termes de services aux familles, et les modes d'accueil disponibles sur le territoire, information et accompagnement des familles des enfants de moins de 3 ans et les futurs parents, planification, au regard du recensement de ces besoins, du développement des modes d'accueil et soutien de la qualité des modes d'accueil.

Enfance

Création, gestion, animation des accueils de loisirs et soutien aux structures sous forme associative ou de SIVOS proposant ce type d'accueils, organisés sur le territoire sur les temps extra-scolaires.

Jeunesse

- Création, gestion, animation de structures (accueils de jeunes type maison de quartier, maison de jeunes (MDJ), point rencontres jeunes,…) ou mise en œuvre d'actions (animation, séjour, actions d'information et de prévention des risques, accompagnement de projet,…) contribuant à l'accompagnement non spécialisé des jeunes. Soutien aux structures associatives agissant dans ce domaine (en dehors du champ scolaire) ;
- Coordination, gestion et animation du projet éducatif local, des Contrats enfance jeunesse (CEJ) et du réseau des acteurs locaux.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-28-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-28 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : MUTUALISATION : Rapport de mutualisation 2024**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**

Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Contexte de la mutualisation en 2024 : une coopération qui poursuit son développement

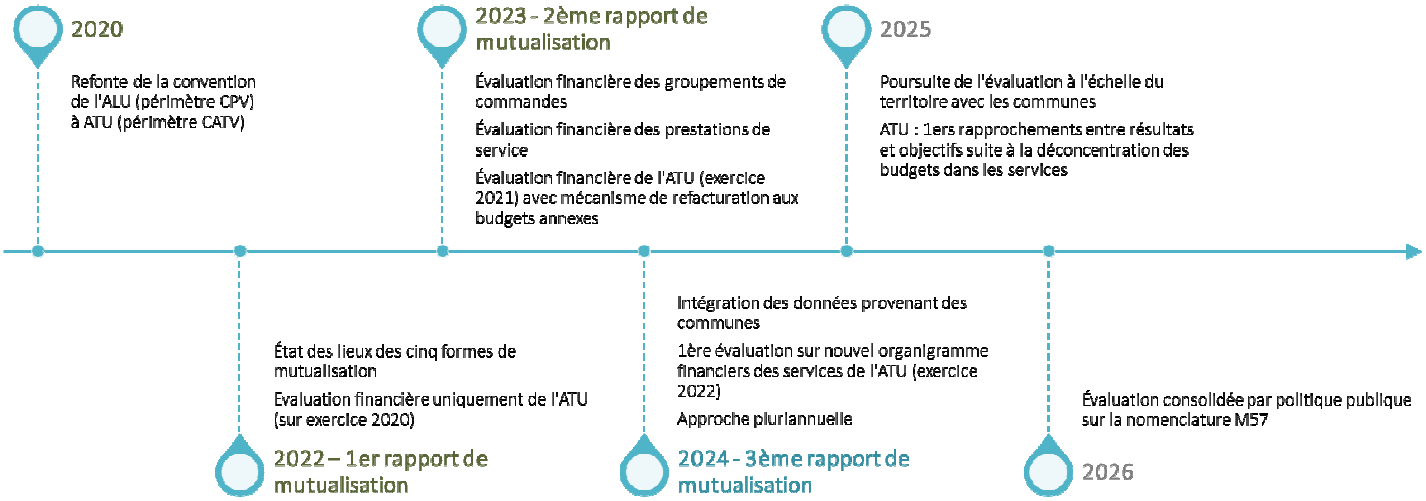
Ce rapport permet l'évaluation des pratiques de mutualisation entre la CATV, ses 65 communes membres, ses syndicats et satellites, dont le CCAS de Vendôme et le CIAS de la CATV.

La mutualisation à l'intérieur du communal est une réalité dynamique qui s'organise et répond chaque année un peu plus aux objectifs stratégiques qui ont été donnés :

- optimiser les ressources financières par des **économies directes** ;
- apporter une exigence sur la **qualité comptable** des différentes entités pour permettre à chacune d'avoir une vision juste des moyens engagés par politique publique ;
- améliorer la **qualité et l'efficience des services publics** rendus aux usagers sur le territoire ;
- permettre la **montée en compétence des agents** de la communauté d'agglomération et des 65 communes membres par l'intégration de spécialités plus nombreuses dans les services et le partage des bonnes pratiques entre collègues des différentes entités du bloc communal.

L'ADN d'un établissement public de coopération intercommunal est de favoriser et de porter le maximum d'initiatives qui vont dans ce sens.

Cette nouvelle édition du rapport de mutualisation est l'occasion d'approfondir l'évaluation initiée il y a trois ans avec, comme cela avait été annoncé, la mise en perspective des charges des services mutualisés de l'administration territoriale unique (ATU) sur les années 2020, 2021 et 2022. Cette première restitution pluriannuelle apporte ainsi un éclairage plus précis, service par service, des impacts de la crise sanitaire.




Comme chaque année, le présent rapport retrace les cinq formes de mutualisation mises en œuvre sur le territoire :

- les groupements de commande ;
- les conventions de prestation de service ;
- le service aux communes ;
- les services mutualisés ;
- les transferts de compétence : école de musique et soutien alimentaire.

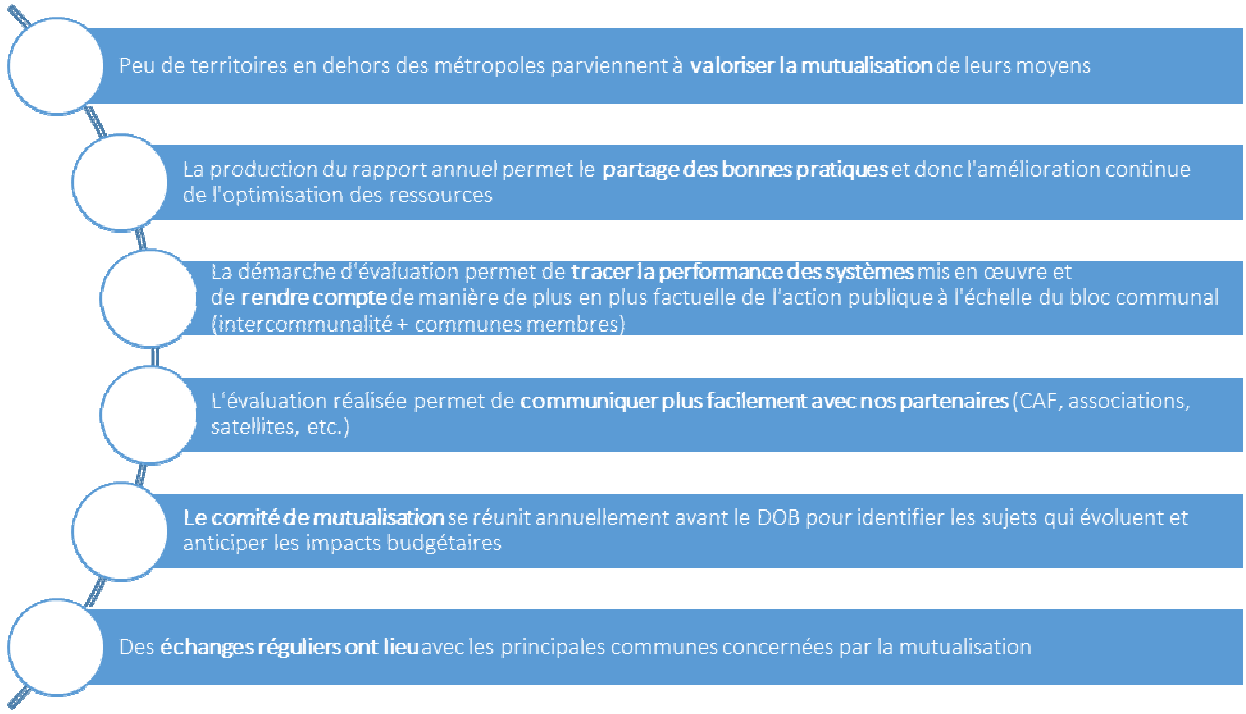
Chaque forme de mutualisation est déclinée selon les axes suivants :

1. affirmer l'attractivité ;
2. renforcer les solidarités ;
3. moyens généraux.

Le présent rapport s'efforce :

- de retracer pour chacune de ces formes de mutualisation, les mises en œuvre sur les années 2022 et 2023 ;
- d'établir un suivi pluriannuel pour les actions engagées sur plusieurs exercices (spécifiquement les groupements d'achats et les prestations de service) ;
- d'apporter une évaluation financière complète des services mutualisés sur l'exercice 2022 (derniers comptes administratifs approuvés). Nouveauté : le suivi pluriannuel du coût de l'unité d'œuvre avec un commentaire par service ;
- et de présenter les perspectives 2024-2025 pour chacune des formes de mutualisation exercées.

La mutualisation est une volonté politique forte, 3ème axe du projet de territoire. C'est un atout pour le Vendômois :




**Quelques chiffres clés de ce rapport :**

- **21 marchés publics pour plus de 500 000 euros d'achats groupés** en formule intégrée totale (CATV, VV, CCAS, CIAS, RPN, SCoT, PRE et la commune de Saint-Ouen) ;
- **11 marchés en formule intégrée partielle** mobilisant 16 communes du territoire et la CATV ;
- plus de **400 000 euros de prestations de service** réalisées par les communes du territoire pour la CATV ;
- **17,6 M€ de volume budgétaire de l'ensemble des 44 services mutualisés** dans l'administration territoriale unique (ATU) : sur les charges à caractère général et celles de personnel, **1 euro sur 3 est une dépense mutualisée** ;
- pour les deux compétences transférées abordées dans le rapport :
  - **528 élèves** à l'école de musique, originaires de **71 communes** et **30 écoles élémentaires** qui bénéficient des enseignements des dumistes et des ateliers d'arts plastiques ;
  - **344 ménages** bénéficiant du service d'aide alimentaire, 131 des dispositifs de secours, 111 demandes d'accompagnement de l'épicerie sociale et la mise en œuvre des ateliers « popotons et papotons ».

Chaque forme de mutualisation est détaillée dans le rapport, évaluée par collectivité, par service, par public, par territoire.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-28-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

Le système d'évaluation consolidée par politique publique poursuit sa construction en s'appuyant sur des processus de plus en plus dématérialisés et automatisés, fruits des investissements réalisés dans le système d'information et de la formation des agents. Il arrivera à pleine maturité en 2026 alors que toutes les étapes de la construction du système d'information décisionnel (SID) auront été franchies. Il permettra, en outre, de rapprocher les résultats obtenus des objectifs fixés jusqu'au niveau le plus fin des analyses.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-39-1 ;
Vu les statuts de la communauté Territoires vendômois.

**PROPOSITION** :

Considérant que le rapport annuel de mutualisation permet une bonne information des membres du conseil municipal et une meilleure connaissance des dispositifs et des évaluations financières associées ;

Il vous est proposé :

- de prendre acte du rapport de mutualisation 2024 joint en annexe ;
- d'autoriser le président à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

**PJ** : Rapport de mutualisation

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-28R-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Rapport de mutualisation

2024

Communauté d'agglomération
Territoires vendômois
Ville de Vendôme
CCAS – CIAS
RPN - SCoT

Direction de la qualité et du contrôle de gestion

# Rapport de mutualisation

2024

## Table des matières


Contexte 2024 : une coopération qui poursuit son développement ..... 5

Méthodologie ..... 8

1. Groupements de commandes ..... 10

Contexte ..... 10
1.1. Affirmer l'attractivité ..... 13
a) Urbanisme ..... 13
b) Voirie et éclairage public ..... 13
c) Cycles de l'eau ..... 14
1.2. Renforcer les solidarités ..... 14
a) Gens du voyage ..... 14
1.3. Moyens généraux ..... 15
a) Pôle achats, marchés, DSP ..... 15
b) Assurances ..... 16
c) Etude de faisabilité mutualisation ..... 16
d) Moyens techniques ..... 17
1.4. Perspectives ..... 18

2. Conventions de prestation ..... 19

Contexte ..... 19
2.1 Affirmer l'attractivité ..... 22
a) Développement économique ..... 22
b) Environnement et des espaces verts ..... 22
c) Cycles de l'eau ..... 22
2.2 Renforcer les solidarités ..... 24
a) Enfance-jeunesse ..... 24
b) Petite enfance ..... 27
c) Vie scolaire ..... 28
Rased (réseau d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté) ..... 28
Scolaire et périscolaire ..... 29
2.3 Moyens généraux ..... 30
a) Ressources administratives ..... 30
Guichet Unique ..... 30
Services administratifs ..... 33
b) Ressources techniques ..... 33
Convention entretien et dépannage des équipements communautaires ..... 33
Mutualisation des ressources techniques entre communes ..... 35

3. Service aux communes ..... 36

Contexte ..... 36
3.1 Affirmer l'attractivité ..... 36
a) Sports ..... 36
b) Urbanisme – gestion des risques naturels ..... 36

c) Mobilité ..... 37
3.2 Moyens généraux ..... 37
a) Qualité et contrôle de gestion ..... 37
b) Logistique ..... 37
c) Transformation numérique Territoires vendômois ..... 38
d) Animation de réseaux ..... 40
4. Services mutualisés ..... 42
Définition ..... 42
A. Les charges mutualisées ..... 42
B. Les indicateurs ..... 43
C. L'unité d'œuvre ..... 43
D. Le calcul et l'affectation des charges indirectes aux budgets annexes ..... 44
Contexte ..... 45
Exemple de calcul : la direction des ressources humaines ..... 49
4.1 Affirmer l'attractivité ..... 54
a) Développement économique et touristique ..... 54
b) Attractivité culturelle ..... 55
Administration Vendôme Evénements ..... 55
Service technique Vendôme Evénements ..... 55
Action et programmation culturelles et événementielles Vendôme Evénements ..... 55
Lecture publique ..... 56
c) Sports ..... 56
Direction (hors ETAPS et RPN) ..... 56
ETAPS terrestres ..... 57
d) Aménagement de l'espace et de l'habitat ..... 57
Service ADS ..... 57
Direction du développement urbain et de l'aménagement de l'espace ..... 62
e) Cadre de vie et environnement ..... 62
Espaces verts ..... 62
Propreté urbaine ..... 64
Voirie ..... 64
Cycle de l'eau ..... 66
4.2 Renforcer les solidarités ..... 67
a) Politiques familiales de proximité ..... 67
Enfance – Jeunesse : extrascolaire / périscolaire ..... 67
b) Vivre ensemble ..... 68
Service cohésion sociale ..... 68
Service prévention de la délinquance ..... 68
c) Cuisine centrale ..... 69
4.3 Moyens généraux ..... 71
a) Direction générale des services ..... 71
b) Ressources administratives ..... 72
Affaires juridiques ..... 72
Service foncier ..... 74
Guichet unique ..... 75
Qualité et contrôle de gestion ..... 76
Ressources humaines ..... 76
Stratégie financière ..... 77
Secrétariat général ..... 78
c) Ressources techniques ..... 80
Hygiène des locaux ..... 80
Logistique et manifestations ..... 81
Patrimoine et efficacité énergétique ..... 81
Système d'information et des télécommunications ..... 84
d) Communication et relations publiques ..... 84
e) Cabinet ..... 86
4.4 Modifications d'indicateurs ..... 87

a) Modifications validées par le comité de mutualisation 2023 ..... 87
DSIT ..... 87
SG - ARCHIVES ..... 87
SG – COURRIER ..... 88
DDUAE ..... 89
b) Réflexions en cours pour le comité de mutualisation 2024 ..... 89
Bureau d'étude patrimoine et efficacité énergétique ..... 89
Magasin ..... 89
Travaux en régie ..... 89
Système de répartition par quotité ..... 90
4.5 Perspective : service commun « renfort administratif » ..... 91
5. Transferts de compétences ..... 92
4 Contexte ..... 92
5.1 Affirmer l'attractivité ..... 92
a) Ecole de musique ..... 92
En quelques chiffres ..... 92
Elèves de 71 communes différentes ..... 94
Mutualisation des locaux de l'école de musique ..... 94
Mise à disposition des dumistes pour les écoles élémentaires du territoire CATV ..... 95
Mise à disposition d'un intervenant en arts plastiques pour les écoles élémentaires du territoire CATV ..... 96
5.2 Renforcer les solidarités ..... 98
a) Le soutien alimentaire ..... 98
L'aide alimentaire ..... 98
Les secours ..... 100
L'épicerie sociale ..... 102
Les animations et médiations culturelles ..... 105
Perspectives de mutualisation 2025 ..... 106
Glossaire de la mutualisation dans la CATV ..... 107
Annexe n°1 : statuts de la CATV consolidés avec intérêt communautaire ..... 110
Annexe n°2 : segmentation stratégique ..... 119
Annexe n°3 : convention de mutualisation de l'administration territoriale unique (ATU) ..... 120
Annexe n°4 : organigramme de l'ATU ..... 135

# Contexte 2024 : une coopération[1] qui poursuit son développement



Rendez-vous annuel de notre établissement public de coopération intercommunal, ce rapport permet l'évaluation des pratiques de mutualisation entre la CATV, ses 65 communes membres, ses syndicats et satellites.

La mutualisation à intérieur de notre bloc communal est une réalité dynamique qui s'organise et répond chaque année un peu plus aux objectifs stratégiques qui ont été donnés :

- Optimiser les ressources financières par des **économies directes** ;
- Apporter une exigence sur la **qualité comptable** des différentes entités pour permettre à chacune d'avoir une vision juste des moyens engagés par politique publique ;
- Améliorer la **qualité et l'efficience des services publics** rendus aux usagers sur le territoire ;
- Permettre la **montée en compétence des agents** de la communauté d'agglomération et des 65 communes membres par l'intégration de spécialités plus nombreuses dans les services et le partage des bonnes pratiques entre collègues des différentes entités du bloc communal.

L'ADN d'un établissement public de coopération intercommunal est de favoriser et de porter le maximum d'initiatives qui vont dans ce sens.

Cette nouvelle édition du rapport de mutualisation va être l'occasion d'approfondir l'évaluation initiée il y a trois ans avec, comme cela avait été annoncé, la mise en perspective des charges des services mutualisés de l'administration territoriale unique (ATU) sur les années 2020, 2021 et 2022. Cette première restitution pluriannuelle apporte ainsi un éclairage plus précis, service par service, des impacts de la crise sanitaire.

2023 aura vu également l'aboutissement de la réflexion autour des besoins de renforts administratifs dans les mairies, et le constat de l'inadéquation de la création d'un service commun au regard des besoins exprimés. Pour autant, il s'est dégagé une démarche de volontariat de temps disponible auprès de certains secrétariats de mairie.

Comme chaque année, le présent rapport retrace les cinq formes de mutualisation mises en œuvre sur le territoire :

- Les groupements de commande
- Les conventions de prestation de service
- Le service aux communes
- Les services mutualisés
- Les transferts de compétence : école de musique et soutien alimentaire

Cette année, une attention particulière a été portée à inscrire dans ce travail des formes de mutualisation exercées entre communes, particulièrement dans le cadre des prestations de service et des mises à disposition de services ou d'équipements.

[1] Cf. glossaire page 107

Chaque forme de mutualisation est déclinée selon les axes suivants :

1. affirmer l'attractivité ;
2. renforcer les solidarités ;
3. moyens généraux.

Le présent rapport s'efforce :

- de retracer pour chacune de ces formes de mutualisation, les mises en œuvre sur les années 2022 et 2023
- d'établir un suivi pluriannuel pour les actions engagées sur plusieurs exercices (spécifiquement les groupements d'achats et les prestations de service),
- d'apporter une évaluation financière complète des services mutualisés sur l'exercice 2022 (derniers Comptes Administratifs approuvés). Nouveauté : le suivi pluriannuel du coût de l'unité d'œuvre avec un commentaire par service ;
- et de présenter les perspectives 2024-2025 pour chacune des formes de mutualisation exercées.

Processus mutualisation

# Développer les mutualisations et le service aux communes

(axe3)

DAJ

DQCG

**1. ELABORER LE SCHEMA DE MUTUALISATION**

Diagnostic des besoins des communes membres de CATV et de ses partenaires
Définition des objectifs du schéma de mutualisation pour la mandature
Organisation des cycles de mutualisation de l'ATU

**2. DEFINIR DES FORMES DE MUTUALISATION ADAPTEES AU BESOIN**

Groupements d'achats – prestations de service
services aux communes - services mutualisés
services communs
Transferts de compétence
Satellites (GIP, SEMOP, SMO…)

**3. REDIGER LES CONVENTIONS**

Sécurisation juridique – Modélisation
Adoption par les assemblées délibérantes

**4. EVALUER LA MUTUALISATION**

Etudes prévisionnelles d'adhésion aux services mutualisés-communs
Calcul de coût
Evaluation des charges financières et des impacts RH
Pacte financier - Enquêtes de satisfaction
Rapport annuel de mutualisation

**5. COMMUNIQUER**

Comité de mutualisation – Conseils de pôles
Commission finances/RH – Assemblées délibérantes
Réunions de service

**ELUS COMMU-NAUTAIRES**

**COMMUNES**

**DGS**

**REGLEMEN-TATIONS**

mélioration
e la
erformance
es services
ublics

Adaptation de l'offre de services
Optimisation des ressources disponibles
Montée en compétence des agents

SATISFAACTION DU BESOIN

Secrétariat général

Achats Marchés

Ressources Humaines

Stratégie financière

Bâtiments

Communication

Informatique

Foncier

Directions opérationnelles

## Méthodologie

Le schéma de mutualisation est une feuille de route traçant la mise en œuvre sur un mandat des différentes formes de mutualisation et décrivant ses effets potentiels sur les ressources humaines.
Lors de la création de la communauté d'agglomération Territoires vendômois au 1er janvier 2017, un premier schéma a été adopté par délibération du conseil communautaire du 17 décembre 2018. Il a permis de réaliser un diagnostic des mutualisations existantes et de recenser les besoins. Celui-ci a connu quelques réalisations mais n'a pas été mené complètement. Il se poursuit actuellement.



Le système d'évaluation mis en place depuis 2020 a été amélioré en 2022 par la création d'un organigramme dans le logiciel finances qui a permis la restructuration des codes services *« gestionnaires »* et *« destinataires »* et le fléchage plus précis des imputations comptables en dépenses et en recettes pour l'ensemble des services et donc des politiques publiques.
Le temps que l'ensemble des équipes s'approprient ce nouvel outil comptable, les premières saisies de l'exercice 2022 ont comporté quelques erreurs. Après la dématérialisation des bons de commandes et de la validation des factures par les services, l'exercice 2023 avec la déconcentration budgétaire était le dernier volet de la mutation des procédures finances (les demandes de crédits sont désormais renseignées par chaque service et non pas globalisées à la direction de la stratégie financière). La mise en place sur l'exercice budgétaire 2024 d'un code service mutualisation (DQCGMUT), permettra encore d'affiner notre méthode, en même temps que le passage à la M57 garantie la conformité de nos comptes avec les directives nationales.
Il aura fallu plusieurs années pour que l'ensemble de ces procédures soient mises en place pour l'ensemble des services. Une période d'investissements en applications-logiciels, en matériels informatiques pour garantir le fonctionnement et la sécurité de ce travail, et en formation de l'ensemble des agents intervenants dans la chaîne comptable. A ce stade, ces changements successifs amènent des biais dans les comparaisons pluriannuelles et doivent donc conduire à une certaine prudence quant à l'analyse des premiers résultats obtenus.
L'exercice comptable 2024 sera le premier dont la méthodologie sera totalement aboutie. Il garantira une évaluation financière de nos politiques publiques par un système de plus en plus robuste, automatisé et donc pérenne pour les exercices à venir.

Les politiques publiques regroupées sur chacun de ces axes sont cartographiés dans la segmentation stratégique (cf. annexe n°2).
En 2024, la direction générale des services poursuit son processus de rédaction de projets de services. Trois étapes sont identifiées :

- ⇨ Décembre 2023 : remise d'une feuille de route par la direction générale à chaque service ;
- ⇨ Janvier-mars 2024 : formation des manageurs à la rédaction d'un projet de service ;
- ⇨ 2ème semestre 2024 : remise des projets de services co-construit avec les équipes.

La segmentation stratégique sera réactualisée à l'occasion de ce travail produit par les services et leurs élus référents.

## Evolutions du système d'évaluation dans les rapports annuels de mutualisation :

**Rapport 2022**
- État des lieux de l'existant
- 1ère présentation financière des services mutualisés sur exercice 2020 (impact covid fort)

**Rapport 2023**
- Évaluation financière de l'ensemble des formes de mutualisation
- 2ème évaluation des services mutualisés sur exercice 2021 (impact covid sur certains services)

**Rapport 2024**
- Évaluation financière sur année 2022 (1ère année de référence avec nouvelle nomenclature des services)
- Analyse par unité d'oeuvre avec évolution sur les trois premières années et mesure d'impacts de la crise sanitaire

**Rapport 2025**
- Evaluation financière sur l'année 2023 (avec la déconcentration des budgets dans les services)
- Suivi des écritures de mutualisation avec le nouveau code gestionnaire (DQCGMUT)
- Suivi des taux de réalisation : le rapport pourra intégrer les notions d'objectifs et de résultats par service

**Rapport 2026**
- Evaluation financière sur l'année 2024, avec sa bascule dans la nomenclautre des comptes M57

# 1. Groupements de commandes

Définition :

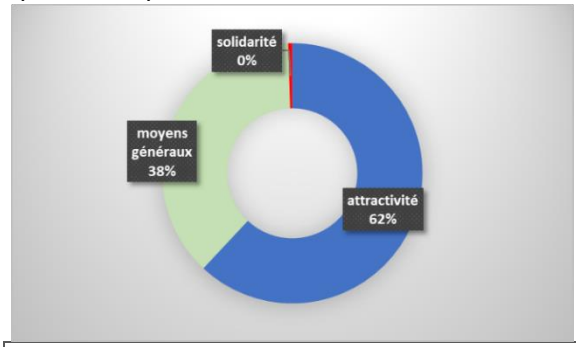
Il s'agit d'un dispositif permettant à plusieurs autorités territoriales de se regrouper pour passer ensemble des contrats de la commande publique. Une convention constitutive doit être nécessairement signée par chacun des membres avant le lancement des procédures de passation.
Il existe deux formes juridiques de groupements de commandes :

- **La formule intégrée partielle** dont l'objet est la passation commune d'un marché. Chaque membre exécute son marché et traite des modalités financières de celui-ci.
- **La formule intégrée totale** où le coordonnateur exécute techniquement et financièrement le marché pour l'ensemble des membres du groupement. Le remboursement des frais ainsi avancés nécessite la création d'une opération sous mandat (écritures réalisées pour compte de tiers).



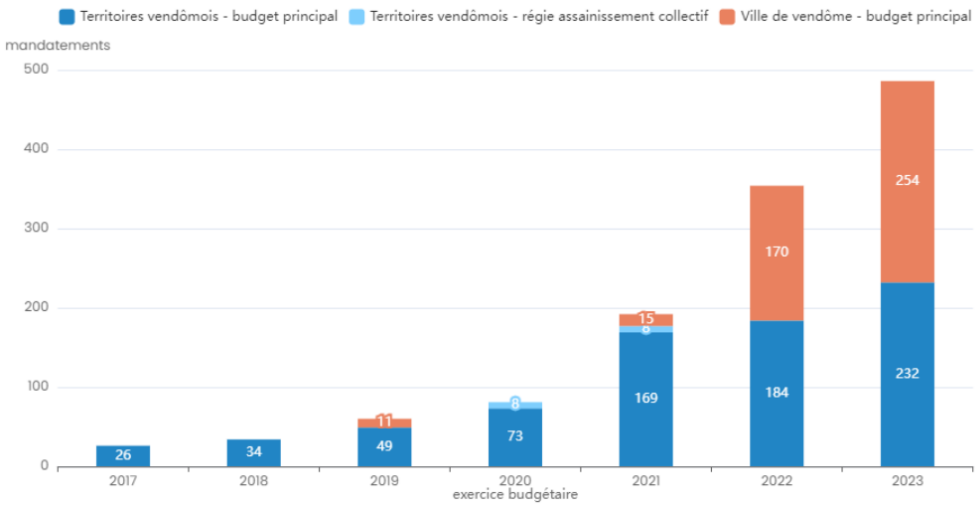
## Contexte

Ce mode d'achat groupé nécessite anticipation et convergence des besoins dans un planning similaire. Pour les communes membres, et particulièrement pour les plus petites, il s'est avéré que ce dispositif ne soit pas toujours le plus adapté en raison notamment d'effet de seuil des marchés publics.
Néanmoins, pour les collectivités de 3500 habitants et plus, la pratique s'est largement développée. Une analyse des procédures finances et marchés sera réalisée par la direction de la qualité et du contrôle de gestion en 2024 afin d'évaluer l'impact de ces modes de commandes sur l'organisation des services et sur la gestion budgétaire (complexité de la gestion des opérations pour compte de tiers).



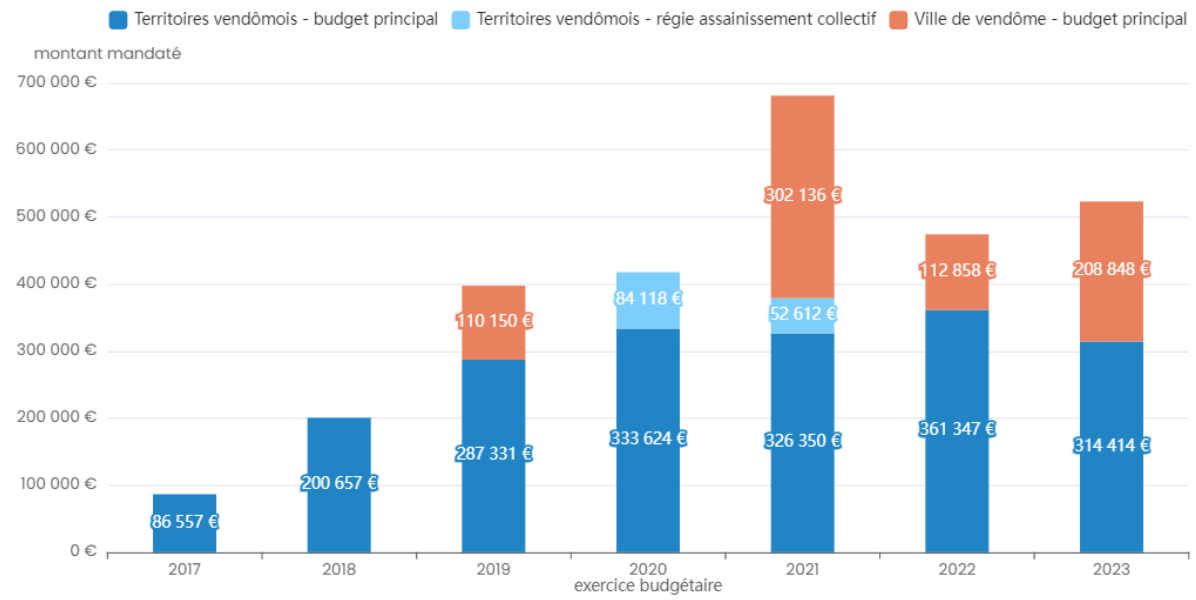

Les groupements de commandes concernent en priorité les pratiques d'achats des politiques publiques « attractivité » et les moyens généraux.
Ces groupements sont toujours en forte progression depuis 2020, résultat de la mise en œuvre d'une politique achat sur le territoire.

Evolution du nombre d'écritures d'opérations sous mandats portées par la CATV et la ville de Vendôme pour compte de tiers



## Evolution des volumes financiers mandatés pour comptes de tiers

*(hors marchés en formule intégrée partielle, payés directement par les membres du groupement d'achats)*






| Rôle du coordonateur | Direction | Consultation Libellé | Pouvoir coordinateur | TV | Vendôme | CCAS | CIAS | RPN | PRE | SCOT | Autres | Autres membres du grpt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| formule intégrée partielle | DDUAE (urbanisme) | Relevés topographiques à grande échelle et prestations foncières | CATV | C | 1 | | | | | | 1 | Saint Ouen |
| | DPEE (patrimoine et efficacité énergétique) | Fourniture de carburant (hors GPL) par cartes accréditives multi-enseigne pour le parc de véhicules et d'engins de la | CATV | C | 1 | 1 | 1 | | | | | |
| | DVEP (voirie) | Travaux divers d'éclairage public et signalisation tricolore lumineuse | VV | 1 | C | | | | | | | |
| | | Travaux divers d'éclairage public et signalisation tricolore lumineuse | VV | 1 | C | | | | | | 1 | Savigny sur Braye |
| | | Travaux de signalisation horizontale 2020-2024 | CATV | C | 1 | | | | | | 2 | Ville au Clerc, Mazangé |
| | | Réfection de couches de roulement - 2020 - 2024 | CATV | C | 1 | | | | | | 7 | Crucheray, Fontaine les Coteaux, Ville aux clercs, Lancé, Mazangé, Montoire sur le Loir, Prunay Cassereau |
| | | MAPA - balayage de voirie 2020-2024 | CATV | C | | | | | | | 5 | Azé, Mazangé, Montoire sur le Loir, Selommes, Vallée Ronsard |
| | | Maintenance préventive et curative de l'éclairage public | VV | 1 | C | | | | | | 4 | Savigny dur Braye, Prunay, Mazangé, Sainte-Anne |
| | | Inspection d'ouvrages d'art | VV | | C | | | | | | 1 | Mazangé |
| | | Maintenance préventive et curative de l'éclairage public | VV | 1 | C | | | | | | | |
| | PT | Gestion des aires d'accueil des gens du voyage de la CATV et de la Communauté de communes des Collines du Perche | CATV | C | | | | | | | 1 | CC des collines du Perche |

| Rôle du coordonateur | Direction | Consultation Libellé | Pouvoir coordinateur | TV | Vendôme | CCAS | CIAS | RPN | PRE | SCOT | Autres | Autres membres du grpt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| formule intégrée totale | DAJ (affaires juridiques - magasin) | Renouvellement des marchés publics d'assurances | CATV | C | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | |
| | | Mise à disposition et entretien des vêtement de travail | CATV | C | 1 | | | | | | | |
| | | Prestation de blanchisserie, collecte et livraison de linge, articles textiles | CATV | C | 1 | | | | | | | |
| | | Achat de fournitures administratives et de petits équipements administratif 2022-2024 | CATV | C | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | |
| | | Mission d'assistance et de conseil dans le renouvellement des marchés d'assurances | CATV | C | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | Saint-Ouen |
| | | Fourniture de produits et consommables d'hygiène, d'essuyage et petit matériel d'entretien | VV | 1 | C | 1 | 1 | 1 | | | | |
| | | Mise à disposition et entretien de vêtements de travail | VV | 1 | c | | | 1 | | | | |
| | DPEE (patrimoine et efficacité énergétique) | Fourniture et maintenance des moyens de secours et de protection contre l'incendie | CATV | C | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | |
| | | Maintenance, mise en sécurité et modernisation des ascenseurs et élévateurs | CATV | C | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | |
| | | Fourniture et maintenance des moyens de secours et de protection contre l'incendie 2023-2027 | CATV | c | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | |
| | DVEP (voirie) | Travaux divers de voirie - 2021 - 2024 | VV | 1 | C | | | | | | | |

| Montants cumulés des achats pour comptes de tiers en formules intégrées totales depuis le 1er janvier 2017 | Territoires vendômois - Budget Principal | Territoires vendômois - Régie assainissement collectif | Ville de Vendôme - Budget Principal | total |
|---|---|---|---|---|
| 458103 - Assurances | 644 063 | | | **644 063** |
| 458191 - Travaux de voirie | | | 418 790 | **418 790** |
| 458191 - Diagnostics sur ouvrages hydrauliques | 332 999 | | | **332 999** |
| 458192 - Renaturation | 257 904 | | | **257 904** |
| 458195 - Lutte contre les espèces envahissantes | 186 613 | | | **186 613** |
| 45811 - Opération compte tiers Saint-Ouen | | 136 730 | | **136 730** |
| 45818 - Aménagement abords MSPU | | | 121 235 | **121 235** |
| 458101 - Opération giratoire Tuilerie/France (R) | | | 110 150 | **110 150** |
| 458171 - Hygiène | | | 94 858 | **94 858** |
| 458101 - Opération sous mandat (R)-Boucles à vélo | 74 104 | | | **74 104** |
| 458107 - Fournitures admnistratives | 72 483 | | | **72 483** |
| 458106 - Vêtements de travail | 68 213 | | | **68 213** |
| 458193 - Traitement des embâcles localisés | 61 905 | | | **61 905** |
| 45814 - Opérat°sous mandat(R)-Campagne promotion | 52 257 | | | **52 257** |
| 45813 - Opérat°s/ mandat(R)-Relevés topographiq. | 43 862 | | | **43 862** |
| 458105 - Ascenseurs | 38 860 | | | **38 860** |
| 458181 - Réaménagement des abords rue Geoffroy Ma | | | 38 468 | **38 468** |
| 458102 - Moyens secours & protection incendie | 30 035 | | | **30 035** |
| 458108 - Blanchisserie textiles | 23 634 | | | **23 634** |
| 458196 - Maintenance des ouvrages | 17 161 | | | **17 161** |
| 45819 - Etude construction cuisine centrale | | | 14 100 | **14 100** |
| 45817 - Opération sous mandat vêtement | | | 14 000 | **14 000** |
| 458197 - Surveillance des masses d'eau | 7 379 | | | **7 379** |
| 45818 - Op.s/mandat-création nomenclature achats | 5 376 | | | **5 376** |
| **Total** | **1 916 851** | **136 730** | **811 601** | **2 865 181** |

## 1.1. Affirmer l'attractivité

### a) Urbanisme

| Service | Membres du groupement | Coordonnateur | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| **Urbanisme cartographie** | CATV, Vendôme Saint Ouen | CATV *Formule intégrée partielle* | Relevés topographiques à grande échelle et prestation foncière | 2023/2026 |

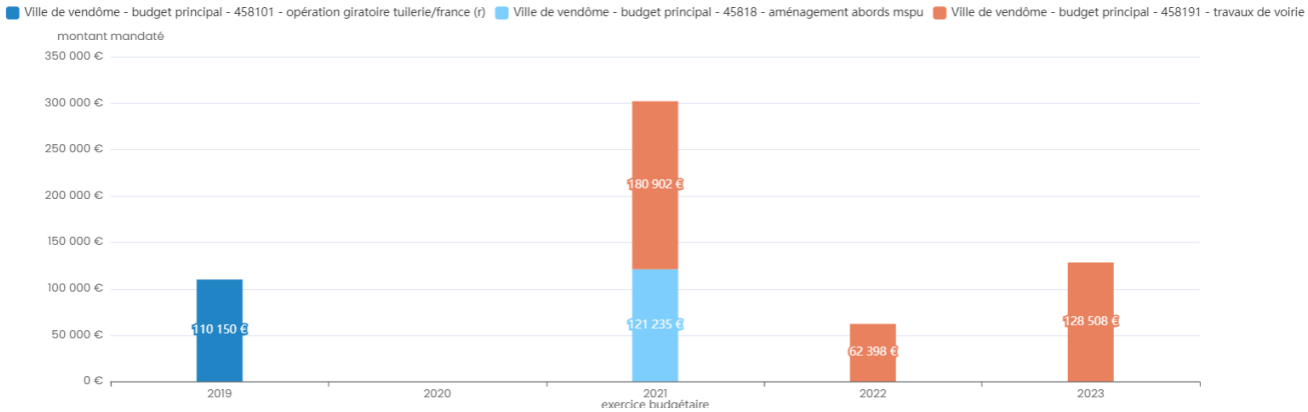


### b) Voirie et éclairage public

| Service | Membres du groupement | Coordonnateur | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| **DVEP** | CATV, Vendôme | VV *Formule intégrée totale* | Travaux divers de voirie - 2021 – 2024 | 2021 - 2024 |

Evolution des mandatements de voirie réalisés pour compte de tiers

*(hors marchés en formule intégrée partielle, payés directement par les membres du groupement d'achats)*




| Groupement | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 458101 - Opération giratoire Tuilerie/France (R) | | | 110 150 | | | | | **110 150** |
| 45818 - Aménagement abords MSPU | | | | | 121 235 | | | **121 235** |
| 458191 - Travaux de voirie | | | | | 180 902 | 62 398 | 128 508 | **371 807** |

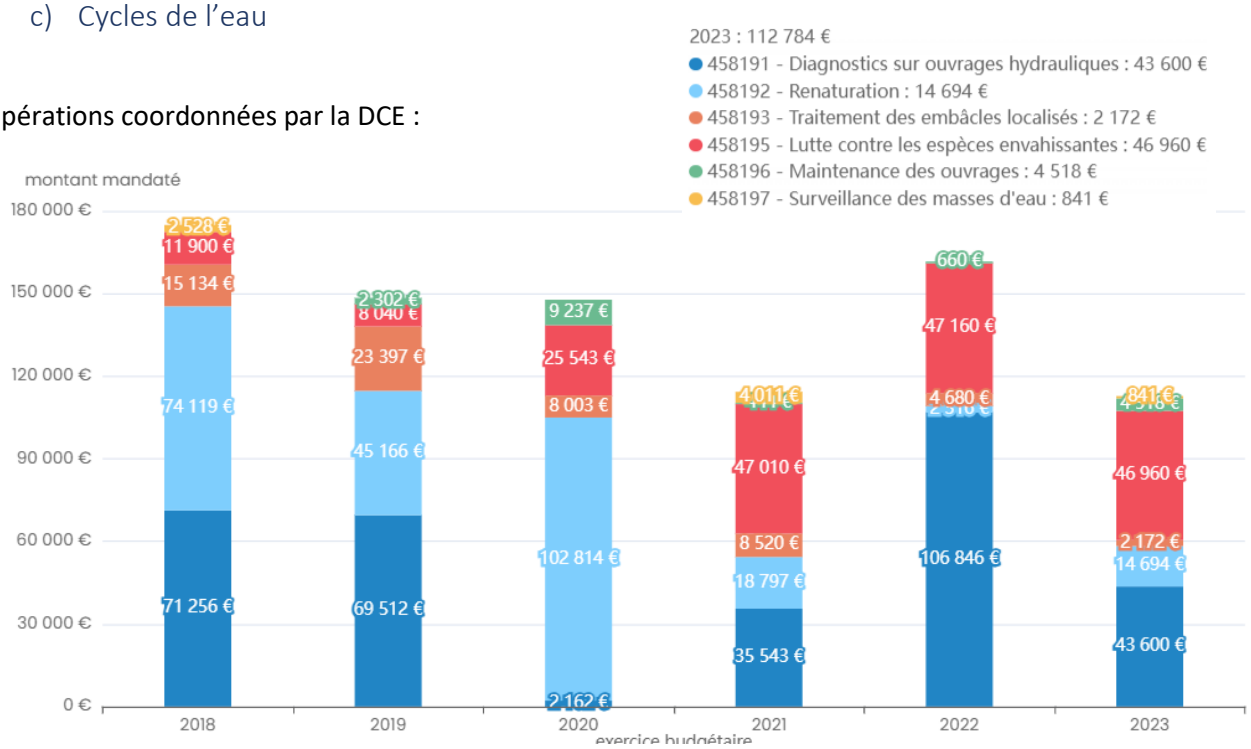
| Service | Membres du groupement | Coordonnateur | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| **DVEP** | CATV, Vendôme | VV *Formule intégrée partielle* | Maintenance préventive et curative de l'éclairage public | 2023 – 2026 (2020-2023 clôturé) |
| **DVEP** | CATV, Vendôme | VV *Formule intégrée partielle* | Travaux divers d'éclairage public et signalisation tricolore lumineuse | 2023 - 2026 |
| **DVEP** | CATV, Azé, Mazangé, Montoire sur le Loir, Selommes, Vallée Ronsard | CATV *Formule intégrée partielle* | MAPA - balayage de voirie 2020-2024 | 2020 - 2024 |
| **DVEP** | CATV, Vendôme Crucheray, Fontaine les Coteaux, Ville aux clercs, Lancé, Mazangé, Montoire sur le Loir, Prunay Cassereau | CATV *Formule intégrée partielle* | Réfection de couches de roulement - 2020 - 2024 | 2020 - 2024 |

| Service | Membres du groupement | Coordonnateur | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| **DVEP** | CATV, Vendôme, Ville au Clerc, Mazangé | CATV *Formule intégrée partielle* | Travaux de signalisation horizontale 2020-2024 | 2020 - 2024 |
| **DVEP** | CATV, Vendôme, Savigny sur Braye | VV *Formule intégrée partielle* | Travaux divers d'éclairage public et signalisation tricolore lumineuse | 2019 - 2023 |
| **DVEP** | Vendôme, Mazangé | VV *Formule intégrée partielle* | Inspection d'ouvrages d'art | 2019 - 2023 |



### c) Cycles de l'eau

Opérations coordonnées par la DCE :




| Groupement | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 458191 - Diagnostics sur ouvrages hydrauliques | | 71 256 | 69 512 | 2 162 | 35 543 | 106 846 | 43 600 | **328 919** |
| 458192 - Renaturation | | 74 119 | 45 166 | 102 814 | 18 797 | 2 316 | 14 694 | **257 904** |
| 458193 - Traitement des embâcles localisés | | 15 134 | 23 397 | 8 003 | 8 520 | 4 680 | 2 172 | **61 905** |
| 458195 - Lutte contre les espèces envahissantes | | 11 900 | 8 040 | 25 543 | 47 010 | 47 160 | 46 960 | **186 613** |
| 458196 - Maintenance des ouvrages | | | 2 302 | 9 237 | 444 | 660 | 4 518 | **17 161** |
| 458197 - Surveillance des masses d'eau | | 2 528 | | | 4 011 | | 841 | **7 379** |

## 1.2. Renforcer les solidarités

### a) Gens du voyage

| Service | Membres du groupement | Coordonnateur | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| **Pôles territoriaux** | CATV, CC Collines du Perche | CATV *Formule intégrée partielle* | Gestion des aires d'accueil des gens du voyage | 2020-2024 |

## 1.3. Moyens généraux

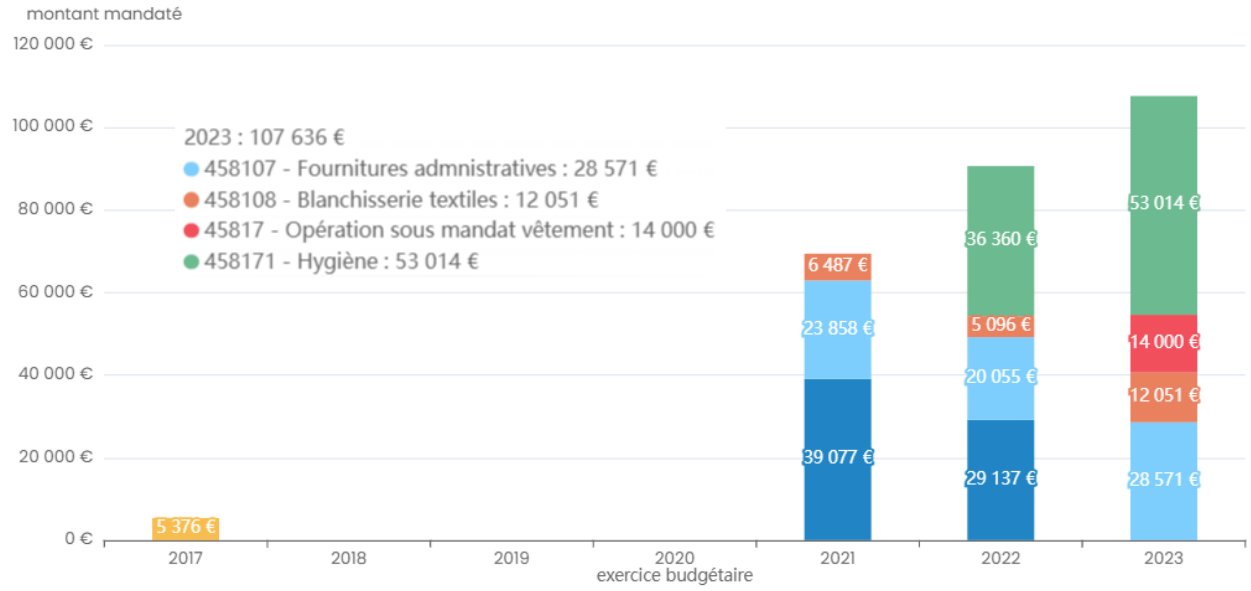
### a) Pôle achats, marchés, DSP

| Service | Membres du groupement | Coordonnateur | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| Achats, marchés publics, DSP | CATV, CIAS TV, Vendôme, CCAS Vendôme, RPN | CATV *Formule intégrée totale* | Fournitures administratives, de consommables, d'accessoires de sauvegarde informatique-bureautique ainsi que de papiers blanc et de couleurs | 2021-2024 |
| Achats, marchés publics, DSP | CATV, Vendôme | CATV *Formule intégrée totale* | Prestation de blanchisserie, collecte et livraison de linge, articles textiles | 2021-2024 |
| Achats, marchés publics, DSP | CATV Vendôme | CATV *Formule intégrée totale* | Mise à disposition et entretien des vêtement travail | 2020-2023 *(clôturé)* |
| Achats, marchés publics, DSP | CATV, Vendôme, RPN | VV *Formule intégrée totale* | Mise à disposition et entretien des vêtement travail | 2023-2026 |
| Achats, marchés publics, DSP | CATV, Vendôme, CCAS de Vendôme, CIAS, RPN | VV *Formule intégrée totale* | Fourniture de produits et consommables d'hygiène, d'essuyage et petit matériel d'entretien | 2022 - 2025 |



Evolution des mandatements réalisés pour compte de tiers

*(hors marchés en formule intégrée partielle, payés directement par les membres du groupement d'achats)*

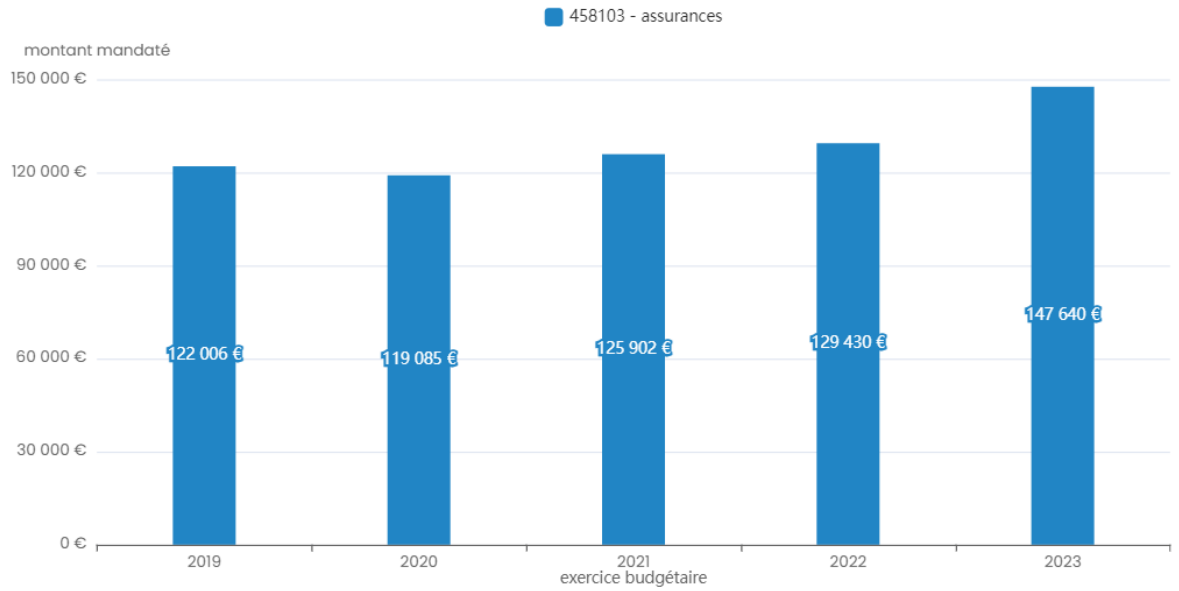



| Groupement | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 458171 - Hygiène | | | | | | 36 360 | 53 014 | **89 374** |
| 45817 - Vêtements | | | | | | | 14 000 | **14 000** |
| 458106 - Vêtements de travail | | | | | 39 077 | 33 733 | | **72 809** |
| 458107 - Fournitures admnistratives | | | | | 23 858 | 20 055 | 28 571 | **72 483** |
| 458108 - Blanchisserie textiles | | | | | 6 487 | 5 096 | 12 051 | **23 634** |
| 45818 - Op.s/mandat-création nomenclature achats | 5 376 | | | | | | | **5 376** |

## b) Assurances

| Service | Membres du groupement | Coordonnateur | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| Assurances | CATV, Vendôme, CCAS, CIAS, RPN | CATV<br>*Formule intégrée totale* | Assurances | 2019 - 2024 |
| Assurances | CATV, Vendôme, CCAS, CIAS, RPN, PRE, SCoT Saint Ouen | CATV<br>*Formule intégrée totale* | Mission d'assistance et de conseil dans le renouvellement des marchés d'assurances | 2023-2024 |



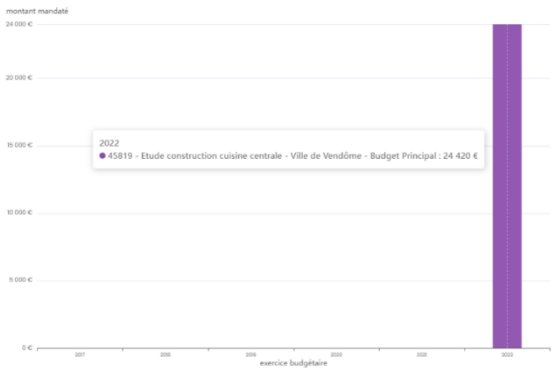



| Groupement | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 458103 - Assurances | | | 122 006 | 119 085 | 125 902 | 129 430 | 147 640 | **644 063** |

## c) Etude de faisabilité mutualisation

| Service | Membres du groupement | Coordonnateur | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| DQCG | Vendôme, Centre Hospitalier de Vendôme-Montoire | VV<br>*Formule intégrée totale* | Étude d'opportunité et de faisabilité pour la construction d'une cuisine centrale mutualisée et son mode de gestion futur | 2022 |

Mandaté pour le compte du CHVM



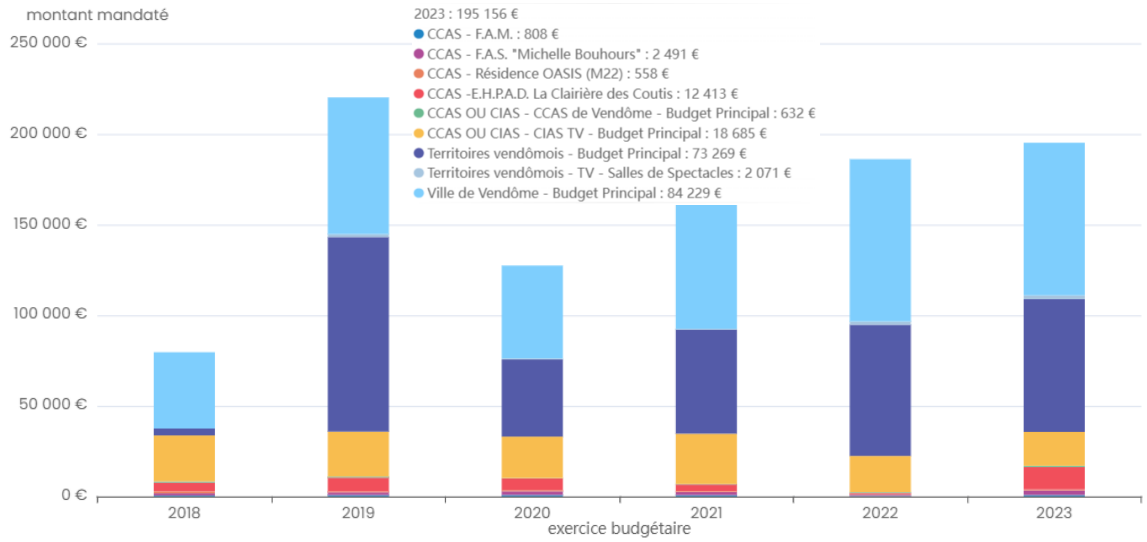

| Groupement | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 45819 - Etude construction cuisine centrale | | | | | | 24 420 | **24 420** |

## d) Moyens techniques

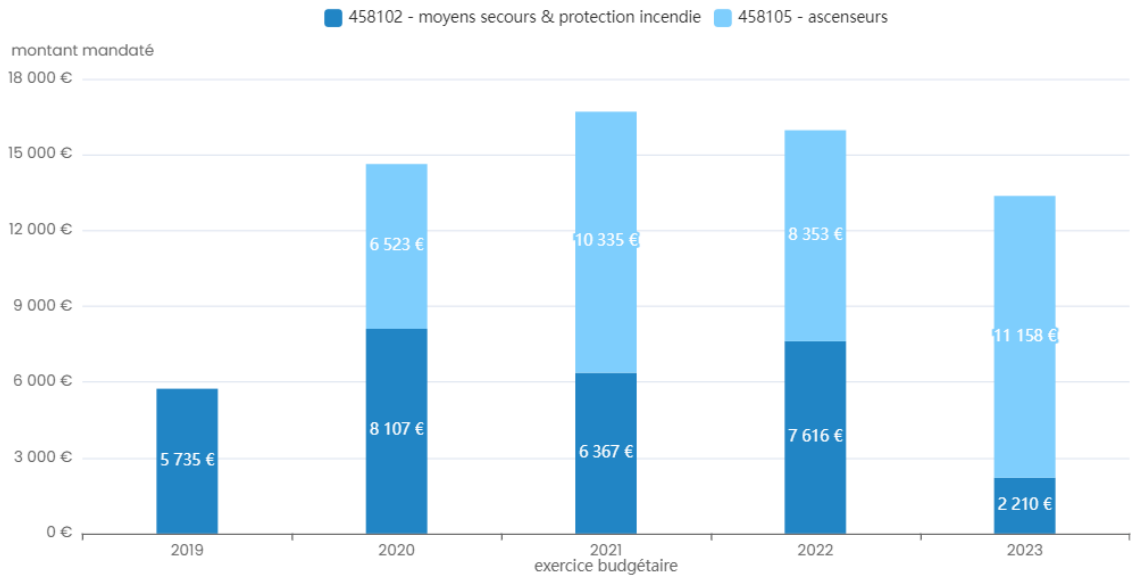
| Service | Membres du groupement | Coordonnateur | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| garage | CATV, Vendôme, CCAS, CIAS | CATV *Formule intégrée partielle* | Fourniture de carburant (hors GPL) par cartes accréditives multi-enseigne pour le parc de véhicules et d'engins de la commune de Vendôme, de la communauté d'agglomération Territoires vendômois, du centre intercommunal d'action sociale de Territoires vendômois et du centre communal d'action sociale de Vendôme. | 2021 - 2024 |
| ERP | CATV, Vendôme, CCAS, CIAS, RPN | CATV *Formule intégrée totale* | Maintenance, mise en sécurité et modernisation ascenseurs et élévateurs | 2023-2027 |
| ERP | CATV, Vendôme, CCAS, CIAS, RPN | CATV *Formule intégrée totale* | Fourniture et maintenance des moyens de secours et de protection contre l'incendie | 2023-2027 |



Evolution des dépenses de carburants depuis 2017 *(paiements directs par les collectivités de l'ATU)*




Maintenance des ascenseurs et moyens de secours et protection incendie




| Groupement | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 458102 - Moyens secours & protection incendie | | | 5 735 | 8 107 | 6 367 | 7 616 | 2 210 | **30 035** |
| 458105 - ascenseurs | | | | 6 523 | 10 335 | 8 353 | 11 158 | **36 368** |

## 1.4. Perspectives

| Service | Membres du groupement | Coordonnateur | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| Achats, marchés publics, DSP | CATV, Vendôme, CCAS, CIAS et RPN | CATV<br>*Formule intégrée partielle* | • quincaillerie et serrurerie<br>• outillage<br>• matériels électriques<br>• piles et batteries<br>• matériels de plomberie<br>• matériels de plomberie spécifique réseau et canalisation de distribution d'eau et d'assainissement | 2024 / 2028<br>*(attribution le 1er mars 2024)* |
| Voirie | Groupement en cours de constitution | *Formule à définir* | Etude de modes de déplacements doux | 2023 / 2024 |



**Formules intégrées totales :**

Une analyse des procédures sera réalisée par la direction de la qualité et du contrôle de gestion en 2024 afin d'évaluer l'impact de ce mode de gestion des achats sur l'organisation des services et sur la gestion budgétaire (complexité des opérations pour compte de tiers).

- Gains de la politique achat
- Complexité budgétaire :
  - Inscription budgétaire à prévoir par les services (principe de la déconcentration) : en dépenses et en recettes chez le coordinateur, en remboursements chez le(s) bénéficiaire(s).
  - Exécution des écritures par la DSF
  - Contrôle par la DQCG
- Solutions pour les communes intéressées, mais « empêchées » par le coût et la complexité de telles procédures.

Ce sujet sera abordé ensuite à comité achat.

# 2. Conventions de prestation

Définition :

Il s'agit de conventions permettant à une intercommunalité ou une commune d'assurer l'exercice d'une mission pour le compte d'une commune ou d'une intercommunalité. Cette convention fixe les modalités de la prestation de service et du calcul de son coût.

Elles peuvent être :

- Ascendante : de la commune vers l'intercommunalité
- Descendante : de l'intercommunalité vers la commune
- Horizontale : entre les communes de l'intercommunalité

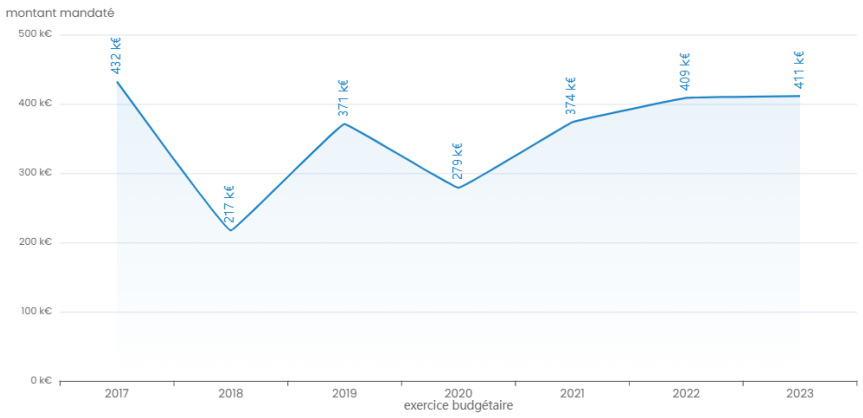
*Remarque : comme évoqué dans le précédent rapport de mutualisation, pour les conventions horizontales, un état des lieux a été mené pour faire mieux apparaître les prestations réalisées entre communes.*



## Contexte

Le nombre de convention de prestation varie en fonction des besoins des services et des contraintes rencontrées. Par leur souplesse de mise en œuvre, elles correspondent plus particulièrement aux besoins des services à la population et de leur nécessaire adaptation permanente aux besoins des usagers du territoire. Elles répondent également à des besoins ponctuels, ou bien à des situations transitoires comme dans le cas de transferts de compétence.

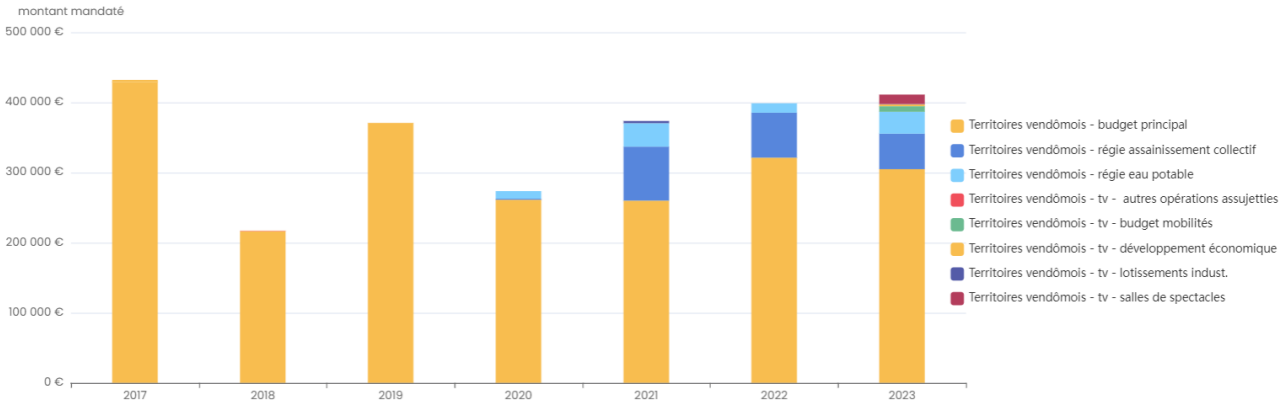
Focus sur les prestations ascendantes :



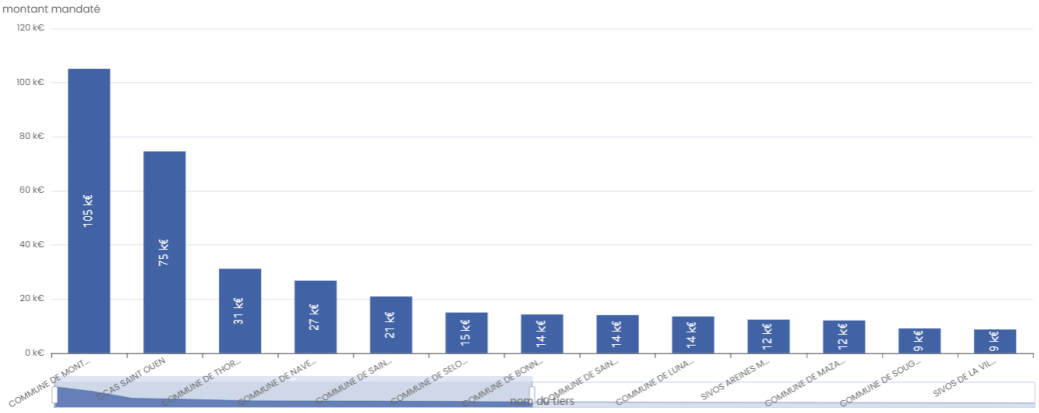

Les volumes financiers des prestations de services réalisées par les communes pour la CATV représentent désormais plus de 400 k€ par an.

Le système d'évaluation de la mutualisation gagne en maturité et permet à ce stade de la démarche de consolider les différents budgets de la CATV et particulièrement dans le cas des prestations de service réalisées par les communes, d'intégrer les régies eau et assainissement, ce qui n'était pas fait dans le rapport précédent.

Voici le suivi des mandatements réalisés chaque année dans les budgets CATV :

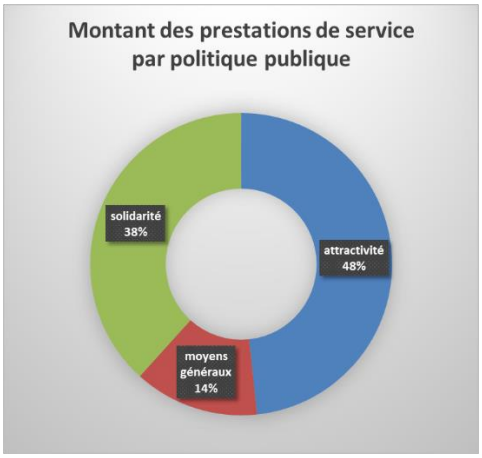


Les principales communes prestataires en 2023 sont : Montoire, CCAS de Saint Ouen (mise à disposition de locaux), Thoré la Rochette, Naveil, Saint Amand Longpré, Selommes, Bonneveau, Saint Firmin, Lunay, Mazangé, Sougé, Epuisay, et les Sivos d'Areines Meslay, la Ville aux Clercs, Vallée de Ronsard-Villedieu.






| Somme de Montant mandaté | Étiquettes de colonnes | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Étiquettes de lignes | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Total général |
| COMMUNE DE MONTOIRE SUR LE LOIR | 198 792 | 9 573 | 138 910 | 78 278 | 77 917 | 87 010 | 105 130 | 695 609 |
| CCAS SAINT OUEN | 46 281 | 59 323 | 55 936 | 59 803 | 56 433 | 56 238 | 74 592 | 408 606 |
| COMMUNE DE SAVIGNY SUR BRAYE | 48 579 | 56 476 | 75 185 | 11 531 | 28 071 | 11 749 | 4 102 | 235 693 |
| COMMUNE DE LUNAY | 33 796 | 38 108 | 16 149 | 26 127 | 5 476 | 10 577 | 13 573 | 143 806 |
| COMMUNE DE SAINT AMAND LONGPRE | 6 536 | 11 267 | 12 795 | 19 168 | 32 970 | 3 598 | 20 953 | 107 288 |
| COMMUNE DE SAINT FIRMIN DES PRES | 8 539 | 12 505 | | 20 999 | 14 597 | 30 266 | 14 090 | 100 997 |
| COMMUNE DE NAVEIL | | | 19 739 | 30 406 | | 19 514 | 26 820 | 96 480 |
| SIVOS AREINES MESLAY | | | | | 38 497 | 15 596 | 12 410 | 66 503 |
| SYNDICAT INTERCOMMUNAL | | | 7 946 | 11 726 | | 44 613 | | 64 286 |
| COMMUNE DE SAINTE ANNE | 52 000 | | | | 1 140 | | | 53 140 |
| COMMUNE DE THORE LA ROCHETTE | 13 724 | 1 743 | 3 907 | 779 | | | 31 216 | 51 369 |
| COMMUNE DE SELOMMES | | | 6 478 | 8 055 | 7 430 | 8 314 | 15 023 | 45 300 |
| COMMUNE D EPUISAY | | | 11 981 | 6 387 | 6 042 | 12 258 | 7 909 | 44 577 |
| COMMUNE DE VILLIERS SUR LOIR | | | 2 369 | 4 134 | 19 942 | 17 440 | | 43 885 |
| COMMUNE DE SAINT OUEN | 14 260 | 13 534 | 5 132 | | | 9 944 | | 42 870 |
| COMMUNE DE BONNEVEAU | | 2 067 | | | 10 305 | | 14 325 | 26 697 |
| COMMUNE DE MARCILLY EN BEAUCE | 2 259 | 2 229 | 1 471 | | 4 547 | 5 557 | 5 303 | 21 367 |
| COMMUNE DE HUISSEAU EN BEAUCE | | | | | 6 333 | 6 385 | 5 968 | 18 685 |
| COMMUNE DE TROO | | | | | 8 691 | 9 694 | | 18 385 |
| SIVOS DE LA VILLE AUX CLERCS | | | | | | 9 349 | 8 771 | 18 120 |
| COMMUNE DE SOUGE | | | 4 554 | | 4 257 | | 9 156 | 17 967 |
| COMMUNE D AZE | | | | | 8 286 | 8 286 | 468 | 17 041 |
| COMMUNE DE MAZANGE | | | | | | 3 915 | 12 101 | 16 016 |
| COMMUNE DE COULOMMIERS LA TOUR | | | | | 7 505 | 8 496 | | 16 001 |
| COMMUNE D ARTINS | | 1 789 | | | 4 222 | 3 909 | 5 004 | 14 923 |
| COMMUNE DE FONTAINE LES COTEAUX | 3 874 | 3 873 | | | 1 241 | 1 746 | 2 176 | 12 910 |
| COMMUNE DE GOMBERGEAN | | | | | 3 665 | 3 665 | 3 377 | 10 708 |
| COMMUNE DE LANCE | | | | | 1 929 | 4 099 | 4 423 | 10 451 |
| SIVOS MAZANGE FORTAN | | 1 674 | 7 429 | | | | | 9 103 |
| COMMUNE D AUTHON | | | | | 3 131 | 2 396 | 3 042 | 8 568 |
| SIVOS VALLEE RONSARD VILLEDIEU | | | | | | | 8 010 | 8 010 |
| COMMUNE DE VILLEDIEU LE | | | | | | 7 866 | | 7 866 |
| COMMUNE DE CELLE | 420 | | | | 3 648 | 3 648 | | 7 717 |
| COMMUNE DE SAINT RIMAY | 988 | | | | 2 343 | 1 994 | 1 648 | 6 973 |
| COMMUNE DE FORTAN | | | | | 6 909 | | | 6 909 |
| COMMUNE DE SAINT ARNOULT | | 1 811 | | | 3 395 | | | 5 206 |
| COMMUNE DE SAINT MARTIN DES | | | | | 3 444 | | | 3 444 |
| COMMUNE DE HOUSSAY | | | | 1 433 | | | 1 642 | 3 075 |
| COMMUNE DE LA VILLE AUX CLERCS | 951 | 819 | 938 | | | | | 2 708 |
| COMMUNE DE VILLERABLE | | | | | 735 | 547 | | 1 282 |
| COMMUNE DE DANZE | 744 | | | | | | | 744 |
| COMMUNE DES ESSARTS | 371 | 282 | | | | | | 653 |
| COMMUNE DE TOURAILLES | | | | | 480 | | | 480 |
| COMMUNE DE RAHART | 23 | 24 | | | | | | 47 |
| **Total général** | **432 139** | **217 096** | **370 919** | **278 824** | **373 581** | **408 671** | **411 232** | **2 492 462** |




L'intégration des données DCE dans le présent rapport, fait évoluer les proportions de prestation de service entre les politiques publiques de l'attractivité et celles des solidarités.

La gestion des équipements eau-assainissement et la mutualisation des structures de l'enfance (crèches, périscolaire municipal et extrascolaire communautaire), sont le lieu des mutualisations les plus fortes.



Les principaux services concernés par les prestations avec les communes :

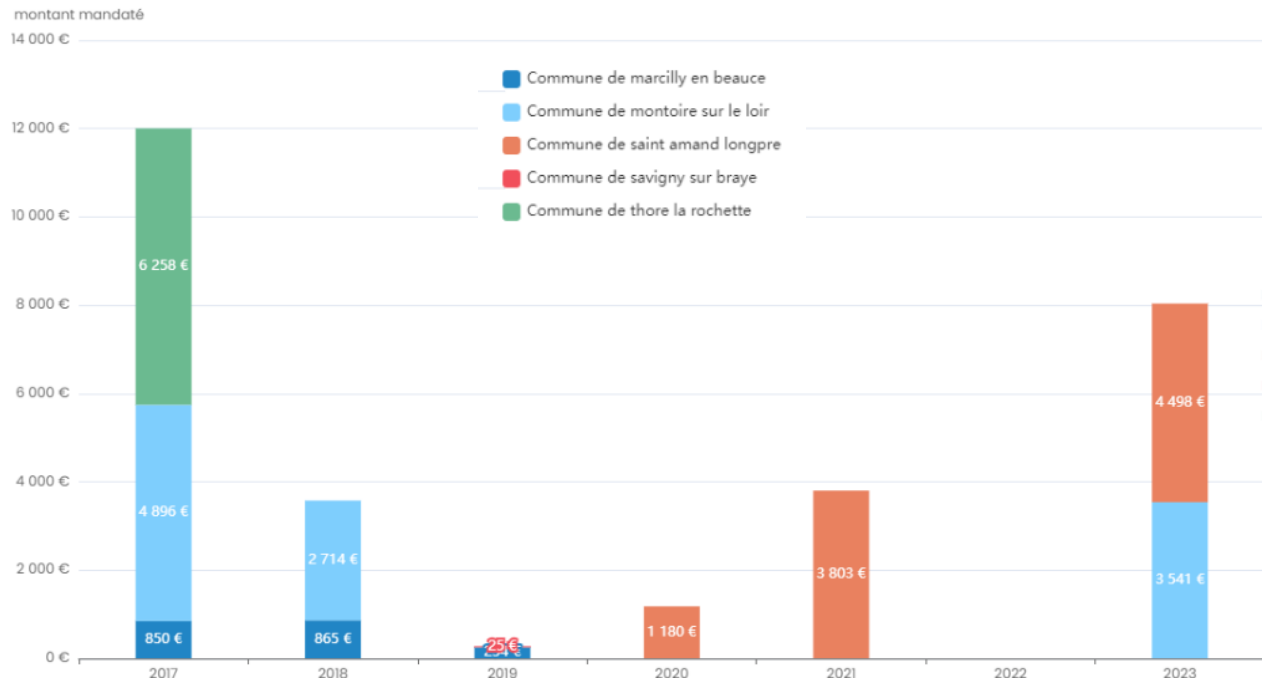
| Service | 2022 | 2023 |
|---|---|---|
| DEJELUTINS - DEJ - Enfance - La Maison des Lutins | 78 537 | 81 769 |
| DPECALINS - DPE - EAJE L'Ile aux Câlins | 56 238 | 74 592 |
| DCEEXPLOIT - DCE - Exploitation / Travaux | 60 042 | 51 261 |
| DEJENF - DEJ - Enfance | 43 629 | 51 170 |
| DEJEBULLE - DEJ - Enfance - La Bulle d'Air | 19 514 | 21 593 |
| DEJESELOM - DEJ - Enfance - Selommes | 8 219 | 13 882 |
| DAC - Direction de l'Attractivité Culturelle | | 13 513 |
| DDETDEVECO - DDET - Développement Economique | 3 108 | 11 066 |
| DVS - Direction Vie Scolaire | | 8 010 |
| DEJEDEBROU - DEJ - Enfance - Débrouillards | 9 503 | 6 615 |
| DVESERDROI - DVE - Accès aux Droits et aux Services | | 5 228 |
| DEJJMJMSL - DEJ - Jeunesse - Maison des Jeunes Monto | 3 924 | 4 955 |
| DACECMUSIQ - DAC - Direction de l'Ecole de Musique | 1 111 | 3 663 |
| DACLECTPUB - DAC - Direction des Médiathèques et de l | 2 697 | 2 671 |
| DVEP - Direction de la Voirie et de l'Eclairage | | 2 393 |
| DGS - Direction Générale des Services | 3 398 | 1 432 |
| DSPORTS - Direction des Sports | | 1 074 |
| DPEFARANDO - DPE - EAJE La Farandole | 591 | 1 023 |
| DSPORTSSER - DSPORTS - Service des Sports | 644 | 679 |
| DPERELAIS - DPE - Relais Petite Enfance | 252 | 605 |
| DVESILS - DVE - Service Intercommunal du Logement | | 209 |
| DSPORTSRPN - DSPORTS - Régie du Pôle Nautique | 2 058 | 114 |
| SANTEMSP - Politiques de santé - Maison médicale | 95 | 104 |
| DEJJSEJOUR - DEJ - Jeunesse - Séjour | | 60 |
| DVEPETUDES - DVEP - Bureau d'Etudes | 9 900 | |
| DACACTCULT - DAC - DEC - Action Culturelle | 9 248 | |
| DEJELUCIOL - DEJ - Enfance - Les Lucioles | 5 788 | |

## 2.1 Affirmer l'attractivité

### a) Développement économique

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ↑ Ascendante | Développement économique | Authon, Azé Bonneveau, Danzé, Epuisay Lunay, Montoire, Naveil, Saint Amand Longpré, Saint Firmin des Prés, Saint Ouen, Savigny, Sougé | Entretien des zones d'activité économique | Depuis 2019 |






### b) Environnement et des espaces verts

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ↔ Horizontale | DEEV – bureau d'études | Saint Ouen | Aménagement d'un verger | 2021/2022 |
| | | | Aménagement d'une plaine des sports (temps estimé = 200h) | 2023/2024 |

### c) Cycles de l'eau

Ces conventions de prestations ont été établies pour que les communes compétentes en eau et/ou assainissement jusqu'au 31/12/2019, assurent la transition durant l'année suivant le transfert. Il était en effet nécessaire que la DCE puisse s'approprier les ouvrages d'eau et d'assainissement auparavant gérés par les communes. Avec la crise sanitaire, un avenant a été passé pour prolonger le délai d'application de la convention.

Conventions arrêtées : Fortan (mi - 2020), Sainte Anne (2020), Lancé (2020), Saint-Martin des Bois (2020), Savigny sur Braye (2020), Houssay (2021), Villiers sur Loir (2021), Tourailles (2020), Azé (2021).

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ↑ Ascendante | DCE eau et assainissement | Azé, Coulommiers, Lancé, Lunay, Marcilly, Saint Anne, Thoré la Rochette, Tourailles, Villerable, Villiers, Artins, Bonneveau, Fontaine les Coteaux, Fortan, Houssay, Sougé, Saint Arnoult, Saint Martin, Saint Rimay, Savigny, Sougé, Trôo,, Gombergean | Entretien et prestations courantes | Après 2020 |

| nom du tiers | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| COMMUNE D ARTINS | 4 222 | 3 909 | 5 004 |
| COMMUNE D AUTHON | | | 672 |
| COMMUNE D AZE | 7 818 | 7 818 | |
| COMMUNE DE BONNEVEAU | 10 305 | | 13 629 |
| COMMUNE DE CELLE | 3 648 | 3 648 | |
| COMMUNE DE COULOMMIERS LA TOUR | 7 505 | 8 496 | |
| COMMUNE DE FONTAINE LES COTEAUX | 1 241 | 1 746 | 2 176 |
| COMMUNE DE FORTAN | 6 909 | | |
| COMMUNE DE GOMBERGEAN | 3 665 | 3 665 | 3 377 |
| COMMUNE DE HOUSSAY | | | 1 642 |
| COMMUNE DE HUISSEAU EN BEAUCE | 6 333 | 6 385 | 5 968 |
| COMMUNE DE LANCE | 1 929 | 4 099 | 4 423 |
| COMMUNE DE LUNAY | 1 199 | 1 329 | |
| COMMUNE DE MARCILLY EN BEAUCE | 4 547 | 5 557 | 5 303 |
| COMMUNE DE SAINT ARNOULT | 3 395 | | |
| COMMUNE DE SAINT MARTIN DES | 3 444 | | |
| COMMUNE DE SAINT RIMAY | 2 343 | 1 994 | 1 648 |
| COMMUNE DE SAINTE ANNE | 1 140 | | |
| COMMUNE DE SAVIGNY SUR BRAYE | 6 955 | 1 155 | |
| COMMUNE DE SOUGE | 3 982 | | 6 763 |
| COMMUNE DE THORE LA ROCHETTE | | | 31 216 |
| COMMUNE DE TOURAILLES | 480 | | |
| COMMUNE DE TROO | 8 691 | 9 694 | |
| COMMUNE DE VILLERABLE | 735 | 547 | |
| COMMUNE DE VILLIERS SUR LOIR | 19 942 | 17 440 | |

## 2.2 Renforcer les solidarités

### a) Enfance-jeunesse

Les coopérations entre la communauté d'agglomération et les communes, SIVOS et SIVS, présents sur le territoire et dotés de ressources éducatives, constituent un des piliers de l'action de Territoires vendômois en faveur de l'enfance et de la jeunesse.
Trois principes guident en ce sens l'action de la communauté d'agglomération :

- ⇨ Le maintien de toutes les solutions de proximité à destination des familles qui préexistaient à la création de Territoires vendômois, et qui permettent de bénéficier de 23 accueils collectifs de mineurs gérés ou soutenus par la communauté d'agglomération, auxquels s'ajoutent cinq points rencontre jeune et un système de transport au départ de chaque commune pour les animations sur inscriptions ;
- ⇨ Une égale accessibilité tarifaire pour accéder à toutes ses structures ;
- ⇨ Le choix d'une souplesse des modes de coopération pour garantir des systèmes de gestion adaptés aux situations propres des territoires vendômois.

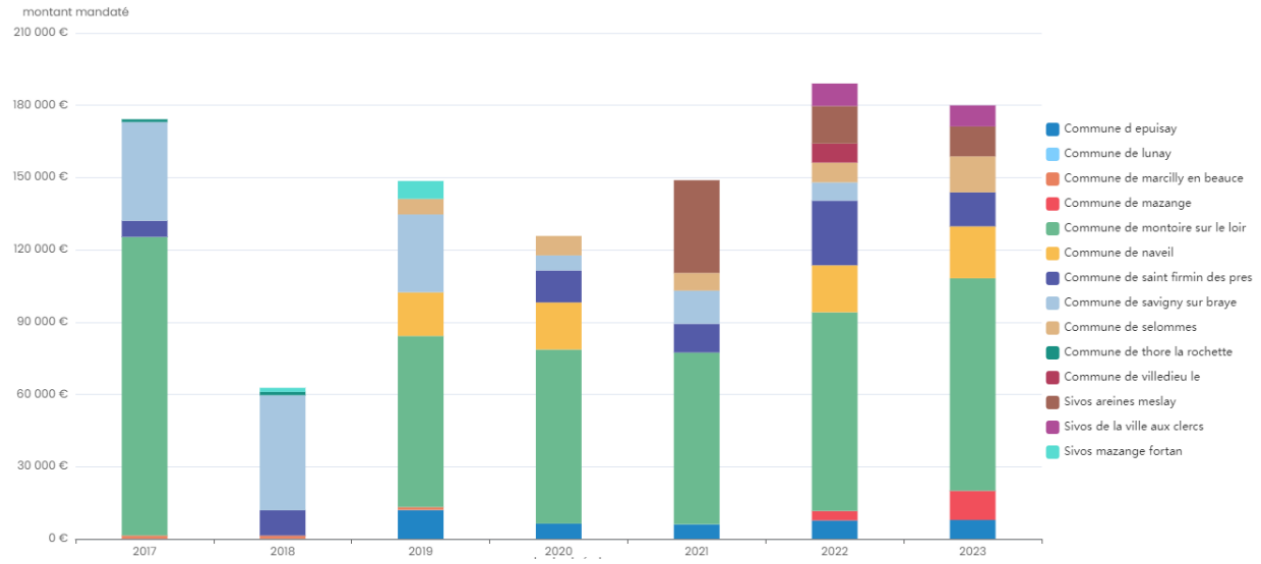


En ce sens la communauté d'agglomération est engagée en 2021 dans 25 coopérations pérennes différentes avec 17 structures distinctes, celles-ci prenant globalement 4 formes, les conventions de prestations de service avec délégation de la gestion de l'accueil collectif pour mineurs (ACM), les mêmes conventions pour fournir des prestations indispensables à la gestion par Territoires vendômois de ses propres ACM (repas, entretien des locaux), les conventions de mise à disposition de locaux ou les conventions de mise à disposition de personnel.

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Epuisay | Prestation de services pour mise en ordre de fonctionnement de l'école accueillant l'ALSH sur le temps extrascolaire sans délégation de gestion | Depuis 2017 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Mazangé | Prestation de service pour délégation de gestion d'un ALSH ouvert 3 semaines au mois de Juillet | Depuis 2020 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Montoire | Prestation de services pour mise en ordre de fonctionnement du bâtiment accueillant l'ALSH à toutes les vacances scolaires sans délégation de gestion | Depuis 2017 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Naveil | Prestation de services pour mise en ordre de fonctionnement de l'école accueillant à toutes les vacances l'ALSH, sans délégation de gestion | Depuis 2018 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Saint-Firmin-des-Prés | Prestation de services pour mise en ordre de fonctionnement de l'école accueillant l'ALSH à toutes les vacances (sauf Noël) et fourniture de repas, sans délégation de gestion | Depuis 2017 |

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ↑ **Ascendante** | DEJ | SIVOS La-Ville-aux-Clercs Romilly-du-Perche Chauvigny-du-Perche | Prestation de de délégation de gestion de l'ALSH ouvert à toutes les vacances | Depuis 2021 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | SIVS Montoire | Prestation de services pour réception et mise en chauffe de repas fournis par un prestataire extérieur, installation et nettoyage d'un réfectoire | Depuis 2023 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Thoré-la-Rochette | Prestation de services de fourniture de repas | Depuis 2017 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Villedieu-le-Château | Prestation de services avec délégation de gestion de l'ALSH ouvert à toutes les petites vacances (sauf Noël) | Depuis 2021 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Saint-Ouen | Prestation de services pour mise en ordre de fonctionnement du bâtiment communal situé sur la commune d'Houssay accueillant un ALSH associatif à toutes les vacances d'été | Depuis 2022 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Savigny-sur-Braye | Prestation de services pour mise en ordre de fonctionnement de l'école accueillant l'ALSH à toutes les vacances | Depuis 2021 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Selommes | Prestation de services pour mise en ordre de fonctionnement du bâtiment accueillant l'ALSH aux vacances d'été | Depuis 2017 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Villedieu-le-Château | Prestation de services avec délégation de gestion de l'ALSH ouvert à toutes les petites vacances (sauf Noël) | Depuis 2021 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | SIVOS Areines-Meslay | Prestation de services avec délégation de gestion de l'ALSH ouvert à toutes les petites vacances (sauf Noël) | Depuis 2017 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Savigny-sur-Braye | Prestation de services pour mise en ordre de fonctionnement du bâtiment accueillant l'ALSH à toutes les vacances sans délégation de gestion | Depuis 2017 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | Selommes | Prestation de services pour mise en ordre de fonctionnement du bâtiment accueillant l'ALSH au mois de Juillet sans délégation de gestion | Depuis 2018 |
| ↑ **Ascendante** | DEJ | SIVOS Areines-Meslay | Prestation de services de délégation de gestion de l'ALSH ouvert à toutes les vacances (sauf celles de Noël) | Depuis 2018 |

## Evolution des remboursements de charges aux communes depuis 2017






| nom du tiers | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| COMMUNE D EPUISAY | | | 11 981 | 6 387 | 6 042 | 7 721 | 7 909 |
| COMMUNE DE LUNAY | 45 | 60 | 60 | | 60 | | |
| COMMUNE DE MARCILLY EN BEAUCE | 1 409 | 1 364 | 1 217 | | | | |
| COMMUNE DE MAZANGE | | | | | | 3 915 | 12 101 |
| COMMUNE DE MONTOIRE SUR LE LOIR | 123 928 | | 71 010 | 72 257 | 71 290 | 82 451 | 88 190 |
| COMMUNE DE NAVEIL | | | 18 109 | 19 551 | | 19 514 | 21 593 |
| COMMUNE DE SAINT FIRMIN DES PRES | 6 716 | 10 503 | | 13 240 | 11 911 | 26 834 | 14 090 |
| COMMUNE DE SAVIGNY SUR BRAYE | 40 973 | 47 750 | 32 317 | 6 279 | 13 788 | 7 592 | |
| COMMUNE DE SELOMMES | | | 6 478 | 8 055 | 7 338 | 8 219 | 14 919 |
| COMMUNE DE THORE LA ROCHETTE | 1 151 | 1 390 | | | | | |
| COMMUNE DE VILLEDIEU LE | | | | | | 7 866 | |
| SIVOS AREINES MESLAY | | | | | 38 497 | 15 596 | 12 410 |
| SIVOS DE LA VILLE AUX CLERCS | | | | | | 9 349 | 8 771 |
| SIVOS MAZANGE FORTAN | | 1 674 | 7 429 | | | | |

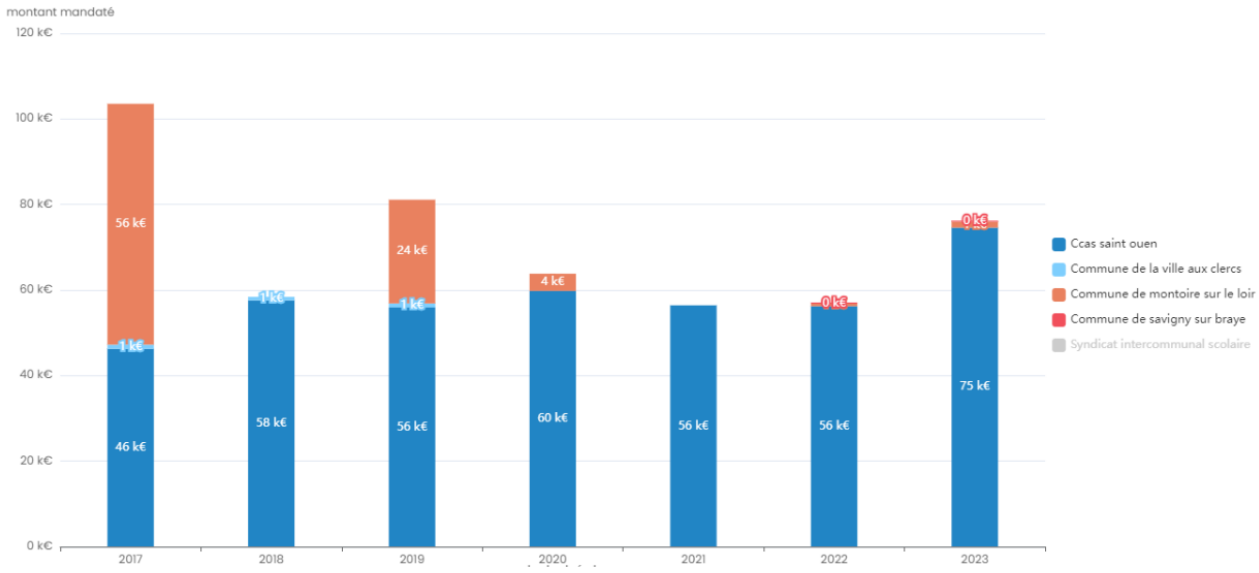
### b) Petite enfance

Le relais petite enfance intercommunal est la porte d'entrée du service public pour les questions liées à l'accueil des enfants de 0 à 6 ans en accueil collectif crèche ou chez un(e) assistant(e) maternel(le) agrée.
Le point d'accueil pour un premier contact par mail, téléphone ou accueil physique est centralisé à Vendôme, au pôle petite enfance. Pour permettre un service public de proximité, différents points d'accueils pour les animations et sur rendez-vous peuvent s'effectuer sur le territoire.

Pour ce faire une collaboration avec les communes est nécessaire :



| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ↑ Ascendante | DPE – La Farandole | SIVs Montoire | Fourniture des repas pour les enfants | Arrêt au 31 décembre 2022 *(=> fourniture par la cuisine centrale)* |
| ↑ Ascendante | DPE – RAM itinérant | Authon, La Ville aux Clercs, SIVs Montoire, Saint Amand Longpré, Saint Ouen, Selommes, Ternay | Mises à disposition gratuites de locaux | Depuis 2021 à 2024 selon les communes |
| ↑ Ascendante | DPE – Ile aux câlins | CCAS St Ouen | Mise à disposition de bâtiments | Depuis 2003 |
| ↑ Ascendante | DPE – relais petite enfance | La Ville aux Clercs | Mise à disposition de la salle de l'ancienne école maternelle | Depuis le 21 août 2023 |



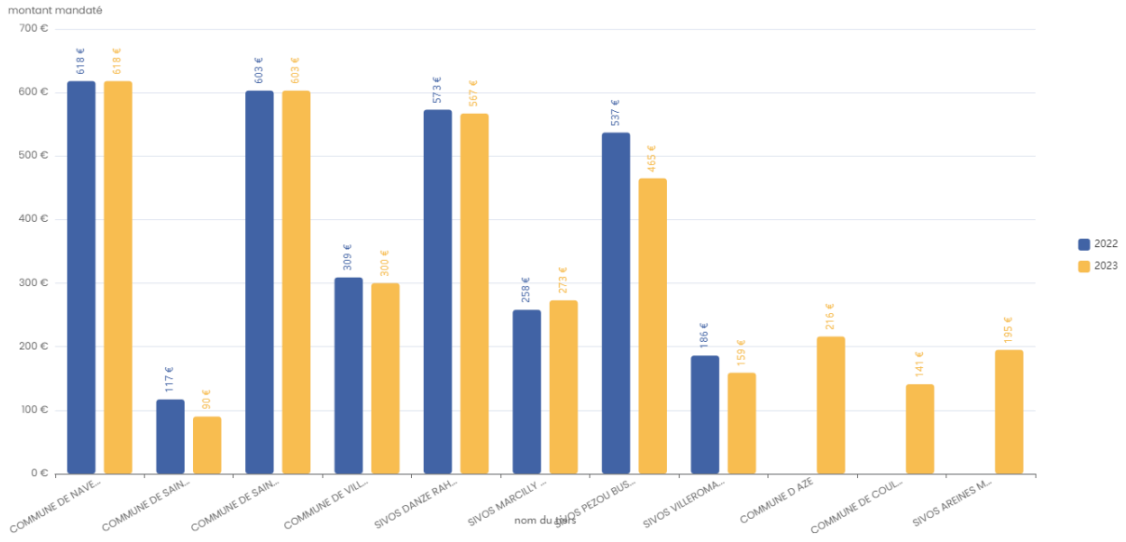
## c) Vie scolaire

*Rased (réseau d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté)*

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ⇔ Horizontale | Direction de la vie scolaire | Vendôme *(coordinateur)*<br><br>Areines, Azé, Coulommiers la Tour, Danzé, Épuisay, Marcilly en Beauce, Meslay, Naveil, Périgny, Pezou, Rahart, Saint Firmin des Près, Saint Ouen, Villeromain, Villemardy, Villerable, Villiers sur Loir, Villierfaux.<br>(communes ou SIVS) | Coordination des charges nécessaires au fonctionnement du réseau<br>= 3€/élèves *(effectif global)*<br><br>*(dans l'exercice d'une compétence communale, en l'absence de structure intercommunale)* | 2022-2025 |



Liste des paiements convention Rased à VV




| | 2022 | 2023 |
|---|---|---|
| NOM DU TIERS | MANDATÉ | MANDATÉ |
| COMMUNE D AZE | | 216 € |
| COMMUNE DE COULOMMIERS LA TOUR | | 141 € |
| COMMUNE DE NAVEIL | 618 € | 618 € |
| COMMUNE DE SAINT FIRMIN DES | 117 € | 90 € |
| COMMUNE DE SAINT OUEN | 603 € | 603 € |
| COMMUNE DE VILLIERS SUR LOIR | 309 € | 300 € |
| SIVOS AREINES MESLAY | | 195 € |
| SIVOS DANZE RAHART EPUISAY | 573 € | 567 € |
| SIVOS MARCILLY EN BEAUCE | 258 € | 273 € |
| SIVOS PEZOU BUSLOUP LIGNIERES | 537 € | 465 € |
| SIVOS VILLEROMAIN VILLEMARDY | 186 € | 159 € |
| Total | **3 201 €** | **3 627 €** |

Montant restant à charge de Vendôme pour ses propres effectifs

- 2022 = 3 456 €
- 2023 = 3 441 €

*Erratum : paiements non rattachés Rased pour 2022 pour les communes d'Azé (255€) et Coulommiers (129€) et le Sivos Areines-Meslay (153€).*

*Scolaire et périscolaire*

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ⇔ Horizontale | Restauration scolaire | Mazangé – RPI Lunay Mazangé | Mise à disposition d'agent pour la préparation de repas et le transport liaison chaude et froide des denrées<br>4h/j<br>(sur période scolaire) | Depuis le 21/8/2019 |
| ⇔ Horizontale | Restauration scolaire | Mazangé – Lunay | Confection des repas à Lunay (sur période scolaire) | 15/6/2020 |
| ⇔ Horizontale | Transport scolaire | Mazangé – Lunay – Fortan | Navette bus matin et soir sur période scolaire | 15/06/2020 |
| ⇔ Horizontale | Vie scolaire | Areines – Meslay et leur SIVOS | Mise à disposition de service pour personnel administratif et technique<br>En 2023 :<br>Serv adm Areines<br>= 720h pour un coût de 31 370 €<br>Serv adm Meslay<br>= 156h pour un coût de 5 329 €<br>Serv tech Meslay<br>= 38h pour un coût de 564 € | Depuis 2005 |
| ⇔ Horizontale | Périscolaire | St Ouen - SIVOS Areines Meslay | Mise à disposition d'un adjoint d'animation - 8h / sem scolaire<br>En 2023 :<br>248h pour un coût de 4 444 € | 2023/2026 |
| ⇔ Horizontale | Périscolaire | St Ouen – SIVOS Areines Meslay | Participation aux frais de fonctionnement de l'ALSH périscolaire<br>En 2023 : 9 517 € | 2022 / 2025 |

## 2.3 Moyens généraux

### a) Ressources administratives

*Guichet Unique*

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| 🡻 Descendante | Direction du Guichet unique : Back-office | Azé<br>SIVOS Areines/Meslay<br>St Firmin<br>La Ville aux Clercs<br>Montoire<br>Savigny *(arrêt au 1er janvier 2024)* | Gestion des inscriptions / facturations des activités périscolaires | Depuis 2018 |



En 2018, les communes d'Azé, Montoire, Saint-Firmin, Savigny-sur-Braye et le Syndicat de la Ville-aux-Clers, Chauvigny-du-Perche et Romilly-sur-Perche puis en 2019, le SIVOS d'Areines-Meslay ont demandé au guichet unique d'assurer pour leur compte les opérations d'inscription, de facturation et d'encaissement pour certaines des prestations ci-dessous :

- accueil périscolaire du matin midi et du soir ;
- restauration scolaire ;
- accueil périscolaire du mercredi après-midi ;
- activités d'accueil de loisirs ;

Les modalités de gestion ainsi que la tarification de la prestation réalisée ont été établies dès 2018 par voie de convention sur la base d'une grille de calcul avec des forfaits de paramétrage par type d'activités et un calcul par nombre d'enfants inscrits.
En 2023, il est apparu nécessaire d'actualiser les conventions en cours pour les raisons suivantes ;

- Le calcul était décorellé du temps passé pour les communes dont les activités sont les plus complexes, au détriment des communes aux activités les plus simples
- Le calcul ne tenait pas suffisamment compte du volume des activités qui apportent forcément plus de complexités
- Le montant des prestations facturé par le GU aux communes était en baisse alors que le temps passé par les équipes augmente

Constatant que la méthode d'évaluation avait vieilli et qu'elle avait besoin d'être réactualisée pour tenir compte des pratiques des usagers et des communes en 2023, une réflexion a été menée par la cellule back-office et la direction de la qualité et du contrôle de gestion. Elle a permis de dresser une synthèse de l'évolution du coût de la prestation et définir une nouvelle méthode de calcul pour établir :

- un tarif proportionnel à l'usage du service par les communes garantissant une meilleure équité entre les communes
- un tarif simplifié pour diminuer le temps passé par la cellule back office à l'établissement des factures aux communes.

Désormais, il n'est plus tenu compte des ouvertures de dossier famille assurées directement par les familles et le système de forfait par activité et de calcul sur le nombre d'inscrits volatils au cours de l'année est abandonné.

Avant la réunion du bureau communautaire du 5 juin, les représentants des communes et syndicats ont été réunis le 22 mai 2023 afin de leur présenter cet état des lieux ainsi que les nouvelles modalités de calcul simplifiées de la prestation de service. Les membres présents ont validé ces changements, Nicole Jeantheau rappelant l'intérêt pour les familles de n'avoir qu'un seul interlocuteur, le guichet unique, quelles que soient les activités facturées. Seule la commune de Savigny-sur-Braye a fait part de ses craintes sur le maintien de la convention du fait de l'augmentation importante de la prestation à régler.

Afin de définir un mode de calcul simplifié et juste de la prestation de service, le bureau communautaire dans sa séance du 5 mai a décidé :

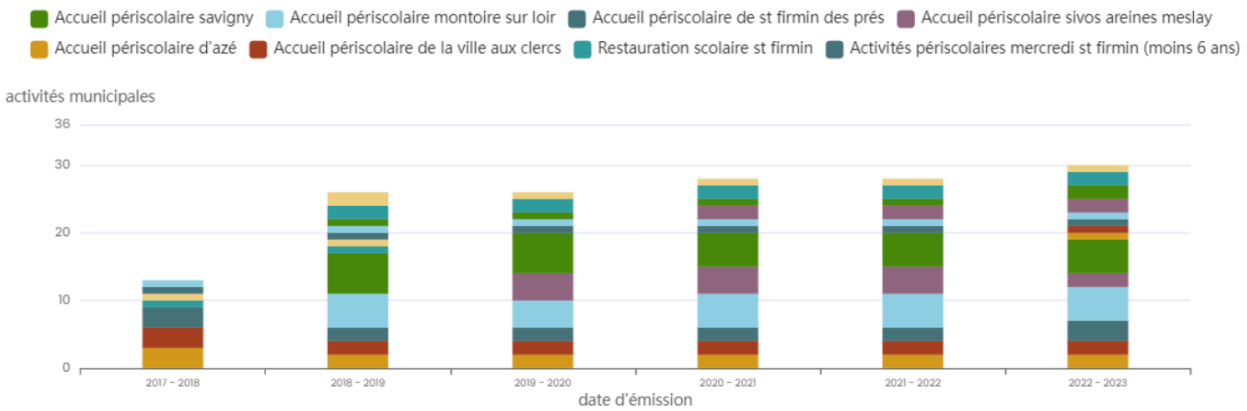
- de ne retenir comme base de calcul, que la part des charges variables du service back-office constatée sur les comptes administratifs CATV et ville de Vendôme pour le dernier exercice approuvé,
- d'utiliser l'indicateur d'activité en vigueur pour le service back-office dans la convention de mutualisation de l'ATU (pour 2023 : le montant des recettes enregistrées pour le compte des communes et syndicats) – indicateur qui pourra être modifié par le comité de mutualisation s'il devenait obsolète,
- d'utiliser pour la facturation de la présente prestation, l'unité d'œuvre obtenue chaque année par le ratio entre les charges variables constatées / l'indicateur d'activité en vigueur.



Ces nouvelles conventions sont applicables depuis le 1er septembre 2023. Seule la commune de Savigny-sur-Braye a fait savoir, par courrier en date du 21 septembre 2023, qu'elle mettait fin à la convention de prestation de service à compter du 1er janvier 2024 considérant cette prestation trop élevée alors qu'elle ne répond plus aux besoins des familles.

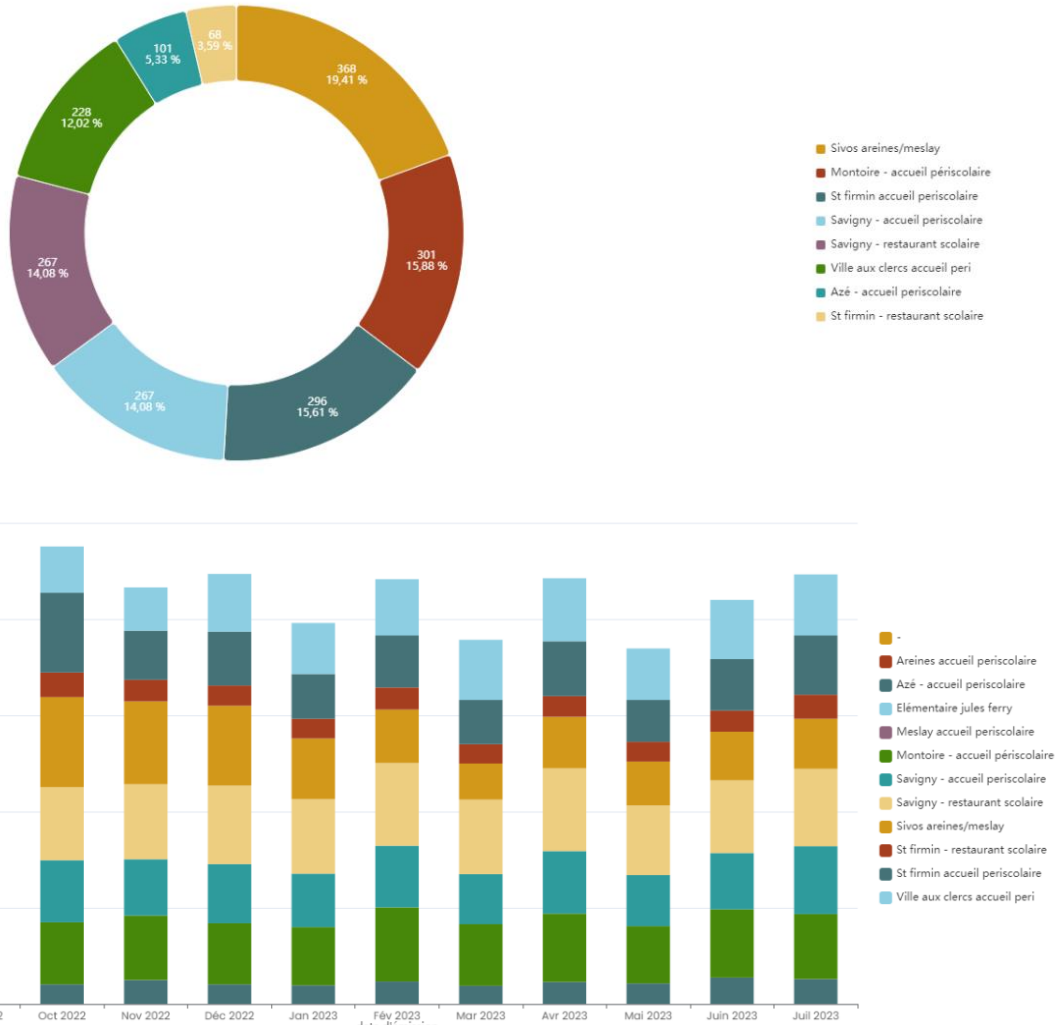
Sur les 489 activités gérées par le guichet unique, 30 concernent cette convention de prestation :

Evolution des activités municipales gérées par le guichet unique depuis 2017 (en années scolaires)

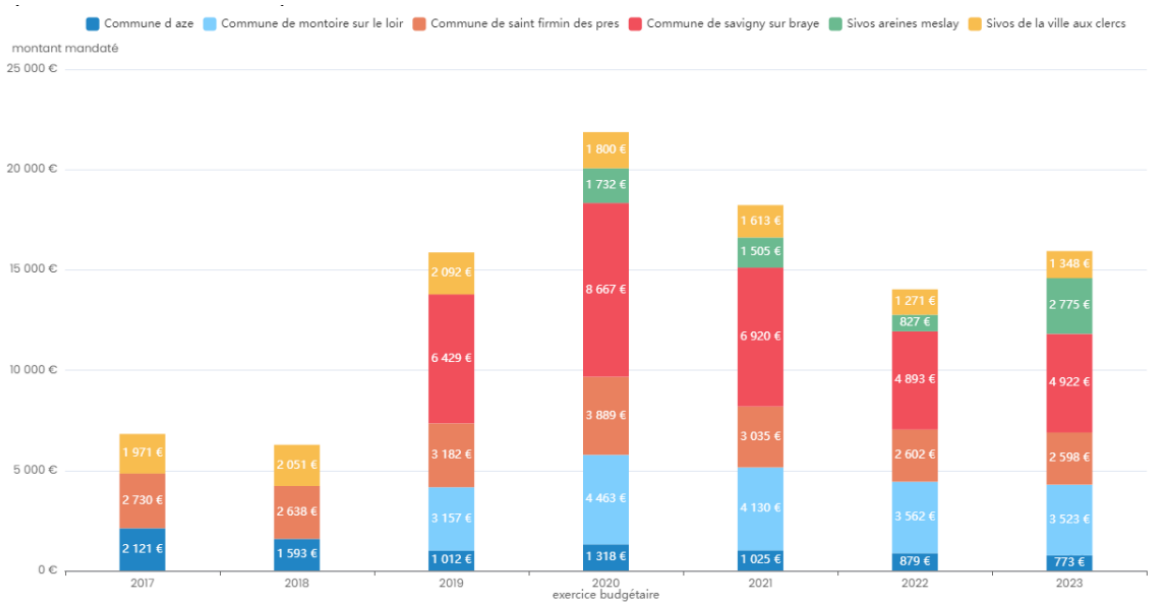



Cette convention s'inscrit dans la démarche certification Iso 9001 du guichet unique de la CATV. Au même titre que les autres activités du service, la convention est donc suivie de manière continue.

## Nombre d'inscriptions sur l'année scolaire 2022/2023 :




## Evolution des montants facturés aux communes dans le cadre de la prestation de service




La convention prévoit une réévaluation annuelle des tarifs. Ce sujet sera abordé lors des réunions de préparation de la rentrée scolaire 2023 avec les communes partenaires du guichet unique.

*Services administratifs*

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ⇔ Horizontale | Secrétariat de mairie | Villetrun - Rocé | Abonnements juridiques et administratifs<br>Participations au COS | Depuis le 12 novembre 2018 |
| ⇔ Horizontale | Secrétariat de mairie | Artins – Les Essarts | Mise à disposition de la secrétaire de mairie deux ½ journées par semaine | Depuis 2017 |



### b) Ressources techniques

*Convention entretien et dépannage des équipements communautaires*

Par décision du bureau communautaire du 11 décembre 2017, la convention de réalisation de prestation de service « entretien courant des équipements communautaires et des espaces verts » a été adoptée en vue de faciliter la gestion des équipements sur le territoire de la communauté.
En effet, sur le territoire de la ville de Vendôme, les services techniques, espaces verts et hygiène des locaux étaient déjà dans une démarche de mutualisation avec la CATV, via des services communs ou des conventions de prestation. Il convenait donc d'adopter une forme adaptée de coopération avec les autres communes accueillant des équipements communautaires.

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ↑ Ascendante | Techniques, espaces verts et hygiène des locaux | Authon, Azé, Crucheray, Lunay, Mazangé, Montoire, Rahart, Saint Amand, Savigny, Sougé | Interventions ponctuelles ou récurrentes de premier niveau sur les équipements communautaires par les services municipaux | Depuis 2018 |

Deux types d'intervention peuvent être demandés par les responsables des équipements communautaires, auprès des services des communes signataires :

- Les interventions ponctuelles dites de dépannage de premier niveau ;
- Les interventions récurrentes.

A ce stade, cette convention n'apporte pas entièrement satisfaction, même si elle permet le fonctionnement des services. En effet, les ressources RH des communes regroupant le plus grand nombre d'équipements communautaires sont difficilement mobilisables au-delà de leur premier périmètre d'interventions (les équipements municipaux).

**Situation de la réévaluation de cette convention :**
La réflexion est menée sur la meilleure manière de répondre aux besoins d'intervention de premier niveau, d'entretien et de maintenance sur les communes de Montoire-sur-le-Loir et de Savigny-sur-Braye et Saint Amand-Longpré qui regroupent les principaux équipements communautaires éloignés du centre technique.

Au bureau communautaire du 13 mai 2024, un avenant à la convention sera proposé pour actualiser les montants horaires de remboursement des interventions des agents communaux (montant non réactualisé depuis l'adoption initiale de la convention) :

| | barême de remboursement actuels (2018) | augmentation de 10% | nouveaux barême de remboursements |
|---|---|---|---|
| Hygiène des locaux | 22,00 | 2,2 | 24,20 |
| espaces verts | 25,35 | 2,535 | 27,89 |
| bâtiment | 26,06 | 2,606 | 28,67 |

| commune | équipement | type d'intervention | description de l'intervention |
|---|---|---|---|
| Montoire-sur-le-Lc | ALSH Les Lutins | espaces verts | Taille des haies, pelouses… |
| | | hygiène des locau | Entretien des locaux pendant les vacances scolaires sur le reste des locaux |
| | | | Entretien des locaux et points contact pendant les vacances scolaires sur une salle |
| | Bureaux | espaces verts | entretien arrière cour (taille, débroussaillage) |
| | | technique | Recyclage papiers bureaux - ramassage benne papier |
| | EAJE La Farandole | espaces verts | 4 tailles annuelles + tonte à la demande selon besoin |
| | | technique | allumer la chaudière l'hiver et la couper l'été |
| | | | nettoyage des vitres |
| | | | petits aménagements ou travauc de réparation |
| | EdM | espaces verts | désherbage, débouchage regards et gouttières |
| | | hygiène des locau | lundi matin, jeudi matin, vendredi matin |
| | | technique | amenagement rentrée |
| | | | déménagement été La Ruche |
| | Gymnase omnisports | espaces verts | entretien des espaces verts aux abords du gymnase |
| | | technique | évacuation des cendres |
| | Maison des Jeunes | espaces verts | Entretien des espaces verts |
| | | hygiène des locau | Ménage sur l'ensemble du bâtiment dont les WC notamment, poignées de porte et cuisine |
| | | technique | Maintenance annuelle de la chaudière et du site ( vérifications diverses) |
| | Médiathèque Nef Europa | espaces verts | Entretien parterre devant la média |
| | | technique | Déchetterie |
| | | | Petites réparations : electricité, plomberie |
| | piscine | espaces verts | tonte solarium |
| | | hygiène des locau | entretien des locaux |
| | | technique | caisse de la piscine |
| | station St Quentin | espaces verts | station + réserve foncière |
| Naveil | ALSH La Bulle d'air | espaces verts | (vide) |
| | | hygiène des locau | Entretien des locaux, points contact |
| | | technique | Réparations diverses: plombier, menuiserie, électriciens… |
| Saint Ouen | EAJE l'île aux câlins | espaces verts | 4 tailles annuelles + tonte à la demande selon besoin |
| | | technique | nettoyage des vitres |
| | | | petits aménagements ou travauc de réparation |
| | | | vidange du bac dégraisseur |
| Savigny-sur-Braye | ALSH Les Lucioles | espaces verts | Taille des haies |
| | | technique | Réparations diverses: plombier, menuiserie, électriciens… |
| | EdM | espaces verts | déherbage |
| | MdJ | technique | gouttières à déboucher |
| | Média-ludothèque Agora | espaces verts | Entretien du théâtre de verdure |
| | | technique | Déchetterie |
| | | | Mise en route de la chaudière, remise des copeaux au centre, vérification du niveau des copeaux, nettoyage du cendrier |
| | | | Petites réparations : electricité, plomberie |
| | piscine | technique | entretien des locaux |
| Selommes | Médiathèque de Selomm | espaces verts | Entretien pelouse derrière la media |
| | | technique | Déchetterie |
| | | | Petites réparations : electricité, plomberie |
| St-Firmin-des-près | ALSH Les Débrouillards | espaces verts | (vide) |
| | | hygiène des locau | Entretien des locaux en remplacement de l'agent TV lorsqu'elle est absente |
| | | | Entretien des locaux pendant les vacances scolaires |
| | | technique | Réparations diverses: plombier, menuiserie, électriciens… |
| Thoré-la-Rochette | ALSH Les Moussaillons | espaces verts | Taille des haies, pelouses, arbres |
| | | hygiène des locau | Entretien des locaux et points contact |
| | | technique | Réparations diverses: plombier, menuiserie, électriciens, informatique… |

Par ailleurs, la réflexion sur la gestion des équipements communautaires se poursuit.
Les services de la DPVEE ayant organisé leurs tournées de maintenance et de gestion préventive, des travaux ayant été réalisés dans un certain nombre d'équipements, les interventions techniques de premiers niveaux fonctionnent correctement.
Les équipements où les services d'hygiène des locaux municipaux interviennent sont organisés de manière stable.
Reste une difficulté plus prégnante sur la gestion des espaces verts et particulièrement des abords.

Pour les espaces verts, doivent être distingués :
- Les abords (espaces ouverts) en zone urbaine
- Les zones d'activités en périphérie
- Les espaces fermés aux publics (cours privatives, lagunes, etc…)

Un état des lieux est actuellement en cours auprès des communes concernées, afin d'intégrer les particularités de chaque situation et plus spécifiquement les conditions de transfert.
Une fois l'état des lieux achevé et le calcul des charges d'entretien réalisé, il conviendra d'étudier au cas par cas comment restituer aux communes ces espaces pour qu'elles en retrouvent le plein usage et puissent en harmoniser leur entretien avec le reste des espaces communaux.
Ce point pourrait conduire à une réévaluation en CLECT.

*Mutualisation des ressources techniques entre communes*

| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ⇔ Horizontale | Services techniques et espaces verts | St Amand – et ex CCCB Ambloy – Authon – Crucheray – Gombergean – Huisseau Lancé – Nourray – Périgny – Pray – Prunay-Cassereau – St Gourgon Selommes - Tourailles – Villechauve – Villemardy Villeporcher - Villeromain | Mise à disposition d'équipements<br>- Broyeur de branches : 35€/h<br>- Balai rotatif : 15€/h<br>- Cylindre de voirie : 30€/h<br>- Lame : 10€/h<br>- Plaque vibrante : 10€/h<br>Et mise à disposition d'agent communal : 27,96€/h<br><br>Total 2023 = 109€<br>Total 2024 = 3 920 € | Depuis 2021 |
| ⇔ Horizontale | Services techniques et espaces verts | St Amand – SIVs Armandinois | Entretien courant des équipements et des espaces verts<br>Taux horaire = 27,96 €<br>Total 2023 = 13 826 € | Depuis 2023 |
| ⇔ Horizontale | Services techniques | Les Hayes – St Martin des Bois | Mise à disposition de l'agent technique (15h St Martin et 20h Les Hayes) | Depuis 2020 |
| ⇔ Horizontale | Services techniques | Villetrun - Rocé | Utilisation et entretien du matériel communale (godet, citerne, nettoyeur haute pression, tondeuse, bétonnier, échafaudage, tracteur, etc)<br>2022 :<br>Rocé à Villetrun = 445€<br>Villetrun à Rocé = 345 €<br><br>2023 :<br>Rocé à Villetrun = 396 €<br>Villetrun à Rocé = 2 710 € | Depuis le 17 novembre 2016 |
| ⇔ Horizontale | Services techniques | Artins – Les Essarts | Mise à disposition de l'agent technique et du matériel de voirie ½ journée par semaine | Avant 2000 |
| ⇔ Horizontale | Services techniques | Saint Anne – Gombergean | Mise à disposition<br>- Tracteur tondeuse de Ste Anne = 15€/h<br>- Tracteur faucheuse de Gombergean = 40€/h | 2024 |

# 3. Service aux communes

Définition :
Le service aux communes est une volonté politique de mettre à disposition, dans la mesure du possible, les ressources d'expertises de la CATV à ses communes membres, sans compensation financière.
Le service aux communes soutient également des actions de formation et l'animation de réseaux, dont celui des secrétaires de mairie et directeurs généraux des services du territoire.
(Cf. annexe n°2 - segmentation stratégiques = axe 3 : développer la mutualisation et le service aux communes).



## Contexte

Une partie importante du service aux communes ne peut pas être évaluée à ce jour, chaque service répondant aux questions courantes des communes sans en faire un suivi dans les plannings du logiciel Atal qui permet de consolider le temps passé par les équipes. Seuls les services rendus sur des durées plus conséquentes font l'objet d'un suivi individualisé.

## 3.1 Affirmer l'attractivité

### a) Sports

| Type de mutualisation | Service | Commune | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ↓ Descendante | Sports | Savigny-sur-Braye, Marcilly-en-Beauce, Saint-Ouen, Naveil et Villiers-sur-Loir | Prêt de matériel de contrôle de sécurité | tous les deux ans |

### b) Urbanisme – gestion des risques naturels

| Type de mutualisation | Service | Commune | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ↓ Descendante | DDUAE | Montoire | Problématiques liées à des mouvements de terrain | 2021 |
| | | Sougé | | 2022 |
| | Observatoire | Toutes | Référent auprès de l'observatoire de l'économie et des territoires : aide à l'utilisation du site WebSIG | |

### c) Mobilité

| Type de mutualisation | Service | Commune | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ⇔ Horizontale | Minibus | St Ouen – CCAS St Ouen – SIVOS Areines Meslay - association | Mise à disposition gratuite d'un minibus 9 places dans un rayon de 150km | 01/02/2024 |
| 🡻 Descendante | Voirie | Naveil | Prêt du système de comptage des véhicules | Juillet 2023 |
| 🡻 Descendante | Mobilité | Vendôme, Saint-Ouen, Areines, Meslay, Naveil et Sainte-Anne | Schéma directeur cyclable de l'aire urbaine de Vendôme : Etude et conseil pour les communes de. | Février 2022 à juin 2023 |
| 🡻 Descendante | Mobilité | Vendôme, Saint-Ouen, Areines, Meslay, Naveil, Montoire et Lunay. | Marché abribus et planimètres : rédaction du cahier des charges et appel d'offres | En cours |
| 🡻 Descendante | Mobilité | Vendôme et Montoire | Suivi de l'étude de logistique urbaine | Janvier 2022 à juin 2023 |



## 3.2 Moyens généraux

### a) Qualité et contrôle de gestion

| Type de mutualisation | Service | Commune - syndicat | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| 🡻 Descendante | DQCG - Expertise | SIVS Montoire | Analyse financière, Calcul de coût restauration scolaire, péri, extra et petite enfance | 2021/2022 |

### b) Logistique

| Type de mutualisation | Service | Commune | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| ⇔ Horizontale | Logistique | St Ouen – Montoire | Mise à disposition gratuite de barrières et scène | Annuelle (festival) |
| 🡻 Descendante | Logistique | Villavard | Barnum parvis de l'église | Annuelle |

### c) Transformation numérique Territoires vendômois

Les prestations de conseil ont pu être poursuivies durant l'année 2023, à la demande de certaines communes, dans les domaines touchant l'informatique et les télécommunications. (Voir le tableau ci-dessous).

Dans le cadre de sa mission de suivi du déploiement du très haut débit sur le territoire de l'agglomération par l'entreprise Val de Loire Fibre (délégataire du syndicat Val de Loire numérique), la DTNTV est intervenue régulièrement pour informer, mettre en relation, faire accélérer le raccordement d'entreprises de notre territoire, ainsi qu'aider à la résolution de situations bloquantes liées notamment à l'adressage.



Concernant cette dernière problématique, sujet capital conditionnant l'éligibilité à la fibre et donc une couverture optimale de notre territoire, l'enquête réalisée en 2022 avait permis de connaître l'état d'avancement des communes sur la complétude de leur adressage et création de leur base adresse locale. Pour rappel, la loi 3DS a étendu à toutes les communes l'obligation de procéder à un adressage exhaustif avec notamment le nommage de toutes les voies, et de transmettre ces adresses via la création d'une Base adresses locale (BAL).

33 communes (41 participants) ont pris part à ces sessions d'information/formation, dispensées par l'OET 41 (Observatoire de l'Economie et des Territoires 41) en avril et mai 2023.

Après ces sessions, la DTNTV est intervenue, à la demande, pour apporter son aide à la mise en œuvre du processus de mise en conformité.

| Type de mutualisation | Service | Commune | Description | Tempora-lité |
|---|---|---|---|---|
| 🡻 Descendante | DTNTV | Toutes communes | Interventions diverses en faveur des entreprises (et des commerces) du Territoire se trouvant confrontées à des problèmes d'éligibilité fibre ou à des blocages liés à des travaux | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | Toutes communes | Conseil et accompagnement des communes pour le dépôt de dossiers de subventions FACIL | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | Toutes communes | Apports règlementaires et pratiques dans le cadre de l'application du RGPD | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | Toutes communes | Travail technique et financier avec le GIP RECIA pour présentation aux communes de solutions répondant à des besoins communs :<br>- prestation de DPO mutualisé<br>- solutions de e-administration *(envoi dématérialisé au contrôle de légalité, convocation dématérialisée des élus, ...)*<br>- prestation d'audit sécurité<br>Présentation par le GIP RECIA en conseil des maires le 23/11/2023 | 2023 |

| Type de mutualisation | Service | Commune | Description | Tempora-lité |
|---|---|---|---|---|
| 🡻 Descendante | DTNTV | 40 communes intéressées (45 agents) | Poursuite et fin des sessions de formation organisées en collaboration avec le service formation et le CNFPT sur le thème "Accompagnement à la mise en conformité RGPD" - Travail sur la mise en forme d'un registre de conformité et début de rédaction d'un registre de traitement | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | 33 communes intéressées (41 participants) | Mise en place d'une formation/information pour "la mise en conformité de l'adressage des communes - création de la nouvelle Base Adresse Locale (BAL)", assurée par l'Observatoire de l'Economie et des Territoires | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | BONNEVEAU FORTAN | En accompagnement de la DVE (direction du vivre ensemble), acquisition de deux configurations informatiques supplémentaires permettant de mettre à disposition des communes intéressées une solution de visioconférence (application de la DDFIP) au profit des publics éloignés du numérique. Au total, 30 communes ont été équipées de configurations matériel et 4 uniquement du logiciel DDFIP. | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | AMBLOY | Conseil et accompagnement sur la mise en conformité de leur adressage | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | ARTINS | Conseil sur la mise en conformité de leur adressage | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | ARTINS | Accompagnement / interventions pour l'aide à la résolution de divers désordres occasionnés par des travaux de déploiement de la Fibre sur la commune | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | FAYE | Conseil sur des questions RGPD | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | PÉRIGNY | Conseil et accompagnement sur la mise en conformité de leur adressage | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | SAINTE-ANNE | Conseil et accompagnement sur la mise en conformité de leur adressage | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | SAINT-MARTIN-DES-BOIS | Conseil et accompagnement sur la mise en conformité de leur adressage | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | SAINT-OUEN | Conseil et information sur la mise en place prévisionnelle d'un système de vidéoprotection. | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | VILLAVARD | Conseil et accompagnement sur la mise en conformité de leur adressage | 2023 |

| Type de mutualisation | Service | Commune | Description | Tempora-lité |
|---|---|---|---|---|
| 🡻 Descendante | DTNTV | VILLAVARD | Accompagnement / interventions pour l'aide à la résolution de désordres occasionnés par des travaux de déploiement de la Fibre sur la commune | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | VILLEMARDY | Conseil et accompagnement sur la mise en conformité de leur adressage | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | VILLERABLE | Conseil et accompagnement sur la mise en conformité de leur adressage | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | VILLIERS-sur-LOIR | Conseil et accompagnement pour la réalisation d'un audit complet de l'informatique du groupe scolaire. Rédaction d'un rapport d'analyse avec préconisations et priorisations - aide à la consultation des entreprises | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | VILLIERS-sur-LOIR | Conseil et accompagnement sur leur projet de raccordement à la Fibre et migration en téléphonie IP du groupe scolaire | 2023 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | SELOMMES | Point sur l'élaboration en cours du schéma de vidéoprotection intercommunal | 2024 |
| 🡻 Descendante | DTNTV | VILLETRUN | Point sur l'élaboration en cours du schéma de vidéoprotection intercommunal | 2024 |



### d) Animation de réseaux

Les réunions avec les secrétaires de mairie et directeurs généraux des services des 65 communes du territoire se sont poursuivies en 2023 au rythme d'une séance par trimestre.
Ces rencontres sont l'occasion d'échanger sur des dossiers thématiques, de commenter des points d'actualité juridique et de présenter les services et outils de la collectivité.

Elles sont aussi l'occasion d'accueillir des organismes extérieurs, collectivités, services de l'état et partenaires qui viennent présenter devant ces professionnels communaux leur structure et leurs actions.

Ainsi, en 2023 ont été reçus dans cette instance :

- Le service Prévision du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour une présentation de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)
- Le service de médiation familiale de l'ACESM de Loir-et-Cher (Association des Centres Educatifs et de Sauvegarde des Mineurs et Jeunes Majeurs)
- SOLIHA (solidaires pour l'habitat) - Agence immobilière sociale (AIS)
- Les services de la trésorerie de Vendôme (Gilles Dupin, Comptable public et Stéphanie Defaux, Conseillère aux décideurs locaux)

Ont également été abordés les sujets suivants :

- PLUiH - Etude sur la vacance des logements (plateforme en ligne), instruction des autorisations d'urbanisme une fois le PLUiH adopté pour les communes en RNU, Débat du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable), sursis à statuer
- Accès aux droits - Premier bilan du Bus France services
- Projet de service « aller vers » du CIAS
- Service de renfort administratif
- Référent déontologue
- Modification du règlement du fonds FACIL
- Présentation du projet de crématorium à Vendôme
- Présentation du projet de centre polyvalent d'activités (CPA)



| Type de mutualisation | Service | Communes | Description | Temporalité |
|---|---|---|---|---|
| **Réseaux** | Secrétariat Général | Toutes | Réunions des secrétaires de mairies et DGS : réseau créateur de liens et de partage d'expériences | Une réunion par trimestre. |

# 4. Services mutualisés

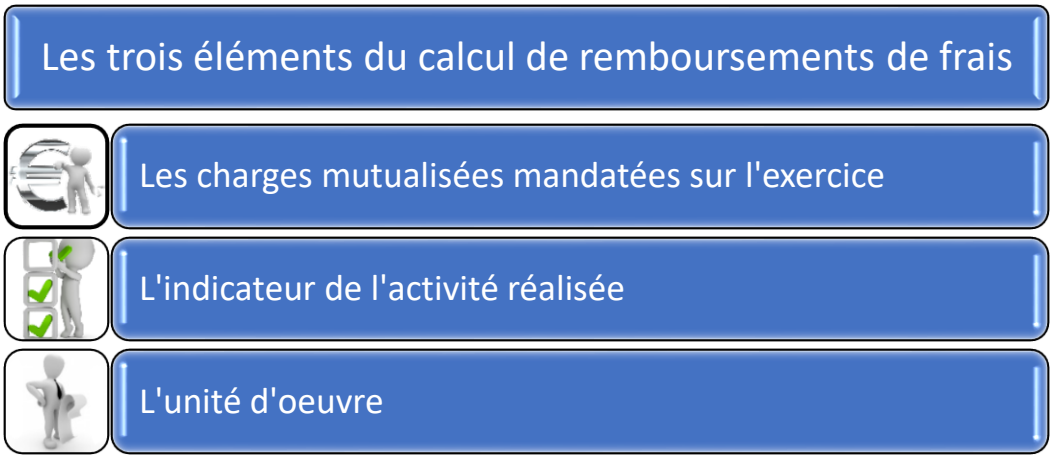
## Définition

Il existe deux types de services mutualisés :

- **Le service commun** dont peut se doter une intercommunalité à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, et éventuellement un ou plusieurs établissements rattachés à l'une ou aux autres, pour l'exercice des fonctions supports ou celui de compétences, en dehors de celles transférées. Une convention de service commun doit être signée et définit notamment les modalités de répartition des coûts.
- **Le service mis à disposition** recouvre la situation dans laquelle une intercommunalité ou une commune met ses services à disposition d'une commune ou d'une intercommunalité pour l'exercice des compétences de cette dernière. Une convention fixe les modalités de la mise à disposition et les conditions de remboursement des frais pour la collectivité bénéficiaire.



Trois éléments composent le calcul des remboursements de frais de mutualisation :




### A. Les charges mutualisées

Ce sont les charges constatées au compte administratif de l'année N.

Les charges des services intègrent :

- Les charges RH (y compris l'absentéisme qui est un coût caché) ;
- Les charges de fonctionnement ;
- Les frais de bâtiments (énergies, maintenance, contrôles, etc.) ;
- Les charges d'informatiques spécifiques ;
- La téléphonie ;
- Les charges de fournitures de bureau et de papeterie ;
- Les investissements nécessaires au fonctionnement du service (montants hors FCTVA).

Sont déduits des charges RH, les remboursements d'assurance lors d'arrêts maladie encaissés sur l'année du calcul (en décalage avec le moment de l'arrêt).

Ne sont pas pris en compte les achats directs pour une collectivité seule, et par conséquent non concernés par la mutualisation.

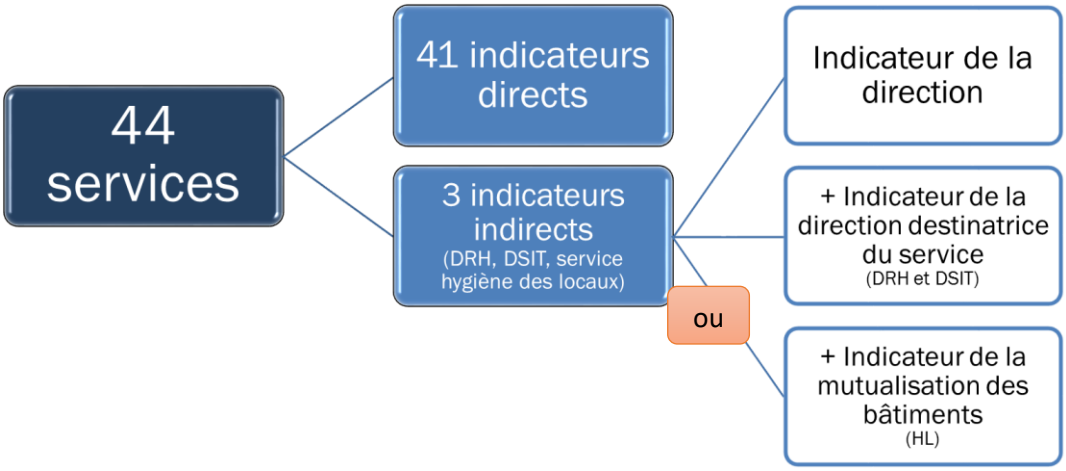
## B. Les indicateurs

La convention a défini par délibération les indicateurs qui permettent d'évaluer les activités mutualisées de chaque service (Cf. annexe n°3) :

- *Temps passé*
- *Nombre d'équivalents marchés publics*
- *Nombre de bulletins de paye*
- *etc.*

Ces indicateurs sont directs ou indirects.

L'indicateur indirect ajoute à l'indicateur du service, celui du service destinataire ou du bâtiment.




**Nota bene sur l'indicateur *« temps passé »***

**Le temps passé est un indicateur retenu fréquemment par les services.**

**Par souci de simplicité et afin de réduire le temps de saisie des heures dans le logiciel Atal, le choix a été fait de ne retenir dans cet indicateur que les heures d'intervention des services sur le terrain ou de traitement des dossiers/événements.**

**Sont donc exclus du « temps passé » : les temps administratifs, les temps de coordination des équipes, les temps d'entretien du matériel, etc. L'ensemble de ces tâches est réparti au prorata des temps opérationnels ou temps de production.**

## C. L'unité d'œuvre

**L'unité d'œuvre est le ratio entre** $\frac{\boldsymbol{charges\ mutualisées\ constatées\ au\ compte\ administratif}}{\boldsymbol{valeur\ de\ l'indicateur}}$

L'unité d'œuvre de mutualisation permet de mesurer les moyens mis en œuvre sur une année, en rapport avec l'activité produite. Ce ratio laisse donc apparaître les changements d'organisation et les investissements réalisés qui peuvent le faire varier significativement.

L'unité d'œuvre de mutualisation donne une information globale au niveau d'une direction (ou d'un service en fonction du choix fait lors de la rédaction de la convention). Chaque direction réalise des actions multiples. Le présent calcul ne mesure pas les activités individuellement, mais bien l'ensemble des réalisations de la direction.

L'unité d'œuvre varie d'une année sur l'autre en fonction

- de l'engagement de la collectivité sur la direction concernée ;
- du niveau de l'activité réalisée.

Il conviendra de suivre l'unité d'œuvre dans le temps et d'expliquer par un retour opérationnel des services, les variations du ratio (exemple : suppression d'un poste et ajout d'une activité, changement de mode de gestion, achat d'un nouvel équipement, investissements, etc.).

**Rappel :**
**L'unité d'œuvre ne correspond pas à un coût de revient qui serait, quant à lui, calculé sur toutes les charges nécessaires au service (donc intégrant potentiellement les charges non mutualisées par les collectivités). Il se calculerait sur une année d'activité (quelques soient les exercices comptables de mandatement : n-1, n, n+1). Pour ce qui est des investissements, le coût de revient tiendrait compte de la valeur des amortissements en cours et non des dépenses mandatées sur l'exercice.**



### D. Le calcul et l'affectation des charges indirectes aux budgets annexes

Dans l'objectif d'évaluer les politiques publiques, il convient également de chiffrer les charges indirectes nécessaires au fonctionnement des services. Ces charges correspondent aux moyens mis en œuvre par d'autres services pour permettre au service opérationnel de fonctionner : paiements des factures fournisseurs par le service finances, gestion des carrières et des payes des agents par le service RH, etc.

Cette démarche de rattachement des charges indirectes est nécessaire dans le cadre de l'affectation des charges dites « de structures », aux budgets annexes, et plus particulièrement aux SPIC - services publics industriels et commerciaux.
L'ensemble de ce travail contribue à la transparence de l'action publique souhaitée par la loi NOTRe, au respect des règles budgétaires et à la qualité comptable des collectivités membres de l'ATU.

Le comité de mutualisation réuni le 13 octobre 2022, puis la réunion de mairie-présidence du 25 novembre, ont défini les modalités de calcul des charges indirectes dans le cadre de la convention de mutualisation. Ces règles s'appliqueront pour les écritures de refacturation du budget principal aux budgets annexes en année n+1, comme pour le reste des charges de la convention de l'ATU.
Ont été retenues les missions de service public des budgets annexes suivants :

- les régies eau et assainissement ;
- le développement économique ;
- la mobilité.

Dans un souci de simplicité, ne seront recalculées pour les budgets annexes et les services, que les charges indirectes des services mutualisés dont les indicateurs sont suivis au niveau du service demandeur et qui correspondent à des interventions significatives. Les charges indirectes des services dits « accessoires » ne seront pas recalculées et resteront affectées au niveau du budget principal.

**Sont donc concernés par les calculs de charges indirectes aux budgets annexes, les services suivants :**

- pour les ressources administratives : la DRH, la DSF, les assurances, les marchés publics et le courrier (lorsque le logiciel de dématérialisation sera opérationnel) ;
- pour les ressources techniques : la DEEV, la DPVEE, la DLM, la DSIT, le service hygiène des locaux.

**Resteront affectés au niveau du budget principal de la collectivité, sans répartition au niveau des services et des budgets annexes :**

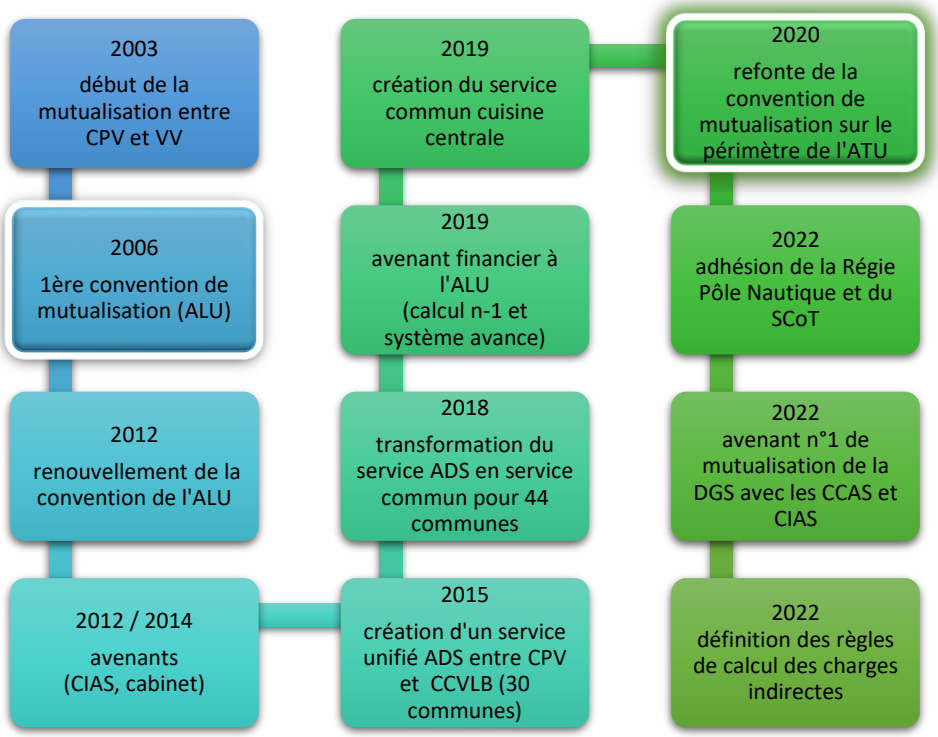
- la DGS
- le cabinet et la DCRLI
- la DAJ (hors assurances, et marchés publics)
- la DQCG
- le secrétariat général et le service des assemblées
- le service foncier



*Par parallélisme des formes, la même méthode de calcul des charges directes et indirectes sera utilisée pour l'évaluation des politiques publiques et les calculs de coûts complets des services lorsque cela sera utile à la prise de décisions (sans application d'écritures comptables).*

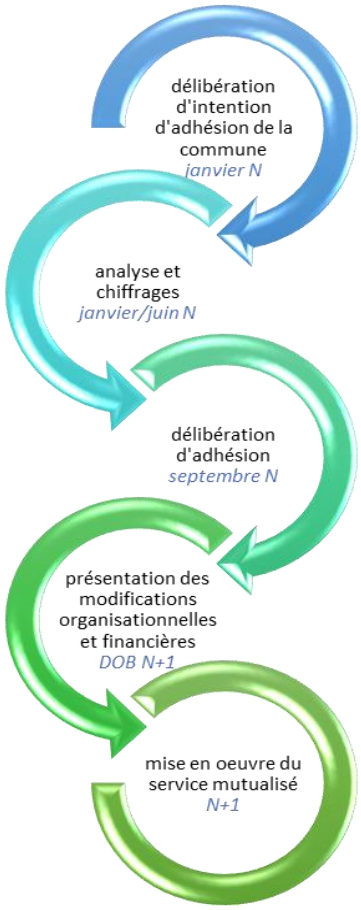
## Contexte

La ville de Vendôme et son intercommunalité sont entrées dans une démarche de mutualisation de leur administration dès 2003. Les premiers services communs et services mis à disposition ont été mutualisés en 2006 avec la création de l'administration locale unique (ALU) entre la ville de Vendôme, la Communauté du Pays de Vendôme, le CIAS, Valdem et le Scot.
En 2020, l'administration locale unique est transformée en administration territoriale unique (ATU). L'organisation est adaptée au périmètre d'une communauté d'agglomération.



**Principe d'adhésion d'une commune membre à un service mutualisé existant**

Lors de l'adoption de la nouvelle convention de mutualisation de l'Administration Territoriale Unique (ATU), la méthode d'adhésion des communes membres, aux services mutualisés a été présentée :
Cette méthode définit la temporalité qu'il convient de respecter pour permettre le bon fonctionnement des services lors des changements organisationnels qu'impliquent une mutualisation de services. C'est aussi une garantie de respect les procédures budgétaires pour la communauté d'agglomération comme pour les communes concernées.




Dans la convention de mutualisation, il a été convenu que toute nouvelle adhésion à un service mutualisé fait l'objet :

- de l'accord de la CATV pour les services gérés par la CATV ;
- de l'accord de la CATV et de la commune de Vendôme pour les services gérés par la commune de Vendôme.

Toute nouvelle adhésion doit faire l'objet d'une convention avec la CATV pour les services gérés par la CATV, et avec la CATV et la commune de Vendôme pour les services gérés par la commune de Vendôme.

*Nota pour la création d'un nouveau service mutualisé : l'ordre des étapes restant identique, la temporalité peut s'adapter. En effet, il convient dans ce cas, de répondre aux contraintes des différents acteurs, au moment opportun pour la mise en œuvre du nouveau service. Une création n'amène pas à modifier une organisation déjà en place comme c'est le cas pour l'intégration d'une ou plusieurs communes. Les écritures budgétaires s'y rattachant feront l'objet d'une décision modificative.*

La convention de mutualisation prévoit les modalités financières de répartition des charges entre les membres à partir d'indicateurs définis pour chaque service. Les indicateurs peuvent être modifiées par le comité de mutualisation.
Par délibération n°TVD20191209-38 du 9 décembre 2019, la CATV a adopté les nouvelles modalités de la convention de mutualisation de l'administration territoriale unique qui comporte 44 services communs ou services mis à disposition et décrit chacun des indicateurs utilisés pour le calcul des charges de chaque collectivité membre (CATV, ville de Vendôme, CCAS, CIAS).

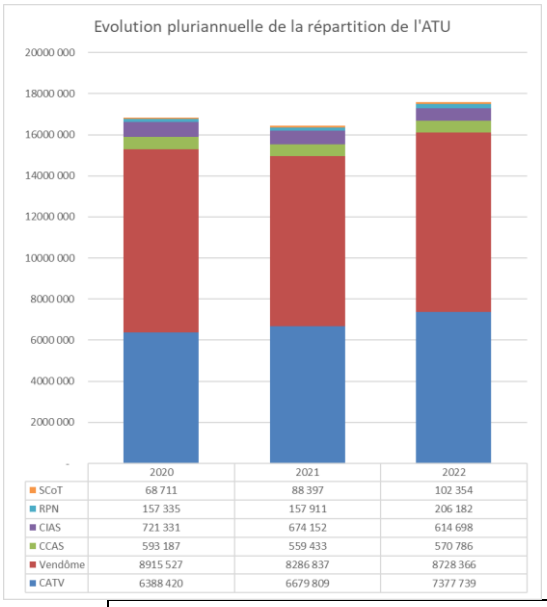
Depuis 2020 :

- 100% des moyens généraux et des services relevant des compétences partagées entre CATV et ville de Vendôme sont mutualisés ;
- Certaines directions ou services sont hors du périmètre de la mutualisation, même si le lien hiérarchique au niveau de la direction générale (DGA / DGS) rattache finalement ces services à l'organigramme commun de l'ATU :
    - Directions ou services propres à CATV : développement économique, musée, petite enfance, école de musique, cycles de l'eau, gens du voyage, santé, sports aquatiques ;
    - Directions ou services propres à VV : vie scolaire, police municipale, état civil, cimetières.

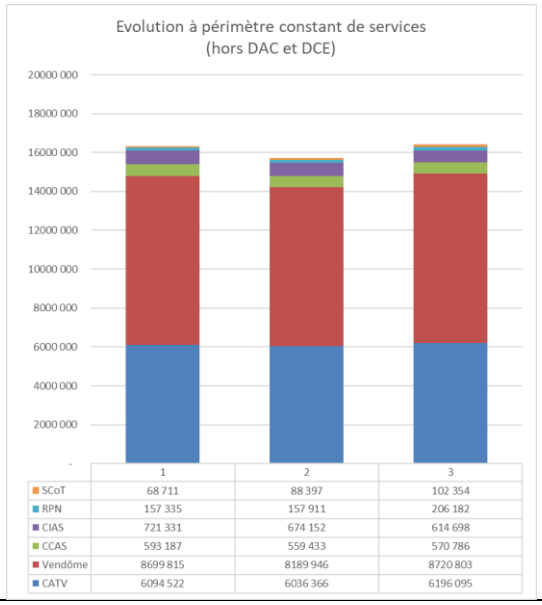
Le présent rapport tient compte de l'organisation des services de l'ATU à fin 2023 (Cf. annexe n°4).

Chaque année, l'évaluation de la convention de mutualisation intègre les modifications de l'organigramme nécessaires à l'efficience des services.
La comparaison pluriannuelle nous amène donc à procéder au retraitement des données globales :
En 2022 :

- La DCE (direction des cycles de l'eau), dans sa nouvelle organisation (et avec les rattachements des budgets annexes) a été intégrée au calcul de la mutualisation pour ce qui concerne la défense incendie et le pluvial non urbains de la Ville de Vendôme pour un montant global sur l'année de 1 181 644 € (dont 7 563 € pour VV).
- La DAC–programmation culturelle est sortie du dispositif (pour un montant de 741k€ en 2021).




| | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| SCoT | 68 711 | 88 397 | 102 354 |
| RPN | 157 335 | 157 911 | 206 182 |
| CIAS | 721 331 | 674 152 | 614 698 |
| CCAS | 593 187 | 559 433 | 570 786 |
| Vendôme | 8915 527 | 8286 837 | 8728 366 |
| CATV | 6388 420 | 6679 809 | 7377 739 |




| | 1 | 2 | 3 |
|---|---|---|---|
| SCoT | 68 711 | 88 397 | 102 354 |
| RPN | 157 335 | 157 911 | 206 182 |
| CIAS | 721 331 | 674 152 | 614 698 |
| CCAS | 593 187 | 559 433 | 570 786 |
| Vendôme | 8699 815 | 8189 946 | 8720 803 |
| CATV | 6094 522 | 6036 366 | 6196 095 |



**A périmètre de services constant, l'augmentation des charges des services mutualisés s'élèvent à 4,5% entre 2021 et 2022.**

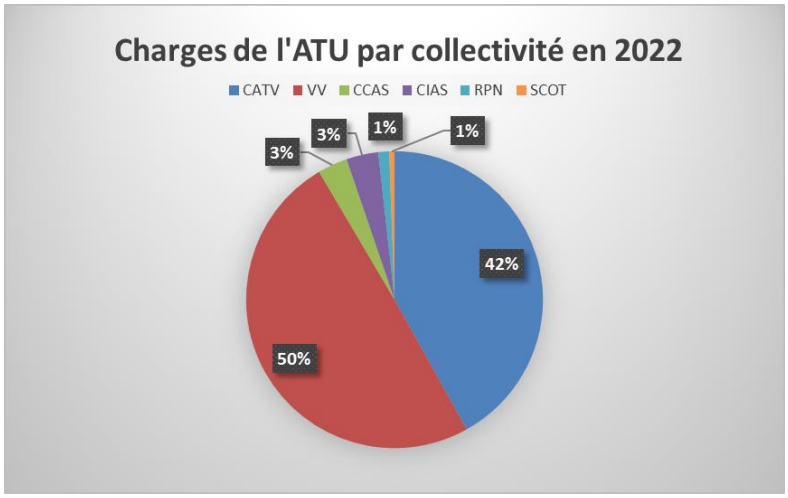
**Impacts COVID-19**

En 2022, les activités des services n'ont plus subi d'impacts liées à la crise sanitaire, contrairement aux années 2020 et 2021 :

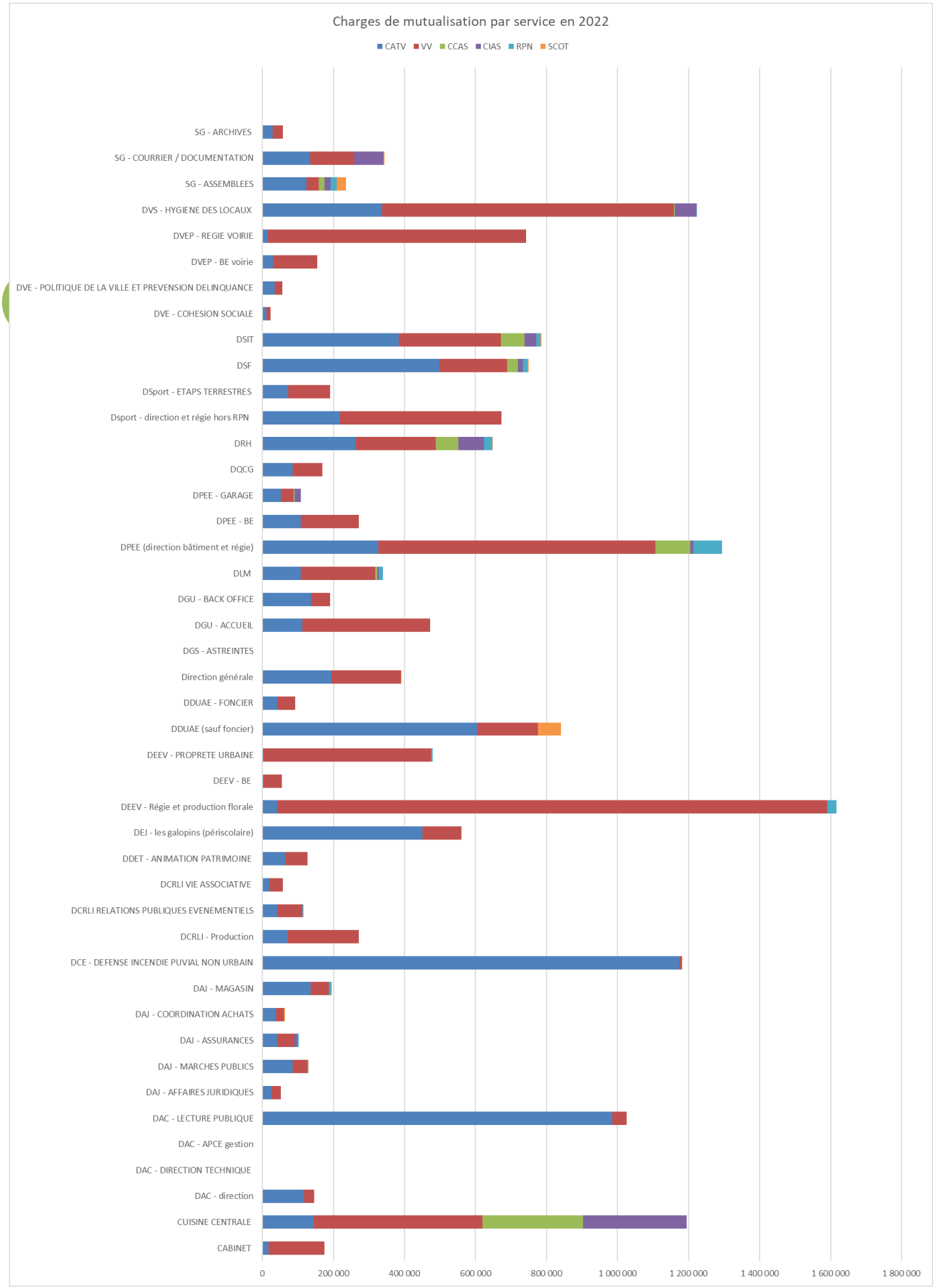
- soit par l'annulation d'événements ou la fermeture des services,
- soit par la modification de l'usage fait de certains équipements.

D'autres services avaient vu une augmentation de leurs charges en lien avec la mise en place de protocole spécifique.
Ces cas seront identifiés par le pictogramme suivant : 


**En 2022, le principal utilisateur de l'ATU reste la ville de Vendôme.** Cet usage des services est en lien direct avec le patrimoine bâti de la ville qui est le plus important des collectivités membres de l'ATU.




| | CATV | Vendôme | CCAS | CIAS | RPN | SCOT | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Montant en €** | 7 377 739 | 8 728 366 | 570 786 | 614 698 | 206 182 | 102 354 | 17 600 126 |

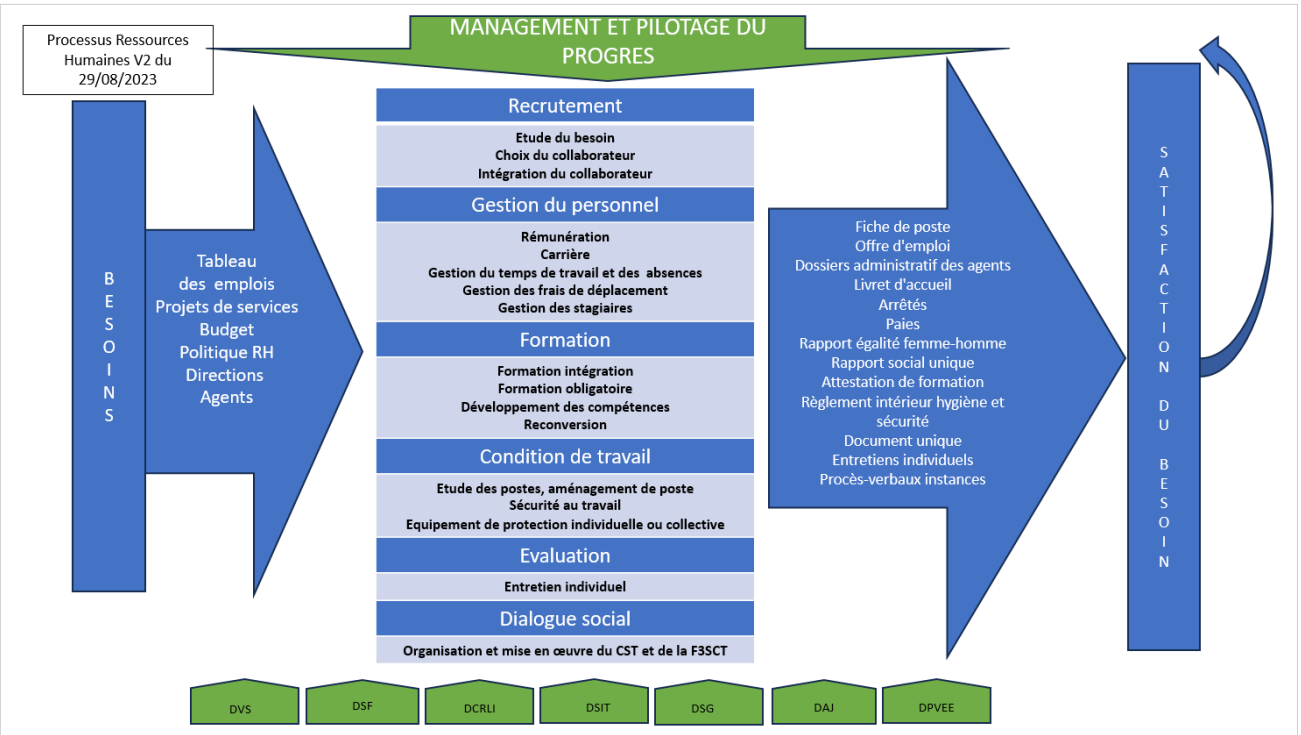



Ces montants retracent les charges directes des services mutualisés.

## Exemple de calcul : la direction des ressources humaines

La direction des ressources humaines (service commun porté par la CATV) travaille pour le compte des six collectivités membres de l'administration territoriale unique (CATV-Vendôme-RPN-CCAS-CIAS-SCoT) et participe ainsi pour chacune à la définition des orientations stratégiques en matière de ressources humaines. Cette direction étant un processus support du Guichet Unique dans le cadre de sa certification ISO9001, elle bénéficie des outils d'évaluation de la norme. Ainsi, il a été rédigé une cartographie qui retrace les différents processus des ressources humaines.






Les différents processus traitent :

- Du recrutement d'un collaborateur répondant au besoin de la direction concernée ;
- De la gestion administrative des agents de leur recrutement à leur départ (mutation, disponibilité, retraite…) selon les dispositions statutaires ;
- Du maintien et développement des compétences des agents par le biais de la formation ;
- Des conditions de travail permettant aux agents d'exercer leurs missions dans un environnement sécurisé avec une qualité de vie au travail ;
- Des entretiens d'évaluation des agents réalisés par leur encadrant ;
- Du maintien du dialogue social avec les représentants du personnel et l'organisation des instantes représentatives du personnel (CST-F3SCT).

Lors de la définition des règles de calcul de la convention de l'ATU en 2020, après avoir testé plusieurs possibilités, il a été choisi de répartir l'ensemble des charges de la direction à partir de l'indicateur unique *« bulletins de paye »*, validant le principe que l'ensemble des processus de la DRH pouvait être rattaché à cet élément de sortie qu'est le bulletin de paye d'un agent.

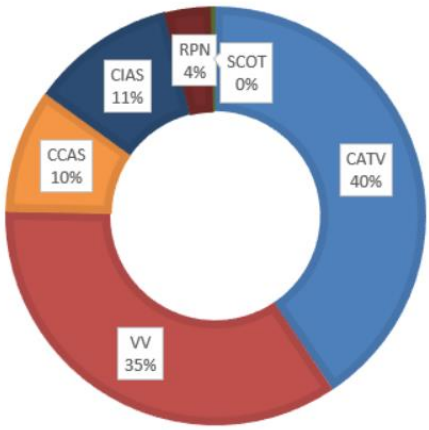
### a) Charges mutualisées

| Description des charges | Payées par CATV | Payées par ville de Vendôme | Total |
|---|---|---|---|
| Charges de personnel | 606 847 € | | 606 847 € |
| Atténuation charges (remboursements) | - 8 996 € | - 313 € | - 9 310 € |
| Achats magasin | 687 € | | 687 € |
| Téléphonique directe | 834 € | | 834 € |
| Informatique métier | 11 615 € | | 11 615 € |
| Locations de salles (AG, formations) | 1 350 € | | 1 350 € |
| Annonces et publications | 13 740 € | | 13 740 € |
| Bâtiment | 1 519 € | 12 475 € | 13 995 € |
| Autres charges | 3 715 € | | 3 745 € |
| Investissement | 5 719 € | | 5 719 € |
| **Total charges 2022** | 637 031 € | 12 192 € | **649 223 €** |



### b) Indicateur :

Indicateur = nombre d'équivalents payes par collectivité.



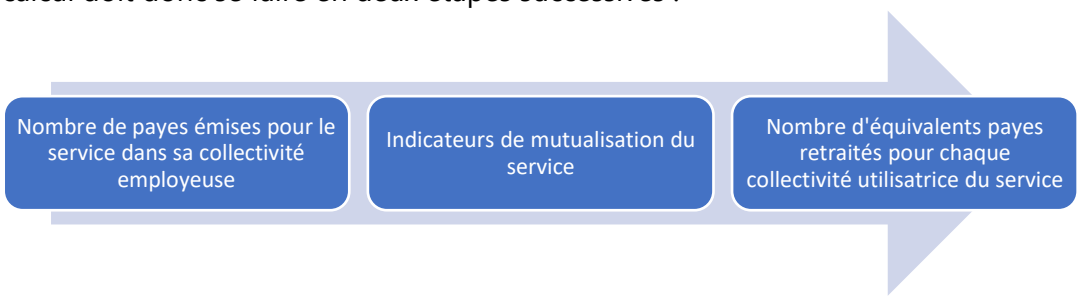

Nombre d'équivalents payes en 2022 :

- CATV : 4 258 ⇨ 40,5 %
- Vendôme : 3 649 ⇨ 34,7 %
- CCAS : 1 009 ⇨ 9,6 %
- CIAS : 1 177 ⇨ 11,2 %
- RPN : 375 ⇨ 3,6 %
- SCOT : 33 ⇨ 0,3 %

Total : 10 501 payes

Cet indicateur est un des trois indicateurs complexes décrits en introduction de cette partie sur les services mutualisés. En effet, pour que les charges de la DRH soient réparties correctement sur les six collectivités membres de l'ATU, il n'est pas possible de s'appuyer sur le nombre de bulletins émis par collectivités « employeuses » (par qui sont émis les salaires des agents), puisque la plupart des services sont eux-mêmes mutualisés.

Le calcul doit donc se faire en deux étapes successives :



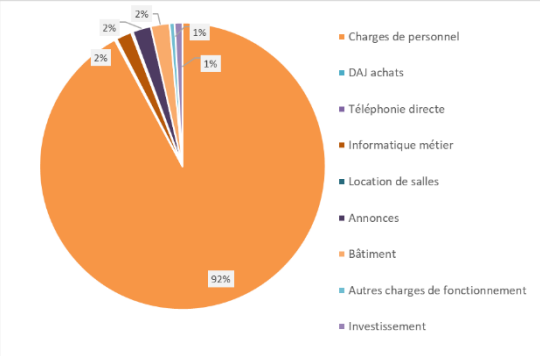
Voici la manière dont l'ensemble des services sont retraités (chaque année en fonction de leurs propres activités, et donc de leurs taux de mutualisation respectifs) :

| Collectivité employeuse | Service /direction | Total de paies émises | Tx de mutualisation du service en % | | | | | | | nbre d'équivalents paies | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | CATV | VV | CCAS | CIAS | RPN | SCOT | total | CATV | VV | CCAS | CIAS | RPN | SCOT | total |
| TV | Elus | 249 | 100 | | | | | | 100 | 249 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 249 |
| TV | CAB-Cabinet | 12 | 10 | 90 | | | | | 100 | 1 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| TV | DCRLI-Com./relations locales/inter. | 108 | 25,9 | 74,1 | | | | | 100 | 28 | 80 | 0 | 0 | 0 | 0 | 108 |
| TV | DGS-Direction générale des services | 33 | 50 | 50 | | | | | 100 | 17 | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 |
| TV | DRH-Ressources humaines | 167 | | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TV | DSF-Stratégie financière | 234 | 66,4 | 25,5 | 4,1 | 2 | 1,7 | 0,3 | 100 | 155 | 60 | 10 | 5 | 4 | 1 | 234 |
| TV | DSIT-Systèmes d'info. et télécoms | 98 | 48,9 | 36,6 | 8,4 | 4,3 | 1,5 | 0,3 | 100 | 48 | 36 | 8 | 4 | 1 | 0 | 98 |
| TV | DLM-Logistique et manifestations | 98 | 31,73 | 61,75 | 2,05 | 1,13 | 3,34 | | 100 | 31 | 61 | 2 | 1 | 3 | 0 | 98 |
| TV | SG-Secrétariat général | 91 | 52,8 | 14,9 | 7 | 7,25 | 7,15 | 10,9 | 100 | 48 | 14 | 6 | 7 | 7 | 10 | 91 |
| TV | DAJ-Affaires juridiques | 139 | 49,8 | 46,5 | 1,4 | 0,9 | 0,5 | 0,9 | 100 | 69 | 65 | 2 | 1 | 1 | 1 | 139 |
| TV | DGASP-Services à la population | 12 | 49,98 | 49,98 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 100 | 6 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| TV | DEJ-Enfance et jeunesse | 715 | 80,3 | 19,7 | | | | | 100 | 574 | 141 | 0 | 0 | 0 | 0 | 715 |
| TV | DS-ETS-Pôle technique | 85 | 32,3 | 67,7 | | | | | 100 | 27 | 58 | 0 | 0 | 0 | 0 | 85 |
| TV | DVS-Hygiène des locaux | 205 | 24,8 | 69,1 | 0,3 | 5,5 | 0,2 | 0,1 | 100 | 51 | 142 | 1 | 11 | 0 | 0 | 205 |
| TV | DPE-Petite Enfance | 628 | 100 | | | | | | 100 | 628 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 628 |
| TV | DGU-Accueil guichet unique | 85 | 23,8 | 76,2 | | | | | 100 | 20 | 65 | 0 | 0 | 0 | 0 | 85 |
| TV | DVE-Vivre ensemble | 76 | 55 | 45 | | | | | 100 | 42 | 34 | 0 | 0 | 0 | 0 | 76 |
| TV | CIAS-Centre interco. d'action sociale | 12 | | | | 100 | | | 100 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | 0 | 12 |
| TV | DGAADT-Attractivité et dynamiques terr. | 12 | 49,98 | 49,98 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 100 | 6 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| TV | DDUAE-Dév. urbain et aménag. de l'esp. | 213 | 72 | 20,3 | | | | 7,7 | 100 | 153 | 43 | 0 | 0 | 0 | 16 | 213 |
| TV | DDET-Développement éco. et touristique | 292 | 42,9 | 57,1 | | | | | 100 | 125 | 167 | 0 | 0 | 0 | 0 | 292 |
| TV | DPEE-Patrimoine et effica. énergétique | 380 | 25,2 | 60,3 | 7,6 | 0,7 | 6,2 | | 100 | 96 | 229 | 29 | 3 | 24 | 0 | 380 |
| TV | DVEP-Voirie et éclairage public | 185 | 2 | 98 | | | | | 100 | 4 | 181 | 0 | 0 | 0 | 0 | 185 |
| TV | DCE-Cycles de l'eau | 286 | 100 | | | | | | 100 | 286 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 286 |
| TV | DEEV-Environnement et espaces verts | 13 | 100 | | | | | | 100 | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 |
| TV | DEDC-Action et program. cult. et événem. | 282 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 100 | 282 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 282 |
| TV | DEDC-Ecoles de musique | 401 | 100 | | | | | | 100 | 401 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 401 |
| TV | DEDC-Médiathèques et lecture publique | 268 | 96 | 4 | | | | | 100 | 257 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 268 |
| TV | CG-Contrôle de gestion | 19 | 50 | 50 | | | | | 100 | 10 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 |
| TV | DGAP-DGA Pôle | 65 | 100 | | | | | | 100 | 65 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 65 |
| TV | Z-Autres services | 28 | 100 | | | | | | 100 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 28 |
| VV | Elus | 389 | | 100 | | | | | 100 | 0 | 389 | 0 | 0 | 0 | 0 | 389 |
| VV | CAB-Cabinet | 36 | 10 | 90 | | | | | 100 | 4 | 32 | 0 | 0 | 0 | 0 | 36 |
| VV | DCRLI-Vie asso, évén. et relat. inter. | 40 | 25,9 | 74,1 | | | | | 100 | 10 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 40 |
| VV | DPM-Police municipale | 59 | | 100 | | | | | 100 | 0 | 59 | 0 | 0 | 0 | 0 | 59 |
| VV | SG-Secrétariat général | 36 | 52,8 | 14,9 | 7 | 7,25 | 7,15 | 10,9 | 100 | 19 | 5 | 3 | 3 | 3 | 4 | 36 |
| VV | DR-Restauration | 218 | 12,1 | 39,8 | 23,7 | 24,4 | | | 100 | 26 | 87 | 52 | 53 | 0 | 0 | 218 |
| VV | DS-Sports | 25 | 32,3 | 67,7 | | | | | 100 | 8 | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 |
| VV | DS-Coordination des ETAPS | 49 | 37,8 | 62,3 | | | | | 100,1 | 19 | 31 | 0 | 0 | 0 | 0 | 49 |
| VV | DS-Gestion administrative et technique | 21 | 32,3 | 67,7 | | | | | 100 | 7 | 14 | 0 | 0 | 0 | 0 | 21 |
| VV | DS-ETS-Pôle technique | 94 | 32,3 | 67,7 | | | | | 100 | 30 | 64 | 0 | 0 | 0 | 0 | 94 |
| VV | DS-ETS-Coordination des équipts sportifs | 12 | 32,3 | 67,7 | | | | | 100 | 4 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| VV | DVS-Vie scolaire | 301 | | 100 | | | | | 100 | 0 | 301 | 0 | 0 | 0 | 0 | 301 |
| VV | DVS-Hygiène des locaux | 512 | 27,5 | 67,2 | 0,2 | 4,9 | 0,2 | | 100 | 141 | 344 | 1 | 25 | 1 | 0 | 512 |
| VV | DVS-Programme réussite éducative | 64 | | 100 | | | | | 100 | 0 | 64 | 0 | 0 | 0 | 0 | 64 |
| VV | DVS-Coordination des activités périsco. | 247 | 80,3 | 19,7 | | | | | 100 | 198 | 49 | 0 | 0 | 0 | 0 | 247 |
| VV | DGU-Accueil guichet unique | 133 | 23,8 | 76,2 | | | | | 100 | 32 | 101 | 0 | 0 | 0 | 0 | 133 |
| VV | DGU-Cellu. param./fact./rég./sec. police | 12 | 71,9 | 28,1 | | | | | 100 | 9 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| VV | DGU-Cimetières | 38 | | 100 | | | | | 100 | 0 | 38 | 0 | 0 | 0 | 0 | 38 |
| VV | DVE-Centre culturel | 45 | 41,5 | 58,5 | | | | | 100 | 19 | 26 | 0 | 0 | 0 | 0 | 45 |
| VV | DEEV-Environnement et espaces verts | 420 | 2,6 | 95,8 | 0 | 0 | 1,7 | | 100,1 | 11 | 402 | 0 | 0 | 7 | 0 | 420 |
| VV | DEEV-Propreté urbaine | 154 | 0,56 | 98,52 | 0 | 0 | 0,92 | | 100 | 1 | 152 | 0 | 0 | 1 | 0 | 154 |
| RPN | DS-Régie du Pôle nautique | 12 | | | | | 100 | | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | 12 |
| RPN | DS-Centre aquatique Vendôme | 258 | | | | | 100 | | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 258 | 0 | 258 |
| RPN | DS-Plan d'eau de Villiers | 14 | | | | | 100 | | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 0 | 14 |
| RPN | DS-Piscine de Montoire | 34 | | | | | 100 | | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 34 | 0 | 34 |
| RPN | DS-Piscine de Savigny | 5 | | | | | 100 | | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 5 |
| CCAS | | 896 | | | 100 | | | | 100 | 0 | 0 | 896 | 0 | 0 | 0 | 896 |
| CIAS | | 1 052 | | | | 100 | | | 100 | 0 | 0 | 0 | 1 052 | 0 | 0 | 1 052 |
| **TOTAL** | | **10 667** | | | | | | | | **4 258** | **3 649** | **1 009** | **1 177** | **375** | **33** | **10 500** |
| % | | | | | | | | | | *40,5%* | *34,8%* | *9,6%* | *11,2%* | *3,6%* | *0,3%* | *100,0%* |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |

### c) Unité d'œuvre

**Valeur de l'unité d'œuvre : 1 paye**

**= 649 233 € ÷ 10 501 = 61,82 €**




L'unité d'œuvre est composée pour la DRH à 92 % de charges de personnel.

Calcul de la répartition des charges directes de mutualisation de la DRH :

| | CATV | VV | CCAS | CIAS | RPN | SCOT | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Ce qui a été payé en 2022 (en €)* | *637 031* | *12 192* | | | | | |
| **Indicateur de mutualisation** | 4 258 | 3 649 | 1 009 | 1 117 | 375 | 33 | 10 501 |
| **Calcul** | 649 223 × 4 258 ÷ 10 501 | 649 223 × 3 649 ÷ 10 501 | 649 223 × 1 009 ÷ 10 501 | 649 223 × 1 117 ÷ 10 501 | 649 223 × 375 ÷ 10 501 | 649 223 × 33 ÷ 10 501 | |
| **Montant dû** (en €) | 263 250 | 225 599 | 62 381 | 72 768 | 23 184 | 2 040 | 649 223 |
| | | | | | | | |
| **Régularisation pour service rendu** (en €) | - 373 781 (recette) | 213 407 (dépense) | 62 381 (dépense) | 72 768 (dépense) | 23 184 (dépense) | 2 040 (dépense) | 0 |



Commentaire :

La DRH étant un service support pour tous les services, le nombre de payes étant suivi pour chacun, il est ainsi possible de réaffecter à chaque service ou budget annexe, la charge de gestion des ressources humaines qui le concerne.

Exemple des payes réalisées par la DRH pour la direction de la stratégie financière

La DRH a émis 234 payes en 2022 pour la DSF.

La DSF est un service commun porté par la CATV. Si nous ne retraitions pas l'indicateur, l'ensemble des charges de la DRH pour la DSF serait facturé à la CATV.

Or, la DSF est mutualisée en 2022 à :

- 66,4% pour la CATV
- 25,5 % pour la ville de Vendôme
- 4,1 % pour le CCAS
- 2% pour le CIAS
- 1,7% pour la RPN
- 0,3 % pour le SCoT

| Collectivité | Nbre de payes émises | % de mutualisation de la DSF | Nbre de payes affectées |
|---|---|---|---|
| **CATV** | 234 | *66,40* | 155,38 |
| **VV** | | *25,50* | 59,67 |
| **CCAS** | | *4,10* | 9,59 |
| **CIAS** | | *2,00* | 4,68 |
| **RPN** | | *1,70* | 3,98 |
| **SCOT** | | *0,30* | 0,70 |
| **total** | 234 | *100,00* | 234,00 |

⇨ Ainsi nous pouvons établir que les charges de gestion RH nécessaires au fonctionnement de la DSF en 2022 s'élève à :

= 234 payes x 61,82 € = 14 466 €.

*Cette charge ne donne pas lieu à exécution budgétaire puisque la charge figure déjà dans le budget principal de CATV, mais elle peut être communiquée lorsqu'il est utile de valoriser le coût complet de la DSF (en y intégrant également les charges des autres services supports).*

Exemple des payes réalisées par la DRH pour la régie eau potable

La DRH a émis 102,7 payes en 2022 pour la régie eau potable.
La régie eau potable est un service 100 % CATV, dont les charges indirectes sont refacturées au budget annexe.

| Collectivité | Nbre de payes émises | % de mutualisation de régie eau | Nbre de payes affectées |
|---|---|---|---|
| **CATV** | 102,7 | *100,00* | 102,70 |
| **VV** | | | 0,00 |
| **CCAS** | | | 0,00 |
| **CIAS** | | | 0,00 |
| **RPN** | | | 0,00 |
| **SCOT** | | | 0,00 |
| **total** | 102,7 | *100,00* | 102,70 |



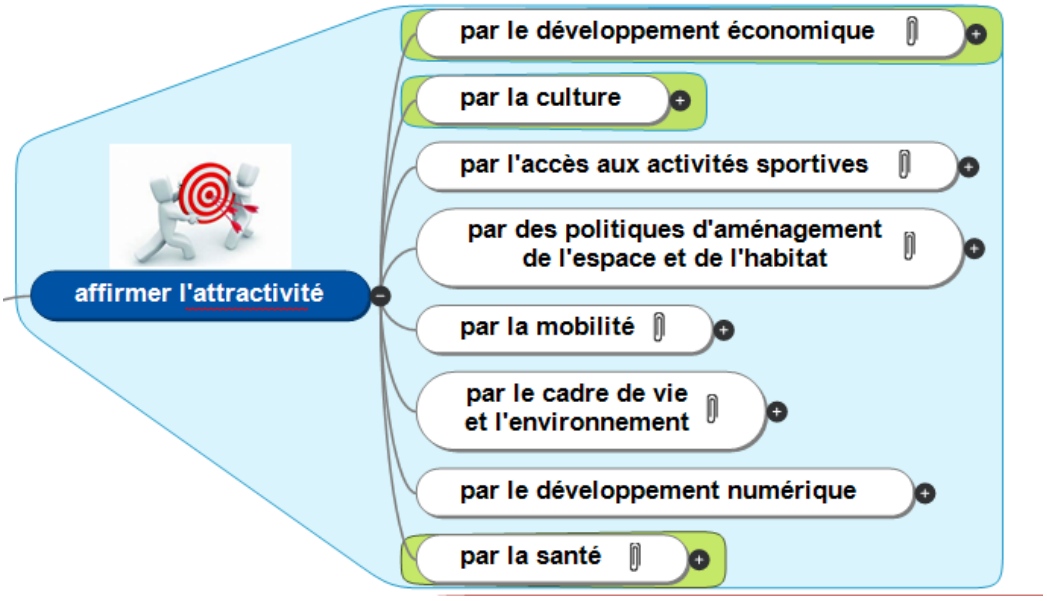
⇨ Pour le service de « régie eau potable » dont les charges sont rassemblées dans un budget annexe dédié, le montant des charges indirectes de gestion des RH pour le fonctionnement de ce service est valorisé ainsi :
=102,67 payes x 61,82 € = 6 348 €.
*Cette charge donne lieu à exécution budgétaire entre le budget principal de la CATV et son budget annexe « Régie eau potable ».*

Nota : comme indiqué précédemment et selon la liste des budgets annexes définie en 2022 et donnant lieu à refacturation des charges indirectes des services supports, les charges de gestion des ressources humaines sont réaffectées comme suit :

- Régie eau potable : .....6 348 €
- Régie assainissement : .....7 073 €
- Développement économique : .. 223 €
- Mobilité : .....2 745 €

Soit une recette de 16 389 € pour le budget principal de la CATV.

## 4.1 Affirmer l'attractivité

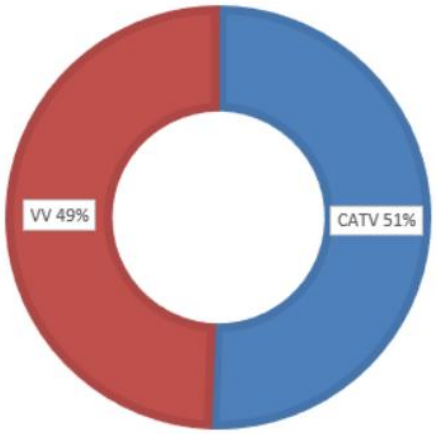
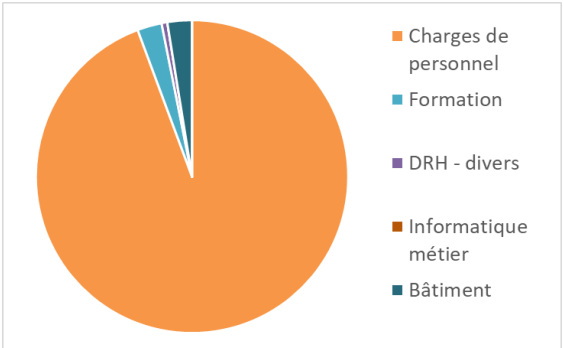



### a) Développement économique et touristique

Service animation du patrimoine

A l'intérieur de la DDET, ce service concerne uniquement les activités liées à l'animation du patrimoine (journées du patrimoine, expositions, ateliers, visites guidées, etc.).

Ce service a accueilli un jeune en apprentissage jusqu'en septembre 2022

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|   | Service mis à disposition de CATV vers VV | 126 932 € | Nombre d'heures pour les événements ou animations = 1 940 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 65,43 €   | | |

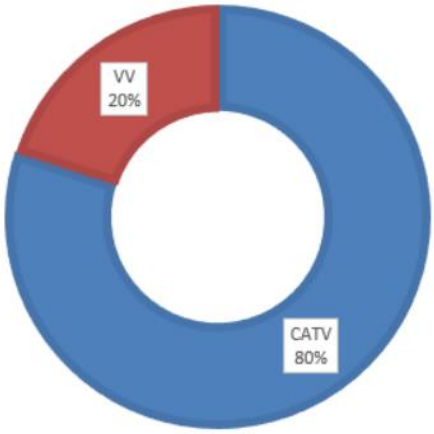
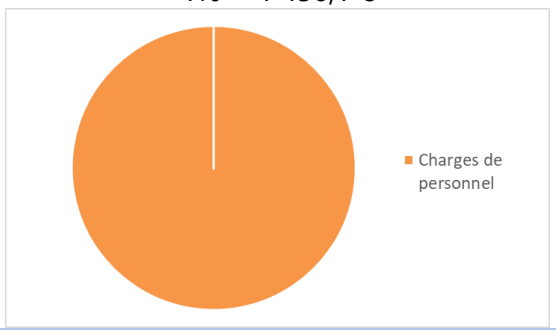
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|   | 2020 | 16 000 €/evt | L'indicateur a été changé en 2021, passant du nombre d'événements (très impacté en 2020 par la crise sanitaire), au nombre d'heures d'animation.<br>Ce nouvel indicateur est stable entre 2021 et 2022 |
| | 2021 | 65,7 €/h | |
| | 2022 | 65,4 €/h | |

### b) Attractivité culturelle

*Administration Vendôme Evénements*

Correspond à la coordination et à la gestion administrative de la direction de l'attractivité culturelle. Assure la gestion des relations aux associations culturelles.
Accueille un jeune en apprentissage.



| **Taux de mutualisation 2022** | **Type de service** | **Charges mutualisées** | **Indicateur de mutualisation** |
|---|---|---|---|
|   | Service mis à disposition de CATV vers VV | 145 610 € | Quotité :<br>80% CATV<br>20% VV |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 1% = 1 456,1 €   | | |

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 1 554.9 € | L'indicateur n'étant composé que de charges RH, est lié directement à l'organisation de la direction et aux différents recrutements. |
| | 2021 | 1 668,2 € | |
| | 2022 | 1 456,1 € | |

*Service technique Vendôme Evénements*

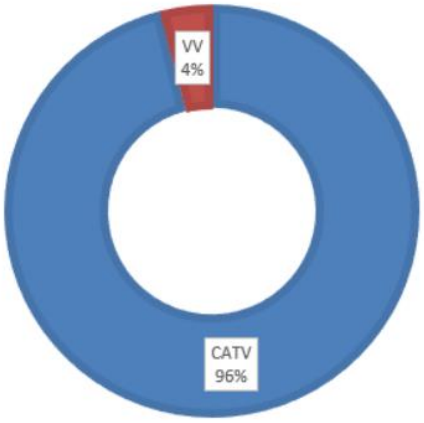
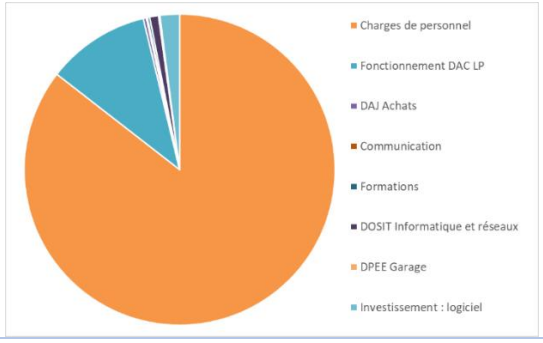
Direction technique de la programmation culturelle sur le territoire. Assure la mise en œuvre technique des spectacles (son, lumière, décors), ainsi que la maintenance du Minotaure et de l'espace culturel de Lunay.
Le coût de ce service en 2022 a été intégré directement aux facturations des salles y compris entre les collectivités et les budgets.
Une réévaluation de ce système sera faite en 2024.

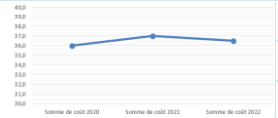
*Action et programmation culturelles et événementielles Vendôme Evénements*

Ce service gère les réservations de salle, établissant les devis et la facturation des occupations des espaces gérés par la DAC (Minotaure, espace culturel de Lunay, chapelle Saint Jacques, cloître de la Trinité, marché couvert de Vendôme, salles de quartier).
Le coût de ce service en 2022 a été intégré directement aux facturations des salles y compris entre les collectivités et les budgets.
Une réévaluation de ce système sera faite en 2024.

*Lecture publique*

Gère les médiathèques intercommunales (Vendôme, Montoire, Savigny, Selommes) et la bibliothèque municipale de Vendôme – Les Rottes.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service mis à disposition de CATV vers VV | 1 025 503 € | Temps passé (ouvertures et temps de préparation) = 28 124 heures |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 36,5 €<br>  | | |

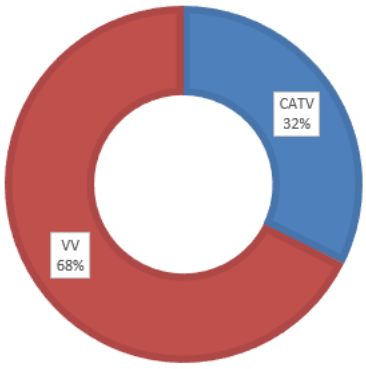
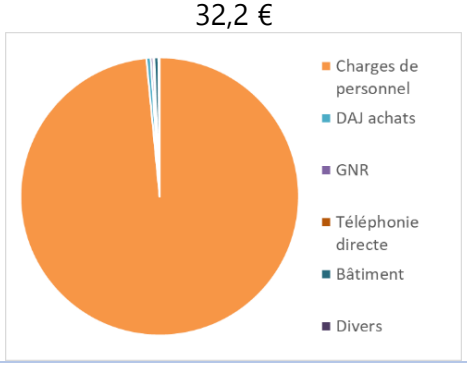
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 36,0 € | L'organisation et les charges de la direction sont stables sur l'ensemble des trois années. |
| | 2021 | 37,0 € | |
| | 2022 | 36,5 € | |

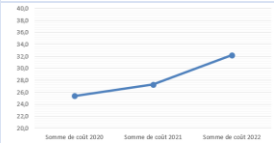
### c) Sports

*Direction (hors ETAPS et RPN)*

Assure la gestion technique et administrative des équipements sportifs (gymnases, stades, Dojo, équipements aquatiques), ainsi que la relation aux associations sportives et aux établissements scolaires.

Pour permettre une meilleure continuité de service et garantir la rapidité d'interventions auprès des usagers, cette direction a développé la polyvalence des agents entre les différents sites sportifs.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service mis à disposition TV-VV | 672 775 € | Temps passé = 20 891 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 32,2 €<br>  | | |

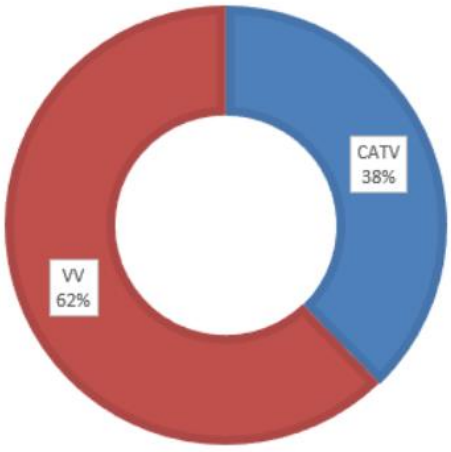
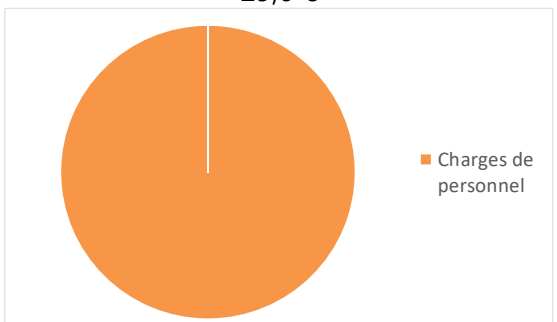
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 25,4 € | L'absentéisme sur l'année 2022 a été plus important que les années précédentes, diminuant le nombre d'heures d'intervention des équipes avec des remplacements partiels. |
| | 2021 | 27,3 € | |
| | 2022 | 32,2 € | |




*ETAPS terrestres*

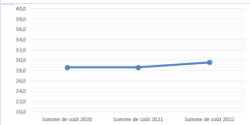
Assure les animations et activités sportives auprès de différents publics, soit directement en tant que direction des sports, soit dans le cadre des activités d'autres services (périscolaire, extrascolaire, etc.).



| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service mis à disposition CATV et VV | 190 582 € | Temps passé = 6 428 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 29,6 €  | | |





| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 28,6 € | Le fonctionnement du service est stable. |
| | 2021 | 28,6 € | |
| | 2022 | 29,6 € | |

### d) Aménagement de l'espace et de l'habitat

*Service ADS*

Le service unifié Autorisation et Droits des Sols (ADS) créé en 2015 entre la Communauté du Pays de Vendôme et de la Communauté de communes Vallées Loir et Braye, est devenu service commun lors de la création de la CATV. Il est organisé selon les modalités définies par convention.

L'année 2022 a marqué le début d'une nouvelle ère avec la mise en place de la dématérialisation. L'ouverture au 1er janvier 2022 du guichet numérique des autorisations d'urbanisme (GNAU) accessible en ligne, sur le site Internet de la CATV, de celui des communes adhérentes au service permet le dépôt en ligne des dossiers d'urbanisme. *
Ce service supplémentaire est ouvert aux particuliers et aux professionnels, notaires et architectes notamment, 7 jours sur 7 et 24h00 sur 24. Les démarches sont simples. Il suffit de créer un compte avec un utilisateur et un mot de passe. Les professionnels peuvent également solliciter l'ouverture

d'un compte spécifique, professionnel, qui leur permet de déposer et suivre plusieurs projets et de partager le compte avec leurs collaborateurs.
De nombreux acteurs utilisent cet outil qui n'a cessé de se développer. Mais comme tout nouvel usage, nous avons essuyé des écueils principalement informatiques. De plus un gros travail d'accompagnement des communes et des utilisateurs a été fait. Sur ce point des outils d'aide à l'utilisation et au dépôt des dossiers ont été réalisés par le service, en interne et sont disponibles directement sur le guichet.
Le pôle des assistantes du service a été particulièrement sollicité pour ces accompagnements très chronophages au quotidien.

En 2022 sur 3 308 dossiers déposés (dont 1 852 certificats d'urbanisme d'information) 664 (dont 395 certificats d'urbanisme d'information) ont été déposés par voie dématérialisée ce qui représente près de 20 % du nombre de dossiers.



Pour une mise en œuvre nous avons constaté un vrai engouement pour ce dispositif qui répond parfaitement aux nouveaux usages qui visent à faciliter les démarches des usagers de l'administration.

Par ailleurs l'activité a été maintenu à un rythme soutenu avec plus de 1 400 dossiers déposés et instruits par le service.
Les engagements pris par convention ont par ailleurs été respectés puisque quasiment tous les dossiers ont donné lieu à des décisions formalisées et les échanges avec les communes et les administrés, les pré instructions et réponses aux sollicitations confirment le soutien du service dans l'accompagnement des projets.

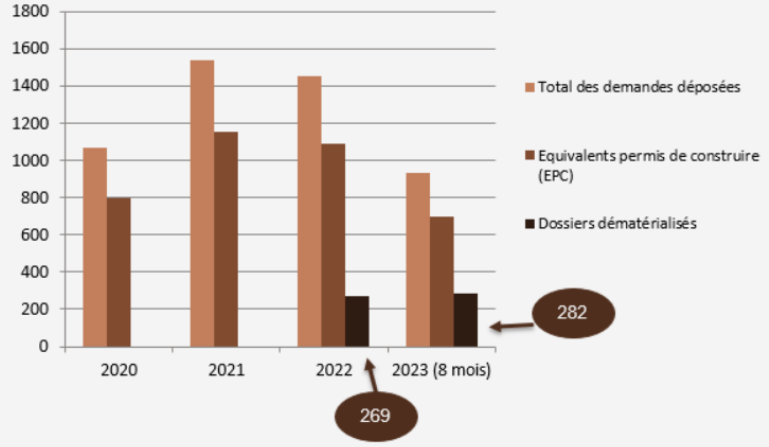
Pour l'avenir, les années 2023 et 2024 sont majoritairement consacrées au développement des nouvelles étapes de la dématérialisation, du dépôt vers l'instruction dématérialisée.
Enfin, le service sera un acteur fort dans le travail sur le futur plan local d'urbanisme intercommunal et habitat qui aura des répercussions directes avant même son opposabilité notamment avec l'application du sursis à statuer sur les projets.

**excepté les dossiers portant sur des établissements recevant du public.*

## Autorisations délivrées en 2022

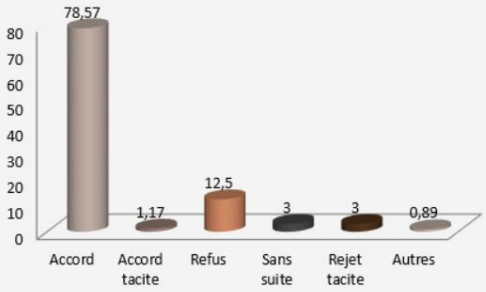
**Total des demandes déposées : 1456**
Equivalents permis de construire : 1087,2

| | Total des demandes déposées | Equivalents permis de construire (EPC) |
|---|---|---|
| 2020 | 1071 | 795,4 |
| 2021 | 1540 | 1154,4 |
| **2022** | **1456** | **1087,2** |
| 2023 (8 mois) | 935 | 695,4 |



# Autorisations délivrées en 2022

## Nature des autorisations délivrées




| | 2020 | 1071 dossiers | 2021 | 1540 dossiers | 2022 | 1456 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Accord** | 860 | 80,30% | 1261 | 81,88% | **1144** | **78,57%** |
| **Accord Tacite** | 12 | 1,12% | 6 | 0,39% | **17** | **1,17%** |
| **Refus** | 110 | 10,27% | 165 | 10,71% | **182** | **12,50%** |
| **Sans suite** | 39 | 4% | 41 | 3% | **50** | **3%** |
| **Rejet tacite** | 38 | 4% | 53 | 3% | **50** | **3%** |
| **Autres (Etat, Retrait, DDC non renseigné*)** | 12 | 1,12% | 14 | 0,91% | **13** | **0,89%** |

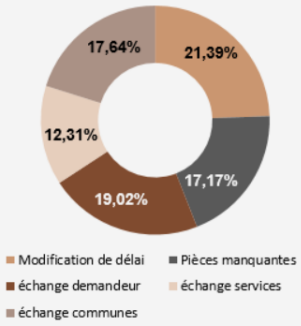
** DDC non renseigné correspond au dossier non complété dans l'onglet décision*



# Autorisations délivrées en 2022

## Intervention par dossier

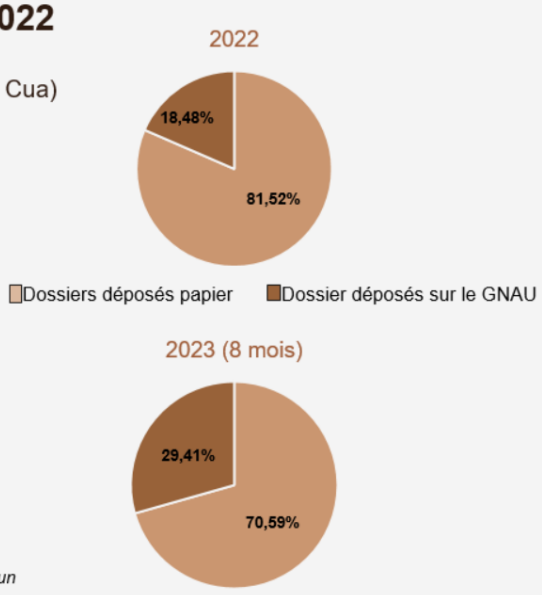
| | Modification de délai | Pièces manquantes | Echanges avec le demandeur | Echanges avec un service consulté | Echanges avec la mairie |
|---|---|---|---|---|---|
| 2020 1071 dossiers | 14,96% | 16,15% | 17,03% | 11,83% | 20,05% |
| soit en nombre de dossiers | 238 | 257 | 271 | 188 | 319 |
| 2021 1540 dossiers | 18,71% | 15,35% | 18,71% | 10,78% | 20,67% |
| soit en nombre de dossiers | 401 | 329 | 401 | 231 | 443 |
| **2022 1456 dossiers** | **21,39%** | **17,17%** | **19,02%** | **12,31%** | **22,28%** |
| **soit en nombre de dossiers** | **405** | **235** | **360** | **233** | **447** |




# Autorisations délivrées en 2022

## Evolution des dossiers déposés sur le GNAU (hors Cua)

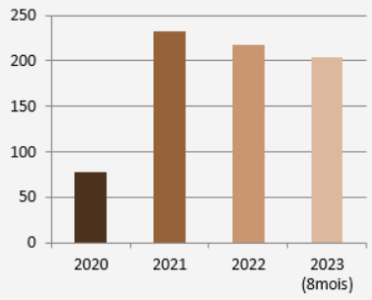
| | Total des demandes déposées | Dossiers déposés papier | Dossiers dématérialisés |
|---|---|---|---|
| 2022 | **1456** | **1187** | **269** |
| 2023 (8 mois) | **959** | **677** | **282** |



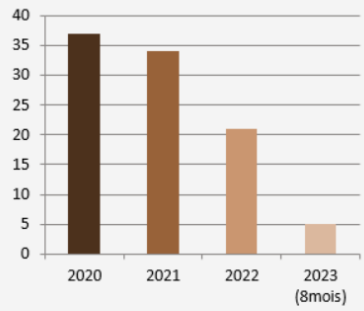

**Pour rappel : les permis de construire concernés par des établissements recevant du public (PC avec ERP) ne peuvent toujours pas faire l'objet d'un dépôt dématérialisé. Cela devrait être possible courant 2025*

## Demandes diverses

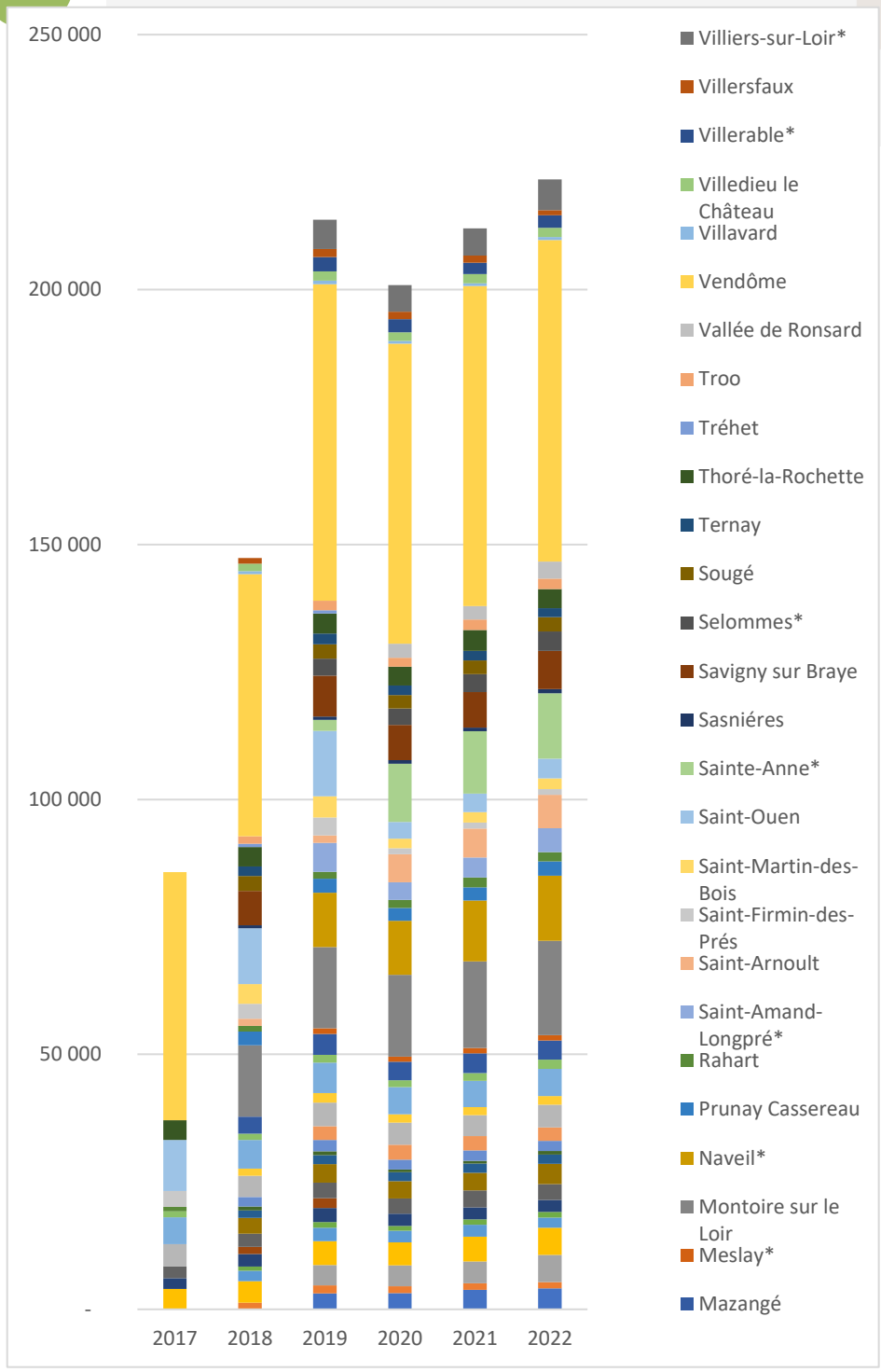
### Questions diverses




### Pré-instruction




- Construction en zone non constructible d'une carte communale ?
- Changement de destination ?
- Construction d'une piscine ?
- Régularisation travaux sans autorisation ?
- Construction d'un carport ?
- Transformation d'un bâti agricole en habitation ?
- Procédure de traitement d'un dossier numérique ?



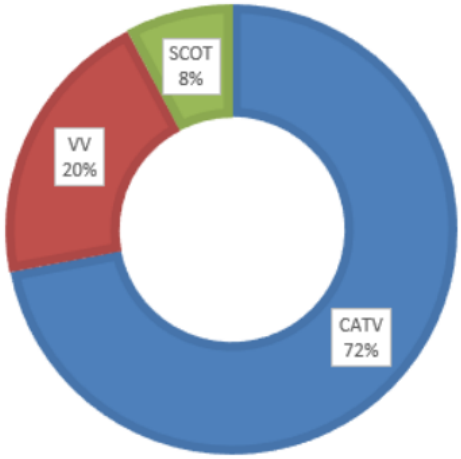
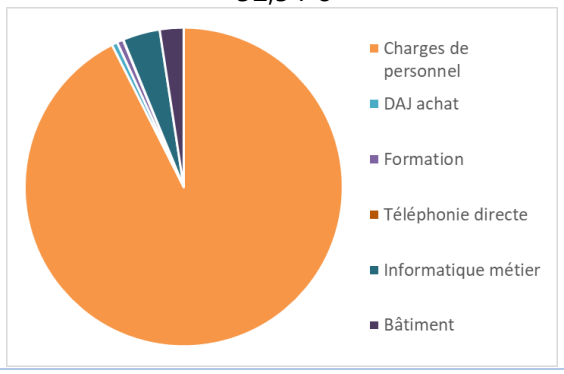

L'ensemble des activités du service ADS est affecté à la CATV qui refacture chaque commune selon les modalités prévues par la convention spécifique à ce service.

| Commune | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Areines* | - | - | 3 099 | 3 189 | 3 808 | 4 091 |
| Artins | | 1 319 | 1 582 | 1 321 | 1 277 | 1 280 |
| Authon* | - | - | 4 000 | 4 104 | 4 286 | 5 287 |
| Azé | 4 014 | 4 213 | 4 682 | 4 528 | 4 895 | 5 340 |
| Bonneveau | | 2 037 | 2 623 | 2 251 | 2 351 | 1 997 |
| Cellé | | 803 | 1 131 | 986 | 1 044 | 1 098 |
| Coulommier-la-Tour | 2 119 | 2 494 | 2 756 | 2 353 | 2 333 | 2 362 |
| Couture sur Loir | | 1 375 | 1 943 | - | - | - |
| Danzé | 2 299 | 2 610 | 3 003 | 3 027 | 3 318 | 3 116 |
| Epuisay | | 3 107 | 3 636 | 3 352 | 3 476 | 3 964 |
| Fontaine les Coteaux | | 1 439 | 1 769 | 1 760 | 1 784 | 1 828 |
| Gombergean | | 746 | 769 | 574 | 546 | 705 |
| Houssay | | 1 868 | 2 220 | 1 922 | 2 044 | 1 999 |
| Huisseau en Beauce * | | - | 2 725 | 2 900 | 2 848 | 2 620 |
| La Ville-aux-Clercs | 4 352 | 4 161 | 4 605 | 4 330 | 4 056 | 4 442 |
| Les Roches l'Eveque | | 1 437 | 1 870 | 1 683 | 1 585 | 1 683 |
| Lunay | 5 286 | 5 629 | 5 998 | 5 330 | 5 162 | 5 320 |
| Marcilly-en-Beauce | 1 124 | 1 218 | 1 478 | 1 317 | 1 542 | 1 863 |
| Mazangé | | 3 325 | 4 120 | 3 610 | 3 825 | 3 742 |
| Meslay* | | - | 1 090 | 1 008 | 1 054 | 1 019 |
| Montoire sur le Loir | | 13 998 | 15 965 | 16 075 | 16 995 | 18 521 |
| Naveil* | | - | 10 640 | 10 607 | 11 975 | 12 737 |
| Prunay Cassereau | | 2 677 | 2 726 | 2 501 | 2 558 | 2 824 |
| Rahart | 910 | 1 153 | 1 353 | 1 601 | 1 913 | 1 838 |
| Saint-Amand-Longpré* | | - | 5 685 | 3 409 | 3 947 | 4 680 |
| Saint-Arnoult | | 1 404 | 1 454 | 5 530 | 5 678 | 6 542 |
| Saint-Firmin-des-Prés | 3 097 | 2 912 | 3 552 | 1 174 | 1 163 | 1 129 |
| Saint-Martin-des-Bois | | 3 883 | 4 150 | 1 837 | 2 047 | 2 127 |
| Saint-Ouen | 10 018 | 10 937 | 12 843 | 3 330 | 3 650 | 3 853 |
| Sainte-Anne* | | - | 2 155 | 11 411 | 12 217 | 12 814 |
| Sasniéres | | 573 | 660 | 711 | 726 | 845 |
| Savigny sur Braye | | 6 744 | 7 999 | 6 886 | 6 958 | 7 446 |
| Selommes* | | - | 3 347 | 3 205 | 3 515 | 3 822 |
| Sougé | | 2 946 | 2 819 | 2 621 | 2 665 | 2 829 |
| Ternay | | 1 858 | 2 060 | 1 874 | 1 891 | 1 750 |
| Thoré-la-Rochette | 3 845 | 3 801 | 3 953 | 3 711 | 4 098 | 3 759 |
| Tréhet | | 634 | 650 | - | - | - |
| Troo | | 1 485 | 1 863 | 1 757 | 2 080 | 2 063 |
| Vallée de Ronsard | | - | - | 2 753 | 2 589 | 3 314 |
| Vendôme | 48 690 | 51 381 | 62 090 | 58 851 | 62 821 | 63 060 |
| Villavard | | 586 | 702 | 533 | 520 | 569 |
| Villedieu le Château | | 1 516 | 1 774 | 1 688 | 1 797 | 1 834 |
| Villerable* | | - | 2 817 | 2 558 | 2 255 | 2 449 |
| Villersfaux | | 1 061 | 1 613 | 1 490 | 1 358 | 1 010 |
| Villiers-sur-Loir* | | - | 5 730 | 5 221 | 5 328 | 6 017 |
| **Total** | **85 755** | **147 328** | **213 700** | **200 881** | **211 977** | **221 590** |

**10 communes ayant intégrées le SI au 1er janvier 2018*

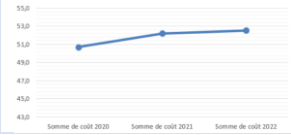
*Direction du développement urbain et de l'aménagement de l'espace*

Cette direction gère : l'ADS, la mobilité, la planification, l'opérationnel, la cartographie et l'observatoire *(le service foncier est traité dans le pôle ressources et moyens généraux).*

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun CATV | 840 396 € | Temps heures = 15 994 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 52,54 €  | | |





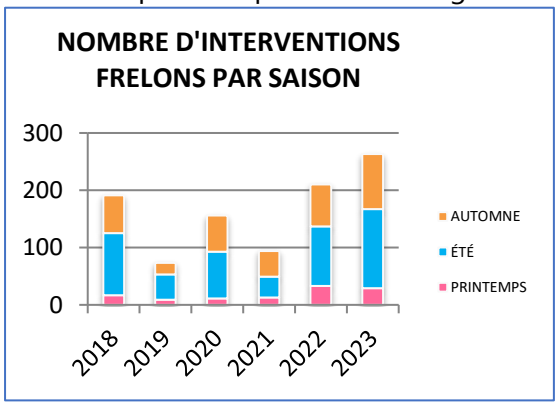
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 50,7 € | Fluctuation légère en lien avec des périodes de vacances de poste et de recrutements. |
| | 2021 | 52,2 € | |
| | 2022 | 52,5 € | |

### e) Cadre de vie et environnement

*Espaces verts*

Régie et coordination - DEEV

Gère la production florale et l'entretien des espaces verts et espaces naturels (hors équipements sportifs). Assure l'entretien des arbres de plein vent et des arbres d'alignement, des parcs et jardins, des réserves foncières (fauchage, valorisation-foin, éco pâturage), des forêts (gestion domaniale, plan de gestion, ONF), des dépendances de voirie (chemins, accotements, routes). La DEEV travaille en collaboration avec la DDET pour ce qui concerne la maison natale de Pierre de Ronsard, et avec la DDUAE pour ce qui concerne la gestion domaniale).

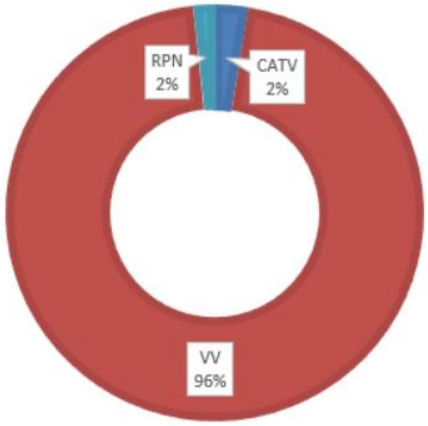
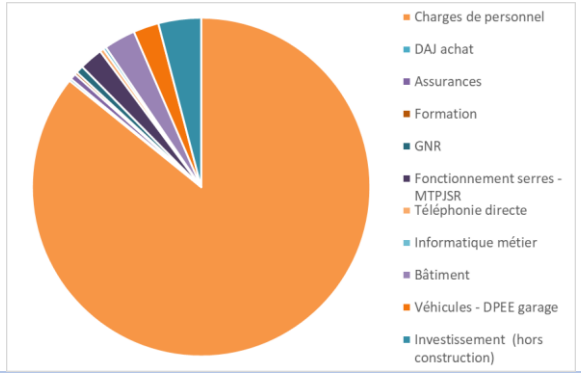



Le service gère la lutte contre le frelon asiatique par la mise en place d'un dispositif visant à inciter au traitement systématique des nids sur les 65 communes de son territoire. Il fonctionne d'avril à novembre dans la limite du budget alloué par la CATV par l'intervention de cinq prestataires.

En 2023, les progressions les plus fortes ont eu lieu sur Mazangé, Montoire et Vendôme. Les diminutions sur Villavard, Lancé et Savigny.

Afin d'améliorer en permanence la qualité du service rendu, cette direction s'inscrit dans une démarche de labellisation 4 fleurs (printemps – depuis 2022 - et été) pour la ville de Vendôme.

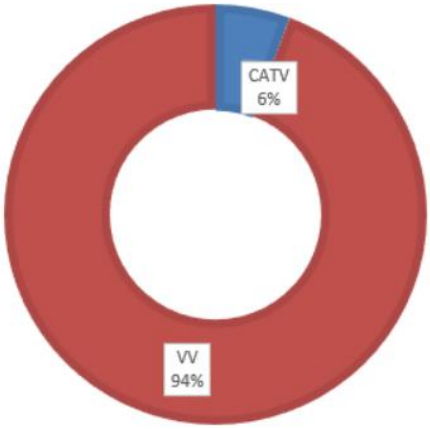
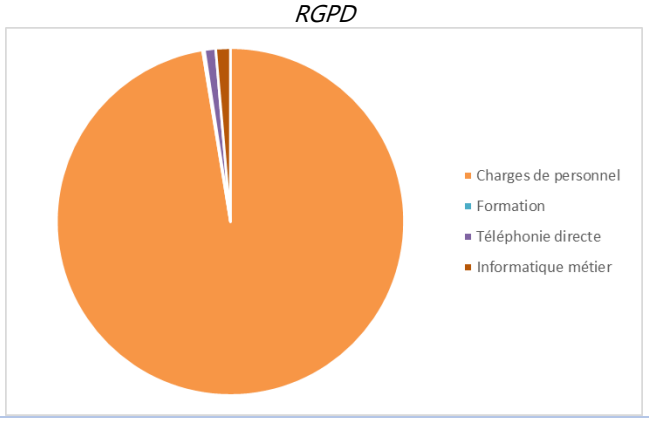
Le service est également en charge de l'entretien, du contrôle et du renouvellement des aires de jeux.
Il assure la gestion des nuisibles.
La régie des espaces verts accueille trois apprentis depuis septembre 2023 : deux apprentis en espaces verts et un en productions végétales.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun VV | 1 617 221 € | Temps passé = 38 573 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 41,3 €  | | |



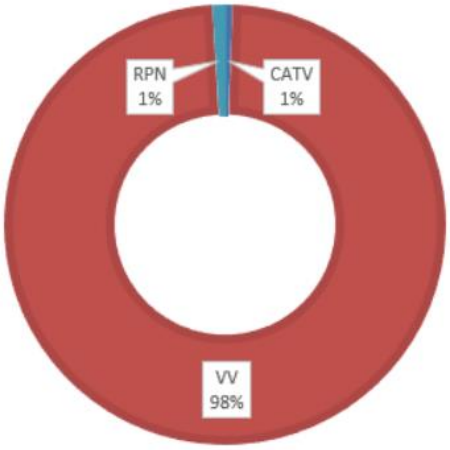
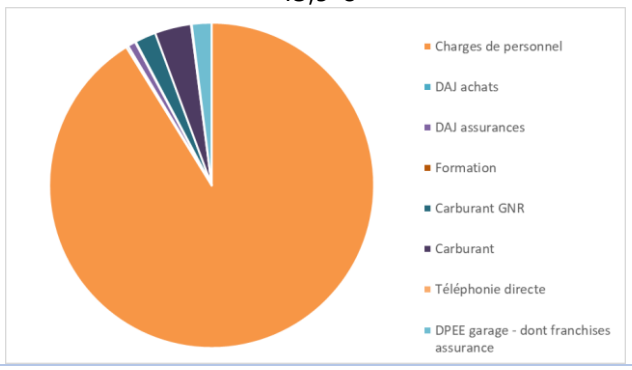
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 54,5 € | Le nombre d'heures d'intervention de la régie est passé de 26 322 h en 2020 à 38 573 h en 2022. Effet Covid, mais également lié à des variations d'effectifs. L'organisation se stabilise entre 2021 et 2022. |
| | 2021 | 39,7 € | |
| | 2022 | 41,3 €  | |

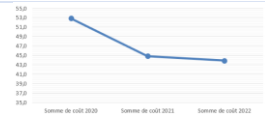
<u>Bureau d'études - DEEV</u>
Service en charge des études d'aménagement et de requalification des espaces verts ou espaces naturels.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - VV | | Temps passé |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | *RGPD*  | | |

*Propreté urbaine*

Service en charge de la salubrité des espaces publics, du balayage, du plan neige, de l'entretien des sanitaires, des corbeilles et de la gestion des graffitis.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - VV | 479 601 € | Temps passé = 10 921 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 43,9 €  | | |

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 52,9 € | Le nombre d'heures d'intervention de la direction est passé de 9 734 h en 2020 (année Covid) à 11 600h en 2021 puis 10 921h en 2022. |
| | 2021 | 44,9 € | |
| | 2022 | 43,9 € | |

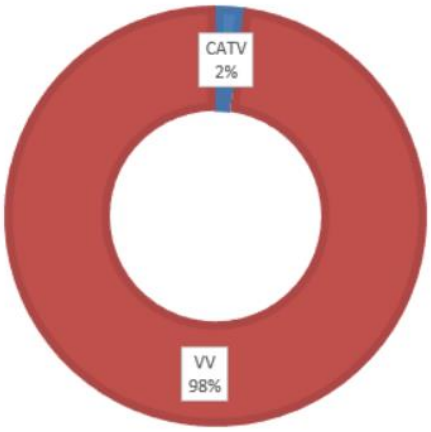
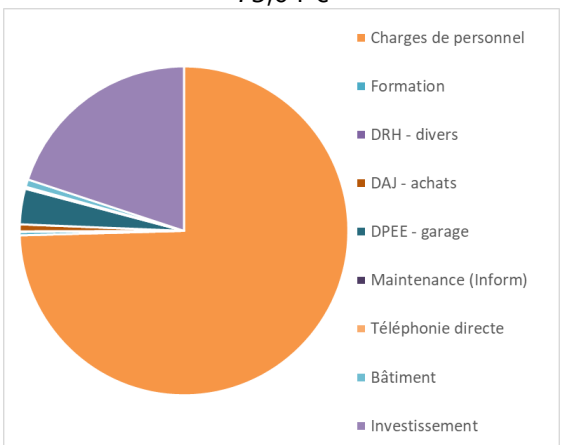


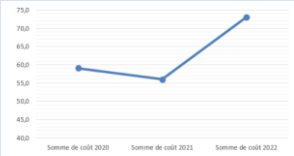
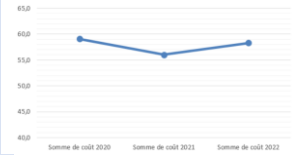

*Voirie*

Au 1er Juillet 2022, la direction de la voirie a été fusionnée avec celle du patrimoine et de l'efficacité énergétique. Chacune conserve néanmoins son suivi horaire des interventions et ses distinctions dans les comptes analytiques.

Régie et coordination - DVEP

Assure les travaux de voirie, la gestion réglementaire, la coordination des relations aux usagers, l'organisation, la sécurité et l'administration des interventions sur le patrimoine urbain : voirie, feux tricolores, éclairage public, mobilier urbain.

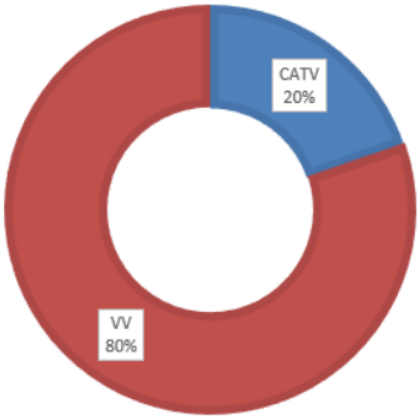
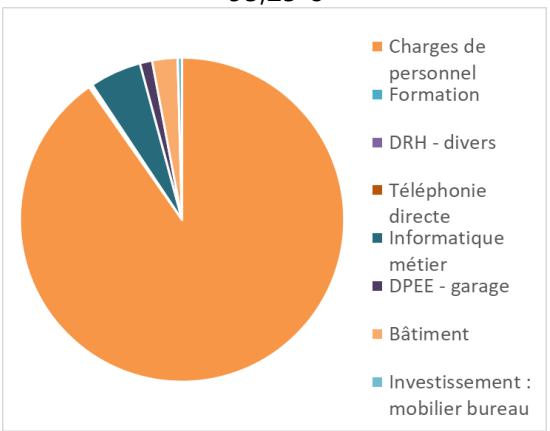
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 741 782 € | Temps passé = 10 157 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 73,04 €  | | |

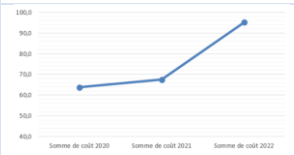
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 59,1 € | En 2022, la DVEP a fait l'acquisition d'une pelle chargeuse (investissement de 150k€). Selon les règles des finances publiques, cette charge apparaît en totalité sur l'exercice et manifeste la délibération des élus (VV) d'investir sur cet équipement. Cette décision est lisible sur l'indicateur en le faisant fortement augmenter. Hors cet investissement, la valeur de l'unité d'œuvre serait de 58,3€ pour l'exercice 2022. |
| | 2021 | 56,0 € | |
| | 2022 | 73,0 € | |
| *Hors pelle chargeuse :*  | | | |



Bureau d'études - DVEP

Réalise les études et diagnostics, la programmation pluriannuelle des travaux sur les biens gérés par la direction (voirie, éclairage public, feux tricolores, ouvrage d'art), ainsi que les plans de circulations, la gestion budgétaire et technique des travaux. Il rédige les arrêtés de travaux neufs, des opérations de sécurité routières, d'enfouissements de réseaux en partenariat avec le SIDELC, des relevés topographiques et de nivellement, AIPR, et la rédaction de dossiers de communication. Le bureau d'études voirie-éclairage public accueille un apprenti depuis septembre 2023.

| **Taux de mutualisation 2022** | **Type de service** | **Charges mutualisées** | **Indicateur de mutualisation** |
|---|---|---|---|
|   | Service commun - CATV | 155 058 € | Temps passé = 1 628 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 95,25 €   | | |

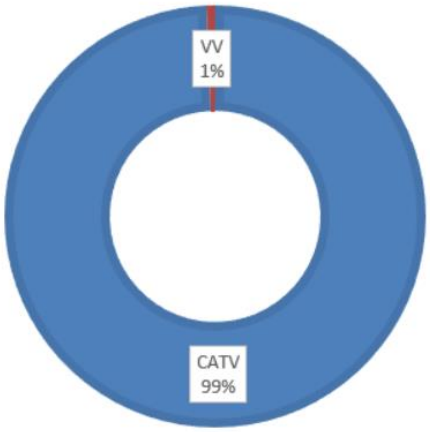
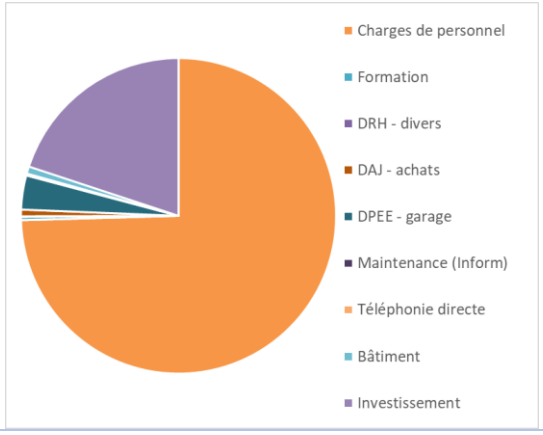
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 63,8 € | En 2022, l'équipe a été renforcé d'un agent et une grande partie des missions depuis est consacrée à l'accompagnement des travaux du faubourg Chartrain. |
| | 2021 | 67,4 € | |
| | 2022 | 95,2 € | |

DCE – défense incendie

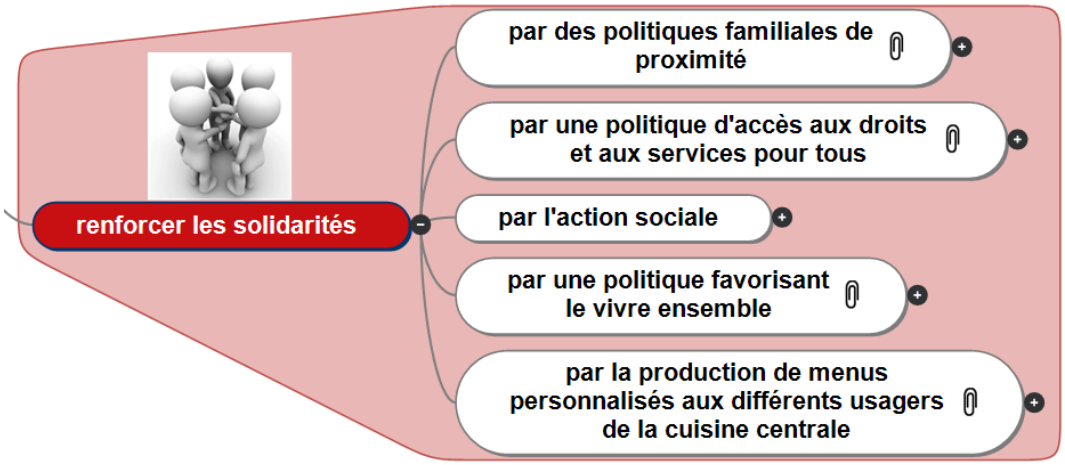
La DCE suite au transfert de la compétence poursuit sa réorganisation.

Pour l'exercice 2022, il a été affecté 0,64% du temps passé par les équipe de la DCE à la défense incendie de la ville de Vendôme.

Le pôle étude de la DCE a accueilli un apprenti jusqu'en août 2023.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 1 181 644 € | Temps passé = 1% |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 1 % = 11 816 €  | | |

## 4.2 Renforcer les solidarités






### a) Politiques familiales de proximité

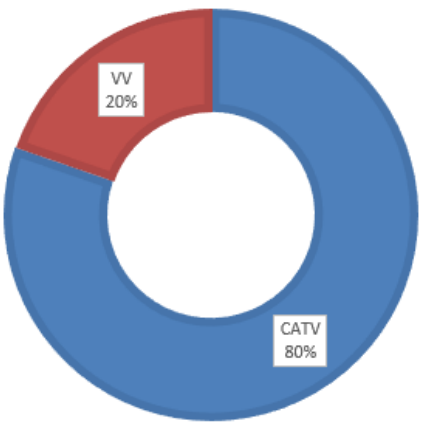
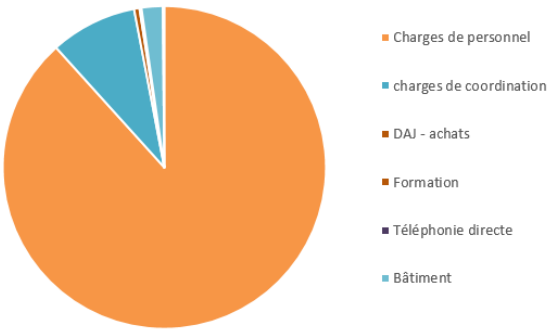
*Enfance – Jeunesse : extrascolaire / périscolaire*

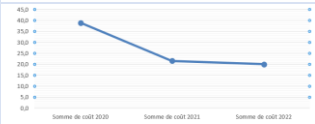
A l'intérieur des directions de « l'enfance-jeunesse » et de la « vie scolaire », la gestion et la coordination des activités périscolaires et extrascolaires fait l'objet de mutualisations d'équipes et d'équipements pour permettre la plus grande efficience du service rendu aux usagers (enfants et parents).

Ainsi le service « enfance » de la CATV est mis à disposition de la ville de Vendôme par le moyen de la convention de mutualisation de l'ATU en complément d'une partie du personnel de la direction de la vie scolaire (directement affectée par la ville de Vendôme au service périscolaire).

Les conventions avec les autres communes du territoire concernées par cette mutualisation des moyens entre péri et extrascolaire, sont traitées par des conventions de prestation ou des conventions de gestion abordées dans le chapitre 2 du présent rapport.

La direction accueillait un apprenti pour l'animation des groupes d'enfants de 9 à 13 ans jusqu'en décembre 2023.

<table>
<tr><th>Taux de mutualisation 2022</th><th>Type de service</th><th>Charges mutualisées</th><th>Indicateur de mutualisation</th></tr>
<tr><td rowspan="3"> 
</td><td>Service mis à disposition de CATV vers VV</td><td>560 552 €</td><td>Temps passé = 28 009 h</td></tr>
<tr><td colspan="3">Valeur unité d'œuvre 2022</td></tr>
<tr><td colspan="3">20,01 €<br> 
</td></tr>
</table>

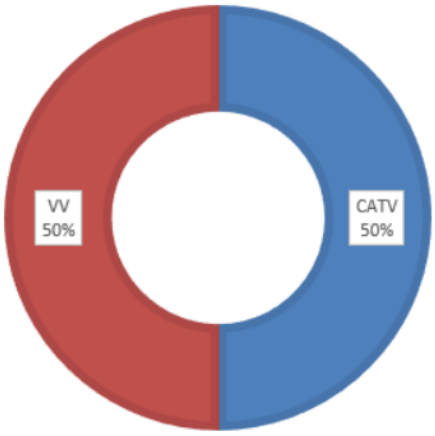
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 38,9 € | Le nombre d'heures entrant dans le dispositif mutualisé à la DEJ est passé de 20 183 h en 2020 (année Covid : fermetures des ALSH le mercredi, puis réouverture avec capacités limités en 2021) à 28 009 h en 2022. |
| | 2021 | 21,6 € | |
| | 2022 | 20,0 € | |

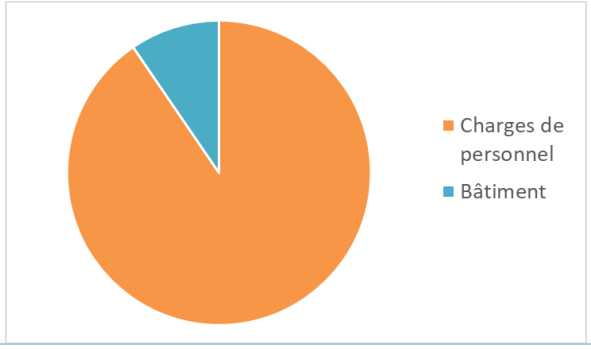
### b) Vivre ensemble

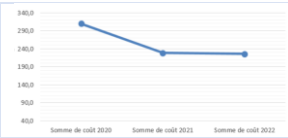
*Service cohésion sociale*



Elabore et met en œuvre le contrat de ville du quartier prioritaire des Rottes. Ce service travaille à l'atténuation des inégalités sociales d'une part et d'autre part, au projet urbain du quartier (équipements, logements, espaces publics).

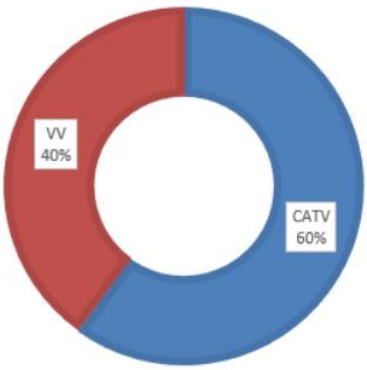
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service mutualisé CATV / VV | 22 534 € | Quotité :<br>50% CATV<br>50% VV |

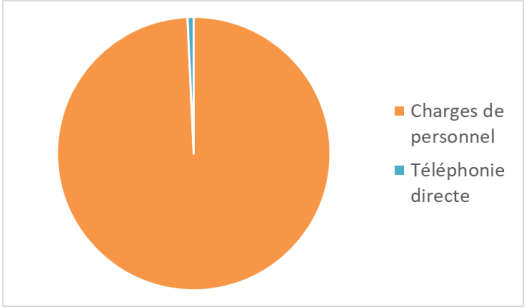
| Valeur unité d'œuvre 2022 |
|---|
| 1 % = 225,3 |
|  |

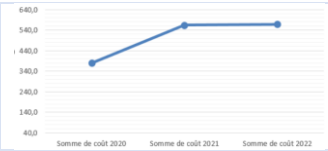
| | | |
|---|---|---|
|  | 2020 | 310,0 € |
| | 2021 | 228,4 € |
| | 2022 | 225,3 € |

*Service prévention de la délinquance*

Veille à la mise en œuvre de la vidéo protection communale et intercommunale, ainsi qu'à l'aide aux victimes et à la lutte contre les violences faites aux femmes.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service mutualisé CATV / VV | 56 837 € | 60% CATV<br>40% VV |

| Valeur unité d'œuvre 2022 |
|---|
| 1 % = 568,4 € |
|  |




| | |
|---|---|
| 2020 | 380,0 € |
| 2021 | 564,9 € |
| 2022 | 568,4 € |

### c) Cuisine centrale



Direction de la restauration

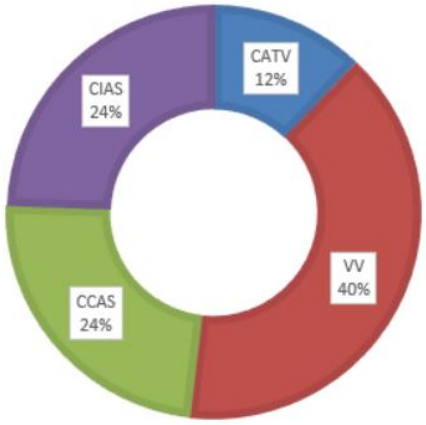
Assure la production de repas (petits déjeuners, déjeuners, goûters, dîners) et leur livraison (hors service de portage à domicile assuré directement par le CIAS).

Structures destinatrices : crèches, écoles, ALSH, EHPA, EHPAD, repas à domicile.

Cette direction veille à proposer des textures adaptées aux différents publics, ainsi que des repas spécifiques selon les régimes alimentaires des usagers. Elle assure également quelques prestations et activités traiteurs pour les besoins internes des collectivités membres.

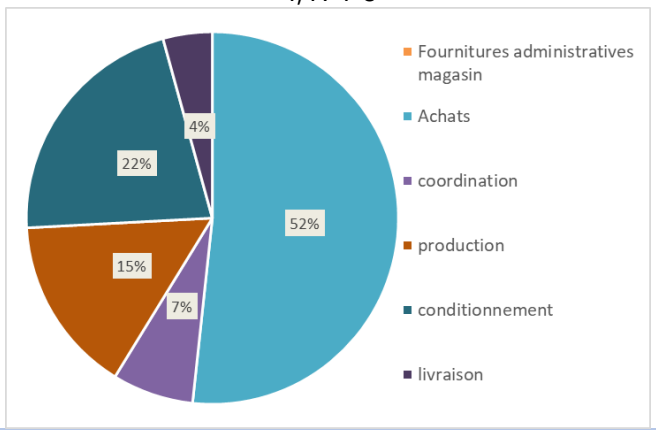
La cuisine centrale fournit également, par l'intermédiaire de la ville de Vendôme, les repas de l'IME de Naveil.

Les échanges dans le cadre d'une mutualisation par la création d'un GIP (groupement d'intérêt public) avec le Centre Hospitalier de Vendôme-Montoire se poursuivent. La question de la légumerie, ainsi que les différences de politique achat entre les publics (enfants / personnes âgées-malades) amèneront en 2024 les éléments définitifs à la prise de décision.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - VV | 1 195 116 € | Nombre d'équivalents repas = 286 369 *(moyenne tous services destinataires)* |

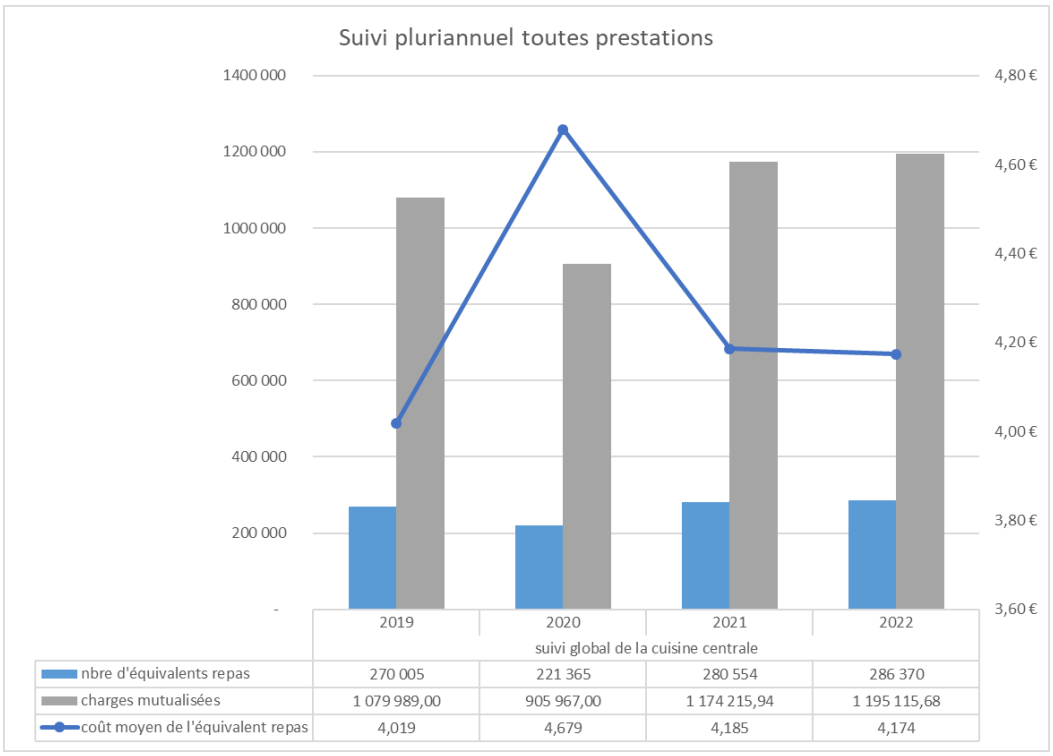


| Valeur unité d'œuvre 2022 |
|---|
| 4,174 € |

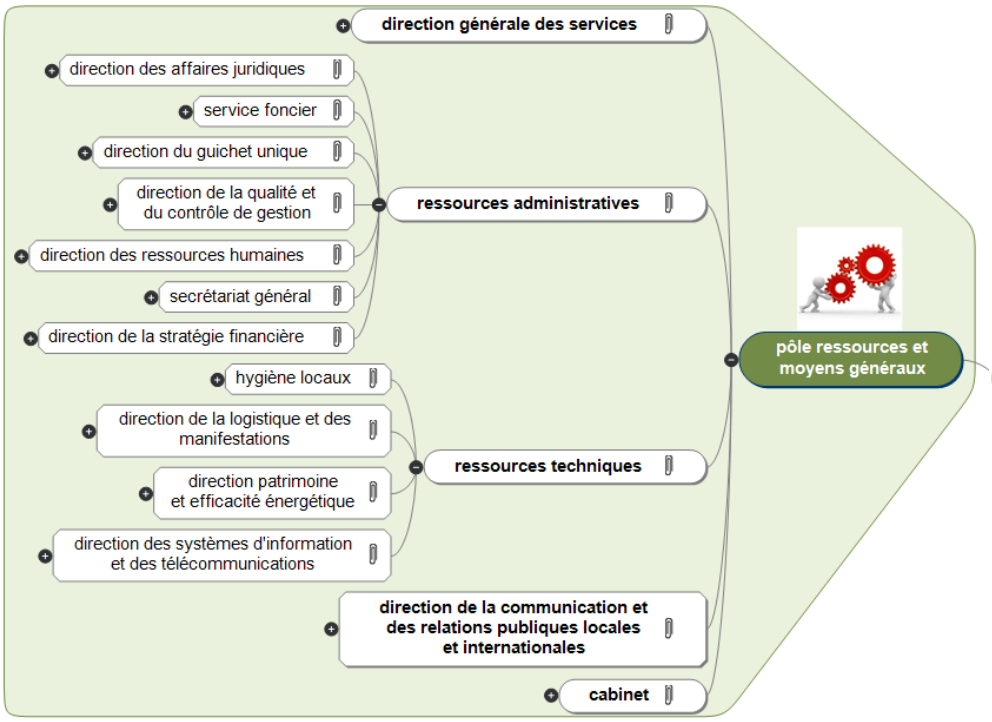


| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 4,679 € | La fermeture des écoles et des structures d'accueil petite enfance et enfance jeunesse a fortement impactée la cuisine centrale en 2020. Néanmoins les charges globales entre 2019 et 2022 n'ont augmenté que de1,8%. Le coût unitaire de l'équivalent repas est resté stable à -0,3%. |
| | 2021 | 4,185 € | |
| | 2022 | 4,174 €  | |





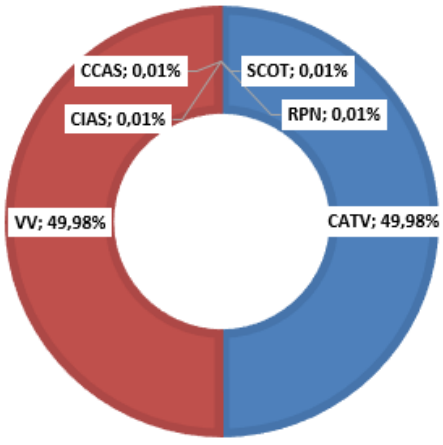
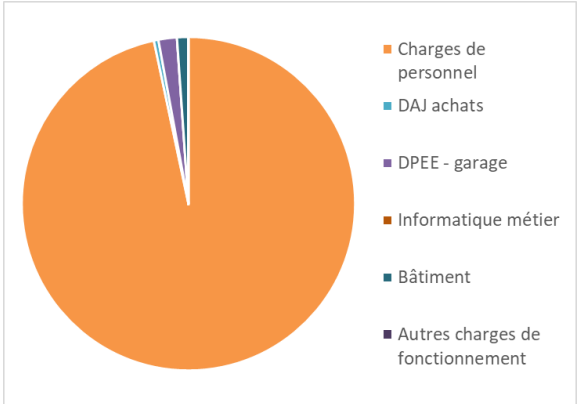
## 4.3 Moyens généraux






### a) Direction générale des services

Assure les missions de direction générale des collectivités de l'administration territoriale unique et conseille les élus et les directions dans la mise en œuvre de leurs projets

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 390 219 € | Quotité 49.98% CATV et VV 0.01% CCAS, CIAS, RPN et SCoT |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 1% = 3 902 €  | | |





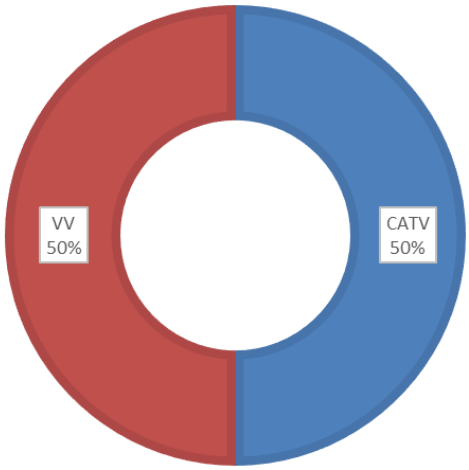
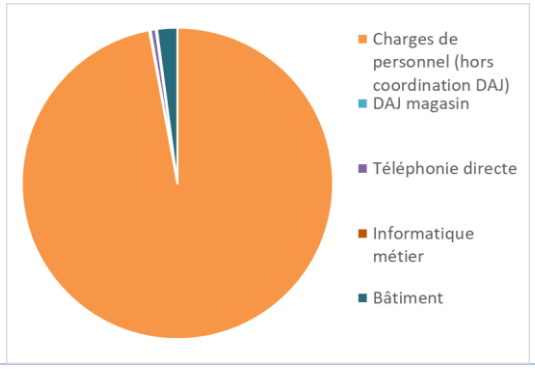
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 3 908,2 € | La baisse constatée sur l'exercice 2021 est due à la vacance de poste du DGA attractivité sur plusieurs mois. |
| | 2021 | 3 553,6 € | |
| | 2022 | 3 902,2 € | |

### b) Ressources administratives

*Affaires juridiques*

Service affaires juridiques

Assure la sécurité des procédures juridiques.

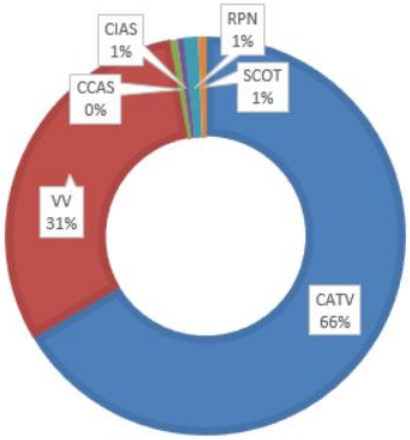
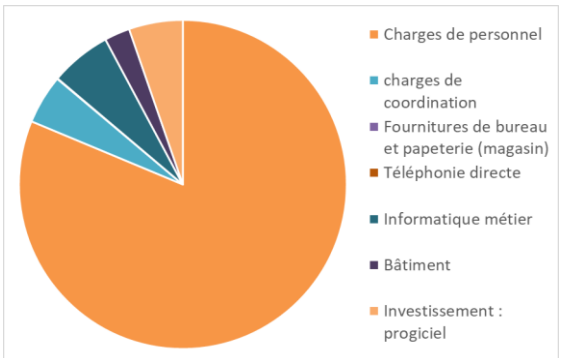
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service mis à disposition de CATV vers VV | | Quotité : 50% CATV 50% VV |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | *RGPD*  | | |





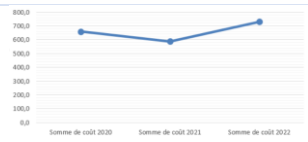
Service marchés publics et concessions de service public

Assure la mise en œuvre sécurisée des procédures de passation de marchés publics selon la définition de la politique achat. Gère les procédures de marchés publics, de concessions de services publics et les groupements de commandes.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 128 544 € | Nombre d'équivalents marchés et grpts = 176 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 730 €  | | |

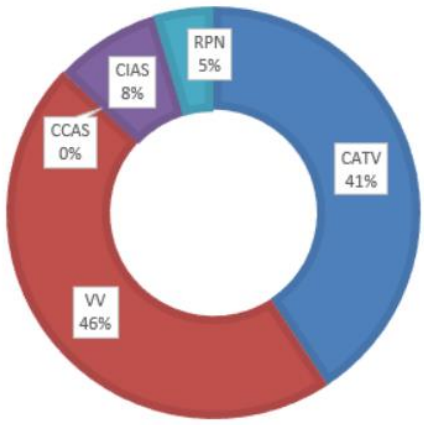
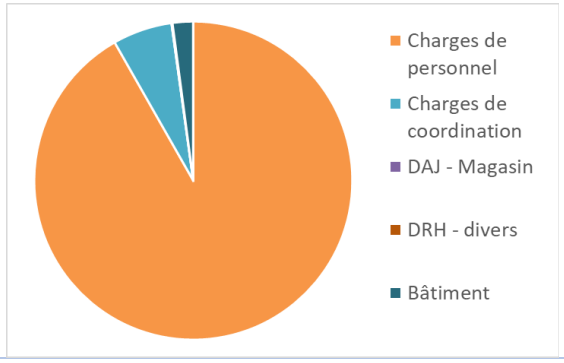




| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 658,0 € | En 2021, le nombre de marchés traité a été plus important qu'en 2020 et 2022, à charges constantes, ce qui explique la diminution de l'unité d'œuvre sur cet exercice. |
| | 2021 | 588,5 € | |
| | 2022 | 730,0 € | |

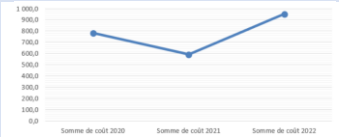
Service assurances

Définit et met en œuvre la politique de gestion des risques assurantiels.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 102 858 € | Nombre de sinistres = 108 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 952,4 €  | | |

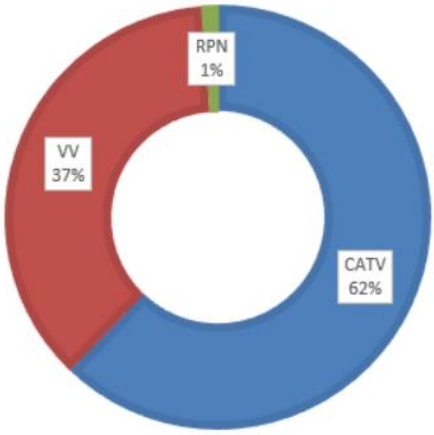
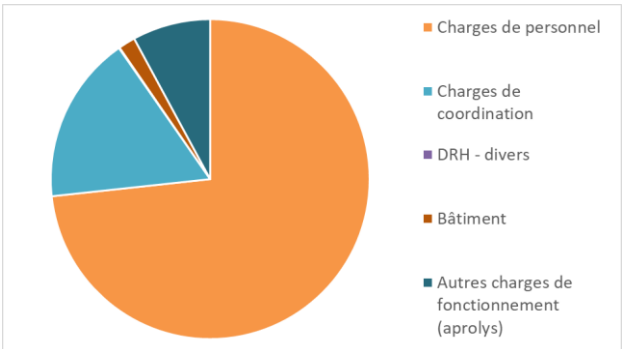




| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 781,9 € | L'année 2022 a connu le plus faible nombre de sinistres des trois années. Moins il y a de sinistres, plus le coût de l'unité d'œuvre est haut. |
| | 2021 | 591,8 € | |
| | 2022 | 952,4 € | |

Service coordination achats

Définit et met en œuvre la politique achat en s'appuyant sur les décisions du comité d'achat et l'analyse de la nomenclature achats.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 63 156 € | Nombre de marchés accompagnés = 85 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 743 €  | | |



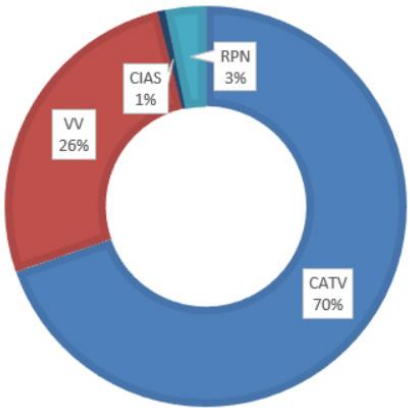
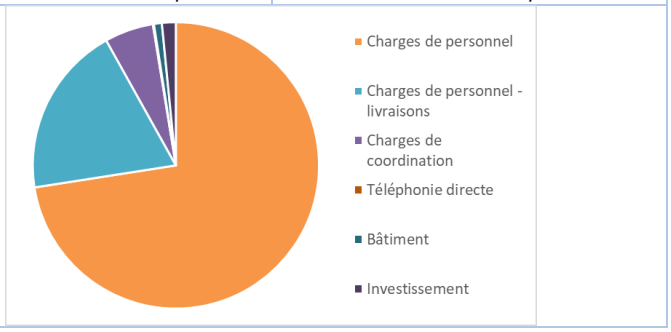


| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
| | 2020 | | La démarche de coordination achat étant récente, elle est évaluable sur son indicateur pour la 1ère fois en 2022. |
| | 2021 | | |
| | 2022 | 743 € | |

Service magasin

Assure la gestion et le stockage des achats confiés au magasin (fournitures techniques, administratives, produits d'entretien), la gestion du linge et des EPI.

Assure des missions de livraison sur certains services.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 194 441 € | Nombre de bons de sortie et cde = 3006<br>Nombre de livraisons = 3341 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | Trait[t] des sorties : 52,14 € | Livraisons : 11,29 € | |
| |  | | |

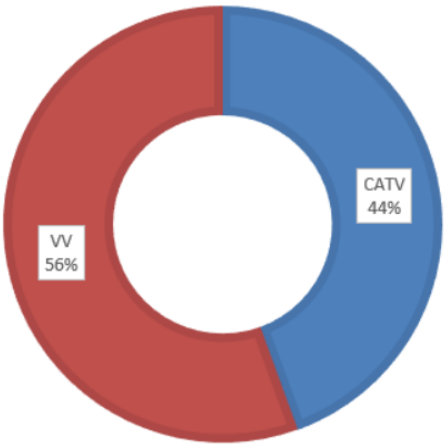
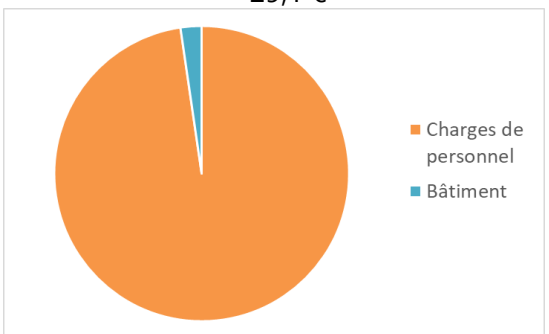




| | | | |
|---|---|---|---|
| | 2020 | | Nouveaux indicateurs en 2022 |
| | 2021 | | |
| | 2022 | | |

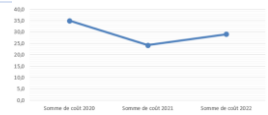
*Service foncier*

Assure les opérations de mutation des biens, la gestion des occupations bâties et non bâties (servitudes, locations, mises à disposition, permissions de voirie, conventions, domaine), la constitution et la mise à jour des bases foncières et les édifices menaçant de ruine.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 93 010 € | Temps passé = 3 206 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | = 29,1 € | | |
| |  | | |

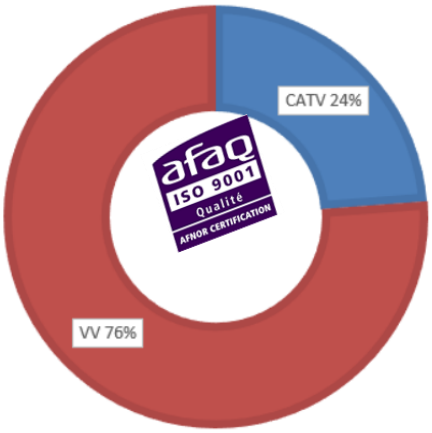




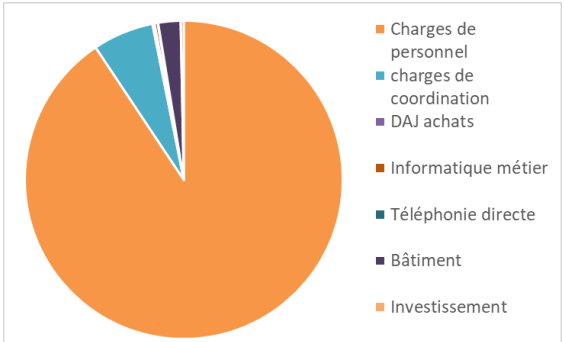
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 35,0 € | Fluctuation en lien avec une vacance de poste et le recrutement d'un agent sur la période. |
| | 2021 | 24,2 € | |
| | 2022 | 29,0 € | |

Service accueil

Assure pour l'ensemble des services, l'accueil physique, téléphonique et dématérialisé des personnes à l'hôtel de ville et de communauté du parc Ronsard et à la mairie annexe des Rottes, ainsi que sur l'espace famille des collectivités.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service mis à disposition CATV et VV | 471 655 € | Temps d'ouvert. guichets = 13 154 h |



| Valeur unité d'œuvre 2022 |
|---|
| 35,86 €  |

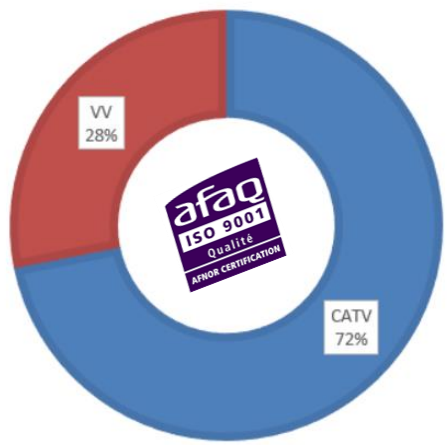


| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 66,9 | L'ouverture des guichets sur les années 2020 et 2021 a été impactée par la crise sanitaire (fermetures en 2020 et ouvertures plus larges en 2021 pour les CNI). En 2022, l'organisation est stabilisée |
| | 2021 | 32,5 | |
| | 2022 | 35,9 | |

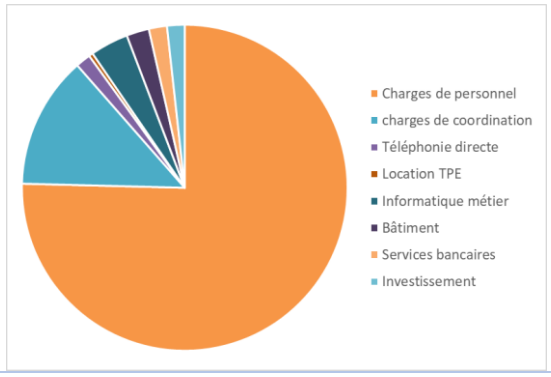


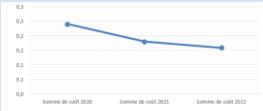

Service back-office

Assure la gestion des inscriptions, de la facturation et de l'encaissement des produits des services.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service mis à disposition CATV | 190 290 € | Montant des recettes enregistrées = 1 181 927 € |



| Valeur unité d'œuvre 2022 |
|---|
| = 0.16 €  |

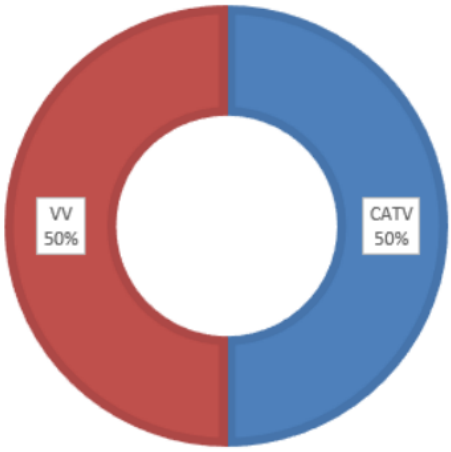
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 0,24 | Les recettes des activités des services ont été très impactées durant la crise sanitaire et ont redémarré de manière irrégulière sur l'année 2021.<br>2022, est une année d'activité continue, qui permet d'évaluer correctement l'unité d'œuvre du back-office. |
| | 2021 | 0,18 | |
| | 2022 | 0,16 | |
| |  | | |

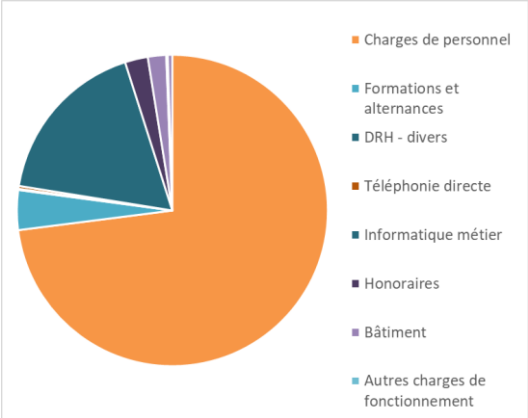
*Qualité et contrôle de gestion*

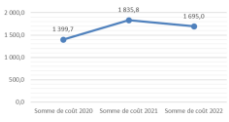


Accompagne les directions et les élus dans l'instauration et l'animation d'une politique de performance et de qualité. Apporte une aide à la décision. Evalue les activités et contrôle la mise en œuvre des processus et des procédures par la réalisation d'audits internes et le suivi d'indicateurs. Donne de la visibilité aux projets politiques. Structure et suit la mutualisation. Organise la gestion documentaire. Réalise les opérations de contrôle externe.

La DQCG accueillait un jeune en apprentissage data analyst jusqu'en septembre 2023. Une alternance en contrôle de gestion est en cours de recrutement.

| **Taux de mutualisation 2022** | **Type de service** | **Charges mutualisées** | **Indicateur de mutualisation** |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 169 503 € | Quotité<br>50% CATV<br>50% VV |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 1% = 1 695 € | | |



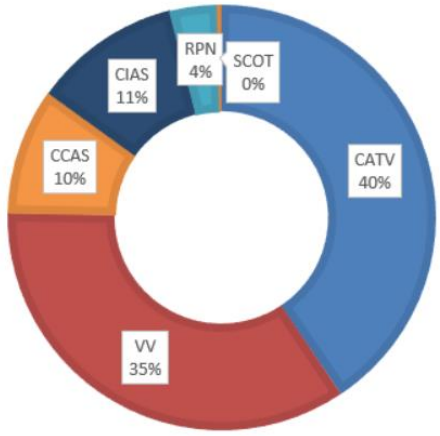
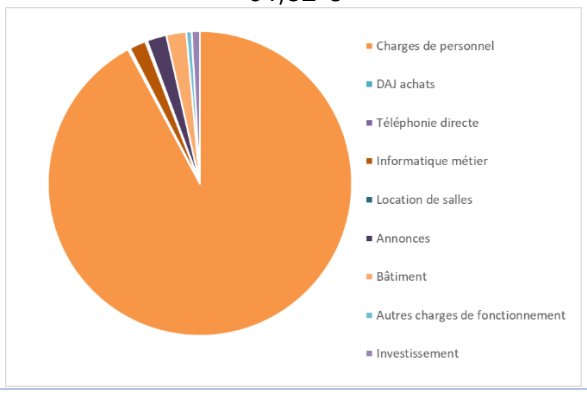

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 1 399.7 € | La DQCG a été créée en juillet 2020 (année incomplète). Elle s'organiser sur trois postes : la directrice, l'animateur qualité et l'alternant.<br>Le poste d'animateur qualité est resté vacant sur le 4è trimestre 2022. |
| | 2021 | 1 835.8 € | |
| | 2022 | 1 695.0 € | |

*Ressources humaines*

Gère les carrières et les paies des agents, les indemnités et les formations des élus, le dialogue social (comité social territorial, négociation avec les partenaires sociaux).

Gère les formations obligatoires et facultatives, ainsi que les formations inter collectivités.

Assure les missions de préventeur (documents uniques, risques professionnels, reclassements, médecine professionnelle, aménagements de postes et gestion des EPI).

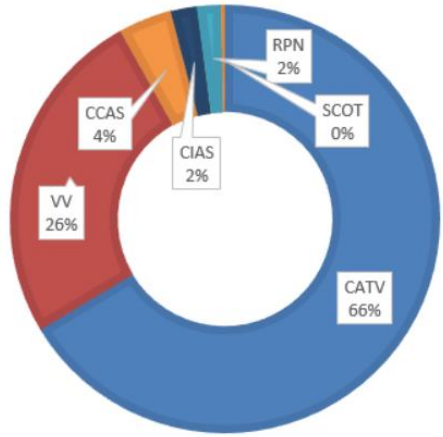
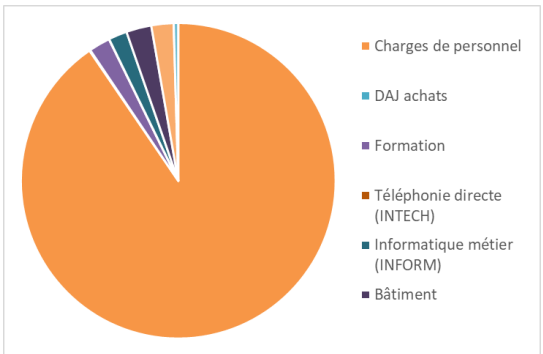
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 649 223 € | Nbre d'équivalents payes = 10 501 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 61,82 €<br>  | | |

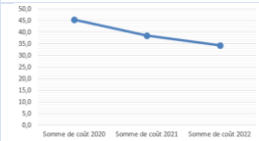
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 61,0 € | En 2022, le poste de DRH est resté vacant jusqu'en octobre. |
| | 2021 | 63,4 € | |
| | 2022 | 61,8 € | |



*Stratégie financière*

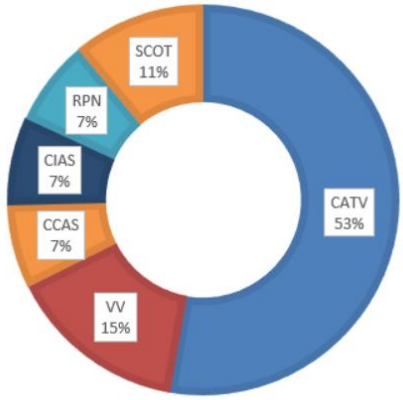
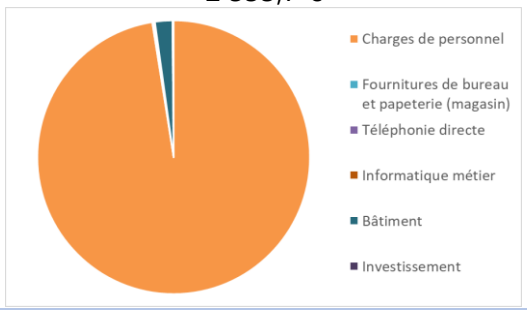
Assure la gestion budgétaire et comptable des collectivités selon les différentes nomenclatures en vigueur. Rédige et suit le pacte financier (attributions de compensation, Facil, DSC). Assure le suivi des subventions versées et reçues. Gère les opérations de TVA et FCTVA. Enregistre les cessions et gère l'inventaire, en lien avec l'état de l'actif du compte de gestion. Suit la trésorerie. Réalise les prospectives et le suivi de la PPI. Gère la dette.

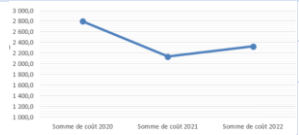
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun CATV | 749 585 € | Montant des dépenses réelles (fonct + inv tous budgets) = 92,2 M€ |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | = 0.008 €<br>  | | |

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 0,011 € | Plusieurs vacances de poste impactent les charges du service depuis 2021.<br>A noter en 2022 : formations liées à la dématérialisation et à la déconcentration des processus finances. |
| | 2021 | 0,009 € | |
| | 2022 | 0,008 € | |

Service des assemblées

Gère les assemblées délibérantes ou non délibérantes des collectivités, hors commissions thématiques et conseils de pôles (convocation, transmission des pièces, gestion des réunions, rédaction des comptes rendus), ainsi que la rédaction et la transmission des actes.

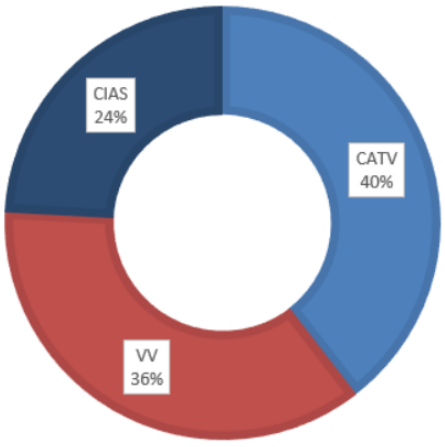
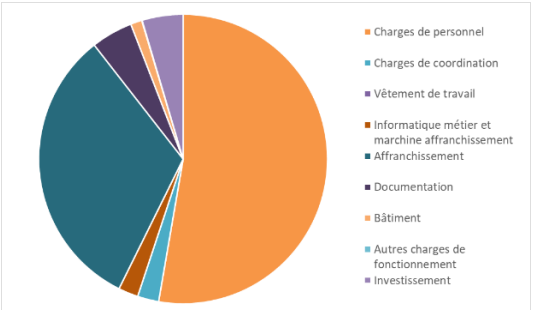
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun CATV | 234 961 € | Nombre d'équivalents assemblées *(intègre le nombre de titulaires, le temps des réunions avec déplacements, et le nombre d'actes produits)* = 100,7 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 2 333,7 €  | | |

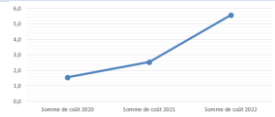
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 2 797,0 € | Le nombre d'assemblée a varié d'une année à l'autre (76,9 en 2020 ; 105,6 en 2021 ; 100,7 en 2022). L'organisation du service restant identique par ailleurs. |
| | 2021 | 2 135,7 € | |
| | 2022 | 2 333,7 € | |

Service du courrier

Assure la gestion du courrier entrant, papier et numérique : la réception, le tri, l'enregistrement, l'attribution la réalisation des copies, la ventilation des documents et leur acheminement par le coursier ainsi que l'affranchissement du courrier sortant.

Le coursier assure l'affichage légal des actes administratifs pour publication.

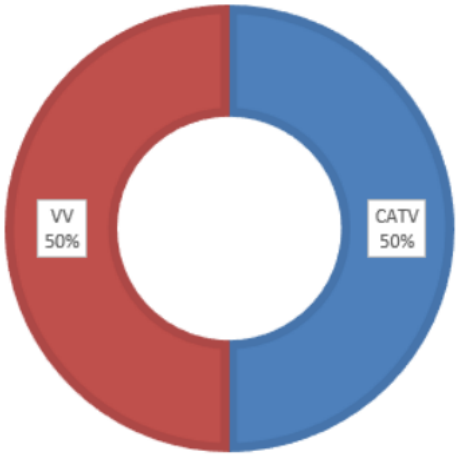
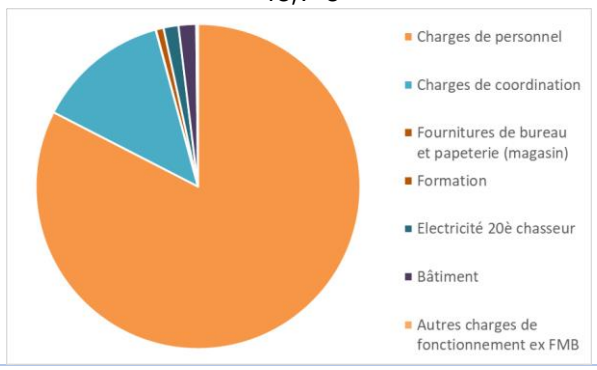
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service mis à disposition CATV/VV | 343 383 € | Nombre de courriers/courriels = 61 645 *(indicateur en construction sur les courriers entrants)* |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 5,57 €  | | |

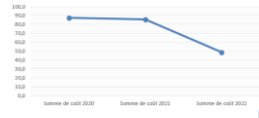
| Evolution | Année | Unité d'œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 1,55 € | Les modalités d'affectation des charges au service courrier ont évolué sur la période, permettant de centraliser ce qui concerne ce service support sur un même code service.<br>En 2022, le logiciel C-logik a été acheté.<br>C'est à partir de 2023 que le calcul se stabilisera et que pourront être enregistrés la totalité des courriers et courriels entrants et sortants.<br>Restera à traiter le courrier du CCAS directement via la convention et non plus par refacturation du CIAS à posteriori |
| | 2021 | 2,53 € | |
| | 2022 | 5,57 € | |



Service des archives et documentation

Assure la gestion des archives (collecte, classement, conservation et communication), les recherches (reconstitutions de carrière, urbanisme permis de construire, généalogie). La gestion de la documentation (presse commune : NR, Gazette, etc.).

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 58 382 € | Nombre de mètres linéaires = 1 200 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 48,7 €  | | |

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 87,3 € | Le déménagement des archives a eu lieu fin 2023. Ce n'est qu'à partir de l'exercice 2024 que l'évaluation du service pourra se faire convenablement : en termes de charges, mais aussi parce que désormais les services ont retrouvé la possibilité de verser leurs documents aux archives. |
| | 2021 | 85,6 € | |
| | 2022 | 48,7 € | |

c) Ressources techniques

*Hygiène des locaux*



Direction de la vie scolaire – service hygiène des locaux

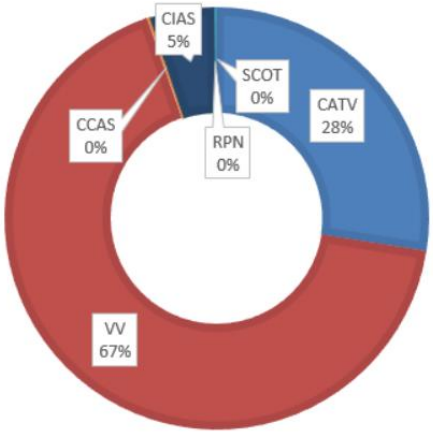
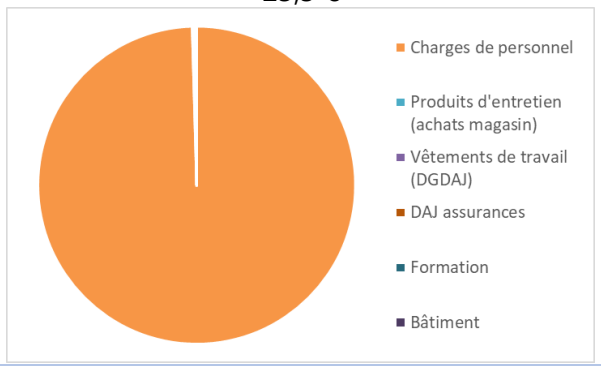
Rattaché à la direction de la vie scolaire, le service assure l'hygiène des locaux, soit en régie, soit par l'intervention de prestataire de service, particulièrement pour ce qui est du nettoyage des vitres. Il procède au nettoyage des sols et à la désinfection des surfaces.

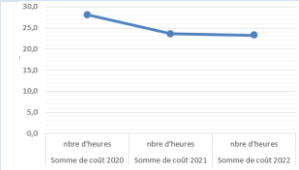
Il veille à l'application des consignes de sécurité et au respect des règles, à l'évaluation des risques et à l'amélioration des conditions de travail, au suivi des évaluations techniques, des produits d'entretien, des matériels et de l'état des locaux.

Il intègre le développement durable par le tri et l'évacuation des déchets, ainsi que par la maîtrise de la toxicité des produits et de leur impact sur l'environnement.

Il rédige et met à jour des protocoles, procédures, plans de nettoyage et fiches techniques.

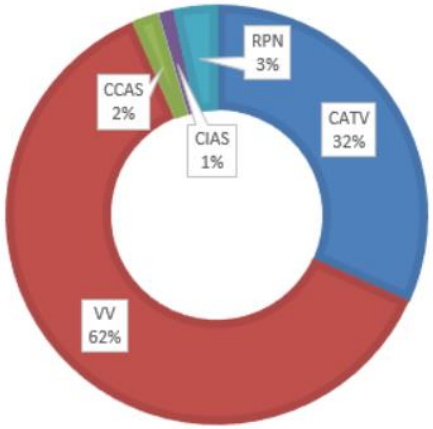
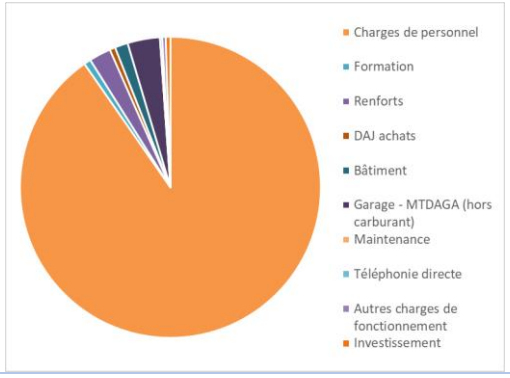
Il veille au respect des différentes normes, selon les établissements, ainsi qu'aux protocoles sanitaires en vigueur.

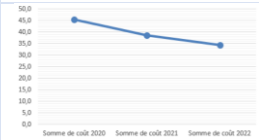
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - VV | 1 223 995 € | Temps passé = 52 458 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 23,3 €  | | |

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 28.1€ | Le nombre d'heures d'intervention en 2020 était inférieur à l'activité normale en raison des fermetures d'écoles et de différents services.<br>En 2022, les charges de produits d'entretien sont facturées par le magasin aux services occupants et n'intègrent donc plus les dépenses directes du service hygiène des locaux (70k€ en 2021) ; sur les charges RH, l'augmentation indice et smic représente 120k€. |
| | 2021 | 23.6€ | |
| | 2022 | 23.3€  | |

*Logistique et manifestations*

Assure la mise à disposition de podium, barnums, tables, chaises, sonos, barrières. La gestion des cérémonies. La pose de visuels. L'installation de vin d'honneur. Les déménagements des services. La répartition des changes dans les différents services du CCAS.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 339 143 € | Temps passé = 9 839 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 34,5 €<br>  | | |

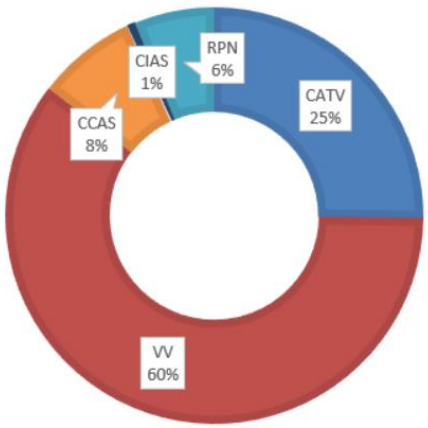
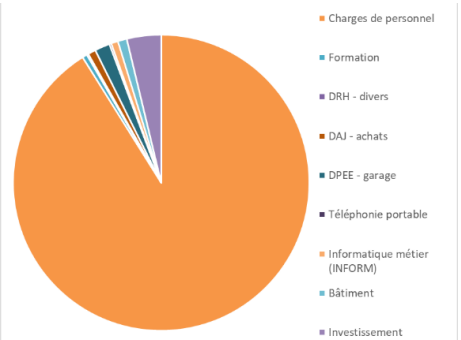
| Evolution | Année | Unité | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 45,5 € | Le nombre d'heures d'intervention de la direction est passé de 6 815h en 2020 (année Covid) à 9 839h en 2022 (activités normales - services et associations). |
| | 2021 | 38,6 € | |
| | 202  | 34,5 € | |

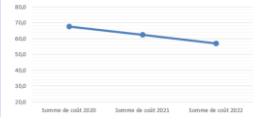
*Patrimoine et efficacité énergétique*

Depuis le 1er Juillet 2022, les directions du patrimoine et de la voirie ont été fusionnées en une direction unique : direction du patrimoine, de la voirie et de l'efficacité énergétique, la DPVEE.

<u>Régie et coordination - DPEE</u>

Assure la maintenance et l'entretien du patrimoine, la réalisation de certaines opérations d'investissement, l'optimisation de l'exploitation du patrimoine. La gestion des énergies et de l'eau des différentes installations. Le contrôle réglementaire des équipements. La mise en conformité aux normes en vigueur.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 1 293 827 € | Temps passé = 22 690 h |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 57,0 €<br>  | | |

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 67,7 € | L'équipe de plomberie a été renforcée par le recrutement d'un plombier en septembre 2022, augmentant l'équipe de 3 à 4 techniciens, ainsi que par l'achat d'un utilitaire Vivaro.<br>La formation « amiante » a été réalisée en 2021 (renouvellement de l'habilitation tous les 3 ans) |
| | 2021 | 62,4 € | |
| | 2022 | 57,0 € | |

La méthode d'enregistrement des heures d'intervention des équipes dans le logiciel ATAL a été revue courant 2022. Des points réguliers sont faits en collaboration avec la DSIT et DQCG. Les heures enregistrées sont passées de 19 638h en 2021, à 22 690h en 2022. Courant 2024, la mise en service d'une nouvelle version du logiciel e-Atal devrait permettre d'améliorer encore la construction de cet indicateur.



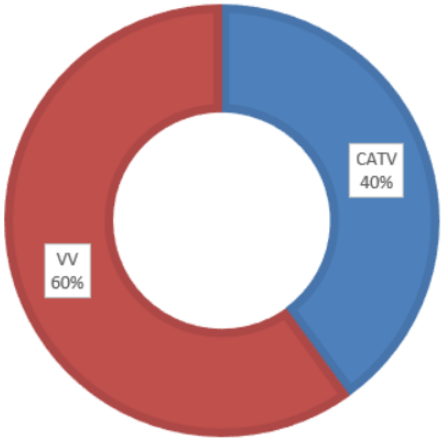
Parallèlement à cela, un groupe de travail interdisciplinaire (bâtiments, assurances, foncier, finances, contrôle de gestion, informatique) a été constitué pour reprendre les affectations des équipements dans le logiciel Atal, fiabiliser la base de données y compris dans les abords et les accessoires de patrimoine et s'assurer des correspondances avec l'état de l'actif des finances.

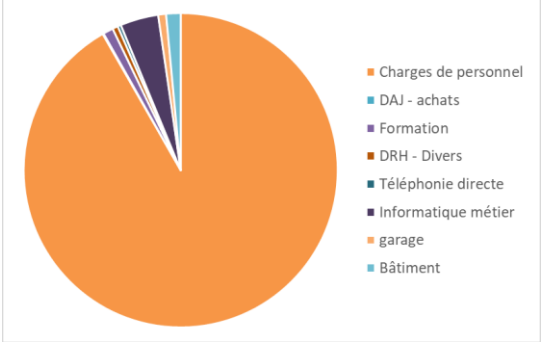
> *Nota : travaux d'investissements réalisés en régie*
> *En lien avec la DSIT, la DQCG et la DSF, il sera possible en 2024/2025 de produire les écritures de travaux en régie (opération d'investissements), via les interfaces des logiciels Atal et eGF.*
> *Il s'agit d'un long travail qui améliorera encore la qualité comptable, tout en tenant compte de la complexité du patrimoine sur lequel intervient la DPEE (plus de 180 bâtiments dont un très grand nombre sont mutualisés ou issus de transferts de compétence).*

Bureau d'étude - DPEE

Réalise le recueil des besoins des services. Elabore les projets, consultation de la maîtrise d'ouvrage ou réalisation de l'AMO en interne. Suivi de chantiers. Suivi financiers.

Le bureau d'étude accueille deux jeunes en apprentissage.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 271 402 € | Nombre de projets structurants suivis = 15 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 18 093 € | | |



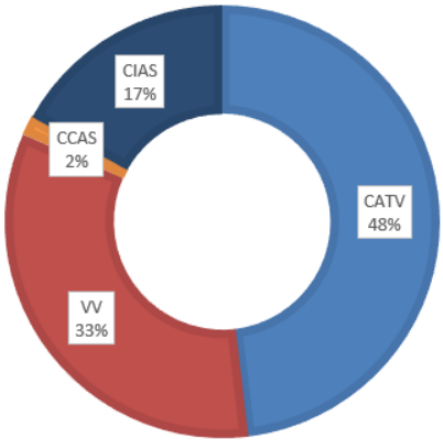
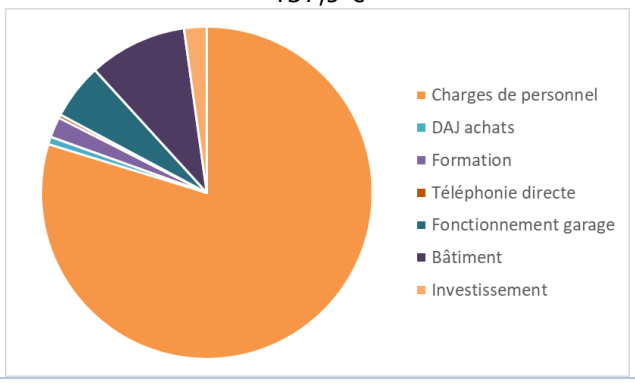
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 5 263 € | L'organisation du bureau d'études a été renforcée pour permettre la prise en charge en interne de projets plus importants et diminuer le recours aux cabinets d'architecte.<br>Un énergéticien a été recruté en septembre 2022.<br>Il sera proposé, lors du prochain comité de mutualisation, de modifier l'indicateur pour mieux pondérer le poids des projets en fonction des missions réalisées en interne, de celles qui sont externalisées.<br>La formation « amiante » a été réalisée en 2021 (renouvellement de l'habilitation tous les 3 ans). |
| | 2021 | 9 808 € | |
| | 2022 | 18 093 € | |



Garage

Gestion du parc automobile (véhicules légers et véhicules lourds – y compris contrôles techniques). Entretien du matériel motorisé des services. Gestion du marché carburants.

Le service accueille un jeune en apprentissage.

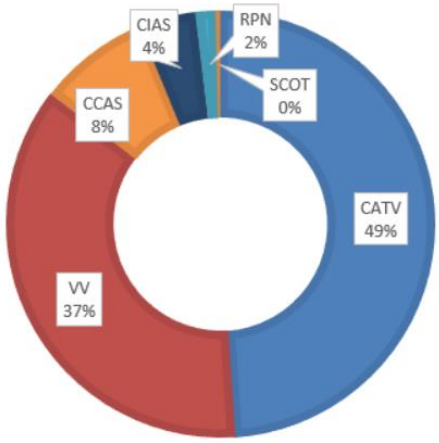
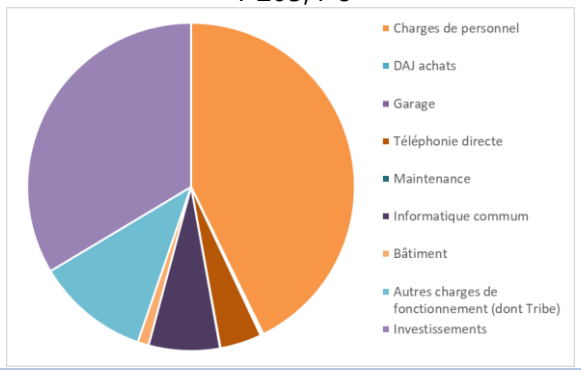
| Taux de mutualisation 2021 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 108 519 € | Temps passé = 787 h *(enregistrement informatique des heures encore partiel)* |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 137,9 €  | | |

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 118,0 € | Le travail sur la saisie des heures du garage dans Atal n'est pas achevé. |
| | 2021 | 134,3 € | |
| | 2022 | 137,9 € | |

*Système d'information et des télécommunications*

Gestion des moyens informatiques et des réseaux. Expertise des solutions « logiciels – progiciels ». Sécurité. Plan de continuité de service. Assistance. Rédaction et suivi de la roadmap.

La direction a accueilli un jeune en apprentissage jusqu'en février 2022.

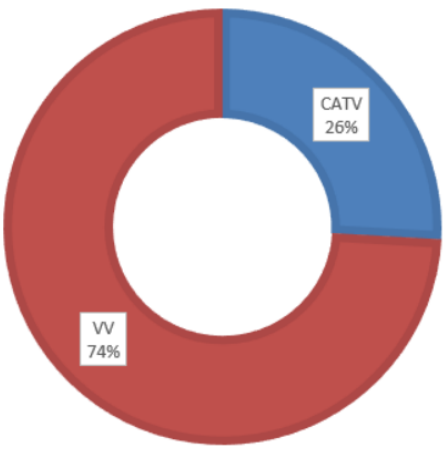
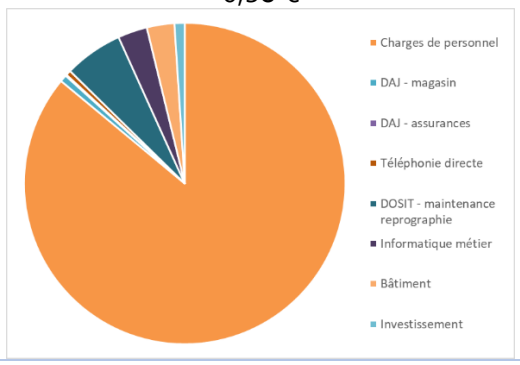
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 785 925 € | Nombre d'équivalents utilisateurs = 652 *(avec distinction des postes légers et postes lourds)* |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 1 205,4 €  | | |

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 1 602,8 € | La DSIT poursuit son travail de rationalisation et d'optimisation des systèmes et des réseaux. |
| | 2021 | 1 340,3 € | |
| | 2022 | 1 205,4 € | |

## d) Communication et relations publiques

Service supports de communication – pôle production

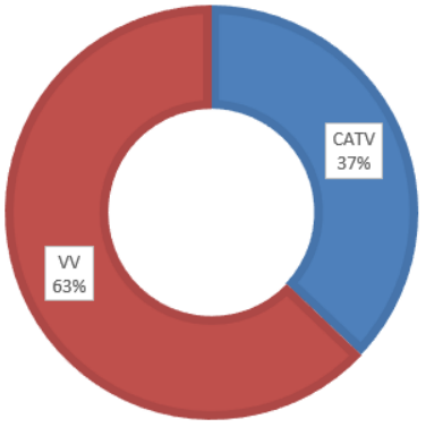
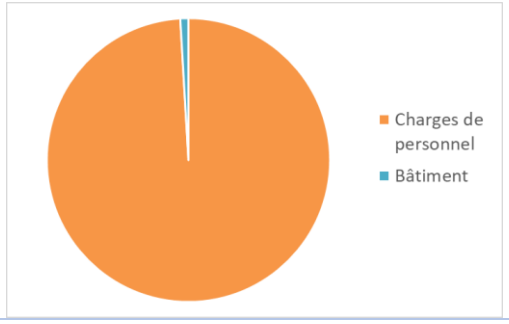
Conception et gestion des supports de communication, papier, numérique, des sites, réseaux sociaux. Conception graphique. Reprographie.

| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 271 727 € | Dépenses réelles fonctionnement et investissement (hors RH) = 466 464 € |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 0,58 €  | | |

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 1,55 € | L'année 2020 était très impactée par la crise sanitaire. La nouvelle organisation communication cabinet s'est mise en place en 2023 et sera évaluée l'an prochain. |
| | 2021 | 0,55 € | |
|  | 2022 | 0,58 € | |

Service relations publiques et événementiel

Gestion presses. Vins d'honneur. Cérémonies protocolaires.

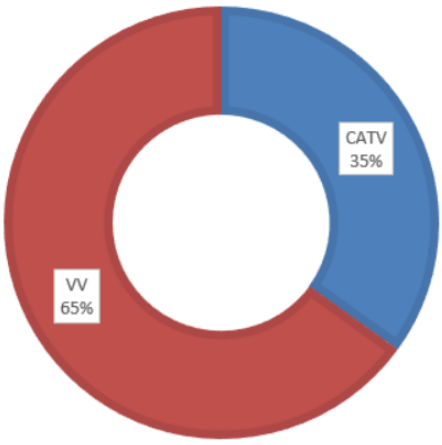
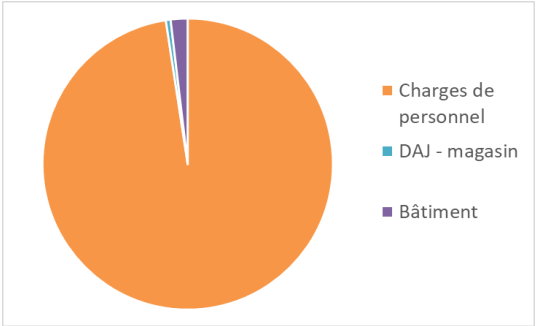
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun - CATV | 115 664 € | Nombre d'équivalents événements = 128 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 903,6 €  | | |

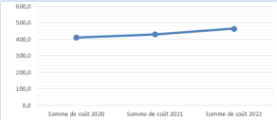


| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 396,4 € | Service en réorganisation sur la période, et impact de la crise sanitaire. Indicateur non stabilisé  |
| | 2021 | 2 658.7 € | |
| | 2022 | 903,6 € | |

Service vie associative

Gestion des relations aux associations : mise à disposition de locaux. Subventions. Demandes de moyens humains, équipements, etc…

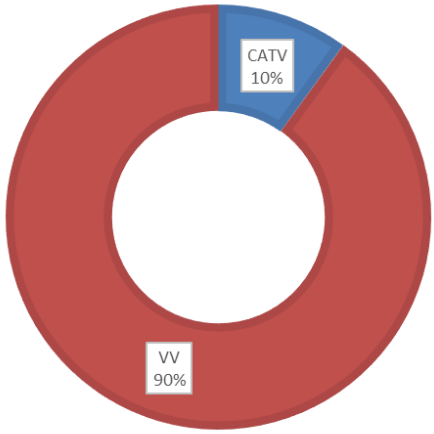
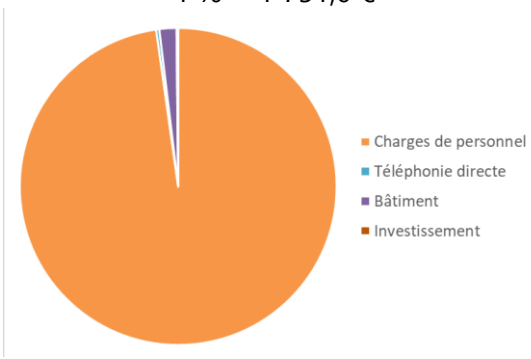
| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service mis à disposition | | Nombre d'entités suivies = 123 |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | *RGPD*  | | |

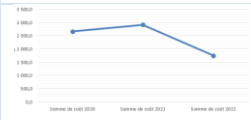
| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | RGPD | Les charges du service sont stables. |
| | 2021 | RGPD | En 2023, il a été rattaché à la direction du vivre ensemble. |
| | 2022 | RGPD | |

### e) Cabinet

Gestion des relations aux élus, communes, partenaires. Représentations. Suivi des projets. Validations des courriers. Gestion des agendas. Organisation des manifestations et événements. Encadrement de la police municipale.
Développement de la marque Vendôme et de Territoires numérique.



| Taux de mutualisation 2022 | Type de service | Charges mutualisées | Indicateur de mutualisation |
|---|---|---|---|
|  | Service commun CATV | 291 943 € | Quotité<br>10% CATV<br>90% VV |
| | **Valeur unité d'œuvre 2022** | | |
| | 1 % = 1 751,0 €<br>  | | |

| Evolution | Année | Unité œuvre | Commentaire |
|---|---|---|---|
|  | 2020 | 2 668,7 € | Le poste de directeur de cabinet est resté plusieurs mois vacants en 2022, ainsi que celui de collaboratrice de cabinet.<br>La nouvelle organisation s'est stabilisée en 2023. |
| | 2021 | 2 917,5 € | |
| | 2022 | 1 751,0 € | |

## 4.4 Modifications d'indicateurs

Afin d'améliorer en permanence l'évaluation de la mutualisation des services, les indicateurs de mutualisation qui déterminent les modalités de calcul des charges doivent pouvoir être modifiés :

- ⇨ Lorsqu'ils ne donnent pas un résultat satisfaisant par rapport à la réalité de l'activité du service,
- ⇨ Lorsqu'il convient de s'adapter à de nouvelles activités ou de nouveaux process dans l'organisation du service.

Ces modifications doivent intervenir avant le débat d'orientation budgétaire afin d'inscrire aux budgets en préparation, les crédits nécessaires à l'évolution des modalités de calcul.



### a) Modifications validées par le comité de mutualisation 2023

Les propositions suivantes ont été validées en comité de mutualisation du 18 octobre 2023.

*DSIT*

La DSIT construit un maillage du réseau numérique au niveau du territoire qui permet une optimisation des coûts de connexion des bâtiments (réseau internet et communications téléphoniques fixes)
Cette activité de la DSIT est proportionnelle au nombre de sites équipés et non pas au nombre de postes.
Cela concerne à ce jour 52 sites. Les sites les plus complexes seront traités en priorité : l'hôtel de ville et de communauté sera le premier site concerné début d'année 2024 par ce nouveau système.
Suivront le CIAS et le CCAS (avec le réseau wifi résidents), le Centre Technique, puis progressivement l'ensemble des autres sites de l'ATU.
La DSIT a donc demandé de distinguer les deux activités qui portent sur des natures de dépenses distinctes. A l'intérieur des dépenses de la DSIT, les dépenses spécifiques RESAH seront suivies par un code action (à créer en 2024).

**Indicateur actuel**

- Nombre d'équivalents utilisateurs

**Indicateurs proposés**

- Dépenses informatiques et téléphonies : nombre d'équivalents utilisateurs
- Dépenses de raccordement au réseau numérique mutualisé : nombre de sites raccordés

*SG - ARCHIVES*

Après plusieurs années de ralentissement suite à la crise sanitaire, une activité accessoire à la gestion technique des archives retrouve un niveau significatif : les consultations et recherches formulées par les services, mais surtout par des chercheurs, des historiens ou des généalogistes.
Ces demandes relèvent quasiment toutes des compétences de la ville.
Le service archive a souhaité introduire dans son calcul de mutualisation, une quote-part pour cette activité qui fonctionne sur des modalités spécifiques.
Pour l'année 2022, elle représente 15% du temps passé par le service.

**Indicateur actuel**

- Nombre de mètres linéaires d'archives

**Indicateurs proposés**

- Temps passé gestion des archives x nombre de mètres linéaires d'archives
- Temps passé consultations x nombre de consultations

88 A titre d'information : voici le détail des communications faites en 2022 :

Communications internes
59 demandes dont :

- 40 pour la DDUAE
- 19 pour le reste (DRH, Direction de la Communication, DPEE, etc.)

Communications externes
140 demandes dont :
126 demandes généalogiques (acte naissance, mariage et décès)
9 demandes scientifiques (photos, bâtiment, plans, etc.)
5 demandes administratives

5 particuliers sont venus consulter des documents en salle de lecture

- 1 architecte pour des permis de construire et démolir (maison sur Vendôme)
- 1 personne pour des recherches généalogiques
- 3 personnes pour les recherches en rapport avec la 2e Guerre mondiale

*SG – COURRIER*

La dématérialisation du processus "courrier" via le logiciel C-Logic amène une modification des process de gestion du courrier.
Le service demande une évolution de son indicateur en complément du seul nombre de courriers, qui permettre d'introduire la notion de paramétrages des postes des agents et des élus dans le logiciel (workflows, signatures électroniques, certificats finances, marchés, etc.)
Le recul concernant la dématérialisation du processus est encore trop court pour être certain du coefficient à poser sur chaque indicateur.
La direction du Secrétariat Général propose 95% gestion / 5% paramétrage.
Il est proposé une clause de revoyure de cette quotité d'ici deux ou trois ans afin de mieux évaluer l'impact lié aux renouvellements électoraux (prochaines élections en 2026).

**Indicateur actuel**

- Nombre de courriers et courriels entrants et sortants

**Indicateurs proposés**

- Pour 95% : le nombre de courriers et courriels entrants et sortants
- Pour 5% : le nombre d'agents et d'élus connectés

*DDUAE*

Depuis 2020, la direction du développement urbain et de l'aménagement de l'espace est organisée avec différents pôles : direction, ADS, transports, planification, foncier, opérationnel, cartographie. L'indicateur de mutualisation est commun à tous : le temps passé.

La grande variété des missions de cette direction fait que le calcul de la mutualisation au niveau de la direction donne une image imprécise de chaque activité.

Le service demande donc que chaque pôle puisse être traité en tant que service et que l'indicateur du pôle cartographie soit modifié.

**Indicateur actuel**

- Temps passé DDUAE

**Indicateurs proposés**

- Temps passé direction
- Temps passé ADS
- Temps passé transports
- Temps passé planification
- Temps passé foncier
- Temps passé opérationnel
- Cartographie : quotité 50/50 entre VV et CATV



### b) Réflexions en cours pour le comité de mutualisation 2024

*Bureau d'étude patrimoine et efficacité énergétique*

Le bureau d'étude souhaite affiner la valorisation de son indicateur (le nombre de projets structurants), en apportant une pondération pour la construction d'un équivalent projet qui intégrera entre temps fixe et temps variable selon la taille du projet et son mode de gestion (AMO interne ou externalisée).

*Magasin*

Une réflexion est engagée pour améliorer les procédures de gestion des stocks au magasin, avec la possibilité d'une interaction informatique entre le stock physique suivi dans le logiciel Atal et une bascule en stocks comptables dans le logiciel eGF, les deux étant des produits Berger-Levrault.

L'objectif serait de mettre en œuvre ces nouvelles procédures lors du déménagement du magasin dans le futur CPA.

*Travaux en régie*

Les directions patrimoine, voirie et espaces verts réalisent une part non négligeable de leurs interventions sur des opérations d'investissement qui sont suivies comptablement par les écritures dites de « travaux en régie ».

Un travail est en cours pour réorganiser la saisie des heures et d'affectation des matériaux par les équipes dans le logiciel Atal. Comme pour le magasin, il s'agit ici d'interfacer ce logiciel avec le logiciel finances eGF.

Maintenant que les procédures finances de déconcentration des bons de commandes, de validation des factures et de gestion budgétaire sont en place, le travail va se poursuivre sur cette question de la gestion des travaux en régie, gestion d'autant plus complexe que les équipes sont mutualisées et que parfois les équipements eux-mêmes sont mutualisées entre plusieurs services usagers et collectivités (exemples : le centre culturel des Rottes ou le centre d'arts martiaux des grands-près).

*Système de répartition par quotité*

Le système d'évaluation arrivant à maturité après trois exercices de mise en œuvre.
Les procédures de dématérialisation budgétaire étant abouties,
La qualité comptable ayant désormais atteint les objectifs fixés en 2020,
Le président-maire souhaite que l'ensemble des services dont la répartition des charges de mutualisation avait été définie par quotité en 2020, soit réévalué. Cela concerne :

| **Service** | **Quotités** |
|---|---|
| La direction générale | CATV ..... 49,98 %<br>VV..... 49,98%<br>CCAS .....0,01 %<br>CIAS .....0,01 %<br>RPN .....0,01 %<br>SCoT .....0,01 % |
| La direction des affaires juridiques (pool de direction) | CATV ..... 50 %<br>VV..... 50 % |
| La direction de la qualité et du contrôle de gestion | CATV ..... 50 %<br>VV..... 50 % |
| La direction des affaires culturelles (pool de direction) | CATV ..... 80 %<br>VV..... 20 % |
| Le service de la cohésion sociale | CATV ..... 50 %<br>VV..... 50 % |
| Le service de la politique de la ville et de la prévention de la délinquance | CATV ..... 60 %<br>VV..... 40 % |
| Le cabinet | CATV ..... 10 %<br>VV..... 90 % |

## 4.5 Perspective : service commun « renfort administratif »

En 2021, suite à l'identification par les communes d'une problématique concernant les secrétaires de mairie, il était apparu opportun de travailler à la création d'un service communautaire de renfort administratif.

Pour s'assurer de la faisabilité du dispositif et du financement de ce poste, un sondage a donc été envoyé aux communes afin de déterminer les communes intéressées et le volume horaire sur lequel elles s'engageraient.
Tout d'abord, 31 communes sur 65 ont répondu au sondage proposé suite à une présentation du dispositif en conseil des maires (novembre 2022), puis en conseils de pôle. Le taux de réponse est ainsi d'un peu plus de 47%.



Sur ces 31 communes, 17 ont répondu vouloir adhérer au service dans les conditions fixées par le règlement de service (à savoir, un engagement sur 3 ans et des modalités d'organisation flexibles en fonction des besoins). Cela représente environ 26 % des communes de la CATV. Pour mémoire, en 2021, lors du premier recensement, 8 communes s'étaient déclarées intéressées.
Quelques communes n'ont pas déclaré vouloir adhérer au service mais ont répondu être intéressées ponctuellement pour des congés maladie mais tout en indiquant ne peut savoir sur 3 ans, ou encore ne pas vouloir adhérer pour le moment mais sans l'exclure pour l'avenir.
Les communes étaient également interrogées sur le volume horaire sur lequel elles s'engageraient afin d'établir le nombre d'équivalent temps plein nécessaire.

Le total issu des réponses des communes est de 577 heures qui seraient donc assurées d'être financées par les communes sur les 1 607 heures d'un temps plein. Cela représente donc environ 35% d'un poste à temps plein.

Lors du bureau communautaire du 3 juillet puis du conseil des maires du 14 septembre 2023, ces résultats ont été présentés et il a été acté que le service dans ces conditions n'était pas en mesure de voir le jour.

- ⇨ Cependant, afin de pouvoir répondre aux communes en difficulté, il a été décidé de mettre en place une solution opérationnelle avec la constitution d'un "pool" de secrétaires de mairie volontaires pour compléter leur temps de travail incomplet qui pourront proposer leurs services et dépanner les communes en demande. A ce jour, cinq secrétaires de mairie constituent ce pool.
- ⇨ Il a également été décidé de continuer à avancer, à réfléchir et à étudier les dispositifs mis en place par d'autres collectivités et se nourrir de leurs retours d'expérience courant second semestre 2024.

# 5. Transferts de compétences

Définition :
Un transfert de compétences d'une commune vers une intercommunalité est une décision politique forte par laquelle les communes transfèrent une compétence au profit de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Elles ne sont alors plus compétentes pour agir et c'est l'EPCI agit en lieu et place de ses communes membres.
Le transfert de compétences constitue la forme la plus aboutie de la mutualisation de services.



## Contexte

Un transfert de compétence, c'est le début de quelque chose, une nouvelle manière de travailler ensemble à l'échelle d'un territoire. La première étape consiste à réaliser un diagnostic, à comprendre les besoins, à écouter les attentes. Ensuite, vient le temps des concertations, puis, l'adoption d'un projet commun avec la définition de ses objectifs et la mise à disposition des moyens nécessaires.
Ces étapes demandent du temps pour permettre une intégration équitable de la compétence transférée.

Deux compétences ont été retenues pour ce rapport l'école de musique et le soutien alimentaire (porté par la CIAS).

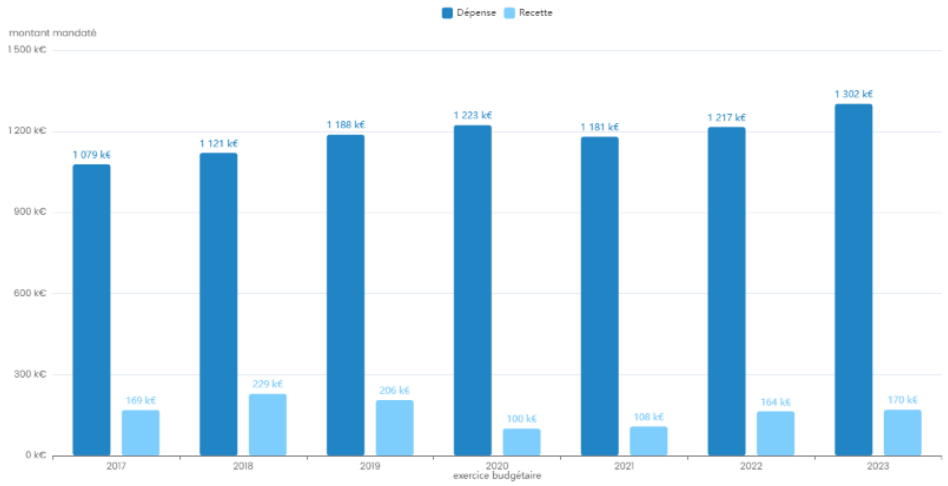
## 5.1 Affirmer l'attractivité

### a) Ecole de musique

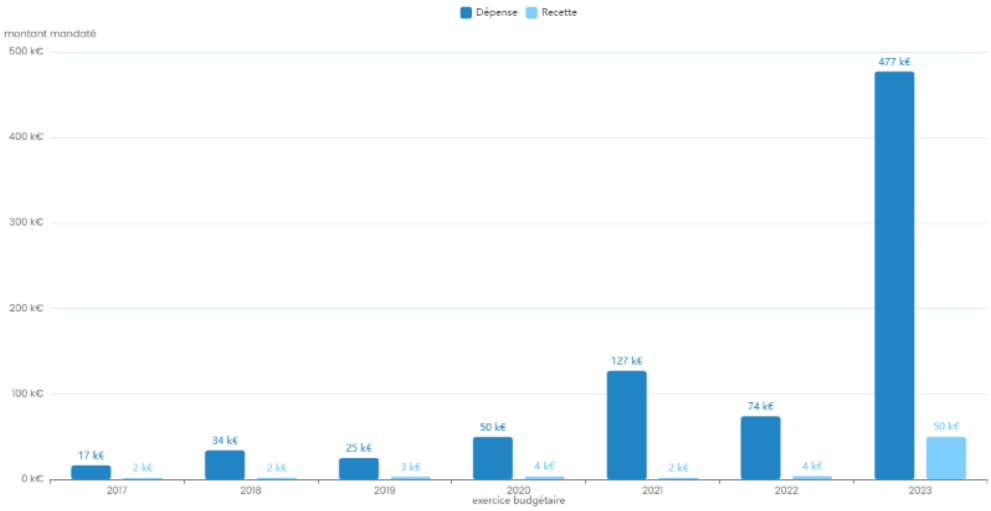
*En quelques chiffres*

Suite à la création de la Communauté d'Agglomération Territoires Vendômois en 2017, la compétence culture et notamment celle de l'enseignement de la musique, a été prise par les élus, les trois structures municipales des écoles de Montoire sur le Loir, Savigny sur Braye et de Vendôme ne forment aujourd'hui plus qu'une seule entité, l'École de Musique Territoires Vendômois. Nous constatons bien que sur le mot école il n'y a plus le ''s''

Ecole de musique fonctionnement




Ecole de musique investissement




Après les années COVID l'école se porte plutôt bien et pour la première fois la rentrée scolaire 2023/2024 a eu une augmentation de ses effectifs, plus particulièrement sur le site de Montoire (de 85 à 112 élèves)

Les professeurs et leurs élèves vont réaliser cette année plus de quarante auditions et concerts sur différents lieux, le marché de noël de Montoire, le Minotaure, la Salle de Lunay, la Salle des fêtes de Sougé, la salle des fêtes Savigny, dans les petits auditoriums de ses trois sites, Sur le festival de Prunay, Gare à la Rochette, la fête de la musique, plus un partenariat avec la Scène de l'Hectare sur deux projets, ''Tous les Marins sont des chanteurs'' et ''L'Ombre du Tigre''.....

| Année scolaire 2023/2024 | Site de Montoire-sur-le-Loir | Site de Savigny-sur-Braye | Site de Vendôme |
|---|---|---|---|
| Nbre d'élèves | 112 | 31 | 385 |
| Nbre de professeurs | 9 | 8 | 20 |
| Nbre de cours différents<br>Dont cours de FM | 29<br>11 | 16<br>4 | 68<br>26 |
| Evènements prévus dans l'année | 12 | 6 | 20 |
| Administratif | 1 directeur<br>3 secrétaires | | |

*Elèves de 71 communes différentes*

L'école de musique TV rayonne sur plus de 71 communes, les 65 de la CATV et 6 hors communauté.
Le pari pris par les élus de créer une même et seule structures avec trois sites d'enseignements sur les communes de Montoire, Savigny et Vendôme permet aux élèves (enfants et adultes) du territoire de pouvoir accéder à la pratique musicale (Éveil, Formation Musicale, instrumentale et collective).
Constat : Au vu du tableau ci-après nous constatons que l'école de musique TV et ses trois sites d'enseignements est plus que jamais une structure à rayonnement de Communauté d'Agglomération et elle est pleinement investit dans la vie culturelle du territoire.

| Communes | Elèves | Communes | Elèves | Communes | Elèves | Communes | Elèves |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Areines | 1 | Artins | 2 | Authon | 1 | Azé | 14 |
| Beauvilliers | 1 | Bessé/Braye | 1 | Blois | 1 | Bonneveau | 1 |
| Busloup | 1 | Cellé | 2 | Champigny en B | 1 | Cheverny | 1 |
| Cloyes les 3 Riv | 1 | Cormenon | 1 | Coulommiers la | 7 | Couture | 2 |
| Crucheray | 1 | Danzé | 1 | Epuisay | 5 | Fayes | 1 |
| Fontaine les C | 5 | Fontaine Raoul | 1 | Fortan | 4 | Houssay | 2 |
| La Chapelle E | 2 | La Chapelle Ven | 1 | La Chapelle Vico | 1 | Lancé | 1 |
| Lassay/Croisne | 1 | Lavardin | 9 | Le Temple | 2 | Les Roches l'Ev | 6 |
| Lunay | 3 | Marçon | 1 | Mazangé | 5 | Meslay | 4 |
| **Montoire** | **36** | Naveil | 16 | Périgny | 2 | Pezou | 1 |
| Pray | 1 | Prunay Casser | 6 | Rahart | 2 | Renay | 2 |
| Romilly | 1 | Sargé/Braye | 1 | Sasnières | 1 | **Savigny** | **22** |
| Selommes | 2 | Sougé | 4 | St Amand Longp | 5 | St Anne | 9 |
| St Firmin des P | 9 | St Jacques G | 1 | St Jean Froidm | 2 | St Martin des B | 2 |
| St Ouen | 22 | St Quentin les T | 3 | St Rimay | 6 | Ste Gemmes | 1 |
| Ternay | 2 | Thoré la Roch | 12 | Tréhet | 1 | Trôo | 6 |
| **Vendôme** | **211** | Villedieu le Ch | 3 | Villemardy | 1 | Villerable | 5 |
| Villetrun | 4 | Villiers/Loir | 15 | Villiersfaux | 1 | | |

*Mutualisation des locaux de l'école de musique*

Les locaux sont utilisés pendant les périodes scolaires et certaines périodes de vacances pour des remplacements de cours et ou des master-classes par l'équipe enseignantes et les élèves.
Dans l'apprentissage de la musique un élève suit : de la Formation Musicale, Instrumentale et des pratiques collectives (orchestres, ensembles et groupes) pour se faire l'école à des orchestres de 1er et 2ème Cycle, pour le troisième Cycle les orchestres d'harmonies OHSM de Montoire, Savigny et HMV de Vendôme prennent la compétence figurant dans le règlement pédagogique de l'école.
C'est deux harmonies sont des partenaires tant au niveau de l'apprentissage que sur un plan purement matériel (achat de pupitres, partitions et d'instruments de percussions) les auditoriums et une petite salle leur sont alloués. Le matériel et instruments de l'école comme celui de ces associations sont mis en commun pour les cours, auditions, examens et concerts.
La Ruche bénéficie de la mutualisation de 9 classes et la cour du site de Montoire pendant le mois de juillet.
Le Musée des musiques du Monde demande l'auditorium de façon ponctuelle sur quelques après-midi en périodes scolaires.
Le Festival et sa boutique prennent l'auditorium du 20 juillet au 25 aout
Toutes ces associations bénéficient de la gratuité des locaux (fluides, location)

Les mutualisations de la période d'été demandent un déménagement et réaménagement du matériel de l'école à la charge de la CATV (ligne budgétaire de l'EMTV)

| Site | Association | Description |
|---|---|---|
| Montoire/Loir | OHSM Orchestre d'Harmonie Savigny/Montoire | Prêt de l'auditorium pour les répétitions une fois tous les 15 jours + une salle archives et bureau à tenir |
| Montoire/loir | La Ruche – centre aéré | Prêt de toutes les salles sauf l'auditorium pendant 1 mois (Juillet) |
| Montoire/loir | Le Musée des musiques du Monde | Prêt de l'auditorium (à la demande) ?? |
| Montoire/loir | Le festival de Montoire | Prêt de l'auditorium du 20 juillet au 25 aout |
| Savigny/Braye | OHSM Orchestre d'Harmonie Savigny/Montoire | Prêt de l'auditorium pour les répétitions une fois tous les 15 jours |
| Vendôme | HMV Harmonie Municipale de Vendôme | Prêt de l'auditorium pour les répétitions une fois par semaine + une salle partitions et bureau |



*Mise à disposition des dumistes pour les écoles élémentaires du territoire CATV*

Suite au travail des équipes pédagogiques et administratives de l'école et de la DAC, un nouveau projet d'établissement a été mis en œuvre pour la période 2021 à 2026. Projet d'établissement approuvé par délibération du conseil communautaire de 28/06/2021.

Dans l'axe 2 : *« Rendre la musique accessible à tous, sur tout le territoire »*

Nous avons le volet d'une possible création d'un OAE (Orchestre à l'école), ce projet vient de voir le jour sur l'école élémentaire de Savigny sur Braye à la rentrée scolaire 2023/2024 et pour une durée de trois ans.

- Projet mis en place avec la classe de CE2
- Se poursuivra avec les mêmes élèves sur une période de trois ans (CE2, CM1 et CM2)
- Cinq professeurs de l'école de musique (Clarinette, Saxophone, percussions, trompette, trombone et tuba)
- Les cours et l'orchestre se déroulent à l'intérieur de l'école de musique site de Savigny, décision prise en commun par la Directrice, l'enseignante de l'école élémentaire et la direction de l'école de musique, le souhait était que les élèves de CE2 découvrent le site est les locaux de l'école de musique et d'avoir tout le matériel à disposition (pupitres, instruments et nombre de classes)
- Déroulement d'une séance d'OAE : ½ heure de cours par famille d'instrument et le professeur et à la suite 1 heure de collectif orchestre (en moyenne 4 élèves par instruments)
- Pour la première saison deux petites restitutions en publiques

<u>Pourquoi Savigny :</u>

Le site école de musique de Savigny et de l'école élémentaire ont été choisis afin de relancer la fréquentation et l'apprentissage de la musique sur ce site, cela faisait parti du constat développé dans le projet d'établissement et le souhait des élus de garder et de continuer à développer l'offre de la pratique musicale et collective sur tout le territoire.

L'école de musique TV compte dans ses rangs trois DUMISTES (Diplôme Universitaire du Musicien Intervenant) deux sur trois sont aussi professeurs à l'école pour compléter leur contrat. C'est trois DUMISTES interviennent sur les 35 écoles élémentaires publique de la CATV, le nombre d'heures

alloué étant de 44h hebdomadaire il a été décidé de proposer un projet de deux ans pour 17 écoles et deux ans pour les 18 autres, ce qui fait qu'en 4 ans l'école de musique TV et ses intervenants aura touchée l'ensemble des écoles élémentaires de la CATV.

1er dumiste 2023/2025 (18 heures hebdomadaires) :

| Lundi | Mardi | Jeudi | Vendredi |
|---|---|---|---|
| Selommes (3 heures) | Naveil (3 heures) | La Cormegeaie (3h) | Musicole (3 ou 4 h) |
| Prunay- Cassereau (2h) | Jules Ferry (2 heures) | Lancé/Louis Pergaud (2h) | |

2ème dumiste 2023/2025 (20 heures hebdomadaires)

| Lundi | Mardi | Jeudi | Vendredi |
|---|---|---|---|
| Anatole France (3h) | Villiers-sur-Loir (3h) | Troo-Souge-Ternay (3h) | Lunay- Mazangé (3h) |
| Coulommiers-la-T (2h) | St Firmin-des-Près (2h) | Anatole France (2h) | Houssay (2 h) |



3ème dumiste (6 heures hebdomadaires)

| Mardi |
|---|
| Savigny-sur-Braye (3h) |
| Montoire-sur-le-Loir (3h) |

*Mise à disposition d'un intervenant en arts plastiques pour les écoles élémentaires du territoire CATV*

Ateliers d'arts plastiques : calendrier d'interventions dans les écoles élémentaires du Territoires 2023/204

***Michel Saint Lambert***

La première partie de l'année, pour les médiations scolaires, a été consacrée à l'œuvre de Michel Saint-Lambert, peintre contemporain Réunionnais.

Ces médiations ont fait écho à la résidence que l'artiste a réalisé pendant trois mois, à la demeure natale de Ronsard, la Possonnière, ainsi qu'à Vendôme.

Une restitution de résidence a été présentée à la chapelle Saint-Jacques du 1er au 24 septembre 2023.

Michel Saint Lambert est né en 1957 dans le bidonville de Saint-Denis de la Réunion. II a quitté l'ile à l'âge de 16 ans dans le cadre du BUMIDOM, plus connus sous le nom des « enfants de la creuse ». De cette enfance difficile, il tire sa résilience et son goût pour les matériaux modestes et de récupération. Nous avons découvert son attachement pour l'art dit « brut », l'Afrique, la créolité. Les enfants ont été invités, selon les niveaux, à aborder les notions d'assemblage, collage, dessin automatique, et de livre d'artiste.

| | | |
|---|---|---|
| Jeudi 5 octobre *matin 3h*<br>Ecole Jean Zay | Lundi 9 octobre *matin 3h*<br>Ecole Jean Zay | Jeudi 12 octobre *matin 3h*<br>Ecole Jean Zay |
| Lundi 16 octobre *matin 3h*<br>Ecole Louis Pergaud | Jeudi 19 octobre *matin 3h*<br>Ecole Louis Pergaud | Lundi 6 novembre *matin 3h*<br>Ecole Louis Pergaud |
| Jeudi 9 novembre *matin 3h*<br>Ecole Yvonne Chollet | Lundi 13 novembre *matin 3h*<br>EcoJe Yvonne Chollet | Jeudi 16 novembre *matin 3h*<br>Ecole Mazangé |
| Lundi 20 novembre *matin 3h*<br>Ecole St Martin des Bois | Jeudi 23 novembre *matin 3h*<br>Ecole La Ville aux Clercs | Lundi 27 novembre *matin 3h*<br>Ecole La Ville aux Clercs |
| Jeudi 30 novembre *matin 3h*<br>Ecole La Ville aux Clercs | Lundi 4 décembre *matin 3h*<br>EçoIe Villerable | Jeudi 7 décembre *matin 3h*<br>Ecole Couture |
| Lundi 11 décembre *matin 3h*<br>Ecole Naveil | Jeudi 14 décembre *matin 3h*<br>Ecole Naveil | Lundi 18 décembre *matin 3h*<br>Ecole Naveil |
| Jeudi 21 décembre *matin 3h*<br>Ecole St Firmin des Près | | |

***Paul BALME***

La seconde partie de l'année pour les médiations scolaires, est consacrée à la sculpture, et à l'œuvre de Paul Balme, sculpteur contemporain vivant à Chouzy sur Cisse.

Ces médiations feront référence à l'exposition qui sera présentée à la chapelle Saint- Jacques au mois de mai 2024.

Né en 1952 à Paris, Paul Balme est diplômé de l'ENSAAMA, où il deviendra enseignant en sculpture métal. Nous découvrirons son goût pour le dessin, la construction de maquettes, préalables à la réalisation des sculptures. Son art est pur, simple, voire minimaliste ; on y retrouve des allusions à la figure, au torse. Les enfants seront invités, selon les niveaux, à construire en carton, pratiquer le collage et le dessin d'observation, questionner l'échelle.



| | | |
|---|---|---|
| Jeudi 1 février *matin 3h*<br>Ecole Epuisay | Lundi 5 février *matin 3h*<br>Ecole Epuisay | Jeudi 8 février *matin 3h*<br>Ecole Thoré la Rochette |
| Lundi 12 février *matin 3h*<br>Ecole Jules Ferry | Jeudi 15 février *matin 3h*<br>Ecole Jules Ferry | Lundi 19 février *matin 3h*<br>Ecole Jules Ferry |
| Jeudi 22 février *matin 3h*<br>Ecole Saint Ouen | Lundi 11 mars *matin 3h*<br>Ecole Saint Ouen | Jeudi 14 mars *matin 3h*<br>Ecole Saint Ouen |
| Lundi 18 mars *matin 3h*<br>Ecole Danzé | Jeudi 21 mars *matin 3h*<br>Ecole Meslay | |
| Lundi 25 mars *matin 3h*<br>Ecole Selommes | Jeudi 28 mars *matin 3h*<br>Ecole Selommes | Jeudi 4 avril *matin 3h*<br>Ecole Lancé |

## 5.2 Renforcer les solidarités

### a) Le soutien alimentaire

Le CIAS Territoires vendômois dispose de plusieurs outils pour répondre de manière adaptée aux familles.

- Les chèques d'accompagnement et l'aide alimentaire viennent répondre à l'aide en urgence ou de dépannage.
- L'épicerie sociale vient soutenir des familles en difficultés financières et budgétaires sur un temps plus long.
- Elle peut aussi ouvrir vers l'accès à la culture avec des actions autour de la cuisine et des propositions de sorties culturelles.



En juillet 2023, le CIAS a pu investir de nouveaux locaux pour l'aide alimentaire et l'épicerie sociale qui permettent aux personnes, aux bénévoles et salariés de travailler dans de meilleures conditions.

Ce service est assuré dans les locaux mis à disposition par la Communauté d'Agglomération Territoires Vendômois, par

- ✓ Un animateur (0,30 ETP), un technicien (0,20 ETP), une secrétaire (0,10 ETP) et deux agents d'entretien(temps partiel) chargés de la gestion de l'épicerie, de la distribution des denrées et des animations.
- ✓ Les bénévoles

*L'aide alimentaire*

Approvisionnée par la Banque alimentaire, le CIAS assure une distribution hebdomadaire de denrées avec des bénévoles qui peut soutenir les familles domiciliées sur l'arrondissement.
En 2023, 344 ménages (747 personnes) ont pu bénéficier de ce dispositif.

| Age des bénéficiaires | 2023 |
|---|---|
| 0-4 ans | 82 |
| De 5-9 ans | 79 |
| De 10-14 ans | 77 |
| De 15-19 ans | 69 |
| De 20-24 ans | 54 |
| De 25-29 ans | 55 |
| De 30-34 ans | 56 |
| De 35-39 ans | 59 |
| De 40-44 ans | 55 |
| De 45-49 ans | 45 |
| De 50-54 ans | 39 |
| De 55-59 ans | 35 |
| De 60-64 ans | 25 |
| De 65-69 ans | 4 |
| De 70-74 ans | 9 |
| De 75-79 ans | 1 |
| De 80-84 ans | 2 |
| De 85-89 ans | 1 |

| **Sexe** | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| **Masculin** | 270 | 331 | 365 |
| **Féminin** | 275 | 324 | 382 |
| **Total** | 545 | 655 | 747 |

| **Composition familiale** | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| **Couple** | 16 | 16 | 11 |
| **Famille** | 54 | 55 | 67 |
| **Monoparentale** | 51 | 71 | 86 |
| **Femme seule** | 49 | 54 | 66 |
| **Homme seul** | 63 | 83 | 114 |
| **Total** | 233 | 279 | 344 |

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| **Areines** | 1 | 0 | 2 |
| **Azé** | 2 | 1 | 1 |
| **Coulommiers-la-Tour** | 1 | 1 | |
| **Crucheray** | | | |
| **Faye** | | | |
| **Lisle** | | | |
| **Marcilly-en-Beauce** | 1 | 1 | 1 |
| **Mazangé** | 1 | 2 | 2 |
| **Meslay** | | | |
| **Naveil** | 10 | 9 | 10 |
| **Périgny** | | | |
| **Pezou** | 1 | 3 | 1 |
| **Rocé** | | | 1 |
| **Sainte-Anne** | | | |
| **Saint-Firmin-des-Prés** | 1 | 1 | |
| **Saint-Ouen** | 10 | 9 | 10 |
| **Selommes** | 2 | 1 | 1 |
| **Thoré-la-Rochette** | 6 | 5 | 4 |
| **Vendôme** | 163 | 202 | 264 |
| **Villierfaux** | | | |
| **Villemardy** | | | |
| **Villerable** | | | |
| **Villeromain** | | | |
| **Villetrun** | | | |
| **Villiers-sur-Loir** | 4 | 4 | 5 |
| **Busloup** | 1 | 0 | 1 |
| **Danzé** | 2 | 2 | 4 |
| **Fréteval** | 4 | 5 | 3 |
| **La Ville-aux-Clercs** | 4 | 9 | 6 |
| **Lignères** | 1 | 2 | 1 |
| **Moisy** | | | 1 |
| **Morée** | 1 | 2 | 5 |
| **Rahart** | 1 | 1 | 1 |
| **Saint-Hilaire la Gravelle** | 3 | 1 | 2 |
| **Saint-Jean-Froidmentel** | | | 1 |
| **Choue** | | 1 | |
| **Mondoubleau** | 1 | 1 | |
| **Sargé-sur-Braye** | | | |
| | | | |
| **Pray** | | | |
| **Tourailles** | | | |
| **Chauvigny-du-Perche** | 1 | 1 | 1 |
| | | | |
| **La Chapelle-Enchérie** | 1 | 1 | 1 |
| | | | |

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| **Authon** | 1 | | |
| **Gombergean** | 1 | | |
| **Huisseau-en-Beauce** | | | 1 |
| **Lancé** | 1 | 1 | 2 |
| **Nourray** | | | |
| **Prunay-Cassereau** | | | |
| **Saint-Amand Longpré** | | 3 | 3 |
| **Saint-Gourgon** | | | |
| **Sasnières** | | | |
| **Villechauve** | | | |
| **Villeporcher** | | | |
| **Cellé** | | | |
| **Epuisay** | | 1 | 1 |
| **Fortan** | | 1 | |
| **Lunay** | 2 | 3 | 2 |
| **Savigny-sur-Braye** | 1 | 2 | 1 |
| **Artins** | | | |
| **Bonneveau** | | | |
| **Fontaine-les-Coteaux** | | | |
| **Houssay** | | | |
| **Lavardin** | | | 1 |
| **Les Essarts** | | | |
| **Les Hayes** | | | |
| **Les Roches-l'Evêque** | | 1 | |
| **Montoire-sur-le-Loir** | 3 | 2 | 4 |
| **Montrouveau** | | | |
| **Saint-Arnoult** | | | |
| **Saint-Jacques-des-Guérets** | | | |
| **Saint-Martin-des-Bois** | | | |
| **Saint-Rimay** | | | |
| **Sougé** | | | |
| **Ternay** | | | |
| **Troo** | | | |
| **Vallée de Ronsard** | | | |
| **Villavard** | 1 | | |
| **Villedieu-le-Château** | | | |
| **TOTAL** | 233 | 279 | 344 |

*Les secours*

*Nombre de ménages soutenus* : 131 en 2023 (129 en 2022) et 144 personnes.
Ces dispositifs s'adressent pour la plupart aux personnes suivies par le CIAS.

| Age | 2023 |
|---|---|
| 0-4 ans | 1 |
| De 5-9 ans | |
| De 10-14 ans | |
| De 15-19 ans | 2 |
| De 20-24 ans | 6 |
| De 25-29 ans | 12 |
| De 30-34 ans | 13 |
| De 35-39 ans | 9 |
| De 40-44 ans | 15 |
| De 45-49 ans | 19 |
| De 50-54 ans | 18 |
| De 55-59 ans | 17 |
| De 60-64 ans | 16 |
| De 65-69 ans | 6 |
| De 70-74 ans | 5 |
| De 75-79 ans | |
| De 80-84 ans | 3 |
| De 85-89 ans | 2 |

100

| Sexe | 2023 |
|---|---|
| **Masculin** | 93 |
| **Féminin** | 51 |
| | 144 |

| **Composition familiale** | **2021** | **2022** | **2023** |
|---|---|---|---|
| **Homme seul** | 77 | 82 | 80 |
| **Femme seule** | 43 | 36 | 39 |
| **Couple** | 11 | 11 | 9 |
| **Famille** | | | 1 |
| **Famille monoparentale** | 1 | 0 | 2 |
| TOTAL ménages | **132** | **129** | **131** |

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| Areines | 1 | | |
| Azé | | | 1 |
| Coulommiers-la-Tour | 1 | 1 | 1 |
| Crucheray | | | |
| Faye | | | |
| Marcilly-en-Beauce | | | |
| Mazangé | 1 | | |
| Meslay | | | |
| Naveil | 1 | 3 | 3 |
| Périgny | | 1 | 1 |
| Rocé | | | |
| Sainte-Anne | | | |
| Saint-Firmin-des-Prés | 1 | 1 | |
| Saint-Ouen | 3 | 7 | 3 |
| Selommes | 1 | 1 | |
| Thoré-la-Rochette | | 1 | 1 |
| Vendôme | 83 | 89 | 87 |
| Villierfaux | | | |
| Villemardy | 1 | | |
| Villerable | | | |
| Villeromain | | | |
| Villetrun | | | |

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| Villiers-sur-Loir | 1 | | 2 |
| Danzé | 1 | | |
| La Ville-aux-Clercs | | 3 | 2 |
| Rahart | | | |
| Pray | 1 | | |
| Tourailles | | | |
| Ambloy | 1 | | |
| Authon | 1 | | 1 |
| Gombergean | 1 | | |
| Huisseau-en-Beauce | | | 1 |
| Lancé | 1 | | |
| Nourray | | | |
| Prunay-Cassereau | | | |
| Saint-Amand Longpré | | 1 | 1 |
| Saint-Gourgon | | | |
| Sasnières | | | |
| Villechauve | | | |
| Villeporcher | | | |
| Cellé | | | |
| Epuisay | 2 | | |
| Fortan | | | |
| Lunay | 5 | 3 | 4 |
| Savigny-sur-Braye | 5 | 1 | 1 |
| Artins | 1 | 1 | |
| Bonneveau | | | |
| Fontaine-les-Coteaux | | | 2 |
| Houssay | | | |
| Lavardin | 1 | | 1 |
| Les Essarts | | | |
| Les Hayes | | | |
| Les Roches-l'Evêque | 1 | 1 | 1 |
| Montoire-sur-le-Loir | 11 | 11 | 11 |
| Montrouveau | | | |
| Saint-Arnoult | | | |
| Saint-Jacques-des-Guérets | | | |
| Saint-Martin-des-Bois | 1 | | 1 |
| Saint-Rimay | | | |
| Sougé | 1 | | |
| Ternay | 1 | 1 | |
| Troo | | | |
| Vallée de Ronsard | | | 1 |
| Villavard | | | |
| Villedieu-le-Château | 1 | | |
| Hors CATV | 2 | 3 | 3 |
| TOTAL | 132 | 129 | 131 |



Il s'agit de répondre en urgence à des besoins de première nécessité avec un aide en moyenne de 61.07 €, des petits montants attribués de manière réactive et ciblée.

Les deux personnes aidées hors CATV ont bénéficié d'un bon de transport de 3€ et d'un chèque d'accompagnement de 10 €soit un total de 16€

| Nombre de ménages | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| chèques d'accompagnement | 121 | 113 | 123 |
| Bon de transport | 8 | 4 | 6 |
| Secours en numéraire | 17 | 20 | 18 |
| Secours exceptionnel | | 1 | |

| Montant des aides | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| chèques d'accompagnement | 7 770 | 6 680 | 7 004 |
| Bon de transport | 120 | 66 | 24 |
| Secours en numéraire | 537 | 883 | 778 |
| Secours exceptionnel | 0 | 250 | 0 |
| TOTAL | 8 427 | 7 879 | 7 806 |



*L'épicerie sociale*

Le CIAS a, depuis novembre 1998, mis en place une épicerie sociale répondant à deux objectifs :

- assurer à des ménages en soutien alimentaire ;
- proposer aux personnes des animations autour de l'alimentation et la médiation culturelle.

Ce service est assuré dans les locaux mis à disposition par la Communauté d'Agglomération Territoires Vendômois, par

- un animateur (0,30 ETP), un technicien (0,20 ETP), une secrétaire (0,10 ETP) et deux agents d'entretien(temps partiel) chargés de la gestion de l'épicerie et de la distribution des denrées et des animations.

  Cette action est rendue possible sur le territoire, avec le soutien des bénévoles.

LES MODALITES D'INSCRIPTION :

A travers un accompagnement social global, les travailleurs sociaux intervenant sur la Communauté d'Agglomération Territoires Vendômois peuvent solliciter l'attribution d'un capital d'achat.

111 demandes ont été étudiées en 2023. Deux demandes ont fait l'objet d'une annulation et de 13 refus.

Le plus souvent le refus est formulé pour des personnes déjà aidées 8 mois dans les 12 derniers mois.

| **Instructeurs** | **2021** | **2022** | **2023** |
|---|---|---|---|
| **MDCS** | 28 | 28 | 57 |
| **CIAS** | 50 | 34 | 42 |
| **CARSAT** | 5 | 6 | 4 |
| **UDAF** | 0 | 3 | 6 |
| **CHV** | | 1 | |
| **APF** | | 1 | 1 |
| **SNCF-service social** | | | 1 |
| **total** | 83 | 73 | 111 |

| Age des bénéficiaires | 2023 |
|---|---|
| 0-4 ans | 15 |
| De 5-9 ans | 17 |
| De 10-14 ans | 18 |
| De 15-19 ans | 21 |
| De 20-24 ans | 13 |
| De 25-29 ans | 4 |
| De 30-34 ans | 9 |
| De 35-39 ans | 12 |
| De 40-44 ans | 19 |
| De 45-49 ans | 23 |
| De 50-54 ans | 12 |
| De 55-59 ans | 10 |
| De 60-64 ans | 9 |
| De 65-69 ans | 5 |
| De 75-79 ans | 1 |

| Sexe | 2023 |
|---|---|
| **Masculin** | 138 |
| **Féminin** | 90 |
| **Total** | 188 |

| **Composition familiale** | **2021** | **2022** | **2023** |
|---|---|---|---|
| **Homme seul** | 23 | 17 | 26 |
| **Femme seule** | 23 | 20 | 20 |
| **Femme avec enfant** | 15 | 19 | 24 |
| **Homme avec enfant** | 1 | 2 | 3 |
| **Famille** | 12 | 6 | 14 |
| **Couple** | 8 | 7 | 3 |
| **Total** | 82 | 71 | 90 |

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| Areines | | | 1 |
| Azé | 2 | 1 | |
| Coulommiers-la-Tour | 1 | | |
| Marcilly-en-Beauce | | | 1 |
| Mazangé | 0 | | 1 |
| Naveil | 3 | 3 | 1 |
| Périgny | | 1 | 1 |
| Rocé | 0 | | |
| Saint-Firmin-des Prés | 1 | 1 | 2 |
| Saint-Ouen | 2 | 4 | 2 |
| Selommes | 1 | 1 | |
| Thoré-la-Rochette | 0 | 1 | 5 |
| Vendôme | 64 | 51 | 58 |
| Villemardy | 0 | | |
| Villetrun | 0 | | |
| Villiers-sur-Loir | 1 | 1 | |
| Danzé | 0 | 1 | 3 |
| La Ville-aux-Clercs | 0 | 1 | 3 |
| Lancé | 1 | 1 | 2 |
| Saint-Aman-Longpré | | | 3 |
| Epuisay | 1 | 1 | 1 |
| Fortan | 0 | | |
| Lunay | 1 | 1 | 1 |
| Savigny-sur-Braye | 0 | | |
| Houssay | 0 | | |
| Les Roches-l'Evéque | 1 | | 1 |
| Montoire-sur-le-Loir | 2 | 1 | 4 |
| Sougé | 1 | 1 | |
| | | | |
| Total | 82 | 71 | 90 |

| Situation professionnelle des adultes et parents bénéficiaires | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| Demandeur d'emploi | 40 | 30 | 37 |
| Salarié | 19 | 18 | 19 |
| Inactif non retraité non chômeur | 20 | 23 | 32 |
| Retraité | 14 | 10 | 7 |
| Maladie | 5 | 4 | 9 |
| ETI | 0 | | 1 |
| Congé parental | 1 | 1 | 1 |
| Congé maternité | 0 | | |
| Formation | 1 | | 1 |
| Etudiant | 2 | | |
| Total | 102 | 86 | 107 |



Le quotient est calculé en tenant compte des ressources déduction faite des charges fixes et des plans d'apurement des dettes divisées par le nombre de personnes au foyer.

| Quotient | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| 0 à 100 € | 15 | 18 | 18 |
| 100-200 € | 19 | 20 | 24 |
| 200-300 € | 33 | 23 | 26 |
| 300-400 € | 16 | 15 | 17 |
| 400-500 € | 10 | 7 | 14 |
| 500-600 € | 13 | 10 | 9 |
| + de 601 € | | | 9 |
| Total | 106 | 93 | 117 |

| Motifs | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| Règlement de charges et dettes | 70 | 55 | 76 |
| Travail budgétaire | | | |
| . Attente MASP ou mesure proctection | 1 | | |
| . Diminution charges et crédits | 6 | 1 | 1 |
| . Dossier BDF | 6 | 5 | 8 |
| . Suivi passerelle | | 1 | |
| . Accès aux droits | 15 | 17 | 22 |
| . Stabilisation budget | 3 | 6 | 8 |
| . Suivi budget | 6 | 6 | 9 |
| . Soutien | | | 9 |
| Evènements | | | |
| . Déménagements | 2 | 2 | 2 |
| . Attente relogement | 4 | 5 | 9 |
| . Passage permis | | | 2 |
| . Frais médicaux | | 3 | 1 |
| . Voyage scolaire | | | |
| . Attente emploi | 3 | 5 | 2 |
| . Achat équipement | 4 | 1 | |
| . Frais de formation | | | 2 |
| . | | | |

**LES MODALITES ET L'ACTIVITE DU MAGASIN**

e magasin est ouvert deux demi-journées par semaine, le lundi après-midi et le vendredi matin.
Les familles disposent d'un capital d'achats mensuel. Sur la totalité de leurs achats, le ménage règle à hauteur de 20 %.
Au moment de l'inscription un capital est décidé en fonction du nombre de personnes au foyer (voir tableau ci-dessous)

| Capitaux et participations financières | Capital | Participation CIAS | Intéressé | Participation 4 mois CIAS |
|---|---|---|---|---|
| Personne seule | 72 € | 57,60 € | 14,40 € | 230,40 € |
| 2 personnes | 90 € | 72,00 € | 18,00 € | 288,00 € |
| 3 personnes et plus | 108 € | 86,40 € | 21,60 € | 345,60 € |



Au moment de leurs achats dans le magasin, les usagers sont accueillis par une personne bénévole qui peut les accompagner pour leurs courses. Six personnes sont impliquées dans le dispositif.

*Les animations et médiations culturelles*

Au-delà des propositions du magasin, nous complétons nos prestations autour de l'alimentation et de la lutte contre l'isolement. La crise sanitaire a eu des conséquences sur l'organisation de cette mission.

*Un atelier « Popotons et papotons »*

Cet atelier mensuel se déroule dans les locaux de notre partenaire le Centre Social de Vendôme, équipé d'une cuisine pédagogique.
Cette animation permet au public inscrit, d'élaborer, de préparer et de déguster un repas.
Les deux objectifs principaux sont :

- de retrouver le plaisir de cuisiner et de manger un repas complet ;
- de faire ressortir le savoir-faire et le savoir être de chaque participant.

En 2023, cinq ménages ont pu participer à l'une des quatre séances proposées.

Un temps fort en partenariat avec le restaurant « la marmitte » a permis d'accompagner 2 associations et 12 personnes pour un déjeuner convivial.

# Perspectives de mutualisation 2025



- Construction du nouveau centre polyvalent d'activité (CPA) pour accueillir les services techniques et d'animation mutualisés : un suivi est en cours afin de permettre une comparaison des coûts entre la situation multi sites actuelles et le futur CPA. Cela permettra d'évaluer les gains financiers, au-delà des gains de productivité et de qualité de vie au travail que ce nouveau site apportera.

- Guichet Unique des Rottes : les travaux et transferts des services auront lieu en 2024. Ce projet est suivi dans le cadre de la certification ISO9001 du guichet unique et fera donc l'objet d'une évaluation au fil de l'eau, tant sur le plan financier que sur le plan de la qualité du service rendu aux usagers des différents services concernés (Guichet Unique, CIAS, Panda).

# Glossaire de la mutualisation dans la CATV

| Mot | Définition |
|---|---|
| **Action mutualisée** | Action qui consiste à **regrouper des moyens** financiers, humains, organisationnels, etc., pour optimiser l'efficacité d'une procédure ou diminuer les coûts d'un projet. |
| **Coopération** | Action de participation à une œuvre commune. Capacité à **créer des synergies et à gérer les risques**. Traduction en acte de la solidarité.<br>Quand dans une organisation, les équipes sont solidaires, les coopérations se mettent en place facilement. A l'inverse, lorsque les membres d'une équipe ne se sentent pas solidaires, la coopération ne va pas de soi. |
| **Convention** | Accord de volontés conclu entre des personnes privées ou morales et qui est destiné à produire des conséquences juridiques. Elle s'apparente à un contrat. |
| **Démarche qualité** | C'est :<br>- une **dynamique de progression** qui a pour objectif d'améliorer le fonctionnement et le savoir-faire des services ;<br>- un **outil stratégique de management** qui oriente l'organisation en fonction des attentes de l'usager et permet une implication des agents afin de travailler dans de meilleurs conditions. |
| **Groupement de commandes** | Dispositif permettant à plusieurs autorités territoriales de se regrouper pour passer ensemble des contrats de la commande publique. |
| **Intérêt communautaire** | **Ligne de partage** entre les compétences communale et communautaire. L'intérêt communautaire est le moyen, pour certaines compétences, de laisser au niveau communal la conduite des opérations intéressant à titre principal une commune ou la mise en œuvre des actions de proximité et de mettre à l'échelon intercommunal les missions nécessitant d'être exercées sur un périmètre plus large. |
| **Mutualisation** | Une **mise en commun des moyens** humains notamment entre communes et établissement public de coopération intercommunale. Toutefois, elle ne bénéficie d'aucune définition juridique précise. |
| **Prestation de service** | Dispositif permettant à une intercommunalité ou une commune d'assurer l'exercice d'une mission pour le compte d'une commune ou d'une intercommunalité. |
| **Processus** | Les activités sont organisées en processus qui interagissent entre eux comme les maillons d'une chaîne.<br>L'approche par processus permet de formaliser l'organisation d'un service (harmonisation des pratiques, langage commun, règles d'échange) et de rationaliser les activités en examinant, étapes par étapes, les activités et leurs interactions.<br>Ils sont de trois ordres :<br>- les processus opérationnels : cœur de métier de l'organisme ; |

| | |
|---|---|
| | - les processus supports : qui apportent les ressources nécessaires (moyens généraux) ;<br>- les processus de management : qui déterminent la politique et le pilotage du système.<br>L'approche par processus permet l'évaluation et l'amélioration continue d'une organisation. Elle contribue à l'analyse de la performance des politiques publiques. |
| **Unité d'œuvre** | L'unité d'œuvre est le ratio entre :<br><br>$\frac{charges\ mutualisées\ constatées\ au\ compte\ administratif}{valeur\ de\ l'indicateur}$<br><br>L'unité d'œuvre de mutualisation permet de mesurer les moyens mis en œuvre sur une année, en rapport avec l'activité produite. Ce ratio laisse donc apparaître les changements d'organisation, les investissements réalisés qui peuvent le faire varier significativement.<br>L'unité d'œuvre de mutualisation donne une information globale au niveau d'une direction (ou d'un service en fonction du choix fait lors de la rédaction de la convention). Chaque direction réalise des actions multiples. Le présent calcul ne mesure pas les activités individuellement, mais bien l'ensemble des réalisations de la direction.<br>L'unité d'œuvre varie d'une année sur l'autre en fonction<br>- de l'engagement de la collectivité sur la direction concernée ;<br>- du niveau de l'activité réalisée.<br>Il conviendra de suivre l'unité d'œuvre dans le temps et d'expliquer par un retour opérationnel des directions, les variations du ratio (exemple : suppression d'un poste et suppression d'une activité, changement de mode de gestion, achat d'un nouvel équipement, etc.).<br><br>L'unité d'œuvre ne correspond pas à un coût de revient qui serait, quant à lui, calculé sur les toutes charges nécessaires au service (donc, par collectivité et intégrant également les charges non mutualisées). Il se calculerait sur une année d'activité (quelques soient les exercices de mandatement : n-1, n, n+1). Il intégrerait également les charges directes des collectivités, charges non mutualisées. |
| **Schéma de mutualisation** | Feuille de route de la mutualisation à mettre en œuvre durant le mandat et décrivant les effets potentiels sur les ressources humaines. |
| **Service aux communes** | Volonté politique de mettre à disposition, dans la mesure du possible, les ressources d'expertises de l'intercommunalité à ses communes membres, sans compensation financière. |
| **Service commun** | Service dont peuvent se doter une intercommunalité à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, et éventuellement un ou plusieurs établissements rattachés à l'une ou aux autres, pour l'exercice des fonctions supports ou celui de compétences, en dehors de celles transférées. |
| **Service mis à disposition** | Un partage du temps de travail des agents entre les services municipaux et les services communautaires. Les agents mis à disposition continuent d'être employés par leur collectivité d'origine et y conservent leurs avantages. Les mises à disposition peuvent être soit « ascendantes », |

| | |
|---|---|
| | des communes vers l'EPCI, soit « descendantes », des EPCI vers les communes (Article L. 5211-4-1 du CGCT). La mise à disposition doit présenter un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services. |
| **Service mutualisé** | Regroupe les services communs et les services mis à disposition |
| **Subsidiarité** | Elle recouvre trois principes : **l'autonomie** qui permet à chacun de faire ce qui est possible à son niveau sans se décharger sur le niveau supérieur, **l'aide** qui oblige le niveau supérieur à donner les moyens de l'autonomie en termes de matériels et de compétences, **la suppléance** qui oblige le niveau supérieur à intervenir en cas de défaillance.<br>Elle éclaire la place de chacun lorsque les processus / collectivités entrent en interactions. |
| **Transfert de compétence** | **Décision politique forte** par laquelle les communes transfèrent une compétence au profit de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Elles ne sont alors plus compétentes pour agir et c'est l'EPCI agit en lieu et place de ses communes membres.<br>Le transfert de compétences constitue la forme la plus aboutie de la mutualisation. |

# Annexe n°1 : statuts de la CATV consolidés avec intérêt communautaire





## STATUTS COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION

- **Arrêté préfectoral n°41-2016-12-19-003 du 19 décembre 2016 portant création de la CATV**
- **Arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant exercice de la compétence GEMAPI**
- **Arrêté préfectoral n°41-2018-12-26-002 du 26 décembre 2018 portant modification de l'article 6 des statuts de CATV**
- **Arrêté préfectoral n°41-2019-11-22-006 du 22 novembre 2019 portant modification des compétences obligatoires exercées par la CATV**
- **Arrêté préfectoral n°41-2020-02-12-019 du 12 février 2020 portant dissolution des syndicats intercommunaux compétents en matière d'eau et d'assainissement des eaux usées inclus dans le périmètre de CATV**
- **Arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 portant modification des compétences obligatoires et facultatives exercées par la CATV**

**ARTICLE 1ER : PÉRIMÈTRE**

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales et notamment des articles L. 5216-1 et suivants, il est constitué une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes de Beauce et Gâtine, du pays de Vendôme, de vallées Loir-et-Braye et du Vendômois rural, composée des communes de : (liste par ordre alphabétique)
AMBLOY, AREINES, ARTINS, AUTHON, AZÉ, BONNEVEAU, CELLE, COULOMMIERS-LA-TOUR, CRUCHERAY, DANZÉ, EPUISAY, LES ESSARTS, FAYE, FONTAINE-LES-COTEAUX, FORTAN, GOMBERGEAN, LES HAYES, HOUSSAY, HUISSEAU EN BEAUCE, LANCE, LAVARDIN, LUNAY, MARCILLY-EN-BEAUCE, MAZANGE, MESLAY, MONTOIRE-SUR-LE-LOIR, MONTROUVEAU, NAVEIL, NOURRAY, PERIGNY, PRAY, PRUNAY-CASSEREAU, RAHART, ROCE, LES ROCHES L'EVEQUE, SAINT-AMAND-LONGPRE, SAINT-ARNOULT, SAINT-FIRMIN-DES-PRÉS, SAINT GOURGON, SAINT-JACQUES-DES-GUERETS, SAINT-MARTIN-DES-BOIS, SAINT-OUEN, SAINT-RIMAY, SAINTE-ANNE, SASNIERES, SAVIGNY-SUR-BRAYE, SELOMMES, SOUGE, TERNAY, THORÉ-LA-ROCHETTE, TOURAILLES, TROO, VALLEE-DE-RONSARD, VENDÔME, VILLAVARD, LA VILLE-AUX-CLERCS, VILLECHAUVE, VILLEDIEU-LE-CHATEAU, VILLEMARDY, VILLEPORCHER, VILLERABLE, VILLEROMAIN, VILLETRUN, VILLIERS-SUR-LOIR et VILLIERSFAUX.

**ARTICLE 2 : DÉNOMINATION**

Elle prend la dénomination de : Communauté d'agglomération Territoires Vendômois.

**ARTICLE 3 : DURÉE**

Elle est constituée pour une durée illimitée.

**ARTICLE 4 : SIÈGE**

Le siège de la communauté est fixé à Vendôme, parc Ronsard, à l'hôtel de ville et de communauté.

**ARTICLE 5 : DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE**

La communauté d'agglomération adopte une charte de gouvernance ainsi qu'un règlement intérieur qui définissent les modalités de fonctionnement des instances de décision et en garantissent le respect.

**ARTICLE 6 : COMPÉTENCES**

La communauté d'agglomération exerce les compétences suivantes :

## 6-1-COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

### 6-1-1-DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Actions de développement économique

- Conduite d'actions de promotion, de marketing territorial et de communication, recherche et accompagnement d'investisseurs et de porteurs de projet en vue de l'implantation d'activités économiques ;
- Octroi d'aides pour favoriser l'accueil, l'implantation ou le développement d'entreprises, la création et le développement d'activités économiques, la reprise et le maintien d'entreprises ;
- Toute mission d'étude, générale ou particulière, de conseil ou de recherche de participation à tout financement, en relation avec la prospection, l'accueil, le suivi de projets d'implantation ou de développement d'entreprises industrielles, artisanales, commerciales, agricoles ou touristiques ;
- Création, acquisition, aménagement, gestion et entretien de bâtiments à vocation industrielle, tertiaire, artisanale, agricole et touristique destinés à la location ou à la vente ;
- Gestion et entretien des bâtiments, à vocation commerciale, propriété ou mis à disposition de Territoires vendômois destinés à la location ou à la vente ;
- Commercialisation de tout bâtiment d'activités économiques dans le cadre d'un guichet unique.

Zones d'activités économiques

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ;
- Commercialisation de toute zone d'activités économiques dans le cadre d'un guichet unique.

Commerce

- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.

**Délibération n° TV-D-121118-05 du 12 novembre 2018**

*Sont reconnues d'intérêt communautaire les interventions suivantes :*

- *l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale locale et plus généralement toutes études, réflexions et observation des dynamiques commerciales, la définition d'une stratégie de développement, d'un schéma commercial, d'une charte d'urbanisme commercial ;*
- *le soutien aux structures locales de fédération des associations de commerçants et artisans du territoire ;*
- *la participation, y compris comme maître d'ouvrage, aux opérations collectives de modernisation et dynamisation commerciale (de type FISAC) ;*
- *la participation, sous forme de subventions ou de fonds de concours, aux opérations de maintien des commerces de proximité qui rempliraient les conditions cumulatives suivantes :*
  - *commerces à vocation alimentaire ;*
  - *soutenus financièrement par leur commune d'implantation ;*
  - *viabilité économique démontrée par une étude de marché ;*
  - *localisés dans une zone de carence commerciale.*

Tourisme

- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme qui assumera les missions suivantes, conformément aux dispositions de l'article L.133-3 du code du tourisme :
  * accueil et information touristique ;
  * actions de développement et de promotion touristique du territoire ;
  * possibilité de commercialisation de produits touristiques ;
  * animation et accompagnement des opérateurs touristiques publics et privés exerçant sur le territoire communautaire.

**6-1-2-AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE**

Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur

- En liaison avec les différents partenaires concernés, élaboration et gestion d'un schéma de cohérence territoriale et d'un schéma de secteur en vue du développement et de l'aménagement de l'espace communautaire.

Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale

- Elaboration, modification et révision d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

Dans l'attente de l'approbation d'un PLUi, la communauté est compétente pour assurer la gestion des documents d'urbanisme communaux qui demeurent en vigueur, dans les conditions prévues par le code de l'urbanisme.

Création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire

**Délibération n° TV-D-121118-06 du 12 novembre 2018**

*Sont reconnues d'intérêt communautaire les interventions suivantes :*

*• la création et la réalisation des zones d'aménagement concerté de plus de 40 ha et plus de 8 000 logements.*

Définition, création et réalisation d'opération d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme

Mobilité

- Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code.

Eolien

- Elaboration d'un schéma intercommunal de développement éolien.

Autres outils d'aménagement

- Maîtrise d'ouvrage d'études, réalisations, établissement et exploitation d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication concernant tout ou partie du territoire communautaire, conformément à l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales.

**6-1-3-ÉQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT**

Programme local de l'habitat :

- Elaboration, gestion et suivi d'un programme local de l'habitat permettant de définir les priorités en matière d'habitat et d'accompagner les politiques de l'Etat ; et mise en œuvre des actions s'y rapportant.

Politique du logement d'intérêt communautaire

**Délibération n° TV-D-090418-30 du 9 avril 2018**

*Sont reconnues d'intérêt communautaire les interventions suivantes :*

*- la réalisation et le financement d'études générales ou thématiques dans le domaine de l'habitat et du logement ;*

*- la communication et l'information dans le domaine de l'habitat et du logement et des économies d'énergie auprès du public du territoire ;*

*- le soutien et l'accompagnement des opérations en faveurs des publics spécifiques (jeunes, personnes âgées, personnes handicapées, etc.).*

Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire et actions par des opérations d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées

**Délibération n° TV-D-090418-30 du 9 avril 2018**

*Sont reconnues d'intérêt communautaire les interventions suivantes :*

*- la participation financière pour la construction et la réhabilitation de logements sociaux, la réalisation d'opérations d'acquisition-réhabilitation et la réalisation d'opérations d'accession sociale à la propriété (PSLA) ;*

*- la garantie des emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour les opérations de logements sociaux ;*
*- la gestion du parc locatif appartenant à la communauté d'agglomération ;*
*- la gestion partagée des demandes de logements locatifs sociaux ;*
*- la participation à la mise en œuvre du Plan départemental d'accès au logement et à l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD-plan Habitat pour tous du Loir-et-Cher).*

---

Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat

Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire

---

**Délibération n° TV-D-090418-30 du 9 avril 2018**

*Sont reconnues d'intérêt communautaire les interventions suivantes :*

*- la mise en œuvre et l'animation de dispositifs visant à l'amélioration du parc privé, notamment, programme d'intérêt général (PIG), opération programmée d'amélioration de l'habitat généraliste ou thématique (OPAH), etc. ;*
*- la mise en place de fonds d'aides à l'amélioration du parc privé.*

---



**6-1-4-POLITIQUE DE LA VILLE**

Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville

Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale

Animation et coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance

Programmes d'actions définis dans le contrat de ville

**6-1-5-ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE**

- Création, acquisition, aménagement, entretien et gestion des équipements destinés à l'accueil des gens du voyage s'inscrivant dans le cadre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

**6-1-6-COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS DES MENAGES ET DÉCHETS ASSIMILÉS**

- Gestion de la collecte, du traitement et valorisation des déchets ménagers et des déchets assimilés.

**6-1-7-GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS**

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, au travers des missions obligatoires prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

**6-1-8-EAU**

**6-1-9- ASSAINISSEMENT**

L'assainissement des eaux usées dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.

**6-1-10- EAUX PLUVIALES**

La gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 du code général des collectivités territoriales

## 6-2- COMPETENCES FACULTATIVES



### 6-2-1-CRÉATION, AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE

- Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ;
- Création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire.

**Délibération n° TV-D-121118-08 du 12 novembre 2018**

*Sont reconnues d'intérêt communautaire les voiries hors agglomération desservant une zone d'activité économique.*
*Aucune aire de stationnement n'est déclarée d'intérêt communautaire.*

### 6-2-2-PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Le patrimoine

La communauté participe à toute réflexion relative au patrimoine ;
La communauté coordonne les actions d'animation du patrimoine ;
La communauté anime le centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine ;
La communauté n'est pas compétente en matière de conservation et de restauration du patrimoine.

Le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie

- le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- le soutien aux actions de développement des énergies renouvelables.

Lutte contre la pollution de l'air

Lutte contre les nuisances sonores

Création, aménagement, entretien et gestion du réseau de chaleur urbain des Grands-Prés à Vendôme

### 6-2-3-CONSTRUCTION, AMÉNAGEMENT, ENTRETIEN ET GESTION D'ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

**Délibérations n°TV-D-121118-07 du 12 novembre 2018 et n°TV-D-171218-22 du 17 décembre 2018, n°TVD20210927-19 du 27 septembre 2021**

***concernant les équipements culturels relevant de la lecture publique,*** *sont reconnus d'intérêt communautaire les médiathèques (« têtes de réseau ») considérées comme pôle de centralité, et qui contribuent au développement du réseau de lecture publique en lien avec les bibliothèques, points lecture et espaces publics numériques communaux ayant un rôle de proximité. Relèvent de cette définition les équipements suivants :*

- *la médiathèque de Vendôme ;*
- *la médiathèque de Selommes ;*
- *la médiathèque de Savigny-sur-Braye ;*
- *la médiathèque de Montoire-sur-le-Loir.*

***concernant les équipements culturels relevant des écoles de musique****, sont reconnus d'intérêt communautaire les équipements structurants car ils contribuent à l'attractivité du territoire. Relèvent de cette définition :*

- *l'école de musique de Vendôme ;*
- *l'école de musique de Savigny-sur-Braye ;*
- *l'école de musique de Montoire-sur-le-Loir.*

***concernant les équipements culturels relevant des salles de spectacle, d'exposition et musée labellisé**, sont reconnus d'intérêt communautaire les équipements structurants car ils contribuent à l'attractivité du territoire. Relèvent de cette définition :*

- *le Minotaure (palais des fêtes, théâtre, 3ème volume) ;*
- *l'espace culturel de Lunay ;*
- *la Chapelle Saint-Jacques ;*
- *le musée de Vendôme, labéllisé Musée de France.*

***concernant les équipements sportifs,** sont reconnus d'intérêt communautaire les équipements sportifs uniques par leurs spécificités et structurants car ils contribuent à l'attractivité du territoire. Relèvent de cette définition les équipements suivants :*

- *le centre aquatique situé aux Grands-Prés à Vendôme ;*
- *la piscine de Montoire-sur-le-Loir ;*
- *la piscine de Savigny-sur-Braye ;*
- *le plan d'eau de Villiers-sur-Loir ;*
- *le mur d'escalade à Thoré-la-Rochette ;*
- *le complexe sportif Léo Lagrange à Vendôme ;*
- *le practice de golf de la Bouchardière à Naveil ;*
- *le gymnase communautaire de Montoire-sur-le-Loir ;*
- *le gymnase des Grands-Prés à Vendôme ;*
- *la salle des arts martiaux à Vendôme.*



## 6-2-4-ACTION SOCIALE D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

**Délibération n° TV-D-111217-25 du 11 décembre 2017**

*La création d'un centre intercommunal d'action sociale (CIAS) pour :*

- *La mise en œuvre d'actions de prévention et d'action sociale ;*
- *La politique en matière d'aide au maintien à domicile -services ménagers, soins, portage de repas ;*
- *La mise en place d'actions de prévention des effets du vieillissement et de lutte contre l'isolement ;*
- *l'animation du Contrat local de santé ;*
- *la création, l'aménagement de maisons de santé pluridisciplinaires, de pôle(s) santé ou la mise en place de centre(s) de santé.*

## 6-2-5-CRÉATION ET GESTION DE MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC ET DÉFINITION DES OBLIGATIONS DE SERVICE AU PUBLIC Y AFFÉRENTES

## 6-2-6- ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE TOURISTIQUE

Élaboration et mise en œuvre de la politique touristique de la communauté, définition d'un schéma touristique et réalisation d'études.

Entretien et exploitation des équipements suivants : le site gare de Trôo, la maison natale de Ronsard.

Soutien à la création et au développement d'équipements ou d'infrastructures touristiques, ainsi que soutien aux actions d'animation à caractère évènementiel et touristique (ces équipements, infrastructures ou animations pouvant relever de l'initiative individuelle ou collective, sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée) qui cumuleraient au moins deux des conditions suivantes :
1. Fréquentation annuelle dépassant le seuil de 5 000 visiteurs ou utilisateurs ;
2. Implantation au sein d'une zone particulièrement touristique représentée par les communes de Lavardin, Montoire, Trôo et Vendôme ;
3. Capacité à valoriser l'offre touristique du territoire en reliant les points touristiques principaux.

En cas de carence manifeste de l'initiative privée, la création et/ou la gestion comme maître d'ouvrage d'équipements ou d'infrastructures touristiques, dans le respect du cumul d'au moins deux des trois conditions énoncées au point précédent.

**6-2-7- ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE CULTURELLE**

Lecture publique

Animation culturelle du réseau de lecture publique et soutien aux structures en lien avec celui-ci.

Écoles de musique

Animation du réseau des écoles de musiques et soutien aux structures associatives concourant au développement de la formation musicale en direction des jeunes.

Programmation et actions culturelles

La communauté est compétente pour l'ensemble des manifestations culturelles dont l'importance, l'ampleur et le rayonnement contribuent à l'attractivité du Territoire.

La communauté est compétente pour la mise en œuvre d'une politique culturelle favorisant la création et la diffusion d'une culture multidisciplinaire pour tous les publics. Ces actions comprennent :

•la saison culturelle consistant en la diffusion de spectacles relevant de tous les arts de la scène et du théâtre vivant ;

•les actions de sensibilisation à la culture des publics potentiels;

•l'action en faveur du cinéma et du film d'animation;

•l'action en faveur des arts plastiques et des arts visuels;

•l'action en faveur de la danse et le soutien aux structures associatives relevant de la définition de l'action culturelle;

•l'organisation ou le soutien de toute manifestation mettant les arts en situation d'œuvrer au développement touristique et de promouvoir le Vendômois.

**6-2-8-PETITE ENFANCE -ENFANCE ET JEUNESSE**

Petite enfance

Création, gestion, animation des structures d'accueil petite enfance (notamment établissements d'accueil des jeunes enfants, relais assistantes maternelles, etc.) et soutien des structures associatives agissant en faveur de la petite enfance.

Enfance

Création, gestion, animation des accueils de loisirs et soutien aux structures sous forme associative ou de SIVOS proposant ce type d'accueils, organisés sur le territoire sur les temps extra-scolaires.

Jeunesse

- Création, gestion, animation de structures (accueils de jeunes type maison de quartier, maison de jeunes (MDJ), point rencontres jeunes,…) ou mise en œuvre d'actions (animation, séjour, actions d'information et de prévention des risques, accompagnement de projet,…) contribuant à l'accompagnement non spécialisé des jeunes. Soutien aux structures associatives agissant dans ce domaine (en dehors du champ scolaire) ;
- Coordination, gestion et animation du projet éducatif local, des Contrats enfance jeunesse (CEJ) et du réseau des acteurs locaux.

**6-2-9-SÉCURITÉ INCENDIE**

Prise en charge des contributions au budget du service départemental d'incendie et de secours (fonctionnement) des communes membres dans les conditions définies aux articles L. 1424-1-1 et L. 1424-35 du code général des collectivités territoriales.

**6-2-10-AUTRES ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT**

Mise en valeur des rivières et leurs affluents, par des actions favorisant l'attrait touristique, les aspects environnementaux, l'écoulement et la qualité des eaux.

**LEGENDE**

Définition de l'intérêt communautaire

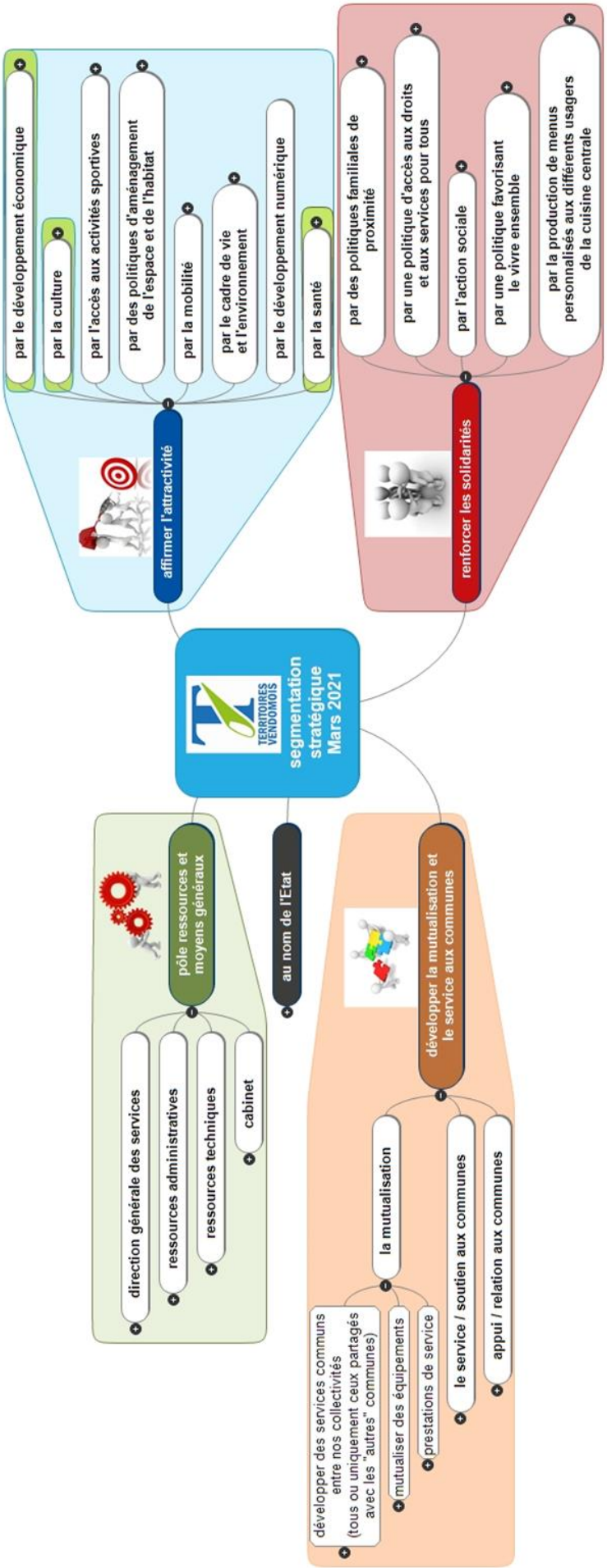
# TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES COMPÉTENCES

| | |
|---|---|
| **COMPETENCES OBLIGATOIRES** | 1- DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE<br>2- AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE<br>3- ÉQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT<br>4- POLITIQUE DE LA VILLE<br>5- ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE<br>6- COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS DES MENAGES ET DÉCHETS ASSIMILÉS<br>7- GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS<br>8- EAU<br>9- ASSAINISSEMENT<br>10- EAUX PLUVIALES |
| **COMPETENCES FACULTATIVES** | 1- CRÉATION, AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE<br>2- PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE<br>3- CONSTRUCTION, AMÉNAGEMENT, ENTRETIEN ET GESTION D'ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE<br>4- ACTION SOCIALE D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE<br>5- CRÉATION ET GESTION DE MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC ET DÉFINITION DES OBLIGATIONS DE SERVICE AU PUBLIC Y AFFERENTES<br>6- ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE TOURISTIQUE<br>7- ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE CULTURELLE<br>8- PETITE ENFANCE -ENFANCE ET JEUNESSE<br>9- SÉCURITE INCENDIE<br>10- AUTRES ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT |

## Récapitulatif des délibérations du conseil de communauté

| Date du Conseil communautaire | Numéro | Intitulé de la délibération |
|---|---|---|
| 06/06/2017 | n° TV-D-060617-08 | Financement du SDIS |
| 11/12/2017 | n° TV-D-111217-24 | Choix des compétences optionnelles |
| 11/12/2017 | n° TV-D-111217-25 | définition de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle action sociale |
| 11/12/2017 | n° TV-D-111217-26 | Petite enfance- enfance-jeunesse |
| 09/04/2018 | n° TV-D-090418-29 | Assainissement non collectif |
| 09/04/2018 | n° TV-D-090418-30 | Définition de l'intérêt communautaire de la compétence obligatoire Équilibre social de l'habitat |
| 24/09/2018 | n° TV-D-240918-05 | Refonte des statuts de la communauté d'agglomération Territoires vendômois |
| 12/11/2018 | n° TV-D-121118-05 | Définition de l'intérêt communautaire de la compétence obligatoire Développement économique - commerce |
| 12/11/2018 | n° TV-D-121118-06 | Définition de l'intérêt communautaire de la compétence obligatoire Aménagement de l'espace communautaire |
| 12/11/2018 | n° TV-D-121118-07 | Définition de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle Équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire |
| 12/11/2018 | n° TV-D-121118-08 | Définition de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle voirie |
| 17/12/2018 | n° TV-D-171218-22 | Intérêt communautaire de la compétence optionnelle équipements sportifs d'intérêt communautaire – Modification de la liste des équipements sportifs |
| 27/09/2021 | n° TVD20210927-19 | Intérêt communautaire de la compétence optionnelle équipements culturels d'intérêt communautaire – Modification de la liste des équipements culturels relevant de la lecture publique |
| 26/09/2022 | n° TVD20220926-54 | Refonte des statuts de la communauté d'agglomération Territoires vendômois |

# Annexe n°2 : segmentation stratégique



# Annexe n°3 : convention de mutualisation de l'administration territoriale unique (ATU)



## Convention de mutualisation de l'administration territoriale unique signée le 15 janvier 2021

## Version consolidée avec l'avenant n°1 signé le 18 juillet 2022

**COMMUNAUTE TERRITOIRES VENDÔMOIS- COMMUNE DE VENDÔME**

**CIAS TERRITOIRES VENDÔMOIS-CCAS DE VENDÔME**

**PREAMBULE :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2,
Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de Réforme des Collectivités Territoriales
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 dite de Modernisation de l'Action publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
Vu l'avis du Comité Technique commun de la CATV et de la commune de Vendôme, du CIAS et du CCAS de Vendôme du 14 décembre 2020,
Vu de l'avis favorable du comité technique commun de la CATV et de la commune de Vendôme, du CIAS et du CCAS de Vendôme du 17 mai 2022 ;

Depuis 2006, la CATV, le CIAS et la commune de Vendôme se sont dotés de services communs et de services mis à disposition dans le cadre d'une bonne organisation des services afin de répondre aux objectifs suivants :

- Améliorer l'expertise et la technicité des services,
- Faciliter le pilotage de la conduite des projets communautaires et communaux grâce à une administration plus réactive, plus rapide,
- Réaliser des économies d'échelle (à moyen / long terme) par des « non dépenses » : éviter des recrutements et de doublonner des fonctions communes aux deux administrations, avoir un effet de levier à court terme sur le plan de la gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences,
- Renforcer la solidarité et le sentiment d'appartenance grâce à une administration au service d'un territoire et de ses communes,

Le service commun constitue un outil juridique de mutualisation permettant de regrouper les services d'un EPCI à fiscalité propre et d'une ou plusieurs de ses communes membres, et d'un ou plusieurs des établissements publics rattachés à un ou plusieurs d'entre eux, afin de favoriser l'exercice des missions de ces structures contractantes et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour l'accomplissement de leurs missions.

A ce jour, considérant l'existence de mutualisations, variées, entre les collectivités, EPCI et établissements publics,
Considérant la nécessité d'actualiser et de structurer davantage les dispositifs juridiques existants,

Considérant la nécessité et l'opportunité d'élargir progressivement à l'ensemble des communes membres,
En 2020, la CATV, le CIAS, la commune de Vendôme et le CCAS de Vendôme ont renouvelé le cadre de l'administration territoriale unique et se sont dotés de services communs et de services mis à disposition dans le cadre d'une bonne organisation des services afin de répondre aux objectifs suivants :

- Améliorer l'expertise et la technicité des services,
- Faciliter le pilotage de la conduite des projets grâce à une administration plus réactive, plus rapide,
- Réaliser des économies d'échelle (à moyen / long terme) par des « non dépenses » : éviter des recrutements et de doublonner des fonctions communes aux administrations, avoir un effet de levier à court terme sur le plan de la gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences,
- Renforcer la solidarité et le sentiment d'appartenance grâce à une administration au service d'un territoire et de ses communes,



Considérant que des modifications organisationnelles sont intervenues, il apparaît nécessaire de passer un avenant à cette convention.

Il est convenu et arrêté ce qui suit ;

**ARTICLE 1er : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

La présente convention a pour objet de déterminer les effets, notamment administratifs et financiers, de la création des services communs et des services mis à disposition dans le cadre d'une bonne organisation des services sur l'organisation et les conditions de travail des agents.
La présente convention met fin :
-à la convention de mutualisation des services conclue entre la CATV et la commune de Vendôme en date du 25 janvier 2012 et ses avenants postérieurs,
-à la convention de mutualisation des services entre la CATV et le CIAS en date du 22 décembre 2015 et ses avenants postérieurs,
-à la convention pour la prestation de services à destination des espaces verts et naturels communautaires et en faveur de la protection de la biodiversité entre CATV et la commune de Vendôme en date du 4 avril 2018,
-ainsi qu'à la convention de mutualisation du service de la cuisine centrale entre CATV, la commune de Vendôme, le CIAS et le CCAS de Vendôme en date du 30 décembre 2019.

**ARTICLE 2 : LISTE DES DOMAINES MUTUALISES, EFFECTIFS et ADHESIONS- Mise à Jour**

Les domaines et activités dans lesquels les parties ont décidé de créer des services communs ou des services mis à disposition sont définis dans le tableau ci-dessous.
Le présent tableau présente également les adhésions ultérieures aux différents services par le syndicat mixte du SCOT des Territoires du Grand Vendômois (SCOT TGV) et la Régie personnalisée du Pôle Nautique (RPN)

| SERVICES COMMUNS CATV | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Direction** | **Service** | **Nombre d'agents au 31/12/2021 (à titre indicatif)** | Membres : CATV/VV/ CCAS/CIAS | Adhésions ultérieures |
| Direction Générale des Services (DGS) | DGS | 4 | CATV / VV / CIAS/ CCAS | Syndicat SCOT TGV/ RPN |
| | Astreintes (réalisées par les agents) | 5 | CATV / VV | |
| Affaires Juridiques (DAJ) | Affaires juridiques | 1 | CATV / VV | |
| | Marchés, DSP | 3 | CATV / VV CIAS / CCAS | Syndicat SCOT TGV/ RPN |
| | Assurances | 2 | CATV / VV CIAS / CCAS | Syndicat SCOT TGV/ RPN |
| | Coordination achats | 1 | CATV / VV CIAS / CCAS | RPN |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Magasin | 4 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | RPN |
| Logistique et manifestation (DLM) | Logistique et manifestation (DLM) | 8 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | |
| Qualité et contrôle de gestion (DQCG) | Qualité et contrôle de gestion (DQCG) | 3 | CATV / VV | |
| Ressources Humaines (DRH) | Ressources Humaines (DRH) | 13 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | Syndicat SCOT TGV/<br>RPN |
| Stratégie Financière (DSF) | Stratégie Financière (DSF) | 19 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | Syndicat SCOT TGV/<br>RPN |
| Système Information et Télécommunication (DSIT) | Système Information et Télécommunication (DSIT) | 8 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | RPN |
| Secrétariat général | Assemblées | 4 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | Syndicat SCOT TGV/<br>RPN |
| | Courrier | 3 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | Syndicat SCOT TGV/<br>RPN |
| | Archives | 2 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | |
| Développement Urbain et Aménagement de l'Espace (DDUAE) | DDUAE | 19 | CATV / VV | Syndicat SCOT TGV |
| Patrimoine et efficacité énergétique (DPEE) | Direction du patrimoine et de l'efficacité énergétique -direction et régies techniques | 25 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | RPN |
| | Bureau d'études bâtiment | 6 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | RPN |
| | Garage | 2 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | RPN |
| Voirie et Eclairage Public (DVEP) | Bureau études | 5 | CATV / VV | |
| | Pôle régie voirie | 11 | CATV / VV | |
| Guichet Unique (DGU) | Accueil | 14 | CATV / VV | |
| | Back-office Régisseurs | 4 | CATV / VV | |
| Communication et relations locales et internationales (DCRLI) | Direction communication et relations locales | 7 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | RPN |
| | Relations publiques et événementiels | 2 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | |
| | Vie associative | 1 | CATV / VV<br>CIAS / CCAS | |
| Cabinet | Cabinet | 4 | CATV / VV | |

**SERVICES COMMUNS VILLE DE VENDOME**

| **Direction** | **Service** | **Nombre d'agents au 31/12/2021 (à titre indicatif)** | Membres : CATV/VV/ CCAS/CIAS | Adhésions ultérieures |
|---|---|---|---|---|
| Cuisine centrale | Cuisine centrale | 14 | CATV / VV /<br>CIAS / CCAS | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Environnement et Espaces Verts (DEEV) | Espaces verts et production florale | 35 | CATV / VV CIAS / CCAS | RPN |
| Environnement et Espaces Verts (DEEV) | Bureau études | 1 | CATV / VV CIAS / CCAS | |
| Environnement et Espaces Verts (DEEV) | Propreté urbaine | 11 | CATV / VV CIAS / CCAS | RPN |
| Vie Scolaire et hygiène des locaux (DVS) | Hygiène des locaux | 49 | CATV / VV CIAS / CCAS | RPN |



| SERVICES MIS A DISPOSITION | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Direction** | **Service** | **Nombre d'agents au 31/12/2021 (à titre indicatif)** | Membres : CATV/VV/ | Adhésions ultérieures |
| Cycle de l'Eau (DCE) | DCE : défense incendie et pluvial non urbain | 1 | CATV / VV | |
| Développement Economique et Touristique (DDET) | DDET animation du patrimoine | 2 | CATV / VV | |
| Développement culturel et événementiel (DEDC) (direction de l'attractivité culturelle) | Direction de l'attractivité culturelle - direction | 3 | CATV / VV | |
| Développement culturel et événementiel (DEDC) (direction de l'attractivité culturelle) | Direction technique de l'attractivité culturelle | 11 | CATV / VV | |
| Développement culturel et événementiel (DEDC) (direction de l'attractivité culturelle) | Pôle action et programmation culturelles et événementielles | 4 | CATV / VV | |
| Développement culturel et événementiel (DEDC) (direction de l'attractivité culturelle) | Lecture publique | 23 | CATV / VV | |
| Enfance Jeunesse (DEJ) | coordination périscolaire | 18 | CATV / VV | |
| Sports (DS) | ETAPS terrestres | 4 | CATV / VV | |
| Sports (DS) | Gestion administrative et technique | 17 | CATV / VV | RPN |
| Vivre ensemble (DVE) | Cohésion sociale | 6 (+ 4 agents CAF) | CATV / VV | |
| Vivre ensemble (DVE) | Politique de la ville et prévention de la délinquance | 1 | CATV / VV | |

5 agents de la commune de Vendôme sont transférés vers CATV et 3 agents de la CATV sont transférés vers la commune de Vendôme.

**ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES COMMUNS**

Lorsque le service commun est géré par la CATV, elle dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination. L'autorité hiérarchique des agents relevant du service commun est alors exercée par la CATV. Le chef du service commun organise le service et la répartition des tâches.

Les fonctionnaires et agents non titulaires de ces services relèvent de la CATV dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Lorsque le service commun est géré par la commune de vendôme, elle dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination. L'autorité hiérarchique des agents relevant du service commun est alors exercée par la commune de Vendôme. Le chef du service commun organise le service et la répartition des tâches.
Les fonctionnaires et agents non titulaires de ces services relèvent de la commune de Vendôme dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont transférés de plein droit à l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à la commune chargée du service commun. Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en partie leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont de plein droit mis à disposition, sans limitation de durée, à titre individuel, de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou de la commune chargé du service commun pour le temps de travail consacré au service commun.



L'organisation générale du service et sa composition en nombre ou qualité des ETP peut évoluer en fonction de plusieurs paramètres et notamment :
- la progression de la carrière des agents (avancements de grades, mutations, nouveaux recrutements…),
- l'évolution de la réglementation, des technologies,
- l'optimisation de l'organisation.

Via le chef du service commun, les agents sont placés sous l'autorité fonctionnelle du maire de la commune de Vendôme, du président de CATV, du président du CCAS de Vendôme ou du président du CIAS en fonction des missions qu'ils réalisent.

En application de l'article L 5211-4-2 du CGCT, une fiche d'impact est annexée à la convention, présentant les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les avantages acquis pour les agents. Cette fiche est présentée en Annexe 1 à la présente convention.

**ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES MIS A DISPOSITION**
Le maire ou le président de l'établissement public adresse directement au chef du service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service. Il contrôle l'exécution de ces tâches.
Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires affectés au sein d'un service ou d'une partie de service mis à disposition sont de plein droit et sans limitation de durée mis à disposition, à titre individuel, selon le cas, du président de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire. Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle.

L'organisation générale du service et sa composition en nombre ou qualité des ETP peut évoluer en fonction de plusieurs paramètres et notamment :
- la progression de la carrière des agents (avancements de grades, mutations, nouveaux recrutements…),
- l'évolution de la réglementation, des technologies,
- l'optimisation de l'organisation.

**ARTICLE 5 : DELEGATION DE SIGNATURE**
Le président de CATV, le maire de la commune de Vendôme, le président du CCAS de Vendôme ou le président du CIAS chacun pour ce qui le concerne, peut donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au responsable du service commun/ mis à disposition pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

**ARTICLE 6 : MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REMBOURSEMENT**
Répartition des charges :

La répartition des charges des services mutualisés est établie selon des clés de répartition constituées d'indicateurs.
Les indicateurs peuvent être modifiés chaque année suite à l'avis favorable du comité de mutualisation avant les orientations budgétaires, pour l'exercice comptable à venir sur lequel ils s'appliqueront (année N). La liste des indicateurs doit être alors visée par les représentants de chaque membre du service commun ou du service mis à disposition.
Les indicateurs sont proposés par service ou par pôle (selon l'organisation interne du service).

Coût unitaire :
Le coût unitaire (c'est-à-dire les charges afférentes à chaque service) comprend, sauf dispositions contraires :
- les charges de personnel du service mutualisé (notamment traitement, régime indemnitaire, charges sociales, réduits des éventuels remboursements) ;
- les charges de fournitures de bureau et de papeterie, les charges afférentes aux locaux (les fluides : électricité, chauffage, eau, les frais d'entretien, de maintenance …), les charges de téléphonie et loyers et charges locatives.
- les charges directes réelles de fonctionnement spécifiques à chaque service
- les charges d'investissement nécessaires au fonctionnement du service (montants hors FCTVA).



Le calcul de la répartition des charges est défini par service comme prévu dans l'Annexe 2 jointe à la présente convention.

Paiement des charges :
Les membres du service commun ou du service mis à disposition procèdent au paiement des charges identifiées ci-dessus sur présentation d'un état récapitulatif annuel visé par le président de CATV si le service est CATV ou par le maire de la commune de Vendôme si le service est communal.

Le versement est effectué de manière fractionnée, pour l'année 2020 :
- au cours du dernier trimestre de l'année 2020, il est versé une avance représentant 95 % de la valeur des charges l'année 2019 (valeurs arrondies à la centaine d'euros inférieure).
- au début du 2ème semestre de l'année 2021, il est versé le solde sur la base des comptes administratifs de l'année 2020 approuvés.

Le versement est effectué de manière fractionnée à compter de 2021 :
- au début du deuxième semestre de l'année N, il est versé une avance représentant 50 % de la valeur totale des remboursements effectués durant l'année N-1 (valeurs arrondies à la centaine d'euros inférieure) et le solde de l'année N-1 sur la base des comptes administratifs approuvés ;
- au cours du dernier trimestre de l'année N, il est versé une avance complémentaire représentant 45 % de la valeur totale des remboursements effectués durant l'année N-1 (valeurs arrondies à la centaine d'euros inférieure).

**ARTICLE 7 : MODALITES D'ARBITRAGE ET DE SUIVI**
En cas de difficulté pour programmer les travaux confiés au service commun ou au service mis à disposition, un arbitrage est réalisé conformément à la procédure suivante :
- les directeurs généraux trouvent un compromis entre les besoins de chacune des collectivités,

- à défaut d'accord, les directeurs généraux des services doivent trouver une solution, en lien, si nécessaire avec le maire de la commune et le président de l'agglomération.

Le comité de mutualisation est créé pour :
- réaliser un bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention.
- examiner les conditions financières de ladite convention,
- modifier les indicateurs ;
- le cas échéant, être force de proposition pour améliorer la mutualisation des services entre la communauté et les communes.
Il est réuni à l'initiative du président de CATV.

Il est composé de :
- Le président de CATV

- Le président du CIAS Territoires vendômois
- Le maire de la Ville de Vendôme
- Le président du CCAS de la commune de Vendôme
- Le vice-président de CATV délégué à la mutualisation
- Le vice-président de CATV délégué aux finances
- L'adjoint de la commune de Vendôme délégué aux finances
- Le maire de toute commune adhérente le cas échéant
- Le maire de toute commune, le président de tout syndicat, le président de toute régie personnalisée adhérent le cas échéant
- Les membres du comité de direction

**ARTICLE 8 : ASSURANCES**



Les dommages susceptibles d'être causés dans le cadre de l'exécution des missions confiées par le bénéficiaire de la convention aux agents des services mutualisés relèvent de sa responsabilité exclusive, dans le cadre des contrats d'assurance qu'il a souscrits à cet effet.

**ARTICLE 8 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

La présente convention, conclue pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2020, est renouvelable par tacite reconduction.
La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par une décision de l'assemblée délibérante, par lettre recommandée avec accusé de réception dans le respect du préavis de six mois.
A l'expiration de la convention ou en cas de dénonciation de celle-ci, il sera procédé à la répartition des moyens matériels mutualisés, acquis au cours de l'exécution de la présente convention, par accord entre l'exécutif des deux collectivités. Seront notamment pris en compte les financements apportés par chaque collectivité, la valeur d'usage des biens et la nécessité pour chacune des collectivités de poursuivre dans les meilleures conditions sa mission de service public.

**ARTICLE 9 : DISPOSITIF DE REVISION**

La présente convention pourra faire l'objet de précisions ou d'ajustements par voie d'avenants.

**ARTICLE 10- ADHESION**

Il est convenu que toute nouvelle adhésion à un service commun devra faire l'objet :

- de l'accord de la CATV pour les services gérés par la CATV.
- de l'accord de la CATV et de la commune de Vendôme pour les services gérés par la commune de Vendôme.

Toute nouvelle adhésion fera l'objet d'une convention avec la CATV pour les services gérés par la CATV, et avec la CATV et la commune de Vendôme pour les services gérés par la commune de Vendôme.

**ARTICLE 11 : LITIGE ET ELECTION DE DOMICILE**

A défaut d'accord amiable, tous les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention sont du ressort du tribunal administratif d'Orléans.
Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

## ANNEXE 1 : FICHE D'IMPACTS :

Fiche d'impacts-convention de mutualisation- administration territoriale unique

| Domaine d'impact | Nature de l'impact | Degré de l'impact* | Description de l'impact |
|---|---|---|---|
| Organisation / Fonctionnement | Lieu de travail / locaux | 1 | Pas de changement, les agents restant sur leur lieu de travail initial |
| | Culture de l'établissement | 1 | Services déjà mutualisés depuis 2006 avec la Ville et le CIAS donc pas de changement. |
| | Fonctionnement du service | 1 ou 2 | Pas ou peu d'impact, possibles ajustements en terme d'organisation en tant que de besoin. |
| | Organigramme | 1 | Pas de changement pour les agents, les services concernés étant déjà mutualisés dans les faits. |
| | Liens hiérarchiques directs | 1 | Pas de changement |
| | Liens fonctionnels | 1 ou 2 | Nouveaux liens fonctionnels avec le CCAS de Vendôme et d'autres sont attendus notamment dans le cadre des services communs élargis |
| Technique / métier | Fiche de poste | 1 | Reprise des fiches de poste existantes des agents |
| | Méthodologies / process /procédures de travail | 1 ou 2 | Possibles ajustements selon les services |
| | Moyens / Outils de travail | 1 | Pas de changement |
| Statutaire / Conditions de travail | Collectivité employeur | 2 | Transfert de 5 agents de la commune de Vendôme vers la CATV et de 3 agents de la CATV vers la commune de Vendôme |
| | Position statutaire | 1 | Pas de changement |
| | Régime indemnitaire | 1 | Pas de changement |
| | SFT | 1 | Pas de changement |
| | NBI | 1 | Pas de changement |
| | Temps de travail / aménagement du temps de travail / temps partiel | 1 | Pas de changement |
| | Congés | 1 | Pas de changement |
| | CET | 1 | Pas de changement |
| | Action sociale | 1 | Pas de changement |

* 1 = aucun impact / 2 = faible impact / 3 = fort impact / 4 = très fort impact

## ANNEXE 2 : MODALITÉS DE RÉPARTITION DES CHARGES :

| SERVICES COMMUNS CATV | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Direction** | **Service** | **Indicateurs** | **Formule de calcul de l'indicateur** | **Taux de prise en charge** |
| Direction Générale des Services (DGS) | DGS | Quotité | | 49,98% Vendôme / 49,98% CATV/ 0,01 % CIAS/ 0,01% CCAS/ 0,01 % syndicat SCOT TGV/ 0,01% RPN |
| | Astreintes (réalisées par les agents) | Quotité | | 80% Vendôme / 20 % CATV |
| Affaires Juridiques (DAJ) | Affaires juridiques | Quotité | | 50% Vendôme / 50% CATV |
| | Marchés, DSP | Nbre d'équivalents marchés | Nbre de lots de marchés/DSP + nbre d'agréments de sous-traitants + nbre d'avenants + (nbre de groupement de cde x nbre de membres) | Nbre affecté à chaque collectivité / nbre total |
| | Assurances | Nbre de sinistres | | Nbre de sinistres de la collectivité / nbre total |
| | Coordination achats | Nbre de marchés accompagnés | | Nbre de marchés de la collectivité / nbre total |
| | Magasin | Dépenses réelles de fonctionnement du magasin et nbre de points de livraison | Répartition selon les centres de coût :<br>Magasin : montant des achats<br>Livraison : nbre de points de livraison | Valeur des achats de chaque collectivité / valeur total ;<br>Nbre de points de livraison / nbre total de livraison |
| Logistique et manifestations (DLM) | Logistique et manifestations (DLM) | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |

| Direction | Service | Indicateurs | Formule de calcul de l'indicateur | Taux de prise en charge |
|---|---|---|---|---|
| Qualité et contrôle de gestion (DQCG) | Qualité et contrôle de gestion (DQCG) | Quotité | | 50% Vendôme et 50% CATV |
| Ressources Humaines (DRH) | Ressources Humaines (DRH) | Nbre d'équivalents paies | Lorsque le service est mutualisé, on applique sur le nombre de payes, la clé de répartition du service. | Nbre affecté à chaque collectivité / nbre total |
| Stratégie Financière (DSF) | Stratégie Financière (DSF) | Montant des comptes administratifs : dépenses réelles fonctionnement et d'investissement (budgets principaux + budgets annexes) | Valeurs TTC des comptes administratifs, sauf pour les budgets assujettis, valeurs HT | Montant des dépenses réelles de la collectivité / montant total des dépenses réelles |
| Système Information et Télécommunication (DSIT) | Système Information et Télécommunication (DSIT) | Nbre d'équivalent utilisateurs | Lorsque l'utilisateur fait partie d'un service mutualisé, on applique sur le poste, la clé de répartition du service. | Nbre affecté à chaque collectivité / nbre total |
| Secrétariat général | Assemblées | Nbre d'équivalents assemblées | Nbre de réunions x coefficient nbre d'élus titulaires x coefficient de durée (hors Vendôme) x coefficient d'actes pris | Nbre affecté à chaque collectivité / nbre total |
| | Courrier | Nbre de courriers/courriels entrants et sortants | Répartition selon les centres de coût :<br>- Affranchissement refacturé selon état de suivi<br>- hors affranchissement nbre de courriers/courriels entrants et sortants | Affranchissement : Montant affecté à la collectivité / montant total.<br>Hors affranchissement : Nbre de courriers/courriels de la collectivité / nbre total |

| Direction | Service | Indicateurs | Formule de calcul de l'indicateur | Taux de prise en charge |
|---|---|---|---|---|
| Secrétariat général | Archives | Nbre de mètres linéaires | | Nbre de ml de la collectivité / nbre total |
| Développement Urbain et Aménagement de l'Espace (DDUAE) | DDUAE | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| Patrimoine et efficacité énergétique (DPEE) | Direction du patrimoine et de l'efficacité énergétique -direction et régies techniques | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| | Bureau d'études bâtiments | Nbre de projets structurants | | Nbre affecté à la collectivité / nbre total |
| | Garage | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| Voirie et Eclairage Public (DVEP) | Bureau études | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| | Pôle régie voirie | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |

| Direction | Service | Indicateurs | Formule de calcul de l'indicateur | Taux de prise en charge |
|---|---|---|---|---|
| Guichet Unique (DGU) | Accueil | Temps d'ouverture des guichets | Guichets d'accueil : 50% CATV / Vendôme ; Guichet état civil et passeport :100%Vendôme | Temps d'ouverture affecté à la collectivité / temps global d'ouverture |
| | Back-office Régisseurs | Montant des recettes TTC enregistrées | | Montant des recettes affectées à la collectivité / total |
| Communication et relations locales et internationales (DCRLI) | Direction de la communication locales et internationales | Dépenses réelles fonctionnement investissement de communication (hors RH) | Montants TTC | Montant des dépenses réelles de la collectivité / montant total des dépenses réelles |
| | Relations publiques et événementiels | Nbre d'équivalents événements | Nbre d'événements x coefficient durée/préparation | Nbre affecté à la collectivité / nbre total |
| | Vie associative | Nbre d'entités suivies | Nbre d'associations suivies + nbre d'équivalents évènements (nbre d'événements x coefficient durée/préparation) | Nbre affecté à la collectivité / nbre total |
| Cabinet | Cabinet | Quotité | | 90% Vendôme et 10% CATV |

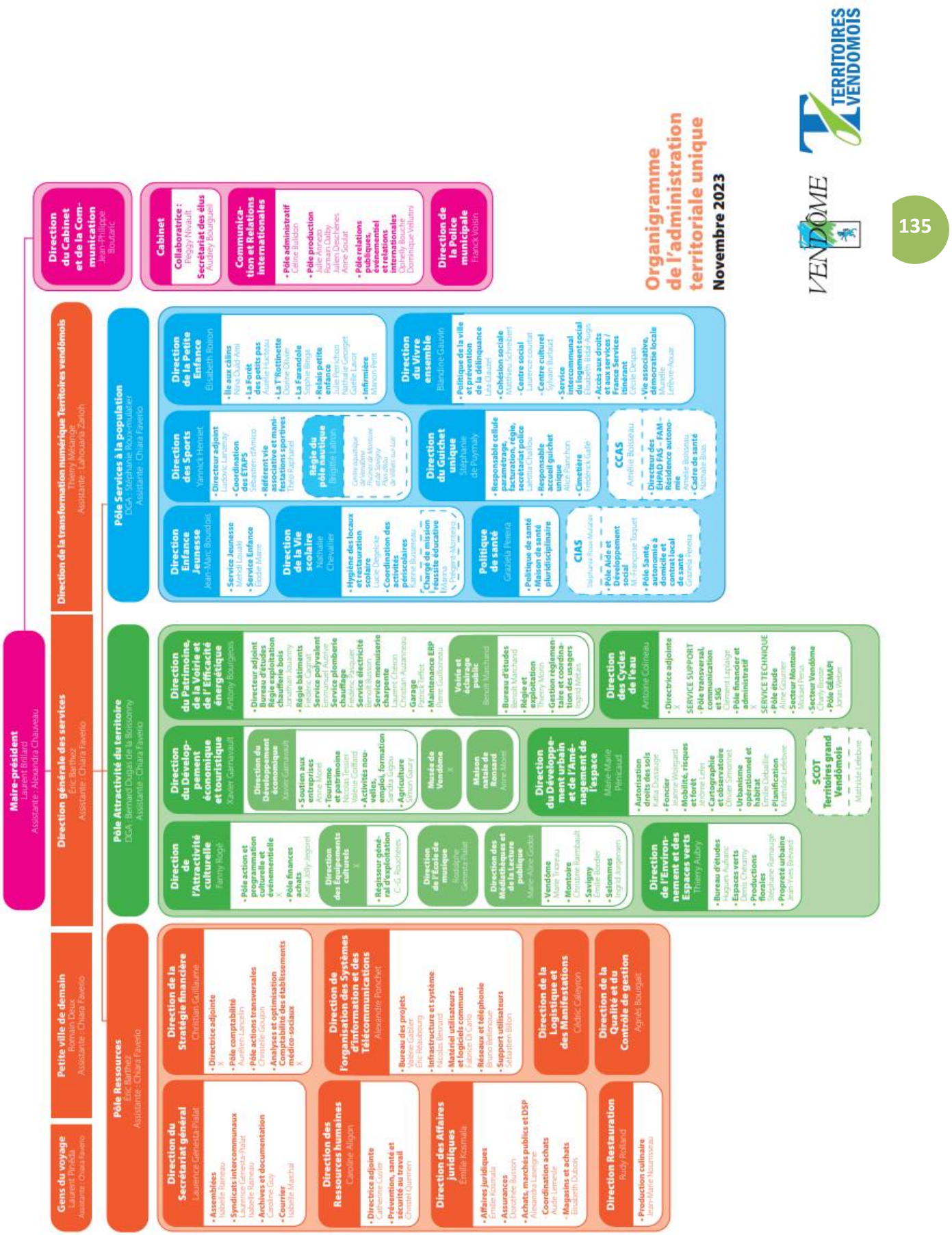
| SERVICES COMMUNS VILLE DE VENDOME | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Direction** | **Service** | **Indicateurs** | **Formule de calcul de l'indicateur** | **Taux de prise en charge** |
| Cuisine centrale | Cuisine centrale | Nbre d'équivalents repas, temps de conditionnement et nombre de livraisons | Selon la composition du repas<br>Réparties selon les centres de coûts :<br>- approvisionnement et production<br>- conditionnement<br>- livraison | Nbre affecté à chaque collectivité / nbre total:<br>- en approvisionnement et production,<br>- en conditionnement<br>- en livraison |
| Environnement et Espaces Verts (DEEV) | Espaces verts et production florale | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| Environnement et Espaces Verts (DEEV) | Bureau études | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| Environnement et Espaces Verts (DEEV) | Propreté urbaine | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| Vie Scolaire et hygiène des locaux (DVS) | Hygiène des locaux | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |

| SERVICES MIS A DISPOSITION | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Direction** | **Service** | **Indicateurs** | **Formule de calcul de l'indicateur** | **Taux de prise en charge** |
| Cycle de l'Eau (DCE) | DCE : défense incendie et pluvial non urbain | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| Développement Economique et Touristique (DDET) | DDET animation du patrimoine | Nbre animations / événements | | Nbre affecté à la collectivité / nbre total |
| Développement culturel et événementiel (DEDC) (direction de l'attractivité culturelle) | Direction de l'attractivité culturelle - direction | Quotité | | 20% Vendôme + 80% CATV |
| Développement culturel et événementiel (DEDC) (direction de l'attractivité culturelle) | Direction technique de l'attractivité culturelle | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| Développement culturel et événementiel (DEDC) (direction de l'attractivité culturelle) | Pôle action et programmation culturelles et événementielles | Nbre de devis réalisés + nbre d'événements hors devis | | Nbre affecté à la collectivité / nbre total |

| Direction | Service | Indicateurs | Formule de calcul de l'indicateur | Taux de prise en charge |
|---|---|---|---|---|
| Développement culturel et événementiel (DEDC) (direction de l'attractivité culturelle) | Lecture publique | Temps passé (temps d'ouverture et de préparation) | | Temps d'ouverture affecté à la collectivité / temps global d'ouverture |
| Enfance Jeunesse (DEJ) | coordination périscolaire | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| Sports (DS) | ETAPS terrestres | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| Sports (DS) | Gestion administrative et technique | Temps passé | | Nbre de heures affectées à la collectivité / nbre total |
| Vivre ensemble (DVE) | Cohésion sociale | Quotité | | 50% ville + 50% CATV |
| Vivre ensemble (DVE) | Politique de la ville et prévention de la délinquance | Quotité | | 40% ville + 60% CATV |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-28R-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Annexe n°4 : organigramme de l'ATU



Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-29-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-29 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 27 | Pouvoirs : 5 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : PATRIMOINE : Association des anciens collèges royaux et militaires de France - Adhésion**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Guillaume MEZAN DE MALARTIC donne procuration à Benoît GARDRAT
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20230918-15 du 18 septembre 2023 donnant délégation de fonction et de signature à Agnès MacGillivray, maire-adjointe déléguée au patrimoine, à la restauration et à la valorisation du château
Agnès MACGILLIVRAY, maire-adjointe, donne lecture du rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-29-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**EXPOSÉ** :

L'actuel hôtel de ville et de communauté se trouve dans l'ancien collège des Oratoriens, ancienne école militaire royale de 1776 à 1792, période à laquelle ont été édifiées l'aile orientale de la cour d'honneur et l'aile dite Saint-Jacques.

Le récent colloque de la Société archéologique scientifique et littéraire du Vendômois organisé en octobre 2023, pour les 400 ans de la fondation du collège de Vendôme a rappelé l'importance de l'histoire de ce lieu. Vendôme fut l'un des onze établissements français promu à la formation des futurs officiers royaux, dont 34 boursiers du roi et comptabilisait 282 élèves en 1788.

Considérant que l'association des Anciennes écoles royales et militaires de France, créée en 2022, a pour objet de mettre en valeur l'histoire des anciennes écoles royales et militaires de France, qu'elle anime des rencontres pour faire connaître et promouvoir ce patrimoine, leur passé et les personnages qui y sont liés, la commune souhaite adhérer à cette association pour participer à ce réseau d'échanges et de diffusion.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé à 50 euros.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- d'adhérer à l'association Anciennes écoles royales et militaires de France et de régler la cotisation correspondante, à compter de 2024 ;

- d'autoriser le maire ou l'adjointe en charge du patrimoine à signer ladite convention et tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | La Maire-adjointe, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Agnès MACGILLIVRAY |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-30-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-30 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : PATRIMOINE : Association Ronsard de retour - Don de la statue de Ronsard et solde des comptes**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20230918-15 du 18 septembre 2023 donnant délégation de fonction et de signature à Agnès MacGillivray, maire-adjointe déléguée au patrimoine, à la restauration et à la valorisation du château
Agnès MACGILLIVRAY, maire-adjointe, donne lecture du rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-30-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**EXPOSÉ** :

L'association dénommée Ronsard de Retour a été créée à Vendôme en mars 2003 avec pour objet unique de faire refaire à l'identique la statue de Ronsard, œuvre du sculpteur vendômois IRVOY, installée en 1872 dans la cour du musée de Vendôme (devenu bibliothèque municipale) enlevée et détruite en 1942, et de la rétablir sur son socle, en concertation avec la ville de Vendôme.

La nouvelle statue a été inaugurée le 17 mars 2012.

Cette opération est désormais achevée et la Présidente de l'association, Claude Guignard a informé la commune du souhait de l'association de faire don de la statue de Ronsard à la ville de Vendôme sous condition d'entretien normal ainsi que des éventuels deniers présents dans les comptes de l'association au terme de sa dissolution.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2242-1.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- d'accepter le don de la statue sous condition d'entretien normal ;

- d'accepter le don des éventuels deniers présents dans les comptes de l'association au terme de sa dissolution ;

- d'autoriser le maire ou la maire-adjointe déléguée au patrimoine à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| | |
|---|---|
| Le secrétaire de séance, | La Maire-adjointe, |
| Simon HOUDEBERT | Agnès MACGILLIVRAY |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-31-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-31 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : PATRIMOINE SCOLAIRE : Réinventons nos cours d'écoles - Organisation de résidences de concepteurs en partenariat avec le CAUE du Loir-et-Cher**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20230918-14 du 18 septembre 2023 donnant délégation de fonction et de signature à Béatrice Arruga, maire-adjointe déléguée à la politique éducative
Béatrice ARRUGA, maire-adjointe, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

La ville de Vendôme est engagée depuis plusieurs années dans un programme de rénovation de ses écoles, notamment dans une optique d'amélioration énergétique du bâti. Elle a souhaité en complément mener de manière spécifique une réflexion sur l'aménagement des cours d'école afin de répondre de manière ciblée aux enjeux de lutte contre les îlots de chaleur, de désimperméabilisation des sols, de maintien de la biodiversité, et de qualité des espaces.

En 2022, la commune avait alors répondu à l'appel à projet relatif à la végétalisation des cours d'écoles mené par le Conseil en architecture urbanisme environnement (CAUE) du Loir-et-Cher. La candidature portée sur la cour de l'école élémentaire Anatole France n'ayant pas été retenue, le CAUE et la ville de Vendôme ont poursuivi les échanges afin de mettre en place un dispositif plus adapté aux besoins de la commune.

La ville souhaitant en effet se doter d'un cadre opérationnel d'intervention global sur les cours d'écoles, le choix s'est tourné vers un accompagnement du CAUE permettant de donner à voir un panel de solutions envisageables sur un ensemble de situation.

Aussi, il a été retenu d'organiser des résidences de concepteurs qui seront accueillies au sein des écoles sur une période d'une semaine dans le but de faire émerger des orientations et des idées de projet qui pourront ensuite permettre de stabiliser un programme de travaux d'aménagement.

Ce format de résidence, qui se tiendra du 14 au 18 octobre 2024, constitue une opportunité pour les projets et pour les équipes de créer un temps d'émulation collectif autour du sujet de la désimperméabilisation et de la végétalisation des cours d'écoles. Cette semaine sera ainsi une occasion pour mobiliser des services, les équipes pédagogiques et les élèves avec une démarche "active", immersive et transversale.

Les experts qui seront amenés à intervenir en résidence au sein de ces cours d'écoles seront sélectionnés au regard de leur expertise technique, de leur motivation et de leur expérience en matière de concertation. A l'issue de la semaine, la Ville disposera ainsi d'éléments de projets partagés permettant de construire son programme d'action sur les cours d'écoles pour les années à venir.

L'encadrement méthodologique pour organiser ce type d'intervention permet de tenir de manière efficace cinq résidences en parallèle. Aussi, afin de retenir les cinq cours d'écoles présentant le plus d'enjeux qui accueilleront les résidences de concepteurs, une analyse multicritère a été opérée.

Sur la base de l'analyse réalisée par le CAUE, les cours d'écoles suivantes ont été retenues : maternelle Saint-Pierre Lamothe-Victor Hugo, élémentaire Anatole France, élémentaire Jules Ferry, élémentaire Yvonne Chollet et élémentaire Jean Zay. Cette sélection permettra notamment de disposer d'un panel d'écoles et de sites représentatif de la diversité des situations : une école élémentaire, une école maternelle, une école en secteur patrimonial ainsi qu'une école en quartier prioritaire.

Le projet de convention d'objectifs annexé précise les conditions d'accompagnement spécifiques sur ce dispositif et les conditions d'intervention du CAUE. La convention prévoit ainsi une mobilisation de 45 jours en équivalent temps-plein sur des compétences pluridisciplinaires de l'équipe du CAUE, pour un montant restant à charge de la collectivité de 9 000 euros.

En complément, le projet de convention-type avec les équipes de concepteur, annexé, précise les modalités d'intervention des experts qui seront sélectionnés. Afin de couvrir les frais de mobilisation des experts compétents pour mener à bien cet exercice, il est prévu une indemnisation des équipes à hauteur de 8 000 euros HT. Enfin une solution d'hébergement sera proposée aux équipes qui le souhaitent.

Aussi, en intégrant les frais logistiques liés à l'accueil des professionnels pendant cinq jours, le montant global de dispositif de résidences est estimé à 60 000 euros.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- de valider les termes de la convention d'objectif avec le CAUE du Loir-et-Cher jointe en annexe ;

- de valider les termes de la convention-type qui sera signée avec les équipes de concepteurs qui seront retenues pour intervenir au sein des écoles ;

- d'approuver le montant de l'enveloppe prévisionnelle du dispositif Réinventons nos cours d'école estimée à 60 000 euros ;

- d'autoriser le maire ou la maire-adjointe déléguée à la politique éducative à signer tout document ou acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Conformément à la délibération n° VVD20200528-08 du 28 mai 2020 portant délégation du conseil municipal au maire, ce dernier sollicitera par voie de décision l'attribution de subvention en fonctionnement et en investissement, auprès de l'État et/ou des collectivités territoriales, quels que soient la nature de l'opération et le montant prévisionnel de la dépense subventionnable.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | La Maire-adjointe, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Béatrice ARRUGA |

**PJ :** Convention d'objectifs avec le CAUE et convention-type avec les équipes de concepteurs

**Réinventons nos cours d'écoles - Résidences de concepteur(trices) in situ**

**Convention-type de partenariat**

**Entre**
**La Ville de Vendôme,** Parc Ronsard, 41100 VENDOME, **représentée par Laurent BRILLARD, son Maire,** dûment habilité par délibération n° du conseil municipal du
Et désignée sous le terme « la collectivité », d'une part,

**Et**
**L'équipe de conception ……** , dont le siège social est situé ……..., **représentée par……**
Désignée sous le terme « le concepteur », d'autre part,

**PREAMBULE**

Vu le code général des collectivités locales,
Vu la convention d'objectifs encadrant l'accompagnement par la CAUE de la mise en place et du suivi de résidences de concepteur(rice)s pour le réaménagement de plusieurs cours d'écoles (maternelle et primaire),
La collectivité a souhaité mener une réflexion sur l'aménagement des cours d'école afin de répondre de manière ciblée aux enjeux de lutte contre les îlots de chaleur, de désimperméabilisation des sols, de maintien de la biodiversité, et de qualité des espaces.
La collectivité souhaitant se doter d'un cadre opérationnel d'intervention global sur les cours d'école, le choix s'est tourné vers un accompagnement du CAUE du-Loir-et-Cher pour mettre en place un dispositif permettant de donner à voir un panel de solutions envisageables sur un ensemble de situation.
Aussi, il a été retenu d'organiser des résidences de concepteurs qui seront accueillies au sein des écoles sur une période d'une semaine dans de but de faire émerger des orientations et des idées de projets qui pourront ensuite permettre de stabiliser un programme de travaux d'aménagement.
Ce format de résidence constitue une opportunité pour les projets et pour les équipes de créer un temps d'émulation collectif autour du sujet de la désimperméabilisation et de la végétalisation des cours d'école. Cette semaine sera ainsi une occasion pour mobiliser des services, les équipes pédagogiques, les élèves avec une démarche "active", immersive et transversale.
Dans ce contexte, la commune a décidé de faire appel au concepteur représenté par …….pour intervenir au sein de l'école……

**Article 1er – Objet de la convention**
Par la présente convention, le concepteur s'engage à participer à la résidence de concepteur(rices) qui se tiendra à Vendôme du 14 au 18 octobre 2024. Le concepteur sera ainsi amené à intervenir sur cette période au sein même de l'école……en concertation avec les équipes pédagogiques, les élèves, les services de la collectivité ainsi que les équipes du CAUE du Loir-et-Cher.

**Article 2 – Durée de la convention**
La présente convention prend effet à compter de sa signature et s'achèvera au paiement de l'indemnité par la collectivité. En tout été de cause, la durée de la convention ne pourra excéder 6 mois à compter de sa signature.

**Article 3 – Montant de l'indemnité et conditions de paiement**
La contribution financière pour indemniser le concepteur a été fixée à 8 000 Euros HT. Le paiement de l'indemnité sera soumis à décision de la collectivité à l'appui de l'avis favorable du CAUE du Loir-et-Cher.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-31-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**Article 4 – Engagements mutuels**

Le concepteur s'engage à se rendre disponible pendant toute la durée de la résidence du lundi 14 octobre 2024 au vendredi 18 octobre 2024 de 9h à 18h :

- pour faciliter l'organisation de la concertation avec les équipes pédagogiques, les élèves, les services de la collectivité ainsi que les équipes du CAUE du Loir-et-Cher ;
- pour assurer les temps de présentation auprès de la collectivité et des élèves.

A l'issue de la semaine, le concepteur s'engage également à restituer tout élément de projet produit pendant la résidence. Les formes et supports de représentation des idées et des projets sont laissés à l'initiative du concepteur, sous réserves que les dit supports puissent être matériellement restitués à la collectivité à l'issue de la résidence.

Pour sa part, la collectivité s'engage à mettre à disposition des moyens de reprographie courant (scan numériques, photocopieurs, imprimantes A4/A3) qui seront disponibles soit en Mairie soit au sein des établissements scolaires.

La collectivité s'engage également à proposer une solution d'hébergement sur Vendôme pendant le temps de la résidence.

**Article 5 - Lutte contre le travail illégal**

Le concepteur s'engage à satisfaire aux dispositions de la loi n° 97.638 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal, complétée par le décret n°97.638 du 31 mars et notamment à remettre une attestation conforme aux dispositions de la loi.

**Article 6 - Propriété intellectuelle**

Tous les documents ou éléments intellectuels issus de la convention de partenariat sont considérés comme rattachés au programme et en conséquence propriétés du CAUE de Loir-et-Cher. La commune de Vendôme pourra utiliser librement les documents ou éléments intellectuels issus de la convention d'objectifs. Elle s'engage toutefois à citer dans toutes les publications ou diffusions écrites ou audiovisuelles, à quelque niveau que ce soit, son partenariat avec le CAUE. Les professionnels privés qui interviendraient dans l'étude ou la réalisation de la convention d'objectifs conservent leurs droits de propriété intellectuelle sur la partie qu'ils ont réalisée. Ils pourront également citer leur participation avec l'accord conjoint du CAUE et de la commune.

**Article 7 – Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

**Article 8 – Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

**Article 9 – Litiges**

En cas de litige survenant à l'occasion de l'exécution de la convention ou dans l'interprétation de ses dispositions, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. À défaut de conciliation, le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent.

Fait à Vendôme, le

Le Maire

Laurent Brillard

Représentant du concepteur

41 Loir-et-Cher
c|a.u.e
Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

# COMMUNE DE VENDÔME

## PROPOSITION DE CONVENTION D'OBJECTIFS

## Accompagnement pour la mise en place et le suivi de résidences de concepteur(rice)s pour le réaménagement de plusieurs cours d'écoles (maternelle et primaire)

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le **C**onseil d'**A**rchitecture de l'**U**rbanisme et de l'**E**nvironnement - CAUE de Loir-et-Cher
34, avenue Maunoury - 41000 BLOIS
représenté par sa Présidente, Madame Catherine LHÉRITIER

**ET**

**La commune de Vendôme**
représentée par son Maire, Monsieur Laurent Brillard

**IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT**

*« L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. » Loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.*

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement est un organisme d'utilité publique. Créé par la loi, il est chargé de promouvoir les politiques qualitatives de l'Aménagement et du Développement au travers, notamment, de l'exercice de sa mission d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage.

Constitué sous forme associative, il mène avec les collectivités et les établissements publics et privés qui le souhaitent des actions concertées pouvant être formalisées par des conventions d'objectifs, celles-ci ne correspondent ni à un acte de commerce, ni à la vente de prestations, l'activité du CAUE étant d'intérêt public et à but non lucratif.

*CONSIDÉRANT* :

- Que le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, qui a été mis en place par le Conseil Général de Loir et Cher, est un organisme à la disposition des collectivités territoriales et des établissements publics et privés qui peuvent le consulter sur tout projet d'architecture, d'urbanisme et d'environnement,

- Que les actions du CAUE revêtent un caractère pédagogique afin de promouvoir les politiques publiques qualitatives au travers de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage et, qu'à ce titre, le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre,

- Que le programme d'activités du CAUE, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit notamment la mise en place de conventions de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage,

- Que la qualité du cadre de vie et la gestion équilibrée de l'urbanisme et de l'environnement sont un élément majeur de toute politique de développement,

- Que la commune de Vendôme est adhérente de l'association CAUE de Loir et Cher.

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 - OBJET :**

Par la présente convention, la commune de Vendôme confie au CAUE de Loir et Cher une mission d'accompagnement ayant pour objet de l'assister dans la définition et la réalisation de ses objectifs d'amélioration du cadre de vie.

Cette mission d'accompagnement vise particulièrement :

- l'expression ou la formulation d'orientations qualitatives d'architecture, d'urbanisme, de paysage et d'environnement, répondant aux objectifs d'intérêt public définis à l'article 1er de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture,

- l'exercice, par la collectivité, de ses responsabilités de maître d'ouvrage résultant des obligations de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

**ARTICLE 2 – MISSIONS DU CAUE :**

Le CAUE apporte le savoir-faire d'une équipe pluridisciplinaire et l'ensemble de son expérience de conseil aux collectivités et d'assistant technique au service de la commune de Vendôme. Pour toutes les questions posées, le CAUE se comportera en conseiller loyal et honnête mettant toute sa compétence et sa diligence au développement des projets dans les délais arrêtés conjointement.

La commune de Vendôme souhaite confier au CAUE de Loir-et-Cher une mission d'accompagnement technique, organisationnelle et de suivi d'un appel à projet pour la réalisation de résidences de concepteur(rice)s dans cinq cours d'écoles de la commune afin de penser leur

réaménagement au vu des enjeux climatiques et d'usage. La mission confiée au CAUE intègrera les étapes suivantes :

**Étape 1** : Diagnostic et choix des sites

Le CAUE accompagnera la Ville dans la définition des enjeux de l'appel à projet et notamment dans le choix des cours d'école pouvant faire l'objet d'une résidence de conception. L'équipe du CAUE participera à une visite de site en présence des services de la Ville et/ou de la Communauté d'Agglomération et proposera une grille d'analyse pour hiérarchiser les enjeux de chaque cour. Il aidera la Ville à sélectionner les 5 cours qui feront l'objet de résidences.

À l'issue de ce travail de diagnostic, le CAUE réalisera une fiche de synthèse par cour d'école retenue afin de présenter sous un format assez illustré, les enjeux de chaque cour. Ce travail servira à alimenter la base de données fournie aux candidats.

Pour mémoire, il a été envisagé que chaque cour d'école retenue mobilise au maximum deux classes et leurs enseignant(e)s, ainsi que la direction du site. Ces acteurs seront très actifs pendant la semaine de résidence et seront associés en amont au lancement de l'appel à projet.

*Mission forfaitaire comprenant une visite de toutes les cours d'école, une réunion de travail et la réalisation d'un tableau de synthèse des enjeux d'aménagement pour toutes les cours et de fiches de synthèse présentant chaque cour retenue.*

**Étape 2** : Préparation de l'appel à projet

À la suite de la sélection des cours d'école, le CAUE proposera une note de cadrage des résidences présentant : le cadre des résidences, une fiche synthétique de présentation des sites, le déroulé de la semaine de résidence et les attendus de production des équipes. Cette note contribuera à alimenter le cahier des charges permettant le lancement de l'appel à projet. L'appel à projet permettra à des candidats concepteurs et conceptrices (dont a minima un(e) paysagiste) de se présenter pour être retenu(e)s pour tenir une résidence d'une semaine dans une cour d'école. Cette résidence aura pour objectif de déployer des temps d'échanges et de concertation avec les acteurs gestionnaires et les usagers des cours, puis de proposer des schémas possibles d'aménagement, en travaillant *in situ*. À la fin de la semaine de résidence, les équipes de conception restitueront leurs travaux auprès des élus, des services, des équipes enseignantes et des élèves, selon un format à préciser.

L'accompagnement du CAUE sur la préparation de l'appel à projet comportera :

- une rencontre collective avec chaque équipe enseignante mobilisée par les résidences ( 5 équipes donc) ;
- une rencontre collective avec les services intéressés par la démarche pour préparer à la fois la résidence et l'implication des services dans le processus de conception et le suivi et la gestion des éventuels projets qui en découleront (à terme) ;
- la rédaction d'une note technique ;
- l'appui technique sur les conditions de l'appel à projet (nature de l'équipe, références attendues, critères de sélection, etc.) ;
- deux réunions techniques pour valider les éléments constitutifs de l'appel à projet

*10 jours de travail comprenant des réunions avec l'ensemble des acteurs et deux réunions de travail avec les services qui pilotent la démarche.*

*NOTA : afin d'assurer le meilleur suivi pour l'ensemble des cours, le CAUE mobilisera à ce stade deux chargés d'études (une paysagiste et un architecte), en plus du suivi assuré par la direction (non quantifiée).*

**Étape 3** : Analyse des candidatures

À la suite du lancement de l'appel à projet par la collectivité et de la réception des candidatures, le CAUE accompagnera la Ville dans la sélection des candidats, en participant à l'analyse de chaque candidature d'après une grille de lecture et des critères définis préalablement. Cette phase comprendra :

- l'analyse en chambre des candidatures (avec appréciation technique) ;
- la participation à une commission/jury de sélection des candidats pour croiser les regards avec les élus et les services de la Ville ;
- la contribution à la rédaction du rapport de synthèse de l'analyse des candidatures (notes techniques sur chaque candidat) ;

*4 jours de travail comprenant une réunion de sélection des candidats avec les services de la Ville et (sous réserve) les élus référents.*

*NOTA : afin d'assurer le meilleur suivi pour l'ensemble des cours, le CAUE mobilisera à ce stade quatre chargés d'études (trois paysagistes et un architecte), en plus du suivi assuré par la direction (non quantifiée).*

**Étape 4** : Accompagnement des résidences

Le CAUE accompagnera la Ville dans la préparation organisationnelle et logistique de la semaine de résidence. Il contribuera ainsi à :

- la planification et l'organisation calendaire de la semaine (qui ? quand ? où ? comment ?) ;
- la préparation et l'appui matériel pour la semaine en relai avec les référents de la collectivité (préparation du matériel de travail des équipes, récolte des éventuelles données sur les sites, etc.) ;
- la préparation des temps collectifs (concertation, restitution, partage, etc.) avec les différents acteurs, en appui des services pilotes de la Ville.

La semaine de résidence aurait lieu du **lundi 14 au vendredi 18 octobre 2024** (sous réserve).
Pendant la semaine de résidence, le CAUE mobilisera activement son équipe afin de pouvoir suivre chaque équipe en résidence et assurer un appui des services de la Ville sur l'ensemble des temps collectifs prévus.

La résidence à proprement parler comportera :

- des temps officiels de lancement et de restitution (en présence des élus) ;
- des temps de rencontre avec les usagers des écoles (élèves et enseignants) ;
- des temps collectifs de partage sur des sujets transversaux avec l'ensemble des équipes de conception et les services (GIEP, UFS, végétalisation, cour inclusive, etc.) ;
- des temps de travail *in situ* ou dans un lieu de résidence commun pour les équipes en dehors des horaires d'ouverture de l'école.

L'équipe du CAUE sera mobilisée, pour partie sur l'ensemble de la semaine, pour une autre sur des temps ciblés planifiés à l'avance : 3 personnes seront mobilisées toute la semaine, 3 personnes ponctuellement et chaque cour d'école aura une personne référente au CAUE. L'objectif sera de suivre les travaux des 5 équipes de conception en même temps et de pouvoir accompagner les services de la Ville dans la logistique, les échanges avec les équipes, appuyer pour les besoins matériels, etc.

*28 jours de travail comprenant une réunion de sélection des candidats avec les services de la Ville et (sous réserve) les élus référents.*

*NOTA : afin d'assurer le meilleur suivi pour l'ensemble des cours, le CAUE mobilisera à ce stade une partie importante de son équipe : 4 paysagistes, 1 architecte et la direction. Parmi cette équipe, 2 paysagistes et 1 architectes seront mobilisés sur l'ensemble de la semaine afin d'assurer le suivi au long cours des 5 équipes de conception, la direction et les deux autres paysagistes seront mobilisés pour des temps ciblés. Dans tous les cas, chaque cour d'école accompagnée aura un référent dans l'équipe du CAUE.*

**Étape 5** : Accompagnement et suivi

Le CAUE accompagnera la Ville dans les suites des résidences, pour identifier notamment les cours qui pourront faire l'objet de travaux de réaménagement prioritaires. Le CAUE apportera également son expertise en appui des services sur la nature des projets, les modes de financements possibles, le choix de la nature de la conception (maitrise d'œuvre ou en régie) afin de décliner les résidences dans un programme d'action.

Le CAUE participera à deux réunions de travail avec les services et produira un document de synthèse de la démarche des résidences (poster illustré ou plaquette) dont l'objectif sera de communiquer sur la démarche et de présenter la méthode et les résultats (le format et le contenu seront à affiner avec la Ville).

*3 jours de travail, dont deux réunions de travail avec les services*

## ARTICLE 3 - PLANNING DE RESTITUTION ET MODALITES FINANCIERES :

### 3.1 - Proposition de Calendrier :

| Mission | Temps de travail CAUE | Délai |
|---|---|---|
| **Étape 1 :** Diagnostic et choix des sites | Forfait | Avril 2024 |
| **Étape 2 :** Préparation de l'appel à projet | 10 jours | Mai/Juin 2024 |
| **Étape 3 :** Analyse des candidatures | 4 jours | Juillet 2024 |

| | | |
|---|---|---|
| **Étape 4 :** Accompagnement des résidences | 28 jours | Septembre/octobre 2024 |
| **Étape 5 :** Accompagnement et suivi | 3 jours | Novembre/décembre 2024 |

La commune de Vendôme mettra à disposition du CAUE tous documents ou éléments de connaissances ou compétences internes lui permettant d'exercer sa mission de service public.
La clôture de ce dossier peut être envisagée pour décembre 2024 sous réserve des choix de la Commune sur les modes de valorisation du projet.

**3.2 - Modalités financières :**

| Mission | Temps de travail CAUE | Montant |
|---|---|---|
| **Étape 1 :** Diagnostic et choix des sites | Forfait | 1 000 € |
| **Étape 2 :** Préparation de l'appel à projet | 10 jours | 5 000 € |
| **Étape 3 :** Analyse des candidatures | 4 jours | 2 000 € |
| **Étape 4 :** Accompagnement des résidences | 28 jours | 14 000 € |
| **Étape 5 :** Accompagnement et suivi | 3 jours | 1 500 € |
| **Total** | | **23 500**€ |
| **Prise en charge par l'agence régionale de santé dans le cadre de la convention partenariale sur l'urbanisme favorable à la santé*** | **11 jours** | **5 500** € |
| **Total avec déduction de la prise en charge UFS** | | **18 000 €** |
| **Prise en charge CAUE** | **50 %** | **9 000** € |
| **TOTAL restant à charge de la commune** | **50 %** | **9 000** € |

*NOTA : le CAUE intervient sous convention avec les communes adhérentes. Cette convention ouvre le droit, de facto, a des conditions d'intervention différentes comprenant une prise en charge à 50% du montant réel de l'étude. La partie diagnostic de la présente convention, au regard de la nature des missions confiées par la collectivité et des modalités d'intervention du CAUE, fait l'objet d'un montant forfaitaire*

** Dans le cadre d'une convention partenariale d'objectifs signée avec l'Agence régionale de Santé Centre-Val de Loire, le CAUE peut financer une partie de ses études pour inclure une démarche d'urbanisme favorable à*

*la santé dans les dossiers commune. Ce financement est alors déduit du montant global de la convention et diminue le reste à charge de la collectivité.*

En contrepartie de la réalisation de l'ensemble de la mission du CAUE définie à l'article 2, dans le cadre du planning mentionné ci-dessus, la commune de Vendôme versera une participation forfaitaire restant à la charge de la commune de 9 000 €.

**3.3 - Règlement**

- 2 000 € à la signature de la convention
- 2 000 € à la clôture de l'étape 3
- 5 000 € à la clôture de l'étape 5

La commune de Vendôme s'engage à prendre en charge toute commande spécifique, faite à sa demande expresse, n'entrant pas dans le cadre de cette mission et qui fera alors l'objet d'un avenant à la convention.

**3.4 - Régime Fiscal**

Au regard de l'instruction fiscale du 15 septembre 1998, la gestion du CAUE, association à but non lucratif, est désintéressée et son activité générale de conseil et d'accompagnement le situe hors du champ concurrentiel. Le CAUE n'est pas soumis aux impôts commerciaux. La participation financière de la Commune de Vendôme n'est donc pas assujettie à la TVA.

**ARTICLE 4 - PROPRIETE INTELLECTUELLE :**

Tous les documents ou éléments intellectuels issus de la convention d'objectifs sont considérés comme rattachés au programme et en conséquence propriétés du CAUE de Loir-et-Cher.
La commune de Vendôme pourra utiliser librement les documents ou éléments intellectuels issus de la convention d'objectifs. Elle s'engage toutefois à citer dans toutes les publications ou diffusions écrites ou audiovisuelles, à quelque niveau que ce soit, son partenariat avec le CAUE.
Les professionnels privés qui interviendraient dans l'étude ou la réalisation de la convention d'objectifs conservent leurs droits de propriété intellectuelle sur la partie qu'ils ont réalisée. Ils pourront également citer leur participation avec l'accord conjoint du CAUE et de la commune.

**ARTICLE 5 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL :**

Le CAUE s'engage à satisfaire aux dispositions de la loi n° 97.638 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal, complétée par le décret n°97.638 du 31 mars et notamment à remettre une attestation conforme aux dispositions de la loi.

**ARTICLE 6 - RESILIATION :**

De convention expresse, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties des clauses et conditions stipulées et quinze jours après mise en demeure d'exécution par lettre recommandée avec accusé de réception, restée en tout ou partie sans effet, le présent contrat sera résilié de plein droit sous réserve de dommages et intérêts.

**ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES :**

Pour tout litige relevant de l'application de la présente convention, les parties conviennent de régler leur éventuel différend par voie d'arbitrage. À défaut de conciliation, le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent.

Fait à Blois, le

**Laurent Brillard**
Maire de Vendôme

**Catherine LHERITIER**
Présidente du CAUE de Loir-et-Cher
Vice-présidente du Conseil départemental

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-32-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-32 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : POLICE MUNICIPALE : Taxe locale sur la publicité extérieure - Année 2025**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**

Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Par délibérations des 1er mars 1979 et 25 juin 1981, la commune a institué la taxe sur les emplacements publicitaires fixes (TSE).

La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ayant instauré un nouveau régime de taxation locale, le conseil municipal du 20 juin 2012 a substitué la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) à la TSE et en a fixé les modalités d'application.

Les tarifs de base sont fixés par l'article L. 2333-9 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Ils dépendent de la population de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ainsi que de la nature du support publicitaire. Ces tarifs peuvent être revalorisés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année. Cette revalorisation annuelle peut être modulée par la collectivité, dans la limite d'une augmentation maximale de 5 euros / m² d'une année sur l'autre.

Il convient donc d'actualiser les tarifs de la TLPE au regard des nouvelles catégories de superficie et plafonds tarifaires fixés aux articles L. 2333-9 à L. 2333-12 du CGCT.

**Vous trouverez ci-après un tableau indiquant les tarifs normaux (article L. 2333-9 du CGCT) :**

| **dispositifs publicitaires et préenseignes** | Superficie <= 50 m² | Superficie > 50 m² |
|---|---|---|
| **affichage non numérique** | 24,40 € | 48,80 € |
| **affichage numérique** | 73,30 € | 144,80 € |

| | Superficie <= 12 m² | 12 m² < superficie <= 50 m² | Superficie > 50 m² |
|---|---|---|---|
| **Enseignes** | 24,40 € | 48,80 € | 97,70 € |

*NB : la superficie ici prise en compte est la somme des superficies des enseignes*

**Exonérations**

Sont exonérés de plein droit :

- publicités à visée non commerciale ou concernant des spectacles ;
  - supports ou parties de supports prescrits par une disposition légale ou réglementaire ou imposés par une convention signée avec l'État ;
  - supports relatifs à la localisation de professions réglementées ;
  - supports exclusivement destinés à la signalisation directionnelle apposés sur un immeuble ou installés sur un terrain et relatifs à une activité qui s'y exerce ou à un service qui y est proposé ;
  - supports ou parties de supports dédiés aux horaires ou aux moyens de paiement de l'activité, ou à ses tarifs, dès lors que la superficie cumulée des supports ou parties de supports concernés est inférieure ou égale à un mètre carré ;
  - sauf délibération contraire de la collectivité, les enseignes dont la somme des superficies correspondant à une même activité et apposées sur un immeuble ou de façon contigüe sur un immeuble est inférieure ou égale à 7 m².

Peuvent notamment bénéficier d'une exonération totale ou d'une réfaction de 50 % :

- enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies correspondant à une même activité, est inférieure ou égale à 12 m² ;
- préenseignes supérieures à 1,5 m² ;
- préenseignes inférieures ou égales à 1,5 m² ;
- dispositifs publicitaires dépendant des concessions municipales d'affichage ;
- dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain ou de kiosque à journaux.

Les enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 20 m² peuvent faire l'objet d'une réfaction de 50 %.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-32-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2333-9 et suivants ;
Vu le code des impositions des biens et services, notamment les articles L. 454-39 et suivants.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'adopter les tarifs de 2024 majorés du taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de 4,8 %, applicables en 2025 pour les communes de moins de 50 000 habitants appartenant à un EPCI de 50000 habitants et plus tels qu'ils figurent ci-dessous ;

| **dispositifs publicitaires et préenseignes** | Superficie <= 50 m² | Superficie > 50 m² |
|---|---|---|
| **affichage non numérique** | 18,60 € | 37,10 € |
| **affichage numérique** | 55,70 € | 111,20 € |

| | Superficie <= 12 m² | 12 m² < superficie <= 50 m² | Superficie > 50 m² |
|---|---|---|---|
| **Enseignes** | 18,60 € | 37,10 € | 74,20 € |

- d'exonérer les enseignes autres que celles scellées au sol dont la somme des superficies est inférieure ou égale à 12 m² ;

- de recouvrer la taxe en année n+1 pour les créations et les suppressions de supports intervenues en cours de l'année n ;

- d'autoriser le maire à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-33-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-33 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : POLITIQUE DE LA VILLE : Programme d'actions 2024 du Contrat de ville – Cofinancement des actions 2024 dans le domaine de la citoyenneté, du lien social, de l'éco-citoyenneté et des compétences parentales et psychosociales**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Clara DODIN, conseillère municipale, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Le contrat de ville constitue le socle de l'intervention de l'État, de la commune de Vendôme, de la communauté d'agglomération Territoires vendômois et de leurs partenaires en direction du quartier prioritaire des Rottes et de ses habitants. Le nouveau contrat de ville Engagement quartiers 2030 (couvrant la période 2024-2030) a été validé par le comité de pilotage du 21 mars 2024.

La circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 autorisait les collectivités à anticiper la programmation des actions 2024 avant la finalisation des nouveaux contrats de ville, afin de garantir la continuité des interventions de la politique de la ville. Dans ce cadre, l'appel à projets a pu être lancé et s'est déroulé entre le 6 novembre 2023 et le 12 janvier 2024.

25 projets ont été déposés par des associations ou des services de la commune de Vendôme et de Territoires vendômois et 23 ont été retenus au titre de la programmation 2024.

Le programme d'actions 2024, validé par le comité de pilotage du Contrat de ville le 21 mars 2024, se décline en actions concernant les domaines de la réussite éducative, des compétences parentales et psychosociales, de la citoyenneté, du lien social, de l'éco-citoyenneté, de la culture, de l'emploi et l'insertion professionnelle.

En 2024, la Ville de Vendôme est sollicitée pour cofinancer les actions suivantes :

**Citoyenneté, lien social et éco-citoyenneté**

| | |
|---|---|
| Intitulé | Animation en jardin collectif : création de lien social et préservation de l'environnement |
| Opérateur | Association Perche nature |
| Coût total | 3 780 euros |
| Financements | **Subvention ville de Vendôme** : 880 **euros** |

**Compétences parentales et psychosociales**

| | |
|---|---|
| Intitulé | Programme de soutien aux familles et à la parentalité |
| Opérateur | Oppelia VRS 41 |
| Coût total | 16 000 euros |
| Financements | **Subvention ville de Vendôme** : 3 000 **euros** |

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'attribuer à l'association Perche nature dont le siège social est situé 4 rue Saint-Denis à Mondoubleau une subvention d'un montant de 880 euros pour la mise en œuvre de l'action Animation en jardin collectif : création de lien social et préservation de l'environnement, dans le cadre du programme d'actions 2024 du Contrat de ville ;

- d'attribuer à l'association Oppelia VRS 41 dont le siège social est situé 6 rue de la Mare à Blois une subvention d'un montant de 3 000 euros pour la mise en œuvre du programme de soutien aux familles et à la parentalité, dans le cadre du programme d'actions 2024 du Contrat de ville ;

- d'autoriser le maire ou à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

**PJ :** Fiches descriptives des actions



# Contrat de ville de Vendôme

# Appel à projets 2024

## Synthèse des actions proposées

# CITOYENNETÉ, LIEN SOCIAL ET ECOCITOYENNETÉ

**OPERATEUR : PERCHE NATURE**

**ACTION : Animation en jardin collectif : création de lien social et préservation de l'environnement**

☐ Renouvellement action

☒ **Nouvelle action**

| | |
|---|---|
| Public(s) Ciblé(s) | Habitants du QPV tous les âges |
| Nb de bénéficiaires | 30 |
| Calendrier | De mars à décembre 2024 |

## Financement prévisionnel 2024

| **Dépenses prévisionnelles** | | **Recettes prévisionnelles** | |
|---|---|---|---|
| Charges de personnel | 3 780 € | ETAT - ANCT | 2 900 € |
| | | Ville | 880 € |
| **TOTAL** | **3 780 €** | **TOTAL** | **3 780 €** |

## Objectifs

- ✓ Soutenir la mise en place d'un jardin collectif au sein du quartier des Rottes
- ✓ Créer des ateliers pratiques créant du lien entre les citoyens
- ✓ Permettre l'implication des citoyens dans la vie de leur quartier autour d'un projet construit collectivement
- ✓ Favoriser la cohésion et l'inclusion des habitants
- ✓ Favoriser l'appropriation de la thématique de l'environnement par les citoyens au sein de leur quartier
- ✓ Sensibiliser les publics fréquentant le Centre culturel à l'importance de l'accueil de la biodiversité en milieu urbain et au rôle de la végétalisation dans la transition écologique

## Contenu et déroulement

Soutien au projet de développement d'un jardin partagé dans le quartier, porté par les services de la collectivité, par des animations à destination des publics du quartier :

- ✓ Ciné échange et formation à la permaculture
- ✓ Création de buttes et spirale aromatique (en lien avec la DEEV)
- ✓ Fabrication d'un abri pour la biodiversité (partenariat DEEV)
- ✓ Plantation d'arbustes comestibles
- ✓ Observation et découverte des oiseaux en ville
- ✓ Installation et conseil de gestion d'un compost (en lien avec VALDEM)
- ✓ Elaboration d'un livret pédagogique sur la gestion du jardin

Travail en lien avec les ateliers Entr'elles, Café discut et sur des temps de quartier d'été.

Une attention particulière sera portée à l'accompagnement du public durant la totalité du projet afin de maintenir leur mobilisation

## Principaux partenariats

Centre culturel, Centre social, Direction des Espaces verts, Valdem

Délibération n°VVD20240620-33

# COMPÉTENCES PARENTALES ET PSYCHOSOCIALES

**OPERATEUR : OPPELIA VRS 41**

**ACTION : Programme de soutien aux familles et à la parentalité**

☒ **Renouvellement action**
☐ Nouvelle action

| | |
|---|---|
| Public(s) Ciblé(s) | Enfants de 6 à 11 ans et leurs parents ou personnes en charge de leur éducation |
| Nb de bénéficiaires | 25 |
| Calendrier | Septembre 2024 à juin 2025 |

## Financement prévisionnel 2024

| **Dépenses prévisionnelles** | | **Recettes prévisionnelles** | |
|---|---|---|---|
| Achats | 1 000 € | ETAT - ANCT | **5 000 €** |
| Services extérieurs | 1 342 € | Ville | **3 000 €** |
| Personnels | 12 203 € | CAF | **7 000 €** |
| Charges financières | 1 455 € | CD | **1 000 €** |
| **TOTAL** | **16 000 €** | **TOTAL** | **16 000 €** |

## Objectifs

- ✓ Renforcer la capacité de chacun à être acteur de sa santé et de son développement ;
- ✓ Développer les compétences parentales et les compétences psychosociales des enfants de 6 à 11 ans ;
- ✓ Réduire les problèmes de comportements, la délinquance, les conduites addictives ;
- ✓ Renforcer les relations et les compétences familiales des participants ;
- ✓ Susciter l'adhésion et l'implication des familles.

## Contenu et déroulement

Déploiement du PSFP sur Vendôme, programme reconnu comme probant en 2023 – 2024 avec 8 familles inscrites (10 enfants et 9 parents).

Le programme repose sur un large travail partenarial et se met en place en plusieurs phases :

- ✓ La communication pour identifier les partenaires qui seront les relais auprès des familles
- ✓ La formation des partenaires locaux identifiés (2 jours + 3 pour les animateurs)
- ✓ L'information et la sensibilisation des parents par les professionnels impliqués
- ✓ Le recrutement des familles (entre 8 et 10)
- ✓ La mise en œuvre d'une édition : 14 sessions de 2h avec une fréquence hebdomadaire
- ✓ L'évaluation

## Principaux partenariats

La FRAPS qui assurera les formations, les directions de la ville de Vendôme et de la CATV, les écoles du quartier.



Délibération n°VD20240620-33

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-33-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-34-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-34 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 28 | Contre : 0 | Abstention : 4 |

**OBJET : PREVENTION DE LA DELINQUANCE : Vidéoprotection - Convention de partenariat relative à la vidéoprotection entre la commune et l'Etat - Refonte**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Par délibération n° VV-D-210116-14 du 21 janvier 2016, le conseil municipal a validé le schéma local de déploiement du dispositif de vidéoprotection sur la voie publique à Vendôme. La mise en œuvre de l'ensemble du dispositif a eu lieu courant 2019.

Par délibération n° VV-D-020217-7 du 17 février 2017, le conseil municipal a validé la convention de partenariat entre l'Etat et la Ville concernant le déploiement du dispositif de vidéoprotection sur la voie publique à Vendôme.

Par arrêté n° VVSG20210621-02 du 21 juin 2021, le conseil municipal a validé la modification de la composition du comité d'éthique.

Par délibération n° VVD20211125-09 du 25 novembre 2021, le conseil municipal a validé un avenant n° 1 à la convention de partenariat entre l'Etat et la Ville ayant pour objet de prendre en compte d'une part, la nouvelle composition du comité d'éthique et, d'autre part, l'installation du nouveau dispositif dans le quartier des Rottes au 2 rue Roland Dorgelès, portant ainsi à 19 le nombre total de caméras sur la voie publique à Vendôme.

Par arrêtés n° VVSG0621-09 du 21 juin 2023 et n° VVSG20240422-02 du 22 avril 2024, le conseil municipal a validé la modification de la composition du comité d'éthique.

Afin de prendre en compte la nouvelle composition du comité d'éthique et l'installation des nouveaux matériels sur l'immeuble « Le Marly » (18-20 rue Pierre Brossolette), aux abords du collège Jean Emond et au quartier Rochambeau, mais aussi d'ajuster les termes de la convention au fonctionnement actuel du dispositif, il est devenu nécessaire d'établir une nouvelle convention.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION** :

Il vous est proposé :

- d''approuver les termes de la nouvelle convention de partenariat ci-jointe relative au déploiement et à l'exploitation de la vidéoprotection sur la voie publique à Vendôme, entre la commune et l'Etat ;

- d'autoriser le maire à signer ladite convention et tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votes exprimés avec 28 voix pour et 4 abstentions (Christophe CHAPUIS, Alexandre BOITEL, Patrick CALLU, Sabine GREULICH), ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

**PJ :** convention de partenariat entre la commune et l'État

PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

41 DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA POLICE NATIONALE LOIR-ET-CHER

VENDÔME
www.vendome.eu

**CONVENTION DE PARTENARIAT**
**ENTRE LA COMMUNE DE VENDÔME ET L'ETAT**
**RELATIVE A LA VIDEOPROTECTION SUR LA VOIE PUBLIQUE**

L'État, représenté par Xavier PELLETIER, Préfet du département de Loir-et-Cher ;

et

La commune de Vendôme, par Laurent BRILLARD, Maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal n° VVD20240620-**XX** du **20 juin 2024** ;

ci- après dénommées les parties,

Considérant que la vidéoprotection figure parmi les priorités du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de Vendôme *;*
Considérant la convention de coordination entre la police municipale de Vendôme et les forces de sécurité de l'Etat élaborée conformément au décret n° 2012-2 du janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;
Considérant l'intérêt de la mise en œuvre d'un déport d'images vers les services de police nationale pour faciliter leurs conditions d'intervention et renforcer la sécurité publique ;

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1. Objet de la convention**
La présente convention a pour objet de définir les conditions du partenariat entre l'Etat et la commune de Vendôme pour l'exploitation du dispositif de vidéoprotection et en particulier les modalités de transmission et de mise à disposition des services du commissariat de police nationale de Vendôme par le centre de visionnage communal (CVC), des informations traitées par le réseau de vidéoprotection sur la voie publique implanté dans la ville (Cf. annexe 1 : cartographie des sites vidéoprotégés).

**Article 2. Création et conditions d'accès au centre de visionnage communal**
La commune a créé un centre de visionnage communal doté des écrans de contrôle du système de vidéoprotection. L'enregistrement des images recueillies s'effectue sur un serveur situé dans un local sécurisé et climatisé au sein de la direction des systèmes d'information et des télécommunications.
La police municipale, sous la responsabilité de son directeur, est gestionnaire du centre de visionnage communal, situé au sein de ses locaux, dans un bureau sécurisé (système de contrôle d'accès).
Aucun agent de la police municipale n'est affecté de manière continue au centre communal de visionnage.
L'accès à cette salle d'exploitation est exclusivement réservé aux personnes habilitées par l'autorisation préfectorale.
Un registre est tenu à jour par la police municipale, enregistrant toutes les présences dans la salle de visionnage. Il mentionne la date, l'heure, le nom et la qualité des personnes habilitées, et le motif de l'utilisation de la salle. Il est signé par le visiteur.
Le réseau de communication de la vidéoprotection est spécifique et étanche de tout autre réseau, afin d'offrir un niveau de sécurité maximum (totalement dissocié du réseau de la collectivité et de tout réseau télécom public).
La liste des sites d'implantation des caméras et des zones surveillées est annexée à la présente convention. Toute modification est portée à la connaissance des services de la Police nationale.

**Article 3. Renvoi des images vers le commissariat de police et communication des enregistrements**
Le déport des images captées en temps réel vers le commissariat de police nationale est activé en permanence.
Ce déport n'implique pas une prise en charge par le service de police concerné du fonctionnement et des missions du centre de visionnage communal.

Aucun enregistrement n'est réalisé au Commissariat de Vendôme et aucune relecture ne peut être opérée en direct au Commissariat.
La communication d'un support comportant des enregistrements d'images de vidéoprotection par la ville de Vendôme ne peut se faire uniquement que sur réquisition judiciaire par un officier de police judiciaire. La réquisition écrite doit être adressée au responsable du système de vidéoprotection de la Ville de Vendôme
Un registre est tenu à jour par la Police Municipale concernant la délivrance de l'objet de la réquisition. Il mentionne le nom et la qualité de l'officier de police judiciaire requérant, la date et l'heure de réquisition, les références du courrier de réquisition, la (les) caméra(s) et le lieu concerné, la date et la plage horaire des faits contenus sur la copie, ainsi que le type de support utilisé. Le registre est signé par l'officier de police judiciaire requérant ou la personne dûment habilitée par lui.

**Article 4. Conservation et destruction des images enregistrées**
La durée de conservation des images enregistrées est légalement (article L. 252-5 du code de la sécurité intérieure) fixée à trente jours maximum sauf dérogation prévue par la loi dans le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire.
La Ville de Vendôme s'est engagée à conserver les images pendant une durée maximum de vingt jours. Passé ce délai, il est procédé à une destruction automatique des images par le logiciel d'exploitation.
Des sauvegardes peuvent être réalisées en cas de dérogation prévue par la loi, dans le cadre d'une enquête de flagrance, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire et sur réquisition écrite d'un Officier de police judiciaire.

**Article 5. Financement et entretien des installations**
La ville de Vendôme met à la disposition du commissariat de Police, le matériel suivant :

- une station de travail de marque HP dotée d'une carte graphique puissante ;
- deux écrans plats (1 de taille 27'' et l'autre de 40'') ;
- l'utilisation du logiciel de visionnage ;
- le réseau informatique entre l'armoire située au 1er étage et le lieu d'installation du matériel de visionnage au rez-de-chaussée ;
- La connexion au site central situé à l'Hôtel de ville via une liaison de type hertzien (antenne).

Le matériel est fourni par la commune et ne pourra être utilisé à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention.
Le service de police nationale se réserve le droit de refuser des modifications dans l'installation d'un dispositif complémentaire incompatible avec des systèmes existants et agréés par les services techniques du ministère de l'Intérieur, ou d'un système susceptible d'entraîner de fortes contraintes immobilières ou techniques.
Les opérations de maintenance sont effectuées par du personnel mandaté de la direction des systèmes d'information et des télécommunications (DSIT) de la commune, après avis préalable du service de police. Elles doivent être compatibles avec l'activité policière et les règles de sécurité mises en place pour l'accueil des tiers accédant au service.
La maintenance et le renouvellement des matériels et logiciels sont assurés par la commune, sauf dans l'hypothèse de dégradations dues à la malveillance, la négligence grave de la part des services de police ou d'une utilisation du matériel à d'autres fins que celles prévues par la présente convention.
Dans cette hypothèse, la commune pourra demander l'indemnisation de ce matériel, à moins que cette détérioration ne résulte de circonstances indépendantes de la volonté des fonctionnaires de police.
La police nationale assurera l'alimentation en électricité.

**Article 6. Confidentialité des lieux d'implantation des matériels**
Le lieu d'implantation des matériels mis à disposition du commissariat de police par la commune, est laissé à la libre appréciation du représentant de la circonscription de police nationale.
Ce choix devra toutefois prendre en compte les principes de confidentialité et de respect de la vie privée, qui prévalent en matière de vidéoprotection.
Seul le personnel habilité par le chef de service et désigné auprès de la commission départementale peut avoir accès aux images obtenues par le renvoi. Les moniteurs ne devront donc pas pouvoir être observés par des tiers présents dans l'enceinte du service de police.

**Article 7. Instances de la vidéoprotection**

1. Le comité de pilotage

Par délibération n° VV-D-240915-17 du 24 septembre 2015, la commune a mis en place un comité de pilotage associant l'Etat, les élus, la police nationale, la police municipale et les services concernés de la commune (Cf. annexe 2 : composition) pour participer aux réflexions relatives au déploiement du dispositif de vidéoprotection. Ce comité de pilotage est notamment chargé de valider les principales étapes de construction et de mise en œuvre de ce projet.

2. Le comité d'éthique

Par délibération n° VV-D-230610-22 du 23 juin 2016 et arrêté n° VV-ASG-16-09 du 12 juillet 2016, la commune a créé un comité d'éthique de la vidéoprotection et défini sa composition.
Par arrêtés n° VVSG20210621-02 du 21 juin 2021, puis n° VVSG20230621-09 du 21 juin 2023, la composition du comité d'éthique a été modifiée (Cf. annexe 3 : composition).
La création de ce comité d'éthique résulte d'une démarche volontaire associant une pluralité de membres et a pour objectif d'aller au-delà des obligations législatives et réglementaires qui encadrent le régime de la vidéoprotection, afin de veiller au bon usage du système et garantir les libertés individuelles et collectives.

Ce comité d'éthique a pour rôle :

- d'élaborer une charte d'éthique qui précise les bonnes pratiques découlant des obligations légales et réglementaires ;
- de participer à l'évaluation du dispositif mis en place ;
- d'examiner les éventuelles saisines de citoyens qui estimeraient avoir subi un préjudice direct et personnel découlant de la non observation des règles ;
- formuler éventuellement au maire toute recommandation sur les conditions de fonctionnement et l'impact du dispositif de vidéoprotection.

**Article 8. Durée de la convention**

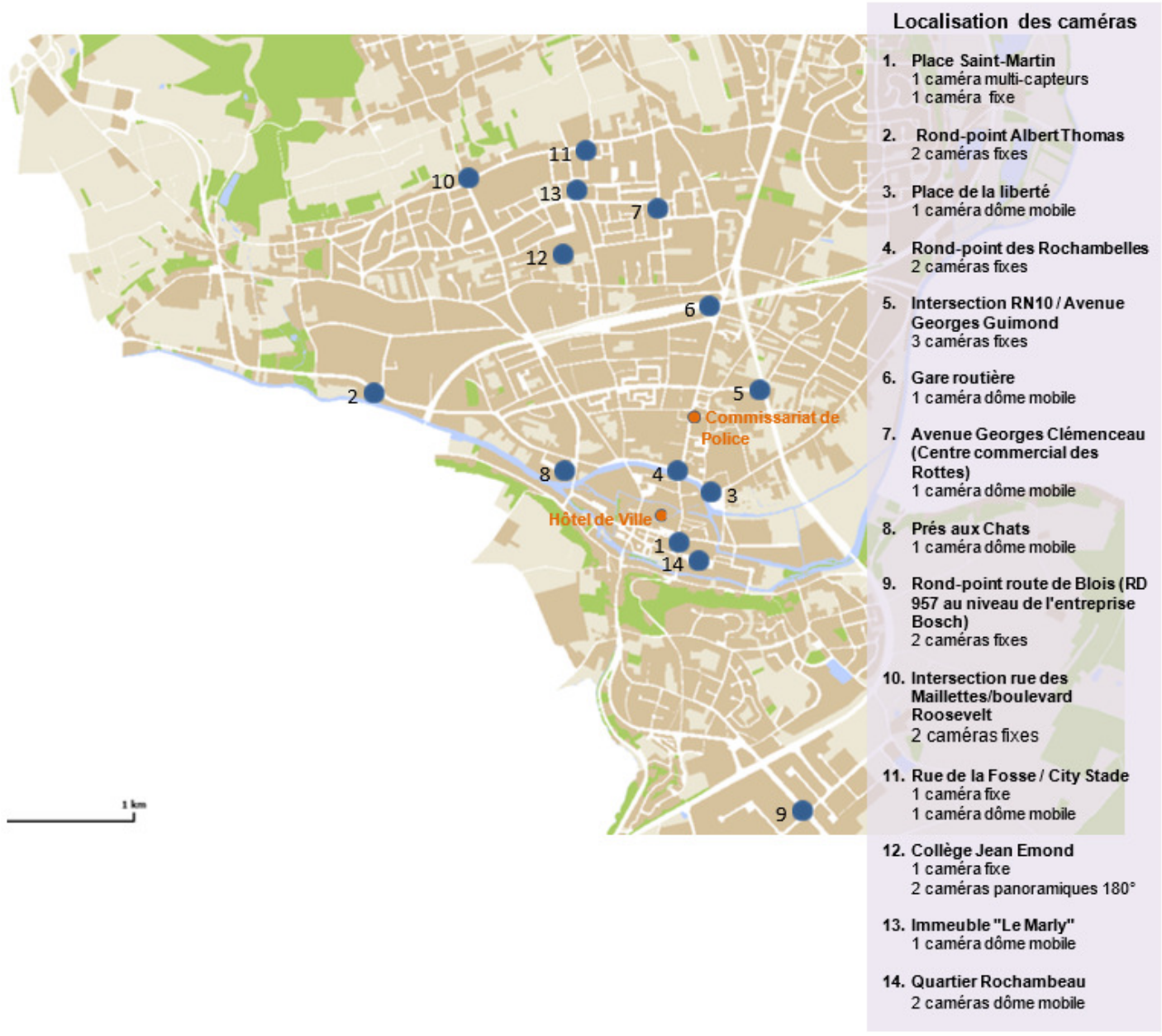
La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans, renouvelable par tacite reconduction. Une partie qui envisage de ne pas la renouveler, le signale à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard six mois avant la date d'échéance.
Elle prend fin en cas de retrait de l'autorisation préfectorale.

Fait en deux exemplaires à Vendôme le

| Le Maire | Le Préfet |
|---|---|
| Laurent BRILLARD | Xavier PELLETIER |

# Annexes

Annexe 1 - Cartographie des 14 sites vidéoprotégés
et des 25 caméras déployées



Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-34-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

Annexe 2 - Membres du comité de pilotage

*Délibération VV-D-240915-17 du 24 septembre 2015*

- le maire ;
- la conseillère communautaire déléguée en charge de la prévention de la délinquance ;
- le sous-préfet ;
- le directeur départemental de la police nationale ;
- le commandant de police de Vendôme ;
- le référent sûreté départemental ;
- le directeur de cabinet du maire et du président ;
- le directeur général adjoint - services à la population ;
- le directeur de la police municipale ;
- la directrice du vivre ensemble et de la politique de la ville ;
- une personne qualifiée désignée par le maire.

Annexe 3 - Membres du comité d'éthique vidéoprotection

*Délibération VV-D-230610-22 du 23 juin 2016 - Création du comité d'éthique*
*Arrêté n° VV-ASG-16-09 du 12 juillet 2016 - Composition du comité d'éthique*
*Arrêté n° VVSG20210621-02 du 21 juin 2021 - Modification de la composition du comité d'éthique*
*Arrêté n° VVSG20230621-09 du 21 juin 2023 - Modification de la composition du comité d'éthique*
*Arrêté n° VVSG20240422-02 du 22 avril 2024 - Modification de la composition du comité d'éthique*

- Laurent BRILLARD, Maire ;
- Benoît GARDRAT, Maire-adjoint délégué aux grands projets, à l'urbanisme, à la politique foncière, à la ville numérique ;
- Agnès MACGILLIVRAY, Maire-adjointe déléguée aux assurances et à la commande publique ;
- Minthy MABIALA-BOUSSI, Maire-adjointe déléguée à la démocratie locale et à la cohésion sociale ;
- Tural KESKINER, Maire-adjoint aux affaires administratives et au dialogue interculturel ;
- Christophe CHAPUIS, conseiller municipal ;
- Alexandre BOITEL, conseiller municipal ;
- Pierre FOURNET-FAYARD, conseiller municipal ;
- Le Sous-préfet ou son représentant;
- Le Commandant de police ou son représentant ;
- Franck VOISIN, Directeur de la police municipale ;
- Blandine GAUVIN, Directrice du Vivre ensemble et de la politique de la ville ;
- Thierry MESANGE, Directeur de la Transformation numérique.
- Thierry MESANGE, Directeur de la Transformation numérique.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-35-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
## COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-35 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES : Accueil des personnes condamnées à des Travaux d'intérêt général (TIG)**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-35-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**EXPOSÉ** :

Dans le cadre de sa politique publique de prévention de la délinquance, la ville de Vendôme souhaite accueillir dans ses services des personnes condamnées à effectuer des travaux d'intérêt général (TIG). Cet accueil s'inscrit désormais dans la politique de ressources humaines plus particulièrement dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle de personnes éloignées de la fonction publique territoriale.

Il s'agit dans le cadre d'une politique visant un développement de réponses éducatives et de réparation de la délinquance, de favoriser l'accueil de ces personnes suivies par le service d'insertion et de probation du Loir-et-Cher (SPIP41) ou la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ).

Créé par la loi du 10 juin 1983, le travail d'intérêt général (TIG) est une peine alternative à l'incarcération qui consiste en un travail non rémunéré (actuellement de 20 à 400 heures) au sein d'une association, d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une personne morale de droit privé chargée d'une mission de service public.

Le TIG tend vers trois objectifs :

- sanctionner le condamné en lui faisant effectuer une activité au profit d'une collectivité, dans une démarche réparatrice, tout en lui laissant la possibilité d'assumer ses responsabilités familiales, sociales et matérielles ;
- permettre au tribunal d'éviter de prononcer une peine d'emprisonnement de courte durée, dès lors qu'elle ne s'avère pas indispensable eu égard à la personnalité du condamné et à la gravité des faits qui lui sont reprochés ;
- impliquer la collectivité dans un dispositif de réinsertion sociale des condamnés.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- de valider le principe d'accueil des personnes condamnées à effectuer des travaux d'intérêt général (TIG) au sein des services municipaux ;
- de solliciter auprès du tribunal de grande instance l'inscription de la ville de Vendôme sur la liste des TIG ;
- d'autoriser le maire à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-36-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-36 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES : Tableau des emplois permanents 2024 - Modification**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**

Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Laurent BRILLARD, maire, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Par délibération n° VV-D-101215-18 du 10 décembre 2015, le conseil municipal a adopté le tableau des emplois permanents.

Il convient aujourd'hui de modifier les emplois suivants :

| Emploi | | | | | Poste |
|---|---|---|---|---|---|
| **Libellé de la fonction ou du poste** | **Quotité du temps de travail** | **Filière** | **Catégorie** | **Cadre d'emploi possible pour ce poste** | |
| Agent de service | 30 h 00 | Technique | C | Adjoint technique | +1 |
| Agent de service | 29 h 30 | Technique | C | Adjoint technique | -1 |
| Agent d'accueil du guichet unique | 35 h 00 | Administrative | C | Adjoint administratif | +1 |
| Responsable des écoles | 35 h 00 | Administrative | B | Rédacteur | -1 |
| Responsable des écoles | 35 h 00 | Administrative | B/C | Rédacteur<br>Adjoint administratif | +1 |

Le comité social du 11 juin 2024 a donné un avis favorable à la suppression du poste d'adjoint technique à 29 heures 30 hebdomadaire et du responsable des écoles.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- de créer ou supprimer les emplois ci-dessus ;
- d'autoriser le maire à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier sera présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-36-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée. Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Laurent BRILLARD |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-38-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-38 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : RISQUES NATURELS : Convention de partenariat avec le syndicat intercommunal Cavités 37 relative à la reconnaissance, l'étude et la réalisation de l'inventaire des cavités souterraines sur la ville de Vendôme**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-08 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Philippe Chambrier, maire-adjoint délégué à l'environnement
Philippe CHAMBRIER, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Le Plan de prévention des risques de mouvements de terrains (PPRMT), approuvé le 14 décembre 2004, impose la visite, le diagnostic et la cartographie des cavités situées en zone C, D et X.

Une campagne de visites a été organisée par la commune entre 2008 et 2011 tant sur les parcelles publiques que chez les particuliers pour répondre à cette obligation.

Il convient désormais d'assurer le contrôle de diagnostic de ces caves ou cavités pour anticiper d'éventuels mouvements de terrain. Dans ce cadre, la commune souhaite faire réaliser une visite de contrôle d'une vingtaine de cavités souterraines lui appartenant. Celles-ci se placent en rive gauche du Loir, dans la rue de la Grève, la place du Château, le faubourg Saint-Bienheuré et la rue du maréchal de Rochambeau. Les cavités du secteur ont des tailles modestes, hormis une ancienne carrière souterraine d'extraction de pierres de 6 hectares environ.

Pour mener à bien cette expertise, la commune souhaite signer un partenariat avec le Syndicat intercommunal Cavités 37. Cette structure basée à Saint-Avertin (37) est un service public spécialisé dans le recensement et la préservation des cavités souterraines et des falaises rocheuses. Depuis 1985**,** le syndicat intercommunal est un appui aux collectivités et aux particuliers pour toutes les problématiques en lien avec la stabilité et la gestion de ces structures naturelles si particulières dans les départements de l'Indre-et-Loire, du Maine-et-Loire et du Loir-et-Cher.

Son équipe est composée de topographes et de géologues qui ont pour missions d'effectuer les levés topographiques et les diagnostics géologiques des cavités souterraines du territoire afin de conseiller leur propriétaire tant sur leur stabilité que sur leur entretien, voire même pour leur aménagement.

La convention ci-jointe a pour objectif de proposer les missions suivantes :

- d'une part, une mission de visite de contrôle d'une vingtaine de cavités souterraines appartenant à la commune ;
- et d'autre part, la réalisation de missions d'études ponctuelles entrant dans le champ de compétences du SI CAVITES 37 et commandées en fonction de ses besoins par la commune.

Le contenu de la mission de visite de contrôle des vingt caves communales est défini en annexe 1 à la présente convention. Le descriptif des études pouvant être menées de manière ponctuelle pour le compte de la commune est donné en annexe 2 à la présente convention.

L'estimation financière des diagnostics de la vingtaine de cavités et de la carrière est de 8 800 euros. Concernant les missions ponctuelles, un devis sera proposé en fonction de la grille tarifaire jointe à la convention. Une demande de devis a été faite auprès de prestataires locaux. Ces derniers ne pouvaient donner suite à cette intervention en 2024.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat ci-jointe avec le syndicat intercommunal Cavités 37 relative à la reconnaissance, l'étude et la réalisation de l'inventaire des cavités souterraines sur la commune ;

- d'autoriser le maire-adjoint à signer ladite convention et tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Philippe CHAMBRIER |

**PJ :** Convention de partenariat

**CONVENTION DE PARTENARIAT**
RELATIVE A LA RECONNAISSANCE, L'ETUDE ET LA REALISATION DE L'INVENTAIRE GENERAL DES CAVITES SOUTERRAINES DE LA COMMUNE DE VENDOME
(Département du Loir-et-Cher)

ENTRE LES SOUSSIGNES

D'UNE PART

Le **Syndicat Intercommunal Cavités 37** faisant élection de domicile au 19, allée de l'Impériale 37550 SAINT AVERTIN, représenté par sa Présidente, Madame Marie-Annette BERGEOT, agissant en vertu d'une délibération du Comité Syndical,
Ci-après désigné par le **SI CAVITES 37**,

ET D'AUTRE PART

La **commune de VENDOME**, faisant élection de domicile Parc Ronsard 41100 VENDOME, représenté par Monsieur Laurent BRILLARD, agissant en qualité de Maire de la Commune,
Ci-après désigné par la **Commune**.
Le SI CAVITES 37 et la Commune de VENDOME étant ci-après désignés individuellement et/ou collectivement par la ou les « Partie(s) ».

## OBJET

La présente convention a pour objet de définir la nature et les conditions d'un partenariat entre la Commune et le SI CAVITES 37 pour la reconnaissance, l'étude et la réalisation de l'inventaire des cavités souterraines sur la ville de VENDOME. La signature de la présente convention permet à la Commune d'accéder aux services mutualisés proposés par le SI CAVITES 37 et de confier au SI CAVITES 37 des missions d'expertises entrant dans son champ de compétences.

Elles se répartissent :

- d'une part en une mission de visite de contrôle d'une vingtaine de cavités souterraines appartenant à la commune,
- et d'autre part en la réalisation de missions d'études ponctuelles entrant dans le champ de compétences du SI CAVITES 37 et commandées en fonction de ses besoins par la Commune.

Le contenu de la mission de visite de contrôle des vingt caves communales est défini en annexe 1 à la présente convention. Le descriptif des études pouvant être menées de manière ponctuelle pour le compte de la Commune est donné en annexe 2 à la présente convention.

## PRISE D'EFFET, DUREE

### Prise d'effet
La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par la dernière des Parties.

### Durée
La durée de la présente convention est de 12 mois à compter de son entrée en vigueur. La convention est renouvelable par tacite reconduction par périodes de 12 mois.

## CHAMP D'APPLICATION

La présente convention prend effet sur le territoire de la commune de VENDOME (département du Loir-et-Cher) uniquement.

## DOCUMENTS CONTRACTUELS

Sont également considérés comme étant des documents contractuels faisant partie de la présente convention :

- L'Annexe 1 : Descriptif général des visites de contrôle de la vingtaine de cavités souterraines appartenant à la ville de VENDOME.
- L'Annexe 2 : Descriptif des missions ponctuelles d'assistance technique.
- L'Annexe 3 : Conditions Générales du SI CAVITES 37.

## OBLIGATIONS DU SI CAVITES 37

**Programme d'actions**
Le SI CAVITES 37 s'engage à réaliser dans le respect des règles de l'art les visites de contrôle de la vingtaine de cavités souterraines conformément au cahier des charges fourni en annexe à la présente convention.

Sur la durée de la convention, le SI CAVITÉS 37 pourra réaliser toutes autres missions entrant dans son champ de compétence, notamment la participation à des réunions, des interventions sur sinistres ou la réalisation de levés topographiques.
Ces missions complémentaires feront l'objet d'une estimation financière au cas par cas sur la base des tarifs définis à l'article 8.

**Livrables**

- Pour le contrôle des cavités appartenant à la ville, le SI CAVITES 37 s'engage à remettre à la Commune des comptes rendus finaux en version numérique transmis par voie électronique.

  La commune s'engage à valider le rapport final dans un délai de 4 semaines maximum. Au-delà, le rapport sera considéré définitif.

- Pour les missions d'études techniques ponctuelles qui pourraient être réalisées dans le cadre de la présente convention, les livrables seront à définir au cas par cas.

**Obligation de moyens**
Il est rappelé que le contenu des documents visés à l'article 5.2 résulte de l'interprétation d'informations objectives ponctuelles et non systématiques (observations visuelles, mesures topographiques…), en fonction de l'état de la science et de la connaissance à un moment donné.
Le SI CAVITES 37 est soumis par convention à une obligation de moyens étant tenu au respect du seul cahier des charges annexé à la présente convention, et des règles de l'art.

## OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

La Commune s'engage à communiquer au SI CAVITES 37 toutes les données, informations et études qui sont en sa possession et qui sont utiles à la réalisation de la mission visée à l'article 1 de la présente convention.

La Commune s'engage à faciliter l'accès du SI CAVITES 37 aux informations détenues par elle-même ou par tous tiers à la présente convention.

La Commune s'engage à faciliter l'accès du SI CAVITES 37 aux propriétés privées qui nécessiteraient une visite ou une intervention dans le cadre de la réalisation des missions visées à l'article 1. La Commune s'engage par ailleurs, à faire, ou à faire réaliser par un tiers, les opérations de débroussaillage qui se révèleraient nécessaires au préalable aux interventions des agents du SI CAVITES 37.

La Commune s'engage à rémunérer le programme d'actions dans les conditions exposées à l'article 8 de la présente convention.

## NOTIFICATION ET ELECTION DE DOMICILE

Toute notification faite au titre de la présente convention est considérée comme valablement faite si elle est effectuée par écrit aux adresses suivantes.

| POUR LE SI CAVITES 37 : | POUR LA COMMUNE : |
|---|---|
| Mme BERGEOT<br>Présidente du Syndicat Cavités 37<br><br>19, allée de l'impériale<br>37 550 SAINT AVERTIN<br>Tel : 02 47 28 86 47<br>contact@cavites37.com | M. BRILLARD<br>Maire de la Commune de VENDOME<br><br>Parc Ronsard<br>41100 VENDOME<br>Tel : 02 54 89 42 00<br>courrier@catv41.fr |

## DEFINITION DE LA VALEUR DE LA SUBVENTION

**Valeur de la subvention au titre du contrôle des cavités appartenant à la commune**
La valeur de la subvention attribuée par la Commune au SI CAVITES 37 au titre de la réalisation de l'étude de la vingtaine de caves appartenant à la commune est fixée sur la base de l'annexe 1 de la présente convention, soit 8 800 €.

**Valeur de la subvention au titre des missions techniques commandées par la Commune**
Dans le cadre de la présente convention, la Commune peut commander au SI CAVITES 37 des études techniques ponctuelles dont le détail est fourni en annexe 2 à la présente convention. Les études seront réalisées après signature par la Commune d'une estimation financière élaborée par le SI CAVITES 37 sur la base des prix suivants :

| N° DE PRIX | LIBELLE | UNITE | PRIX UNITAIRE |
|---|---|---|---|
| 1 | Heure d'ingénieur géologue | H | 86.00 € |
| 2 | Journée d'ingénieur géologue | J | 645.00 € |
| 3 | Journée d'intervention de l'équipe de géomètres | J | 825.00 € |
| 4 | Frais administratifs | FT | 51.00 € |

La présente convention permet d'obtenir pour chaque estimation un abattement de 15%.

A l'issue de la période couverte par la présente convention, le SI CAVITES 37 effectuera un décompte des prestations ponctuelles effectuées pour le compte de la Commune. Le décompte est adressé à la Commune par courriel à l'adresse mentionnée à l'article 7. En fonction des besoins, de nouveaux prix pourront être définis. Ils devront faire l'objet d'un avenant à la présente convention signé par l'ensemble des parties.

**Versement des subventions**
Les versements seront effectués par la Commune sur la base des avis des sommes à payer émis par le SI CAVITES 37.

L'échéancier de la subvention suivant sera adopté :

- Une subvention valant 50 % du montant défini à l'article 8.1 à la signature de la convention,
- Le solde de la subvention à la fin de la période d'un an,
- Une subvention valant 100 % du montant des études ayant fait l'objet d'une estimation financière à verser à l'issue de l'exécution de chaque prestation.

Les versements s'effectueront par mandat administratif sur le compte suivant :

TITULAIRE : PAIERIE DEPARTEMENTALE D'INDRE ET LOIRE
DOMICILIATION : BANQUE DE FRANCE
RIB : 30001 00839 C3720000000 61
IBAN : FR30 3000 1008 39C3 7200 0000 061
BIC : BDFEFRPPCCT

**PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Le SI CAVITES 37 est l'Auteur des livrables réalisés en exécution de la présente convention. Le SI CAVITES 37 garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution de la présente convention.
Le SI CAVITES 37 cède à la Commune les droits patrimoniaux qu'il détient sur les livrables. La commune pourra notamment sans autorisation de Cavités 37, reproduire les documents, utiliser les livrables, les adapter. Cette cession est effectuée à titre gracieux.
La Commune s'engage à respecter le Code de la Propriété Intellectuelle, et notamment à citer le SI CAVITES 37 en qualité d'Auteur, sur chacune des reproductions ou lors d'éventuelles utilisations des livrables visés par la présente convention.

**SOUS-TRAITANCE, CESSION ET TRANSFERT**

Chaque Partie peut sous-traiter, sous sa responsabilité, l'exécution de certaines parties de ses obligations contractuelles sous réserve de respecter les dispositions légales en la matière, notamment celles concernant la présentation, l'acceptation des sous-traitants, ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement.
La Convention est conclue intuitu personae, les Parties s'engageant mutuellement en considération de leur identité respective.
Aucune des Parties ne peut sans accord écrit de l'autre Partie, céder tout ou partie de ses droits ou obligations découlant de la Convention des Tiers.

**ASSURANCES**

Chaque partie, devra, en tant que de besoin, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

**RESILIATION DE LA CONVENTION**

Dans le cas où une partie manquerait à exécuter une des obligations substantielles lui incombant au titre de la présente convention, l'autre partie pourra la mettre en demeure d'exécuter ses obligations dans un délai de 1 mois. Passé ce délai, la convention sera considérée comme étant résiliée de plein droit si la partie n'a pas exécutée ses obligations.

Aucune des parties ne pourra être tenue pour responsable des conséquences de sa défaillance à exécuter ses obligations ou du retard mis par elle à cette exécution, lorsque ce défaut ou ce retard est dû à la survenance d'une situation de force majeure, ou d'un évènement qu'elle ne peut raisonnablement maîtriser. Cette exonération de responsabilité vaudra aussi longtemps que survivra la cause d'exonération, sous réserve que la partie qui est empêchée d'exécuter ses obligations en ait informé l'autre dans les meilleurs délais après la date à laquelle la survenance de la cause d'exonération est portée à connaissance.

Dans le cas où une situation de force majeure telle que décrite au précédent alinéa se prolongerait pour une période supérieure à six mois, chaque partie pourra résilier la présente convention sous réserve d'en informer l'autre par écrit, sans que cette résiliation ne mette aucune responsabilité à sa charge.

En cas de résiliation anticipée, le SI CAVITES 37 présentera à la Commune un compte rendu détaillé et un bilan financier des travaux effectivement réalisés à la Commune, sur la base desquels l'une ou l'autre des parties versera les sommes dues au prorata des actions qui auront été effectivement réalisées.

**DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES**

La Convention est régie par la loi française.
Tout différend portant sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la Convention fera l'objet d'un règlement amiable entre les Parties. En cas de désaccord persistant, celui-ci pourra être porté devant le Tribunal Administratif d'Orléans.

Fait à SAINT AVERTIN, en deux exemplaires,
Le

| | |
|---|---|
| **Pour le SI CAVITES 37**<br>**La Présidente,** | **Pour la Commune de VENDOME**<br>**Le Maire,** |
| Mme BERGEOT | M. BRILLARD |

**CONVENTION DE PARTENARIAT**
RELATIVE A LA RECONNAISSANCE, L'ETUDE ET LA REALISATION DE L'INVENTAIRE GENERAL DES CAVITES SOUTERRAINES DE LA COMMUNE DE VENDOME (département du Loir-et-Cher)

**ANNEXE 1 – Descriptif de l'étude**

## PREAMBULE

La Ville de VENDOME souhaite faire réaliser une visite de contrôle d'une vingtaine de cavités souterraines appartenant à la ville de VENDOME. Celles-ci se placent en rive gauche du Loir, dans l'environnement de la rue de la Grève et de la place du Château. Les cavités du secteur ont des tailles modestes, hormis une ancienne carrière souterraine d'extraction de pierres de 6.00 hectares environ. Ce secteur, au titre du Plan de Prévention du Risque Mouvement de Terrain, est en majorité constitué de zones de présomption d'aléas moyens à forts.

## OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objet de l'étude générale, visée par la présente convention, est d'expertiser les cavités appartenant à la commune, ainsi que les coteaux dans lesquels s'ouvrent ces développements souterrains.

Les objectifs de l'étude sont ainsi :
- de réaliser un contrôle de stabilité à l'échelle de chaque cavité dans le but de mettre à jour les diagnostics de stabilité initiaux,
- de proposer des solutions de confortement aboutissant à la mise en sécurité des caves.

L'étude sera réalisée sur la base d'observations visuelles sans essais spécifiques de reconnaissance.

## DONNEES DE BASE

Les données de base utilisées pour mener à bien cette étude seront :
- les études antérieures réalisées pour le compte de la Mairie,
- les plans topographiques des cavités souterraines du secteur,
- les données d'archives de la zone d'étude.

## ESTIMATION FINANCIERE DE L'ETUDE

| N° | Libellé | Unités | Quantité | P.U. (€) | Montant (€) |
|---|---|---|---|---|---|
| Contrôle de la vingtaine de caves | | | | | |
| 1 | Forfait déplacement d'un géologue | Forfait | 2 | 89,04 € | 178,08 € |
| 2 | Inspection visuelle de la masse rocheuse par un géologue : 20 caves | Journée | 2 | 645,00 € | 1 290,00 € |
| 3 | Rédaction des comptes rendus d'expertises | Journée | 4 | 645,00 € | 2 580,00 € |
| Analyse de la carrière souterraine | | | | | |
| 4 | Forfait déplacement d'un géologue | Forfait | 6 | 89,04 € | 534,24 € |
| 5 | Inspection visuelle de la masse rocheuse par un géologue : carrière | Journée | 6 | 645,00 € | 3 870,00 € |
| 6 | Rédaction des comptes rendus d'expertises | Journée | 3 | 645,00 € | 1 935,00 € |
| 7 | Frais administratifs | Forfait | 1 | 51,00 € | 51,00 € |
| | | TOTAL HT (€) avant remise de 15% | | | 10 438,32 € |
| | | TOTAL HT (€) après remise de 15% | | | 8 872,57 € |
| | | MONTANT DE LA SUBVENTION DEMANDEE | | | 8 800,00 € |

**CONVENTION DE PARTENARIAT**
RELATIVE A LA RECONNAISSANCE, L'ETUDE ET LA REALISATION DE L'INVENTAIRE GENERAL DES CAVITES SOUTERRAINES DE LA COMMUNE DE VENDOME (département du Loir-et-Cher)

**ANNEXE 2 – Descriptif des missions ponctuelles d'assistance technique**

Dans le cadre de la présente convention, la commune de VENDOME peut commander en tant que de besoins des missions d'assistance technique entrant dans le champ de compétences du SI CAVITES 37, à savoir la surveillance et l'aide à la décision dans le traitement des cavités souterraines et des masses rocheuses instables.

Les missions d'assistance technique pourront être menées à bien que ce soit par le service topographique ou par le service géologique.

Sans que la liste ci-dessous ne soit limitative, des exemples de missions sont indiqués :

- **Intervention du Service Topographique**
  - Relevé topographique de cavités souterraines,
  - Relevé topographique de carrières souterraines,
  - Implantation de périmètre de sécurité,
  - Travaux de dessin (plans, coupes…)…
- **Intervention du Service Géologique**
  - Diagnostics de stabilité de coteaux impactant le domaine public,
  - Diagnostics de stabilité de cavités souterraines impactant le domaine public,
  - Diagnostic de stabilité de cavités souterraines sous voirie,
  - Aide à la mise en sécurité d'un site communal,
  - Intervention sur sinistres,
  - Aide à la mise en application des pouvoirs de police du Maire,
  - Vérification d'ERP en milieux souterrains,
  - Avis sur des projets de construction dans un environnement sous-cavé,
  - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour les travaux de traitement et de mise en sécurité des coteaux sous-cavés…
- **Autres missions**
  - Participation à des réunions publiques d'informations,
  - Fournitures de documents d'informations,
  - Fournitures de fiches techniques…

Ces missions seront réalisées après signature par la Commune d'une estimation financière élaborée par le SI CAVITES 37 sur la base des prix définis à l'article 8.2 de la présente convention.

**CONVENTION DE PARTENARIAT**
RELATIVE A LA RECONNAISSANCE, L'ETUDE ET LA REALISATION DE L'INVENTAIRE GENERAL DES CAVITES SOUTERRAINES DE LA COMMUNE DE VENDOME (département du Loir-et-Cher)

**ANNEXE 3 – Conditions générales du SI CAVITES 37 au 1er janvier 2024**

## 1. Généralités

Les rapports d'expertise sont établis sur la base des informations fournies au Syndicat Cavités 37, des données (scientifiques ou techniques) disponibles et objectives et de la réglementation en vigueur. La responsabilité du Syndicat Cavités 37 ne pourra être engagée si les informations qui lui ont été communiquées sont incomplètes ou erronées. Les avis, recommandations, préconisations ou équivalents qui seraient donnés par le Syndicat Cavités 37 dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, peuvent aider à la prise de décision. Etant donné la mission qui incombe à Cavités 37 de par ses statuts, Cavités 37 n'intervient pas dans la prise de décision proprement dite. La responsabilité de Cavités 37 ne peut donc se substituer à celle du décideur.

## 2. Conditions d'exploitation des rapports

Le destinataire utilisera les résultats inclus dans le rapport d'expertise intégralement ou sinon de manière objective. Son utilisation sous forme d'extraits ou de notes de synthèse sera faite sous la seule et entière responsabilité du destinataire. Il en est de même pour toute modification qui y serait apportée. Cavités 37 dégage toute responsabilité pour chaque utilisation du rapport en dehors de la prestation.

## 3. Evolution des massifs de terrain

Un massif rocheux est par nature évolutif. Sa vitesse d'évolution n'est cependant pas constante. Moins l'entretien du coteau sous cavé est effectué (gestion des eaux de ruissellement, gestion de la végétation, entretien inadéquate de la cave) plus la vitesse de dégradation sera rapide. On retiendra que les diagnostics géologiques du Syndicat Cavités 37 se basent sur les éléments et désordres géologiques « visibles » et les fractures affleurant au sein des caves. Des désordres géologiques peuvent être cependant présents et latents au sein du massif rocheux sans qu'il ne soit possible de les détecter par une analyse visuelle ; la caractérisation exhaustive du massif rocheux nécessitant des inspections géophysiques ou forages géotechniques. Si des désordres (fracture, éboulement…) devaient apparaître après la réalisation de notre diagnostic, nous vous demandons de bien vouloir nous contacter dans les plus brefs délais, ceux-ci pouvant remettre en cause une partie des conclusions données dans le présent rapport.

## 4. Dimensionnement des travaux

Les diagnostics de stabilité de Cavités 37 constituent des avis préliminaires et ne se substituent pas à une étude de dimensionnement. Avant travaux de consolidation, il est conseillé de faire procéder à une étude de dimensionnement par l'entreprise adjudicataire ou un bureau d'études spécialisé qui définira le schéma de confortement avec précision.

## 5. Avis sur documents d'urbanisme

Les avis fournis par Cavités 37 sur les documents d'urbanisme caractérisent la faisabilité technique des ouvrages ou projet de construction et en l'occurrence ne prenne pas en compte les spécificités des Plans Locaux d'Urbanisme en vigueur sur la commune, spécificités à prendre en charge par le service instructeur du dossier.

## 6. Aménagement d'une cavité souterraine

Si les rapports de Cavités 37 peuvent constituer un avis sur la faisabilité potentielle et technique d'un aménagement, il ne se substitue pas à une autorisation d'urbanisme. L'aménagement d'une cavité peut nécessiter en l'occurrence un changement de destination à formaliser par une déclaration préalable ou un permis de construire. L'aménagement d'une habitation peut également nécessiter la déclaration des surfaces aménagées auprès du centre des impôts fonciers concerné.

## 7. Fichiers numériques

Cavités 37 tient à la disposition de ces clients une copie informatique des rapports qui pourra être envoyée par mail sur simple demande.

## 8. Archivage des dossiers et transmission des données

Cavités 37 stocke les rapports d'études exécutés sans limitation de durée. Une version papier des rapports est systématiquement envoyée à la mairie concernée. Les conclusions des rapports ne sont fournies à des personnes extérieures que sur accord express du Maire de la commune concernée ou du mandataire privé de l'étude le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-38-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**9. Fiches techniques annexées au rapport**

Les fiches techniques annexées aux rapports d'études sont propriété de Cavités 37. Toute reproduction totale ou partielle par quelque procédé que ce soit autre que pour le cadre d'utilisation privé, ou transfert des dites fiches sur un site internet, sans autorisation écrite de Cavités 37 est interdite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

**10. Droit à l'image**

Selon les articles 226-1 à 226-8 du Code civil, tout individu jouit d'un droit au respect de sa vie privée ainsi que d'un droit à l'image. Les photographies exécutées restent toutefois l'œuvre de Cavités 37. Chaque client consent ainsi et autorise Cavités 37 à reproduire, exposer ou publier, sans autres compensations ultérieures, ses photographies dans la limite du respect de la vie privée. Aussi, Cavités 37 s'engage à ne pas divulguer ou diffuser les images ou une partie de celles-ci si le client en fait la demande écrite signée.

**11. Dénomination employée**

La dénomination employée pour désigner les caves n'a pas vocation à en traduire leur propriétaire réel. Il ne s'agit que d'une commodité de langage permettant de faciliter les références aux différents développements souterrains dans le cadre du présent rapport d'étude.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-39-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-39 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : SPORT : Subventions à l'USV Boxe et l'USV Triathlon au titre de l'organisation d'évènements particuliers ou d'un partenariat ponctuel**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20221011-10 du 11 octobre 2022 donnant délégation de fonction et de signature à Jimmy Marcilly, maire-adjoint délégué à la politique sportive
Jimmy MARCILLY, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

La ville a pour objectif de développer une politique sportive, à la fois éducative et de santé, de loisirs ou de compétitions, qui doit contribuer à la pratique du plus grand nombre, au développement économique et à l'attractivité du territoire.

Ainsi, parallèlement aux autres formes de soutien (mise à disposition d'équipements et de matériels, aide à la communication et à l'organisation des diverses manifestations), mises en place pour accompagner les associations, la commune les soutient aussi financièrement par l'octroi de subventions de fonctionnement.

Celles-ci peuvent être attribuées pour le fonctionnement courant mais aussi sur présentations de projets ou évènements exceptionnels ponctuels.

A ce titre, deux demandes ont été déposées par l'USV Boxe et l'USV Triathlon.

### 1- USV Boxe

L'USV Boxe a organisé le 27 avril dernier au gymnase Ampère de Vendôme le championnat du monde féminin de boxe opposant Marie Connan à Alejandra Granadino. Le championnat du monde organisé à Vendôme le 11 novembre 2023 a été l'objet d'une contestation du résultat qui a été prise en compte.

L'IBO a désigné un deuxième jury pour visionner le combat, lequel a déclaré un match nul et la remise en jeu de ce titre mondial. Impossible de penser que l'USV Boxe ne candidate pas pour accueillir et organiser ce championnat du monde à Vendôme une nouvelle fois. Cette organisation ayant connu en novembre dernier un véritable succès, il était évident de soutenir haut et fort la boxeuse vendômoise une nouvelle fois sur ses terres.

L'USV Boxe sollicite le soutien financier de la ville pour participer aux frais occasionnés par l'organisation de ce championnat du monde de boxe féminin à Vendôme et soutenir Marie Connan.

Il est proposé de verser une subvention à l'association USV Boxe afin de participer au coût occasionné par cette organisation le samedi 27 avril 2024 à Vendôme :

| Association | Activités | Projet | Budget pour l'organisation de ce championnat du monde | Subvention proposée |
|---|---|---|---|---|
| USV Boxe | Initiation et découverte de la boxe | Organisation du championnat du monde de boxe féminin à Vendôme | 61 000 € | 2 000 € |

### 2- USV Triathlon

L'USV Triathlon a organisé sa traditionnelle épreuve dénommée Triathlon des coteaux du vendômois les 25 et 26 mai 2024 sur le site du plan d'eau de Villiers-sur-Loir. Cette manifestation d'envergure nationale connaît un véritable succès depuis plusieurs années. Avec plus de 1 800 participants en 2023 soutenus et encadrés par 300 bénévoles durant deux jours, cette manifestation sportive fait l'objet d'une attention toute particulière des instances fédérales puisqu'elle est une répétition générale avant de candidater et de pouvoir accueillir l'organisation du championnat de France en 2025. Cet évènement sportif est devenu l'évènement phare et incontournable de la commune avec ses 1 800 participants et qui devrait franchir pour cette nouvelle édition la participation de 2 000 triathlètes.

Par ailleurs, l'USV Triathlon organise le 12 octobre prochain la première édition d'une épreuve régionale pour les jeunes mais aussi une épreuve inter-entreprises. Cet évènement se déroulera sur le site des Grands-Près. Labellisé 3 étoiles depuis 2023 et classant ainsi l'école de triathlon dans les 25 meilleures écoles françaises, le club se doit d'organiser une épreuve régionale jeunes pour espérer conserver et pérenniser cette labellisation 3 étoiles.

Il est proposé de verser une subvention à l'association USV Triathlon pour permettre l'organisation de ces deux évènements sportifs sur le territoire vendômois :

| Association | Activités | Projet | Budget de l'organisation de ces deux épreuves 2024 | Subvention proposée |
|---|---|---|---|---|
| USV Triathlon | Initiation et découverte du Triathlon | Organisation du Triathlon des coteaux du Vendômois 2024 + triathlon jeunes | 86 000 € | 5 000 € |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-39-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'accorder les subventions exceptionnelles suivantes :

| Associations | Activités | Projet | Budgets de ces organisations | Subventions accordées |
|---|---|---|---|---|
| USV Boxe | Initiation et découverte de la boxe | Organisation du championnat du monde féminin de boxe | 61 000 € | 2 000 € |
| USV Triathlon | Initiation et découverte du Triathlon | Organisation du Triathlon des coteaux du vendômois + triathlon jeunes | 86 000 € | 5 000 € |

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué aux sports à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Jimmy MARCILLY |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-40-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-40 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 25 | Contre : 0 | Abstention : 7 |

**OBJET : VIE SCOLAIRE : Ecole privée sous contrat d'association – Avenant n° 2 à la convention fixant la mise en œuvre de la participation communale aux dépenses de fonctionnement de l'école privée Notre-Dame de Vendôme**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20230918-14 du 18 septembre 2023 donnant délégation de fonction et de signature à Béatrice Arruga, maire-adjointe déléguée à la politique éducative
Béatrice ARRUGA, maire-adjointe, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Le conseil municipal du 19 mai 2022 (délibération n° VVD20220519-05) a approuvé les termes de la convention pour la mise en œuvre de la participation communale aux dépenses de fonctionnement de l'école privée Notre-Dame.

Pour l'année 2024 et conformément à l'article 7 de la convention, il convient de fixer les forfaits de référence qui correspondent au coût moyen par élève constaté dans les écoles primaires publiques sur la base du dernier compte administratif connu.

Ceux-ci sont évalués à 1 693,02 euros par élève d'école maternelle et à 608,22 euros par élève d'école élémentaire. Les participations concernent 152 élèves (nombre d'élèves comptabilisé à la rentrée scolaire 2023) soit 57 du cycle maternel et 95 du cycle élémentaire.

En conséquence, le montant de la participation totale de la Ville au fonctionnement de l'école privée Notre-Dame pour 2024 s'élève à 154 283,11 euros. L'attribution de cette participation suppose la signature d'un avenant à la convention précitée.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la convention pour la mise en œuvre de la participation communale aux dépenses de fonctionnement de l'école privée Notre-Dame ;

- de verser à l'organisme de gestion des écoles catholiques (OGEC), la participation 2024 aux dépenses de fonctionnement ;

- d'autoriser le maire ou la maire-adjointe déléguée à la politique éducative à signer ledit avenant et tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votes exprimés avec 25 voix pour et 7 abstentions (Christophe CHAPUIS, Caroline BESNARD, Alexandre BOITEL, Patrick CALLU, Sabine GREULICH, Marlène GERARD, Pierre FOURNET-FAYARD), ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | La Maire-adjointe, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Béatrice ARRUGA |

**PJ :** avenant n° 1

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-40-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**VILLE DE VENDOME**
**(Loir-et-Cher)**

# Avenant n° 2 à la convention du 19 mai 2022 passée entre la ville de Vendôme et l'Organisme de gestion des écoles catholiques (OGEC)

Entre les soussignés,

Béatrice ARRUGA, maire-adjointe déléguée à la politique éducative, dûment autorisée par délibération du conseil municipal n° VVSG20200603-09 du 4 juin 2020,

d'une part,

Jean-Claude PONS, président de l'Organisme de gestion des écoles catholiques (OGEC), dont le siège est 18 rue Lemyre de Villers à Vendôme,

d'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

**Article 1 :**

La participation de la ville de Vendôme, pour l'année civile 2024, est fixée à :
- 1 693,02 euros par élève d'école maternelle ;
- 608,22 euros par élève d'école élémentaire.

**Article 2** :

Le nombre d'élèves déclarés à la rentrée scolaire 2023 est :
- 57 en cycle maternel ;
- 95 en cycle élémentaire.

**Article 3** :

Toutes les autres dispositions de la convention du 19 mai 2022 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en double exemplaires originaux.

À Vendôme, le

La Maire-adjointe déléguée
à la politique éducative

Béatrice ARRUGA

Le Président de
l'OGEC

Jean Claude PONS

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-41-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-41 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : VIE SCOLAIRE : Programme de réussite éducative (PRE) - Subvention 2024**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20230918-14 du 18 septembre 2023 donnant délégation de fonction et de signature à Béatrice Arruga, maire-adjointe déléguée à la politique éducative
Béatrice ARRUGA, maire-adjointe, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Le programme de réussite éducative (PRE) des Rottes est géré par une régie personnalisée, administrée par un conseil d'administration. La régie se dote annuellement de son budget propre, composé de dépenses affectées au fonctionnement du dispositif et à la mise en place d'actions, et de ressources constituées d'une subvention de l'État, par l'intermédiaire de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (80 000 euros en 2023) et d'une subvention de la ville de (10 900 euros en 2023).

Le PRE met en place un accompagnement individualisé des enfants (63 parcours de réussite éducative actifs début 2024) prenant en compte la situation familiale dans sa globalité et s'appuyant sur des propositions d'interventions diversifiées. La programmation annuelle opère une déclinaison des actions en quatre axes :

- axe 1 : réussir son parcours scolaire ;
- axe 2 : développer son capital / potentiel social et culturel au service de la réussite éducative ;
- axe 3 : impliquer davantage les familles autour du parcours de réussite de leur enfant ;
- axe 4 : prévention santé.

Les orientations politiques et le programme d'actions 2024 du PRE définis par le conseil d'administration dans sa séance du 5 décembre 2023 mettent au premier plan les enjeux de réussite scolaire, priorité se traduisant par une offre d'actions consolidée de l'axe 1.

Considérant la programmation d'actions 2024 du PRE ;
Considérant la proposition budgétaire 2024, à l'appui du plan d'actions, faisant état d'un projet de budget prévisionnel de 90 900 euros (hors résultat reporté) ;
Considérant la demande de soutien financier déposée, sous forme d'appel à projet, auprès de l'Agence nationale de la cohésion des territoires d'un montant de 80 000 euros ;
Considérant la demande de subvention de 10 900 euros de la présidente du PRE au maire de Vendôme, conformément à la délibération PRED20230313-03 du conseil d'administration du 13 mars 2024 ;
Considérant que le programme de réussite éducative constitue un outil important des politiques éducatives portées par la commune sur le quartier des Rottes, dans le cadre du contrat de ville ;
Considérant le soutien de la commune au dispositif, en termes financier, logistique et humain, et le partenariat privilégié avec elle dans la définition partagée des objectifs et des orientations données à la politique de réussite éducative.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'accorder une subvention de 10 900 euros à la régie personnalisée du Programme de réussite éducative des Rottes afin de mettre en œuvre le programme d'actions 2024 ;

- d'autoriser le maire ou la maire-adjointe déléguée à la politique éducative à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-41-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | La Maire-adjointe, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Béatrice ARRUGA |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-42-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-42 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : VIE SCOLAIRE : Subvention pour l'organisation de la classe de découverte école La Cormegeaie - Année scolaire 2023/2024**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20230918-14 du 18 septembre 2023 donnant délégation de fonction et de signature à Béatrice Arruga, maire-adjointe déléguée à la politique éducative
Béatrice ARRUGA, maire-adjointe, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Les classes de découvertes comprennent les classes de neige, les classes de mer, les classes vertes ou les classes de nature et correspondent à des séjours durant lesquels une classe d'écoliers partage son temps entre les études et des activités de sport ou de découverte. Elles se déroulent durant le temps scolaire et englobent des nuitées.

Le conseil municipal du 23 juin 2016 (délibération VV-D-230616-11) a décidé des modalités de participation financière de la commune en matière de classe de découverte, lesquelles se déclinent suivant les séjours comme suit :

- classes de neige : 27 euros par jour et par élève domicilié dans la commune avec un minimum de quatre nuitées et un maximum de 10 nuitées ;
- autres classes de découverte : 23 euros par jour et par élève domicilié dans la commune avec un minimum et un maximum de quatre nuitées ;
- étoile cyclo : 10 euros par jour et par élève domicilié dans la commune ;
- petites randos : 7 euros par jour et par élève domicilié dans la commune ;

Vous trouverez ci-après le détail de l'école du projet subventionné :

1 - Ecole élémentaire La Cormegeaie

Dans un courrier du 30 octobre 2023, Patrick Besnard, directeur de l'école élémentaire La Cormegeaie a sollicité la commune pour le versement d'une subvention pour l'organisation d'une classe de découverte au Pouliguen (Loire-Atlantique) du 10 au 14 juin 2024 pour 19 élèves de CM2.
Le montant prévisionnel de la participation de la commune pour cette classe découverte est de 2 185 euros, soit 19 élèves x 23 euros x 5 jours. Le départ du séjour intervenant avant le conseil municipal du 20 juin 2024, l'acompte habituellement versé avant le départ ne peut pas être anticipé. Le versement de cette subvention à la coopérative scolaire interviendra, après le conseil municipal et sur présentation des justificatifs attestant des dépenses réelles, du nombre d'élèves ayant participé au séjour, le montant prévisionnel pourra alors être réajusté et fixé au vu de ces éléments.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver le versement de la subvention pour la classe de découverte de l'école élémentaire La Cormegeaie pour un montant de 2 185 euros correspond au calcul prévisionnel de la participation financière pour la classe de CM2 ;

- d'approuver un ajustement de la subvention au regard des éléments fournis par l'école de la Cormegeaie au retour du séjour ;

- d'autoriser le maire ou la maire-adjointe déléguée à la politique éducative à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-42-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | La Maire-adjointe, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Béatrice ARRUGA |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-43-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-43 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : VIE SCOLAIRE : Procédure de désaffectation des écoles maternelle et élémentaire Louis Pasteur**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20230918-14 du 18 septembre 2023 donnant délégation de fonction et de signature à Béatrice Arruga, maire-adjointe déléguée à la politique éducative
Béatrice ARRUGA, maire-adjointe, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

La rentrée scolaire 2019 a vu débuter, un projet ambitieux pour les écoles et les élèves du nord de la ville avec la répartition des élèves des écoles maternelle et élémentaire Louis Pasteur sur les groupes scolaires Jules Ferry et Anatole France ainsi qu'une réhabilitation et un agrandissement de ces deux groupes scolaires pour permettre un accueil de qualité des nouvelles classes.

La fusion des écoles élémentaire et maternelle Louis Pasteur avec les écoles maternelles et élémentaires Anatole France et Jules Ferry a entraîné la fermeture de l'école élémentaire Louis Pasteur pour la rentrée 2019 et la fermeture de l'école maternelle Louis Pasteur à la rentrée 2021.

Les locaux Louis Pasteur ont continué à être occupés successivement par les classes des écoles Jules Ferry et Anatole France pour permettre la réalisation des travaux de réhabilitation dans ces groupes scolaires et cela jusqu'à la fin des travaux de l'école élémentaire Anatole France en février 2024.

Aujourd'hui, les bâtiments et les terrains du groupe scolaire Louis Pasteur, rue des maillettes et rue Roland Dorgelès, n'ont plus d'utilité scolaire.

Il convient donc d'initier une procédure de désaffectation de ces locaux et comme le prévoit la procédure, de solliciter l'avis du Préfet sur la désaffectation de l'ensemble des bâtiments scolaires Louis Pasteur.

Après accord du Préfet, il sera proposé au conseil municipal la désaffectation du patrimoine scolaire des bâtiments et terrains du groupe Louis Pasteur.

**VISA :**

Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'autoriser le maire à solliciter auprès du Préfet l'autorisation de désaffectation de l'ensemble des locaux scolaires du groupe scolaire Louis Pasteur ;

- d'autoriser le maire ou la maire-adjointe déléguée à la politique éducative à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-43-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée. Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | La Maire-adjointe, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Béatrice ARRUGA |

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-44-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

# Département de Loir-et-Cher
# COMMUNE DE VENDOME

---

Hôtel de ville et de communauté - BP 20107 - 41106 Vendôme cedex

---

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

***Séance du jeudi 20 juin 2024***

| Délibération n° VVD20240620-44 | Nombre de conseillers au moment du vote : | | | | Résultat du vote : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En exercice : 33 | Présents : 28 | Pouvoirs : 4 | Votants : 32 | Pour : 32 | Contre : 0 | Abstention : 0 |

**OBJET : VOIRIE : Règlement de voirie de la ville de Vendôme**

Le jeudi 20 juin 2024 à 19h00, les membres du conseil municipal de la commune de Vendôme, se sont réunis, salle de réunions, aile Saint-Jacques, parc Ronsard à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, maire, le 13 juin 2024, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

**Etaient présents :**
Laurent BRILLARD
Benoît GARDRAT
Michèle CORVAISIER
Philippe CHAMBRIER
Béatrice ARRUGA
Simon HOUDEBERT
Agnès MACGILLIVRAY
Tural KESKINER
Minthy MABIALA-BOUSSI
Jimmy MARCILLY
Alia HAMMOUDI
Yolande MORALI
Marwane CHABBI
Clara DODIN
Nicolas HASLÉ
Sam BA
Sylvie BONNET
Muriel REGNARD
Nathalie MARTELLIERE
Maryline AUBERT-NEILZ
Guillaume MEZAN DE MALARTIC
Françoise THILLIER
Stéphane BRUN
Caroline BESNARD
Alexandre BOITEL
Patrick CALLU
Sabine GREULICH
Pierre FOURNET-FAYARD

**Absents ayant donné procuration :**
Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Philippe CHAMBRIER
Reyhan DOGAN donne procuration à Michèle CORVAISIER
Christophe CHAPUIS donne procuration à Patrick CALLU
Marlène GERARD donne procuration à Pierre FOURNET-FAYARD

**Absent :**
Thierry FOURMONT

Laurent BRILLARD, maire de Vendôme, préside la séance.

Le conseil municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), nomme Simon HOUDEBERT, un de ses membres, pour secrétaire conformément à l'article L. 2121-15 dudit code.

Vu l'arrêté n°VVSG20200603-08 du 3 juin 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Philippe Chambrier, maire-adjoint délégué à la voirie
Philippe CHAMBRIER, maire-adjoint, donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ** :

Le présent règlement de voirie a pour objet de définir les dispositions administratives et techniques auxquelles sont soumises l'occupation ou l'exécution de travaux mettant en cause l'intégralité et par la suite la pérennité du domaine routier communal.

Ces interventions matérielles sont celles rattachées au pouvoir de la police de la conservation du domaine public (Cf. le règlement de voirie de la Ville de Vendôme et ses annexes).

À ce jour, la Ville de Vendôme ne disposant pas de règlement de voirie et conformément à l'article R. 141-15 du code de la voirie routière, détermine à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances.

Afin d'établir des règles homogènes et acceptées par tous, la Ville de Vendôme a décidé de se doter d'un règlement de voirie.

Ce règlement ayant pour objet la conservation et la surveillance de la voirie communale conformément au code de la voirie routière, aux normes techniques et aux règles de l'art :

- décrit les spécifications techniques à détailler dans les autorisations de voirie (notamment la largeur des tranchées, le remblaiement, ...) ;
- décrit les procédures administratives de gestion : demandes, autorisations, constatations, répression ;
- définit la coordination des travaux qui est obligatoire ;
- fixe les recommandations techniques relatives aux voiries et aux ouvrages d'éclairage public dans le cadre de rétrocession de voies privées.

La commission consultative créée par le conseil en septembre 2021 s'est réunie le 28 mars 2022 et le 3 juin 2024. Le règlement de voirie a été envoyé dans son ensemble à tous les partenaires, pour formuler leurs dernières remarques en amont. Les permissionnaires, concessionnaires, affectataires et autres occupants de droits des voies communales ont pu faire des remarques et suggestions qui ont permis d'aboutir au projet de règlement de voirie ci-joint.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2321-2 20° qui dispose que les dépenses d'entretien des voies communales sont obligatoires ;
Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L. 115-1 relatif à la coordination des travaux réalisés sur les voies publiques situées à l'intérieur des agglomérations, et L. 141-11 et R. 141-14 portant sur les conditions d'établissement et d'adoption d'un règlement de voirie ;
Vu la délibération du conseil municipal n° VVD20210922-12 du 22 septembre 2021 créant une commission consultative pour l'élaboration du règlement de voirie de la ville de Vendôme ;
Vu les avis formulés par les membres de la commission consultative qui s'est réunie le 28 mars 2022 et le 3 juin 2024 permettant une large prise en compte de remarques des représentants des affectataires, permissionnaires, concessionnaires et autres occupants de droit des voies communales ;

**PROPOSITION** :

Considérant que le projet de règlement présenté au conseil municipal est le résultat des travaux de la commission consultative ;
Considérant l'intérêt de se doter d'un règlement de voirie pour assurer la conservation et la protection du domaine public routier communal et le maintien son affectation ;
Considérant l'intérêt de se doter d'un règlement de voirie afin d'améliorer la gestion du patrimoine ;

Il vous est proposé :

- d'approuver le règlement de voirie ci-joint ainsi que ses annexes ;

- d'autoriser le maire ou le maire-adjoint délégué à la voirie à signer le règlement de voirie et tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ce dossier a été présenté en commission générale le mardi 18 juin 2024.

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-44-DE
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

**DÉCISION** :

Conformément au CGCT, notamment son article L. 2121-29 qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
cet exposé entendu,
après en avoir délibéré,

**Le conseil municipal, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et/ou publiée/notifiée.
Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication et/ou notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au maire de Vendôme, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Le 20 juin 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

| Le secrétaire de séance, | Le Maire-adjoint, |
|---|---|
| Simon HOUDEBERT | Philippe CHAMBRIER |

**PJ :** Règlement de voirie de la ville de Vendôme

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-44r-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024

VENDÔME

# RÈGLEMENT

# DE VOIRIE

# COMMUNAL

**Version validée par le Conseil Municipal du 20 juin 2024**

# PREAMBULE

Gestionnaire d'environ 100kms de voies et leur dépendance, la ville de Vendôme entend préserver son patrimoine et assurer une coordination efficace des travaux et garantir les conditions de remise en état du domaine public selon des critères prédéfinis

La commune souhaite clarifier, uniformiser et simplifier les demandes d'autorisations relatives aux travaux nécessitant une occupation temporaire ou permanente du domaine public communal.

Le règlement communal de voirie constitue un un outil essentiel pour tout intervenant sur le domaine public, il fixe les règles de gestion du domaine public communal, dans l'objectif d'en assurer la pérennité, la conservation et la sécurisation, conformément aux dispositions, notamment, du Code de la Voirie Routière et du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce règlement permet de porter à connaissance les règles de gestion du domaine public routier applicables tant aux services commnaux, qu'aux riverains, qu'aux usagers et concessionnaires.
Il définit les dispositions administratives et techniques applicables en matière :

- d'obligations et de droits des riverains tant sur les voies publiques que privées ;
- d'autorisations de voirie (permis de stationnement et permissions de voirie) ;
- de coordination des travaux ;
- de conditions d'exécution des fouilles ouvertes sur la chaussée et conformément aux normes techniques et aux règles de l'art, il fixe, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement, de réfection provisoire et définitive.

C'est pour répondre à ces différentes exigences que le règlement communal de voirie a été créé.

Le règlement de voirie de la Commune de Vendôme a été approuvé par le conseil Municipal du 20 juin 2024 après avis d'une commission présidée par M. CHAMBRIER, maire adjoint en charge de la voirie, rassemblant notamment des représentants des affectataires, permissionnaires, concessionnaires et occupants de droit des voies communales tels que définis par le code de la voirie routière.

**Laurent BRILLARD**
**Maire de Vendôme**

PROJET

# TABLE DES MATIÈRES

**TITRE 0 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES ..... 6**
Article 1 - Champ d'application du règlement de voirie ..... 7
Article 2 - Les voies ..... 7
Article 3 - Les travaux ..... 7
Article 4 - Les personnes ..... 7
Article 5 – Définitions ..... 8
**TITRE I - DOMANIALITÉ ..... 10**
Article 6 - Nature du domaine public routier ..... 11
Article 7 - Affectation du domaine public routier ..... 11
Article 8 - Occupation du domaine public routier ..... 11
Article 9 - Autorisation d'entreprendre des travaux sur le domaine public routier ..... 12
Article 10 - Redevance pour occupation du domaine public routier communal ..... 12
Article 11 - Protection du domaine public routier communal ..... 13
Article 12 - Responsabilité de l'occupant ..... 13
Article 13 - Dénomination des voies ..... 13
Article 14 - Classement et déclassement ..... 14
Article 15 - Ouverture ; élargissement ; modification de tracé ..... 14
Article 16 - Acquisition de terrains ..... 14
Article 17 - Alignements ..... 14
Article 18 - Modalités de l'enquête publique ..... 15
Article 19 - Aliénations de terrains ..... 15
Article 20 - Échanges de terrains ..... 15
Article 21 - Cas des routes classées à grande circulation ..... 17
Article 22 – Les voies privées ..... 17
**TITRE II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE DE VENDOME ..... 18**
Article 23 - Obligation de bon entretien ..... 19
Article 24 - Droit de règlementer l'usage de la voirie ..... 19
Article 25 - Droits de la ville de Vendôme aux carrefours formés par les voies communales et les routes nationales ou départementales ..... 20
Article 26 - Écoulement des eaux issues du domaine routier ..... 20
Article 27 - Droits de la commune dans les procédures de classement / déclassement ..... 21
**TITRE III - DROITS ET OBLIGATIONS DU RIVERAIN ..... 23**
Article 28 - Règlementation du droit d'accès ..... 24
Article 29 - Aménagement des ouvrages d'accès ..... 24
Article 30 - Entretien des ouvrages d'accès ..... 24
Article 31 - Accès aux bâtiments industriels et commerciaux ..... 24
Article 32 - Alignements individuels ..... 24
Article 33 - Réalisation de l'alignement ..... 25
Article 34 - Nivellement ..... 25
Article 35 - Échafaudages et dépôts de matériaux ..... 25

PROJET

Article 36 - Construction de trottoirs et accotements ..... 25
Article 37 - Implantation des clôtures ..... 25
Article 38 - Écoulement des eaux pluviales ..... 25
Article 39 - Aqueducs et ponceaux sur fossés ..... 26
Article 40 - Barrages ou écluses sur fossés ..... 26
Article 41 - Écoulement des eaux insalubres ..... 26
Article 42 - Travaux sur les constructions riveraines ..... 27
Article 43 - Dimension des saillies autorisées ..... 27
Article 44 - Plantations riveraines ..... 27
Article 45 - Élagage - abattage - débroussaillage ..... 27
Article 46 - Dépôts de bois sur les voies communales ..... 28
Article 47 - Servitudes de visibilité ..... 28
Article 48 - Excavations – Exhaussements en bordure des voies communales et entretien des ouvrages des propriétaires riverains ..... 28
Article 49 - Portes et entrées charretières ..... 29
Article 50 - Terrasses des cafés et des restaurants ..... 29
**TITRE IV - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER ..... 30**
CHAPITRE I- GENERALITES ..... 31
Article 51 - Conditions générales ..... 31
Article 52 - Dispositions administratives et techniques ..... 31
CHAPITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ..... 31
Article 53 - Autorisation pour occupation du domaine public routier communal ..... 31
CHAPITRE III - DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX ..... 33
Article 54 - Autorisation pour travaux sur le domaine public routier communal ..... 33
CHAPITRE III- MESURES DE COORDINATION ..... 34
Article 55 - Coordination des travaux ..... 34
Article 56 - Calendrier des travaux ..... 35
Article 57 - Modalités d'établissement de la demande d'arrêté de circulation ..... 35
Article 58 - Urgences ..... 35
Article 59 - Mesures préalables vis-à-vis des autres occupants du domaine public – Information sur les équipements EXISTANTS DÉCLARATION de Travaux (DT) – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux DICT) ..... 36
CHAPITRE IV - DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX ..... 36
Article 60 - Constat préalable des lieux ..... 36
Article 61 - Déroulement du chantier ..... 37
Article 62 - Découvertes archéologiques ..... 37
Article 63 - Implantation des ouvrages ..... 38
Article 64 - Protection des plantations ..... 38
Article 65 - Circulation et desserte riveraines ..... 39
Article 66 - Signalisation des chantiers ..... 40
Article 67 - Identification de l'intervenant ..... 41
Article 68 - Interruption des travaux ..... 41

PROJET

Article 69 - Remise en état des lieux ..... 41
Article 70 - Réception ..... 41
Article 71 - Garantie ..... 41
Article 72 - Responsabilité de l'intervenant ..... 41
Article 73 - Intervention d'office ..... 42
CHAPITRE V - CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES OUVRAGES SOUS LE SOL DU DOMAINE PUBLIC ..... 42
Article 74 - Profondeur des tranchées ..... 42
Article 75 - Canalisations traversant la chaussée ..... 42
Article 76 - Dispositions techniques ..... 42
Article 77 - Exécution des tranchées ..... 43
Article 78 - Longueur maximale de tranchée à ouvrir ..... 43
Article 79 - Fourreaux ou gaines de traversées ..... 43
Article 80 - Découpe de la chaussée ..... 44
Article 81 - Élimination des eaux d'infiltration ..... 44
Article 82 - Remblayage des fouilles ..... 44
Article 83 - Reconstitution du corps de chaussée ..... 45
Article 84 - Passage sur ouvrage d'art ..... 47
Article 85 - Réseaux hors d'usage ..... 48
Article 86 - Détection de la présence d'amiante et teneur en Hydrocarbures Polycycliques (HAP) ..... 48
CHAPITRE VI - SUPERSTRUCTURES ..... 49
Article 87 - Ponts - Passerelles ..... 49
Article 88 - Pilastres, chasse-roues, seuils, colonnes et autres ..... 50
CHAPITRE VII - DISTRIBUTION DE CARBURANT ..... 50
Article 89 - Conditions générales des autorisations ..... 50
CHAPITRE IX - AUTRES OCCUPATIONS ..... 50
Article 90 - Implantation de supports en bordure de la voie publique ..... 51
Article 91 - Points de vente temporaires en bordure de route ..... 51
**TITRE V - GESTION ET POLICE DE CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER ..... 52**
Article 92 - Contraventions de voirie et interdictions diverses ..... 53
Article 93 - Réglementation de la police de la circulation ..... 54
Article 94 - Dégradations des chaussées - Dispositions financières ..... 55
Article 95 - Constatation, poursuite et répression des infractions à la police de la conservation du domaine public routier ..... 55
Article 96 - Publicité sur le domaine public communal ..... 55
Article 97 - Immeubles menaçant ruine ..... 56
**TITRE VI - ANNEXES ..... 57**

PROJET

PROJET

# TITRE 0 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT DE VOIRIE

*Articles L116-1 et suivants du Code de la Voirie Routière*

Le présent règlement a pour objet de définir les dispositions administratives et techniques auxquelles sont soumises l'occupation ou l'exécution de travaux mettant en cause l'intégrité et par la suite la pérennité du domaine routier communal.

Ces interventions matérielles sont celles rattachées au pouvoir de la police de la conservation du domaine public.

## ARTICLE 2 - LES VOIES

Au titre de la police de circulation, le présent règlement de voirie s'applique sur le territoire de la ville de Vendôme, dans et à l'extérieur de l'agglomération, à toutes les voies publiques et à leurs dépendances, aux voies privées ouvertes à la circulation publique et aux chemins ruraux, sous réserve des pouvoirs dévolus aux représentants de l'État et du Département pour les voies classées à grande circulation.

Dans la suite du document, le domaine public routier communal, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation sont dénommés "voies".

## ARTICLE 3 - LES TRAVAUX

Le règlement de voirie s'applique à l'installation et à l'entretien de tous types de réseaux divers et d'ouvrages annexes, qu'il s'agisse de réseaux souterrains ou aériens situés dans l'emprise des voies dont la commune est propriétaire.

Il s'agit principalement des prescriptions relatives :

- aux chantiers nécessitant l'ouverture d'une tranchée, aux travaux de remblayage et de réfection,
- à l'implantation d'ouvrages, de mobiliers ou de palissades ancrés dans le sol,
- à la construction d'entrées charretières,
- à la remise en état des lieux suite à tous travaux de construction et/ou de démolition,
- aux précautions à prendre pour les interventions à proximité des espaces verts situés dans l'emprise des voies.

Dans la suite du document, ces interventions sont dénommées "travaux" ou "chantiers".
Tous les travaux affectant le sol et le sous-sol, quels qu'en soient leur importance, leur caractère d'urgence et leur prévisibilité, sont soumis au présent règlement.

Il réglemente, dans le périmètre aggloméré de la commune, la coordination et la sécurité relatives à l'exécution des travaux de voirie ou de réseaux divers.

## ARTICLE 4 - LES PERSONNES

Le règlement de voirie s'applique aux travaux entrepris par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, suivantes :

- les affectataires ;
- les permissionnaires ;
- les concessionnaires ;
- les occupants de droit ;
- les propriétaires et riverains des voies publiques

Dans la suite du document, les personnes mentionnées précédemment sont dénommées "Maître d'ouvrage" ou "riverains". Les personnes réalisant les travaux sont dénommées "exécutants" (elles peuvent être maitre d'ouvrage, riverains ou entreprise). Les différents interlocuteurs devront s'assurer que les entreprises auxquelles ils confient l'exécution des missions ou travaux respectent les prescriptions prévues dans ce règlement.

PROJET

Les entreprises mandatées par la Ville de Vendôme pour réaliser des travaux de voirie, non soumis à la délivrance d'une permission de voirie, devront appliquer l'ensemble des prescriptions du présent règlement. Les autres intervenants devront être en possession d'une permission de voirie délivrée par le Maire de Vendôme, à l'exception des occupants de droit qui ne sont pas soumis à la délivrance d'une permission de voirie mais au respect de l'accord technique délivré par la Ville de Vendôme.

## ARTICLE 5 – DEFINITIONS

### LES INTERVENANTS

***Les affectataires de voirie***

Sont des personnes morales, généralement de droit public qui bénéficient d'une affectation de voirie de la part du propriétaire de la voirie. L'acte d'affectation se traduit souvent par une convention d'occupation du domaine public routier où le propriétaire de la voirie met à disposition ce domaine.

***Les permissionnaires de voirie***

Sont les bénéficiaires d'une permission de voirie. Ils sont autorisés à effectuer des travaux comportant occupation et emprise sur le domaine public routier.

***Les concessionnaires de voirie***

Sont les bénéficiaires d'une concession de voirie. L'autorité gestionnaire de voirie autorise le concessionnaire à construire sur la voirie des installations ayant un but d'utilité publique, et d'en assurer ensuite l'exploitation à son profit moyennant une redevance versée à l'autorité concédant.

***Les occupants de droit de la voirie***

Sont les intervenants qui peuvent occuper de droit le domaine public routier sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer.

Il s'agit des exploitants de réseaux de télécommunications ouverts au public, les services publics de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz, et les canalisations de transport d'hydrocarbures ou de produits chimiques déclarées d'utilité publique ou d'intérêt général. Ils ne sont pas soumis à une demande d'occupation du domaine public (permission de voirie) mais à un accord technique préalable.

Liste des occupants de droit :

- Concessionnaire de transport et de distribution d'énergie électrique (Art. L. 323-1 du Code de l'Énergie / Art. L. 113-3 du Code de la Voirie Routière)
- Concessionnaire de transport et de distribution de gaz (Art L.113-3 du Code de la Voirie Routière)
- Transport de produits chimiques par canalisations (Art. R.113-9 du Code de la Voirie Routière / décret n°65-881 du 18 octobre 1965)
- Transport de gaz combustible (Art. R.113-4 du Code de la Voirie Routière / décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985)
- Transport de chaleur (Art. R.113-10 du Code de la Voirie Routière / décret n°81-543 du 13 mai 1981)
- Oléoducs d'intérêt général et oléoducs intéressant la défense nationale (Art. R.113-6 du Code de la Voirie Routière / art. 11 de la loi de finances du 29 mars 1958 / loi n°49-1060 du 2 août 1949)

***Les usagers***

Sont les propriétaires riverains du domaine public communal ou leurs mandataires, et les initiateurs de projet de construction qui sollicitent la réalisation de certains ouvrages ou travaux tels que la construction d'entrées charretières ou saillies sur l'espace public.

PROJET

## LES TYPES D'AUTORISATION

### *Le permis de stationnement*

Acte administratif unilatéral autorisant le bénéficiaire à poser ses installations ou son bien sur le domaine public; il s'applique à une occupation superficielle sans ancrage au domaine public et ne permet pas l'implantation de constructions.

Il est délivré par le Maire de la commune concernée par les travaux (titulaire du pouvoir de police).

### *La permission de voirie*

Acte administratif unilatéral autorisant l'occupation et l'implantation de constructions sur le domaine public. La permission de voirie fixe les modalités d'occupation du domaine par les ouvrages pour lesquels les travaux ont été autorisés.

Il est délivré par le gestionnaire de la voirie.

### *L'accord technique préalable*

Acte administratif unilatéral réservé aux occupants de droit.
L'accord technique préalable fixe les prescriptions techniques à respecter pour la réalisation de travaux dans l'emprise du domaine public.

Il est délivré par le gestionnaire de la voirie.

### *La convention d'occupation du domaine public*

Contrat entre la Ville et l'occupant, l'intervenant ou une autre collectivité locale, autorisant l'occupation du domaine public sous certaines conditions (techniques, financières et juridiques).

Le recours à une convention d'occupation peut être envisagé de préférence à une permission de voirie pour définir les obligations respectives entre l'occupant et le gestionnaire du domaine public concerné. Elle permet de transférer et de partager les responsabilités, la maîtrise d'ouvrage, les interventions ou l'entretien d'une partie du domaine public.

PROJET

PROJET

# TITRE I - DOMANIALITÉ

## ARTICLE 6 - NATURE DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

*Article L.111-1 du Code de la Voirie Routière*

Le domaine public routier communal comprend l'ensemble des biens, du domaine public de la Ville de Vendôme, affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées.

Aucune limite n'est fixée au domaine routier en profondeur à l'aplomb de son emprise de surface.

Le sol des voies communales fait partie du domaine public communal. Il est inaliénable, imprescriptible, insusceptible d'action en revendication et indisponible.

Les ouvrages implantés sur le domaine routier qui présentent un lien de dépendance fonctionnelle avec la voie, ou en sont l'accessoire, sont réputés appartenir à ce domaine à défaut de preuve contraire. En pratique sont notamment concernés les biens qui constituent l'accessoire indissociable de la voie, qui contribuent au maintien de la chaussée ou qui contribuent à la protection des usagers.

À contrario, les canalisations d'eau, d'assainissement, de gaz, d'électricité, les réseaux de chaleurs, les lignes électriques et de télécommunication (souterraines ou aériennes), le mobilier urbain ne font pas partie du domaine routier.

## ARTICLE 7 - AFFECTATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

*Article L.111-1 du Code de la Voirie Routière*

Le domaine public routier communal est affecté à la circulation. Toute autre utilisation n'est admise que si elle est compatible avec cette destination.

## ARTICLE 8 - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

*Articles L.113-2 à L.113-7 du Code de la Voirie Routière*
*Article R.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques*
*Article L.323-1 du Code de l'Énergie*
*Décrets 2006-1657 et 2006-1658 du 21/12/2006*
*Arrêté du 15/01/2007*

Dans tous les cas, l'occupation doit faire l'objet d'un accord du maire sur les conditions techniques de sa réalisation qui devront être conformes aux exigences du présent règlement.

Les équipements qui occupent le domaine public doivent être régulièrement entretenus, y compris les pieds de poteaux ou de chambre, par leur propriétaire afin qu'ils n'entraînent pas un risque pour la sécurité ou la visibilité des usagers de la route (principe d'utilisation compatible avec l'affectation du domaine public) ni de difficulté d'intervention ou d'entretien du domaine publique par les agents des services de la Ville de Vendôme.

En dehors des cas prévus aux articles L.113-3 à L.113-7 du Code de la Voirie Routière et l'article L.323-1 du Code de l'Énergie, l'occupation du domaine public routier n'est autorisée que si elle a fait l'objet soit d'un permis de stationnement, soit d'une permission de voirie ou d'un accord technique préalable ou d'une convention d'occupation.

Les autorisations sont délivrées à titre précaire et révocable, sous réserve des droits des tiers.

Elles sont révocables sans indemnités à la première réquisition de l'autorité qui les a délivrées.

Le concessionnaire, doit supporter sans indemnité les frais de déplacement, de modification ou de protection de ses réseaux, lorsqu'il est démontré que ce déplacement est la conséquence de travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public routier et que ces travaux constituent une opération d'aménagement conforme à la destination de ce domaine.

PROJET

En cas de travaux, par exemple, de rectification de virage, d'aménagement de carrefour, d'élargissement de chaussée, entrepris à l'initiative de la Ville de Vendôme dans l'intérêt du domaine public routier et/ou de la sécurité routière, ne modifiant pas la destination de ce dernier, le déplacement ou la modification des réseaux aériens et souterrains existants est, hormis les voies nouvelles, à la charge des occupants.

Concernant les occupants de droit que sont les services publics de transport ou de distribution d'électricité, de gaz, les canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques déclarées d'utilité publique ou d'intérêt général, les oléoducs, les équipements de l'État visant à améliorer la sécurité routière, et sous réserve des prescriptions prévues à l'article L.113-3 du Code de la Voirie Routière, peuvent occuper le domaine public routier en y installant des ouvrages, dans la mesure où cette occupation n'est pas incompatible avec son affectation à la circulation terrestre et après avoir demandé et obtenu un accord technique de voirie de la part du service gestionnaire de la voirie communale. Les autres occupants, selon l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière, peuvent occuper le domaine public routier après avoir obtenu une permission de voirie de la part du service gestionnaire de la voirie communale.

Le service gestionnaire du domaine public routier communal peut, dans l'intérêt de la sécurité routière, faire déplacer les installations et les ouvrages situés sur ce domaine aux frais de l'occupant dans des conditions définies par décret en Conseil d'État.

Le défaut d'autorisation - qu'il s'agisse de permission de voirie ou de permis de stationnement - constitue une contravention de voirie routière qui donne lieu aux sanctions prévues par le code de la voirie routière aux articles L.116-1, L.116-2 et R.116-2.

### ARTICLE 9 - AUTORISATION D'ENTREPRENDRE DES TRAVAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER

*Articles L.113-7, L.115-1 et L.141-10 du Code de la Voirie Routière*

Les occupations du domaine public routier communal qui ne relèvent pas du permis de stationnement sont soumises à une autorisation d'entreprendre les travaux.

L'acte d'occupation visé à l'article précédent et l'autorisation d'entreprendre les travaux peuvent être traités conjointement si le dossier technique joint à la demande d'autorisation de voirie, accord technique préalable ou d'accord d'occupation donne toutes précisions sur la date et le délai d'exécution souhaités et les mesures envisagées sur le plan de l'exploitation de la route et de la sécurité de la circulation.

L'autorisation d'entreprendre les travaux s'impose à tous les occupants quel que soit leur titre d'occupation. Les conditions de délivrance de celle-ci sont fixées à l'article 56 du présent règlement.

### ARTICLE 10 - REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL

*Décret n°2014-114 du 7 février 2014*
*Circulaire du 16 mai 2014*
*Articles L 2125-1 à L2125-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques*
*Articles R.3333-4 à R.3333-18 du Code Général des Collectivités Territoriales*
*Loi n°53-661 du 01 aout 1943*

Toute occupation du domaine public communal est soumise au paiement d'une redevance, à l'exception des exonérations prévues par le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Sauf dans les cas où ils sont fixés par décret pour les occupants de droit, les taux de redevance et les modalités de perception sont fixés par une délibération du Conseil Municipal.

PROJET

Ces taux de redevance seront revalorisés (en application du décret 2014-114 du 7 février 2014 relatif à l'indice national du bâtiment tous corps d'état et de la circulaire du 16 mai 2014 (BOAC n° 60 de sept/oct 2014), les index nationaux du bâtiment, des travaux publics et les index divers de la construction sont revalorisés en référence 100, base 2010) au 1er janvier de chaque année par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles connues de l'index général relatif aux travaux publics (TP01), sauf pour ce qui concerne les ouvrages de transport et de distribution de gaz et les réseaux privés d'adduction ou de distribution d'eau potable pour lesquels la revalorisation se fera chaque année par application de l'évolution de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier.

### ARTICLE 11 - PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL

Les occupants du domaine public routier communal sont tenus de se conformer aux règlements édictés dans l'intérêt du bon usage et de la conservation de celui-ci.

### ARTICLE 12 - RESPONSABILITE DE L'OCCUPANT

Les occupants sont responsables de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de leurs travaux ou de l'existence et du fonctionnement de leurs ouvrages.

Ils sont tenus de prévenir ou faire cesser les troubles ou désordres qui pourraient être occasionnés par leur fait, et doivent mettre en œuvre sans délai les mesures qu'il leur serait enjoint de prendre à cet effet dans l'intérêt du domaine et de la circulation routière.

### ARTICLE 13 - DENOMINATION DES VOIES

*Article L.141-1 du Code de la Voirie Routière*
*Article L.110-2 du Code de la Route*
*Article L.2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales*

Les voies qui font partie du domaine public communal sont dénommées "voies communales". Elles sont répertoriées dans un tableau de classement régulièrement tenu à jour (Annexe 1).

Les voies communales à caractère de chemin sont en principe désignées par un numéro mais elles peuvent également recevoir un nom.
Les voies communales à caractère de rue sont en principe désignées par un nom mais elles peuvent également recevoir un numéro.

Les voies communales à caractère de place ouverte à la circulation publique sont en principe désignées par un nom.

La dénomination des rues et places est de la compétence exclusive du conseil municipal.

Les riverains ont l'obligation de supporter sur la façade des immeubles les plaques portant l'indication des noms de rues ou de places. La fourniture, la pose, l'entretien et le renouvellement de ces plaques sont effectués par les soins et à la charge de la commune.

Le numérotage des maisons est effectué pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge des riverains.

Pour les voies existantes, le numérotage des maisons s'effectue selon la méthode séquentielle (de 2 en 2, numéros pairs d'un côté ; numéros impairs de l'autre) ou la méthode métrique. Pour les voies nouvelles, le système métrique sera utilisé (le numéro est alors attribué en fonction de la distance qui sépare la maison de l'origine de la voie).

PROJET

## ARTICLE 14 - CLASSEMENT ET DECLASSEMENT

*Articles L.113-2, L.113-3, L.123-2, L.123-3 et L.131-4 du Code de la Voirie Routière*
*Article L.318-1 du Code de l'Urbanisme*
*Loi 2004-1343 du 09/12/2004*

Le classement et le déclassement des voies communales font l'objet de délibérations du Conseil municipal sauf dans les cas prévus aux articles L.123-2 et L.123-3 du Code de la Voirie Routière et L.318-1 du Code de l'Urbanisme et en cas de création de voies nouvelles ayant fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP).
Les procédures de classement et déclassement des routes communales sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Le concessionnaire sera préalablement informé de toute procédure de déclassement et/ou d'alignement afin d'être en mesure de régulariser la présence de ces ouvrages via des conventions de servitude et/ou autorisation d'occupation temporaire.

Une régularisation d'autorisation d'occupation selon les articles L.113-2 et L.113-3 du Code de la Voirie Routière devra être réalisée par l'établissement d'un accord technique pour les occupants de droit ou une permission de voirie pour les autres occupants de la part du service gestionnaire de la voirie communale (en cas de classement ou déclassement dans le domaine public), ou par la signature d'une convention de servitude avec le nouveau propriétaire (en cas de déclassement dans le domaine privé).

## ARTICLE 15 - OUVERTURE ; ELARGISSEMENT ; MODIFICATION DE TRACE

*Article L.113-2, L.113-3 et L.131-4 du Code de la Voirie Routière*

Le conseil municipal est compétent pour décider de l'ouverture, du redressement et de l'élargissement des voies communales.

Les délibérations correspondantes interviennent après enquête publique, sauf dans les cas particuliers prévus à l'article 14 ci-dessus.

Une régularisation d'autorisation d'occupation selon les articles L.113-2 et L.113-3 du Code de la Voirie Routière devra être réalisée par l'établissement d'un accord technique pour les occupants de droit ou une permission de voirie pour les autres occupants de la part du service gestionnaire de la voirie.

En cas d'ouverture, d'élargissement et de redressement de routes ou de voies, une information préalable devra être adressée aux concessionnaires concernés.

## ARTICLE 16 - ACQUISITION DE TERRAINS

*Article L.131-5 du Code de la Voirie Routière*
*Code de l'Expropriation*

Après l'approbation par le Conseil municipal du projet d'ouverture, d'élargissement ou de redressement d'une voie communale, les terrains nécessaires peuvent être acquis par voie amiable ou après expropriation dans les conditions prévues par le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

## ARTICLE 17 - ALIGNEMENTS

*Articles L.112-1, L.112-2 et L.131-6 du Code de la Voirie Routière*

L'alignement est la détermination, par l'autorité administrative, de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines.

Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par un alignement individuel.

PROJET

Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, détermine après enquête publique la limite entre voie publique et propriétés riveraines.

La publication d'un plan d'alignement attribue de plein droit à la collectivité propriétaire de la voie publique, le sol des propriétés non bâties dans les limites qu'il détermine.

Le sol des propriétés bâties à la date de publication du plan d'alignement est attribué à la collectivité propriétaire de la voie dès la destruction du bâtiment. Lors du transfert de propriété, l'indemnité est, à défaut d'accord amiable, fixée et payée comme en matière d'expropriation.

Il constitue pour l'autorité en charge de la voirie concernée, un moyen juridique d'élargissement et de modernisation de celle-ci ainsi que de protection contre les empiètements des propriétés riveraines.

Le concessionnaire sera préalablement informé de toute procédure de déclassement et/ou d'alignement afin d'être en mesure de régulariser la présence de ces ouvrages via des conventions de servitude et/ou autorisation d'occupation temporaire.

### ARTICLE 18 - MODALITES DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique prévue au deuxième alinéa de l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière s'effectue dans les conditions fixées au présent article.

Un arrêté du maire désigne un commissaire enquêteur et précise l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations. La durée de l'enquête est fixée à quinze jours.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'arrêté du maire est publié par voie d'affiche et éventuellement par tout autre procédé.

Les observations formulées par le public sont recueillies sur un registre spécialement ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est numéroté et paraphé par le commissaire enquêteur.

À l'expiration du délai d'enquête, le registre est clos et signé par le commissaire enquêteur qui, dans le délai d'un mois, transmet au maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.

### ARTICLE 19 - ALIENATIONS DE TERRAINS

*Article L.112-8 du Code de la Voirie Routière*

L'aliénation ne peut être prononcée qu'après déclassement, sauf lorsque le terrain à aliéner est un délaissé routier. Les délaissés routiers et les parties déclassées du domaine public communal à la suite d'un changement de tracé ou de l'ouverture d'une voie nouvelle peuvent être aliénés lorsque les riverains ont exercé leur droit de préemption.

Le concessionnaire sera préalablement informé de toute procédure de déclassement et/ou d'alignement afin d'être en mesure de régulariser la présence de ces ouvrages via des conventions de servitude et/ou autorisation d'occupation temporaire.

### ARTICLE 20 - ÉCHANGES DE TERRAINS

*Article L.112-8 du Code de la Voirie Routière*

Il peut être procédé, avec ou sans soulte, à des échanges de terrains pour permettre l'ouverture d'une voie nouvelle, l'élargissement ou le redressement d'une voie communale existante.

Toutefois, les terrains du domaine public communal ne peuvent faire l'objet d'échange qu'après procédure de déclassement (même procédure que l'aliénation).

PROJET

Préalablement à l'échange d'un terrain, le Conseil municipal informera dans un délai de deux mois les occupants du domaine public et les gestionnaires des réseaux.

Une convention avec le Conseil municipal, nécessaire pour les servitudes, devra être établie par les occupants avant le transfert de propriété du terrain.

PROJET

## ARTICLE 21 - CAS DES ROUTES CLASSEES A GRANDE CIRCULATION

*Articles L.111-1-4, R.111-5 et R.111-6 du Code de l'Urbanisme*
*Articles L.151-3 à L.151-5, R.152-1 et R.152-2 du Code de la Voirie Routière*
*Article L.110-3 du Code de la Route*

Le statut de route à grande circulation emporte modification des règles de compétences applicables à ces voies pour l'exploitation, la gestion ou la police de la circulation et des dispositions particulières applicables aux constructions en bordure de ces routes. Aucune voie communale n'est classée route à grande circulation.

## ARTICLE 22 – LES VOIES PRIVEES

*Article L. 162-5 Code de la Voirie Routière*
*Article L. 318-3 Code de l'Urbanisme*

L'entretien des voies privées est à la charge de leurs propriétaires, qu'elles soient ouvertes ou non à la circulation publique. L'ouverture au public d'une voie privée ne change pas son appartenance mais les dispositions du Code de la Route y sont applicables.
Une voie privée ouverte à la circulation publique peut être transférée dans le domaine public routier communal.
Pour les créations de voies nouvelles par des opérateurs privés, il est possible de passer une convention avec la Ville de Vendôme pour intégrer ces voies dans le domaine public communal une fois la réception des travaux réalisée.
L'intégration d'une voie privée dans le domaine public routier de la Ville de Vendôme sera réalisable sous conditions.

**CLASSEMENT DES VOIES PRIVEES :**

Le lancement de la procédure de classement dans le domaine public est soumis aux conditions suivantes :

Elles sont créés dans le cadre d'opérations d'urbanisme, les conditions de réalisation, réception et rétrocession sont précisées dans un cahier des charges avec notamment (annexe 2), dans tous les cas de figure,

- Une largeur conforme à la règlementation du Plan Local d'Urbanisme ;
- Une structure de chaussée ;
- Le raccordement aux voies publiques existantes ;
- Les types de revêtement, de mobiliers, de bordures;
- La gestion des eaux pluviales ;
- Les espaces verts liés à la voirie ;
- La mise en place des réseaux divers, leurs caractéristiques ainsi que le mobilier afférent ;
- La continuité des circulations piétonnes conforme aux règles d'accessibilité ;
- Le stationnement et le jalonnement ;
- Une aire de retournement, s'il s'agit d'une impasse, afin de permettre notamment le passage des bennes à ordures sans manœuvre en extrémité.

Le classement nécessite la signature d'une convention reprenant l'ensemble des prescriptions techniques et foncières.
Par ailleurs, l'aménageur devra réaliser les acquisitions foncières supplémentaires nécessaires au bon fonctionnement de la voirie (permettant le débouché sur une opération voisine notamment…).
Si les prescriptions ne sont pas respectées, aucune remise à la Ville de Vendôme ne pourra être envisagée.

PROJET

PROJET

# TITRE II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE DE VENDOME

## ARTICLE 23 - OBLIGATION DE BON ENTRETIEN

*Articles L.141-8 et L.141-12 du Code de la Voirie Routière*
*Articles L.2212-1, L.2212-2 et L.3221-4 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales*
*Article L.411 6 du Code de la Route*
*Loi NOTRe du 07/08/2015*
*Décret 94-447 du 27/05/1994*
*Instruction interministérielle 81-85 du 23/09/1981*
*Arrêté du 24/11/1967 modifié et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (IISR)*

Le domaine public routier de la Ville de Vendôme est aménagé et entretenu par elle-même de telle façon que la circulation normale des usagers, sauf circonstances exceptionnelles, y soit assurée dans des conditions normales de sécurité.

En et hors agglomération, la commune assure l'entretien :

- de la chaussée, de ses dépendances (y compris les plantations), et des équipements de voirie (l'entretien de la chaussée des voies départementales et nationales, en et hors agglomération est assuré par le gestionnaire de ces voies);
- des ouvrages d'art nécessaires au maintien des plates-formes routières ;
- des équipements de sécurité, et de l'éclairage public le cas échéant ;
- de la signalisation réglementaire nécessaire pour le guidage et la sécurité des usagers ;
- du mobilier urbain qu'elle a elle-même installé ou fait installer.

Cette disposition ne s'applique pas aux voies départementales et réseau routier national.
Elle assure également leur nettoiement et l'élimination des déchets de construction et d'exploitation liés à la voie.

Cette obligation de bon entretien ne fait pas obstacle à ce que le maire puisse imposer par arrêté que par temps de neige et de verglas, les riverains effectuent les travaux de déblaiement de la neige (mise en tas) et de lutte contre le verglas notamment sur les trottoirs au droit de leur parcelle.

## ARTICLE 24 - DROIT DE REGLEMENTER L'USAGE DE LA VOIRIE

*Articles L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6, L.2215-3 du Code Général des Collectivités Territoriales*
*Articles L.141-1, L.141-2, R.113-1, R.141-2 et R.141-3 du Code de la Voirie Routière*
*Articles R.411-2 à R 411-4, R 411-7 et R 411-8, R 411-18 à R 411-20, R 411-25, R 413-1 à R 413-12, R 415-6, R 415-7, R 422-4 et R 433-1 à R 433-7 du Code de la Route*
*Décret n°86-475 du 14 mars 1986*
*Circulaire interministérielle modifiée n°75-173 du 19 novembre 1975*
*Instruction interministérielle n°81-85 du 23 septembre 1981*
*Circulaire n°86-230 du 17 juillet 1986 du ministre de l'intérieur*

Les voies communales sont normalement ouvertes à la circulation des véhicules dont les caractéristiques techniques sont conformes à celles définies par les textes en vigueur.

Tous travaux qui modifient temporairement les conditions de circulation des usagers peuvent être réalisés par des tiers à leurs frais, sous réserve que les tiers y aient été expressément autorisés par le service gestionnaire de la voirie communale et que les travaux aient fait l'objet d'un arrêté de police de la circulation.

Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le maire puisse interdire de manière temporaire ou permanente, eu égard aux nécessités de la circulation et de la protection de l'environnement, l'usage de tout ou partie du réseau des voies communales aux catégories de véhicules dont les caractéristiques sont incompatibles avec la constitution de ces voies, et notamment avec la résistance et la largeur de la chaussée ou des ouvrages d'art ainsi qu'aux catégories de véhicules visées aux articles L. 2213-4 et L. 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PROJET

Cette disposition ne fait pas obstacle non plus à ce que le maire puisse interdire de manière temporaire, eu égard aux nécessités de la sécurité et de la salubrité publiques, l'usage de tout ou partie du réseau des voies communales à tous véhicules et à toutes personnes en cas de dangers exceptionnels résultant de calamités publiques, en particulier tant que les risques liés à la présence d'arbres tombés sur les voies de circulation ou à proximité de celles-ci ou de branches en suspension ou encore d'arbres encroués au-dessus des voies persistent.

La circulation des véhicules dont le poids, la longueur, la largeur, ou la hauteur dépasse celle ou celui fixé par les textes, doit être autorisée par un arrêté du préfet dans les conditions fixées au code de la route (articles R.433-1 à R.433-7).

En application de l'article L.2213-2/3° du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire peut réserver des emplacements de stationnement aménagés, à proximité des lieux fréquentés par les handicapés, aux véhicules arborant la carte de stationnement pour personnes handicapées ou la carte mobilité inclusion. Il peut également réserver des emplacements pour les véhicules de transports de fonds dans le cadre de leurs missions, comme pour les véhicules affectés à un service public et pour les besoins exclusifs de ce service ainsi que pour les véhicules de transport public de voyageurs et pour les taxis en application des articles L.2213-3/1° et L.2213-3/2° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les restrictions permanentes ou provisoires aux conditions normales de circulation sont signalées aux usagers par une signalisation conforme à celle définie par les textes en vigueur.

Le maire peut ordonner l'établissement de barrières de dégel sur les voies communales, dans les conditions fixées au code de la route, pour préserver l'intégrité des chaussées de ces voies.
Il peut également prendre toutes dispositions de nature à assurer la sécurité sur les ponts qui n'offriraient pas toutes les garanties nécessaires à la sécurité des passages.

### ARTICLE 25 - DROITS DE LA VILLE DE VENDOME AUX CARREFOURS FORMES PAR LES VOIES COMMUNALES ET LES ROUTES NATIONALES OU DEPARTEMENTALES

L'aménagement ou la création d'un carrefour avec une voie communale, s'il ne s'intègre pas dans un projet soumis à enquête publique ou à enquête d'utilité publique doit préalablement à tout commencement d'exécution, recueillir l'accord de la Ville de Vendôme.

L'accord de la Ville de Vendôme pour un projet est réputé donné sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur, notamment les prescriptions du code de l'urbanisme.

Il ne préjuge en rien des obligations qui peuvent être imposées au titre de cette autre voie.

L'État, ou le département, communique son projet à la Ville de Vendôme qui dispose d'un délai de 3 mois pour faire connaître son avis.

Au-delà de ce délai, l'avis de la Ville de Vendôme est réputé favorable.

Lorsqu'il s'agit d'un projet établi sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Vendôme, celle-ci communique ce projet à l'État ou au département qui dispose d'un délai de 3 mois pour faire connaître son avis.

Au-delà de ce délai, cet avis est réputé favorable.

### ARTICLE 26 - ÉCOULEMENT DES EAUX ISSUES DU DOMAINE ROUTIER

*Articles 640, 688, 689, 690 et 691 du Code Civil*

Les propriétés riveraines situées en contrebas du domaine public routier de la Ville de Vendôme sont tenues de recevoir les eaux de ruissellement qui en sont issues naturellement.

PROJET

Toutefois, si la configuration du domaine public routier de la Ville de Vendôme modifie sensiblement, par rapport aux conditions naturelles initiales, le volume ou le régime ou l'emplacement de l'exutoire de ces eaux de ruissellement, la commune est tenue de réaliser et d'entretenir, à sa charge, les ouvrages hydrauliques nécessaires pour évacuer sans dommage les eaux de ruissellement. Les propriétaires concernés (propriétés riveraines du domaine public routier accueillant les eaux de ruissellement ou propriétés supportant les ouvrages hydrauliques annexes) doivent prendre toutes les dispositions pour permettre, en tout temps, ce libre écoulement.

## ARTICLE 27 - DROITS DE LA COMMUNE DANS LES PROCEDURES DE CLASSEMENT / DECLASSEMENT

*Articles L.123-2, L.123-3, L.141-3 à L.141-7, R.141-4 à R.141-10, L.162-5 et R.162-2 du Code de la Voirie Routière*
*Article L.121-17 du Code Rural*
*Articles L.318-1, L.318-3, R.123-19, R.315-7 et R.318-10 du Code de l'Urbanisme*
*Article L.5215-31 du Code Général des Collectivités Territoriales*

Le classement d'une voie existante dans le domaine public routier de la Ville de Vendôme est prononcé par le conseil municipal (article 14)

***Déclassement d'une route nationale et classement dans la voirie communale***

Le conseil municipal est consulté sur l'opportunité de ce classement/déclassement, soit dans le cadre d'une enquête d'utilité publique, soit dans le cadre d'une consultation sur dossier établi par les services compétents de l'état. Dans tous les cas, le conseil municipal dispose d'un délai de 5 mois pour faire connaître son avis.

Le concessionnaire sera préalablement informé de toute procédure de déclassement et/ou d'alignement afin d'être en mesure de régulariser la présence de ces ouvrages via des conventions de servitude et/ou autorisation d'occupation temporaire.

***Reclassement d'une route départementale dans la voirie communale***

Le classement d'une route départementale dans la voirie communale peut être prononcé par le conseil municipal, après qu'il ait été saisi par délibération du conseil départemental.

La délibération du conseil municipal intervient après enquête publique sauf dans les cas particuliers visés au 3ème paragraphe de l'article 14 ci-dessus.

***Classement d'une voie communale dans la voirie nationale***

Le conseil municipal est consulté sur l'opportunité de ce classement/déclassement, soit dans le cadre d'une enquête d'utilité publique, soit dans le cadre d'une consultation sur dossier établi par les services compétents de l'état.

Dans tous les cas, le conseil municipal dispose d'un délai de 5 mois pour faire connaître son avis.

***Classement d'une voie communale dans la voirie départementale***

Le classement d'une voie communale dans la voirie départementale peut être prononcé par le conseil départemental après qu'il ait été saisi par délibération du conseil municipal.

La délibération du conseil départemental intervient après enquête publique sauf dans les cas particuliers visés au 3ème alinéa de l'article 14 ci-dessus.

PROJET

### *Classement d'une voie privée dans la voirie communale*

*Articles L.318-3 et R.318-10 du Code de l'Urbanisme*

Les voies privées ouvertes à la circulation publique dans les ensembles d'habitations peuvent être transférées sans indemnité dans la voirie communale, après enquête publique, dans les conditions fixées par les articles L.318-3 et R.318-10 du Code de l'Urbanisme.

### *Création d'une voie nouvelle*

Le classement d'une voie nouvelle intervient dans les conditions précisées à l'article 14 du présent règlement.

PROJET

# TITRE III - DROITS ET OBLIGATIONS DU RIVERAIN

PROJET

### ARTICLE 28 - REGLEMENTATION DU DROIT D'ACCES

*Articles L.151-1 à L.151-4 et L.152-1 à L.152-2 du Code de la Voirie Routière*
*Articles L.111-2, R.111-5, R. 111-6 et R.421-19 du Code de l'Urbanisme*

L'accès est un droit de riveraineté, mais il est soumis à l'autorisation du Maire qui, lors de la délivrance de la permission de voirie fixe les conditions à respecter pour son aménagement pour des motifs résultant de la sécurité de la circulation ou de la conservation du domaine public.

### ARTICLE 29 - AMENAGEMENT DES OUVRAGES D'ACCES

Les dispositions et dimensions des ouvrages destinés à établir la communication entre la route et les propriétés riveraines sont fixées par voie d'autorisation. Ces ouvrages doivent toujours être établis de manière à ne pas déformer le profil normal de la route et à ne pas gêner l'écoulement des eaux.

Le Plan Local d'Urbanisme (délibération du 20/12/2016), et les prescriptions figurant en annexe 3 précisent les caractéristiques souhaitées.

La construction des ouvrages est à la charge du bénéficiaire de l'autorisation, sauf si la commune a pris l'initiative de modifier les caractéristiques géométriques de la voie, auquel cas elle doit rétablir les accès existants au moment de la modification.

L'entretien et les réparations usuels des ouvrages sont à la charge de la collectivité. Les réparations faisant suite à des dégradations de leurs faits, sont à la charge des propriétaires.

### ARTICLE 30 - ENTRETIEN DES OUVRAGES D'ACCES

Les propriétaires des terrains riverains sont tenus d'entretenir les ouvrages ayant fait l'objet d'autorisation à leur profit (sauf stipulation contraire dans l'acte d'autorisation).

### ARTICLE 31 - ACCES AUX BATIMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

*Article R.111-5 et 6 du Code de l'Urbanisme*
*Article L.332-8 du Code de l'Urbanisme*

Les accès aux établissements industriels et commerciaux doivent être conçus de manière à assurer le maintien de la capacité de trafic sur la voie concernée ainsi que la sécurité des usagers.

Des prescriptions ayant pour objet cette sujétion pourront être portées aux permis de construire.

Il peut être prévu une participation financière de l'établissement préalablement à tout aménagement rendu nécessaire par la modification des conditions de circulation. Cette participation peut faire l'objet d'une convention.

L'entretien de la signalisation horizontale et de la signalisation verticale conforme à la réglementation en vigueur est à la charge du pétitionnaire.

### ARTICLE 32 - ALIGNEMENTS INDIVIDUELS

*Articles L.112-1 à L.112-5 du Code de la Voirie Routière*

La Ville de Vendôme ne disposant pas d'un plan d'alignement, l'alignement est fixé par un arrêté d'alignement individuel. Les alignements individuels sont délivrés par le Maire sur demande, conformément au Plan Local d'Urbanisme (délibération du 20/12/2016), et au règlement des Sites Patrimoniales Remarquables (délibération du 21/01/2016 ; plan de délimitation en annexe 4.

En aucun cas, la délivrance de l'alignement ne vaut permis de construire ni ne dispense de demander celui-ci. Cette délivrance, qui ne peut être refusée, ne préjuge pas des droits des tiers.

PROJET

### ARTICLE 33 - REALISATION DE L'ALIGNEMENT

*Article L.112-2 du Code de la Voirie Routière*

L'alignement est réalisé conformément aux dispositions décrites à l'article 17 du présent règlement.

### ARTICLE 34 - NIVELLEMENT

Le nivellement est l'acte par lequel l'Administration fixe d'une manière unilatérale le niveau des voies publiques au droit des propriétés riveraines.

Les nivellements individuels sont délivrés dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves que les alignements individuels. (Plan Local d'Urbanisme délibération du 20/12/2016)

### ARTICLE 35 - ÉCHAFAUDAGES ET DEPOTS DE MATERIAUX

Les échafaudages et dépôts de matériaux indispensables à l'exécution des travaux peuvent être installés ou constitués sur le domaine public routier communal aux conditions figurant dans l'autorisation (Annexes 5a et 5b).

Ils doivent être disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux et doivent être signalés conformément aux prescriptions en vigueur. L'occupant peut être tenu de les entourer d'une clôture et de les éclairer.

La confection de mortier ou béton est interdite sur la chaussée. Elle peut être tolérée sur les trottoirs et les accotements à la condition d'être pratiquée sur des aires en planches jointives, en tôle, ou en matière synthétique.

### ARTICLE 36 - CONSTRUCTION DE TROTTOIRS ET ACCOTEMENTS

La nature et les dimensions des matériaux à employer par les riverains qui désirent construire des trottoirs ou aménager des accotements sont fixées par l'arrêté d'autorisation.

Partout où un trottoir se construit, le riverain est tenu d'enlever les bornes qui se trouvent en saillie sur les façades des constructions.

Les aménagements de trottoirs doivent respecter la réglementation en matière d'accessibilité des personnes handicapées conformément à la loi du 11 février 2005. (Décret n° 2006-1657 et 2006-1658, arrêté du 15 janvier 2007 relatifs à l'accessibilité de la voirie aux personnes handicapées).

### ARTICLE 37 - IMPLANTATION DES CLOTURES

Les haies sèches, clôtures, palissades, barrières doivent être établies suivant l'alignement, sous réserve des servitudes de visibilité. Elles doivent répondre aux critères détaillés dans le Plan Local d'Urbanisme (délibération du 20/12/2016) et dans le règlement des Sites Patrimoniales Remarquables (délibération du 21/01/2016 ; plan de délimitation en annexe 4).

### ARTICLE 38 - ÉCOULEMENT DES EAUX PLUVIALES

*Articles 640 et 681 du Code Civil*

L'écoulement des eaux dans les fossés de la route ne peut être intercepté. Nul ne peut, sans autorisation, rejeter sur le domaine public routier communal des eaux de propriétés riveraines à moins qu'elles ne s'y écoulent naturellement.

L'écoulement des eaux pluviales provenant du toit ne peut se faire directement sur le domaine public. Les eaux pluviales recueillies par des égouts de toiture doivent être conduites jusqu'au sol par des tuyaux de descente.

PROJET

L'autorisation fixe les conditions de rejet vers le fossé, le caniveau ou la canalisation pluviale souterraine qui permettent de garantir les mêmes conditions d'écoulement qu'auparavant.

En l'absence de réseau, la concentration des eaux en un point est interdite sur le domaine public routier.

Pour toutes constructions en façade, les dauphins sont à la charge des riverains.

Les conditions sont précisées dans le Plan Local d'Urbanisme (délibération du 20/12/2016) et dans le règlement d'assainissement en vigueur.

### ARTICLE 39 - AQUEDUCS ET PONCEAUX SUR FOSSES

L'autorisation pour l'établissement, par les propriétaires riverains, d'aqueducs et de ponceaux sur les fossés des voies communales précise le mode de construction, les dimensions à donner aux ouvrages et les matériaux à employer. Il en est de même pour les passerelles d'accès aux ouvrages de distribution ou de transport d'énergie électrique.

Lorsque des aqueducs ont une longueur supérieure à 15 m, ils doivent obligatoirement comporter un ou plusieurs regards pour visite et nettoyage, suivant les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Les têtes d'aqueducs doivent obligatoirement être équipées d'un dispositif de sécurité conforme aux normes NF 98.490 et NF 98.491 afin de limiter la gravité des accidents lors des sorties de route.

### ARTICLE 40 - BARRAGES OU ECLUSES SUR FOSSES

Les autorisations pour l'établissement de barrages ou écluses sur les fossés des voies communales ne sont données que lorsque la surélévation des eaux ne peut nuire au bon état de la route ; elles prescrivent les mesures nécessaires pour que celle-ci ne puisse jamais être submergée. Elles sont toujours révocables, sans indemnité, si les travaux sont reconnus nuisibles à sa viabilité.

À défaut de leur exécution, conformément aux prescriptions des autorisations, les travaux nécessaires pour rétablir le bon écoulement des eaux empêché par les aqueducs, ponceaux, barrages ou écluses construits sur les fossés peuvent être exécutés d'office par la Ville de Vendôme, après mise en demeure non suivie d'effets et aux frais des propriétaires.

La Ville de Vendôme se réserve le droit d'intervenir sans mise en demeure préalable si la sécurité des usagers l'exige.

### ARTICLE 41 - ÉCOULEMENT DES EAUX INSALUBRES

*Article R.116-2/4° du Code de la Voirie Routière*
*Code de la Santé Publique*
*Plan Local d'Urbanisme (délibération du 20/12/2016), article U1.4/4.2.2.1 ; article U2.4/4.2.2.a ; article U3.4/4.2.2.a ; article UE4/4.2.2.a ; article UI4/4.2.2.a ; article 1AU4/4.2.2.a ; article 1AUI4/4.2.2.a ; article A4/4.2.2.a et article N4/4.2.2.a)*
*Règlement d'assainissement de la Ville de Vendôme daté du 01/01/2012, chapitres 2 et 3*

Tout rejet d'eaux insalubres est interdit sur le domaine public. Cette interdiction concerne toutes les eaux altérées par la main de l'homme telles que les eaux ménagères, les eaux usées, les eaux fétides ou insalubres et les eaux industrielles. Elle ne s'applique pas au rejet des eaux traitées issues de systèmes d'assainissement non collectif régulièrement autorisés et conformes à la réglementation en vigueur.

Une autorisation de déversement peut être accordée au pétitionnaire, toutefois, cette autorisation de rejet devient caduque en cas de non-conformité de l'installation.

Cette autorisation peut toutefois être retirée en cas de dégradation de la qualité du rejet, après une simple mise en demeure restée sans effet.

PROJET

## ARTICLE 42 - TRAVAUX SUR LES CONSTRUCTIONS RIVERAINES

Tous travaux sur un immeuble riverain doivent faire l'objet d'une autorisation. Aucune construction nouvelle ne peut empiéter sur l'alignement à l'exception des saillies autorisées.

## ARTICLE 43 - DIMENSION DES SAILLIES AUTORISEES

*Article R.112-3 du Code de la Voirie Routière*

***Les saillies autorisées***

Elles sont présentées, suivant la nature des ouvrages, dans le Plan Local d'Urbanisme (délibération du 20/12/2016), et dans le règlement des Sites Patrimoniaux Remarquables (délibération du 21/01/2016).

Les saillies édifiées en surplomb d'un trottoir ne peuvent être autorisées que lorsqu'elles respectent les éléments du PLU et que le passage laissé libre sur ce trottoir est supérieur ou égal à 1.40 m.

Chaque demande d'aménagement fait l'objet d'une étude individuelle de la part de la Direction du Développement Urbain et de l'Aménagement de l'Espace et la Direction du Patrimoine, de la Voirie et de l'Efficacité Énergétique de la Ville de Vendôme.

***Les saillies au ras du sol***

Il est interdit d'établir, de remplacer ou de réparer les marches, bornes, entrées de caves ou tous ouvrages de maçonnerie, en saillie sur les alignements et placés sur la voie publique.

Les rampes permettant l'accès aux personnes à mobilité réduite doivent être installées en domaine privé et ne peuvent être fixées sur le domaine public. Un dispositif mobile peut être utilisé ponctuellement et à la demande sur le domaine public.

Néanmoins, il pourra être fait exception à cette règle pour ceux de ces ouvrages qui seraient la conséquence de changements apportés au niveau de la voie ou lorsqu'il se présenterait des circonstances exceptionnelles.

## ARTICLE 44 - PLANTATIONS RIVERAINES

Il n'est permis pas d'avoir des arbres ou des haies en bordure du domaine public routier communal qu'à une distance de 2 m pour les plantations qui dépassent 2 m de hauteur et à la distance de 0,50 m pour les autres. Cette distance est calculée à partir de la limite de la voie publique, toutes dépendances comprises.

Toutefois, les arbres, arbustes et arbrisseaux de toute espèce peuvent être plantés en espaliers, sans condition de distance, lorsqu'ils sont situés contre un mur de clôture et à l'intérieur de la propriété riveraine.

Les plantations faites antérieurement et à des distances moindres que celles prescrites ci-dessus ne peuvent être renouvelées qu'à la charge d'observer les distances fixées. Les sujets morts doivent être abattus et ne peuvent être remplacés.

Les arbres ayant un système racinaire susceptible d'endommager la voirie seront proscrits.

## ARTICLE 45 - ÉLAGAGE - ABATTAGE - DEBROUSSAILLAGE

*Articles L.114-7 et L.114-8 du Code de la Voirie Routière*

Les arbres, les branches et les racines qui avancent sur le sol des voies communales doivent être coupés à l'aplomb des limites de ces voies, à la diligence des propriétaires et fermiers.

Les haies doivent toujours être conduites de manière que leur développement du côté du domaine public ne fasse aucune saillie sur celui-ci.

PROJET

À défaut de leur exécution par les propriétaires riverains ou leurs représentants, les opérations d'élagage des arbres, branches, haies ou racines peuvent être effectuées d'office par la commune, après une mise en demeure, par lettre recommandée, non suivie d'effet aux frais du propriétaire.

À aucun moment, le domaine public routier communal ou ses dépendances ne doivent être encombrés et la circulation entravée ou gênée par diverses opérations (abattage, ébranchage, débitage...) sur les arbres situés sur les propriétés riveraines.

### ARTICLE 46 - DEPOTS DE BOIS SUR LES VOIES COMMUNALES

Lorsqu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation ou pour le maintien en bon état de viabilité de la voie communale, le Maire peut autoriser les dépôts de bois sur la voie publique, à l'exclusion de la chaussée, pour faciliter les exploitations forestières.

Ces dépôts ne doivent pas nuire au bon écoulement des eaux ni entraver le libre accès aux propriétés riveraines. À l'issue du dépôt, le permissionnaire est tenu d'évacuer les débris divers tels que croûtes de pins, écorces, rebuts de bois.

Toute dégradation causée à la voie ou à ses dépendances doit être réparée par le permissionnaire, ou, après mise en demeure non suivie d'effet, par la commune aux frais de l'intéressé. Les dépenses sont décomptées et recouvrées par voie de titre de perception.

Ces occupations temporaires sont strictement limitées à une durée et à un emplacement bien déterminé.

L'arrêté d'autorisation impose, en outre, les conditions de signalisation, de stationnement et de chargement des véhicules employés à l'exploitation et, le cas échéant, les limitations de charge de ceux-ci. La demande est transmise via le document figurant en annexe 5a).

### ARTICLE 47 - SERVITUDES DE VISIBILITE

*Articles L.114-1 à L.114-6, R.114-1 et R.114-2 du Code de la Voirie Routière*

L'application du présent règlement est, s'il y a lieu, subordonnée à celle des mesures éventuellement inscrites dans les plans de dégagement qui, dressés conformément aux dispositions du code de la voirie routière (article L.114-1), déterminent les terrains riverains ou voisins du domaine public routier communal sur lesquels s'exercent des servitudes de visibilité comportant suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal au niveau fixé par le plan ;
- l'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan ;
- le droit pour la commune d'opérer la résection des talus, remblais et de tous obstacles naturels de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

### ARTICLE 48 - EXCAVATIONS – EXHAUSSEMENTS EN BORDURE DES VOIES COMMUNALES ET ENTRETIEN DES OUVRAGES DES PROPRIETAIRES RIVERAINS

Il est interdit de pratiquer en bordure du domaine public routier communal des excavations de quelque nature que ce soit, si ce n'est aux distances et dans les conditions ci-après déterminées :

***Excavations à ciel ouvert (et notamment mares et fossés)***

Ces excavations ou fossés ne peuvent être pratiquées qu'à 15 m au moins de la limite du domaine public. Cette distance est augmentée d'un mètre par mètre de profondeur de l'excavation.

PROJET

***Excavations souterraines***

Ces excavations ne peuvent être pratiquées qu'à 15 m au moins de la limite de l'emprise de la voie.
Cette distance est augmentée d'un mètre par mètre de hauteur de l'excavation.

***Les puits ou citernes***

Les puits ou citernes ne peuvent être établis qu'à une distance d'au moins 5 m de la limite de l'emprise de la voie en agglomération et les endroits clos de murs et d'au moins 10 m dans les autres cas.
Dispositions diverses :
Les distances, ci-dessus fixées, peuvent être diminuées lorsque, eu égard à la situation des lieux et aux mesures imposées aux propriétaires, cette diminution est jugée compatible avec l'usage et la sécurité de la voie au voisinage de laquelle doit être pratiquée l'excavation.
Le propriétaire de toute excavation, située au voisinage du domaine public routier communal, peut être tenu de la couvrir ou de l'entourer de clôtures propres à prévenir tout danger pour les usagers.
Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux excavations à ciel ouvert ou souterraines qui sont régulièrement soumises à des réglementations spéciales en exécution des textes sur les mines, minières et carrières, ou autres réglementations.
Il est également interdit de pratiquer des exhaussements sans autorisation. Les exhaussements ne peuvent être autorisés qu'à 15 m de la limite du domaine public augmenté d'un mètre par mètre de hauteur de l'exhaussement.
Des prescriptions plus sévères peuvent être imposées en cas de création de digues retenant des plans d'eau surélevés par rapport à la voie.
Les propriétaires de terres supérieures ou inférieures bordant les voies communales sont tenus d'entretenir en bon état les ouvrages construits à leurs frais par eux ou pour leur compte et destinés à soutenir ou à protéger les terres.

## ARTICLE 49 - PORTES ET ENTREES CHARRETIERES

Les conditions, caractéristiques et prescriptions figurent en annexe 3 du présent règlement.

## ARTICLE 50 - TERRASSES DES CAFES ET DES RESTAURANTS

Leur installation est soumise aux règles détaillées dans les articles 8 et 10.
Le document "La charte des terrasses de Vendôme" précise les modalités de création (Annexe 6)
L'installation d'une terrasse, pour des raisons de sécurité des biens et des personnes, ne doit pas entraver l'accès aux organes de sécurité et ce 24h/24 et 7j/7.

PROJET

# TITRE IV - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

PROJET

# CHAPITRE I- GENERALITES

## ARTICLE 51 - CONDITIONS GENERALES

Aucun ouvrage, ou dispositif quelconque, ne peut être établi sur ou sous le sol du domaine public routier de la Ville de Vendôme que conformément aux dispositions respectivement contenues dans le titre d'occupation ou dans l'accord technique préalable ou la permission de voirie sur les conditions de réalisation ainsi que dans l'autorisation d'entreprendre les travaux et sous les conditions précisées dans les articles ci-après.

## ARTICLE 52 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES

*Article L.113-3 à L.113-7 du Code de la Voirie Routière*

Les présentes règles ont pour but de définir les dispositions administratives et techniques auxquelles sont soumis les travaux ou chantiers qui mettent en cause l'intégrité du domaine public communal. Ces règles s'appliquent à l'installation et à l'entretien de tous types d'ouvrages (réseaux divers, aériens, souterrains, voirie, ouvrages d'art, voies ferrées particulières, …) situés dans l'emprise des voies dont la commune est propriétaire ou gestionnaire.
Elles concernent de ce fait les travaux entrepris par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées (permissionnaires ou occupants de droit), dénommées ci-après "intervenant".

Toutes occupations ou tous ouvrages, aménagements ou travaux intéressant la circulation ou modifiant par leur nature ou leurs caractéristiques, la structure ou la géométrie de la chaussée, ou portant atteinte à l'intégrité de la voie, sont soumis à une autorisation du Maire, sauf occupants de droit. Les documents sont décrits ci-après, autorisant l'occupation et/ou les travaux, en particulier les conditions d'informations ou d'autorisations préalables du gestionnaire de la voirie communale.

# CHAPITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

## ARTICLE 53 - AUTORISATION POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL

*Articles L.113-2, L.113-3 et L.113-7 du Code de la Voirie Routière*
*Articles R.2241-1, R.3213-1 et R.4221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales*
*Article R.2122-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques*

Nul ne peut occuper le domaine public routier communal ou ses dépendances ou délaissés s'il n'a pas reçu au préalable un permis de stationnement ou une permission de voirie ou une convention d'occupation selon l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière, sauf pour les cas prévus aux articles L.113-3 à L.113-7 du Code de la Voirie Routière. L'autorisation est délivrée par la personne publique propriétaire. Pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public des collectivités territoriales, l'autorisation est délivrée dans les conditions prévues respectivement aux seconds alinéas des articles R.2241-1, R.3213-1 et R.4221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

***Le permis de stationnement***

Le permis de stationnement est un acte administratif unilatéral autorisant une personne physique ou morale à occuper un emplacement sur le domaine public pour une durée déterminée. Il s'agit d'une occupation superficielle du domaine public, sans ancrage au sol, qui n'intéresse que la liberté ou la sécurité de la circulation.

La demande de permis de stationnement doit être adressée par l'intervenant ou par son délégué au Maire de la commune de Vendôme (police municipale).

Elle doit être accompagnée des renseignements suivants :
- une fiche descriptive sur la nature, la consistance et la durée de l'occupation,
- un plan de situation et de délimitation de l'occupation,
- une note sur les contraintes prévisibles sur la sécurité et la pérennité de la circulation.

PROJET

La décision est notifiée dans un délai d'un mois. En l'absence de réponse dans ce délai, l'intervenant relancera le service gestionnaire de la voirie communale car cette absence de réponse ne vaut pas accord tacite.

La demande de permis de stationnement pour une occupation située sur une voie départementale, hors agglomération doit être adressée par l'intervenant ou par son délégué au Président du Conseil départemental.

***La permission de voirie pour occupation du domaine public***

La permission de voirie est un acte administratif unilatéral conférant à une personne physique ou morale le droit d'occuper privativement une partie du domaine public (chaussée), une dépendance ou un délaissé du domaine public, affecté à l'usage de tous.
La permission de voirie fixe les modalités d'occupation des ouvrages ou des activités qu'elle autorise, elle est précaire et révocable.

Elle est délivrée par le maire de Vendôme suite à la demande de l'intervenant pour une durée d'occupation variant selon les cas suivants :

- pour les créations ou modifications d'accès, ouvrages divers, canalisations (en dehors de celles qui font l'objet d'un accord technique préalable) : 30 ans avec reconduction expresse;
- pour les terrasses : 10 ans;
- pour les réseaux de télécommunications : pour la durée de la licence de l'opérateur;
- pour les points de vente d'hydrocarbures : 5 ans

Lorsque la permission de voirie ne peut être prorogée par reconduction expresse, son renouvellement doit être sollicité 2 mois avant la date de son échéance par l'intervenant. Ce renouvellement est instruit dans les mêmes conditions que sa délivrance.

La permission de voirie vaut obligation pour l'intervenant notamment :

- de respecter les clauses de sécurité,
- de supporter sans indemnité les gênes et les frais résultant de certains travaux,
- d'entretenir en bon état les ouvrages autorisés par la permission de voirie,
- de réparer les dommages causés à la voie,
- d'occupation personnelle,
- de remettre en état les lieux à la fin de la permission de voirie.

L'intervenant reste en tout état de cause responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de son autorisation, pour la sécurité des usagers ou des tiers.

***La convention d'occupation***

La convention d'occupation est un contrat entre la ville de Vendôme et l'intervenant. Elle est passée lorsque les installations présentent un caractère immobilier, répondent à des préoccupations d'équipements de la route et de service à l'usager, affectent l'emprise du domaine public routier communal.

La convention stipulera la nature de l'occupation, les conditions d'utilisation (administratives, techniques et financières), les modalités d'entretien, les responsabilités, la validité, le renouvellement.

Ce contrat fait l'objet d'une délibération de l'Assemblée communale.

Dans le cas où cette convention ne peut être finalisée avant le démarrage des travaux, une permission de voirie temporaire sera établie afin d'autoriser le commencement des travaux et prévoir les prescriptions techniques.

PROJET

## CHAPITRE III - DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX

### ARTICLE 54 - AUTORISATION POUR TRAVAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL

Nul ne peut exécuter des travaux sur le domaine public routier communal s'il n'a pas reçu au préalable une permission de voirie et/ou un accord technique préalable (les occupants de droits sont dispensés de permission de voirie). Ces deux actes administratifs sont distincts, même s'ils peuvent être instruits conjointement.

***La permission de voirie pour travaux***

La permission de voirie est un acte administratif unilatéral conférant à une personne physique ou morale le droit de réaliser des travaux sur le domaine public routier communal ou en limite de celui-ci. La permission de voirie fixe les modalités de réalisation et d'organisation des travaux qu'elle autorise.

Elle est délivrée par le Maire suite à la demande de l'intervenant pour la durée des travaux. En revanche, elle est précaire et révocable.
Elle peut être prolongée sur demande justifiée de l'intervenant.

Toutefois, la permission de voirie doit être utilisée dans le délai imparti et en tout état de cause, dans le délai d'un an à compter de la date de délivrance. Elle est périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.
L'arrêté autorisant l'établissement et l'entretien des lignes de communications électroniques est périmé de plein droit s'il n'est suivi d'un commencement d'exécution dans les six mois de sa date ou dans les trois mois de sa notification.

La permission de voirie vaut obligation pour l'intervenant :
- de respecter les clauses de sécurité,
- de supporter sans indemnité les gênes et les frais résultant de certains travaux,
- de réparer les dommages causés à la voie,
- de remettre en état les lieux à la fin de la permission de voirie.

La demande de permission de voirie doit être formulée auprès de la Ville de Vendôme, via le CERFA n°14023, deux mois avant le début des travaux (au minimum un mois pour travaux non programmés à courte échéance) et accompagnée d'un dossier comportant :
- une fiche descriptive des travaux,
- un plan de situation des travaux permettant de les situer par rapport à un repère connu (carrefour, pont, …),
- un plan d'exécution à l'échelle 1/500 et le cas échéant, les ouvrages à une plus grande échelle, ainsi que des profils en travers,
- un calendrier prévisionnel pour l'exécution des travaux,
- une note sur les contraintes prévisibles sur la sécurité et la pérennité de la circulation,
- le cas échéant, une note de calcul justifiant de la résistance et de la stabilité des ouvrages ou installations.

Pour faciliter la compréhension du projet, des pièces complémentaires peuvent être exigées de l'intervenant.

La décision est notifiée sous forme d'un arrêté à l'intervenant dans un délai n'excédant pas 2 mois à compter de la réception du dossier complet. En l'absence de réponse dans ce délai, l'intervenant relancera le service gestionnaire car cette absence de réponse ne vaut pas accord tacite.

L'intervenant reste en tout état de cause responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de son autorisation, pour les usagers ou les tiers.

En cas d'urgence dûment justifiée (rupture de canalisation par exemple), les travaux de réparation peuvent être entrepris sans délai, mais la ville de Vendôme doit être avisée immédiatement.

PROJET

La demande d'autorisation doit alors être remise, à titre de régularisation, dans les 24 h qui suivent le début des travaux, dans le seul cas d'une ouverture de tranchée, ce délai pouvant être porté à 48 h quand l'intervention urgente a lieu en fin de semaine ou la veille d'un jour férié.

***L'accord technique préalable***

Les occupants de droits bénéficient d'un accord technique délivré par la ville de Vendôme.

La demande d'accord technique préalable est faite par l'intervenant, en fonction de la catégorie des travaux. Considérant la date prévisionnelle de démarrage des travaux, la demande doit parvenir au service gestionnaire de la voirie *un mois avant cette date, la durée peut être réduite à 21 jours pour les branchements.*

La demande doit être faite selon le CERFA n°14023.
Pour les travaux programmables et prévisibles, cette demande doit être accompagnée d'un dossier technique comprenant :

- le motif des travaux,
- leur nature,
- leur localisation précise à l'aide de plans à une échelle suffisante. Ces plans doivent faire figurer, les noms des rues, les tracés des chaussées, trottoirs et limite de propriétés,
- la date de démarrage prévisionnelle,
- la durée nécessaire,
- l'entreprise chargée des travaux.

Pour les travaux urgents, la déclaration d'intervention doit comprendre :

- le motif des travaux,
- leur nature,
- leur localisation précise à l'aide de plans à une échelle suffisante,
- l'entreprise chargée des remblayages,
- l'entreprise chargée des réfections de chaussées.

La délivrance de cet accord est subordonnée au respect des principes suivants :

- implantation compatible avec l'affectation et l'occupation du domaine public,
- mise en œuvre des prescriptions techniques conformes au présent règlement de voirie,
- étude de fondation préalable pour les ouvrages nécessitant un ancrage dans le sol,
- maintien de zones de visibilité suffisantes,
- lisibilité du jalonnement et de la signalisation verticale et lumineuse.

L'accord technique préalable est limitatif en ce sens que les travaux qui n'y sont pas spécifiés ne sont pas autorisés.
Toute modification du projet doit faire l'objet de prescriptions supplémentaires, lesquelles peuvent entraîner des délais d'instruction dans la limite de ceux fixés pour l'instruction de la demande initiale.

En cas d'urgence dûment justifiée (rupture de canalisation par exemple), les travaux de réparation peuvent être entrepris sans délai, mais la Ville de Vendôme doit être avisée immédiatement.
La demande d'autorisation doit alors être remise, à titre de régularisation, dans les 24 h qui suivent le début des travaux, dans le seul cas d'une ouverture de tranchée, ce délai pouvant être porté à 48 h quand l'intervention urgente a lieu en fin de semaine ou la veille d'un jour férié.

## CHAPITRE III- MESURES DE COORDINATION

### ARTICLE 55 - COORDINATION DES TRAVAUX

Le Maire, par le biais de la Direction du Patrimoine, de la Voirie et de l'Efficacité Énergétique assure la coordination des travaux affectant le sol et le sous-sol des voies communales et de leurs dépendances dans les conditions définies aux articles L.115-1, L.141-10 et L.141-11 du code de la voirie routière en vue de limiter les ouvertures successives du domaine public, objectif essentiel à la fois pour la conservation et le bon entretien de la voie mais également pour limiter les nuisances, notamment aux riverains et aux usagers.

PROJET

## ARTICLE 56 - CALENDRIER DES TRAVAUX

*Articles R.115-1 à R.115-4 et R. 141-12 du Code de la Voirie Routière*

Le maire et la DPVEE établissent un calendrier de l'ensemble des travaux à exécuter sur les voies communales et le notifie aux personnes physiques ou morales ayant présenté des programmes de travaux affectant la voirie dans les conditions fixées aux articles R.115-1 à R.115-4 et R.141-12 du code de la voirie routière.

Le refus d'inscription au calendrier d'une opération fait l'objet d'une décision motivée du Maire, sauf lorsque le revêtement de la voie (chaussée, trottoirs ou zones de stationnement) a été réalisé il y a moins de trois ans. Lorsque les travaux sont inscrits à ce calendrier, ils doivent être entrepris à la date ou au cours de la période à laquelle ils ont été prévus.

## ARTICLE 57 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DE LA DEMANDE D'ARRETE DE CIRCULATION

La demande devra être adressée par l'intervenant ou par son délégué au Maire un mois au moins avant la date envisagée pour le début ou la reprise des travaux (Annexes 7a et 7b).
Les mêmes règles s'appliquent aux réparations, modifications ou substitutions d'équipements qui affectent les installations existantes et entraînent l'ouverture de la chaussée, des accotements ou des trottoirs ou sont de nature à gêner la circulation.
Le délai est réduit à quinze jours pour les branchements réalisés par les services publics de transport ou de distribution d'électricité, de gaz, les canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques déclarées d'utilité publique ou d'intérêt général, les oléoducs, les équipements de l'État visant à améliorer la sécurité routière

## ARTICLE 58 - URGENCES

*Arrêté municipal n°VV-PM23120004 réglementant la circulation et du stationnement au droit des chantiers courants et des interventions d'urgence réalisés sur le domaine public de la Ville de Vendôme du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024*

En cas d'urgence justifiée par la sécurité, la continuité du service public ou la sauvegarde des personnes ou des biens, ou en cas de force majeure, les administrations, concessionnaires de services publics ou les opérateurs autorisés en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques, visés aux articles L.113-3 à L.113-7 du Code de la Voirie Routière, peuvent entreprendre les travaux indispensables, dans les conditions indiquées dans l'arrêté permanent et le cahier de recommandations qui lui est annexé.

### *L'Avis de Travaux Urgents (ATU)*

En cas d'urgence dûment justifiée (rupture de canalisation par exemple), les travaux de réparation peuvent être entrepris sans délai, mais le Maire doit être avisé immédiatement.
Le CERFA 14523 (annexe 8a et 8b) doit alors être remise, à titre de régularisation, au service gestionnaire de la voirie dans les 24 h qui suivent le début des travaux, dans le seul cas d'une ouverture de tranchée, ce délai pouvant être porté à 48 h quand l'intervention urgente a lieu en fin de semaine ou la veille d'un jour férié.

PROJET

### ARTICLE 59 - MESURES PREALABLES VIS-A-VIS DES AUTRES OCCUPANTS DU DOMAINE PUBLIC – INFORMATION SUR LES EQUIPEMENTS EXISTANTS DÉCLARATION DE TRAVAUX (DT) – DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX DICT)

*Décret 2011-1241 "DT / DICT" du 05/10/2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution*
*Arrêté d'application du décret "DT / DICT" du 15/02/2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution*
*Articles R 554-1 à 554-9 du Code de l'Environnement*
*Arrêté du 26/10/2018 relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux*

La demande d'autorisation d'entreprendre les travaux est distincte et n'est pas à confondre avec la déclaration de projet de travaux (DT) et avec la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) instituées par le décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, auxquelles l'intervenant doit satisfaire en vue d'une part de demander aux administrations et établissements possesseurs de câbles ou de canalisations souterraines susceptibles d'exister aux lieux des travaux, toutes informations sur l'existence, l'emplacement, la profondeur de ces installations ainsi que les recommandations nécessaires et d'autre part d'informer chacun des exploitants de ces installations de l'exécution effective de travaux à proximité de ces ouvrages.

Chaque intervenant sur terrain privé ou public devra s'informer sur l'éventuelle existence d'équipement ou ouvrages aux lieux des travaux en se connectant sur le site du "guichet unique" www.reseaux-etcanalisations.ineris.fr, véritable répertoire des réseaux accessible depuis internet, permettant aux responsables de travaux de déclarer plus facilement leurs chantiers auprès des exploitants de réseaux. Le cadre réglementaire précise et renforce les responsabilités des maîtres d'ouvrages, des exécutants de travaux et des exploitants de réseaux lors de l'exécution de travaux à proximité de réseaux.

Depuis le 1er juillet 2012, les maîtres d'ouvrages et entreprises réalisant des travaux doivent consulter ce télé-service avant l'émission de toute DT et DICT. Un fond cartographique en ligne permet de dessiner les limites de l'emprise des travaux à réaliser. En retour, le télé-service propose en téléchargement :

- les coordonnées des exploitants des réseaux présents à proximité des travaux ;
- un plan avec les coordonnées géo-référencées de l'emprise du projet de travaux telles que dessinées sur la plate-forme du télé-service ;
- un fichier .XML pour la transmission dématérialisée aux exploitants de la déclaration DT/DICT ;
- le formulaire CERFA de déclaration DT/DICT partiellement pré-rempli pour chaque exploitant concerné par le projet de travaux.

## CHAPITRE IV - DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX

### ARTICLE 60 - CONSTAT PREALABLE DES LIEUX

Préalablement à tous travaux, un huissier peut être mandaté, par l'entreprise ou le concessionnaire, pour établir un état des lieux.

Le gestionnaire de la voirie ou l'intervenant peut demander l'établissement d'un constat d'état des lieux. La collectivité s'engage à y répondre dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande écrite du constat. (Annexe 9).
Passé ce délai, l'intervenant peut établir un constat unilatéral des lieux qui sera réputé accepté par le service gestionnaire de la voirie
L'intervenant peut également utiliser tout moyen (photos,…) pour déterminer l'état du domaine public avant travaux.

En l'absence du constat d'état des lieux, ces derniers sont réputés en bon état d'entretien et aucune contestation n'est admise par la suite.

PROJET

## ARTICLE 61 - DEROULEMENT DU CHANTIER

### *Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs et des tiers*

> *Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993*
> *Article L.4531-1 à L.4531-3 du Code du Travail*
> *Normes NF EN 471+A1 et NF EN 471IN1 de mars 2008*

Pour l'exécution des travaux, l'intervenant et son entrepreneur sont tenus de se conformer aux mesures particulières d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics, au respect et à l'application des principes généraux de prévention et aux mesures prises pour la police et l'organisation générale du chantier. En particulier, lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir, l'intervenant est tenu s'il y a risque de co-activité d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé aux fins de prévenir les risques de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs (infrastructures, moyens techniques, protections collectives).
Les travailleurs et personnels assimilés présents sur le domaine public communal pouvant constituer un obstacle à la circulation automobile doivent être équipés d'équipements de protection individuelle (E.P.I.) et en particulier de vêtements de visualisation à haute visibilité de classe 2 conformes aux normes NF EN 471+A1 et NF EN 471IN1 de mars 2008 appropriés aux travaux réalisés et aux conditions atmosphériques, homologués et titulaires du marquage "CE".

### *Prescriptions générales*

L'intervenant est responsable de son intervention conformément au présent règlement.
Il doit transmettre une copie des prescriptions techniques à son exécutant, ainsi qu'une copie du présent règlement.
L'intervenant a obligation de solliciter des entreprises de travaux publics détentrices d'une carte professionnelle, lorsqu'elle est légalement rendue obligatoire au titre des articles L. 8291-1 et suivant du Code du Travail, et en mesure de justifier leurs aptitudes en matière de voirie. Ces capacités sont détaillées dans le référentiel édité par la Fédération Nationale des Travaux Publics.
Le respect des prescriptions techniques pour les réfections de voirie peut être contrôlés par la DPVEE à son initiative.
L'intervenant demeure responsable, dans le cadre des délais réglementaires en vigueur en matière de garantie, de ses travaux et des désordres occasionnés à la voirie ou ses équipements.
En cas de non-conformité des travaux aux prescriptions édictées par le conseil municipal, l'intervenant est mis en demeure d'exécuter les travaux de remise en état à ses frais et dans un délai préalablement déterminé.

## ARTICLE 62 - DECOUVERTES ARCHEOLOGIQUES

> *Articles L 531-14 et L. 541-1 du Code du Patrimoine*
> *Article 552 du Code Civil*

L'intervenant et son entreprise sont tenus de déclarer immédiatement au maire toute mise à jour de monuments, ruines, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique, et de se conformer aux mesures de conservation prescrites par l'administration.

PROJET

## ARTICLE 63 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les tranchées doivent être réalisées à l'endroit de la voie qui perturbe le moins possible sa gestion et celle des équipements déjà existants. Dans la mesure du possible, elles sont implantées dans les zones les moins sollicitées.
Sur les chaussées neuves ou renforcées depuis moins de 3 ans, seuls les travaux non prévisibles au moment de l'élaboration du calendrier et les travaux urgents seront autorisés.
Le fonçage ou le forage ou plus généralement un mode de creusement du sol ne nécessitant pas d'ouverture de tranchée sera, dans la mesure du possible, à privilégier.
Des dérogations particulières peuvent être accordées au cas par cas et assorties de prescriptions spécifiques.

## ARTICLE 64 - PROTECTION DES PLANTATIONS

> *Articles 322-1 et 322-2 du Code Pénal*
> *Norme NF P98-332 Règles de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux – Février 2005*

Lors de l'exécution de chantiers sur le domaine public routier communal, les intervenants sont tenus de respecter les spécifications pour la protection des arbres définies et telles qu'indiquées dans la norme NF P98-332.

Il est interdit de porter atteinte à l'intégrité des arbres situés sur le domaine public routier communal. En particulier, il est interdit de planter des broches dans les arbres, de les utiliser comme support de lignes, de câbles ou de matériaux de construction, ainsi que pour amarrer ou haubaner des échafaudages, poser des plaques indicatrices de toute nature, des affiches et autres objets. L'intervenant devra prévoir dans l'organisation de son chantier, le respect des mesures de protection des végétaux définies dans le présent règlement. Les mutilations et suppressions d'arbres sur les voies publiques sont réprimées par les articles 322-1 et 322-2 du nouveau Code Pénal.

### *Protection des troncs*

Pour tout chantier réalisé dans un périmètre de 2 m autour d'arbres communaux, la mise en place d'un dispositif de protection physique des troncs est obligatoire.

### *Protection du sol*

Le passage d'engins lourds dans la zone de développement racinaire qui correspond à la projection de la couronne au sol doit faire l'objet d'une protection.
Durant les travaux, aucun dépôt ou stockage de matériaux ne devra être réalisé au pied de l'arbre.

### *Protection des branches*

L'intervenant devra adapter l'organisation de son chantier afin de ne pas casser, arracher ou mutiler des branches d'arbres du domaine public communal. En cas de gêne pour les déplacements d'engins ou l'installation du chantier, l'intervenant devra faire une demande avant le démarrage du chantier au service gestionnaire de la voirie communale pour la taille des branches gênantes. Le coût de ces travaux sera à la charge de l'intervenant. La taille demandée par l'intervenant ne sera pas réalisée si elle est jugée trop mutilante pour l'arbre ou non nécessaire à l'exécution du chantier. L'intervenant ne doit en aucune manière réaliser ou faire réaliser cette intervention de sa propre initiative.

PROJET

***Protection des racines***

Lorsque la distance entre le bord de la fouille (ou d'une tranchée) et le bord du tronc est inférieure ou égale à 3 m :

- les travaux doivent être effectués de préférence entre novembre et mars, et à défaut entre juillet et novembre,
- pendant les périodes de gel, la paroi de la fouille doit être protégée par une bâche plastique doublée,
- dans le cas de fouilles ou tranchées restant ouvertes plus de 5 jours, il est demandé à l'intervenant la pose d'un film étanche afin de conserver l'humidité du sol autour des racines.

Si de tels travaux devaient intervenir pour des raisons impérieuses entre mars et octobre, un arrosage devra être mis en place afin de maintenir l'humidité du sol. Sans autorisation, les racines dont le diamètre dépasse 5 cm ne doivent pas être coupées. Si ce fait arrivait accidentellement, le service gestionnaire de la voirie doit en être averti dans les meilleurs délais.

## ARTICLE 65 - CIRCULATION ET DESSERTE RIVERAINES

*Articles R.1334-36 et R.1334-37 du Code de la Santé Publique*
*Articles L541-1 à L541-3, L571-1, L571-2 et L571-6 du Code de l'Environnement*
*Loi n°91-663 du 13 juillet 1991*
*Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 modifiée relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement*
*Décret n°95-79 du 23 janvier 1995, les arrêtés du 12 mai 1997 relatifs à la limitation des émissions sonores des divers matériels de chantier*
*Décret n°2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics*

***Propreté et tenue du chantier***

L'intervenant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux cause le moins de gêne possible aux usagers et aux autres occupants du domaine public routier de Vendôme. Il doit s'attacher à assurer la liberté de la circulation et la protection des piétons et des personnes à mobilité réduite.
Les matériels et engins utilisés doivent être adaptés aux travaux, maintenus en bon état de marche et conformes aux homologations relatives au bruit admissible.
Il doit également veiller à ce que la desserte des propriétés riveraines, l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité, l'écoulement des eaux de la chaussée et de ses ouvrages annexes et d'une façon générale, le fonctionnement des réseaux des services publics, le ramassage des déchets ménagers et la circulation des véhicules de secours soient préservés.
Il doit veiller encore à ce que les véhicules transportant des déblais soient correctement chargés afin de ne rien laisser tomber sur les voies communales et à ce que les roues de ces véhicules n'entraînent pas sur leur parcours des boues et des terres souillant les chaussées et les rendant dangereuses et il doit procéder le cas échéant aux nettoyages nécessaires.
Il doit veiller enfin à l'élimination des déchets de chantier dans les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur ainsi qu'au maintien en bon état du mobilier urbain et des équipements de signalisation et de sécurité présents dans l'emprise et à proximité des travaux.
Il doit également libérer les lieux, replier ses installations de chantier et ses dépôts de matériaux dès la fin du chantier.
Le chantier et son environnement direct devront être nettoyés régulièrement et en tant que de besoin et débarrassés des déchets afin d'assurer un état de propreté convenable pendant toute la durée des travaux.
Aucun stockage de déchets de déblais ne sera toléré en dehors de l'emprise du chantier, sauf autorisation du gestionnaire de voirie. L'enlèvement des matériaux se fera au fur et à mesure. Dans l'éventualité où l'intervenant souille la voie publique, il devra au plus vite mettre en œuvre les moyens appropriés pour la nettoyer. En cas d'inaction, la Ville de Vendôme se substituera à l'intervenant aux frais de celui-ci après mise en demeure non suivie d'effet, sauf caractère d'urgence.
La préparation des matériaux à même le sol de la voie publique est totalement proscrite, celle-ci doit être efficacement protégée avant toute préparation. Le stockage des matériaux sur la voie publique est interdit, l'intervenant doit s'approvisionner en matériaux au fur et à mesure.

PROJET

***Piétons et chantiers urbains***

*Arrêté du 15/01/2007 modifié le 18/09/2012*
*Décrets n°2006-1657 et n°2006-1658 du 21/12/2006*

L'intervenant veillera à maintenir l'accessibilité de la voirie à tous, y compris aux Personnes à Mobilité Réduite.
L'intervenant devra prendre toutes les dispositions nécessaires et suffisantes pour assurer la libre circulation des piétons en toute sécurité et en conformité avec la réglementation en vigueur.
Toutes les émergences en saillie devront être ainsi traitées.
De même, l'intervenant tâchera d'éviter les obstacles isolés.
Pour les passerelles provisoires placées au-dessus des tranchées, elles devront être munies de garde-corps ou d'autres systèmes assurant la sécurité pour l'accès aux entrées charretières et piétonnes.
Si le passage des piétons est assuré sous un échafaudage, il devra être clairement signalé, être protégé par un toit solide et étanche mis en place au 1er niveau et ne comporter aucun élément susceptible de gêner le cheminement. La hauteur sous l'échafaudage ne doit pas être inférieure à 2,50m ou exceptionnellement à 2,30m sur une longueur inférieure à 2m. Les parties basses des échafaudages seront protégées par un entourage en mousse dans les zones fréquentées par les piétons.
Exceptionnellement, la circulation des piétons pourra être autorisée sur le bord de la chaussée. Si elle est séparée de celle des automobilistes par des barrières de protection et sous réserve de l'aménagement d'un passage présentant toutes garanties de solidité et de stabilité, dans ce cas une signalisation de jalonnement et un éclairage devront être prévus.

## ARTICLE 66 - SIGNALISATION DES CHANTIERS

*Instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I - 8ème partie*

L'intervenant doit prendre de jour et de nuit, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public routier communal et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation, alternats, etc.), conformément à la réglementation en vigueur et notamment aux règles fixées par la 8éme partie du Livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, et aux dispositions ayant reçu l'accord du maire.
Ce dernier peut, en cours de chantier, prescrire toute modification de ces mesures commandées par les conditions de circulation.
L'intervenant peut être tenu responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
La signalisation temporaire doit être adaptée aux circonstances qui l'imposent, afin d'assurer la sécurité des usagers et du personnel, sans contraindre de manière excessive la circulation publique par des réductions importantes de la capacité de la route.

L'intervenant doit mettre en place une signalisation d'approche installée en amont de la zone de travaux, qui prévient les usagers du domaine public routier communal et une signalisation de position qui délimite l'emprise des travaux et constitue une barrière physique de protection pour les usagers et les intervenants.
Si nécessaire, l'intervenant placera une signalisation de fin de prescription en aval du chantier et/ou une signalisation directionnelle.
La signalisation provisoire doit être maintenue tout au long du chantier jusqu'au rétablissement de la signalisation définitive.
Dans le cas où l'arrêté de circulation prévoit la mise en place d'une signalisation lumineuse, l'installation et le fonctionnement des feux tricolores sont à la charge de l'intervenant. Il sera procédé dès la mise en place du chantier aux essais et réglages des feux dont le fonctionnement régulier doit être assuré en permanence.
Sauf accord du gestionnaire de la voirie, la signalisation temporaire ne doit masquer les panneaux en place ou les plaques du nom de rues.

PROJET

### ARTICLE 67 - IDENTIFICATION DE L'INTERVENANT

Tout chantier doit comporter à ses extrémités, d'une manière apparente, des panneaux identifiant l'intervenant et indiquant son adresse, la date de l'autorisation d'entreprendre les travaux, la nature et la durée de ceux-ci. Ces panneaux servent également, le cas échéant, à l'affichage de l'arrêté de circulation pour restreindre les conditions de circulation au droit du chantier. Ils ne peuvent en aucun cas être utilisés comme support de publicité commerciale par l'intervenant.

### ARTICLE 68 - INTERRUPTION DES TRAVAUX

Les nuits, les samedis, les dimanches, les jours fériés et, d'une manière générale, pendant tous les arrêts de chantier d'une durée inférieure à quarante-huit heures, toutes dispositions doivent être prises pour rendre à la circulation, sinon la totalité, du moins la plus grande largeur possible de la chaussée.
Dans le cas où une suspension, ou un arrêt prolongé, supérieur à quarante-huit heures est envisagé pour quelque cause que ce soit, les tranchées doivent être couvertes par un dispositif offrant toutes garanties à la circulation, ou comblées, et la chaussée reconstituée provisoirement avant l'arrêt du chantier, afin de rendre à la circulation normale toute la largeur de la chaussée.
Des adaptations seront envisageables selon les conditions de circulation et la géométrie des voies à l'appréciation du gestionnaire de la voirie.

### ARTICLE 69 - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Aussitôt après l'achèvement de leurs travaux les intervenants sont tenus d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances, de rétablir dans leur premier état les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation de chantier.

### ARTICLE 70 - RECEPTION

Lorsque les travaux sont réalisés, l'intervenant est tenu de faire parvenir au service gestionnaire de la voirie le procès-verbal de réception ou l'avis d'achèvement des travaux (annexe 10). L'ouvrage restera sous la responsabilité de l'intervenant jusqu'à réception de l'un de ces deux documents par le service gestionnaire de la voirie.
Le procès-verbal de réception mentionnera que la réalisation des travaux est conforme au regard de la permission de voirie ou de l'accord technique délivré. Il précisera l'implantation et les dimensions de la tranchée, son mode d'ouverture et de comblement, ainsi que la coupe de la tranchée faisant apparaitre les différents matériaux et leur épaisseur. Il fera état des incidents survenus pendant le chantier et le résultat des contrôles effectués y sera annexé.

### ARTICLE 71 - GARANTIE

La durée de garantie pour les réfections définitives immédiates est de 1 an. Elle court à compter de la réception du procès-verbal de réception ou de l'avis d'achèvement des travaux.
Ladite garantie porte sur l'absence de déformation, de fissuration, d'ouverture des joints et de la bonne tenue générale de la couche de roulement et/ou du revêtement.
L'intervenant reste responsable des réfections définitives immédiates durant la période de garantie et devra à ce titre assurer lui-même la surveillance et la réparation sans délai de celles-ci si nécessaire.

### ARTICLE 72 - RESPONSABILITE DE L'INTERVENANT

Sauf faute de la victime, fait d'un tiers ou cas de force majeure, la responsabilité de l'intervenant pourra être recherchée pour tous les accidents et dommages aux tiers et aux ouvrages publics et privés qui peuvent se produire du fait de l'existence de son chantier.
Il lui appartient de s'assurer de l'absence de tous risques présentés par l'exécution de ses travaux.

PROJET

### ARTICLE 73 - INTERVENTION D'OFFICE

*Code de la voirie routière, art. R 141-16.*

Lorsque les travaux ne sont pas conformes aux prescriptions édictées, l'intervenant sera mis en demeure d'intervenir par la Ville de Vendôme dans les délais prescrits par celle-ci, en concertation avec l'intervenant. En cas de manquement de la part de l'intervenant, et après mise en demeure écrite non suivie d'effet, les travaux de remise en état du domaine public routier seront réalisés à l'initiative de la Ville de Vendôme et facturés à l'intervenant.
La Ville de Vendôme pourra intervenir également d'office, sans mise en demeure préalable, lorsque le caractère d'urgente nécessité pour le maintien de la sécurité routière est avéré. Les travaux sont réalisés aux frais de l'intervenant défaillant.

## CHAPITRE V - CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES OUVRAGES SOUS LE SOL DU DOMAINE PUBLIC

### ARTICLE 74 - PROFONDEUR DES TRANCHEES

*Norme NF C11-201 Réseaux de distribution publique d'énergie électrique - Octobre 1996*
*Norme NF P98-331 Tranchées : ouverture, remblayage, réfection – Août 2020*
*Norme NF P98-332 Chaussées et dépendances - Règles de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux – Février 2005*

La distance entre la génératrice supérieure de la canalisation, du câble ou de sa gaine de protection, et le niveau de la chaussée, de l'accotement ou du trottoir sera au minimum égale à 1 m, sauf réglementation spécifique pour :

- les canalisations d'électricité, 0,65 m sous le trottoir et 0,85 m sous chaussée,
- les canalisations de gaz, 0,70 m sous trottoir et accotement si la pression est inférieure à 4 bars, pour les autres valeurs se référer à la norme NF P98-331,
- les canalisations de télécommunication, 0,60 m sous accotement et 0,80 m sous chaussée.

Sauf impossibilité technique pour les branchements ou raccordements riverains (réseau affleurant).

### ARTICLE 75 - CANALISATIONS TRAVERSANT LA CHAUSSEE

Les tranchées transversales, lorsqu'elles sont autorisées, seront exécutées autant que possible par demi-largeur de chaussée.

Les tranchées transversales seront réalisées, sauf impossibilité technique, perpendiculairement à l'axe de la voie.

### ARTICLE 76 - DISPOSITIONS TECHNIQUES

Les canalisations et conduites longitudinales doivent être placées sous l'accotement ou sous le trottoir le plus loin possible de la chaussée, sauf dans le cas d'impossibilité technique dûment constaté.

Le fonçage ou le forage dirigé seront privilégiés, sauf impossibilité technique ou surcoût excessif démontrés et impératif de sécurité sur les voies communales à fort trafic ou les chaussées ayant fait l'objet de réfection depuis moins de 3 ans.

En cas d'impossibilité technique de positionner les réseaux comme indiqué dans le dossier d'accord technique ou de permission de voirie, le concessionnaire doit en référer au gestionnaire pour déterminer le nouveau positionnement du réseau.

PROJET

Le maire peut, à tout moment, exiger le déplacement aux frais de l'occupant de tout ouvrage qui, ne respecte pas, tant en plan qu'en altitude, l'implantation prescrite, aurait été jusque-là toléré. Ce déplacement doit être notamment exigé lorsque la présence d'ouvrages souterrains mal implantés empêche la construction d'un autre ouvrage à l'emplacement adéquat ou conduit, soit immédiatement, soit à terme, à établir des ouvrages ou parties d'ouvrage sous la chaussée.

### ARTICLE 77 - EXECUTION DES TRANCHEES

L'utilisation d'engins dont les chenilles ne sont pas équipées spécialement pour n'apporter aucun dégât aux chaussées est formellement interdite. Par ailleurs, tous les points d'appui au sol des engins autres que les roues munies de pneumatiques doivent être munis de patins de protection afin d'éviter la détérioration des revêtements des chaussées et trottoirs.

Les tranchées transversales doivent être ouvertes de manière à n'engager qu'une seule voie de circulation dans la mesure où la largeur de la route le permet, de façon à ne jamais interrompre la circulation.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. Lorsque la largeur de l'accotement ou du trottoir est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour le stationnement des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Les fouilles longitudinales ou transversales doivent être étayées et blindées dans les conditions prévues par la réglementation pour éviter les éboulements et ce, quelles que soient les intempéries et en tenant compte des effets de la circulation.

Les déblais issus des fouilles seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la voirie.

### ARTICLE 78 - LONGUEUR MAXIMALE DE TRANCHEE A OUVRIR

> *Instruction interministérielle sur la signalisation routière (IISR)*
> *Circulaire 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier sur le réseau national*
> *Guide technique « Signalisation temporaire - Manuels du chef de chantier » plusieurs volumes - CEREMA*
> *Guide technique « Signalisation temporaire : les alternats » - CEREMA 2000*
> *Norme NF P98-331 Tranchées : ouverture, remblayage, réfection – Août 2020*

Lorsque la circulation est maintenue sur la chaussée à proximité de laquelle est ouverte une tranchée, la longueur maximale à ouvrir est égale à celle que l'entreprise est capable de refermer en fin de journée.

Si la tranchée est située dans l'emprise de la chaussée et que, de ce fait, il y a réduction du nombre de voies de circulation, cette longueur pourra être adaptée en fonction du système d'alternat utilisé et du trafic de la voie, selon les prescriptions de la réglementation en vigueur, et notamment celles définies par le guide technique du CEREMA sur les alternats.

Le comblement des fouilles doit intervenir aussi rapidement que possible, pour éviter la décompression des terres. Il s'effectuera au fur et à mesure de l'avancement des travaux et dans la mesure du possible ne devra pas dépasser les 72 heures.

Les dispositions ci-dessus ne concernent pas certains ouvrages gaz et d'adduction d'eau potable pour lesquels il est nécessaire, après déroulage des canalisations, d'effectuer un contrôle d'étanchéité sur la totalité du linéaire.

### ARTICLE 79 - FOURREAUX OU GAINES DE TRAVERSEES

La mise en place d'une gaine ou d'un fourreau pourra être imposée aux traversées de chaussée par une canalisation ou un câble. Les alvéoles spécifiques aux télécommunications sont considérées comme de tels fourreaux.

PROJET

La Ville de Vendôme peut imposer la mise en place d'une gaine ou d'un fourreau aux traversées de chaussée par une canalisation ou un câble. Les alvéoles spécifiques aux télécommunications sont considérées comme tels fourreaux.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux occupants de droit du domaine public.

Un grillage avertisseur sera posé par-dessus l'ouvrage à une hauteur suffisante pour sa protection conformément à la norme NF P 98-332 "Règles de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux".
Conformément aux normes en vigueur, le grillage sera de couleur appropriée aux travaux :

- eau potable : bleu
- assainissement : marron
- télécommunications : vert
- électricité : rouge
- gaz : jaune
- réseau câblé : blanc

### ARTICLE 80 - DECOUPE DE LA CHAUSSEE

Les bords de la zone d'intervention effective doivent être préalablement entaillés par tout moyen permettant d'éviter la détérioration du revêtement et du corps de chaussée en dehors de l'emprise de la fouille et permettant d'obtenir une découpe franche et rectiligne. Un rabotage de 0,10 m de part et d'autre devra être effectué, l'épaisseur sera définie suivant celle du revêtement existant afin de créer un épaulement correct.

### ARTICLE 81 - ÉLIMINATION DES EAUX D'INFILTRATION

Dans toutes les chaussées en pente, il sera prévu au minimum un exutoire autant que nécessaire afin d'éliminer les eaux que cette tranchée est susceptible de drainer.

### ARTICLE 82 - REMBLAYAGE DES FOUILLES

> *Guide technique "Remblayage des tranchées et réfection des chaussées" - SETRA 1994*
> *Norme NF P98-331 Tranchées : ouverture, remblayage, réfection – Août 2020*
> *Norme NF C11-201 Réseaux de distribution publique d'énergie électrique - Octobre 1996*

Les règles techniques de remblayage et de compactage des tranchées sont définies par les documents généraux suivants :

- Guide technique sur le remblayage et la réfection des tranchées publié en mai 1994 par le service études et travaux des routes et autoroutes (SETRA) et le laboratoire central des ponts et chaussées (LCPC) et les compléments de ce guide,
- Norme française NF P 98-331 (Tranchées : ouverture, remblayage, réfection) éditée par l'AFNOR en février 2005,
- Norme française NF P 98-115 (Assises de chaussées - Exécution des corps de chaussées : Constituants, composition des mélanges et formulation - Exécution et contrôle) éditée par l'AFNOR en mai 2009,
- Norme française NF P 11-300 (Classification des matériaux utilisables dans la construction des remblais et des couches de forme d'infrastructures routières – Exécution des terrassements).
- Norme européenne NF EN 13108-1 (Enrobés bitumineux) éditée par l'AFNOR en février 2007
- Le remblayage des tranchées est soumis à une obligation de résultat qui se traduit par l'obtention des qualités de compactage indiquées dans l'annexe 11 du présent règlement. La Direction du Patrimoine, de la Voirie et de l'Efficacité Énergétique joindra à l'autorisation de voirie la ou les coupe(s) type(s) à mettre en œuvre pour les travaux projetés. Une coupe de tranchée spécifique pourra être imposée selon les cas, en conformité avec les normes en vigueur.

PROJET

Le compactage des matériaux de remblai sera réalisé par couche en respectant les prescriptions en vigueur. L'épaisseur des couches et l'énergie du compactage seront adaptées en fonction du type de compacteur utilisé et de la classification normalisée des matériaux. Le compactage devra être homogène de façon à éviter un comportement différentiel des matériaux sous trafic. En cas d'affouillements latéraux accidentels, une nouvelle découpe de la chaussée ou du trottoir est nécessaire pour assurer le compactage des matériaux sous-jacents.

Les résultats de contrôles d'épaisseur et de compactage pourront être demandés par la Direction du Patrimoine, de la Voirie et de l'Efficacité Énergétique. Ils devront alors être transmis au service concerné avant la réalisation des réfections. En cas de doute, la collectivité pourra également procéder à des essais. Tout défaut de mise en œuvre nécessitera une reprise de la zone concernée par l'intervenant, avec possibilité d'intervention d'office.
Il est interdit de laisser dans les fouilles des corps métalliques déchets de chantier (autres qu'ouvrages), chutes de tuyaux, morceaux de bouche à clé etc., afin de ne pas perturber une éventuelle détection magnétique ultérieure.
Le remblayage des canalisations de gros diamètre et des tronçons comportant des joints sera effectué avec le plus grand soin, notamment en ce qui concerne le compactage des matériaux d'enrobage.
À la remise sous circulation de la tranchée, le chantier est réputé en état de réception. Le gestionnaire se réserve alors le droit de faire exécuter des contrôles, qui, en cas de résultats non conformes, seront à la charge de l'intervenant.

Matériaux Auto-Compactants (MAC) :
L'utilisation de Matériaux Auto Compactant MAC Non Essorables (NE) est autorisée et est à privilégier dans le cas de tranchées ne pouvant être remblayées avec des matériaux non liés notamment dans les zones à forte densité de réseaux et pour les mini et micro-tranchées. Dans ce dernier cas, à défaut de pouvoir positionner un grillage avertisseur, le remblayage des mini et micro-tranchées sera obligatoirement réalisé avec un MAC NE teinté dans la masse de la couleur correspondant à la nature du réseau.

## ARTICLE 83 - RECONSTITUTION DU CORPS DE CHAUSSEE

*Articles R.141-13 à R.141-21 du Code de la Voirie Routière*

### *Réfection définitive*

Il s'agit de la remise en état des chaussées et des trottoirs dans leur structure prescrite à titre définitif.
L'intervenant devra se conformer aux prescriptions figurant dans l'annexe 11 du présent règlement, conforme à la norme NF P98-331.
L'ensemble des prescriptions techniques est rappelé lors de la délivrance de la permission de voirie ou de l'accord technique préalable.

### *Réfection provisoire*

La réfection provisoire sera utilisée à titre exceptionnel et pourra être décidée par la DPVEE en concertation avec l'intervenant. Cela consiste à établir une structure de chaussée en partie provisoire en attente de la réfection définitive. Elle doit rendre le domaine public routier utilisable sans danger.
L'ensemble des prescriptions techniques est rappelé lors de la délivrance de la permission de voirie ou de l'accord technique préalable.
L'intervenant devra intervenir immédiatement dès sa connaissance, pour tout problème de tassements, nids de poule, ou déformations pouvant être cause de danger ou d'insécurité pour les usagers et riverains des voies concernées.

Si la réfection définitive est reportée, une réfection provisoire doit être réalisée pour tout ou partie d'un chantier en activité, en attente de la réfection définitive. Elle comprend notamment la mise en place jusqu'au niveau définitif de la chaussée d'un revêtement de surface dont la cohésion ne peut être altérée par le passage des piétons, des véhicules ou par des intempéries. Ce revêtement est choisi en fonction de la nature de la voie (trafic …) et doit être soumis pour validation à la Direction du Patrimoine, de la Voirie et de l'Efficacité Énergétique, gestionnaire de la voirie. L'entretien de la réfection provisoire incombe à l'intervenant jusqu'à la réfection définitive. Une signalisation adaptée devra également être mise en place.

PROJET

Le délai entre la réfection provisoire et la réfection définitive ne peut excéder 1 an (article R. 141-13 du Code de la Voirie Routière).

Les travaux de remise en état définitive de la chaussée, de ses abords, des ouvrages et de la signalisation horizontale sont exécutés par l'intervenant à ses frais selon un planning approuvé par la Direction du Patrimoine, de la Voirie et de l'Efficacité Énergétique et selon les prescriptions suivantes :

- Le revêtement de réfection doit former une surface plane régulière et se raccorder sans discontinuité aux revêtements en place.
- La réfection doit être de forme géométrique simple (rectangle, carré, triangle). Les redans sont interdits.
- la bande comprise entre le bord de la tranchée et la limite de propriété, la bordure ou le caniveau est reprise lorsque le bord de la tranchée se trouve à une distance inférieure à 0,50 m sur chaussée ou 0,30 m sur trottoir de la limite de propriété, de la bordure ou du caniveau,
- la bande comprise entre le bord de la tranchée et le joint de reprise d'une tranchée précédemment réalisé est reprise si celui-ci est à moins de 0,40 m
- la totalité du trottoir est reprise pour les tranchées supérieures aux 2/3 de la largeur des trottoirs,
- un étanchement des raccords est réalisé par la mise en œuvre d'un joint de fermeture à l'émulsion (granulats 0/4 et émulsion au bitume à 69%)

***Revêtements spécifiques :***

La reconstitution de surfaces en pavage, dallage, résine ou béton est précisée dans l'annexe 12.

Lorsque ces travaux sont réalisés, la réception est prononcée en présence de la Direction du Patrimoine, de la Voirie et de l'Efficacité Énergétique, gestionnaire de la voirie. La date de la réception est le point de départ du délai de garantie de 1 an. Cette réception n'est opposable que si elle a été effectuée contradictoirement avec la Direction du Patrimoine, de la Voirie et de l'Efficacité Énergétique.
Si les réserves émises durant le délai de garantie de 1 an ne sont pas levées à l'expiration du délai, celui-ci pourra être étendu à 2 ans.
Lorsque postérieurement à la remise en état définitive mais avant que soit expiré le délai de garantie, des dégradations surviennent du fait des travaux exécutés par l'intervenant, la Direction du Patrimoine, de la Voirie et de l'Efficacité Énergétique procède aux réfections nécessaires après en avoir avisé l'intervenant par lettre recommandée. Ces réfections sont à la charge exclusive de ce dernier, à moins qu'il n'apporte la preuve que sa responsabilité ne peut être engagée. Les sommes dues à ce titre sont recouvrées dans les formes habituelles.
En matière de réfection de chaussée, la responsabilité de l'intervenant est dégagée à l'issue du délai de garantie, sauf malfaçon ou vice caché en application des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil.

***Remise en état de la signalisation et de la circulation***

À la fin des travaux et sans délai, tous les équipements de la voie ainsi que la signalisation horizontale et verticale doivent être rétablis à l'identique. Ces travaux de remise en état de la voie publique et de ses dépendances sont effectués aux frais de l'intervenant, conformément aux dispositions du présent règlement et dans les délais prescrits dans la permission de voirie.
Les marquages au sol doivent être réalisés avec des produits homologués et conformes aux textes réglementaires sur la signalisation routière.
En cas de non-exécution par les intervenants et après mise en demeure, la Ville de Vendôme réalisera ces travaux de remise en état aux frais de l'intervenant.
Concernant la remise en état des équipements de signalisation lumineuse ou de régulation du trafic, l'intervenant doit s'adresser à la DPVEE.
Le délai nécessaire à la prise des matériaux devra être respecté avant la remise en circulation et il conviendra notamment de prévoir le matériel permettant d'interdire l'accès aux zones.

PROJET

### *Remise en état de la chaussée suite au marquage des réseaux*

L'article R. 554-27 du Code de l'Environnement stipule "pour chacun des ouvrages souterrains en service identifiés, le responsable du projet procède ou fait procéder, sous sa responsabilité et à ses frais, à un marquage ou un piquetage au sol permettant, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de l'ouvrage et, le cas échéant, la localisation des points singuliers, tels que les affleurants, les changements de direction et les organes volumineux ou présentant une sensibilité particulière".
Il résulte de cette obligation, la réalisation au sol de multiples marques qui perdurent dans le temps, générant des pollutions visuelles bien au-delà des interventions des concessionnaires.
De même qu'il incombe au maitre d'ouvrage de réaliser ou de faire réaliser des marquages de réseaux, il incombe également au maitre d'ouvrage de veiller à leur effacement, excepté s'il utilise une peinture dégradable.
En fonction de l'organisation de ces derniers, l'effacement pourra se faire soit par un concessionnaire, soit par l'ensemble de concessionnaires intervenant sur une même zone.

## ARTICLE 84 - PASSAGE SUR OUVRAGE D'ART

### *Principes généraux*

Le passage de nouveaux réseaux est interdit dans les ouvrages, excepté lorsque des réservations sont disponibles. Il s'agit en effet de supprimer les risques de destruction ou de blessure des renformis en béton et des couches d'étanchéité.
L'ouverture d'une tranchée sur un ouvrage (chaussée, accotements) est interdite ainsi que toute démolition de trottoirs.

### *Investigations préalables*

Avec l'accord préalable du service gestionnaire de la voirie, l'intervenant devra rechercher ou faire rechercher les réservations éventuelles prévues sur l'ouvrage à traverser. Les reconnaissances préalables nécessaires seront effectuées à la charge du propriétaire du réseau sous le contrôle du service gestionnaire de la voirie communale.
Si des réservations sont disponibles, comme par exemple des fourreaux vides dans les caniveaux techniques ou sous trottoirs bétonnés, des supports ou "chemins de câbles existants déjà sur la structure de l'ouvrage, celles-ci pourront être utilisées sous réserve de préserver l'intégrité des superstructures de l'ouvrage (étanchéité et revêtement notamment).
Dans tous les cas, un dossier technique complet devra être transmis pour avis au service gestionnaire de la voirie afin d'évaluer la faisabilité du passage du réseau. Celui-ci comprendra à minima une note technique décrivant le résultat des investigations préalables, un plan d'implantation, les modes opératoires envisagés, des schémas de détail côtés du projet et les mesures de remise en état.

### *Fonçage dirigé*

S'il n'existe pas de réservation disponible pour franchir un pont, ponceau, passage hydraulique en maçonnerie ou lorsqu'il est situé à proximité d'un mur de soutènement, le réseau devra passer en dehors de l'ouvrage.
Dans tous les cas, le passage en fonçage dirigé ne sera autorisé qu'à une distance supérieure à 10 m de tout élément ou partie de structure d'un ouvrage d'art. En cas d'impossibilité technique, le Département pourra autoriser au cas par cas d'autres prescriptions techniques.
Lorsqu'un mur de soutènement est concerné dans la zone d'intervention, le réseau devra se situer à une distance supérieure à 2 m du mur.

### *Cas exceptionnels-modalités particulières de passage*

Dans des cas très exceptionnels et sur production d'une étude justifiant de la faisabilité du passage des réseaux dans l'ouvrage, le Département pourra autoriser ce passage. L'intervenant supportera alors l'ensemble des coûts induits par les prescriptions techniques du service gestionnaire de la voirie communale pour le passage des réseaux dans l'ouvrage, ainsi que pour toutes les suggestions nécessaires à la préservation et aux caractéristiques mécaniques de l'ouvrage.

PROJET

Une dérogation pour passer en encorbellement pourra très exceptionnellement être admise en fonction de la nature du réseau, de la fonction et de la nature de l'ouvrage.

Pour cela l'intervenant devra :

- démontrer que la solution d'implantation en dehors de l'ouvrage n'est pas réalisable techniquement,
- produire une étude de faisabilité établissant clairement que l'ouvrage présente des caractéristiques adaptées, fixant les dispositions particulières pour accrocher le réseau à la structure (pas de percement dans la structure notamment) et son raccordement aux abouts de pont, et précisant les précautions qui seront prises pour éviter qu'il ne provoque la dégradation du pont ; l'étude en question devant être faite par un bureau d'études spécialisé.

Par ailleurs, le réseau accroché à l'extérieur de l'ouvrage devra permettre l'entretien normal de la structure de l'ouvrage et son fonctionnement mécanique (dilatation).

Toutes les remises en état nécessaires suite aux travaux suivront les prescriptions du service gestionnaire de la voirie et seront à la charge de l'intervenant.

***Gestion ultérieure***

Concernant les ouvrages d'art, le gestionnaire de réseaux de fluides établis dans leurs passages de service (sous trottoir) ou accrochés à leurs structures sont tenus de les surveiller et de les entretenir régulièrement et, en tout état de cause, au moins une fois tous les trois ans.
Toutefois, le service gestionnaire de la voirie communale pourra alerter le gestionnaire de réseaux en cas de désordres identifiés sur son réseau.
Le procès-verbal des visites périodiques de ces réseaux sera adressé par les gestionnaires de réseaux concernés au service gestionnaire de la voirie communale.
La surveillance particulière sera assurée, sous le contrôle du service gestionnaire de la voirie communale à l'occasion de toute intervention sur l'ouvrage pour éviter des désordres tels que :

- blessure de la couche d'étanchéité,
- percements de la structure,
- surcroît de charge,
- circulation de "courants vagabonds",
- fuites, …

## ARTICLE 85 - RESEAUX HORS D'USAGE

Dès la mise hors service et l'abandon définitif d'un réseau, son gestionnaire doit en informer la Ville de Vendôme ou l'autorité concédante concernée.
Si l'encombrement du sous-sol fait obstacle à la réalisation de travaux dans l'intérêt du domaine public occupé et conforme à sa destination et sauf mise en danger d'une structure extérieure au réseau, l'enlèvement de l'ouvrage mis hors d'usage par le gestionnaire du réseau pourra être demandé par la Ville de Vendôme. Il se fera alors, quand celui-ci existe, selon la procédure décrite au cahier des charges de concession et pour ce qui concerne les réseaux gaz, selon l'article de l'arrêté technique gaz du 13 juillet 2000.
Toutefois, il pourra être admis que les réseaux mis hors d'usage soient laissés en place pour une utilisation future dans les conditions suivantes :
- que ces réseaux soient suffisamment dimensionnés pour être réutilisables (tubages),
- qu'ils n'apportent aucune gêne au service public à l'occasion d'implantation de réseaux tiers.

## ARTICLE 86 - DETECTION DE LA PRESENCE D'AMIANTE ET TENEUR EN HYDROCARBURES POLYCYCLIQUES (HAP)

> *Code du travail, art. L. 4121-3, L.4531-1 et R.4412-97*
> *Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 modifié par le décret n°2013-594 du 5 juillet 2013*
> *Circulaire du 15 mai 2013 portant instruction sur la gestion des risques sanitaires liés à l'amiante dans le cas de travaux sur les enrobés amiantés du réseau routier national non concédé.*
> *Arrêt CAA de Nantes du 16 juin 2017*

PROJET

Certains enrobés mis en œuvre antérieurement (principalement entre 1970 et 1995 dans le cas de l'amiante) peuvent contenir des constituants (à une teneur d'environ 1%) aujourd'hui interdits, reconnus comme pouvant générer des problèmes de santé pour les travailleurs lors de leur manipulation ou à leur contact. On estime la production de ce type d'enrobés à 0,4% de la production annuelle d'enrobés à cette époque.
Il convient donc de caractériser les enrobés en place afin de s'assurer :

- De l'absence d'amiante ou dans le cas de HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) de leur teneur inférieure à une valeur limite
- Dans le cas contraire, de déterminer ce qu'il faut faire en présence de telles substances, préalablement à l'établissement du cahier des charges des travaux à réaliser, vis-à-vis des salariés des entreprises et du traitement des matériaux concernés.

La caractérisation pour établir l'absence ou la présence d'amiante et/ou de HAP en teneur élevée dans les enrobés concernés est de la responsabilité du donneur d'ordre (art. R 4412-97 du Code du travail), maître d'ouvrage, propriétaire ou gestionnaire de l'infrastructure dans le cadre de son évaluation des risques dès la phase conception (art. L.4121-3 et L.4531-1 du Code du Travail).

C'est le donneur d'ordre qui a la responsabilité de réaliser la recherche d'amiante et HAP avant la réalisation des travaux si cette information n'est pas connue. Si les informations sont connues, le service gestionnaire de la voirie les transmettra aux intervenants à la demande du donneur d'ordre.

Le donneur d'ordre s'entend comme le maître d'ouvrage, responsable des travaux ce qui implique que :

- la Ville de Vendôme est responsable des recherches d'amiante et teneur en HAP préalablement à ses travaux de réfection des chaussées dont les résultats doivent être fournis aux entreprises qui interviennent pour son compte ;
- Les concessionnaires ou les propriétaires de réseaux publics ou privés sont responsables des recherches d'amiante et teneur en HAP préalablement à leurs travaux dont les résultats doivent être fournis aux entreprises qui interviennent pour leur compte et au service gestionnaire des voiries.

Ces éléments sont confirmés par l'IDRRIM, l'URSIF et le CEREMA. Des précisions techniques et règlementaires sont également présentes dans la note d'information n° 27 de l'IDRRIM en date de décembre 2013, relative aux "responsabilités des maîtres d'ouvrage et dispositions à prendre lors d'opérations de fraisage, de démolition, de recyclage ou de réutilisation d'enrobés bitumineux".

Dans le cadre des travaux, la Ville de Vendôme exigera des intervenants la production des documents suivants :

- Fiche Technique du Produit (FTP),
- Fiche Technique des Agrégats d'Enrobés (FTAE),
- Certificat pour absence d'amiante,
- Certificat pour la teneur en HAP (inférieure au seuil fixé).

Ces documents sont nécessaires pour vérifier que les nouveaux revêtements, y compris pour le remblayage des tranchées, respectent la réglementation liée à l'amiante et aux HAP.

# CHAPITRE VI - SUPERSTRUCTURES

## ARTICLE 87 - PONTS - PASSERELLES

### *Forme de la demande d'autorisation*

En complément des documents exigés pour les permissions de voirie et d'occupation du domaine public, le dossier devra comporter les documents suivants :

- Un plan côté de l'installation ;
- Un descriptif de l'ouvrage mentionnant les conditions d'exploitation.

### *Contraintes techniques*

Sous les ouvrages d'art qui franchissent une voie communale, un tirant d'air d'au moins 4,50 m doit être réservé sur toute la largeur de la chaussée.

PROJET

Des dispositifs de sécurité protégeront au sol l'ensemble des appuis. Des panneaux de limitation de tonnage et de vitesse appropriés seront mis en place sous la responsabilité de l'intervenant.
Ces ouvrages seront calculés, réalisés, mis en place et entretenus sous la responsabilité et à la charge de l'intervenant. Ils devront faire l'objet d'un contrôle de la part d'un organisme agréé dont le certificat devra être adressé à la Direction du Patrimoine, de la Voirie et de l'Efficacité Énergétique.
En cas de modification du nivellement de la voie publique, l'intervenant devra mettre son ouvrage en conformité sans pouvoir prétendre à indemnité de la part de la Ville de Vendôme.

### ARTICLE 88 - PILASTRES, CHASSE-ROUES, SEUILS, COLONNES ET AUTRES

Ces installations sont autorisées dans la limite du gabarit des saillies pour des ouvrages:
- Jusqu'à 3 m de hauteur : 0,20 m ;
- Entre 3 et 3,50 m de hauteur : 0,50 m ;
- À plus de 3,50 m de hauteur : 0,80 m.

Le tout sous la réserve que les parties les plus saillantes des ouvrages soient situées à 0,50 m au moins en arrière du plan vertical passant par l'arête du trottoir.

***Forme de la demande d'autorisation***

En complément des documents exigés pour les permissions de voirie et d'occupation du domaine public, le dossier devra comporter une coupe verticale cotée permettant de vérifier le gabarit de la saillie.

***Contraintes techniques***

S'il n'existe pas de trottoir, ces saillies ne pourront être autorisées que dans les rues dont la largeur est égale ou supérieure à 8 m et devront être placées à 4,50 m au moins au-dessus du sol.
En tout état de cause, la largeur restante du trottoir ou du cheminement piéton, devra respecter la règlementation concernant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

## CHAPITRE VII - DISTRIBUTION DE CARBURANT

### ARTICLE 89 - CONDITIONS GENERALES DES AUTORISATIONS

*Articles L.511-1, L.512-1, L.512-9, R.512-50 à R.512-54 du Code de l'Environnement*
*Article annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 – Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables*

L'autorisation d'installer des distributeurs de carburant est accordée par arrêté préfectoral (article L.512-1 du code de l'environnement).
L'autorisation de voirie nécessaire à la construction des pistes pour y donner accès ne peut être accordée que si le dossier présenté par le pétitionnaire remplit les conditions de l'arrêté préfectoral autorisant l'installation et est conforme à la réglementation concernant l'urbanisme.
Toute installation est interdite dans les carrefours ainsi que dans la zone de dégagement de visibilité de ceux-ci telle qu'elle est définie par les instructions ministérielles.
Les pistes et bandes d'accélération et de décélération doivent être conçues de manière à permettre aux véhicules d'accéder aux appareils distributeurs sans créer de perturbation importante dans les courants de circulation et de sortir des lieux de distribution en prenant immédiatement la droite de la chaussée. Elles doivent être à sens unique
Elles ne doivent jamais couper une piste cyclable.
Aucun accès riverain ne peut être autorisé sur les bandes de décélération et d'accélération, le titulaire de l'autorisation devant faire, en tant que de besoin, son affaire des opérations de désenclavement.
L'arrêté d'autorisation comporte une durée de validité de cinq ans au maximum en ce qui concerne les ouvrages situés sur le domaine public.

## CHAPITRE IX - AUTRES OCCUPATIONS

PROJET

## ARTICLE 90 - IMPLANTATION DE SUPPORTS EN BORDURE DE LA VOIE PUBLIQUE

*Arrêté interministériel du 2 avril 1991, industrie-équipement-postes-environnement, notamment ses articles 24 à 29*

Ces implantations doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du maire. Elles peuvent faire l'objet d'une convention.

## ARTICLE 91 - POINTS DE VENTE TEMPORAIRES EN BORDURE DE ROUTE

Les installations, de quelque nature qu'elles soient, établies en vue de la vente de tous produits, denrées et marchandises sur les dépendances et délaissés des voies communales et sur terrains privés aux abords de ces voies, sont soumises aux règles ci-après déterminées.
Lesdites installations et dépôts sur le domaine public routier en bordure des voies communales, constituant une occupation privative de celui-ci sans en modifier généralement l'emprise, seront subordonnées à la délivrance préalable de permis de stationnement.
Les demandes des dites autorisations de voirie seront adressées au maire.
Elles devront être présentées sur papier libre par le pétitionnaire et contenir l'indication exacte de ses nom, prénom et domicile. Elles désigneront explicitement le lieu où le stationnement est projeté.
Elles pourront donner lieu au paiement d'une redevance au profit de la commune.

Le pétitionnaire devra se conformer aux directives ci-après :

- les emplacements autorisés seront désignés de telle sorte que la sécurité et la fluidité de la circulation routière soient assurées en toute éventualité en tenant compte des caractéristiques de la voie et de l'intensité du trafic ;
- pour ces motifs, l'installation de ces points de vente ne sera pas autorisée sur une distance de 150 m de part et d'autre des zones présentant un danger particulier pour la circulation : carrefour, virage, sommet de côte, etc. ;
- elle sera également interdite dans les périodes et sur les itinéraires où l'intensité du trafic rendrait dangereux les manœuvres d'arrêt des véhicules et leur retour dans le courant de circulation ;
- en tout état de cause, la mise en place d'une pré-signalisation et d'une signalisation de ces points de vente sera définie en accord avec le maire, en tenant compte des règlements sur l'affichage et la signalisation routière.

Sur terrains privés, les propriétaires, promeneurs, fermiers ou locataires - lesquels devront justifier de leur titre - ne pourront installer des points de vente que si les dits terrains possèdent un accès suffisant à la voie dont ils sont riverains et sous réserve des dispositions suivantes :

- ces accès, qui auront les caractéristiques des entrées charretières, devront être convenablement empierrés et stabilisés, exécutés de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers des chaussées et des accotements. Ils devront satisfaire aux conditions de sécurité énoncées ci-dessus ;
- le maire sera préalablement informé pour permettre de vérifier si les accès répondent aux conditions imposées, ou d'indiquer les modifications à apporter pour les rendre compatibles ;
- toutes les conditions prévues ci-dessus seront également applicables à ces points de vente sur terrains privés, sauf en ce qui concerne le stationnement des véhicules qui devra être assuré par le pétitionnaire en dehors du domaine public.

PROJET

# TITRE V - GESTION ET POLICE DE CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

PROJET

## ARTICLE 92 - CONTRAVENTIONS DE VOIRIE ET INTERDICTIONS DIVERSES

*Articles L 2132-1 et L 2132-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques*
*Article L. 116-1 et R.116-2 du Code de la Voirie Routière*
*Article R.411-20 du Code la Route*
*Articles 131-12 à 131-18, R 631-1, R 635-1 et R 635-8 du Code Pénal*
*Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux*
*Décret n°72-824 du 6 septembre 1972*
*Loi n°70-1301 du 31 décembre 1970*

### *Contraventions de voirie*

Seront punis de l'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe ceux qui :

- Sans autorisation auront empiété sur le domaine public routier ou auront accompli un acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine ou de ses dépendances, ainsi qu'à celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine ;
- Auront dérobé des matériaux entreposés sur le domaine public routier et ses dépendances pour les besoins de la voie ;
- Sans autorisation préalable et d'une façon non conforme à la destination du domaine public routier, auront occupé tout ou partie de ce domaine ou de ses dépendances ou y auront effectué des dépôts ;
- Auront laissé écouler ou qui auront répandu ou jeté sur les voies publiques des substances susceptibles de nuire à la salubrité publique et à la sécurité publique ou d'incommoder le public ;
- En l'absence d'autorisation, auront établi ou auront laissé croître des arbres ou haies à moins de deux mètres de la limite du domaine public routier ;
- Sans autorisation préalable, auront exécuté un travail sur le domaine public routier ;
- Sans autorisation auront creusé un souterrain sous le domaine public routier.

### *Mesures générales de protection du domaine public communal, de propreté et de salubrité*

Il est interdit par ailleurs de dégrader les chaussées et dépendances des voies communales, ainsi que de compromettre la sécurité ou la commodité de la circulation des usagers de ces voies et notamment :

- d'y faire circuler des véhicules dont les caractéristiques ne respectent pas les normes établies par les textes en vigueur (sauf dérogations accordées dans les conditions définies à l'article 2.2) ou excédant les limites fixées par le maire lors des périodes de mise en place de barrières de dégel ;
- de terrasser ou d'entreprendre de quelconques travaux susceptibles de dégrader la couche de surface, le corps de la chaussée ou ses dépendances, en dehors des conditions définies aux articles 3.16 à 5.3 du présent règlement ;
- de modifier les caractéristiques hydrauliques des ouvrages d'assainissement de la chaussée et de ses dépendances ;
- de rejeter dans l'emprise des voies ou dans les ouvrages hydrauliques annexes des eaux usées ou des eaux de ruissellement autres que celles qui s'y écoulent naturellement ;
- de mutiler les arbres plantés sur les dépendances des voies communales et d'une façon générale déterrer, dégrader et porter atteinte à toutes les plantations, arbustes, fleurs, etc. plantés sur le domaine public routier ;
- de dégrader, de déplacer ou de modifier l'aspect des panneaux et ouvrages de signalisation et leurs supports ;
- de dégrader les ouvrages d'art ou leurs dépendances ;
- d'apposer des dessins, graffiti, inscriptions, affiches sur les chaussées, les dépendances, les arbres, les panneaux de signalisation et tous autres équipements intéressant la circulation routière ;
- de répandre, de déposer, de jeter ou de laisser s'écouler sur la chaussée et ses dépendances des matériaux, liquides ou solides, des excréments d'animaux, des immondices et résidus de toute sorte et d'une manière générale des substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité ou d'incommoder le public et d'incinérer des pneus ;
- de laisser errer des animaux sur la chaussée et ses dépendances ;

PROJET

- de jeter, de laisser tomber ou de déposer dans l'emprise de la voirie des papiers, emballages, détritus, déchets ou autres objets portant atteinte à la propreté ou à la salubrité des lieux, d'abandonner des produits usagés (véhicules hors d'usage réduits ou non à l'état de carcasses non identifiables, huiles de vidange, vêtements, piles et accumulateurs, etc.) ;
- d'occuper sans autorisation tout ou partie du domaine public routier et ses dépendances, d'y effectuer des dépôts de toute nature ou d'y faire stationner des caravanes.
- de dérober les équipements de signalisation et de sécurité ainsi que les matériaux entreposés sur le domaine public routier et ses dépendances pour les besoins du service.

## ARTICLE 93 - REGLEMENTATION DE LA POLICE DE LA CIRCULATION

*Code de la Route*
*Loi 82-213 du 2 mars 1982*
*Décret 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route*

### *Dispositions générales*

Sur les voies communales, les mesures relatives à la circulation routière sont de la compétence du maire. Elles comprennent entre autres :

- la définition des limites de l'agglomération ;
- la réglementation de la vitesse ;
- la réglementation du stationnement ;
- l'instauration de sens prioritaire ;
- l'interdiction de dépasser ;
- l'instauration de sens unique ;
- l'instauration d'interdiction de circuler ;
- les modifications temporaires des conditions de circulation,
- l'établissement de barrières de dégel, les limitations de tonnage en section courante ou au passage des ponts etc.

### *Cas particuliers des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par une signalisation spéciale*

En application de l'article R.411-7 du Code de la Route, les intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par une signalisation spéciale ou par des feux de signalisation lumineux, sont désignées comme suit :

| Intersections | À l'extérieur de l'agglomération | À l'intérieur de l'agglomération |
|---|---|---|
| RN / VC | Arrêté conjoint du Préfet et du maire | Maire |
| RD GC / VC | Préfet après consultation du maire et du Président du Conseil Départemental | Préfet sur proposition ou après consultation du maire |
| RD / VC | Arrêté conjoint du Président du Conseil Départemental et du maire | Maire |
| VC / VC et VC / CR | Maire | Maire |

*RN : route nationale - RD : route départementale - VC : voie communale - CR : chemin rural - RD GC : route départementale classée à grande circulation.*

### *Cas particulier des voies communales dont l'axe délimite le territoire de deux communes*

En ce cas, la police de la circulation sur ces voies est exercée en commun par les maires de ces communes et la réglementation est édictée sous forme soit d'arrêtés concordants signés par chacun d'eux, soit d'un arrêté unique signé par les deux maires.

PROJET

## ARTICLE 94 - DEGRADATIONS DES CHAUSSEES - DISPOSITIONS FINANCIERES

*Article L 141-9 du Code de la Voirie Routière*

Toutes les fois qu'une voie communale entretenue à l'état de viabilité est, habituellement ou temporairement, soit empruntée par des véhicules dont la circulation entraîne des détériorations anormales, soit dégradée par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute entreprise, il peut être imposé aux entrepreneurs ou propriétaires des contributions spéciales, dont la quotité est proportionnée à la dégradation causée.
Ces contributions sont acquittées dans des conditions arrêtées dans une convention. À défaut d'accord amiable et de convention, elles sont réglées annuellement sur la demande de la commune par le tribunal administratif compétent après expertise, et recouvrées comme en matière d'impôts directs.

## ARTICLE 95 - CONSTATATION, POURSUITE ET REPRESSION DES INFRACTIONS A LA POLICE DE LA CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

*Code Pénal*
*Code de Procédure Pénale*
*Code de la Voirie Routière et notamment les articles L.116-1 à L.116-4, L.116-6 et L.116-7, R.116-1 et R.116-2*
*Articles L.2132-1 et L.2132-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques*
*Articles R.411-18, R.411-21, R.422-4 et R.433-4 du Code de la Route*
*Articles L.2211-1 à L.2211-3, L.2212-1 à L.2212-5 et L.2213-1 à L.2213-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales*

### *Les constations*

Sans préjudice des compétences susceptibles d'être reconnues à cet effet à d'autres fonctionnaires et agents par les lois et règlements en vigueur, les infractions à la police de la conservation du domaine public routier sont constatées dans les conditions prévues par l'article L.116-2 du code de la voirie routière. En particulier, sont chargés de cette mission les agents assermentés et commissionnés à cet effet par le maire.
Les procès-verbaux des infractions relevées sont transmis au maire et au procureur de la république.

### *Les poursuites*

Les infractions à la police de la conservation du domaine public routier de la commune sont poursuivies dans les conditions prévues aux articles L.116-3 à L.116-4 et L.116-6 à L.116-7 du Code de la Voirie Routière.

### *La répression des infractions*

La répression des infractions constatées est poursuivie dans les conditions prévues à l'article R.116-2 du code de la voirie routière ou aux articles R 411-18, R 411-21, R 422-4 et R 433-4 du code de la route en cas d'infraction aux dispositions des mêmes articles du code de la route.
Le maire peut faire citer le prévenu et les personnes civilement responsables par un agent de la commune en concurrence avec le procureur de la république.

### *L'action en réparation*

L'action en réparation tendant à obtenir réparation du préjudice causé est imprescriptible.
Elle s'exerce :
Soit devant la juridiction pénale en présentant une demande de réparation civile, sur le réquisitoire du procureur de la république ;
Soit directement devant la juridiction civile lorsque l'action publique est éteinte par prescription ou amnistie.

## ARTICLE 96 - PUBLICITE SUR LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

*Articles L 581-1 à L 581-45 du Code de l'Environnement*
*Articles R 418-1 à R 418-9 du Code de la Route*

PROJET

L'implantation des supports d'enseignes, pré enseignes, panneaux publicitaires répond aux prérogatives du Règlement Nationale de Publicité et du règlement des Sites Patrimoniales Remarquables (délibération du 21/01/2016 ; plan de délimitation en annexe 4)
En agglomération, l'implantation de mobilier urbain aménagé pour recevoir de la publicité, sur le domaine public routier de la commune, peut être autorisée, au cas par cas, par une permission de voirie accordée dans les conditions prévues au titre I du présent règlement.

### ARTICLE 97 - IMMEUBLES MENAÇANT RUINE

*Articles L.2212-1, L.2212-2/1° et L.2213-24 du Code Général des Collectivités Territoriales*
*L 511-1 à L 511-22 et R 511-1 à R 511-13 du Code de la Construction et de l'Habitation*
*Article R.421-29 du Code de l'Urbanisme*

Lorsqu'un immeuble riverain d'une voie communale menace ruine et constitue un danger pour la circulation, il appartient au maire d'entamer et de poursuivre la procédure prévue aux articles L 511-1 à L 511-22 et R 511-1 à R 511-13 du Code de la Construction et de l'Habitation.

PROJET

# TITRE VI - ANNEXES

PROJET

Accusé de réception en préfecture
041-214102691-20240620-VVD20240620-44r-CC
Date de télétransmission : 03/07/2024
Date de réception préfecture : 03/07/2024



*Annexe 1* Classement des voies – Structures de chaussée

*Annexe 2* *Recommandations techniques – annexe de la convention de rétrocession*

*Annexe 3* *Entrées charretières – voies d'accès*

*Annexe 4* *Plan de délimitation SPR (Secteur Patrimonial Remarquable)*

*Annexe 5a* *Demande de permission ou d'autorisation de voirie, de permis de stationnement ou d'autorisation d'entreprendre des travaux (CERFA n°14023)*

*Annexe 5b* *Notice CERFA n°14023*

*Annexe 6* *Charte des terrasses*

*Annexe 7a* *Demande d'arrêté de police de la circulation (CERFA n°14024)*

*Annexe 7b* *Notice CERFA n°14024*

*Annexe 8a* *Avis de travaux urgents (ATU) - CERFA 14523*

*Annexe 8b* *Notice CERFA n°14523*

*Annexe 9* *Rapport d'état des lieux avant travaux*

*Annexe 10* *Exécution de travaux sur le domaine public*

*Annexe 11* *Remblayage des tranchées*

*Annexe 12* *Réfection de surfaces spécifiques*

PROJET